

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*

**VOLUME
CLXXII**

1936

**N^{os} 3977-4000
et Annexe XLII**

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N^o 3977. — France et Palestine :	
Arrangement entre l'Administration des postes de France et l'Administration des postes de Palestine relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Jérusalem, le 31 mars 1936, et à Paris, le 19 juin 1936	17
N^o 3978. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption réciproque de certaines taxes en ce qui concerne les entreprises de transport aérien. Londres, le 27 août 1936	53
N^o 3979. — Hongrie et Tchécoslovaquie :	
Accord concernant la fixation d'une période générale uniforme de protection des poissons, ainsi que les conditions d'autorisation de la pêche de nuit dans les cours d'eau frontières tchécoslovaco-hongrois. Signé à Budapest, le 8 juin 1934	61
N^o 3980. — Canada et Pologne :	
Convention de commerce, avec annexes. Signée à Ottawa, le 3 juillet 1935	69
N^o 3981. — Etats-Unis d'Amérique et Finlande :	
Accord tarifaire, avec annexes. Signé à Washington, le 18 mai 1936	97
N^o 3982. — Finlande et Turquie :	
Accord commercial, avec annexes et protocoles additionnels. Signés à Ankara, le 20 juin 1936	125

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

**VOLUME
CLXXII**

1936

**Nos. 3977 - 4000
and Annex XLII**

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 3977. — France and Palestine :	
Agreement between the Post Office of France and the Post Office of Palestine for the Exchange of Parcels by Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Jerusalem, March 31st, 1936, and at Paris, June 19th, 1936	17
No. 3978. — Great Britain and Northern Ireland and the Netherlands :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Reciprocal Exemption from Certain Taxation in respect of the Business of Air Transport. London, August 27th, 1936 ...	53
No. 3979. — Hungary and Czechoslovakia :	
Agreement concerning the fixing of a Uniform General Close Season for Fishing and the Conditions for the Authorisation of Night Fishing in the Czechoslovak-Hungarian Frontier Watercourses. Signed at Budapest, June 8th, 1934	61
No. 3980. — Canada and Poland :	
Convention of Commerce, with Annexes. Signed at Ottawa, July 3rd, 1935	69
No. 3981. — United States of America and Finland :	
Agreement concerning Tariff Questions, with Annexes. Signed at Washington, May 18th, 1936	97
No. 3982. — Finland and Turkey :	
Commercial Agreement, with Annexes and Additional Protocols. Signed at Ankara, June 20th, 1936	125

	Pages
N° 3983. — Finlande et Turquie :	
Accord de clearing, signé à Ankara, le 20 juin 1936, et échange de notes y relatif de la même date	135
N° 3984. — Finlande et Pologne :	
Protocole tarifaire, avec annexe et protocole final. Signés à Varsovie, le 16 juillet 1936	143
N° 3985. — Finlande et Pays-Bas :	
Protocole tarifaire. Signé à Helsinki, le 25 août 1936	151
N° 3986. — Finlande et Italie :	
Accord provisoire pour régler les échanges commerciaux et les paiements y afférents, et protocole additionnel, signés à Rome, le 28 septembre 1936, et échange de notes modifiant l'article 6 de cet accord, Rome, le 26 octobre 1936	155
N° 3987. — Finlande et Hongrie :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la dispense de l'obligation, pour les ressortissants des deux pays, de l'obtention d'un visa pour entrer en Hongrie ou en Finlande. Helsinki, le 3 avril 1936	167
N° 3988. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Irak :	
Accord concernant le transfert de la propriété des chemins de fer au Gouvernement de l'Irak, signé à Bagdad, le 31 mars 1936, et échange de notes y relatif de la même date	175
N° 3989. — Estonie et Italie :	
Accord pour régler les échanges commerciaux entre les deux pays et les paiements y afférents. Signé à Rome, le 6 octobre 1936	189
N° 3990. — Etats-Unis d'Amérique et France :	
Convention additionnelle à la Convention d'extradition du 6 janvier 1909. Signée à Paris, le 23 avril 1936... ..	197
N° 3991. — Etats-Unis d'Amérique et Danemark :	
Convention additionnelle au Traité d'extradition du 6 janvier 1902 et à la Convention additionnelle du 6 novembre 1905. Signée à Washington, le 6 mai 1936	203
N° 3992. — Belgique et Italie :	
Convention additionnelle étendant, d'une part au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi, et d'autre part à la Cyrénaïque, à la Tripolitaine, à l'Erythrée, à la Somalie italienne et aux îles italiennes de la mer Egée, la Convention d'extradition entre la Belgique et l'Italie du 15 janvier 1875 et les Conventions additionnelles à cette convention des 10 mars 1879, 30 décembre 1881 et 28 janvier 1929. Signée à Rome, le 2 décembre 1935	209

	Page
No. 3983. — Finland and Turkey :	
Clearing Agreement, signed at Ankara, June 20th, 1936, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	135
No. 3984. — Finland and Poland :	
Protocol concerning Tariff Questions, with Annex and Final Protocol. Signed at Warsaw, July 16th, 1936	143
No. 3985. — Finland and the Netherlands :	
Protocol concerning Tariff Questions. Signed at Helsinki, August 25th, 1936	151
No. 3986. — Finland and Italy :	
Provisional Agreement regulating Commercial Exchanges and the Payments in respect thereof, and Additional Protocol, signed at Rome, September 28th, 1936, and Exchange of Notes modifying Article 6 of this Agreement, Rome, October 26th, 1936	155
No. 3987. — Finland and Hungary :	
Exchange of Notes constituting an Agreement whereby Nationals of the Two Countries are exempted from the Obligation to obtain a Visa for the Purpose of entering Hungary or Finland. Helsinki, April 3rd, 1936	167
No. 3988. — Great Britain and Northern Ireland and Iraq :	
Agreement regarding the Transfer of the Ownership of the Railways to the 'Iraqi Government, signed at Baghdad, March 31st, 1936, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	175
No. 3989. — Estonia and Italy :	
Agreement for the Regulation of Commercial Exchanges between the Two Countries and Payments in respect thereof. Signed at Rome, October 6th, 1936	189
No. 3990. — United States of America and France :	
Supplementary Convention to the Extradition Convention of January 6th, 1909. Signed at Paris, April 23rd, 1936	197
No. 3991. — United States of America and Denmark :	
Supplementary Convention to the Extradition Treaty of January 6th, 1902, and to the Additional Convention of November 6th, 1905. Signed at Washington, May 6th, 1936.	203
No. 3992. — Belgium and Italy :	
Additional Convention regarding the Application to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi, on the One Hand, and to Cyrenaica, Tripolitania, Eritrea, Italian Somaliland and the Italian Islands of the Ægean Sea, on the Other Hand, of the Extradition Convention of January 15th, 1875, between Belgium and Italy, and of the Additional Conventions to that Convention of March 10th, 1879, December 30th, 1881, and January 28th, 1929. Signed at Rome, December 2nd, 1935	209

	Pages
N° 3993. — Espagne et France :	
Arrangement relatif aux achats de tabac et à la répression de la contrebande. Signé à Madrid, le 30 décembre 1935	217
N° 3994. — Estonie et Lettonie :	
Echange de notes comportant un accord concernant les indemnités à payer lors de l'aliénation des terrains partagés par la frontière entre les deux pays, avec annexe. Riga, le 6 octobre 1936... ..	221
N° 3995. — Union Sud-Africaine, Belgique, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Égypte, Espagne, France, Italie, Portugal et Soudan anglo-égyptien :	
Convention relative à la conservation de la faune et de la flore à l'état naturel, avec annexe et protocole. Signés à Londres, le 8 novembre 1933	241
N° 3996. — Brésil et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Echange de notes comportant un accord provisoire concernant les relations commerciales entre les deux pays. Londres, le 10 août 1936	273
N° 3997. — Brésil et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Echange de notes comportant un arrangement provisoire concernant les relations commerciales entre le Brésil et Terre-Neuve. Londres, le 10 août 1936	283
N° 3998. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Turquie :	
Accord de commerce et de clearing, avec annexes et protocole, signés à Londres, le 2 septembre 1936, et échange de notes y relatif de la même date	289
N° 3999. — Estonie et Finlande :	
Convention concernant la navigation aérienne. Signée à Helsinki, le 12 septembre 1936 ...	345
N° 4000. — Allemagne et Finlande :	
Convention en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs, et protocole final. Signés à Helsinki, le 25 septembre 1935... ..	359
 ANNEXE XLII. — Ratifications, adhésions, prolongations, dénonciations, etc.	
N° 11. — Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de « Traite des blanches ». Signé à Paris, le 18 mars 1904.	
<i>Adhésion</i>	388
N° 170. — Protocole de signature concernant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Genève, le 16 décembre 1920.	
Disposition facultative :	
<i>Signature</i>	389

	Page
No. 3993. — Spain and France :	
Agreement regarding Purchases of Tobacco and the Prevention of Smuggling. Signed at Madrid, December 30th, 1935	217
No. 3994. — Estonia and Latvia :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Payment of Indemnities on the Occasion of the Alienation of Estates intersected by the Frontier Line between the Two Countries, with Annex. Riga, October 6th, 1936	221
No. 3995. — Union of South Africa, Belgium, Great Britain and Northern Ireland, Egypt, Spain, France, Italy, Portugal and Anglo-Egyptian Sudan :	
Convention relative to the Preservation of Fauna and Flora in their Natural State, Annex and Protocol. Signed at London, November 8th, 1933	241
No. 3996. — Brazil and Great Britain and Northern Ireland :	
Exchange of Notes constituting a Temporary Agreement regarding Commercial Relations between the Two Countries. London, August 10th, 1936	273
No. 3997. — Brazil and Great Britain and Northern Ireland :	
Exchange of Notes constituting a Temporary Arrangement regarding Commercial Relations between Brazil and Newfoundland. London, August 10th, 1936	283
No. 3998. — Great Britain and Northern Ireland and Turkey :	
Agreement respecting Trade and Clearing, with Annexes and Protocol, signed at London, September 2nd, 1936, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date ...	289
No. 3999. — Estonia and Finland :	
Convention regarding Air Navigation. Signed at Helsinki, September 12th, 1936	345
No. 4000. — Germany and Finland :	
Convention for the Prevention of Double Taxation in the Matter of Direct Taxes, and Final Protocol. Signed at Helsinki, September 25th, 1935.	359
 ANNEX XLII. — Ratifications, Accessions, Prolongations, Denunciations, etc.	
No. 11. — International Agreement for the Suppression of the " White Slave Traffic ". Signed at Paris, March 18th, 1904.	
<i>Accession</i>	388
No. 170. — Protocol of Signature relating to the Statute of the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Geneva, December 16th, 1920.	
Optional Clause :	
<i>Signature</i>	389

	Pages
N° 222. — Convention internationale de l'opium. Signée à La Haye, le 23 janvier 1912.	
Application de la convention à la Principauté de Liechtenstein	390
N° 269. — Convention internationale pour la suppression de la traite des femmes et des enfants. Signée à Genève, le 30 septembre 1921.	
<i>Adhésions</i>	391
N° 288. — Accord entre le Gouvernement britannique et le Gouvernement italien, au sujet des sépultures militaires britanniques en Italie. Signé à Rome, le 11 mai 1922.	
Echange de notes entre les Gouvernements de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, au Canada, dans le Commonwealth d'Australie et en Nouvelle-Zélande et le Gouvernement de l'Inde, et le Gouvernement italien, relatif à l'interprétation à donner à l'article 7 de l'accord susmentionné. Rome, le 6 août 1936	391
N° 685. — Convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes. Signée à Genève, le 12 septembre 1923.	
<i>Adhésion</i>	398
N° 722. — Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Pologne. Signé à Varsovie, le 26 novembre 1923.	
Echange de notes relatif à l'application au Kénia (Colonie et Protectorat) du traité susmentionné. Varsovie, les 4 et 18 juin 1936	398
N° 1094. — Traité de commerce et de navigation entre l'Albanie et l'Italie. Signé à Rome, le 20 janvier 1924.	
Protocole additionnel au Traité de commerce et de navigation du 20 janvier 1924 entre le Royaume d'Albanie et le Royaume d'Italie. Signé à Tirana, le 28 janvier 1936...	400
N° 1133. — Convention entre la République de Finlande et l'Union des Républiques soviétiques socialistes concernant le transport direct de voyageurs et de marchandises par voie ferrée. Signée à Helsinki, le 18 juin 1924.	
Protocole modifiant la Convention du 18 juin 1924 relative au transport direct de voyageurs et de marchandises par voie ferrée. Signé à Helsinki, le 11 février 1936	403
N° 1414. — Convention relative à l'esclavage. Signée à Genève, le 25 septembre 1926.	
Modification de la réserve faite par l'Inde	410
N° 1793. — Convention sanitaire internationale, avec protocole de signature. Signés à Paris, le 21 juin 1926.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	411
<i>Ratification</i>	411
N° 2138. — Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques. Signé à Genève, le 17 juin 1925.	
<i>Ratification</i>	411

	Page
No. 222. — International Opium Convention. Signed at The Hague, January 23rd, 1912.	
Application of the Convention to the Principality of Liechtenstein	390
No. 269. — International Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children. Signed at Geneva, September 30th, 1921.	
<i>Accessions</i>	391
No. 288. — Agreement between the British Government and the Italian Government concerning Graves of British Soldiers in Italy. Signed at Rome, May 11th, 1922.	
Exchange of Notes between His Majesty's Governments in the United Kingdom, Canada, the Commonwealth of Australia and New Zealand and the Government of India and the Italian Government concerning the Interpretation to be placed on Article 7 of the above-mentioned Agreement. Rome, August 6th, 1936	391
No. 685. — International Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications. Signed at Geneva, September 12th, 1923.	
<i>Accession</i>	398
No. 722. — Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Poland. Signed at Warsaw, November 26th, 1923.	
Exchange of Notes regarding the Application to Kenya Colony and Protectorate of the above-mentioned Treaty. Warsaw, June 4th and 18th, 1936	398
No. 1094. — Treaty of Commerce and Navigation between Albania and Italy. Signed at Rome, January 20th, 1924.	
Additional Protocol to the Treaty of Commerce and Navigation of January 20th, 1924, between the Kingdom of Albania and the Kingdom of Italy. Signed at Tirana, January 28th, 1936	400
No. 1133. — Convention between the Republic of Finland and the Union of Soviet Socialist Republics with regard to the Through Carriage of Passengers and Goods by Rail. Signed at Helsinki, June 18th, 1924.	
Protocol modifying the Convention of June 18th, 1924, with regard to the Through Carriage of Passengers and Goods by Rail. Signed at Helsinki, February 11th, 1936	403
No. 1414. — Slavery Convention. Signed at Geneva, September 25th, 1926.	
Modification of the Reservation made by India	410
No. 1793. — International Sanitary Convention, with Protocol of Signature. Signed at Paris, June 21st, 1926.	
<i>Presentation for registration</i>	411
<i>Ratification</i>	411
No. 2138. — Protocol for the Prohibition of the Use in War of Asphyxiating, Poisonous or Other Gases, and of Bacteriological Methods of Warfare. Signed at Geneva, June 17th, 1925.	
<i>Ratification</i>	411

	Pages
N° 2603. — Accord sur les bateaux-feu gardés se trouvant hors de leur poste normal. Signé à Lisbonne, le 23 octobre 1930.	
<i>Ratification</i>	412
N° 2623. — Convention internationale pour la répression du faux monnayage, et protocole. Signés à Genève, le 20 avril 1929.	
<i>Adhésion</i>	412
N° 2624. — Protocole facultatif concernant la répression du faux monnayage. Signé à Genève, le 20 avril 1929.	
<i>Adhésion</i>	412
N° 2733. — Convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.	
<i>Ratification</i>	413
N° 2734. — Convention relative au traitement des prisonniers de guerre. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.	
<i>Ratification</i>	413
N° 2845. — Echange de notes entre les Gouvernements brésilien et suédois, comportant un arrangement commercial provisoire. Rio de Janeiro, le 16 octobre 1931.	
Echange de notes prorogeant l'arrangement commercial susmentionné jusqu'à la conclusion d'un accord de commerce définitif, et fixant un préavis de 30 jours pour sa dénonciation. Rio de Janeiro, le 28 juillet 1936	414
N° 2936. — Accord entre la France et la Lettonie au sujet du règlement des créances commerciales entre les deux pays. Signé à Riga, le 8 mars 1932. ...	
Avenant à l'accord susmentionné. Signé à Riga, le 18 août 1936	417
N° 2945. — Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement du Salvador concernant les relations commerciales entre les deux pays. San-Salvador, le 8 août 1931.	
Echange de notes relatif à la prorogation pour un an, à partir du 16 décembre 1936, de l'accord susmentionné. San-Salvador, le 22 juillet 1936	420
N° 3119. — Convention internationale sur les lignes de charge. Signée à Londres, le 5 juillet 1930.	
<i>Adhésions</i>	423
N° 3127. — Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer. Signée à Londres, le 31 mai 1929.	
<i>Adhésions</i>	423
<i>Ratification</i>	424

	Page
No. 2603. — Agreement concerning Manned Lightships not on Their Stations. Signed at Lisbon, October 23rd, 1930.	
<i>Ratification</i>	412
No. 2623. — International Convention for the Suppression of Counterfeiting Currency, and Protocol. Signed at Geneva, April 20th, 1929.	
<i>Accession</i>	412
No. 2624. — Optional Protocol regarding the Suppression of Counterfeiting Currency. Signed at Geneva, April 20th, 1929.	
<i>Accession</i>	412
No. 2733. — Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armies in the Field. Signed at Geneva, July 27th, 1929.	
<i>Ratification</i>	413
No. 2734. — Convention relative to the Treatment of Prisoners of War. Signed at Geneva, July 27th, 1929.	
<i>Ratification</i>	413
No. 2845. — Exchange of Notes between the Brazilian and Swedish Governments constituting a Provisional Commercial Agreement. Rio de Janeiro, October 16th, 1931.	
Exchange of Notes renewing the above-mentioned Commercial Agreement until the Conclusion of a Definitive Commercial Agreement, and fixing a Period of Thirty Days for its Denunciation. Rio de Janeiro, July 28th, 1936	414
No. 2936. — Agreement between France and Latvia regarding the Settlement of Commercial Claims between the Two Countries. Signed at Riga, March 8th, 1932.	
Additional Agreement to the above-mentioned Agreement. Signed at Riga, August 18th, 1936	417
No. 2945. — Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of Salvador in regard to Commercial Relations between the Two Countries. San Salvador, August 8th, 1931.	
Exchange of Notes relating to the Prolongation for One Year, as from December 16th, 1936, of the above-mentioned Agreement. San Salvador, July 22nd, 1936	420
No. 3119. — International Load Line Convention: Signed at London, July 5th, 1930.	
<i>Accessions</i>	423
No. 3127. — International Convention for the Safety of Life at Sea. Signed at London, May 31st, 1929.	
<i>Accessions</i>	423
<i>Ratification</i>	424

	Pages
N° 3145. — Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, et protocole additionnel. Signés à Varsovie, le 12 octobre 1929.	
<i>Ratification</i>	425
<i>Adhésions</i>	425
N° 3185. — Convention sur le régime fiscal des véhicules automobiles étrangers. Signée à Genève, le 30 mars 1931.	
<i>Ratification</i>	426
N° 3219 — Convention pour limiter la fabrication et régler la distribution des stupéfiants, et protocole de signature. Signés à Genève, le 13 juillet 1931.	
<i>Ratification</i>	426
<i>Adhésion</i>	426
N° 3459. — Convention sur l'unification de la signalisation routière, avec annexe. Signée à Genève, le 30 mars 1931.	
<i>Adhésion</i>	426
<i>Ratification</i>	426
N° 3476. — Convention internationale relative à la répression de la traite des femmes majeures. Signée à Genève, le 11 octobre 1933.	
<i>Ratification</i>	427
N° 3564. — Arrangement international relatif aux statistiques des causes de décès. Signé à Londres, le 19 juin 1934.	
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement des Pays-Bas concernant l'application aux Indes néerlandaises, à Surinam et à Curaçao de l'arrangement susmentionné. Londres, les 10 septembre 1935, 24 et 31 juillet 1936	427
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement égyptien concernant l'application à « Minchât Sabry » Markaz Quesna (Basse-Egypte) de l'arrangement susmentionné. Londres, les 20 et 27 juillet 1936	430
N° 3663. — Convention relative au statut international des réfugiés. Signée à Genève, le 28 octobre 1933.	
<i>Adhésion</i>	432
<i>Ratification</i>	433
N° 3683. — Accord entre l'Allemagne et la Finlande relatif à la prorogation de la validité de l'Accord du 2 octobre 1934 concernant les paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Helsinki, le 29 mai 1935.	
Protocole prorogeant jusqu'au 31 décembre 1936 la validité de l'accord susmentionné. Signé à Berlin, le 21 décembre 1935	433

	Page
No. 3145. — Convention for the Unification of Certain Rules relating to International Carriage by Air, and Additional Protocol. Signed at Warsaw, October 12th, 1929.	
<i>Ratification</i>	425
<i>Accessions</i>	425
No. 3185. — Convention on the Taxation of Foreign Motor Vehicles. Signed at Geneva, March 30th, 1931.	
<i>Ratification</i>	426
No. 3219. — Convention for limiting the Manufacture and regulating the Distribution of Narcotic Drugs, and Protocol of Signature. Signed at Geneva, July 13th, 1931.	
<i>Ratification</i>	426
<i>Accession</i>	426
No. 3459. — Convention concerning the Unification of Road Signals, with Annex. Signed at Geneva, March 30th, 1931.	
<i>Accession</i>	426
<i>Ratification</i>	426
No. 3476. — International Convention for the Suppression of the Traffic in Women of Full Age. Signed at Geneva, October 11th, 1933.	
<i>Ratification</i>	427
No. 3564. — International Agreement relating to Statistics of Causes of Death. Signed at London, June 19th, 1934.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Netherlands Government regarding the Extension to the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao of the above-mentioned Agreement. London, September 10th, 1935, July 24th and 31st, 1936	427
Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Egyptian Government relating to the Extension to "Minchât Sabry" Markaz Quesna (Lower Egypt) of the above-mentioned Agreement. London, July 20th and 27th, 1936	430
No. 3663. — Convention relating to the International Status of Refugees. Signed at Geneva, October 28th, 1933.	
<i>Accession</i>	432
<i>Ratification</i>	433
No. 3683. — Agreement between Germany and Finland renewing the Validity of the Agreement of October 2nd, 1934, concerning Payments in connection with Goods Transactions between the Two Countries. Signed at Helsinki, May 29th, 1935.	
Protocol renewing until December 31st, 1936, the Validity of the above-mentioned Agreement. Signed at Berlin, December 21st, 1935	433

	Pages
N° 3737. — Echange de notes entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes comportant un accord concernant les relations commerciales entre les deux pays. Moscou, les 13 juillet et 11 et 15 juillet 1935.	
Echange de notes comportant un accord prorogeant jusqu'au 13 juillet 1937 la validité de l'accord susmentionné. Moscou, les 11 juillet et 9 et 13 juillet 1936	434
N° 8 a). — Convention relative à la répression de la traite des blanches. Signée à Paris, le 4 mai 1910.	
<i>Adhésion</i>	437
N° 129 a). — Convention entre l'Espagne et le Honduras reconnaissant la validité réciproque des titres académiques. Signée à Madrid, le 5 mai 1905.	
<i>Dénonciation</i>	438
CORRIGENDUM	439

	Page
No. 3737. — Exchange of Notes between the Government of the United States of America and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics constituting an Agreement regarding Commercial Relations between the Two Countries. Moscow, July 13th and July 11th and 15th, 1935.	
Exchange of Notes constituting an Agreement continuing in force until July 13th, 1937, the above-mentioned Agreement. Moscow, July 11th and July 9th and 13th, 1936	434
No. 8 (a). — Convention for the Suppression of the White Slave Traffic. Signed at Paris, May 4th, 1910.	
<i>Accession</i>	437
No. 129 (a). — Convention between Spain and Honduras regarding the Mutual Recognition of Academic Degrees. Signed at Madrid, May 5th, 1905.	
<i>Denunciation</i>	438
CORRIGENDUM	439

N° 3977.

FRANCE ET PALESTINE

Arrangement entre l'Administration des postes de France et l'Administration des postes de Palestine relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Jérusalem, le 31 mars 1936, et à Paris, le 19 juin 1936.

FRANCE AND PALESTINE

Agreement between the Post Office of France and the Post Office of Palestine for the Exchange of Parcels by Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Jerusalem, March 31st, 1936, and at Paris, June 19th, 1936.

No. 3977. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF FRANCE AND THE POST OFFICE OF PALESTINE FOR THE EXCHANGE OF PARCELS BY PARCEL POST. SIGNED AT JERUSALEM, MARCH 31ST, 1936, AND AT PARIS, JUNE 19TH, 1936.

French and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place October 7th, 1936.

THE POST OFFICES OF PALESTINE and FRANCE agree to effect a regular direct exchange of parcels between Palestine and Continental France, Corsica and Algeria.

AGREEMENT.

Article 1.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel shall not exceed 10 kilogrammes in weight, 1.05 metres in length and 1.80 metres in length and girth combined.
2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching office shall be accepted except in case of obvious error.

Article 2.

TRANSIT OF PARCELS.

The Postal Administrations of Palestine and France guarantee the right of transit for parcels over their territory from or to any foreign country and shall forward them by routes and means used for their own parcels. Such parcels shall be subject to the provisions of this Agreement and to the Detailed Regulations annexed to this Agreement as far as they are applicable.

Article 3.

PREPAYMENT OF POSTAGE. RATES.

1. The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected or returned parcels.
2. The postage shall be made up of the sums accruing to each office taking part in the conveyance by land or sea. It shall include also, if necessary, any surcharge levied in accordance with Article 5 hereunder.

¹ Came into force August 1st, 1936.

N^o 3977. — ARRANGEMENT ¹ ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DE FRANCE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE PALESTINE RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A JÉRUSALEM, LE 31 MARS 1936, ET A PARIS, LE 19 JUIN 1936.

Textes officiels français et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 7 octobre 1936.

L'ADMINISTRATION DES POSTES DE PALESTINE et L'ADMINISTRATION DES POSTES DE FRANCE consentent à effectuer dans les conditions déterminées ci-après un échange régulier direct des colis postaux entre la Palestine, d'une part, et la France continentale, la Corse et l'Algérie, d'autre part.

ARRANGEMENT

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

Le poids des colis ne peut dépasser 10 kilogrammes.

Leur dimension ne peut excéder 1 m. 05 sur une face quelconque et la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur ne peut excéder 1 m. 80.

En ce qui concerne le calcul exact des poids et dimensions d'un colis, l'opinion du bureau expéditeur est acceptée, sauf dans le cas d'une erreur évidente.

Article 2.

TRANSIT DES COLIS.

Les deux administrations postales garantissent le transit, par leur territoire, des colis en provenance ou à destination de tout pays avec lequel elles assurent un échange de colis postaux. Les colis en transit sont soumis aux stipulations du présent arrangement et du règlement d'exécution autant qu'elles leur sont applicables.

Article 3.

AFFRANCHISSEMENT. TAXES.

1. L'affranchissement des colis postaux est obligatoire excepté dans le cas de colis réexpédiés ou renvoyés à l'origine.

2. La taxe est composée des droits revenant à chaque administration postale participant au transport territorial ou maritime. Elle comprend également, s'il y a lieu, la surtaxe prévue à l'article 5 ci-après.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} août 1936.

Article 4.

TERRITORIAL RATES.

1. The territorial rates of the Postal Administration of Palestine are fixed at :
 - o Fr. 75 for parcels not exceeding 1 kilogramme ;
 - 1 Fr. 10 for parcels exceeding 1 kilogramme but not exceeding 3 kilogrammes ;
 - 1 Fr. 50 for parcels exceeding 3 kilogrammes but not exceeding 5 kilogrammes ;
 - 3 Fr. 00 for parcels exceeding 5 kilogrammes but not exceeding 10 kilogrammes.
2. The territorial rates of the Postal Administration of France are fixed at :
 - o Fr. 45 for parcels not exceeding 1 kilogramme ;
 - o Fr. 75 for parcels exceeding 1 kilogramme but not exceeding 5 kilogrammes ;
 - 1 Fr. 20 for parcels exceeding 5 kilogrammes but not exceeding 10 kilogrammes.

The Postal Administration of France reserves the right to vary its charges in accordance with any modifications which may be introduced in the matter of charges by international conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934.

The Postal Administration of Palestine reserves the right to vary its territorial rates in accordance with any alterations of these charges which may be decided upon in connexion with its parcel post relations with other countries generally.

Article 5.

ADDITIONAL RATE.

The Postal Administration of Palestine shall have the right to impose on parcels originating in or addressed to its offices an additional rate of 25 centimes per parcel.

In the former case the rate is collected from the sender and in the latter case from the addressee of the parcel.

Article 6.

SEA RATE.

Each of the two Postal Administrations shall be entitled to fix the rate for any sea service which it provides.

Article 7.

FEE FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Postal Administration of France may collect in respect of delivery to the Customs and clearance through the Customs, or in respect of delivery to the Customs only, a fee not exceeding 50 centimes per parcel or such other charge as international conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934 shall fix. The Postal Administration of Palestine may collect such fee as it may, from time to time, fix for similar services in its parcel post agreements with other countries generally.

Article 8.

CUSTOMS AND OTHER NON-POSTAL CHARGES.

Customs and all other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels except as provided otherwise in the agreements.

Article 4.

DROITS TERRITORIAUX.

1. Le droit territorial de l'Administration de la Palestine est fixé à :

- o fr. 75 pour les colis jusqu'à 1 kilogramme.
- 1 fr. 10 pour les colis de plus de 1 kilogramme jusqu'à 3 kilogrammes.
- 1 fr. 50 pour les colis de plus de 3 kilogrammes jusqu'à 5 kilogrammes.
- 3 fr. 00 pour les colis de plus de 5 kilogrammes jusqu'à 10 kilogrammes.

2. Le droit territorial de l'Administration de la France est fixé à :

- o fr. 45 pour les colis jusqu'à 1 kilogramme.
- o fr. 75 pour les colis de plus de 1 kilogramme jusqu'à 5 kilogrammes.
- 1 fr. 20 pour les colis de plus de 5 kilogrammes jusqu'à 10 kilogrammes.

L'Administration postale de France se réserve le droit de modifier ses taxes en conformité de n'importe quel changement qui pourrait être introduit dans la matière des taxes par les conventions internationales postérieures à l'Arrangement du Caire de 1934.

L'Administration postale de la Palestine se réserve le droit de modifier ses droits territoriaux en conformité de n'importe quel changement qui pourrait être décidé à cet égard dans ses échanges de colis postaux avec d'autres pays en général.

Article 5.

DROIT SUPPLÉMENTAIRE.

L'Administration des postes de Palestine a la faculté de percevoir un droit supplémentaire de 25 centimes par colis déposé en Palestine ou distribué en Palestine.

Dans le premier cas, ce droit est perçu sur l'expéditeur et dans le second cas, sur le destinataire du colis.

Article 6.

DROIT MARITIME.

Chacune des deux administrations a le droit de fixer la taxe pour tout service maritime qu'elle assure.

Article 7.

DROIT DE DÉDOUANEMENT.

L'Administration des postes de France peut percevoir, pour le dédouanement, un droit ne dépassant pas 50 centimes par colis, ou tel autre droit fixé par les conventions internationales postérieures à celle du Caire de 1934.

L'Administration des postes de Palestine peut percevoir, pour ce même service, un droit qu'elle fixe compte tenu des dispositions appliquées à cet égard dans ses échanges de colis postaux avec les autres pays.

Article 8.

DROITS DE DOUANE OU AUTRES DROITS NON POSTAUX.

Les droits de douane ou autres sont acquittés par les destinataires des colis sauf les cas où le présent arrangement en dispose autrement.

Article 9.

WAREHOUSING CHARGE.

Each of the two Postal Administrations may collect any warehousing charge fixed by its legislation for a parcel which is addressed "Poste Restante" or which is not claimed within the prescribed period.

This charge shall not, in France, exceed 5 francs.

Article 10.

EXPRESS PARCELS.

1. Parcels not exceeding 5 kilogrammes in weight shall, at the request of the senders, be sent out for delivery by special messenger immediately after their arrival, or if the office of destination is not in a position to deliver parcels at the addressees' residence notices of arrival shall be sent out immediately by special messenger.

Such parcels, which shall be called "Express" parcels, shall be subject, in addition to the ordinary postage, to a special charge of 80 centimes, which must be fully prepaid by the sender.

2. When the addressee's residence is situated outside the local delivery zone of the office of destination, the Postal Administration to which that office is subordinate may collect an additional charge up to the amount of the fee fixed for express delivery by its inland regulations less the equivalent of the fixed charge paid by the sender.

This additional charge shall be maintained in accordance with the provisions of Article 31, section 2, if the parcel is redirected or cannot be delivered.

3. Only one attempt shall be made to deliver by express to the addressee either the parcel itself, or the notice of its arrival. After an unsuccessful attempt, the parcel shall cease to be considered as an express parcel, and it shall be delivered under the conditions which apply to ordinary parcels.

Article 11.

PROHIBITIONS.

1. Postal parcels must not contain any letter, note or document having the character of an actual and personal correspondence nor packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel or of persons dwelling with him.

It is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice.

2. It is also forbidden to enclose in a parcel :

(a) Articles which from their nature or packing may be a source of danger to the officers of the Post Office or soil or damage other parcels ;

(b) Explosive, inflammable, or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;

(c) Live animals (except bees, which must be enclosed in boxes so constructed as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained) ;

(d) Articles the admission of which is forbidden by law or by the Customs or other regulations ;

(e) Articles of an obscene or immoral nature.

It is, moreover, forbidden to send coin, platinum, gold or silver, whether manufactured or unmanufactured, precious stones, jewels, or other precious articles in uninsured parcels addressed to countries which admit insurance.

Article 9.

DROIT DE MAGASINAGE.

Chacune des administrations postales peut percevoir tout droit de magasinage fixé par sa législation interne pour un colis adressé « Poste restante » ou non retiré dans le délai prescrit. Cependant ce droit ne peut, en France, excéder 5 francs.

Article 10.

COLIS LIVRABLES PAR EXPRÈS.

1. Les colis dont le poids ne dépasse pas 5 kilogrammes peuvent, à la demande des expéditeurs, être remis par messenger spécial immédiatement après leur arrivée. Si le bureau de destination n'est pas à même de remettre lesdits colis au domicile des destinataires, des avis d'arrivée sont portés immédiatement à ce domicile par un messenger spécial.

Ces colis, dénommés « Colis exprès », sont passibles, en sus de la taxe ordinaire, d'un droit spécial de 80 centimes qui doit être payé entièrement et d'avance par l'expéditeur.

2. Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de distribution locale du bureau de destination, l'administration postale de laquelle dépend ce bureau peut percevoir un droit complémentaire jusqu'à concurrence de celui fixé pour la remise par exprès par sa législation interne, moins l'équivalent du droit payé par l'expéditeur.

Si le colis exprès est réexpédié ou tombé en rebut, ce droit complémentaire est maintenu et repris conformément aux dispositions de l'article 31, section 2 du présent arrangement.

3. La remise par exprès du colis ou de l'avis d'arrivée au destinataire n'est essayée qu'une fois. Après un essai infructueux, le colis cesse d'être considéré comme exprès et sa remise s'effectue dans les conditions applicables aux colis ordinaires.

Article 11.

INTERDICTIONS.

1. Les colis postaux ne doivent contenir aucune lettre, note ou document ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, ni des paquets de toute nature portant une adresse autre que celle du destinataire du colis ou des personnes habitant avec lui.

Il est permis, cependant, d'insérer dans l'envoi la facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives.

2. Il est aussi interdit d'expédier dans les colis :

a) Des objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents postaux, salir ou détériorer les autres envois ;

b) Des matières explosibles, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules, les cartouches métalliques chargées et les allumettes) ;

c) Des animaux vivants (à l'exception des abeilles, qui doivent être placées dans des boîtes, de façon à éviter tout danger pour les agents postaux et à permettre la vérification du contenu) ;

d) Des objets dont l'admission est prohibée par la loi, ou par la douane ou autres règlements ;

e) Des objets obscènes ou immoraux.

Il est, en outre, interdit d'expédier des pièces monnayées, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses, bijoux et autres objets précieux dans les colis sans valeur déclarée à destination des pays qui admettent la déclaration de valeur.

3. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the country of origin, unless the Postal Administration of the country of destination is authorised by its legislation to dispose of it otherwise.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communications which constitute an actual or personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the country of origin.

4. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the country of origin ; they shall be disposed of by the Administration which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

5. If a parcel wrongly admitted to the post is neither returned to origin nor delivered to the addressee, the Administration of the country of origin shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel in order that it may take such steps as are necessary.

Article 12.

ADVICE OF DELIVERY.

The sender may obtain an advice of delivery, for an insured parcel only, under the conditions prescribed by the Convention of the Postal Union. An advice of delivery cannot be obtained for an uninsured parcel.

Article 13.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Administration of that country may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly, a parcel may be redirected from one of the two countries which are Parties to this Agreement to another country provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance.

2. Additional charges, levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative, shall not be cancelled in case of further redirection or of return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender, as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the country of destination does not agree to cancel.

Article 14.

MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be despatched, shall be transmitted or returned in accordance with the provisions of Article 17, sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article 15.

NON-DELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the Postal Administration of the country of destination.

Nevertheless, a parcel which is definitely refused by the addressee shall be returned immediately.

3. Un colis qui a été admis à tort à l'expédition doit être renvoyé à l'office d'origine, sauf le cas où l'administration postale du pays de destination est autorisée par sa législation à en disposer autrement.

Toutefois, le fait qu'un colis contient une lettre ou communication ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ne doit, en aucun cas, entraîner son renvoi au pays d'origine.

4. Les matières explosibles, inflammables ou dangereuses et les objets de nature obscène ou immorale ne doivent pas être renvoyés au pays d'origine. L'administration qui les a trouvés dans les dépêches en dispose d'après sa législation interne.

5. Si un colis admis à tort n'est ni renvoyé à l'origine, ni remis au destinataire, l'administration du pays d'origine doit être informée, d'une manière précise, du traitement appliqué au colis, pour qu'elle puisse prendre les mesures jugées nécessaires.

Article 12.

AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur peut obtenir un avis de réception pour tout colis avec valeur déclarée, dans les conditions fixées pour les envois postaux par la Convention de l'Union postale universelle. Un avis de réception ne peut être obtenu pour un colis sans valeur déclarée.

Article 13.

RÉEXPÉDITION.

1. Un colis peut être réexpédié par suite du changement de résidence du destinataire dans le territoire du pays de destination. L'administration postale du pays de destination peut, dans ce cas, percevoir le droit de réexpédition prescrit par sa législation intérieure. De même, un colis peut être réexpédié de l'un des deux pays contractants sur un autre pays, pourvu que le colis réponde aux conditions requises pour le nouveau transport.

2. Les droits supplémentaires dus pour la réexpédition et non acquittés par le destinataire ou son représentant ne sont pas annulés en cas de nouvelle réexpédition ou de renvoi à l'office d'origine, mais sont perçus du destinataire ou de l'expéditeur, selon le cas, sans préjudice du paiement de tous frais spéciaux dont l'administration du pays de destination n'accorde pas l'annulation.

Article 14.

COLIS PARVENUS EN FAUSSE DIRECTION.

La réexpédition ou le renvoi de colis parvenus en fausse direction ou admis à tort à l'expédition, a lieu suivant les prescriptions de l'article 17, sections 1 et 2 du règlement d'exécution.

Article 15.

REBUTS.

1. A défaut d'une demande contraire de la part de l'expéditeur, un colis qui ne peut être remis sera renvoyé à l'expéditeur sans avis préalable et à ses frais après l'expiration du délai fixé par les règlements de l'administration des postes du pays de destination.

Toutefois, un colis qui est refusé par le destinataire doit être renvoyé immédiatement.

2. The sender may request at the time of posting that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either :

- (a) Treated as abandoned, or
- (b) Tendered for delivery at a second address in the country of destination.

No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility his request must appear on the Despatch Note and must be in conformity with, or analogous to, one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed, abandon. ”

“ If not deliverable as addressed, deliver to ”

The same request must also be written on the cover of the parcel.

3. The charges due on returned undeliverable parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article 13.

Article 16.

CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both Parties of this Agreement undertake to urge their respective Customs Administrations to cancel Customs charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the sender, destroyed, or redirected to a third country.

Article 17.

SALE. DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

Article 18.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the Postal Administration of the country of destination, but shall be treated in accordance with its legislation.

Article 19.

ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding 1 franc may be charged for every enquiry concerning a parcel.

No fee shall be charged if the sender has already paid the special fee for an Advice of Delivery.

2. Enquiries shall be admitted only within the period of one year from the day following the date of posting.

3. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the postal service, the enquiry fee shall be refunded.

Article 20.

INSURED PARCELS. RATES AND CONDITIONS.

1. Parcels may be insured up to a limit of LP. 80 or 2,000 francs.

2. An insurance fee, to be fixed by the office of origin, shall be charged for each LP. 12 or 300 francs or part thereof of the insured value.

2. L'expéditeur peut demander, au moment du dépôt, qu'en cas de non-livraison, le colis soit :

- a) Considéré comme abandonné ;
- b) Remis à un second destinataire dans le pays de destination.

Aucune autre disposition n'est admise. Si l'expéditeur profite de cette facilité, sa demande doit être indiquée sur le bulletin d'expédition et doit être conforme ou analogue à l'une des formules suivantes :

- « En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, abandonner » ;
- « En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, remettre à »

La même demande doit être également inscrite sur l'emballage du colis.

3. Les taxes revenant aux deux administrations pour le renvoi des colis tombés en rebut sont perçues conformément aux dispositions de l'article 13 du présent arrangement.

Article 16.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux Parties contractantes s'engagent à intervenir auprès des administrations de douane respectives pour que les droits de douane soient annulés sur les colis renvoyés au pays d'origine, abandonnés par les expéditeurs, détruits ou réexpédiés sur un tiers pays.

Article 17.

VENTE. DESTRUCTION.

Les articles sujets à détérioration ou à corruption peuvent seuls être vendus immédiatement, même en cours de transport, à l'aller ou au retour, sans avis préalable ou formalités judiciaires. Si, pour une cause quelconque, la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus sont détruits.

Article 18.

COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui n'ont pu être remis et dont les expéditeurs ont fait abandon ne sont pas renvoyés par l'office de destination, qui les traite d'après sa législation.

Article 19.

RÉCLAMATIONS.

1. Toute réclamation concernant un colis peut donner lieu à la perception d'un droit fixe de 1 franc au maximum.

Aucun droit n'est perçu si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour avis de réception.

2. Les réclamations ne sont admises que dans le délai d'un an, à compter du lendemain du jour du dépôt.

3. Lorsqu'une réclamation a été motivée par une faute de service, les droits de réclamation sont restitués.

Article 20.

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE. TAXES ET CONDITIONS.

1. Les colis peuvent être assurés jusqu'à la limite de LP. 80 ou 2.000 francs.

2. Un droit d'assurance fixé par l'office d'origine est perçu par fraction indivisible de LP.12 ou de 300 francs de la déclaration de valeur.

3. The office of origin shall be entitled to collect from the sender of an insured parcel a despatch fee not exceeding 50 centimes.

4. The sender of an insured parcel shall receive without charge, at the time of posting, a receipt for his parcel.

Article 21.

FRAUDULENT INSURANCE.

The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel and the packing, but it is permitted to insure only part of this value.

The fraudulent insurance of a parcel for a sum exceeding the actual value shall be subject to any legal proceedings which may be admitted by the laws of the country of origin.

Article 22.

RESPONSIBILITY FOR LOSS, DAMAGE, OR ABSTRACTION.

1. Except in the cases mentioned in the following Article, the two Postal Administrations shall be responsible for the loss of parcels and for the loss, abstraction or damage of their contents or of a part thereof.

The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. For uninsured parcels the amount of compensation shall not exceed 10 francs for a parcel not exceeding one kilogramme, 25 francs for a parcel exceeding one kilogramme but not exceeding five kilogrammes and 40 francs for a parcel exceeding five kilogrammes in weight. For an insured parcel the amount of compensation shall not exceed the amount for which it was insured.

Compensation is paid to the addressee when he claims it, either after making reservations when accepting delivery of a pilfered or damaged parcel, or if he proves that the sender has waived his rights in his favour.

2. In calculating the amount of compensation indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.

3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission.

4. Where compensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to the return of the postage also.

5. In all cases insurance fees and if the case arises the despatch fee shall be retained by the Postal Administrations concerned.

Article 23.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Postal Administrations shall be relieved of all responsibility :

- (a) In cases beyond control (*force majeure*) ;
- (b) When they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (*force majeure*) ;
- (c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or when it arises from the nature of the article ;
- (d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article 11 ;
- (e) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents and packing ;
- (f) In respect of parcels regarding which an enquiry has not been made.

3. L'office d'origine a la faculté de percevoir de l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée un droit d'expédition supplémentaire ne dépassant pas 50 centimes.

4. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée reçoit gratuitement, au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.

Article 21.

DÉCLARATION FRAUDULEUSE.

La déclaration de valeur ne peut dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi et de l'emballage, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi est passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

Article 22.

RESPONSABILITÉ POUR PERTE, AVARIE OU SPOLIATION.

1. Sauf dans les cas prévus à l'article suivant, les deux administrations postales assument la responsabilité pour la perte, la spoliation ou l'avarie des colis ou d'une partie de leur contenu.

L'expéditeur a droit, de ce chef, à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. Pour les colis sans valeur déclarée, le montant de l'indemnité ne peut dépasser 10 francs par colis jusqu'au poids d'un kilogramme, 25 francs par colis dépassant un kilogramme mais n'excédant pas 5 kilogrammes, et 40 francs par colis de plus de 5 kilogrammes mais n'excédant pas 10 kilogrammes. Pour les colis avec valeur déclarée, l'indemnité ne peut dépasser le montant de la déclaration de valeur.

L'indemnité est versée au destinataire lorsque celui-ci la réclame, soit après avoir formulé des réserves en prenant livraison d'un colis spolié ou avarié, soit s'il établit que l'expéditeur s'est désisté de ses droits en sa faveur.

2. Les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération dans le calcul du montant de l'indemnité.

3. L'indemnité est calculée d'après le prix courant des marchandises de la même nature au lieu et à l'époque où elles ont été acceptées au transport.

4. Dans le cas où une indemnité est due pour la perte, la destruction totale d'un colis ou la spoliation complète du contenu, l'expéditeur a droit, en outre, à la restitution des taxes et droits acquittés.

5. Les droits d'assurance et, s'il y a lieu, le droit supplémentaire d'expédition restent acquis, dans tous les cas, aux administrations.

Article 23.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales seront dégagées de toute responsabilité :

- a) En cas de force majeure ;
- b) Lorsqu'elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service, résultant d'un cas de force majeure ;
- c) Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou lorsqu'il provient de la nature de l'objet ;
- d) Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup de l'une des interdictions prévues à l'article 11 du présent arrangement ;
- e) Pour les colis qui ont été l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu et de l'emballage ;
- f) Pour des colis au sujet desquels une réclamation n'a pas été faite.

Article 24.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Postal Administrations shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Article 25.

PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the Postal Administration of the country of origin except in the cases indicated in Article 22, section 1, where payment is made by the Postal Administration of the country of destination. The Administration of the country of origin may, however, after obtaining the sender's consent, authorise the Administration of the country of destination to settle with the addressee. The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible.

Article 26.

PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of the enquiry.
2. The Postal Administration of the country of origin is authorised to settle with the sender on behalf of the other Administration if the latter, after being duly informed of the application, has let nine months pass without giving a decision in the matter.
3. The Administration of the country of origin may, exceptionally, postpone the settlement of compensation beyond the period of one year when the question of responsibility cannot be settled owing to circumstances over which the Administrations concerned have no control.

Article 27.

INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved, responsibility shall rest with the Postal Administration which, having received the parcel from the other Administration without making any reservation and having been furnished with all the particulars for investigation prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee or his agent, or regular transfer to the following Postal Administration as the case may be.
2. If in the case of a parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other, the loss, abstraction or damage has occurred in course of conveyance without it being possible to prove in the service of which country the irregularity took place the two Administrations shall bear in equal shares the amount of compensation.
3. The same principle shall, as far as possible, be applied when other Administrations are concerned in the conveyance of a parcel. Nevertheless, in the case of parcels sent in transit from one of the two countries through the other neither of the two Administrations shall be held responsible when the loss, abstraction or damage has taken place in a service in which responsibility is not accepted.
4. Customs and other charges which it has not been possible to cancel shall be borne by the Administration responsible for the loss, damage or abstraction.

Article 24.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales cessent d'être responsables des colis dont la remise a eu lieu dans les conditions prescrites par leurs règlements et dont les ayants droit ont pris livraison sans réserves.

Article 25.

PAYEMENT DE L'INDEMNITÉ.

L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'office expéditeur sauf dans le cas visé à l'article 22, section I, dernier alinéa, du présent arrangement, où cette indemnité est payée par l'administration postale du pays de destination. L'administration du pays d'origine peut cependant, après avoir obtenu le consentement de l'expéditeur, autoriser l'administration du pays de destination à désintéresser le destinataire.

L'administration qui effectue le paiement a un droit de recours contre l'administration responsable.

Article 26.

DÉLAI DE PAYEMENT.

1. Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible, et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

2. L'administration postale du pays d'origine est autorisée à désintéresser l'expéditeur pour le compte de l'autre administration si celle-ci, régulièrement saisie, a laissé s'écouler neuf mois sans donner de solution à l'affaire.

3. L'administration du pays d'origine peut différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà du délai d'un an, lorsque la question de responsabilité n'a pu être tranchée pour des raisons étrangères au service postal.

Article 27.

OFFICE RESPONSABLE.

1. Jusqu'à preuve contraire, la responsabilité incombe à l'administration postale qui, ayant reçu le colis de l'autre administration sans formuler des réserves et ayant été mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ou à son représentant, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'administration suivante.

2. Au cas d'échange de colis entre les deux pays sans emprunt d'autres pays en transit, si la perte, la spoliation ou l'avarie a lieu en cours de transport, sans qu'il puisse être possible d'établir dans quel service l'irrégularité a eu lieu, les deux administrations supporteront, par parts égales, le montant de l'indemnité.

3. Le même principe est, autant que possible, applicable lorsque d'autres administrations ont participé au transport des colis. Cependant, dans le cas de colis expédiés en transit de l'une des deux administrations par l'autre, aucune des deux administrations n'est responsable lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu dans le service d'un pays qui n'admet pas la responsabilité.

4. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des transporteurs responsables de la perte, de l'avarie ou de la spoliation.

5. By paying compensation the Administration concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender or a third party.

If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Article 28.

REPAYMENT OF THE COMPENSATION TO THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE COUNTRY OF ORIGIN.

The Administration responsible or on whose account the payment is made in accordance with Article 25 is bound to repay the amount of the compensation within a period of three months after notification of payment. The amount shall be recovered from the Administration responsible through the Accounts provided for in Article 23, § 2, of the Detailed Regulations.

The Administration of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 29.

CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other, the despatching office shall allow to the office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Articles 4 to 6.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other, the despatching office shall allow to the other office the rates due for the conveyance and insurance of the parcel.

Article 30.

CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the retransmitting Administration shall claim from the other Administration the charges due to it and to any other Administration taking part in the redirection or return. The claim shall be made on the Parcel Bill relating to the mail in which the parcel is forwarded.

Article 31.

EXPRESS DELIVERY FEES, SPECIAL AND ADDITIONAL.

1. The special charge for express delivery prescribed by Article 10, section 1, shall be included in the sums credited to the Administration of the country of destination.

When an express parcel is redirected to another country before an attempt has been made to deliver it, this charge shall be credited to the Postal Administration of the new country of destination. If the latter does not undertake express delivery, the credit is retained by the Administration of the country to which the parcel was first addressed; the same applies when an express parcel cannot be delivered.

2. In case of the redirection or of the return to the country of origin of an express parcel, the additional charge prescribed by Article 10, section 2, shall be claimed from the Administration of the country in which the new destination is situated or from the Administration of the country of origin, as the case may be, by the Administration which has attempted delivery in the manner indicated in Article 30, unless this charge was paid when the parcel was presented at the addressee's residence.

5. Par le fait du paiement de l'indemnité et jusqu'à concurrence de son montant, l'administration responsable est subrogée dans les droits de la personne qui a reçu l'indemnité, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

Si un colis considéré comme perdu est ultérieurement retrouvé, entièrement ou partiellement, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'il lui est loisible de prendre possession de l'envoi contre restitution totale ou partielle, selon le cas, du montant de l'indemnité payée.

Article 28.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ A L'ADMINISTRATION POSTALE DU PAYS D'ORIGINE.

L'administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué, en conformité de l'article 25 ci-dessus, est tenue de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de trois mois après notification du paiement. Le montant de l'indemnité peut être repris sur l'administration responsable par la voie des décomptes prévus à l'article 23 § 2 du règlement d'exécution.

L'administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a primitivement décliné le paiement de l'indemnité, est tenue de prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

Article 29.

BONIFICATIONS DE TRANSPORT.

Pour chaque colis échangé entre les deux pays, l'office expéditeur bonifie à l'office destinataire les droits qui lui reviennent en vertu des dispositions des articles 4 à 6 du présent arrangement.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays en transit par l'autre, l'office expéditeur bonifie à l'autre office les droits qui lui reviennent pour le transport et l'assurance du colis.

Article 30.

REPRISES EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RENVOI.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis d'un pays à l'autre, l'administration réexpéditrice reprend sur l'autre administration les droits qui lui reviennent à elle-même et à toute autre administration ayant participé à la réexpédition ou au renvoi.

La reprise est faite sur la feuille de route afférente à la dépêche dans laquelle le colis est expédié.

Article 31.

TAXES DE REMISE PAR SERVICE EXPRÈS, SPÉCIALES ET COMPLÉMENTAIRES.

1. La taxe spéciale pour remise par service exprès prévue à l'article 10, section 1 du présent arrangement est incluse dans les sommes créditées à l'administration du pays de destination.

Lorsqu'un colis exprès est réexpédié sur un autre pays sans que la remise par exprès ait été tentée, cette taxe est bonifiée à l'administration postale du nouveau pays de destination. Si ce dernier ne se charge pas de la remise par exprès, la bonification reste acquise à l'administration du pays de la première destination ; il en est de même quand un colis exprès tombe en rebut.

2. En cas de réexpédition ou de renvoi au pays d'origine d'un colis exprès, la taxe complémentaire prévue à l'article 10, section 2 du présent arrangement est reprise de la manière indiquée à l'article 30, sur l'administration du pays de la nouvelle destination, ou sur l'administration du pays d'origine, selon le cas, par l'administration qui a tenté la remise, sauf dans le cas où cette taxe lui a été versée lors de la présentation du colis au domicile du destinataire.

Article 32.

CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or of return to the country of origin, the redirection charge prescribed by Article 13, section 1, shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 33.

MISCELLANEOUS FEES.

1. The following fees shall be retained in full by the Postal Administration which has collected them :

- (a) The fee for Advice of Delivery referred to in Article 12 ;
- (b) The enquiry fee referred to in Article 19, section 1 ;

(c) The despatch fee for an insured parcel referred to in Article 20, section 3.

2. The fee for Customs clearance referred to in Article 7 shall be retained by the Administration of the country of destination.

Article 34.

INSURANCE FEE.

In respect of insured parcels the Postal Administration of the country of origin shall allow to the Postal Administration of the country of destination for territorial service a rate of 5 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof. If the Administration of the country of destination provides the sea service, the Administration of the country of origin shall allow an additional rate of 10 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof.

Article 35.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention.

2. Parcels shall not be subjected to any postal charges other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Postal Administrations.

3. In extraordinary circumstances, either Administration may temporarily suspend the parcel post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.

4. The two Administrations have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations, may be arranged from time to time by mutual consent.

5. The internal legislation of Palestine and France shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Article 32.

TAXE POUR RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

En cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi à l'origine, le droit prévu à l'article 13, section 1 du présent arrangement revient au pays qui a réexpédié le colis dans les limites de son territoire.

Article 33.

DROITS DIVERS.

1. Sont acquis en entier à l'administration qui les a perçus :

- a) Le droit appliqué aux avis de réception prévu à l'article 12 du présent arrangement ;
- b) Le droit appliqué aux réclamations prévu à l'article 19, section 1 du présent arrangement ;
- c) Le droit d'expédition pour colis avec valeur déclarée, prévu à l'article 20, section 3 du présent arrangement.

2. Le droit de dédouanement prévu à l'article 7 du présent arrangement est acquis à l'administration du pays de destination.

Article 34.

DROIT D'ASSURANCE.

Pour les colis avec valeur déclarée, l'administration du pays d'origine bonifie à l'administration du pays de destination, pour le transport territorial, un droit de 5 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de valeur déclarée. Si l'administration du pays de destination opère le transport maritime, l'administration du pays d'origine bonifie un droit supplémentaire de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de valeur déclarée.

Article 35.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes mentionnés dans le présent arrangement sont les francs et centimes-or déterminés par la Convention de l'Union postale universelle.

2. Les colis ne peuvent être assujettis à d'autres droits postaux que ceux visés dans le présent arrangement, sauf accord exprès des deux administrations postales.

3. Dans des cas extraordinaires, l'une ou l'autre administration peut cesser temporairement le service des colis postaux, entièrement ou partiellement, à condition de donner un avis immédiat à l'autre administration, par télégraphe s'il est nécessaire.

4. Les deux administrations contractantes ont arrêté le règlement suivant pour assurer l'exécution du présent arrangement.

D'autres questions de détail, non contraires aux dispositions générales du présent arrangement et non prévues dans le règlement peuvent être traitées par simple échange de correspondances entre les deux administrations.

5. La législation intérieure de chaque pays reste applicable en tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans le présent arrangement ou dans son règlement d'exécution.

Article 36.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into force on a date to be fixed by mutual agreement between the two Postal Administrations and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may be denounced by either of the two Administrations.

In witness whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, have signed the present Agreement and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Jerusalem, the thirty-first day of March, 1936, and at Paris, the 19th day of June, 1936.

(Sgd) W. HUDSON,
Postmaster General of Palestine.

(Sgd) R. JARDILLIER,
*Minister of Posts, Telegraphs
and Telephones of France.*

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF FRANCE
AND THE POST OFFICE OF PALESTINE.

Article 1.

CIRCULATION.

1. Each Postal Administration shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Administration for conveyance in transit through its territory.

2. Missent parcels shall be retransmitted to their proper destination by the most direct route at the disposal of the office retransmitting them.

Article 2.

METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the offices appointed by agreement between the two Postal Administrations.

2. Parcels shall be exchanged between the offices of exchange in bags duly fastened and sealed.

3. A strong label showing the office of exchange of origin and the office of exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of the parcels contained in the bag and the number of the bag being indicated on the back of the label.

4. The bag containing the Parcel Bill and other documents shall be distinctively labelled.

5. Express parcels contained in a mail should be placed together and, as much as possible, in the bag containing the Parcel Bill and other documents. When these parcels cannot be placed in the bag containing the Parcel Bill the label of the bag or bags in which they are sent shall bear the red label prescribed in Article 16 of these Regulations.

Article 36.

MISE A EXÉCUTION ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

Le présent arrangement sera mis à exécution à une date qui sera fixée d'un commun accord entre les deux administrations postales et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période d'un an, à partir de la date à laquelle il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des deux administrations.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Jérusalem, le trente et unième jour du mois de mars 1936, et à Paris, le 19 juin 1936.

(Sgd) W. HUDSON,
Postmaster General, Palestine.

(Sgd) R. JARDILLIER,
*Le Ministre des Postes,
Télégraphes et Téléphones de France.*

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES COLIS POSTAUX ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DE FRANCE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE PALESTINE.

Article premier.

ACHEMINEMENT.

1. Chaque administration postale achemine, par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis, les colis postaux qui lui sont remis par l'autre administration pour être expédiés en transit par son territoire.

2. Les colis envoyés en fausse direction sont réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer l'office réexpéditeur.

Article 2.

[MODE DE TRANSMISSION. FOURNITURE DES SACS.]

1. L'échange des colis entre les deux pays s'effectue par les bureaux désignés d'un commun accord entre les deux administrations postales.

2. Les colis sont échangés entre les deux pays dans des sacs dûment fermés et scellés.

3. Une étiquette indiquant le bureau d'échange d'expédition et le bureau d'échange de destination est attachée à chaque sac, le nombre des colis contenus dans le sac et le numéro du sac étant mentionnés au recto de l'étiquette.

4. Le sac contenant la feuille de route et les autres documents est distinctement étiqueté. La mention « feuille de route » est portée, à cet effet, sur l'étiquette.

5. Les colis exprès contenus dans une dépêche doivent être placés ensemble, et autant que possible, dans le sac contenant la feuille de route et autres documents. Lorsque ces colis ne peuvent être placés dans le sac contenant la feuille de route, l'étiquette du sac ou des sacs dans lesquels ils sont envoyés doit être revêtue de l'étiquette de couleur rouge visée à l'article 16 du présent règlement.

6. Likewise, insured parcels shall be forwarded in separate bags ; the labels of these bags shall be marked with the letter " V ".

7. The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 kilogrammes.

8. Each Administration provides its own bags, which shall be numbered and suitably stencilled to indicate the name of the Administration or of the despatching office of exchange. The bags of one of the two Administrations shall not be used by the other and each Administration shall be called upon to reimburse the value of bags which are not returned. The responsibility for the loss of bags is determined by the principles concerning the loss of bags in Article 27 of the Agreement.

9. The bags received in each Administration shall be returned empty, made up in bundles of ten (nine bags enclosed in one) and despatched as a separate mail addressed to the office of exchange of origin. The number of bags so returned shall be advised on a Parcel Bill distinct from that used for the description of parcels and shall bear a serial number of a special annual series.

Article 3.

INFORMATION TO BE FURNISHED.

1. Each Postal Administration shall communicate to the other by means of a table :

(a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it ;

(b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service ;

(c) The total amount to be credited to it by the other Administration for each destination ;

(d) The number of Customs Declarations which must accompany each parcel ;

(e) Any other necessary information.

2. Each Administration shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other, unless in any particular case, the number of parcels concerned is insignificant.

Article 4.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels, either Postal Administration shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

Article 5.

MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel transmitted shall :

(a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed provided that parcels bearing addresses written with copying-ink pencil on a surface previously damped shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a strong label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address ;

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents so that it is impossible to tamper with them without leaving an obvious trace of violation.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

6. De même, les colis avec valeur déclarée sont expédiés dans des sacs séparés; les étiquettes de ces sacs sont marquées de la lettre « V ».

7. Le poids de tout sac de colis ne peut dépasser 36 kilogrammes.

8. Chaque administration fournit ses propres sacs qui sont numérotés et marqués au nom de l'office ou du bureau d'échange expéditeur. Les sacs de l'une des deux administrations ne sont pas employés par l'autre et chaque administration est tenue de rembourser la valeur des sacs qui ne sont pas renvoyés. La responsabilité pour la perte des sacs est déterminée par les principes prévus pour la perte des colis à l'article 27 de l'arrangement.

9. Les sacs reçus dans chaque administration sont renvoyés vides, en paquets de dix (neuf sacs insérés dans un) et expédiés comme un courrier séparé à l'adresse du bureau d'échange d'origine. Le nombre des sacs ainsi renvoyés est mentionné sur une feuille de route distincte de celle utilisée pour l'inscription des colis et portant un numéro d'ordre d'une série annuelle spéciale.

Article 3.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

1. Chaque administration postale notifie à l'autre au moyen d'un tableau :

- a) La nomenclature des pays sur lesquels elle peut acheminer les colis qui lui sont remis ;
- b) Les voies ouvertes pour l'acheminement desdits colis à partir de l'entrée dans son territoire ou dans son service ;
- c) Le total des frais qui doivent lui être bonifiés par l'autre administration pour chaque destination ;
- d) Le nombre de déclarations en douane dont chaque colis doit être accompagné ;
- e) Tout autre renseignement nécessaire.

2. Chaque administration fait connaître à l'autre la nomenclature des pays pour lesquels elle se propose d'expédier des colis en transit par l'autre.

Article 4.

FIXATION DES ÉQUIVALENTS.

En fixant les taxes des colis, l'une ou l'autre administration est libre d'adopter tels équivalents approximatifs qui peuvent être convenables dans son propre système monétaire.

Article 5.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Chaque colis doit :

- a) Porter l'adresse exacte du destinataire en caractères latins. Les adresses au crayon ne sont pas admises; toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon-encre sur un fond préalablement mouillé. L'adresse est écrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée solidement à ce dernier, de manière qu'elle ne puisse se détacher. Il est recommandé à l'expéditeur d'insérer dans l'envoi une copie de l'adresse avec mention de sa propre adresse ;
- b) Être emballé d'une manière répondant à la durée du transport et qui préserve assez efficacement le contenu pour qu'il soit impossible d'y porter atteinte sans laisser une trace apparente de violation.

Les objets pouvant blesser les agents des postes ou endommager les autres envois doivent être emballés de façon à éviter tout danger.

Article 6.

SPECIAL PACKING.

1. The packing of parcels which have to be conveyed over long distances or to undergo numerous transshipments and handlings must be specially strong and substantial; in particular, when the contents consist of precious metals, articles of metal or heavy goods, it is essential that stout metal boxes or wooden cases at least one centimetre thick should be used for packing.

2. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in two receptacles. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

3. Dry colouring substances such as aniline, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles.

Article 7.

DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a Despatch Note and by a set of Customs Declarations according to the regulations of the country of destination, and the Customs Declarations shall be firmly attached to the Despatch Note.

2. Nevertheless, a single Despatch Note and a single set of Customs Declarations may suffice for two or three (but not more) ordinary parcels posted at the same time by one sender to one addressee. This provision shall not apply to Trade Charge parcels, insured parcels, express parcels, or parcels intended for delivery to the addressees free of charge.

3. The two Postal Administrations accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article 8.

ADVICE OF DELIVERY.

1. Insured parcels of which the senders ask for an Advice of Delivery shall be very prominently marked "Advice of Delivery" or "A. R.". The Despatch Notes shall be marked in the same way.

2. Such parcels shall be accompanied by a form similar to that annexed to the Detailed Regulations of the Postal Union Convention. This Advice of Delivery form shall be prepared by the office of origin or by any other office appointed by the Administration of the country of origin and shall be attached to the Despatch Note of the parcel to which it relates. If it does not reach the office of destination, that office shall make out officially a new Advice of Delivery.

3. The office of destination, after having duly filled up the form shall return it unenclosed and free of postage to the address of the sender of the parcel.

4. When the sender makes enquiry concerning an Advice of Delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action shall be taken in accordance with the rules laid down in Article 9 following. In that case a second fee shall not be charged, and the office of origin shall enter at the top of the form the words "Duplicata de l'Avis de Réception".

Article 6.

EMBALLAGES SPÉCIAUX.

1. L'emballage des colis qui doivent être transportés sur de longues distances ou supporter de nombreux transbordements et manipulations, et notamment l'emballage des colis à destination des pays d'outre-mer, doit être particulièrement solide et bien conditionné ; en particulier, lorsque le contenu est composé de métaux précieux, d'objets en métal ou de marchandises lourdes, il est indispensable d'employer, pour l'emballage, des boîtes en métal résistant ou des caisses en bois d'au moins un centimètre d'épaisseur.

2. Les liquides et les corps facilement liquéfiables sont expédiés dans deux récipients. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.), et le second (boîte en métal, en bois résistant ou en carton ondulé de solide qualité) est ménagé un espace rempli de sciure, de son ou de toute autre matière absorbante, en quantité suffisante pour absorber tout le contenu liquide en cas de rupture.

3. Les poudres colorantes sèches, telles que l'aniline, ne sont admises que dans des boîtes en métal résistant, placées elles-mêmes dans des boîtes en bois avec de la sciure entre les deux récipients.

Article 7.

BULLETINS D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis est accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane conformes aux règlements du pays de destination ; les déclarations en douane sont solidement attachées au bulletin d'expédition.

2. Un seul bulletin d'expédition et une seule déclaration en douane peuvent servir pour plusieurs colis ordinaires soumis à la même taxe jusqu'au nombre de deux ou trois (mais pas davantage) émanant du même expéditeur et pour le même destinataire. Cette disposition n'est pas applicable aux colis expédiés contre remboursement, aux colis avec déclaration de valeur et aux colis livrables francs de droit ou par exprès.

3. Les deux administrations postales n'assument aucune responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

Article 8.

AVIS DE RÉCEPTION.

1. Les colis avec valeur déclarée pour lesquels les expéditeurs demandent un avis de réception doivent porter l'annotation très apparente « Avis de réception ». La même mention est reproduite sur les bulletins d'expédition.

2. Ces envois sont accompagnés d'une formule conforme à celle annexée au règlement de la Convention de l'Union postale. Cet avis de réception est établi par le bureau d'origine ou par tout autre bureau à désigner par l'administration du pays d'origine ; il est joint au bulletin d'expédition du colis auquel il se rapporte. S'il ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci dresse d'office une nouvelle formule d'avis de réception.

3. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renvoie, à découvert et en franchise de port, à l'expéditeur du colis.

4. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans les délais voulus, il est procédé conformément aux règles tracées à l'article suivant. Dans ce cas, il n'est pas perçu une deuxième taxe et le bureau d'origine inscrit en tête de la formule la mention « Duplicata de l'avis de réception ».

Article 9.

ADVICE OF DELIVERY APPLIED FOR AFTER POSTING.

The sender of a parcel may, by paying the fee prescribed in the Convention of the Universal Postal Union, ask for an Advice of Delivery after the posting of a parcel.

In this case, the office of origin or any other office appointed by the Postal Administration of the country of origin shall forward to the office of destination a form of enquiry to which a form of an Advice of Delivery duly completed shall be attached.

The form of enquiry accompanied by the Advice of Delivery form shall be treated according to the provisions of Article 20 of the present Regulations with the single exception that, in case of the due delivery of the parcel, the office of destination shall withdraw the form of enquiry and shall return the Advice of Delivery form to origin, in the manner prescribed in paragraph 3 of Article 8 of the present Regulations.

Article 10.

INDICATION OF INSURED VALUE.

Every insured parcel and the relative Despatch Note shall bear an indication of the insured value in the currency of the country of origin. This indication shall be made without erasure or correction even if certified. The amount of the insurance shall in addition be converted into gold francs by the office of origin. The result of the conversion shall be indicated distinctly by new figures, placed immediately below those representing the amount of the insurance in the currency of the country of origin.

Article 11.

INSURANCE LABELS, ETC.

Every insured parcel and its Despatch Note as well shall bear a red label with the indication "Insured" or "Valeur déclarée" in Roman characters.

When a parcel contains coin, bullion or other precious objects, the wax or other seals, the labels of whatever kind and any postage stamps affixed to it shall be so spaced that they cannot conceal injuries to the cover. Moreover, the labels and postage stamps, if any, shall not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

Article 12.

SEALING OF INSURED PARCELS.

Every insured parcel shall be sealed by means of wax or by lead or other seals, with some special uniform design or mark of the sender, the seals being sufficient in number to render it impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation.

Apart from the indication of the insured value prescribed in Article 10 of the present Regulations, the Despatch Note accompanying each insured parcel must bear a correct reproduction of the design or special mark of the sender.

Article 13.

INDICATION OF WEIGHT OF INSURED PARCELS.

The exact weight in grammes of each insured parcel shall be entered by the Postal Administration of the country of origin :

- (a) On the address side of the parcel ;
- (b) On the Despatch Note, in the place reserved for this purpose.

Article 9.

AVIS DE RÉCEPTION DEMANDÉS POSTÉRIEUREMENT AU DÉPÔT.

L'expéditeur d'un colis postal peut, moyennant le paiement de la taxe prévue par la Convention de l'Union postale demander un avis de réception postérieurement au dépôt du colis.

Dans ce cas, le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné par l'administration du bureau d'origine doit adresser au bureau destinataire une formule de réclamation à laquelle elle annexe une formule d'avis de réception dûment remplie.

La réclamation, accompagnée de l'avis de réception, est traitée selon les prescriptions de l'article 20 du présent règlement à cette seule exception près que, en cas de livraison régulière du colis, le bureau de destination retire la réclamation et renvoie l'avis de réception de la manière prescrite au paragraphe 3 de l'article 8 du présent règlement.

Article 10.

INDICATION DU MONTANT DE LA DÉCLARATION DE VALEUR.

Chaque colis avec valeur déclarée, ainsi que le bulletin d'expédition y afférent, comporte l'indication du montant de la déclaration de valeur dans la monnaie du pays d'origine. Cette indication est faite sans rature ni surcharge, même approuvées. Le montant de la déclaration est, en outre, converti en francs-or par l'administration du pays d'origine. Le résultat de la conversion est indiqué distinctement par de nouveaux chiffres, placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la déclaration de valeur dans la monnaie du pays d'origine.

Article 11.

ÉTIQUETTES POUR LES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Chaque colis avec valeur déclarée ainsi que le bulletin d'expédition y afférent, est revêtu d'une petite étiquette rouge portant la mention « Insured » ou « Valeur déclarée », en caractères latins.

Lorsqu'un colis contient des espèces monnayées, des matières d'or ou d'argent ou d'autres objets précieux, les cachets ou scellés, de même que les étiquettes de toute nature et, le cas échéant, les timbres-poste apposés sur le colis, doivent être espacés de façon à ne pouvoir cacher de lésions de l'emballage. Les étiquettes et, le cas échéant, les timbres-poste ne doivent pas être non plus repliés, sur les deux faces de l'emballage, de manière à couvrir la bordure.

Article 12.

EMPREINTE DU CACHET.

Chaque colis avec valeur déclarée est scellé par des cachets de cire, ou des plombs, ou par tout autre moyen, avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur, les cachets étant en nombre suffisant pour rendre impossible la spoliation du contenu sans laisser une trace évidente de violation. Outre l'indication de la déclaration de valeur prescrite à l'article 10 du présent règlement, le bulletin d'expédition accompagnant chaque colis avec valeur déclarée doit porter une reproduction exacte de l'empreinte ou de la marque spéciale de l'expéditeur.

Article 13.

INDICATION DU POIDS DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Le poids exact en grammes de chaque colis avec valeur déclarée est inscrit par l'administration du pays d'origine :

- a) Sur l'adresse du colis ;
- b) Sur le bulletin d'expédition à la place à ce réservée.

Article 14.

SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative Despatch Note as well shall bear a label indicating the serial number and the name of the office of posting. An office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article 15.

DATE-STAMP IMPRESSION.

The Despatch Note shall be impressed by the office of posting, on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

Article 16.

EXPRESS PARCELS.

Every express parcel and the relative Despatch Note as well shall be provided near to the address with a printed label of a deep red colour bearing in bold type the word "Express" or "Expres".

Article 17.

RETRANSMISSION.

1. The Postal Administration retransmitting a missent parcel shall not levy Customs or other charges upon it.

When an Administration returns such a parcel to the country from which it has been directly received, it shall refund the credits received and report the error by means of a Verification Note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, the retransmitting Administration shall allow to the Administration to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance; it shall then recover the amount of the deficiency by claiming it from the office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a Verification Note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the postal service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the Administration which sends the parcel back shall allow to the Administration from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected, in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which Palestine or France has parcel post communication shall be claimed from the Administration to which the parcel is forwarded, unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the retransmitting country to the new country of destination.

4. A parcel which is redirected unpaid shall be retransmitted in its original packing and shall be accompanied by the Despatch Note. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked, or if the original Despatch Note has to be replaced by a substitute Note, it is essential

Article 14.

NUMÉRO D'ENREGISTREMENT ET LIEU DE DÉPÔT.

Chaque colis, ainsi que le bulletin d'expédition y afférent, porte le nom du bureau d'origine et une étiquette indiquant le numéro d'enregistrement. Un bureau de dépôt ne peut employer deux ou plusieurs séries d'étiquettes en même temps, sauf les cas où chaque série est complétée par une marque distinctive.

Article 15.

APPLICATION DU TIMBRE A DATE.

Le bulletin d'expédition est frappé par le bureau d'origine, du côté de l'adresse, d'un timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

Article 16.

COLIS LIVRABLES PAR EXPRESS.

Chaque colis à remettre par exprès, ainsi que le bulletin d'expédition y relatif, doit être pourvu à côté de l'adresse, d'une étiquette imprimée de couleur rouge foncé portant en gros caractères le mot « *Exprès* » ou « *Express* ».

Article 17.

RÉEXPÉDITION.

1. L'administration postale qui réexpédie un colis par suite de fausse direction ne peut le frapper de droits de douane ou autres droits non postaux.

Lorsqu'une administration renvoie au pays d'où il a été directement reçu un colis en fausse direction, elle lui restitue les bonifications qui lui ont été allouées et signale l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans les autres cas et si le montant des taxes qui lui ont été attribuées est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, l'administration réexpéditrice bonifie à l'administration à laquelle elle remet le colis les droits de transport que comporte l'acheminement. Elle se crédite ensuite de la somme dont elle est à découvert, par une reprise sur le bureau d'échange qui a transmis en dernier lieu le colis en fausse direction. Le motif de cette reprise est notifié à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition par suite d'une erreur imputable au service postal et doit, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'administration qui restitue le colis alloue à l'administration qui le lui a livré les bonifications qu'elle en a reçues.

3. Les droits grevant un colis réexpédié par suite de changement de résidence du destinataire ou d'une erreur imputable à l'expéditeur, sur un pays avec lequel la Palestine ou la France a un service des colis postaux, sont réclamés à l'administration à laquelle le colis est réexpédié sauf lorsque la taxe de transport est acquittée au moment de la réexpédition. Dans cette dernière éventualité, le colis est traité comme s'il était adressé directement par le pays réexpéditeur au pays de la nouvelle destination.

4. Un colis réexpédié sans être affranchi est réexpédié dans son emballage primitif et accompagné du bulletin d'expédition original. Si le colis doit, pour un motif quelconque, être remballé, ou si le bulletin d'expédition original doit être remplacé par un nouveau bulletin, il est indispensable que

that the name of the office of origin of the parcel and the original serial number and, if possible, the date of posting at that office appear both on the parcel and on the Despatch Note.

Article 18.

RETURN OF UNDELIVERABLE PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 15, section 2, of the Agreement, the Postal Administration of the country of destination need not comply with it but may return the parcel to the country of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The Administration which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely on the parcel and on the relative Despatch Note the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or a label. The original Despatch Note belonging to the returned parcel must be sent back to the country of origin with the parcel.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the Parcel Bill with the word " Rebut " in the " Observations " column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Article 19.

SALE. DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 17 of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be forwarded to the Administration of the country of origin for payment to the sender, on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article 20.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS.

For enquiries concerning parcels a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the offices appointed by the two Postal Administrations to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Administrations.

Article 21.

PARCEL BILL.

1. Insured, returned and unpaid redirected parcels shall be entered individually by the despatching office of exchange on a Parcel Bill similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. Other parcels, except transit parcels, shall be entered on the Parcel Bills in bulk with a summary statement of the amounts to be credited, a note being made on the Bills of the number of express parcels. Transit parcels

le nom du bureau d'origine du colis et le numéro d'enregistrement original et, si possible, la date de dépôt à ce bureau, figurent tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

Article 18.

RENOI DES COLIS TOMBÉS EN REBUT.

1. Si l'expéditeur d'un colis tombé en rebut a formulé une demande non prévue à l'article 15, section 2, de l'arrangement, l'administration du pays de destination n'est pas tenue de l'exécuter, mais peut renvoyer le colis au pays d'origine, après le délai de garde réglementaire fixé par la législation du pays de destination.

2. L'administration qui renvoie un colis à l'expéditeur doit indiquer sur le colis et sur le bulletin d'expédition d'une manière claire et concise, la cause de la non-remise. Cette indication peut être manuscrite ou être fournie par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette. Le bulletin d'expédition original doit être renvoyé au pays d'origine avec le colis.

3. Un colis à renvoyer à l'expéditeur est inscrit sur la feuille de route avec la mention « Rebut » dans la colonne « Observations ». Il est traité comme un colis réexpédié par suite de changement de résidence du destinataire.

Article 19.

VENTE. DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis a été vendu ou détruit conformément aux prescriptions de l'article 17 de l'arrangement, il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction.

2. Le produit de la vente sert, en premier lieu, à couvrir les frais qui grèvent le colis. Le cas échéant, l'excédent est transmis à l'administration postale du pays d'origine pour être remis à l'expéditeur, qui supporte les frais d'envoi.

Article 20.

RÉCLAMATIONS.

Pour les réclamations, il est fait usage d'une formule analogue au modèle annexé au règlement de l'Arrangement concernant les colis postaux de l'Union postale universelle. Ces formules sont transmises, pour être complétées, aux bureaux désignés par les deux administrations postales.

Article 21.

FEUILLE DE ROUTE.

1. Les colis avec valeur déclarée, les colis renvoyés et réexpédiés non affranchis, sont inscrits individuellement par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route analogue au modèle annexé au règlement de l'Arrangement concernant les colis postaux de l'Union postale universelle. Les autres colis, sauf les colis en transit, sont inscrits en bloc, avec indication sommaire des montants à bonifier, une récapitulation étant faite, sur les feuilles de route, du nombre des colis exprès.

shall be entered individually, provided that two or more transit parcels addressed to the same country for which the same amount of credit has to be allowed may be entered in bulk. The Despatch Notes, Customs Declarations, Advices of Delivery, etc., shall be forwarded with the Parcel Bill.

2. Each despatching office of exchange shall number the Parcel Bills in the top left-hand corner in an annual series for each office of exchange of destination, and as far as possible shall enter below the number the means of conveyance of the mail. A note of the last number of the year shall be made on the first Parcel Bill of the following year.

Article 22.

CHECK BY OFFICES OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a mail, whether of parcels or of empty bags, the office of exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags as the case may be, against the particulars entered on the relative Bill, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note.

2. Any discrepancies in the credits and accounting shall be notified to the despatching office of exchange by Verification Note. The accepted Verification Notes shall be attached to the Parcel Bills to which they relate. Corrections made on Parcel Bills not supported by vouchers shall not be considered valid.

Article 23.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Postal Administration shall cause each of its offices of exchange to prepare monthly for all the parcel mails despatched to it during the month by each of the offices of exchange of the other Administration a statement of the total amounts entered on the Parcel Bills, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall be afterwards summarised by the same Administration in an account which, accompanied by the monthly statements and the Verification Notes, if any, relating thereto, shall be forwarded to the corresponding Administration in the course of the month following that to which it relates.

3. The monthly accounts, after having been checked and accepted on both sides, shall be summarised in a general quarterly account prepared by the Administration to which the balance is due.

Article 24.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of general accounts shall be made by the debtor to the creditor Postal Administration in the manner prescribed by the Convention of the Postal Union for the liquidation of the balances of Transit Accounts.

2. The preparation and transmission of a general account and the payment of the balance of that account shall be effected as early as possible and, at the latest, within a period of three months from the end of the period to which the account relates. After the expiration of this term the sums due from one Administration to the other shall bear interest at the rate of five per cent per annum to be reckoned from the date of expiration of the said term.

Les colis en transit sont inscrits individuellement, étant entendu que deux colis ou plus en transit, adressés au même pays et pour lesquels les mêmes bonifications doivent être allouées, peuvent être inscrits en bloc. Les bulletins d'expédition, déclarations en douane, avis de réception, etc., sont transmis avec la feuille de route.

2. Chaque bureau d'échange expéditeur numérote les feuilles de route à l'angle gauche supérieur, d'après une série annuelle pour chaque bureau d'origine et chaque bureau de destination, en mentionnant, autant que possible, au-dessous du numéro, le nom du navire transporteur. Le dernier numéro de l'année est mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 22.

VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE. CONSTATATION DES IRRÉGULARITÉS.

1. A la réception d'un courrier, soit de colis ou de sacs vides, le bureau d'échange vérifie les colis et les divers documents qui les accompagnent ou les sacs vides selon le cas, par rapprochement avec les indications de la feuille de route. Il signale les objets manquants ou autres irrégularités, au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Toute différence en ce qui concerne les bonifications et le décompte est signalée au moyen d'un bulletin de vérification au bureau d'échange expéditeur. Les bulletins de vérification acceptés sont ultérieurement annexés aux feuilles de route correspondantes. Les corrections faites sur une feuille de route et non appuyées de pièces justificatives sont considérées comme nulles.

Article 23.

DÉCOMPTE DES BONIFICATIONS.

1. Chaque administration postale fait établir mensuellement par ses bureaux d'échange, pour tous les envois reçus des bureaux d'échange de l'autre administration, un état des sommes totales inscrites sur les feuilles de route, soit à son crédit soit à son débit.

2. Les états sont récapitulés par la même administration dans des comptes qui, accompagnés des états mensuels et, s'il y a lieu, des bulletins de vérification y afférents sont transmis à l'administration correspondante dans le courant du mois qui suit celui auquel ils se rapportent.

3. Les comptes mensuels, après vérification et acceptation des deux côtés, sont résumés dans un compte général trimestriel établi par l'administration créditrice.

Article 24.

RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Le solde résultant de la balance des comptes est payé par l'administration débitrice à l'administration créditrice de la manière prévue par la Convention de l'Union postale pour la liquidation des soldes de comptes de transit.

2. L'établissement et l'envoi d'un compte général et le paiement du solde de ce compte sont effectués dans le plus bref délai possible et, au plus tard, dans le délai de trois mois après la période à laquelle le compte se rapporte. Après l'expiration de ce délai les sommes dues par une administration à l'autre sont productives d'un intérêt de 5 pour cent par an, à compter de la date de l'expiration de ladite période.

Article 25.

COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Administration shall furnish to the other all necessary information on points of detail in connection with the working of the service.

Article 26.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement.

The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at Jerusalem on the thirty-first day of March, 1936, and at Paris on the 19th day of June, 1936.

(Sgd) W. HUDSON,
Postmaster General of Palestine.

(Sgd) R. JARDILLIER,
*Minister of Posts, Telegraphs
and Telephones of France.*

Article 25.

COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS.

Chaque administration postale notifie à l'autre administration toute information nécessaire sur des points de détail concernant le fonctionnement du service.

Article 26.

MISE EN EXÉCUTION ET DURÉE DU RÈGLEMENT.

Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'arrangement des colis postaux et aura la même durée que ce dernier. Les administrations intéressées auront, cependant, le pouvoir d'en modifier, d'un commun accord, les détails de temps en temps.

Fait en double exemplaire à Jérusalem, le trente et unième jour de mars 1936, et à Paris, le 19 juin 1936.

(Sgd) W. HUDSON,
Postmaster General, Palestine.

(Sgd) R. JARDILLIER.
*Le Ministre des Postes,
Télégraphes et Téléphones de France.*

N° 3978.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET PAYS-BAS**

Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption réciproque de certaines taxes en ce qui concerne les entreprises de transport aérien. Londres, le 27 août 1936.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND THE NETHERLANDS**

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Reciprocal Exemption from Certain Taxation in respect of the Business of Air Transport. London, August 27th, 1936.

No. 3978. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE NETHERLANDS GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE RECIPROCAL EXEMPTION FROM CERTAIN TAXATION IN RESPECT OF THE BUSINESS OF AIR TRANSPORT. LONDON, AUGUST 27th, 1936.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place October 7th, 1936.

FOREIGN OFFICE, S.W.I.

(W 7896/265/29).

I.

August 27th, 1936.

SIR,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are willing to conclude with the Netherlands Government an Agreement in the following terms for reciprocal exemptions from certain taxation in respect of the business of air transport :

(1) His Majesty's Government in the United Kingdom undertake that any profits or gains arising from the business of air transport carried on by a person resident in the Netherlands and not resident in the United Kingdom shall, so long as the exemptions specified in sub-paragraph (2) hereof remain effective, be exempted from Income Tax (including Sur-Tax) chargeable in the United Kingdom for the year of assessment commencing on the sixth day of April 1935 and for every subsequent year of assessment, and that they will take the necessary steps under Section 18 of the Act of Parliament known as the Finance Act, 1923, as extended by Section 9 of the Act of Parliament of the United Kingdom known as the Finance Act, 1931, to profits or gains arising from the business of air transport, with a view to giving the force of law to the exemptions aforesaid.

(2) The Netherlands Government declare that, under the laws of the Netherlands relating to Income Tax and Municipal Fund Tax (Inkomstenbelasting and Gemeentefondsbelasting), tax is not chargeable on any profits or gains arising from the business of air transport carried on by a person resident in the United Kingdom and not resident in the Netherlands, and that under the laws of the Netherlands relating to Dividend and Tantieme Tax (Dividend- en Tantiemebelasting) tax is not chargeable on dividends or other sums on account of profits distributed by a body corporate carrying on the business of air transport and resident in the United Kingdom, and undertake that, so long as the exemptions specified in sub-paragraph (1) hereof remain effective, such profits or gains and dividends and other sums as aforesaid shall continue to be so exempt.

The Netherlands Government further undertake that as from the sixth day of April, 1935 and thereafter, so long as the exemptions specified in sub-paragraph (1) hereof

¹ Came into force August 27th, 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3978. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'EXEMPTION RÉCIPROQUE DE CERTAINES TAXES EN CE QUI CONCERNE LES ENTREPRISES DE TRANSPORT AÉRIEN. LONDRES, LE 27 AOUT 1936.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 7 octobre 1936.

FOREIGN OFFICE, S.W.I.
(W 7896/265/29).

I.

Le 27 août 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est disposé à conclure, avec le Gouvernement des Pays-Bas, un accord pour des exonérations réciproques en matière de certaines impositions concernant les entreprises de transport aérien, dans les termes suivants :

(1) Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni s'engage à exonérer tous profits ou bénéfices provenant d'une entreprise de transport aérien, exploitée par une personne domiciliée aux Pays-Bas et non domiciliée dans le Royaume-Uni, de l'impôt sur le revenu (Income Tax et Sur-Tax) dont ils sont passibles dans le Royaume-Uni pour l'année fiscale commençant le sixième jour d'avril 1935 et pour toute année fiscale ultérieure, aussi longtemps que les exonérations spécifiées dans le sous-paragraphe (2) ci-dessous resteront en vigueur, et à prendre les dispositions nécessaires, d'après la section 18 de la loi connue sous le nom de « Finance Act, 1923 », telle qu'elle a été étendue, par la section 9 de la loi du Royaume-Uni connue sous le nom de « Finance Act, 1931 », aux profits et bénéfices provenant d'entreprises de transport aérien, en vue de donner force de loi aux susdites exonérations.

(2) Le Gouvernement des Pays-Bas déclare que, d'après les lois néerlandaises concernant l'impôt sur le revenu et l'impôt communal (Inkomstenbelasting et Gemeentefondsbelasting), les profits et bénéfices provenant d'une entreprise de transport aérien exploitée par une personne domiciliée dans le Royaume-Uni et non domiciliée aux Pays-Bas, ne sont pas passibles d'impôt et que, d'après les lois néerlandaises concernant l'impôt sur les dividendes et les tantièmes (Dividend- en Tantiemebelasting), les dividendes et autres sommes distribués comme bénéfices par une société exploitant une entreprise de transport aérien et domiciliée dans le Royaume-Uni ne sont pas passibles d'impôt, et il s'engage, aussi longtemps que les exonérations spécifiées au sous-paragraphe (1) ci-dessus resteront en vigueur, à continuer d'exonérer les profits ou bénéfices et dividendes et autres sommes ci-dessus définis.

Le Gouvernement des Pays-Bas s'engage en outre à exonérer de l'impôt sur la propriété et de l'impôt pour la défense 1 (Vermogensbelasting et Verdedigingsbelasting 1), à

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 27 août 1936.

remain effective, any property which is owned or possessed and employed in the Netherlands by a person resident in the United Kingdom and not resident in the Netherlands for the purpose of making profits or gains arising from the business of air transport shall, in so far as it is employed for that purpose, be exempted from Property Tax and Defence Tax 1 (Vermogensbelasting and Verdedigingsbelasting 1) and that they will take the necessary action under the law of the 14th June, 1930 (Collection of Acts No. 244, 1930) with a view to giving the force of law to the exemptions aforesaid.

(3) The exemptions granted under the foregoing sub-paragraphs shall not extend to Income Tax chargeable in the United Kingdom under Schedule A or to Property Tax or Defence Tax 1 (Vermogensbelasting or Verdedigingsbelasting 1) chargeable in the Netherlands in respect of immovable property in the Netherlands.

(4) The expression "business of air transport" means the business carried on by an owner of aircraft, and for the purposes of this definition the expression "owner" includes any charterer.

For the purposes of this Agreement the word "person" includes any body of persons, corporate or not corporate, and a body corporate shall be regarded as resident in the United Kingdom if its business is managed and controlled in the United Kingdom and shall be regarded as resident in the Netherlands if its business is managed and controlled in the Netherlands.

(5) The present Agreement may be terminated by either Contracting Government at any time by a notice in writing given through the diplomatic channel, and shall cease to operate six months after the date on which the notice of denunciation is received.

2. If the Netherlands Government agree to the foregoing provisions, I have the honour to suggest that the present note and your reply in similar terms be regarded as constituting a formal Agreement between the two Governments which shall take effect from the date of the two notes.

I have, etc.

(Signed) Anthony EDEN.

Jonkheer R. de Marees van Swinderen, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

NETHERLANDS LEGATION.

II.

No. 1530.

LONDON, August 27th, 1936.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of the note which you have been good enough to address to me to-day and in which you inform me that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are willing to conclude with the Netherlands Government an Agreement in the following terms for reciprocal exemptions from certain taxation in respect of the business of air transport :

(1) His Majesty's Government in the United Kingdom undertake that any profits or gains arising from the business of air transport carried on by a person resident in the Netherlands and not resident in the United Kingdom shall, so long as the exemptions specified in sub-paragraph (2) hereof remain effective, be exempted from Income Tax (including Sur-tax) chargeable in the United Kingdom for the year of assessment commencing on the sixth day of April 1935 and for every subsequent year of assessment, and that they will take the necessary steps under Section 18 of the Act of Parliament known as the Finance Act, 1923, as extended by Section 9 of the Act of Parliament of the United Kingdom known as the Finance Act, 1931, to profits or gains arising from

partir du sixième jour d'avril 1935, et aussi longtemps que les exonérations spécifiées au sous-paragraphé (1) ci-dessus resteront en vigueur, toute propriété qu'une personne domiciliée dans le Royaume-Uni et non domiciliée aux Pays-Bas possède, à titre de propriétaire ou de détenteur, et utilise aux Pays-Bas en vue de réaliser des profits ou bénéfices provenant d'une entreprise de transport aérien, pour autant que ladite propriété sera employée à cette fin, et à prendre les dispositions nécessaires, aux termes de la loi du 14 juin 1930 (Recueil des lois N° 244, 1930), en vue de donner force de loi aux susdites exonérations.

(3) Les exonérations accordées dans les sous-paragraphes précédents ne s'étendront pas aux biens passibles de l'« Income Tax » dans le Royaume-Uni conformément au tableau A ni aux biens passibles aux Pays-Bas de l'impôt sur la propriété ou de l'impôt pour la défense 1 (Vermogensbelasting ou Verdedigingsbelasting 1) en ce qui concerne les biens immobiliers aux Pays-Bas.

(4) L'expression « entreprise de transport aérien » signifie l'entreprise exploitée par un propriétaire d'aéronefs et, pour les besoins de cette définition, l'expression « propriétaire » comprend tout affrèteur.

Aux fins du présent accord, le mot « personne » comprend tout groupe de personnes, formant ou non une société; une société sera considérée comme domiciliée dans le Royaume-Uni si l'exploitation est dirigée et contrôlée dans le Royaume-Uni et elle sera considérée comme domiciliée aux Pays-Bas si son exploitation est dirigée et contrôlée aux Pays-Bas.

(5) Chacun des deux gouvernements contractants pourra mettre fin au présent accord, à tout moment, moyennant une notification écrite transmise par la voie diplomatique, et l'accord cessera d'exercer ses effets six mois après la date de réception de l'avis de dénonciation.

2. Si le Gouvernement des Pays-Bas accepte les dispositions énoncées ci-dessus, j'ai l'honneur de proposer que la présente note et votre réponse, conçue en termes analogues, soient considérées comme constituant entre les deux gouvernements un accord en bonne et due forme qui prendra effet à la date de ces deux notes.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Anthony EDEN.

Le Jonkheer R. de Marees van Swinderen, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

II.

N° 1530.

LONDRES, le 27 août 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note que vous avez bien voulu m'adresser en date de ce jour et par laquelle vous portez à ma connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est disposé à conclure, avec le Gouvernement des Pays-Bas, un accord pour des exonérations réciproques en matière de certaines impositions concernant les entreprises de transport aérien, dans les termes suivants :

(1) Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni s'engage à exonérer tous profits ou bénéfices provenant d'une entreprise de transport aérien, exploitée par une personne domiciliée aux Pays-Bas et non domiciliée dans le Royaume-Uni, de l'impôt sur le revenu (Income Tax et Sur-Tax) dont ils sont passibles dans le Royaume-Uni pour l'année fiscale commençant le sixième jour d'avril 1935 et pour toute année fiscale ultérieure, aussi longtemps que les exonérations spécifiées dans le sous-paragraphé (2) ci-dessous resteront en vigueur, et à prendre les dispositions nécessaires, d'après la section 18 de la loi connue sous le nom de « Finance Act, 1923 », telle qu'elle a été étendue, par la section 9 de la loi du Royaume-Uni connue sous le nom de « Finance Act, 1931 », aux

the business of air transport, with a view to giving the force of law to the exemptions aforesaid.

(2) The Netherlands Government declare that, under the laws of the Netherlands relating to Income Tax and Municipal Fund Tax (*Inkomstenbelasting en Gemeentefondsbelasting*), tax is not chargeable on any profits or gains arising from the business of air transport carried on by a person resident in the United Kingdom and not resident in the Netherlands, and that under the laws of the Netherlands relating to Dividend and Tantieme Tax (*Dividend- en Tantiemebelasting*) tax is not chargeable on dividends or other sums on account of profits distributed by a body corporate carrying on the business of air transport and resident in the United Kingdom, and undertake that, so long as the exemptions specified in sub-paragraph (1) hereof remain effective, such profits or gains and dividends and other sums as aforesaid shall continue to be so exempt.

The Netherlands Government further undertake that as from the 6th day of April, 1935 and thereafter, so long as the exemptions specified in sub-paragraph (1) hereof remain effective, any property which is owned or possessed and employed in the Netherlands by a person resident in the United Kingdom and not resident in the Netherlands for the purpose of making profits or gains arising from the business of air transport shall, in so far as it is employed for that purpose, be exempted from Property Tax and Defence Tax I (*Vermogensbelasting en Verdedigingsbelasting I*) and that they will take the necessary action under the law of the 14th June, 1930 (Collection of Acts No. 244, 1930), with a view to giving the force of law to the exemptions aforesaid.

(3) The exemptions granted under the foregoing sub-paragraphs shall not extend to Income Tax chargeable in the United Kingdom under Schedule A or to Property Tax or Defence Tax I (*Vermogensbelasting or Verdedigingsbelasting I*) chargeable in the Netherlands in respect of immovable property in the Netherlands.

(4) The expression "business of air transport" means the business carried on by an owner of aircraft, and for the purposes of this definition the expression "owner" includes any charterer.

For the purposes of this Agreement the word "person" includes any body of persons, corporate or not corporate, and a body corporate shall be regarded as resident in the United Kingdom if its business is managed and controlled in the United Kingdom and shall be regarded as resident in the Netherlands if its business is managed and controlled in the Netherlands.

(5) The present Agreement may be terminated by either Contracting Government at any time by a notice in writing given through the diplomatic channel, and shall cease to operate six months after the date on which the notice of denunciation is received.

2. I am authorised to state that the Netherlands Government agree to the foregoing provisions and to the suggestion that your note and this reply be regarded as constituting a formal Agreement between the two Governments, which shall take effect from the date of the two notes.

I have, etc.

(Signed) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

The Right Honourable Anthony Eden, M.C., M.P.,
etc., etc., etc.

Certifié pour copie conforme :
Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas,
A. M. Snouck Hurgronje.

profits et bénéfices provenant d'entreprises de transport aérien, en vue de donner force de loi aux susdites exonérations.

(2) Le Gouvernement des Pays-Bas déclare que, d'après les lois néerlandaises concernant l'impôt sur le revenu et l'impôt communal (Inkomstenbelasting et Gemeentefondsbelasting), les profits et bénéfices provenant d'une entreprise de transport aérien exploitée par une personne domiciliée dans le Royaume-Uni et non domiciliée aux Pays-Bas, ne sont pas passibles d'impôt et que, d'après les lois néerlandaises concernant l'impôt sur les dividendes et les tantièmes (Dividend- en Tantiemebelasting), les dividendes et autres sommes distribués comme bénéfices par une société exploitant une entreprise de transport aérien et domiciliée dans le Royaume-Uni ne sont pas passibles d'impôt, et il s'engage, aussi longtemps que les exonérations spécifiées au sous-paragraphe (1) ci-dessus resteront en vigueur, à continuer d'exonérer les profits ou bénéfices et dividendes et autres sommes ci-dessus définis.

Le Gouvernement des Pays-Bas s'engage en outre à exonérer de l'impôt sur la propriété et de l'impôt pour la défense I (Vermogensbelasting et Verdedigingsbelasting I), à partir du sixième jour d'avril 1935, et aussi longtemps que les exonérations spécifiées au sous-paragraphe (1) ci-dessus resteront en vigueur, toute propriété qu'une personne domiciliée dans le Royaume-Uni et non domiciliée aux Pays-Bas possède, à titre de propriétaire ou de détenteur, et utilise aux Pays-Bas en vue de réaliser des profits ou bénéfices provenant d'une entreprise de transport aérien, pour autant que ladite propriété sera employée à cette fin, et à prendre les dispositions nécessaires aux termes de la loi du 14 juin 1930 (Recueil des lois N^o 244, 1930), en vue de donner force de loi aux susdites exonérations.

(3) Les exonérations accordées dans les sous-paragrapbes précédents ne s'étendront pas aux biens passibles de l'« Income Tax » dans le Royaume-Uni conformément au tableau A ni aux biens passibles aux Pays-Bas de l'impôt sur la propriété ou de l'impôt pour la défense I (Vermogensbelasting ou Verdedigingsbelasting I) en ce qui concerne les biens immobiliers aux Pays-Bas.

(4) L'expression « entreprise de transport aérien » signifie l'entreprise exploitée par un propriétaire d'aéronefs et, pour les besoins de cette définition, l'expression « propriétaire » comprend tout affrèteur.

Aux fins du présent accord, le mot « personne » comprend tout groupe de personnes formant ou non une société ; une société sera considérée comme domiciliée dans le Royaume-Uni si l'exploitation est dirigée et contrôlée dans le Royaume-Uni et elle sera considérée comme domiciliée aux Pays-Bas si son exploitation est dirigée et contrôlée aux Pays-Bas.

(5) Chacun des deux gouvernements contractants pourra mettre fin au présent accord, à tout moment, moyennant une notification écrite transmise par la voie diplomatique, et l'accord cessera d'exercer ses effets six mois après la date de réception de l'avis de dénonciation.

2. Je suis autorisé à déclarer que le Gouvernement des Pays-Bas accepte les dispositions énoncées ci-dessus ainsi que la suggestion suivant laquelle votre note et la présente réponse seront considérées comme constituant entre les deux gouvernements un accord en bonne et due forme qui prendra effet à la date de ces deux notes.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

Le très honorable Anthony Eden, M.C., M.P.,
etc., etc., etc.

N° 3979.

**HONGRIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Accord concernant la fixation d'une période générale uniforme de protection des poissons, ainsi que les conditions d'autorisation de la pêche de nuit dans les cours d'eau frontières tchécoslovaco-hongrois. Signé à Budapest, le 8 juin 1934.

**HUNGARY
AND CZECHOSLOVAKIA**

Agreement concerning the fixing of a Uniform General Close Season for Fishing and the Conditions for the Authorisation of Night Fishing in the Czechoslovak - Hungarian Frontier Watercourses. Signed at Budapest, June 8th, 1934.

N° 3979. — ACCORD¹ ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT LA FIXATION D'UNE PÉRIODE GÉNÉRALE UNIFORME DE PROTECTION DES POISSONS, AINSI QUE LES CONDITIONS D'AUTORISATION DE LA PÊCHE DE NUIT DANS LES COURS D'EAU FRONTIÈRES TCHÉCOSLOVACO-HONGROIS. SIGNÉ A BUDAPEST, LE 8 JUIN 1934.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque près la Société des Nations et le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 8 octobre 1936.

Les articles 45 et 46 du Statut de frontière conclu entre la République tchécoslovaque et le Royaume de Hongrie ayant prévu qu'il doit être établi entre les Etats intéressés un accord de nature à sauvegarder la protection des poissons et à régler la pêche de nuit dans les cours d'eau frontières,

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LE ROYAUME DE HONGRIE, animés d'un égal désir de satisfaire aux dispositions des articles susmentionnés du Statut de frontière, ont décidé de conclure un accord à cet effet et ont désigné leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Monsieur Miloš KOBR, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République tchécoslovaque à Budapest ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE :

Monsieur André DE HÓRY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, suppléant permanent du Ministre royal hongrois des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des stipulations suivantes :

Article premier.

I. En vertu de l'article 45 de la Convention² concernant le règlement des questions découlant de la délimitation de la frontière entre la République tchécoslovaque et le Royaume de Hongrie, signée le 14 novembre 1928, les deux Parties contractantes se sont entendues pour fixer uniformément du 1^{er} avril au 30 mai inclusivement la période de protection générale, pendant laquelle la pêche dans les cours d'eau frontières sera interdite.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Praha, le 12 septembre 1936.

² Vol. CX, page 425, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3979. — AGREEMENT² BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING THE FIXING OF A UNIFORM GENERAL CLOSE SEASON FOR FISHING AND THE CONDITIONS FOR THE AUTHORISATION OF NIGHT FISHING IN THE CZECHOSLOVAK - HUNGARIAN FRONTIER WATER-COURSES. SIGNED AT BUDAPEST, JUNE 8TH, 1934.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic to the League of Nations and by the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations. The registration of this Agreement took place October 8th, 1936.

Whereas it is provided in Articles 45 and 46 of the Frontier Statute concluded between the Czechoslovak Republic and the Kingdom of Hungary that an agreement shall be reached between the States concerned to safeguard the close season for fishing and to regulate night fishing in the frontier watercourses,

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE KINGDOM OF HUNGARY, desirous of complying with the provisions of the above-mentioned Articles of the Frontier Statute, have decided to conclude an Agreement with that object and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Monsieur Miloš KOBR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Czechoslovak Republic at Budapest ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY :

Monsieur André DE HÓRY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Permanent Deputy of the Royal Hungarian Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

1. In virtue of Article 45 of the Convention³ relating to the settlement of questions arising out of the delimitation of the frontier between the Czechoslovak Republic and the Kingdom of Hungary, signed on November 14th, 1928, the two Contracting Parties have agreed to fix in a uniform manner from April 1st to May 30th inclusive the general close season during which fishing shall be prohibited in the frontier watercourses.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Prague, September 12th, 1936.

³ Vol. CX, page 425, of this Series.

2. Par la disposition de l'alinéa précédent, la disposition de l'article 9 de l'annexe C de ladite convention se trouve modifiée.

Article 2.

En exécution de l'article 46 de la convention visée à l'article premier, les Parties contractantes sont tombées d'accord pour soumettre la pêche de nuit, c'est-à-dire après le coucher et avant le lever du soleil, aux conditions suivantes :

1. La pêche de nuit ne pourra être permise qu'au pêcheur qui, domicilié dans une commune riveraine, possède le droit de pêche, pratique la pêche à titre professionnel, est sans antécédents judiciaires et digne de confiance, et lorsqu'il n'y a pas à redouter qu'il puisse abuser de la permission octroyée.

2. En dehors des interdictions et des prescriptions concernant la réglementation de la pêche dans les eaux frontières, stipulations contenues dans la convention indiquée à l'article premier, notamment dans les articles 48, 49, 50, 52 et 53 de cette dernière convention, il sera encore interdit, pendant la pêche de nuit :

- a) D'employer une lumière intense pour éblouir le poisson ;
- b) De pêcher à une distance de 30 m. en amont et en aval des barrages, écluses, pertuis et autres ouvrages ;
- c) De conduire ou capter en une fois ou partiellement dans les noues des eaux contenant le poisson.

3. L'emploi des engins de pêche, tels que filets, paniers et nassés est également permis dans la pêche de nuit, même si les mailles après séjour dans l'eau mesurent de chaque côté moins de 4 cm.

4. La permission de pêcher pendant la nuit ne pourra être accordée que d'une manière tout à fait exceptionnelle et seulement du 31 mai au 30 septembre ; elle pourra être liée, outre les conditions prévues au point 2 de cet article, également à d'autres conditions que l'autorité compétente aura reconnues nécessaires en raison des circonstances locales, dans l'intérêt de la pisciculture et de la navigation.

5. La permission sera donnée par l'autorité administrative de première instance ; cependant, en ce qui concerne la permission valable pour le Danube, elle sera accordée, après avis préalable, de l'autorité compétente de la navigation fluviale. L'autorité administrative de deuxième instance sera obligée de communiquer à la fin de chaque année, à l'autorité compétente de l'autre Etat, le nombre des permissions de pêche de nuit délivrées dans l'année écoulée.

6. Le pêcheur qui possède le droit de pêcher et qui aura obtenu la permission de l'exercer pendant la nuit, est tenu, chaque fois qu'il doit se livrer à la pêche de nuit, d'en avertir d'avance et en temps utile le poste de gardes de douane (en Tchécoslovaquie) ou le poste de commandement de gardes-frontières (en Hongrie) se trouvant dans la proximité immédiate du lieu de pêche ; s'il s'agit d'une permission valable pour le Danube, il est tenu, en outre, d'en avertir l'autorité compétente en matière de navigation ; il devra être indiqué exactement l'heure et la durée, le lieu de pêche, le nombre de personnes qui y participent, ainsi que le genre d'embarcations et des engins employés.

Les personnes non munies de permis de pêche, ne devront pas prendre part à la pêche de nuit ou y assister.

7. L'abordage sur la rive de l'Etat où le pêcheur autorisé à la pêche de nuit est domicilié, n'est permis qu'aux endroits où cela est permis par les prescriptions en vigueur dans cet Etat.

Il est interdit d'aborder sur la rive de l'autre Etat ou d'y entrer.

2. By the provision laid down in the foregoing paragraph, the provision of Article 9 of Annex C to the said Convention is amended.

Article 2.

In execution of Article 46 of the Convention referred to in Article 1, the Contracting Parties have agreed to make night fishing — that is to say, fishing between sunset and sunrise — subject to the following conditions :

(1) Night fishing shall be permitted only to a fisherman domiciled in a riparian commune who possesses the right to fish, who fishes professionally, who has no judicial convictions, and who is of trustworthy character, provided there is no reason to apprehend that he may abuse the permission granted.

(2) Apart from the prohibitions and provisions concerning the regulation of fishing in the frontier watercourses, embodied in the Convention mentioned in Article 1 — more particularly in Articles 48, 49, 50, 52 and 53 of the said Convention — it shall be prohibited during night fishing :

- (a) To employ a bright light to dazzle the fish ;
- (b) To fish within 30 metres above or below dams, locks, sluices, or other works ;
- (c) To divert or catch in the meadows, altogether or partially, water containing fish.

(3) The use of fishing-tackle, such as nets, baskets, and traps, shall also be permitted in night fishing, even if the meshes measure less than four centimetres each way after immersion.

(4) Permission to fish at night shall be granted only quite exceptionally and only from May 31st to September 30th ; in addition to the conditions laid down in Section 2 of this Article, it may also be subjected to such other conditions as the competent authority may deem necessary by reason of local circumstances, in the interests of fish-breeding and navigation.

(5) Permission shall be given by the administrative authority of the first instance ; nevertheless, permission valid for the Danube shall be granted, after previous advice, by the competent authority for river navigation. The administrative authority of the second instance shall be required to inform the competent authority of the other State, at the end of each year, of the number of permits for night fishing issued during the year.

(6) A fisherman who possesses the right to fish and who has obtained permission to exercise it at night shall be required, whenever he intends to engage in night fishing, to notify beforehand and in good time the Customs guard post (in Czechoslovakia) or the frontier guard headquarter post (in Hungary) in the immediate vicinity of the place where he wishes to fish ; in the case of a permit valid for the Danube, he shall also be required to advise the competent navigation authority ; he must state exactly the hour and length of time, the place of the fishing, the number of persons engaged in it, and the kind of craft and tackle employed.

Persons not holding fishing permits may not take part in night fishing or be present at it.

(7) A fisherman authorised to engage in night fishing may not come alongside the bank of the State in which he is domiciled, except at points at which this is permitted by the provisions in force in that State.

It is prohibited to come alongside the bank of the other State or to land there.

Article 3.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications seront échangées à Praha. Il entrera en vigueur deux semaines après l'échange des ratifications.

Les Parties contractantes sont tenues, à partir de la cinquième année de l'entrée en vigueur du présent accord, d'engager, sur la demande de l'une d'entre elles, des pourparlers relatifs à la revision de l'accord. Dans le cas où les deux Parties n'arriveraient pas, dans le délai d'une année, à s'entendre au sujet de cette revision, le présent accord peut être dénoncé. Dans ce cas, il cessera ses effets douze mois après la notification de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Budapest, le 8 juin 1934.

Pour la République tchécoslovaque :

(L. S.) KOBR, *m. p.*

Pour le Royaume de Hongrie :

(L. S.) HÓRY, *m. p.*

Copie certifiée conforme :
Praha, le 18 septembre 1936.

Directeur des Archives a. i.,
D^r K. Kazbunda.

Pour copie certifiée conforme :
Budapest, le 12 novembre 1936.

Szent Istvány.

Article 3.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Prague. It shall come into force two weeks after the exchange of ratifications.

The Contracting Parties shall be bound, when five years have elapsed since the entry into force of the present Agreement, to enter into negotiations concerning the revision of the Agreement, at the request of either Party. Should the two Parties fail to agree, within a year, concerning such revision, the present Agreement may be denounced. In that case, it shall cease to have effect twelve months after notice of denunciation has been given.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Budapest, this 8th day of June, 1934.

For the Czechoslovak Republic :

(L. S.) KOBR, *m. p.*

For the Kingdom of Hungary :

(L. S.) HÓRY, *m. p.*

N° 3980.

CANADA ET POLOGNE

Convention de commerce, avec
annexes. Signée à Ottawa, le
3 juillet 1935.

CANADA AND POLAND

Convention of Commerce, with
Annexes. Signed at Ottawa, July
3rd, 1935.

No. 3980. — CONVENTION ¹ OF COMMERCE BETWEEN CANADA AND POLAND. SIGNED AT OTTAWA, JULY 3RD, 1935.

English and Polish official texts communicated by the Canadian Advisory Officer to the League of Nations. The registration of this Convention took place October 10th, 1936.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, in respect of THE DOMINION OF CANADA, and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, being desirous of facilitating and extending the commercial relations existing between Canada and Poland, have resolved to conclude a Convention of Commerce for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, for THE DOMINION OF CANADA :

The Right Honourable Richard Bedford BENNETT, Prime Minister, President of the Privy Council and Secretary of State for External Affairs ;

The Honourable Richard Burpee HANSON, Minister of Trade and Commerce ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

Doctor Jerzy ADAMKIEWICZ, Consul General of the Republic of Poland for Canada and Newfoundland ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

Articles produced or manufactured in Canada shall not, on importation into Poland, be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles produced or manufactured in any other foreign country ; at the same time the articles enumerated in Schedule A to this Convention, produced or manufactured in Canada, shall not, on importation into Poland, be subjected to higher duties than those specified in the said Schedule and shall be subjected to the lowest rates of duty which Poland may grant to any other foreign country on the like articles.

Article 2.

The stipulations of Article 1 of this Convention shall not extend :

(a) To privileges which are or hereafter may be granted by Poland to purely border traffic within a zone not exceeding 15 kilometres wide on either side of its Customs frontier ;

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, July 31st, 1936.
Came into force August 15th, 1936.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 3980. — KONWENCJA ¹ HANDLOWA MIĘDZY KANADĄ A POLSKĄ.
PODPISANA W OTTAWIE, DNIA 3 LIPCA 1935 r.

Textes officiels anglais et polonais communiqués par l'« Advisory Officer » du Canada près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 octobre 1936.

Jego Królewska Mość, Król Wielkiej Brytanji, Irlandji i Brytyjskich Dominjonów Zamorskich, Cesarz Indyj, w imieniu Dominjum Kanady, i Prezydent Rzeczypospolitej Polskiej, pragnąc ułatwić i rozszerzyć stosunki handlowe, istniejące pomiędzy Polską a Kanadą, postanowili zawrzeć w tym celu Konwencję Handlową i wyznaczyli jako swych pełnomocników :

JEGO KRÓLEWSKA MOŚĆ, KRÓL WIELKIEJ BRYTANJI, IRLANDJI I BRYTYJSKICH DOMINJONÓW ZAMORSKICH, CESARZ INDYJ, ZA DOMINJUM KANADY :

Jaśnie Wielmożnego Richard Bedford BENNETT, Prezesa Rady Ministrów, Prezydenta Tajnej Rady i Sekretarza Stanu dla Spraw Zagranicznych,
Wielmożnego Pana Richard Burpee HANSON, Ministra Handlu ;

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

Doktora Jerzego ADAMKIEWICZA, Konsula Generalnego Rzeczypospolitej Polskiej dla Kanady i Nowej Fundlandji ;

Którzy, po wzajemnej wymianie swych pełnomocnictw, uznanych za dobre i należyte co do formy, zgodzili się na następujące postanowienia :

Artykuł 1.

Artykuły, stanowiące produkty naturalne lub wyroby przemysłowe Kanady, nie będą podlegały przy przywozie do Polski cłom lub opłatom innym albo wyższym aniżeli te, które opłacają podobne artykuły, stanowiące produkty naturalne lub wyroby przemysłowe jakiegokolwiek innego obcego państwa, przytem artykuły, wyliczone w załączniku « A » niniejszej Konwencji, stanowiące produkty naturalne lub wyroby przemysłowe Kanady, nie będą podlegały, przy przywozie do Polski, cłom wyższym, niż te, które są wyszczególnione w powyższym załączniku, i będą podlegały najniższemu stawkom celnym, które Polska przyznałaby analogicznym artykułom jakiegokolwiek innego obcego państwa.

Artykuł 2.

Postanowienia Art. 1-go niniejszej Konwencji nie rozciągają się na :

(a) Przywileje, które są lub mogą być w przyszłości przyznane przez Polskę ruchowi wyłącznie pogranicznemu w strefie nieprzekraczającej szerokości 15 kilometrów z każdej strony granicy celnej ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 31 juillet 1936.
Entrée en vigueur le 15 août 1936.

(b) To privileges granted by Poland to a State by virtue of a Customs Union with that State ;

(c) To tariff preferences or Customs facilities which hereafter may be granted by Poland to Estonia, Latvia, Lithuania or Finland so long as such privileges are not accorded to any other State ;

(d) To the regime for duties and quotas established temporarily between Polish Upper Silesia and German Upper Silesia by virtue of the German-Polish Convention¹ concerning Upper Silesia, signed at Geneva on May 15th, 1922.

Article 3.

Articles produced or manufactured in Poland shall not, on importation into Canada, be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles produced or manufactured in any other foreign country ; at the same time the articles enumerated in Schedule B to this Convention, produced or manufactured in Poland, shall not, on importation into Canada, be subjected to higher duties than those specified in the said Schedule, and shall be subjected to the lowest rates of duty which Canada may grant to any other foreign country on the like articles.

Article 4.

To enjoy the benefits of the tariff advantages provided for in Article 1 of this Convention, articles, produced or manufactured in Canada, shall be conveyed without transshipment from a Canadian port or from a port of a country enjoying most-favoured-nation treatment in tariff matters in Poland into a port or ports of the Polish Customs Territory.

Reciprocally, to enjoy the benefits of the tariff advantages provided for in Article 3 of this Convention, articles, produced or manufactured in Poland, shall be conveyed without transshipment from a port or ports of the Polish Customs Territory or from a port of a country enjoying the benefits of the British Preferential or Intermediate Tariff, into a sea, lake or river port of Canada.

Provided, however, that articles produced or manufactured in Poland, on importation into Canada, and articles produced or manufactured in Canada, on importation into Poland, shall not be subjected to other or more onerous conditions with respect to direct shipment than are imposed on the like articles imported from any other foreign country.

Article 5.

No prohibition or restriction shall be maintained or imposed by either of the High Contracting Parties on the importation of any article the produce or manufacture of the territories of the other Party which shall not equally extend to the importation of the like articles being the produce or manufacture of any other foreign country.

This provision shall not be applicable to prohibitions or restrictions, which already exist or may be imposed in future on importation or exportation, provided that such prohibitions or restrictions are issued with regard to :

(a) Public order or the internal or external security of the State ;

(b) Public health or the protection of animals or plants against disease ;

(c) Articles constituting a State monopoly.

In the event of import licences being required for the importation of any class of goods into the territories of either of the High Contracting Parties, the general conditions of procedure under

¹ Vol. IX, page 465 ; and Vol. XIX, page 282, of this Series.

(b) Przywileje, przyznane przez Polskę trzeciemu państwu z tytułu Unji Celnej z owym państwem ;

(c) Przywileje i ułatwienia celne, które w przyszłości mogą być przyznane przez Polskę—Estonji, Lotwie, Litwie lub Finlandji, dopóty dopóki takie przywileje nie zostaną przyznane jakiegokolwiek innemu państwu ;

(d) System kontyngentowo-celny, czasowo ustanowiony pomiędzy Polskim Górnym Śląskiem a Niemieckim Górnym Śląskiem na zasadzie Niemiecko-Polskiej Konwencji¹ dotyczącej Górnego Śląska, podpisanej w Genewie dnia 15-go maja 1922 r.

Artykuł 3.

Artykuły, stanowiące produkty naturalne lub wyroby przemysłowe Polski, nie będą podlegały przy przywozie do Kanady cłom lub opłatom innym albo wyższym aniżeli te, które opłacają podobne artykuły, stanowiące produkty naturalne lub wyroby przemysłowe jakiegokolwiek innego obcego państwa, przytem artykuły, wyliczone w załączniku « B » niniejszej Konwencji, stanowiące produkty naturalne lub wyroby przemysłowe Polski, nie będą podlegały przy przywozie do Kanady cłom wyższym, niż te, które są wyszczególnione w powyższym załączniku, i będą podlegały najniższemu stawkom celnym, które Kanada przyznałaby analogicznym artykułom jakiegokolwiek innego obcego państwa.

Artykuł 4.

Aby artykuły, stanowiące produkty naturalne lub wyroby przemysłowe Kanady, mogły korzystać z dobrodziejstw ulg celnych zastrzeżonych w Art. 1-ym niniejszej Konwencji, winny być przewożone bez przeladunku okrętowego z portu kanadyjskiego lub też z portu kraju, korzystającego w Polsce w dziedzinie taryfowej z traktowania na zasadzie największego uprzywilejowania, do jednego z portów polskiego obszaru celnego.

Nawzajem, aby artykuły, stanowiące produkty naturalne lub wyroby przemysłowe Polski, mogły korzystać z dobrodziejstw ulg celnych, zastrzeżonych w Art. 3-im niniejszej Konwencji, winny być przewożone bez przeladunku okrętowego z portów polskiego obszaru celnego lub też z portu kraju, korzystającego z brytyjskiej taryfy preferencyjnej lub pośredniej, do kanadyjskich portów morskich, na jeziorach i rzecznych.

Zastrzega się jednakże, że artykuły, stanowiące produkty naturalne lub wyroby przemysłowe Polski, przy przywozie do Kanady, oraz artykuły, stanowiące produkty naturalne lub wytwory przemysłowe Kanady, przy przywozie do Polski, nie będą podlegały pod względem przesyłki bezpośredniej warunkom innym lub cięższym, niż te, które są stawiane w odniesieniu do podobnych artykułów, przywożonych z jakiegokolwiek innego obcego kraju.

Artykuł 5.

Zaden zakaz lub ograniczenie nie będzie utrzymane lub nakładane przez jedną z Wysokich Umawiających się Stron przy przywozie jakiegokolwiek artykułu, stanowiącego produkt naturalny lub przemysłowy terytorjów drugiej Strony, jeżeliby ten zakaz lub ograniczenie nie były również rozciągnięte na przywóz podobnych artykułów, stanowiących produkty naturalne lub wyroby przemysłowe jakiegokolwiek innego obcego kraju.

Postanowienie to nie będzie się odnosiło do istniejących lub mogących być w przyszłości wprowadzonymi zakazów lub ograniczeń przywozu lub wywozu, jeżeli one dotyczą :

(a) Porządku publicznego lub bezpieczeństwa wewnętrznego lub zewnętrznego państwa ;

(b) Zdrowotności publicznej lub środków bezpieczeństwa przeciwko chorobom zwierząt i roślin ;

(c) Towarów stanowiących przedmiot monopolu państwowego.

W wypadku, kiedy pozwolenia przywozowe wymagane są przy przywozie jakiegokolwiek rodzaju towarów na terytorjach jednej z Wysokich Umawiających się Stron, ogólne warunki

¹ Vol. IX, page 465 ; et vol. XIX, page 282, de ce recueil.

which licences may be obtained for the importation of such goods shall not be less favourable than those applied in the case of similar goods the produce or manufacture of any other foreign country.

Article 6.

Articles produced or manufactured in the territories of either of the High Contracting Parties exported to the territories of the other, shall not be subjected to other or higher export duties or charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country.

Nor shall any prohibition or restriction, with the exception of those enumerated in Article 5 of this Convention, be maintained or imposed on the exportation of any articles from the territories of either of the High Contracting Parties to the territories of the other which shall not equally extend to the exportation of the like articles to any other foreign country.

Article 7.

Articles produced or manufactured in the territories of either of the High Contracting Parties, passing in transit through the territories of the other, in conformity with the laws of the country, shall be reciprocally free from all transit duties, whether they pass direct, or whether during transit they are unloaded, warehoused or reloaded.

Article 8.

Internal duties or taxes which are, or hereafter may be, levied in the territories of either of the High Contracting Parties by, or on behalf of, the State or a local authority or other corporation on the production, manufacture, sale or consumption of goods shall not affect the goods of one Party imported into the territories of the other under any pretext whatever, to a greater extent or in a more restrictive way, than goods of the same kind, which are the produce or manufacture of the other Party.

Articles produced or manufactured in the territories of either of the High Contracting Parties imported into the territories of the other, and intended for transit or warehousing only, shall not be subjected to any internal duties or taxes.

Article 9.

Merchants and manufacturers, nationals of one of the High Contracting Parties, as well as merchants and manufacturers domiciled and exercising their commerce and industries in the territories of such Party, may, in the territories of the other, either personally or by means of commercial travellers, make purchases or collect orders with or without samples or specimens and such merchants, manufacturers, and their commercial travellers, while so making purchases and collecting orders, shall, in the matter of taxation and facilities, enjoy treatment not less favourable than that accorded to merchants, manufacturers and commercial travellers, nationals of any other foreign country.

If one of the High Contracting Parties should consider it necessary to require certificates attesting the character of certain persons as commercial travellers in order to accord them the above facilities, in that case the High Contracting Parties shall by exchange of notes agree on the form of such certificates and the authorities competent to issue them.

Articles, imported as samples and specimens for the purpose mentioned above, shall, in each country, be temporarily admitted free of duty on compliance with the Customs regulations and formalities established to assure their re-exportation or the payment of the prescribed Customs duties if not re-exported within the period of twelve months. But the foregoing privilege shall not extend to articles which, owing to their quality or value, cannot be considered as samples, or which owing to their nature, could not be identified upon re-exportation. The determination of the question

dotyczące procedury uzyskiwania pozwoleń na przywóz towarów, nie mogą być mniej korzystne niż te, jakie są wymagane w wypadku podobnych towarów, stanowiących produkt naturalny lub wyrób przemysłowy jakiegokolwiek innego obcego kraju.

Artykuł 6.

Artykuły, stanowiące produkty naturalne lub wyroby przemysłowe terytorjów jednej z Wysokich Umawiających się Stron, wywożone na terytorja drugiej Strony, nie będą podlegały cłom lub opłatom wywozowym innym, bądź wyższym niż te, które są opłacane za podobne artykuły, wywożone do jakiegokolwiek innego obcego kraju.

Również żaden zakaz lub ograniczenie, z wyjątkiem wymienionych w Art. 5-ym niniejszej Konwencji, nie będą utrzymane, bądź stosowane przy wywozie jakiegokolwiek artykułu z terytorjów jednej z Wysokich Umawiających się Stron na terytorja drugiej Strony, któreby nie były również rozciągnięte na wywóz podobnych artykułów do jakiegokolwiek innego obcego kraju.

Artykuł 7.

Artykuły, stanowiące produkty naturalne lub wyroby przemysłowe terytorjów jednej z Wysokich Umawiających się Stron, przechodzące tranzytem przez terytorja drugiej Strony, zgodnie z prawami tego kraju, będą wzajemnie wolne od wszelkich opłat tranzytowych, czy przechodzą bezpośrednio, czy też kiedy są w czasie tranzytu wyladowywane, składowane lub ponownie załadowywane.

Artykuł 8.

Podatki i opłaty wewnętrzne, które są lub mogą być następnie pobierane na terytorjach każdej z Wysokich Umawiających się Stron na rzecz Państwa lub władzy lokalnej bądź innej organizacji — od produkcji, wyrobu, sprzedaży lub konsumpcji towarów, nie będą dotyczyły pod żadnym pozorem towarów jednej Strony, wywożonych na terytorja drugiej Strony, w większej rozciągłości lub w sposób bardziej krępujący, niż towarów tego samego rodzaju, które są produktem naturalnym drugiej Strony.

Artykuły stanowiące produkty naturalne lub wyroby przemysłowe jednej z Wysokich Umawiających się Stron, przywiezione na terytorja drugiej Strony, a przeznaczone jedynie dla tranzytu, bądź przechowania w składach, nie będą podlegały jakimkolwiek podatkom i opłatom wewnętrznym.

Artykuł 9.

Kupcy i przemysłowcy, obywatele jednej z Wysokich Umawiających się Stron, zarówno jak kupcy i przemysłowcy osiedli i wykonywujący swój handel i przemysł na terytorjach tej Strony, mogą na terytorjach drugiej Strony, zarówno osobiście jak i za pośrednictwem handlowych komiwojażerów, dokonywać zakupów lub przyjmować zamówienia z próbkami, bądź wzorami albo bez nich ; tacy kupcy, przemysłowcy i ich handlowi komiwojażerowie, w czasie dokonywania zakupów i przyjmowania zamówień, będą korzystali w dziedzinie opodatkowania i ulatwień z traktowania niemniej korzystnego, niż to, które jest stosowane do kupców, przemysłowców i handlowych komiwojażerów, obywateli jakiegokolwiek innego obcego kraju.

Jeśli jedna z Wysokich Umawiających się Stron, będzie uważała za potrzebne ustanowić zaświadczenia, stwierdzające charakter pewnych osób, jako handlowych komiwojażerów, w celu udzielania im powyższych ulatwień, to w tym wypadku Wysokie Umawiające się Strony ustalą zapomocą wymiany not formę takich zaświadczeń oraz władze, upoważnione do wystawiania ich.

Artykuły przywożone jako próbki i wzory dla celów wyżej wymienionych, będą czasowo dopuszczone w każdym kraju bez cła zgodnie z przepisami celnymi i formalnościami, ustanowionymi celem albo zapewnienia ich reeksportu, albo uiszczenia przepisowej opłaty celnej w razie niedokonań reeksportu w ciągu okresu dwunastomiesięcznego. Jednakże powyższy przywilej nie będzie rozciągnięty na artykuły, które skutkiem swej jakości lub wartości nie mogą być uważane za próbki, lub które skutkiem swych właściwości nie mogłyby być identyfikowane przy reeksporcie. Rozstrzy-

of qualification of samples for duty free admission rests in all cases exclusively with the competent authorities of the place where the importation is effected.

Samples of no commercial value shall be admitted into the territories of either of the High Contracting Parties free of duty.

The Customs Authorities of the importing country shall recognize as sufficient for the future identification of the samples or specimens the marks which have been affixed by the Customs Authorities of the exporting country, provided that the said samples or specimens are accompanied by a descriptive list certified by the Customs Authorities of the latter. Additional marks may, however, be affixed to the samples or specimens by the Customs Authorities of the importing country in all cases in which the latter consider the additional guarantee indispensable for ensuring the identification of the samples or specimens on re-exportation. Except in the latter case, Customs verification shall be confined to identifying the samples and deciding the total duties and charges to which they may eventually be liable.

The refund of duties paid on importation or the release of the security for the payment of these duties shall be effected without undue delay and subject to the deduction of the duties payable on samples or specimens which are neither produced for re-exportation nor placed in bond.

Article 10.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall have, in the territories of the other, the same rights as nationals of that Party in regard to patents for inventions, trade-marks, industrial designs and patterns, commercial names, names of origin of products, and the prevention of unfair competition, upon fulfilment of the formalities provided for by law.

Article 11.

The vessels of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the ports of the other High Contracting Party treatment not less favourable than that accorded to national vessels or to vessels of the most-favoured nation, excepting always coasting trade and river or lake traffic which each of the High Contracting Parties shall have the right to reserve to national vessels.

Each High Contracting Party shall permit the importation or exportation of all merchandise, the importation or exportation of which is permitted, as well as the carriage of passengers from or to their respective territories upon the vessels of the other. Such vessels, their passengers and cargoes, shall enjoy the same privileges as, and shall not be subject to duties or charges other or higher than, national vessels, their passengers and cargoes, or the vessels of the most-favoured nation and their passengers and cargoes.

Navigation companies of either of the High Contracting Parties engaged in the transport of emigrants shall in the territories of the other High Contracting Party enjoy the same treatment in every respect as the corresponding navigation companies of the most-favoured nation.

Article 12.

The nationality of a vessel shall be established in accordance with the laws of the State to which the vessel belongs by the aid of certificates of registry and other documents carried on the ship and issued by the proper authorities.

With the exception of sale under a judgment of a court of justice, the vessels of either of the High Contracting Parties shall not be liable to have their national character changed within the territories of the other unless a declaration that the vessel is no longer on its registry is issued by the authorities of the former State.

Article 13.

The nationals of each of the High Contracting Parties in the territory of the other shall enjoy free access to the courts of justice, either as plaintiffs or as defendants in all matters, without other

gnięcie kwestji zakwalifikowania próbek do przywozu wolnego od cła należy w każdym poszczególnym wypadku wyłącznie do kompetentnych władz w miejscowości gdzie import się odbywa.

Próbki bez wartości handlowej będą dopuszczone bez cła na terytorja każdej z Wysokich Umawiających się Stron.

Władze Celne kraju importującego będą uznawały jako dostateczne dla identyfikowania na przyszłość próbek lub wzorów znaki, które były umieszczone przez Władze Celne kraju eksportującego, z tem zastrzeżeniem, że omawiane próbki lub wzory będą zaopatrzone w opis, poświadczony przez Władze Celne tego kraju. Dodatkowe znaki mogą jednakże być umieszczone na próbkach lub wzorach przez Władze Celne kraju importującego we wszystkich wypadkach, w których te władze będą uważały dodatkowe gwarancje za niezbędne dla zapewnienia zidentyfikowania tych próbek lub wzorów przy reeksportcie. Z wyjątkiem tego ostatniego wypadku weryfikacja celna będzie ograniczona do zidentyfikowania próbek i ustalenia ogólnej wysokości cła i opłat, którym będą one ewentualnie podlegać.

Zwrot cła opłaconego przy imporcie, lub zwolnienie kaucji zabezpieczającej opłatę cła nastąpi bez zbędnej zwłoki i pod warunkiem potrącenia ceł, mających być opłaconemi za próbki lub wzory niezadeklarowane do reeksportu i nie umieszczone pod pieczęcią celną.

Artykuł 10.

Obywatele jednej z Wysokich Umawiających się Stron będą korzystali na terytorjach drugiej Strony z tych samych praw, co i obywatele tejże Strony w dziedzinie patentów na wynalazki, znaków ochronnych, rysunków i wzorów przemysłowych, nazw handlowych, nazw pochodzenia towarów i ochrony przed nieuczciwym współzawodnictwem, z zastrzeżeniem wypełnienia formalności przewidzianych przez prawo.

Artykuł 11.

Statki jednej z Wysokich Umawiających się Stron będą korzystały w portach drugiej Wysokiej Umawiającej się Strony z traktowania nie mniej korzystnego, niż to, z którego korzystają statki krajowe, bądź statki kraju najbardziej uprzywilejowanego, w każdym razie z wyjątkiem handlu przybrzeżnego oraz żeglugi rzecznej i na jeziorach, które każda z Wysokich Umawiających się stron będzie miała prawo zastrzec dla statków krajowych.

Każda z Wysokich Umawiających się Stron zezwoli na import lub eksport wszelkich towarów, których import lub eksport jest dozwolony, zarówno jak na przewóz pasażerów na statkach drugiej Strony, przychodzących z ich odnośnych terytorjów lub do nich się udających. Takie statki, pasażerowie ich i ładunki będą korzystały a takich samych przywilejów i nie będą podlegały cłom i opłatom innym lub wyższym, niż statki krajowe, pasażerowie ich i ładunki, lub też statki kraju najbardziej uprzywilejowanego i pasażerowie ich i ładunki.

Przedsiębiorstwa żeglugowe jednej z Wysokich Umawiających się Stron, trudniące się przewozem emigrantów, korzystać będą na terytorjum drugiej Strony z traktowania udzielanego odpowiednim towarzystwom kraju najbardziej uprzywilejowanego.

Artykuł 12.

Narodowość okrętu będzie stwierdzona według ustawodawstwa Państwa, do którego dany okręt należy, zapomocą tytułów i patentów, znajdujących się na statku a wydanych przez właściwe władze.

Poza wypadkiem sprzedaży sądowej, okręty jednej z Wysokich Umawiających się Stron nie będą mogły ulec nacjonalizacji na terytorjum drugiej strony bez wydania przez władze kraju, któremu podlegają, deklaracji, stwierdzającej, że dany okręt już nie figuruje w jego rejestrach.

Artykuł 13.

Obywatele każdej z Wysokich Umawiających się Stron na terytorjum drugiej Strony, będą korzystali ze swobodnego dostępu do sądów, bądź jako powodowie, bądź jako pozwani, we wszelkich

conditions, restrictions or taxes than those imposed on nationals ; and like them they shall be at liberty to have recourse in all matters to the services of advocates, attorneys, solicitors or other agents selected from among the persons admitted to the legal professions by the laws in force in the territory in question.

The above provisions shall not apply to the " *cautio judicatum solvi* " or to rights obtainable " *in forma pauperis* ", which matters will be settled by a separate convention.

Article 14.

The nationals of each of the High Contracting Parties in the territories of the other shall be at full liberty to acquire and possess every description of property, movable and immovable, within the limitations and subject to the conditions under which the laws of the other Party permit, or shall permit, the nationals of any other foreign country to acquire and possess property. They may dispose of the same by sale, exchange, gift, marriage, testament, or in any other manner, or acquire the same by inheritance, under the same conditions as are or shall be established with regard to nationals of any other foreign country. They shall not be subjected in any of the cases mentioned to any taxes, imposts or charges of whatever denomination other or higher than those which are, or shall be, generally applicable to nationals of any other foreign country.

Moreover, the nationals of either of the High Contracting Parties including companies and other associations organized and exercising their functions in accordance with the laws in force in the territories of that High Contracting Party shall enjoy unconditionally in every respect in the territories of the other High Contracting Party the most-favoured-nation treatment in all matters concerning the exercise of commerce and industry, exemption from domiciliary visits or from search of shops, or other premises or from inspection or examination of their books, papers and accounts except under due process of law. Nor shall they be subject to taxes, general or local, imposts, fees, rates or other official charges, other or greater than those imposed on the nationals or companies or other associations of the other High Contracting Party.

Article 15.

The nationals of each of the High Contracting Parties in the territories of the other shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether in the army, navy, air force, national guard or militia, and from all taxes or requisitions levied in lieu of such services.

Article 16.

Each of the High Contracting Parties shall be at liberty to appoint consuls-general, consuls, vice-consuls, consular agents and trade commissioners to reside in the towns and ports of the territory of the other to which such consuls or agents of any other State are admitted. Such consuls-general, consuls, vice-consuls, consular agents, and trade commissioners, however, shall not enter upon their functions until after they shall have been accepted and admitted in the usual manner.

The heads of posts, titular or acting, as well as the agents of the consular service, chancellors, attaches or others, on condition of reciprocity, shall enjoy the personal privileges, immunities, and exemptions such as are or may be accorded to similar agents of the same class and grade of the most-favoured foreign nation.

The High Contracting Parties agree to conclude a convention with a view to determining and defining the powers and functions of these agents.

Article 17.

The stipulations of this Convention, and particularly of Articles 3, 4, 5, 6, 9, 11, 14 and 15 thereof, shall not extend to privileges, preferences or treatment which may at any time be in force,

sprawach, bez innych warunków, ograniczeń lub opłat, niż te, które nakładane są na krajowców ; narówni z krajowcami będą mieli swobodę odwoływania się we wszystkich sprawach do usług adwokatów, pełnomocników, rzeczników lub innych zastępców, wybranych z pośród osób dopuszczonych do wykonania zawodu prawnego, według ustaw obowiązujących na odnośnym terytorjum.

Postanowienia powyższe nie odnoszą się do *cautio judicatum solvi* ani do prawa ubogich ; uregulowanie tych spraw nastąpi przez osobną umowę.

Artykuł 14.

Obywatele jednej z Wysokich Umawiających się Stron na terytorjach drugiej Strony będą mieli zupełną swobodę nabywania i posiadania wszelkiego rodzaju własności ruchomej i nieruchomości w tych granicach i czyniąc zadość takim warunkom, w jakich ustawodawstwo drugiej Strony pozwala, lub będzie pozwalało nabywać i posiadać własność obywatelom jakiegokolwiek innego obcego kraju. Będą oni mogli nią dysponować drogą sprzedaży, zamiany, darowizny, umowy małżeńskiej, testamentu, lub w jakikolwiek inny sposób, bądź nabywać ją przez dziedziczenie pod tymi samymi warunkami, jakie są lub będą ustanowione w odniesieniu do obywateli jakiegokolwiek innego obcego kraju. Nie będą oni podlegali w żadnym z wymienionych wypadków jakimkolwiek podatkowi, opłatom lub obciążeniom jakiegokolwiek natury, innym lub wyższym, niż te, które są, lub będą ogólnie stosowane do obywateli jakiegokolwiek innego obcego kraju.

Ponadto obywatele jednej z Wysokich Umawiających się Stron, włączając w to spółki i inne stowarzyszenia, założone i wykonywujące swe czynności zgodnie z ustawami, obowiązującymi na terytorjach tej Wysokiej Umawiającej się Strony, będą korzystali bezwarunkowo pod każdym względem na terytorjach drugiej Wysokiej Umawiającej się Strony z traktowania kraju najbardziej uprzywilejowanego we wszystkich sprawach, dotyczących wykonywania handlu i przemysłu, ze zwolnienia od rewizyj domowych lub rewizyj sklepów, bądź też innych pomieszczeń, od inspekcji lub badania ich kasiąg, dokumentów i rachunków z wyjątkiem wypadków przewidzianych przez prawo. Nie będą oni również podlegali podatkowi ogólnym, bądź miejscowym opłatom, należyciom, taksom, lub innym urzędowym obciążeniom, innym lub wyższym, niż te, które nakładane są na obywateli lub spółki bądź inne stowarzyszenia drugiej Wysokiej Umawiającej się Strony.

Artykuł 15.

Obywatele jednej z Wysokich Umawiających się Stron na terytorjach drugiej Strony będą zwolnieni od wszelkiej obowiązkowej służby wojskowej, czy to w armji czynnej, czy to w marynarce, lotnictwie, gwardji narodowej lub milicji, oraz od wszelkich opłat lub rekwizycji, wymaganych wzamian za taką służbę.

Artykuł 16.

Każda z Wysokich Umawiających się Stron będzie miała prawo mianowania konsulów generalnych, konsulów, wicekonsulów, agentów konsularnych i radców handlowych celem urzędowania ich w miastach i portach terytorjów drugiej Strony, do których tacy konsulowie lub agenci jakiegokolwiek innego państwa są dopuszczeni. Jednakże tacy konsulowie generalni, konsulowie, wice-konsulowie, agenci konsularni i radcowie handlowi nie mogą objąć swych funkcji dopóki nie będą przyjęci i dopuszczeni w zwykłej formie.

Właściwi kierownicy placówek lub ich zastępcy, zarówno jak agenci służby konsularnej, kierownicy kancelarji, attachés i inni, będą, z zastrzeżeniem wzajemności, korzystali z osobistych przywilejów, immunitetów i zwolnień takich, jakie są lub mogą być przyznane podobnym urzędnikom tej samej kategorii i stopnia najbardziej uprzywilejowanego kraju obcego.

Wysokie Umawiające się Strony wyrażają zgodę zawarcia Konwencji, celem ustalenia uprawnień i funkcji tych urzędników.

Artykuł 17.

Postanowienia niniejszej Konwencji, a w szczególności jej artykułów 3, 4, 5, 6, 9, II, 14, i 15, nie będą miały zastosowania do przywilejów, preferencyj lub traktowania, mogących być

exclusively between territories under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate.

Article 18.

Any dispute which may arise between the High Contracting Parties in regard to the proper interpretation or application of any of the provisions of this Convention and which cannot be solved by discussion between their representatives shall, by common consent, by submission in writing, be referred to a Court of Arbitration which shall in each particular case be constituted by each Party nominating one of its nationals as arbiter and an umpire who shall be chosen by agreement between the arbiters.

Article 19.

The Polish Government which is entrusted with the conduct of the foreign affairs of the Free City of Danzig under Article 104 of the Treaty of Versailles and Articles 2 and 6 of the Treaty¹ signed in Paris on November 9th, 1920, between Poland and the Free City of Danzig, reserves hereby the right to declare that the Free City of Danzig is a Contracting Party to this Convention and that it assumes the obligations and acquires the rights laid down therein.

This reservation does not relate to those stipulations of this Convention which the Republic of Poland has accepted with regard to the Free City in accordance with the Treaty rights conferred on Poland.

Article 20.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Warsaw as soon as practicable.

It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications and shall be binding for a period of one year from the date of coming into force. In case neither of the High Contracting Parties shall have given notice to the other three months before the expiration of the said period of one year of its intention to terminate the present Convention, it shall be regarded as having been prolonged and shall remain in force until the expiration of three months from the date on which either of the High Contracting Parties shall have given to the other notice of its intention to terminate it.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Ottawa, in English and Polish texts, both authentic, this third day of July in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty-five.

(L. S.) R. B. BENNETT.

(L. S.) R. B. HANSON.

¹ Vol. VI, page 189 ; Vol. CVII, page 459 ; and Vol. CXVI, page 5, of this Series.

kiedykolwiek stosowanemi wyłącznie między terytorjami podlegającemi suwerenności Jego Królewskiej Mości, Króla Wielkiej Brytanji, Irlandji i Brytyjskich Dominjonów Zamorskich, Cesarza Indyj, albo znajdującemi się pod zwierzchnictwem, protektoratem lub mandatem Jego Królewskiej Mości.

Artykuł 18.

Jakiegokolwiek spory, które mogą powstać pomiędzy Wysokimi Umawiającemi się Stronami w związku z właściwą interpretacją lub zastosowaniem jakiegokolwiek postanowienia niniejszej Konwencji, a któreby nie mogły być rozstrzygnięte w drodze rozmów między ich przedstawicielami, będą poddane, za wspólną zgodą, w drodze zapisu kompromisowego Sądowi Rozjemczemu, który będzie się składał w każdym poszczególnym wypadku z arbitra, mianowanego przez każdą Stronę z pośród jej obywateli, i z superarbitra, wybranego w drodze porozumienia między arbitrami.

Artykuł 19.

Rząd Polski, któremu zostało powierzone prowadzenie spraw zewnętrznych Wolnego Miasta Gdańska, zgodnie z art. 104 Traktatu Wersalskiego i artykułami 2 i 6 Konwencji¹ Paryskiej między Polską i Wolnym Miastem Gdańskim z 9 listopada 1920 roku, zastrzega sobie prawo oświadczenia, że Wolne Miasto jest Umawiającą się Stroną w niniejszej Konwencji i że przyjmuje zobowiązania oraz nabywa prawa w niej ustalone.

Zastrzeżenie powyższe nie odnosi się do tych postanowień niniejszej Konwencji, które Rzeczpospolita Polska w odniesieniu do Wolnego Miasta Gdańska już zawarła na zasadzie praw, przysługujących Polsce traktatowo.

Artykuł 20.

Niniejsza Konwencja będzie ratyfikowana i dokumenty ratyfikacyjne będą wymienione w Warszawie, skoro tylko to będzie możliwe.

Wejdzie ona w życie piętnastego dnia po dacie wymiany dokumentów ratyfikacyjnych i będzie obowiązywała w ciągu jednego roku od daty wejścia w życie. W wypadku jeśli żadna z Wysokich Umawiających się Stron nie zawiadomi drugiej Strony na trzy miesiące przed upływem wymienionego okresu rocznego o swym zamiarze rozwiązania niniejszej Konwencji, będzie ona uważana za przedłużoną i pozostanie w mocy do upływu trzech miesięcy od daty, w której jedna z Wysokich Umawiających się Stron zawiadomi drugą Stronę o swym zamiarze rozwiązania Konwencji.

Na dowód czego pełnomocnicy obu Stron podpisali Konwencję niniejszą i wycisnęli na niej swe pieczęcie.

Sporządzono w Ottawie dnia trzeciego lipca tysiąc dziewięćset trzydziestego piątego roku w dwóch egzemplarzach, każdy w języku polskim i angielskim, jednakowo obowiązujących.

(L. S.) Dr. Jerzy ADAMKIEWICZ.

¹ Vol. VI, page 189 ; vol. CVII, page 459 ; et vol. CXVI, page 5, de ce recueil.

SCHEDULE A.

CANADIAN PRODUCTS ENJOYING ON THEIR IMPORTATION INTO THE POLISH CUSTOMS TERRITORY THE PERCENTAGES OF DISCOUNT FROM COLUMN II OF THE POLISH CUSTOMS TARIFF INDICATED BELOW :

Number of Item in Polish Customs Tariff	Designation of Articles	Rates of Column II less a discount on the amount of the duty of
Ex 256 (3)	Herrings of the species named "Clupea harengus," spiced or otherwise prepared, together with the packing : (a) Weighing more than 500 g. (b) Weighing 500 g and less together with the immediate container	65 p.c. 65 p.c. 70 p.c.
Ex 256 (4)	Salmonoids, prepared in any manner, packed in air-tight receptacles	70 p.c.
Ex 256 (4)	Small clupeoid fish, designated "Canadian Sardines," caught near the shores of North America, marinated in vinegar, oil, sauces, stuffed or otherwise prepared, in air-tight receptacles . <i>Note to ex 256 (4). — Certificates issued by the proper Canadian Authorities to the effect that the said fish have been caught near the shores of North America shall be required in each particular case on importation into Poland.</i>	65 p.c.
Ex 258 (1)	Lobsters, prepared in any manner, packed in air-tight receptacles.	75 p.c.
510	Leather, varnished, bronzed, silvered, gilded, painted or similarly processed : (1) Whole and halves (2) Cuttings and pieces	55 p.c. 55 p.c.
Ex 516 (1) 794	Silver (black) fox skins, raw Chemical wood-pulp, bleached containing water :	80 p.c.
Sub-item 2	(b) 50 p. c. or less : I. When imported by papermills for the manufacture of paper on the grounds of a permit issued by the Minister of Finance. II. Other wood-pulp	46.66 p.c. 33.33 p.c.
Ex 1248 (6)	Ice skates	35 p.c.

LISTA A

ARTYKUŁY KANADYJSKIE KORZYSTAJĄCE PRZY ICH PRZYWOZIE DO POLSKIEGO OBSZARU CELNEGO Z PROCENTOWYCH ZNIŻEK OD KOLUMNY II POLSKIEJ TARYFY CELNEJ, JAK PONIŻEJ

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Stawki kol. II mniej opust od sumy cła :
256 z p. 3	Śledzie gatunku « clupea harengus » z dodatkiem korzeni, przypraw itp. w opakowaniu : (a) pow. 500 gr. (b) 500 gr. i mniej z bezpośrednim opakowaniem	65% 65%
256 z p. 4	Lososiowate (salmonoids) przyrządzone w jakikolwiek sposób w opakowaniu hermetycznym	70%
256 z p. 4	Małe ryby clupeoidalne, okersłane jako sardynki kanadyjskie, poławiane u wybrzeży Północnej Ameryki, marynowane w occie, oliwie, sosach, faszerowane lub inaczej przyrządzone, w opakowaniu hermetycznym	65%
<i>Uwaga do poz. 256 z p. 4 : — W każdym poszczególnym wypadku przy imporcie do Polski, będą wymagane świadectwa, wydane przez właściwe władze kanadyjskie, stwierdzające, że ryby te zostały złowione u wybrzeży Ameryki Północnej.</i>		
258 z p. 1	Homary przyrządzone w jakikolwiek sposób w opakowaniu hermetycznym	75%
510	Skóry lakierowane, bronzowane, srebrzone, złocone, malowane i tym podobne : (1) w całości i połówkach (2) w wykrojach, kawałkach	55% 55%
516 z p. 1	Skóry futrzane, surowe : lisy srebrne (czarne)	80%
794	Celuloza :	
p. 2	bielona o zawartości wody :	
(b)	50% i mniej :	
	I. dla papierni do wyrobu papieru za pozwoleniem Ministra Skarbu	46.66%
	II. inna	33.33%
1248 z p. 6	Łyżwy	35%

SCHEDULE B.

POLISH PRODUCTS SUBJECT ON THEIR IMPORTATION INTO CANADA TO THE INTERMEDIATE TARIFF RATES LESS DISCOUNTS AS HEREINAFTER INDICATED BASED UPON PERCENTAGES OF THE RATES PAYABLE BY VIRTUE OF SAID INTERMEDIATE TARIFF OR FREE.

Number of Item in Canadian Customs Tariff	Designation of Articles	
Ex 8	Canned hams	Intermediate Tariff less a discount of 20 p.c.
Ex 71 (b)	Clover seed	Intermediate Tariff less a discount of 25 p.c.
Ex 72 (c)	Seed of the sugar beet, for agricultural purposes . .	Free.
Ex 85	Mushrooms, dried, the weight of the packages to be included in the weight for duty	Intermediate Tariff less a discount of 45 p.c.
Ex 169	Books, viz.: Novels or works of fiction, or literature of a similar character, printed in Poland and in the Polish or Ukrainian language, unbound or paper bound in sheets, but not to include Christmas annuals or publications commonly known as juvenile and toy books	Free.
Ex 171	Books, printed, periodicals and pamphlets, or parts thereof, n.o.p., when printed in Poland and in the Polish or Ukrainian language, not to include blank account books, copy books, or books to be written or drawn upon	Free.
Ex 208	Sulphate of ammonia	Free.
Ex 308	Manufactures of alabaster, n.o.p.	Intermediate Tariff less a discount of 25 p.c.
Ex 326	Cut, pressed, moulded or crystal glass tableware, decorated or not; blown glass tableware and other cut glass ware	Intermediate Tariff less a discount of 10 p.c.
Ex 345	Zinc dust and sheets	Free.
Ex 502	Staves of oak, sawn, split or cut, not further manufactured than listed or jointed	Free.
519	House, office, cabinet or store furniture of wood, iron or other material, in parts or finished	Intermediate Tariff less a discount of 10 p.c.
Ex 549 (a)	Horse hair, not further manufactured than simply cleaned and dipped or dyed	Free.
Ex 549 (b)	Horse hair, curled or dyed, n.o.p.	Intermediate Tariff less a discount of 15 p.c.
Ex 585	Pine pitch; and pine tar, crude, in packages of not less than fifteen gallons	Free.
Ex 599	Hides and skins of cattle, raw, whether dry, salted or pickled	Free.
601	Fur skins of all kinds, not dressed in any manner .	Free.

LISTA B

ARTYKUŁY POLSKIE, KORZYSTAJĄCE PRZY PRZYWOZIE DO KANADY Z PONIŻEJ WYSZCZEGÓLNIONYCH ZNIŻEK OD TARYFY POŚREDNIEJ, WYRAŻONYCH W PROCENTACH ODNOŚNYCH STAWEK TARYFY POŚREDNIEJ, WZGLĘDNIE Z WOLNOŚCI OD CŁA.

Pozycja kan. taryfy celnej	Nazwa towaru	
Ex 8	Szynki w puszkach	Stawka taryfy pośredniej mniej niżka 20%
Ex 71 b	Nasiona koniczyzny	Stawka taryfy pośredniej mniej niżka 25%
Ex 72 c	Nasiona buraków cukrowych dla celów rolniczych .	Bez cła.
Ex 85	Grzyby suszone, z wliczeniem wagi opakowania . .	Stawka taryfy pośredniej mniej niżka 45%
Ex 169	Książki, a mianowicie : powieści, beletrystyka lub literatura pokrewna, drukowane w Polsce w języku polskim lub ukraińskim, nieoprawione lub zszyte w oprawach papierowych, za wyjątkiem rocznych wydawnictw gwiazdkowych oraz wydawnictw dla młodzieży i książek obrazkowych dla dzieci. . .	Bez cła.
Ex 171	Książki, druki, periodyki i broszury, lub części ich, inaczej niewymienione, drukowane w Polsce i w polskim albo ukraińskim języku, z wyłączeniem niezapisanych ksiąg rachunkowych, zeszytów lub książek do pisania i rysunków	Bez cła.
Ex 208	Siarczan amonjaku	Bez cła.
Ex 308	Wyroby alabastrowe, inaczej niewymienione	Stawka taryfy pośredniej mniej niżka 25%
Ex 326	Szkło stołowe rżnięte, prasowane, odlewane lub kryształowe, ozdobne lub nie ; szkło stołowe dęte i inne towary ze szkła rżniętego.	Stawka taryfy pośredniej mniej niżka 10%
Ex 345	Pył cynkowy i blacha cynkowa	Bez cła.
Ex 502	Kleпки dębowe, tarte, łupane lub ciosane nie więcej obrobione, jak fulgowane lub federowane	Bez cła.
519	Meble domowe, biurowe, gabinetowe lub sklepowe z drzewa, żelaza lub innego materiału, w częściach lub wykończone	Stawka taryfy pośredniej mniej niżka 10%
Ex 549 a	Włos koński, nie więcej przerobiony jak poprostu oczyszczony, moczony lub farbowany	Bez cła.
Ex 549 b	Włos koński fryzowany, lub farbowany, inaczej niewymieniony	Stawka taryfy pośredniej mniej niżka 15%
Ex 585	Smoła z sosny i żywica sosnowa, surowa w paczkach, nie mniejszych niż 15 galonów	Bez cła.
Ex 599	Skóry bydłce z włosiem i bez, surowe, suszone, solone lub piklowane	Bez cła.
601	Skóry futrzane wszelkiego rodzaju, nieobrobione w jakikolwiek sposób	Bez cła.

Number of Item in Canadian Customs Tariff	Designation of Articles	
622	Trunks, valises, hat boxes, carpet bags, tool bags, and baskets of all kinds, n.o.p.	Intermediate Tariff less a discount of 12½ p.c.
Ex 624	Ornaments, statues and statuettes, of alabaster . .	Intermediate Tariff less a discount of 15 p.c.
654	Bristles, broom corn, and hair brush pads	Free.
Ex 657 (a)	Cinematograph or moving picture films, positives, made in Poland and speaking the Polish or Ukrainian languages, one and one-eighth of an inch in width and over	Intermediate Tariff less a discount of 50 p.c.

This is certified to be a true copy of the Convention of Commerce between Canada and Poland signed at Ottawa, July 3rd, 1935.

Laurent Beaudry,
*Acting Under-Secretary of State
for External Affairs.*

Pozycja kan. taryfy celnej	Nazwa towaru	
622	Kufry, walizy, pudełka na kapelusze, torby podróżne, sakwy na narzędzia i koszyki wszelkiego rodzaju inaczey niewymienione	Stawka taryfy pośredniej mniej niżka 12½%
Ex 624	Ornamenty, statuy i statuetki alabastrowe	Stawka taryfy pośredniej mniej niżka 15%
654	Szczecina, materiały roślinne na miotły i oprawy do szczotek do włosów	Bez cła.
Ex 557 a	Wstęgi kinematograficzne, pozytywy, wytworzone w Polsce w języku polskim lub ukraińskim, 1 i 1/8 cala szerokości i powyżej	Stawka taryfy pośredniej mniej niżka 50%

This is certified to be a true copy of the Convention of Commerce between Canada and Poland signed at Ottawa, July 3rd, 1935.

Laurent Beaudry,
*Acting Under-Secretary of State
for External Affairs.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3980. — CONVENTION DE COMMERCE ENTRE LE CANADA ET LA POLOGNE. SIGNÉE A OTTAWA, LE 3 JUILLET 1935.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, au nom DU DOMINION DU CANADA, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE, désireux de faciliter et de développer les échanges commerciaux entre le Canada et la Pologne, ont résolu de conclure une convention de commerce à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, pour et au nom DU DOMINION DU CANADA :

Le très honorable Richard Bedford BENNETT, premier ministre, président du Conseil privé, secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures ;

L'honorable Richard Burpee HANSON, ministre du Commerce ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

Le Docteur Jerzy ADAMKIEWICZ, consul général de la République polonaise pour le Canada et Terre-Neuve ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles ci-après :

Article premier.

Les articles produits ou fabriqués au Canada ne seront pas soumis, à leur importation en Pologne, à des droits ou taxes autres ou plus élevés que ceux frappant les articles semblables produits ou fabriqués en tout autre pays étranger ; ainsi les articles énumérés à la liste A annexée à la présente convention, produits ou fabriqués au Canada, ne seront pas soumis, à leur importation en Pologne, à des droits supérieurs à ceux spécifiés dans ladite liste, mais seront soumis aux taux de droits les plus bas que la Pologne pourrait accorder aux articles semblables de tout autre pays étranger.

Article 2.

Les dispositions de l'article premier de la présente convention ne s'appliquent pas :

a) Aux privilèges qui sont ou qui par la suite pourraient être accordés par la Pologne aux échanges purement de frontière dans les limites d'une zone n'excédant pas 15 kilomètres de largeur, sur l'un ou l'autre côté de sa frontière douanière ;

b) Aux privilèges accordés par la Pologne à un Etat en vertu d'une union douanière avec cet Etat ;

c) Aux préférences tarifaires ou aux facilités douanière qui par la suite pourraient être accordées par la Pologne, à l'Estonie, la Lettonie, la Lithuanie ou la Finlande, aussi longtemps que de tels privilèges ne seront accordés à aucun autre Etat ;

¹ Traduction du Gouvernement du Canada.

¹ Translation of the Canadian Government.

d) Au régime de droits et de contingentements établi provisoirement entre la Haute-Silésie polonaise et la Haute-Silésie allemande en vertu de la Convention germano-polonaise relative à la Haute-Silésie signée à Genève le 15 mai 1922.

Article 3.

Les articles produits ou fabriqués en Pologne ne seront pas soumis, à leur importation au Canada, à des droits ou taxes autres ou plus élevés que ceux frappant les articles semblables produits ou fabriqués en tout autre pays étranger ; ainsi les articles énumérés à la liste B annexée à la présente convention, produits ou fabriqués en Pologne, ne seront pas soumis, à leur importation au Canada, à des droits supérieurs à ceux spécifiés dans ladite liste, mais seront soumis aux taux de droits les plus bas que le Canada pourrait accorder aux articles semblables de tout autre pays étranger.

Article 4.

Pour jouir du bénéfice des avantages tarifaires prévus à l'article premier de la présente convention, les articles produits ou fabriqués au Canada devront être transportés sans transbordement d'un port canadien ou du port d'un pays jouissant en Pologne du traitement de la nation la plus favorisée en matière tarifaire, dans un port ou des ports du territoire douanier polonais.

Réciproquement, pour jouir du bénéfice des avantages tarifaires prévus à l'article 3 de la présente convention, les articles produits ou fabriqués en Pologne devront être transportés sans transbordement d'un port ou de ports du territoire douanier polonais ou du port d'un pays jouissant du bénéfice du tarif de préférence britannique ou du tarif intermédiaire, dans un port de mer, de lac ou de rivière du Canada.

Pourvu, cependant, que les articles produits ou fabriqués en Pologne, à leur importation au Canada, et les articles produits ou fabriqués au Canada, à leur importation en Pologne, ne soient pas soumis, en ce qui concerne le transport direct, à des conditions autres ou plus onéreuses que celles imposées aux articles semblables importés de tout autre pays.

Article 5.

Aucune prohibition ou restriction ne sera maintenue ou imposée par aucune des Hautes Parties contractantes à l'égard d'aucun article produit ou fabriqué de l'autre Partie qui ne frapperait pas également l'importation d'articles semblables produits ou fabriqués de tout autre pays étranger.

Cette disposition ne s'applique pas aux prohibitions ou restrictions déjà existantes ou qui pourraient être imposées par la suite à l'importation ou à l'exportation, pourvu que ces prohibitions ou restrictions soient lancées en vue de :

- a) L'ordre public ou la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat ;
- b) La santé publique ou la protection d'animaux ou de plantes contre la maladie ;
- c) Certains articles constituant un monopole d'Etat.

Au cas où des licences d'importation seraient requises pour l'importation d'une classe quelconque de marchandises dans les territoires de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, les conditions générales de procédure d'obtention des licences pour l'importation de ces marchandises ne seront pas moins favorables que celles appliquées dans le cas de marchandises semblables produites ou fabriquées de tout autre pays étranger.

Article 6.

Les articles produits ou fabriqués dans les territoires de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, exportés dans les territoires de l'autre, ne seront pas soumis à des droits ou taxes

d'exportation autres ou plus élevés que ceux frappant les articles semblables lorsqu'ils sont exportés dans tout autre pays.

De même aucune prohibition ou restriction, à l'exception de celles énumérées à l'article 5 de la présente convention, ne sera maintenue ou imposée à l'exportation de tous articles des territoires de chacune des Hautes Parties contractantes dans ceux de l'autre, qui ne s'étendrait pas également à l'exportation d'articles semblables dans tout autre pays.

Article 7.

Les articles produits ou fabriqués dans les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes, passant en transit dans les territoires de l'autre en conformité avec les lois du pays, seront réciproquement libres de tous droits de transit, soit qu'ils passent directement, soit qu'ils soient déchargés, entreposés ou rechargés.

Article 8.

Les droits ou taxes intérieurs qui sont ou qui pourraient par la suite être prélevés sur les territoires de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes par ou au nom de l'Etat, d'une autorité locale ou autre corporation, sur la production, fabrication, vente ou consommation de marchandises, n'affecteront sous aucun prétexte les marchandises de l'une importées dans les territoires de l'autre d'une façon plus grande ou plus restrictive que les marchandises de même sorte qui sont le produit ou la fabrication de l'autre Partie.

Les articles produits ou fabriqués dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes importés dans les territoires de l'autre et destinés uniquement au transit ou à l'entreposage ne seront soumis à aucun droit ni à aucune taxe intérieurs.

Article 9.

Les marchands et fabricants, nationaux de l'une des Hautes Parties contractantes, aussi bien que les marchands et fabricants domiciliés et exerçant leur commerce ou industrie dans les territoires de ladite Partie pourront, dans les territoires de l'autre, soit personnellement ou au moyen de voyageurs de commerce, effectuer des achats ou recueillir des commandes avec ou sans échantillons ou spécimens, et ces marchands, fabricants ainsi que leurs voyageurs de commerce, en effectuant des achats et en recueillant des commandes, jouiront, en matière de taxation et de facilités, d'un traitement non inférieur à celui accordé aux marchands, fabricants et voyageurs de commerce qui sont nationaux de tout autre pays étranger.

Si l'une des Hautes Parties contractantes jugeait nécessaire d'exiger des certificats attestant le caractère de certaines personnes en tant que voyageurs de commerce, aux fins de leur accorder les facilités ci-haut mentionnées, dans ce cas, les Hautes Parties contractantes s'entendraient, au moyen d'un échange de notes, sur la forme à donner auxdits certificats ainsi que sur les autorités compétentes qui seront autorisées à les émettre.

Les articles importés comme échantillons et spécimens aux fins ci-haut mentionnées seront, dans chaque pays, admis provisoirement libres de droit en suivant les règlements et formalités de douane établis pour assurer leur réexportation ou sur paiement des droits de douane prescrits s'ils ne sont pas réexportés dans un délai de douze mois. Mais le susdit privilège ne s'étendra pas aux articles qui, vu leur qualité ou valeur, ne peuvent être considérés comme échantillons, ou qui, vu leur nature, ne pourraient pas être identifiés à leur réexportation. La détermination de qualification des échantillons pour l'admission libre de tout droit appartient exclusivement dans tous les cas aux autorités compétentes du lieu où s'effectue l'importation.

Les échantillons sans valeur commerciale seront admis dans les territoires de l'une et de l'autre des Hautes Parties contractantes libres de droit.

Les autorités douanières du pays importateur reconnaîtront comme suffisantes pour l'identification des échantillons ou spécimens les marques qui auront été apposées par les autorités douanières du pays exportateur, pourvu que lesdits échantillons ou spécimens soient accompagnés d'une liste descriptive certifiée par les autorités douanières de ce dernier. Des marques additionnelles pourront cependant être apposées aux échantillons ou spécimens par les autorités douanières du pays importateur dans tous les cas où ces dernières considéreront cette garantie additionnelle indispensable pour assurer l'identification des échantillons ou spécimens à leur réexportation. Sauf dans ce dernier cas, la vérification douanière se bornera à identifier les échantillons et à décider de la somme des droits et taxes auxquels ils peuvent éventuellement être soumis.

Le remboursement des droits payés à l'importation et la remise de la garantie affectée au paiement de ces droits s'effectueront sans retard indû et sous la condition de déduction des droits payables sur échantillons ou spécimens qui ne sont ni produits pour la réexportation, ni mis en entrepôt de douane.

Article 10.

Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes auront, dans les territoires de l'autre, les mêmes droits que les nationaux de cette dernière en ce qui a trait aux brevets d'inventions, marques de fabrique, dessins et modèles de fabriques, raisons commerciales, appellations d'origine et la prévention de la concurrence déloyale, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

Article 11.

Les navires de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront dans les ports de l'autre Haute Partie contractante d'un traitement non moins favorable que celui accordé aux navires nationaux ou aux navires de la nation la plus favorisée, exception faite dans tous les cas pour le cabotage et la navigation des rivières et des lacs, que chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de réserver à ses propres navires.

Chacune des Hautes Parties contractantes autorisera l'importation ou l'exportation de toute marchandise dont l'importation ou l'exportation est permise, de même que le transport de passagers de ou à leurs territoires respectifs sur les navires de l'autre. Ces navires, leurs passagers et cargaison, jouiront des mêmes privilèges et ne seront pas soumis à des droits ou taxes autres ou supérieurs que les navires nationaux, leurs passagers et cargaison, ou que les navires de la nation la plus favorisée, avec leurs passagers et cargaison.

Les compagnies de navigation de chacune des Hautes Parties contractantes s'occupant du transport d'émigrants jouiront dans les territoires de l'autre Haute Partie contractante, des mêmes facilités en toutes choses que toute autre compagnie de navigation de la nation la plus favorisée s'occupant dudit transport.

Article 12.

La nationalité d'un navire sera établie conformément aux lois du pays auquel le navire appartient d'après les certificats d'enregistrement et autres documents de bord émis par les autorités compétentes.

Excepté le cas de vente par arrêt d'une cour de justice, les navires de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes ne pourront changer leur nationalité, dans le territoire de l'autre, sans une déclaration faite par les autorités compétentes de l'autre pays à l'effet que le navire n'apparaît plus sur ses registres.

Article 13.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, dans le territoire de l'autre Partie, libre accès auprès des cours de justice, soit comme demandeurs, soit comme défendeurs,

dans tous les cas sans autres conditions, restrictions ou taxes que celles imposées aux nationaux ; ils auront, comme ces derniers, pleine liberté de recourir, en toutes instances, aux services d'avocats, avoués, procureurs, ou autres agents choisis parmi les personnes admises à exercer ces professions d'ordre judiciaire par les lois en vigueur sur le territoire en question.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas à la caution « *judicatum solvi* » non plus qu'aux droits résultant de la procédure « *in forma pauperis* », lesquelles matières seront réglementées par une convention distincte.

Article 14.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, dans le territoire de l'autre Partie, pleine liberté d'acquérir et de posséder tous biens, meubles et immeubles, restant soumis cependant aux mêmes limitations et conditions prévues par les lois de l'autre Partie s'appliquant ou devant s'appliquer aux ressortissants de tout autre pays étranger pour l'acquisition ou la possession de tels biens. Ils pourront en disposer par vente, échange, donation, mariage, testament ou de toute autre manière et ils pourront hériter de ces biens sous les mêmes conditions que celles existant ou devant être établies en ce qui concerne les ressortissants de tout autre pays étranger. Ces biens ne seront soumis dans les cas mentionnés plus haut à aucune taxe, impôt ou toute autre charge plus élevés que ceux s'appliquant ou devant s'appliquer d'une façon générale aux ressortissants de tout autre pays étranger.

En outre, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes y compris les compagnies et autres associations organisées exerçant leurs fonctions conformément aux lois en vigueur dans le territoire de l'autre Partie contractante, pourront, sans condition et sous tous rapports, dans le territoire de l'autre Haute Partie contractante, jouir du traitement de la nation la plus favorisée dans toutes matières se rapportant à l'exercice du commerce et de l'industrie. Ils jouiront de l'exemption des visites de domicile ou de perquisition dans leurs boutiques ou autres locaux, de l'inspection ou de l'examen de leurs livres, documents et comptes, sauf dans les cas prévus par la loi. Ils ne seront pas non plus sujets aux taxes générales ou locales, impôts, honoraires, contributions, ou autres droits administratifs, autres ou plus élevés que ceux imposés aux ressortissants, compagnies ou autres associations de l'autre Partie contractante.

Article 15.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront, dans le territoire de l'autre, exemptés de tout service militaire obligatoire, soit dans l'armée, la marine, l'aviation, les gardes nationales ou la milice et de toutes taxes ou réquisitions imposées au lieu de tels services.

Article 16.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls, agents consulaires et commissaires de commerce avec résidence dans les villes et ports du territoire de l'autre Partie où sont admis des consuls ou agents de tout autre Etat. Ces consuls généraux, consuls, vice-consuls, agents consulaires et commissaires de commerce n'entreront pas, cependant, en fonctions avant qu'ils n'aient été agréés et admis, suivant les formes ordinaires.

Les chefs de poste, titulaires ou intérimaires, ainsi que les agents du service consulaire, chanceliers, attachés ou autres, jouiront, sous condition de réciprocité, des privilèges, immunités et exemptions personnels qui sont ou seront accordés aux agents de même ordre et grade de la nation étrangère la plus favorisée.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de conclure une convention pour déterminer et préciser les pouvoirs et fonctions de ces agents.

Article 17.

Les dispositions de cette convention et particulièrement les articles 3, 4, 5, 6, 9, 11, 14 et 15 susdits, ne s'appliqueront pas aux privilèges, préférences ou traitements qui pourraient être en vigueur exclusivement entre les territoires sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté, protection ou mandat de Sa Majesté.

Article 18.

Tout différend pouvant se produire entre les Hautes Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente convention et qui ne pourrait être résolu par des pourparlers entre leurs représentants sera, d'un commun accord, par écrit, porté devant une cour d'arbitrage qui sera constituée à cet effet pour chaque cas en particulier. Cette cour d'arbitrage sera formée par un ressortissant nommé par chacune des Hautes Parties comme arbitre et par la nomination d'un tiers arbitre choisi par accord entre les arbitres.

Article 19.

Le Gouvernement polonais, qui a la garde de la conduite des affaires extérieures de la Ville libre de Dantzig en vertu de l'article 104 du Traité de Versailles et des articles 2 et 6 du Traité signé à Paris le 9 novembre 1920, entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig, se réserve par le présent acte le droit de déclarer que la Ville libre de Dantzig est Partie contractante à la présente convention et qu'elle en assume les obligations et acquiert les droits qui y sont prévus.

Cette réserve ne s'applique pas aux dispositions de la présente convention que la République de Pologne a acceptées à l'égard de la Ville libre conformément aux droits conférés à la Pologne en vertu des traités.

Article 20.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Varsovie dès que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant un an à partir de ladite date. Au cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait donné avis à l'autre de son intention de mettre fin à la présente convention trois mois avant l'échéance de ladite période d'un an, celle-ci sera considérée comme ayant été prolongée et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes aura signifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait en double exemplaire à Ottawa, en anglais et en polonais, les deux textes faisant foi, le troisième jour de juillet en l'an de grâce mil neuf cent trente-cinq.

(L. S.) R. B. BENNETT.

(L. S.) D^r Jerzy ADAMKIEWICZ.

(L. S.) R. B. HANSON.

LISTE A

PRODUITS CANADIENS DONT L'IMPORTATION EN TERRITOIRE DOUANIER POLONAIS JOUIT DES POURCENTAGES D'ESCOMPTE DE LA COLONNE II DU TARIF DES DOUANES POLONAIS, TELS QU'INDIQUÉS CI-APRÈS :

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des articles	Taux de la colonne II, moins escompte sur le montant du droit de
Ex 256 (3)	Harengs de l'espèce dite « Clupea harengus », avec addition d'épices ou autrement préparés, en emballage :	
	a) Au-dessus de 500 g.	65 p. c.
	b) De 500 g. ou moins, y compris le contenant immédiat	65 p. c.
Ex 256 (4)	Salmonidés, en préparations diverses, en emballage hermétiquement clos	70 p. c.
Ex 256 (4)	Petits clupéidés, désignés sous le nom de « sardines canadiennes », pris près des côtes de l'Amérique du Nord, marinés au vinaigre, à l'huile, aux sauces, farcis ou autrement préparés, en emballage hermétiquement clos	65 p. c.
	<i>Note à Ex 256 (4) : Est exigé dans chaque cas particulier d'importation en Pologne un certificat émis par les autorités canadiennes compétentes attestant que ledit poisson a été pris près des côtes de l'Amérique du Nord.</i>	
Ex 258 (1)	Homards, en préparations diverses, en emballage hermétiquement clos	75 p. c.
510	Cuir vernis, bronzés, argentés, dorés, peints et similaires :	
	(1) Entiers, demi-peaux	55 p. c.
	(2) Découpures, morceaux	55 p. c.
Ex 516 (1)	Peaux de renards argentés (noirs), brutes	80 p. c.
794	Cellulose, blanchie contenant :	
sous-article 2	b) 50 % ou moins d'eau :	
	I. Lorsque importée par les papeteries pour la fabrication du papier sous le régime d'un permis émis par le ministre des Finances	46,66 p. c.
	II. Autre pâte de bois	33,33 p. c.
Ex 1248 (6)	Patins à glace	35 p. c.

LISTE B

PRODUITS POLONAIS SOUMIS A LEUR IMPORTATION AU CANADA, AUX DROITS DU TARIF INTERMÉDIAIRE AVEC UNE RÉDUCTION COMME INDIQUÉ CI-DESSOUS SUR LE MONTANT DU DROIT A PERCEVOIR EN VERTU DUDIT TARIF INTERMÉDIAIRE OU ADMIS EN FRANCHISE.

Numéro du tarif douanier canadien	Désignation des articles	
Ex 8	Jambons en conserve	Tarif intermédiaire avec une réduction de 20 p. c.
Ex 71 b)	Graine de trèfle	Tarif intermédiaire avec une réduction de 25 p. c.
72 c)	Graine de betterave à sucre, pour fins agricoles	En franchise.

Numéro du tarif douanier canadien	Désignation des articles	
Ex 85	Champignons, séchés, le poids de l'emballage à être ajouté au poids de la marchandise imposable . . .	Tarif intermédiaire avec une réduction de 45 p. c.
Ex 169	Livres : romans, contes, fables ou ouvrages analogues, imprimés en Pologne et en langue polonaise ou ukrainienne non reliés, brochés, ou en feuilles détachées, non compris les éditions dites de Noël ou autres publications généralement connues comme livres pour la jeunesse ou l'enfance	En franchise.
Ex 171	Livres, imprimés, publications périodiques, brochures, ou leurs parties, n. d. lorsque imprimés en Pologne et en langue polonaise ou ukrainienne, non compris les registres de comptabilité, les cahiers modèles d'écriture, les cahiers pour écrire et les modèles à dessin	En franchise.
Ex 208	Sulfate d'ammoniaque	En franchise.
Ex 308	Articles en albâtre, n. d.	Tarif intermédiaire avec une réduction de 25 p. c.
Ex 326	Verrerie de table, en verre taillé, pressé ou moulé, décoré ou non ; verrerie de table en verre soufflé et autres articles en verre taillé	Tarif intermédiaire avec une réduction de 10 p. c.
Ex 345	Poudre de zinc et feuilles de zinc	En franchise.
Ex 502	Douves de chêne, sciées, fendues ou débitées, pas autrement ouvrées que taillées en fuseaux et biseautées	En franchise.
519	Meubles en bois, en fer ou autre matière, d'appartements, de bureaux, de cabinets ou de magasins, finis ou en pièces détachées	Tarif intermédiaire avec une réduction de 10 p. c.
Ex 549 a)	Crin de cheval simplement lavé et immergé ou teint	En franchise.
Ex 549 b)	Crin de cheval frisé ou teint, n. d.	Tarif intermédiaire avec une réduction de 15 p. c.
Ex 585	Résine de pin ; poix de pin à l'état brut en emballages de pas moins de 15 gallons	En franchise.
Ex 599	Peaux de bestiaux, brutes, soit séchées, soit salées, ou en saumure	En franchise.
601	Peaux d'animaux à fourrures de toute sorte, qui ne sont apprêtées d'aucune manière	En franchise.
622	Malles, valises, boîtes à chapeaux, porte-manteaux, sacs à outils, paniers de toute sorte, n. d.	Tarif intermédiaire avec une réduction de 12 ½ p. c.
Ex 624	Ornements, statues et statuettes, en albâtre	Tarif intermédiaire avec une réduction de 15 p. c.
654	Soies de porcs, millet à balai et coussins pour brosses à cheveux	En franchise.
Ex 657 a)	Films de cinématographe ou vues animées, positifs, fabriqués en Pologne et parlant la langue polonaise ou ukrainienne, un et un huitième de pouce et plus de largeur	Tarif intermédiaire avec une réduction de 50 p. c.

N° 3981.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET FINLANDE**

Accord tarifaire, avec annexes. Signé
à Washington, le 18 mai 1936.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND FINLAND**

Agreement concerning Tariff Ques-
tions, with Annexes. Signed at
Washington, May 18th, 1936.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N^o 3981. — SUOMEN JA AMERIKAN YHDYSVALTAIN VÄLINEN
TARIFFISOPIMUS¹, ALLEKIRJOITETTU WASHINGTONISSA 18
PÄIVÄNÄ TOUKOKUUTA 1936.

*Textes officiels finnois et anglais communiqués par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la
Société des Nations et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique
à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 26 octobre 1936.*

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI ja AMERIKAN YHDYSVALTOJEN PRESIDENTTI, haluten lujittaa molempien maiden välisiä perinnäisiä ystävyysseiteitä pitämällä samanarvoisen kohtelun periaatteita kaupallisten suhteiden pohjana sekä suomalla molemminpuolisia ja vastavuoroisia myönnytyksiä ja etuja kaupan edistämiseksi, ovat asianomaisten täysivaltaisten edustajiensa kautta tehneet seuraavan sopimuksen :

I Artikla.

Amerikan Yhdysvaltojen tavaroiden, luonnon- tai teollisuustuotteiden, jotka on mainittu ja esitetty luettelossa I, joka on liitetty tähän sopimukseen ja on sen osa, tulee, niitä Suomeen tuotaessa, olla vapaita varsinaisista tulleista, jotka ylittävät ne määrät, mitkä mainitussa luettelossa on ilmoitettu ja määrätty. Mainitut tavarat ovat niinkään vapaita kaikista muista tulleista, veroista, maksuista, kuluista tai rasituksista, joita kannetaan tavaroita tuotaessa tai tuontiin liittyen, paitsi niistä, jotka on määrätty tämän sopimuksen allekirjoittamispäivänä tai joiden määräämistä senjälkeen vaaditaan tämän sopimuksen allekirjoittamispäivänä Suomessa voimassaolevien lakien nojalla.

II Artikla.

Suomen tavaroiden, luonnon- tai teollisuustuotteiden, jotka on mainittu ja esitetty luettelossa II, mikä on liitetty tähän sopimukseen ja on sen osa, tulee, niitä Amerikan Yhdysvaltoihin tuotaessa, olla vapaita varsinaisista tulleista, jotka ylittävät ne määrät, mitkä mainitussa luettelossa on ilmoitettu ja määrätty. Mainitut tavarat ovat niinkään vapaita kaikista muista tulleista, veroista, maksuista, kuluista tai rasituksista, joita kannetaan tavaroita tuotaessa tai tuontiin liittyen, paitsi niistä, jotka on määrätty tämän sopimuksen allekirjoittamispäivänä tai joiden määräämistä senjälkeen vaaditaan tämän sopimuksen allekirjoittamispäivänä Amerikan Yhdysvalloissa voimassaolevien lakien nojalla.

III Artikla.

Tämän sopimuksen I ja II artiklan määräykset eivät estä jommankumman maan hallitusta milloin tahansa minkä tahansa tuotteen tuonnille määräämästä maksua, joka vastaa samanlaatukselle kotimaiselle tuotteelle tai sellaiselle tavaralle, josta maahan tuotu tuote kokonaan tai osittain on valmistettu tai tuotettu, asetettua sisäistä veroa.

¹ Entré en vigueur le 2 novembre 1936.

No. 3981. — AGREEMENT¹ CONCERNING TARIFF QUESTIONS
BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND FINLAND.
SIGNED AT WASHINGTON, MAY 18TH, 1936.

Finnish and English official texts communicated by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations and by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Agreement took place October 26th, 1936.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, being desirous of strengthening the traditional bonds of friendship between the two countries by maintaining the principle of equality of treatment as the basis of commercial relations and by granting mutual and reciprocal concessions and advantages for the promotion of trade, have through their respective Plenipotentiaries arrived at the following Agreement :

Article I.

Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America, enumerated and described in Schedule I annexed to this Agreement and made a part thereof, shall, on their importation into Finland, be exempt from ordinary Customs duties in excess of those set forth and provided for in the said Schedule. The said articles shall also be exempt from all other duties, taxes, fees, charges or exactions, imposed on or in connection with importation, in excess of those imposed on the day of the signature of this Agreement, or required to be imposed thereafter, under laws of Finland in force on the day of the signature of this Agreement.

Article II.

Articles the growth, produce or manufacture of Finland, enumerated and described in Schedule II annexed to this Agreement and made a part thereof, shall, on their importation into the United States of America, be exempt from ordinary Customs duties in excess of those set forth and provided for in the said Schedule. The said articles shall also be exempt from all other duties, taxes, fees, charges or exactions, imposed on or in connection with importation, in excess of those imposed on the day of the signature of this Agreement, or required to be imposed thereafter, under laws of the United States of America in force on the day of the signature of this Agreement.

Article III.

The provisions of Articles I and II of this Agreement shall not prevent the Government of either country from imposing at any time on the importation of any product a charge equivalent to an internal tax imposed in respect of a like domestic product or in respect of a commodity from which the imported product has been manufactured or produced in whole or in part.

¹ Came into force November 2nd, 1936.

IV *Artikla.*

Suomi ja Amerikan Yhdysvallat sopivat siitä, että luetteloihin I ja II sisältyvät muistutukset ovat voimassa tämän sopimuksen olennaisina osina.

V *Artikla.*

Suomen tai Amerikan Yhdysvaltojen tavarat, luonnon- tai teollisuustuotteet ovat, sen jälkeen kuin ne on tuotu toiseen maahan, vapaita kaikista muista tai korkeammista sisäisistä veroista, maksuista, kuluista tai rasituksista, paitsi niistä, jotka maksetaan samanlaatuisista, kotimaista tai mitä hyvänsä muuta vierasta alkuperää olevista tavaroista.

VI *Artikla.*

Suomen tai Amerikan Yhdysvaltojen tavaroiden, luonnon- tai teollisuustuotteiden suhteen, jotka on mainittu ja esitetty luetteloissa II ja vastaavasti I ja jotka on tuotu toiseen maahan ja joille on määrätty tai voidaan määrätä arvotulleja tai arvoon perustuvia taikka jollakin tavoin niiden arvosta johtuvia tulleja, on edellytetty ja sovittu, että perusteet ja menetelmät tullausarvon määrittämiseksi ja valuuttojen laskemiseksi eivät saa olla vähemmän edulliset tuojille kuin Amerikan Yhdysvalloissa ja vastaavasti Suomessa tämän sopimuksen allekirjoittamispäivänä voimassa olevien lakien ja säädösten nojalla määrätty perusteet ja menetelmät.

VII *Artikla.*

Mitään kieltoja, tuonti- tai tullikiintiöitä, tuontilupia, tai minkään muun laatuista määrää koskevia säännöksiä, toimeenpantakoonpa ne jonkin keskusvalvontaelimen välityksellä tai ilman sitä, ei Suomi saa asettaa luettelossa I mainittujen ja esitettyjen Amerikan Yhdysvaltojen tavaroiden, luonnon- tai teollisuustuotteiden tuonnille tai myynnille, paitsi mitä erikoisesti on määrätty mainitussa luettelossa, eikä Amerikan Yhdysvallat luettelossa II mainittujen ja esitettyjen Suomen tavaroiden, luonnon-tai teollisuustuotteiden tuonnille tai myynnille.

Edellistä määräystä ei sovelleta mihinkään määrää koskeviin rajoituksiin, joita Suomi tai Amerikan Yhdysvallat ovat määränneet toisen maan tavaroiden, luonnon- tai teollisuustuotteiden tuonnille tai myynnille niiden hallituksen toimenpiteiden yhteydessä, joilla säännöstellään tai valvotaan samanlaisten kotimaassa valmistettujen tavaroiden tuotantoa, jakelua tai hintoja, taikka pyritään suurentamaan niiden tuotannon työkustannuksia. Milloin hyvänsä jommankumman maan hallitus aikoo ryhtyä johonkin tämän artiklan kohdan sallimaan rajoitukseen tai tehdä siihen muutoksia, on sen annettava siitä kirjallisesti tieto toisen maan hallitukselle sekä suotava tälle toiselle hallitukselle tilaisuus kolmenkymmenen päivän kuluessa sellaisen ilmoituksen saamisesta neuvotella kanssaan aiotusta toimenpiteestä. Jollei asiassa päästä sopimukseen kolmenkymmenen päivän kuluessa edellä mainitun ilmoituksen saamisesta lukien, on sillä hallituksella, joka aikoo sellaiseen toimenpiteeseen ryhtyä, oikeus milloin hyvänsä sen jälkeen tehdä se, ja toisen maan hallituksella on oikeus viidentoista päivän kuluessa sen jälkeen, kun sellaiseen toimenpiteeseen on ryhdytty, irtisanoa tämä sopimus kokonaisuudessaan kirjallisesti kolmenkymmenen päivän irtisanomisajalla.

VIII *Artikla.*

1. Jos Suomen tai Amerikan Yhdysvaltojen hallitus määrää tai ylläpitää minkälaisia tahansa minkä sellaisen tavaran tuontiin tai myyntiin tahansa kohdistuvia määriä koskevia rajoituksia tai valvontatoimenpiteitä, joka toista maata kiinnostaa, tai määrää alhaisemman tuontitullin

Article IV.

Finland and the United States of America agree that the notes included in Schedules I and II are hereby given force and effect as integral parts of this Agreement.

Article V.

Articles the growth, produce or manufacture of Finland or the United States of America, shall, after importation into the other country, be exempt from all internal taxes, fees, charges or exactions other or higher than those payable on like articles of national origin or any other foreign origin.

Article VI.

In respect of articles the growth, produce or manufacture of Finland or the United States of America, enumerated and described in Schedules II and I, respectively, imported into the other country, on which *ad valorem* rates of duty, or duties based upon or regulated in any manner by value, are or may be assessed, it is understood and agreed that the bases and methods of determining dutiable value and of converting currencies shall be no less favorable to importers than the bases and methods prescribed under laws and regulations of the United States of America and Finland, respectively, in force on the day of signature of this Agreement.

Article VII.

No prohibitions, import or Customs quotas, import licenses, or any other form of quantitative regulation, whether or not operated in connection with any agency of centralized control, shall be imposed by Finland on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the United States of America enumerated and described in Schedule I, except as specifically provided for in that Schedule, nor by the United States of America on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of Finland enumerated and described in Schedule II.

The foregoing provision shall not apply to quantitative restrictions in whatever form imposed by either country on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the other country in conjunction with governmental measures operating to regulate or control the production, market supply or prices of like domestic articles, or tending to increase the labor costs of production of such articles. Whenever the Government of either country proposes to establish or change any restriction authorized by this paragraph, it shall give notice thereof in writing to the other Government and shall afford such other Government an opportunity within thirty days after receipt of such notice to consult with it with respect to the proposed action; and if an agreement with respect thereto is not reached within thirty days following receipt of the aforesaid notice, the Government which proposes to take such action shall be free to do so at any time thereafter, and the other Government shall be free within fifteen days after such action is taken to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

Article VIII.

I. If the Government of Finland or the Government of the United States of America establishes or maintains any form of quantitative restriction or control of the importation or sale of any article in which the other country has an interest, or imposes a lower import duty or charge on the impor-

tai maksun mille tahansa sellaisen tavaran erikoisesti mainitun paljouden määrän tuonnille tai myynnille, kuin mikä tullitai maksu on määrätty sellaisen määrän yli tapahtuvan määrän tuonnille, niin hallitus, joka tähän ryhtyy :

(a) antaa julkisen ilmoituksen siitä sellaisen tavaran kokonaismäärästä tai mistä tahansa siihen tehdystä muutoksesta, joka sallitaan tuoda tai myydä tai sallitaan tuoda tai myydä tällä alhaisemmalla tullilla tai maksulla määrätyn ajanjakson kuluessa ;

(a) jakaa toiselle maalle täksi määrättyksi ajaksi sellaisen osan tästä alunperin määrätystä tai millä tavoin tahansa myöhemmin muutetusta kokonaismäärästä, joka vastaa sitä tällaisen tavaran kokonaistuonnin osaa, jonka tämä toinen maa on tuonut varhaisempaan ajanjaksona, joka on sellainen, että sen perusteella tämä toinen maa saa sopivan ja kohtuullisen kiintiön, ellei molemminpuolisesti ole toisin sovittu ;

(c) antaa julkisen ilmoituksen tämän määrän jaosta eri vientimaiden kesken ja ilmoittaa aina pyydettyä toisen maan hallitukselle jokaisen tällaisen kunkin vientimaan tavaran, luonnon- tai teollisuustuotteen määrästä, mikä on tuotu tai myyty tai minkä tuomiseen tai myymiseen on myönnetty lupia tai todistuksia.

2. Suomi ja Amerikan Yhdysvallat eivät saa säännöstellä minkään sellaisen tavaran tuonnin tai myynnin kokonaismäärää alueellaan, joka kiinnostaa toista maata, yksityisille tai järjestöille annetuilla tuontiluvilla tai -todistuksilla, jollei tämän tuotavaksi tai myytäväksi sallitun tavaran kokonaismäärää vähintään kolmen kuukauden pituiseksi kiintiöajaksi ole määrätty, ja jollei sellaisten lupien tai todistusten antamista koskevia määräyksiä ole tehty julkisesti tunnetuiksi ennen määräysten voimaansaapoa.

IX Artikla.

Jos Suomen tai Amerikan Yhdysvaltojen hallitus perustaa monopolin tai pitää sitä voimassa määrätyn tavaran tuontia, valmistusta tai myyntiä varten tai luovuttaa yksinomaisia, muodollisia tai todellisia, etuoikeuksia yhdelle tai useammalle elimelle tuoda, valmistaa tai myydä määrättyä tavaraa, suostuu sen maan hallitus, joka perustaa tällaisen monopolin tai pitää sitä voimassa tai luovuttaa monopolioikeuksia siihen, että toisen maan kauppa saa oikeudenmukaisen ja tasapuolisen kohtelun tällaisen monopolin tai elimen ulkomaisten ostojen suhteen. Tätä tarkoitusta varten on sovittu, että kyseiset monopolit tai elimet, ostaessaan mitä hyvänsä tavaraa ulkomailta, toimivat yksinomaan sellaisten vaikuttimien kuin hinnan, laadun, markkinakelpoisuuden ja myyntiehtojen mukaan, jotka sellainen yksityinen kaupparyitys tavallisesti ottaa huomioon, jota kiinnostaa yksinomaan tällaisen tavaran ostaminen mahdollisimman edullisin ehdoin.

X Artikla.

Suomi ja Amerikan Yhdysvallat ovat myöntäneet toisilleen tässä sopimuksessa edellytetyt tariffimyönnytykset ja muut edut ehdolla, että jos jommankumman maan hallitus ottaa käytäntöön tai pitää voimassa, välillisesti tai välittömästi, minkälaista ulkomaisen valuutan kaupan valvontaa tahansa, se hoitaa tätä valvontaa turvatakseen, että toisen maan kansalaisille ja kaupalle taataan kohtuullinen ja oikeudenmukainen osa valuutanjakelussa.

Kaupallisiin toimiin käytettävään valuuttaan nähden on sovittu, että kummankin maan hallitus pitää ulkomaisen valuutan kaupan kaikenlaisen valvonnan toimeenpanossa ohjeanaan sitä periaatetta, että, niin tarkoin kuin voidaan määrätä, koko käytettävänä olevasta valuuttamäärästä toiselle maalle jaettava osa ei saa olla pienempi kuin osa, joka on käytetty jonakin edellisenä edustavana ajanjaksona ennen valuuttakaupan valvonnan käytäntöönottamista kauppa-saatavien maksamiseksi tämän toisen maan kansalaisille.

Kummankin maan hallitus ottaa hyväntahtoisesti harkittavakseen kaikki esitykset, joita toisen maan hallitus saattaa tehdä tämän artiklan määräyksiä soveltamiseksi.

tation or sale of a specified quantity of any such article than the duty or charge imposed on importation in excess of such quantity, the Government taking such action shall :

(a) Give public notice of the total quantity, or any change therein, of any such article permitted to be imported or sold, or permitted to be imported or sold at such lower duty or charge, during a specified period ;

(b) Unless otherwise mutually agreed, allot to the other country for such specified period a share of such total quantity as originally established, or subsequently changed in any manner, equivalent to the proportion of the total importation of such article which such other country supplied during a previous period, such period to be such as to result in a fair and equitable allotment to the other country ; and

(c) Give public notice of the allotments of such quantity among the several exporting countries, and at all times upon request advise the Government of the other country of the quantity of any such article the growth, produce or manufacture of each exporting country which has been imported or sold or for which licenses or permits for importation or sale have been granted.

2. Neither Finland nor the United States of America shall regulate the total quantity of importations into its territory or sales therein of any article in which the other country has an interest, by import licenses or permits issued to individuals or organizations, unless the total quantity of such article permitted to be imported or sold, during a quota period of not less than three months, shall have been established, and unless the regulations covering the issuance of such licenses or permits shall have been made public before such regulations are put into force.

Article IX.

In the event that the Government of Finland or the Government of the United States of America establishes or maintains a monopoly for the importation, production or sale of a particular commodity or grants exclusive privileges, formally or in effect, to one or more agencies to import, produce or sell a particular commodity, the Government of the country establishing or maintaining such monopoly, or granting such monopoly privileges, agrees that in respect of the foreign purchases of such monopoly or agency the commerce of the other country shall receive fair and equitable treatment. To this end it is agreed that in making its foreign purchases of any product such monopoly or agency will be influenced solely by those considerations, such as price, quality, marketability, and terms of sale, which would ordinarily be taken into account by a private commercial enterprise interested solely in purchasing such product on the most favorable terms.

Article X.

The tariff advantages and other benefits provided for in this Agreement are granted by Finland and the United States of America to each other subject to the condition that if the Government of either country shall establish or maintain, directly or indirectly, any form of control of foreign exchange, it shall administer such control so as to insure that the nationals and commerce of the other country will be granted a fair and equitable share in the allotment of exchange.

With respect to the exchange made available for commercial transactions, it is agreed that the Government of each country shall be guided in the administration of any form of control of foreign exchange by the principle that, as nearly as may be determined, the share of the total available exchange which is allotted to the other country shall not be less than the share employed in a previous representative period, prior to the establishment of any exchange control, for the settlement of commercial obligations to the nationals of such other country.

The Government of each country shall give sympathetic consideration to any representations which the other Government may make in respect of the application of the provisions of this Article.

XI Artikla.

Mitä tulee kaikenlaisiin tuonnista tai viennistä tai niiden yhteydessä kannettaviksi määrättyihin tulleihin ja maksuihin ja mitä tulee sellaisten tullien ja maksujen kantotapaan, samoin kuin kaikkiin tuonnin ja viennin yhteydessä esiintyviin sääntöihin ja muodollisuuksiin, sekä mitä tulee kaikkiin lakeihin ja säädöksiin, jotka vaikuttavat tuotujen tavaroiden myyntiin tai käyttöön maassa, annetaan jokainen hyöty, etu, etuoikeus tai erivapaus, jonka Suomi tai Amerikan Yhdysvallat on myöntänyt tai saattaa vastaisuudessa myöntää mille kolmannelta maasta peräisin olevalle tai sinne tarkoitettulle tavaralle tahansa, viipymättä ja ehdoitta Amerikan Yhdysvalloista tai vastaavasti Suomesta peräisin olevalle tai sinne tarkoitettulle samanlaiselle tavaralle.

Tämän artiklan ensimmäisen kappaleen määräykset eivät koske :

(1) kohtelua, jonka Yhdysvallat myöntävät Kuuban kaupalle Yhdysvaltojen ja Kuuban kesken 11 päivänä joulukuuta 1902 tehdyn tai minkä tahansa muun Yhdysvaltojen ja Kuuban kesken tämän jälkeen tehdyn kauppasopimuksen määräysten nojalla, taikka niitä etuja, jotka Amerikan Yhdysvallat, niiden alueet tai alusmaat tahi Panaman kanavavyöhyke nykyään suovat tai vastedes saattavat suoda keskenään toisilleen tai Kuuban tasavallalle. Tämä määräys jää edelleen voimaan mihin tahansa etuihin nähden, jotka Amerikan Yhdysvallat, niiden alueet tai alusmaat tahi Panaman kanavavyöhyke nykyään tai vastedes suovat Filippiineille, huolimatta millaisista tahansa muutoksista Filippiinien poliittisessa asemassa ;

(2) etuja, jotka jompikumpi maa on myöntänyt tai vastedes myöntää naapurivaltioilleen paikallisen liikenteen helpottamiseksi ;

(3) kohtelua, jonka Suomi nyt tai vastedes myöntää Viron kaupalle.

XII Artikla.

Suomessa ja Amerikan Yhdysvalloissa ei määrätä suurempia kuin nimellisiä rangaistuksia toisen maan tavaroita, luonnon- tai teollisuustuotteita maahan tuotaessa sellaisista asiakirjoissa olevista virheellisyyksistä, jotka ilmeisesti johtuvat kirjoitusvirheestä tai joista todetaan, että on toimittu hyvässä uskossa.

Kummankin maan hallitus ottaa hyväntahtoisesti harkittavakseen sellaiset esitykset, joita toinen hallitus saattaa tehdä ja järjestää pyynnöstä riittävän tilaisuuden neuvotella niistä, mikäli ne koskevat tullimääräysten täytäntöönpanoa, määrää koskevia rajoituksia tai niiden käyttöä, tullimuodollisuuksien noudattamista ja terveydenhoitolakien sekä ihmisten, eläinten tai kasvien elämän suojelua tarkoittavien määräysten soveltamista.

Mikäli jommankumman maan hallitus toisen maan hallitukselle tekee minkä tahansa terveydenhoitolain tai ihmisten, eläinten tai kasvien elämän suojelua tarkoittavan määräyksen soveltamista koskevan esityksen ja mikäli siitä on erimielisyyttä, asetetaan jommankumman hallituksen pyynnöstä teknillisistä asiantuntijoista kokoonpantu toimikunta, jossa kummankin hallituksen on oltava edustettuna, harkitsemaan asiaa ja esittämään ehdotuksia molemmille hallituksille.

XIII Artikla.

Siinä tapauksessa, että huomattava vaihtelu tapahtuu Suomen ja Amerikan Yhdysvaltojen valuuttojen välisissä kurseissa, jommankumman maan hallituksella on oikeus, jos se pitää vaihtelua niin oleellisena, että se on vahingoksi maan teollisuudelle tai kaupalle, ehdottaa neuvotteluihin ryhtymistä tämän sopimuksen muuttamiseksi tai lopettaa koko tämä sopimus kolmenkymmenen päivän kuluttua siitä kuin kirjallinen irtisanominen on tapahtunut.

XIV Artikla.

Suomen tai vastaavasti Amerikan Yhdysvaltojen lait, hallintoviranomaisten säädökset ja hallinto- tai oikeusviranomaisten päätökset, jotka koskevat tavaroiden luokittelua tullausta varten

Article XI.

With respect to (1) Customs duties or charges of any kind imposed on or in connection with importation or exportation ; (2) the method of levying such duties or charges ; (3) all rules and formalities in connection with importation or exportation ; and (4) all laws or regulations affecting the sale or use of imported goods within the country, any advantage, favor, privilege or immunity which has been or may hereafter be granted by Finland or the United States of America to any article originating in or destined for any third country, shall be accorded immediately and unconditionally to the like article originating in or destined for the United States of America or Finland, respectively.

The provisions of the first paragraph of this Article shall not extend :

(1) To the treatment which is accorded by the United States of America to the commerce of Cuba under the provisions of the Commercial Convention concluded by the United States and Cuba on December 11th, 1902, or any other commercial agreement thereafter concluded by the United States with Cuba ; or to the advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America, its territories or possessions or the Panama Canal Zone to one another or to the Republic of Cuba. This provision shall continue to apply in respect of any advantages now or hereafter accorded by the United States of America, its territories or possessions or the Panama Canal Zone to the Philippine Islands irrespective of any change in the political status of the Philippine Islands ;

(2) To the benefits which either country has accorded, or may accord, to its neighboring States in order to facilitate local traffic ;

(3) To the treatment which Finland accords or may hereafter accord to the commerce of Estonia.

Article XII.

Greater than nominal penalties will not be imposed in Finland or in the United States of America upon importations of articles the growth, produce or manufacture of the other country because of errors in documentation obviously clerical in origin or where good faith can be established.

The Government of each country will accord sympathetic consideration to, and when requested afford adequate opportunity for consultation regarding, such representations as the other Government may make with respect to the operation of Customs regulations, quantitative restrictions or the administration thereof, the observance of Customs formalities, and the application of sanitary laws and regulations for the protection of human, animal, or plant life.

In the event that the Government of either country makes representations to the Government of the other country in respect of the application of any sanitary law or regulation for the protection of human, animal, or plant life, and if there is disagreement with respect thereto, a committee of technical experts on which each Government will be represented shall, on the request of either Government, be established to consider the matter and to submit recommendations to the two Governments.

Article XIII.

In the event that a wide variation occurs in the rate of exchange between the currencies of Finland and the United States of America, the Government of either country, if it considers the variation so substantial as to prejudice the industries or commerce of the country, shall be free to propose negotiations for the modification of this Agreement or to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

Article XIV.

Laws, regulations of administrative authorities and decisions of administrative or judicial authorities of Finland or the United States of America, respectively, pertaining to the classification

taikka tullimääriä, julkaistaan viipymättä sillä tavoin, että kiinnostuneiden henkilöiden on mahdollista tutustua niihin. Sellaisia lakeja, säädöksiä ja päätöksiä sovelletaan yhtäläisesti asianomaisen maan kaikissa satamissa, paitsi silloin, kun erikoisesti on toisin määrätty Amerikan Yhdysvaltojen säännöksissä, jotka koskevat Puerto Ricoon tuotuja tavaroita.

XV Artikla.

Lukuunottamatta mitä tämän artiklan toisessa kappaleessa toisin on määrätty, ei tämän sopimuksen määräyksiä siitä kohtelusta, jonka Suomi ja vastaavasti Amerikan Yhdysvallat myöntää toisen maan kaupalle, sovelleta Filippiineihin, Neitsytsaariin, Amerikan Samoosaariin, Guamin saareen eikä Panaman kanavavyöhykkeeseen.

Tässä sopimuksessa olevia, suosituimmuutta koskevia määräyksiä sovelletaan minkä tahansa Suomen tai Amerikan Yhdysvaltojen suvereniteetin tai herruuden alaisen alueen tavaroihin, luonnon- tai teollisuustuotteisiin, jotka tuodaan miltä tahansa toisen maan suvereniteetin tai herruuden alaiselta alueelta tai viedään sinne. On kuitenkin sovittu siitä, ettei tämän kappaleen määräyksiä sovelleta Panaman kanavavyöhykkeeseen.

XVI Artikla.

Minkään tämän sopimuksen määräyksen ei katsota estävän ryhtymästä toimenpiteisiin, jotka tarkoittavat kullaa tai hopeaa viennin tai tuonnin kieltämistä tai rajoittamista tai estävän ryhtymästä toimenpiteisiin, joita jompikumpi hallitus pitää tarpeellisina aseiden, ampumatarpeiden tai sotatarusteiden, sekä poikkeuksellisissa olosuhteissa, kaikkien muiden sotatarvikkeiden viennin tai vientiä tarkoittavan myynnin valvonnan suhteen.

Edellyttäen, ettei mitään mielivaltaista syrjintää toisen maan puolelta toista vastaan kolmannen maan hyväksi harjoiteta vastaavanlaisissa olosuhteissa, ei tämän sopimuksen määräyksiä sovelleta säännöksiin sellaisten Suomen tai Yhdysvaltojen poliisi- tai verolakien toimeenpanosta mitkä koskevat tuontitavaroita, joiden maahantuonti, kuljetus tai myynti on kiellettyä tai rajoitettua eikä myöskään kieltoihin ja rajoituksiin (1) jotka on määrätty moraalisisista tai humanisisista syistä ; (2) jotka ovat tarkoitettuja suojaamaan ihmisten, eläinten ja kasvien elämää tai terveyttä ; taikka (3) jotka koskevat vankiloissa valmistettuja tavaroita.

XVII Artikla.

Siinä tapauksessa, että Suomen tai Amerikan Yhdysvaltojen hallitus ryhtyy johonkin toimenpiteeseen tai tekee jonkun teon, jonka, vaikkakaan se ei ole ristiriidassa tämän sopimuksen määräyksiensä kanssa, toisen maan hallitus katsoo vaikuttavan siten, että jokin tämän sopimuksen tarkoitusperä sen takia tulee mitättömäksi tai kadottaa merkitystään, se hallitus, joka on johonkin tällaiseen toimenpiteeseen ryhtynyt tai tehnyt tällaisen teon, ottaa harkittavakseen ne toisen maan tekemät esitykset ja ehdotukset, jotka tarkoittavat kumpaakin asianosaista tyydyttävän järjestelyn aikaansaamista asiassa.

XVIII Artikla.

Minkään tässä sopimuksessa ei katsota vaikuttavan niihin oikeuksiin ja velvoituksiin, jotka johtuvat Washingtonissa 13 päivänä helmikuuta 1934 allekirjoitetusta ystävyys-, kauppa- ja konsulisopimuksesta¹.

XIX Artikla.

Tämä sopimus tulee voimaan kolmantenakymmenentenä päivänä sen jälkeen kuin Suomen Presidentti on sen hyväksynyt ja Amerikan Yhdysvaltojen Presidentti on antanut siitä julistuksen tai jos hyväksyminen ja julistus on annettu eri päivinä, kolmantenakymmenentenä päivänä myöhemmän tällaisen hyväksymisen tai julistuksen päivämäärästä lukien ja pysyy sen jälkeen voimassa kolmen vuoden ajan ellei sitä irtisanota VII tai XIII artiklan määräysten mukaisesti.

¹ Vol. CLII, page 45, de ce recueil.

of articles for Customs purposes or to rates of duty shall be published promptly in such a manner as to enable interested persons to become acquainted with them. Such laws, regulations and decisions shall be applied uniformly at all ports of the respective country, except as otherwise specifically provided in statutes of the United States of America relating to articles imported into Puerto Rico.

Article XV.

Except as otherwise provided in the second paragraph of this Article, the provisions of this Agreement relating to the treatment to be accorded by Finland and the United States of America, respectively, to the commerce of the other country, shall not apply to the Philippine Islands, the Virgin Islands, American Samoa, the Island of Guam, or to the Panama Canal Zone.

The provisions of this Agreement regarding most-favored-nation treatment shall apply to articles the growth, produce or manufacture of any territory under the sovereignty or authority of Finland or the United States of America, imported from or exported to any territory under the sovereignty or authority of the other country. It is understood, however, that the provisions of this paragraph do not apply to the Panama Canal Zone.

Article XVI.

Nothing in this Agreement shall be construed to prevent the adoption of measures prohibiting or restricting the exportation or importation of gold or silver, or to prevent the adoption of such measures as either Government may see fit with respect to the control of the export, or sale for export, of arms, ammunition or implements of war, and, in exceptional circumstances, all other military supplies.

Subject to the requirement that there shall be no arbitrary discrimination by either country against the other country in favor of any third country under like circumstances, the provisions of this Agreement shall not extend to regulations for the enforcement of police or revenue laws of Finland or of the United States relating to imports the importation, transportation, or sale of which is prohibited or restricted; or to prohibitions or restrictions (1) imposed on moral or humanitarian grounds; (2) designed to protect human, animal or plant life or health or (3) relating to prison-made goods.

Article XVII.

In the event that the Government of Finland or the Government of the United States of America adopts any measure or takes any action which, even though it does not conflict with the terms of this Agreement, is considered by the Government of the other country to have the effect of nullifying or impairing any object of the Agreement, the Government which has adopted such measure or taken such action shall consider such representations and proposals as the other Government may make with a view to effecting a mutually satisfactory adjustment of the matter.

Article XVIII.

Nothing in this Agreement shall be deemed to affect the rights and obligations arising out of the Treaty¹ of Friendship, Commerce and Consular Rights, signed at Washington on February 13th, 1934.

Article XIX.

The present Agreement shall come into full force on the thirtieth day following approval thereof by the President of Finland and proclamation thereof by the President of the United States of America, or should the approval be given and the proclamation be issued on different days, on the thirtieth day following the date of the later in time of such approval or proclamation, and shall remain in force for the term of three years thereafter, subject to the provisions of Article VII and

¹ Vol. CLII, page 45, of this Series.

Kummankin maan hallitus ilmoittaa toisen maan hallitukselle hyväksymisen tai julistuksen antamispäivän.

Jollei jommankumman maan hallitus vähintään kuusi kuukautta ennen edellä mainitun kolmen vuoden määräajan umpeenkulumista ole ilmoittanut toisen maan hallitukselle aikeestaan lopettaa tämä sopimus mainitun määräajan umpeenkuluttua, sopimus jää edelleen voimaan, ellei sitä irtisanota VII tai XIII artiklan määräysten mukaisesti, kunnes kuusi kuukautta on kulunut siitä päivästä lukien, jolloin jommankumman maan hallitus on antanut irtisanomisilmoituksen toisen maan hallitukselle.

Vakuudeksi ovat asianomaiset täysivaltaiset edustajat allekirjoittaneet tämän sopimuksen sekä sen sineteillään varustaneet.

Tehtiin Washingtonissa kahdeksantentoista päivänä toukokuuta tuhat yhdeksänsataa kolmekymmentä kuusi kahtena kappaleena, suomeksi ja englanniksi, jotka molemmat ovat todistusvoimaisia.

Suomen Presidentin puolesta :

(L. S.) Eero JÄRNEFELT.

Amerikan Yhdysvaltojen Presidentin puolesta :

(L. S.) Cordell HULL.

LUETTELO I.

Suomen tullitariffin nimike	Tavaran nimitys	Tulli Smk.
28-a	Ihra ja rasva, sulatettu : <i>Muist</i> : Yhdysvalloista kunakin peräkkäisenä 12 kuukauden kautena aina 1,000,000 nettokiloon saakka Helsingin, Turun, Viipurin tai Vaasan satamien kautta tuotavasta ihrasta ja rasvasta, mukaanluettuna neutrallaardi, suoritetaan tullia korkeintaan 4 markkaa nettokilolta.	
48-b:stä	Maissitärkkelys 1 kg.	1 : —
75-b-2:stä	Omenat, tuoreet, jotka tuodaan maahan joulukuun 15 p:n ja kesäkuun 15 p:n välisenä aikana 1 kg.	1 : 50
75-b-3:stä	Päärynät ja luumut, tuoreet tai paljaaltaan keitetyt. . . 1 kg.	1 : —
75-b-4:stä	Grapehedelmät, tuoreet tai paljaaltaan keitetyt. . . . 1 kg.	— : 50
76-b:stä	Rusinat, kuivat tai kuivatut 1 kg.	— : 50
76-c:stä	Luumut, kaikenlaatuiset, kuivat tai kuivatut 1 kg.	— : 70
80:stä	Päärynät, aprikosit, persikat ja salaatiksi tarkoitetut sekahedelmät, kuivat, kuivatut tai suolatut 1 kg.	3 : —
147-c:stä	<i>Muist</i> : Salaatiksi tarkoitetut sekahedelmät eivät saa sisältää kuivattuja omenia enempää kuin 15 % painosta. Säilykkeet, myös hillotut, ilmanpitävästi suljetuissa pakkauksissa : ananakset, päärynät, persikat, aprikosit, salaatiksi tarkoitetut sekahedelmät, grapehedelmät, tomaattimehu ja parsat 1 kg.	6 : 50

Article XIII. The Government of each country shall notify the Government of the other country of the date of its approval or proclamation.

Unless at least six months before the expiration of the aforesaid term of three years the Government of either country shall have given to the other Government notice of intention to terminate this Agreement upon the expiration of the aforesaid term, the Agreement shall remain in force thereafter, subject to the provisions of Article VII and Article XIII, until six months from such time as the Government of either country shall have given notice to the other Government.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Agreement and have affixed their seals hereto.

Done in duplicate, in the Finnish and English languages, both authentic, at the City of Washington, this eighteenth day of May, nineteen hundred and thirty-six.

For the President of the United States of America :

(Seal) (L. S.) Cordell HULL.

For the President of Finland :

(Seal) (L. S.) Eero JÄRNEFELT.

SCHEDULE I.

Finnish Tariff Number	Description of Articles	Rate of Duty in Finnish Marks
28 (a)	Lard (" ihra ja rasva "), rendered. <i>Note</i> : On imports of United States lard, including neutral lard, not in excess of 1,000,000 net kilograms per each successive 12-month period and entering through the ports of Helsinki, Turku, Viipuri or Vaasa, the duty shall not exceed 4.00 Finnish marks per net kilogram.	
Ex 48 (b)	Cornstarch 1 kg.	1.00
Ex 75 (b) 2	Apples, fresh, entering during the period : December 15 to June 15, inclusive 1 kg.	1.50
Ex 75 (b) 3	Pears and plums, fresh or merely cooked 1 kg.	1.00
Ex 75 (b) 4	Grapefruit, fresh or merely cooked 1 kg.	0.50
Ex 76 (b)	Raisins, dried or desiccated 1 kg.	0.50
Ex 76 (c)	Prunes, all kinds, dried or desiccated 1 kg.	0.70
Ex 80	Pears, apricots, peaches and mixed fruit for salad, dried, desiccated, or salted 1 kg.	3.00
	<i>Note</i> : The proportion of dried apples in mixed fruit for salad shall not exceed 15 % by weight.	
Ex 147 (c)	Preserved pineapples, pears, peaches, apricots, mixed fruit for salad, grapefruit, tomato juice and asparagus, including sweet-preserved, in hermetically sealed containers . . . 1 kg.	6.50

Suomen tullitariffin nimike	Tavaran nimitys	Tulli Smk.
167 305-a 462-b:stä 468-a:sta	Puuvilla, karstaamaton, myös valkaistu tai värjätty Säkit, ilmeisesti käytetyt, juutista valmistetut Elokuvafilmit, kehitetyt 1 kg. Kiiltonahka, kappaleina, jotka painavat yli 1 kg. netto 1 kg.	Vapaa Vapaat 34 : — 16 : —
468-b:stä 468-c-3:sta	Kiiltonahka, kappaleina, jotka painavat alle 1 kg. mutta ei alle 0.5 kg. netto 1 kg. Kiiltonahka, kappaleina, jotka painavat alle 0.5 kg. netto	20 : — 15 % arvosta 26 : —
489-b:sta	Vähin tulli 1 kg. Käyttö- ja kuljetushihnat, kautsusta, guttaperkasta ja bala- tasta, myös jos niissä on kehruuaineita 1 kg.	14 : —
490-a-1	Automobiilirenkaat, joissa ei ole rautakiskoja, myös sisären- kaat 1 kg.	20 : —
537:stä	Konttoripöydät ja -tuolit, rauta- tai teräslevyistä valmistetut, lakatut, maalatut, emaljoidut, hapetetut, pronssatut, nikke- löidyt tai muilla, erikseen mainitsemattomilla epäjaloilla metalleilla silatut ; myös ruostumattomasta teräksestä valmistetut 1 kg.	3 : —
637:stä	Kuparitangot, myös kimppuina tai renkaina, joissa poikki- leikkaumuodon suurin läpimitta on vähintään 5 mm., valssatut, vedetyt, taotut tai profilipuristeiset, mutta ilman enempää muovailua 1 kg.	— : 30
683-b	Jäähdytyskoneet, joiden nettopaino kappaleelta on enintään 500 kg. 1 kg.	2 : 50
684-a:sta	Jäähdytyskoneet, joiden nettopaino kappaleelta on yli 500 kg:n, mutta ei yli 2,500 kg:n 1 kg.	1 : 60
685-a:sta	Jäähdytyskoneet, joiden nettopaino kappaleelta on yli 2,500 kg:n, kultakin tämän yli olevalta kg:lta 1 kg. <i>Muist</i> : Nykyistä mekaanisten jäähdytyskaappien sekä jäähdytyskoneiden osien tullikäsittelyä sovelletaan edelleenkin.	1 : 20
700-a 700-b	Lasku- ja kassantarkastuskoneet 1 kg. Kirjoitus- ja monistelukoneet 1 kg.	15 : — 10 : —
708-a-1-aa-2	<i>Muistutuksesta nimikkeeseen 700</i> : jos maahantuojia voi näyttää toteen että nimikkeeseen 700 kohtiin a) ja b) luettavia koneita ei valmisteta Suomessa, myönnetään 50 % :n tullialen- nus.	
708-a-1-ab	Henkilöautomobiilit, joiden arvo on enintään 80,000 Smk. kpl. koneen silinterilavuuden ollessa enemmän kuin 1,600 cm ³ ; samoin kaikkien henkilöautomobiilien alustat ja muut osat, erikseen mainitsemattomat ; niin myös kuorma-automobi- iilien alustat ja alustojen osat, erikseen mainitsemattomat Vähin tulli 1 kg.	14 % arvosta 3 : 50
708-a-2	Kuorma-automobiilit ja niiden osat, erikseen mainitsematto- mat 1 kg. Vähin tulli 1 kg.	14 % arvosta 3 : 50
708-a-3	Henkilöautomobiilit arvoltaan yli 80,000 Smk., mutta ei yli 160,000 Smk. kpl. 1 kg. Vähin tulli 1 kg.	21 % arvosta 5 : 25
811-b-2:sta	Henkilöautomobiilit arvoltaan yli 160,000 Smk. kpl. Vähin tulli 1 kg. Gasolini 1 kg.	28 % arvosta 7 : — 2 : —

Finnish Tariff Number	Description of Articles	Rate of Duty in Finnish Marks
167	Cotton, uncarded, including bleached or dyed	Free
305 (a)	Sacks, manifestly used, of jute	Free
Ex 462 (b)	Motion picture film, developed 1 kg.	34.00
Ex 468 (a)	Patent leather in pieces weighing each more than 1 kilo net 1 kg.	16.00
Ex 468 (b)	Patent leather in pieces weighing each less than 1 kilo but not less than 0.5 kilo net 1 kg.	20.00
Ex 468 (c) 3	Patent leather in pieces weighing each less than 0.5 kilo net 1 kg.	15 % <i>ad valorem</i>
Ex 489 (b)	Minimum duty 1 kg.	26.00
490 (a) 1	Drive and conveyor belts, of rubber, gutta percha or balata, including those combined with textile materials 1 kg.	14.00
Ex 537	Automobile tires without iron rims (including inner tubes) 1 kg.	20.00
Ex 537	Desks and chairs for office use, of iron or steel sheet, lacquered, painted, enamelled, oxydized, bronzed, nickel plated, or covered with other base metals, n. o. s., or of stainless steel 1 kg.	3.00
Ex 637	Copper rods, including those in bundles or coils, of 5 mm. or more in greatest dimension of cross-section, rolled, drawn, forged or pressed to profile, but not further elaborated 1 kg.	0.30
683 (b)	Refrigerating machines weighing each 500 kilos net or less 1 kg.	2.50
Ex 684 (a)	Refrigerating machines weighing each over 500 kilos but not over 2,500 kilos net 1 kg.	1.60
Ex 685 (a)	Refrigerating machines weighing each over 2,500 kilos net, per kilo in excess of that weight 1 kg.	1.20
	<i>Note</i> : The present Customs treatment of parts of mechanical refrigerators and of refrigerating machines will continue to apply.	
700 (a)	Calculating machines and cash registers 1 kg.	15.00
700 (b)	Typewriters and duplicating machines 1 kg.	10.00
	<i>Ex Note to Tariff No. 700</i> : In case the importer is able to prove that machines falling under tariff number 700, sections (a) and (b), are not manufactured in Finland, the duties are reduced by 50 %.	
708(a) 1(aa) 2	Passenger automobiles of a maximum value of 80,000 Finnish marks each, when the cylinder volume exceeds 1,600 cubic centimeters, and chassis and other parts, n. o. s., for passenger automobiles of all kinds; also chassis for motor trucks and parts, n. o. s., for such chassis	14% <i>ad valorem</i>
708(a) 1(ab)	Minimum duty 1 kg.	3.50
	Motor trucks and parts, n. o. s., therefor	14% <i>ad valorem</i>
708 (a) 2	Minimum duty 1 kg.	3.50
	Passenger automobiles of a value over 80,000 Finnish marks but not over 160,000 Finnish marks each	21% <i>ad valorem</i>
708 (a) 3	Minimum duty 1 kg.	5.25
	Passenger automobiles of a value over 160,000 Finnish marks each	28% <i>ad valorem</i>
Ex 811 (b) 2	Minimum duty 1 kg.	7.00
	Gasoline 1 kg.	2.00

LUETTELO II.

Muist : Tämän luettelon määräykset on tulkittava, niitten vaikutuksen tulee olla sama ja Yhdysvaltojen tullilakien täydentävien määräysten soveltaminen tämän luettelon määräyksiin on, mikäli mahdollista, ratkaistava kuin jos jokainen tämän luettelon määräys olisi otettu kunkin tavaramääritelmän vasemmalla puolella olevaan sarakkeeseen merkityn asetuksenmukaiseen määräykseen.

Niihin tässä luettelossa mainittuihin tuotteisiin nähden, jotka ovat tämän sopimuksen allekirjoittamispäivänä lisättyjen tai erityisten varsinaisten tullien alaisia, olkootpa ne määrätty kunkin tavaramääritelmän vasemmalla puolella olevaan sarakkeeseen merkityn asetuksenmukaisen määräyksen perusteella tai ei, tulevat tällaiset erityiset tullit tai lisätullit, ottaen huomioon ne alennukset, jotka sisältyvät tähän luetteloon tai joita myöhemmin tehdään, jäämään voimaan siksi kunnes niitten voimassaolo lain mukaan päättyy, mutta niitä ei saa korottaa.

Yhdysvaltojen v. 1930 tariffilain pykälä	Tavaran nimitys	Tulli
234(a)	<p>Graniitti, monumentti-, katu- tai rakennuskivenä käytettävä, ei muualla mainittu, hienoksi hakattu, hiottu, reunoilta puhtaaksi hakattu, piikattu, eräällä tavalla hakattu, kiillotettu tai muulla tavoin muokattu (myös tie- tai katukivet)</p> <p>Graniitti, muokkaamaton, eli ei hiottu, reunoilta puhtaaksi hakattu, piikattu, eräällä tavalla hakattu, hienoksi hakattu tai kiillotettu</p> <p><i>Muist</i> : Graniittia, joka on tarkoitettu monumentti-, katu- tai rakennuskivenä käytettäväksi ja joka karkeana kappaleena louhittuna on tasotettu (reunoilta puhtaaksi meislatu) vain helpottaakseen kuljetusta Yhdysvaltoihin, käsitellään tullataessa edelleen « muokkaamattomana, eli ei hiottuna, reunoilta puhtaaksi hakattuna, piikattuna, eräällä tavalla hakattuna, hienoksi hakattuna tai kiillotettuna » Treasury Decision 44791—4 : ssä (59 Treasury Decisions 850) julkaistun päätöksen mukaisesti, niin kauan kuin tämä sopimus on voimassa.</p>	<p>30% arvosta</p> <p>12½ c. kuutiojalalta</p>
372	Separaattorit, arvoltaan 50—100 dollaria	12½% arvosta
405	Ristiinliimattu faneri, yksinomaan tai pääasialliselta arvoltaan koivusta valmistettu	25% arvosta
412	Yksinomaan puusta valmistetut rullat lankaa varten, bobiineja lukuunottamatta	25% arvosta
710	Juusto, jossa on sveitsiläis- tai emmenthal-juustolle ominainen reijitys; sekä sulatettu gruyère-juusto	5 c. per lb., tai ainakin 20% arvosta
1402	Pahvi, rakennuspahvi ja massapahvi, kartonki ja ruskea pahvi tai jäljennetty nahka mukaanluettuina, ei levykiillotettu, superkalanteroitu tai kitkakalanteroitu, liisteriaineella yhteenliisteröity, sivelty, pintavärjätty tai pintakerros massana värjätty, päällystetty tai pintakerroksella varustettu, kuvioitu, painettu tai jollakin tavalla koristeltu, ei myöskään valmiiksi leikattuna laatikoita tai muita tuotteita varten eikä erikseen mainittu, lukuunottamatta pahvia rullissa rakennuspahvin valmistusta varten	10% arvosta

SCHEDULE II.

Note : The provisions of this Schedule shall be construed and given the same effect, and the application of collateral provisions of the Customs laws of the United States to the provisions of this Schedule shall be determined, insofar as may be practicable, as if each provision of this Schedule appeared respectively in the statutory provision noted in the column at the left of the respective descriptions of articles.

In the case of articles enumerated in this Schedule, which are subject on the day of the signature of this Agreement to additional or separate ordinary Customs duties, whether or not imposed under the statutory provision noted in the column at the left of the respective description of the article, such separate or additional duties shall continue in force, subject to any reduction indicated in this Schedule or hereafter provided for, until terminated in accordance with law, but shall not be increased.

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Rate of Duty
234(a)	Granite suitable for use as monumental, paving, or building stone, not specially provided for : Hewn, dressed, pointed, pitched, lined, or polished, or otherwise manufactured (including paving blocks) Unmanufactured, or not dressed, pointed, pitched, lined, hewn, or polished <i>Note</i> : The existing Customs classification treatment of granite suitable for use as monumental, paving, or building stone, which has been roughly squared merely for the purpose of facilitating its shipment to the United States, as " unmanufactured, or not dressed, pointed, pitched, lined, hewn, or polished " in accordance with the ruling announced in Treasury Decision 44791—4 (59 Treasury Decisions 850) shall be continued during the effective period of this Agreement.	30% <i>ad valorem</i> 12½ ¢ per cubic foot
372	Cream separators valued at more than \$50 and not more than \$100 each	12½% <i>ad valorem</i>
405	Plywood wholly or in chief value of birch	20% <i>ad valorem</i> and in addition thereto 5% <i>ad valorem</i>
412	Spools wholly of wood suitable for thread, not including bobbins . .	25% <i>ad valorem</i>
710	Cheese having the eye formation characteristic of the Swiss or Emmenthaler type ; and Gruyere process-cheese	5 ¢ per lb., but not less than 20% <i>ad valorem</i>
1402	Paper board, wallboard, and pulpboard, including cardboard, and leather board or compress leather, not plate finished, supercalendered or friction calendered, laminated by means of an adhesive substance, coated, surface stained or dyed, lined or vat-lined, embossed, printed, decorated, or ornamented in any manner, nor cut into shapes for boxes or other articles and not specially provided for, except pulpboard in rolls for use in the manufacture of wallboard.	10% <i>ad valorem</i>

Yhdysvaltojen v. 1930 tariffilain pykälä	Tavaran nimitys	Tulli
1405	Oikea pergamenttipaperi (tunnettu minkä nimisenä tahansa) . . .	2 c. per lb., ja 10% arvosta
1409	Käärepaperi, muualla mainitsematon : Sulfaatti	20% arvosta 25% arvosta
1413	Muu, olkipaperia lukuunottamatta Pahvi ja massapahvi, kartonki ja ruskea pahvi tai jäljennetty nahka mukaanluettuina, levykiilloitettu, superkalanteroitu tai kitkakalanteroitu, liisteriaineella yhteenliisteröity, sivelty, pintavärjätty tai pintakerros massana värjätty, päällystetty tai pintakerroksella varustettu, kuvioitu, painettu tai jollakin tavalla koristeltu, lukuunottamatta pahvia rullissa rakennuspahvin valmistusta varten . .	\$14.50 tonnilta à 2000 lbs., kuitenkin vähintään 15% arvosta ja enintään 30% arvosta
1516	Tulitikut, friktio- tai lucifer-, kaikenlaiset, 144 laatikon grosseissa, kukin laatikko sisältäen korkeintaan roo tulitikkua	17½ c. grossilta
1604	Separaattorit, arvoltaan korkeintaan \$50, kokonaan tai osissa, varaosat mukaanluettuina	Vapaat
1716	Mekaaninen puumassa, kemiallinen puumassa, valkaisu tai valkaistu	Vapaa
1772	« Standard » sanomalehtipaperi	Vapaa

Copie certifiée conforme :

Harald Tanner,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement, including two Schedules annexed thereto, in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Rate of Duty
1405	Vegetable parchment paper by whatever name known	2 ¢ per lb. and 10% <i>ad valorem</i>
1409	Wrapping paper not specially provided for :	
	Sulphate	20% <i>ad valorem</i>
	Other, except straw paper	25% <i>ad valorem</i>
1413	Paper board and pulpboard, including cardboard and leatherboard or compress leather, plate finished, supercalendered or friction calendered, laminated by means of an adhesive substance, coated, surface stained or dyed, lined or vat-lined, embossed, printed, or decorated or ornamented in any manner, except pulpboard in rolls for use in the manufacture of wallboard	\$14.50 per ton of 2,000 lbs., but not less than 15% nor more than 30% <i>ad valorem</i>
1516	Matches, friction or lucifer, of all descriptions, per gross of one hundred and forty-four boxes, containing not more than one hundred matches per box	17½ ¢ per gross
1604	Cream separators valued at not more than \$50 each, whether in whole or in parts, including repair parts	Free
1716	Mechanically ground wood pulp, chemical wood pulp, unbleached or bleached	Free
1772	Standard newsprint paper	Free

Copie certifiée conforme :

Harald Tanner,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement, including two Schedules annexed thereto, in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3981. — ACCORD TARIFAIRE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA FINLANDE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 18 MAI 1936.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de resserrer les liens traditionnels d'amitié entre les deux pays par le maintien du principe d'égalité de traitement comme base des relations commerciales et par l'accord de concessions et avantages mutuels et réciproques destinés à favoriser les échanges, ont, par l'intermédiaire de leurs plénipotentiaires respectifs, conclu l'accord ci-après :

Article premier.

Les articles récoltés, produits ou fabriqués dans les Etats-Unis d'Amérique, qui sont énumérés et désignés dans la liste I annexée au présent accord et faisant partie intégrante de celui-ci, seront exemptés, à leur importation en Finlande, des droits ordinaires de douane dépassant ceux qu'établit et prévoit ladite liste. Lesdits articles seront également exemptés de tous autres droits, taxes, redevances, charges ou impôts, frappant l'importation ou prélevés à l'occasion de celle-ci, et dépassant ceux qui sont perçus à la date de la signature du présent accord, ou qui doivent l'être par la suite, en vertu de lois finlandaises en vigueur à la date de la signature du présent accord.

Article II.

Les articles récoltés, produits ou fabriqués en Finlande, qui sont énumérés et désignés dans la liste II annexée au présent accord et faisant partie intégrante de celui-ci, seront exemptés, à leur importation dans les Etats-Unis d'Amérique, des droits ordinaires de douane dépassant ceux qu'établit et prévoit ladite liste. Lesdits articles seront également exemptés de tous autres droits, taxes, redevances, charges ou impôts, frappant l'importation ou prélevés à l'occasion de celle-ci, et dépassant ceux qui sont perçus à la date de signature du présent accord, ou qui doivent l'être par la suite, en vertu de lois des Etats-Unis d'Amérique en vigueur à la date de signature du présent accord.

Article III.

Les dispositions des articles I et II du présent accord n'empêcheront pas les gouvernements des deux pays de frapper en tout temps l'importation d'un produit quelconque d'une taxe équivalant à l'impôt intérieur frappant un produit national similaire ou une matière ayant servi en totalité ou en partie à la fabrication ou à la production du produit importé.

Article IV.

La Finlande et les Etats-Unis d'Amérique conviennent par la présente de donner force et effet aux notes comprises dans les listes I et II, en tant que parties intégrantes du présent accord.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article V.

Les articles récoltés, produits ou fabriqués en Finlande ou dans les Etats-Unis d'Amérique, seront exemptés, après leur importation dans l'autre pays, de tous droits internes, redevances, charges ou impôts autres ou plus élevés que ceux qui grèvent les articles similaires d'origine nationale ou de toute autre origine étrangère.

Article VI.

En ce qui concerne les articles récoltés, produits ou fabriqués en Finlande ou dans les Etats-Unis d'Amérique énumérés et désignés dans les listes II et I respectivement, importés dans l'autre pays, qui sont ou qui seraient frappés de droits *ad valorem* ou de droits établis ou déterminés de n'importe quelle façon d'après la valeur, il est entendu et convenu que les bases et les méthodes servant à déterminer la valeur imposable et le cours du change ne seront pas moins favorables aux importateurs que les bases et méthodes prescrites par les lois et règlements des Etats-Unis d'Amérique et de la Finlande respectivement, en vigueur à la date de la signature du présent accord.

Article VII.

La Finlande n'imposera à l'importation ou à la vente des articles récoltés, produits ou fabriqués dans les Etats-Unis d'Amérique, énumérés et désignés dans la liste I, sauf dans les cas prévus expressément dans cette liste, aucune prohibition, contingentement d'importations ou de douanes, licence d'importation ou autre forme de réglementation quantitative, que celle-ci s'exerce ou non par l'intermédiaire d'un organe de contrôle centralisé. De même, les Etats-Unis d'Amérique n'appliqueront pas de mesures de cette nature à l'importation ou à la vente des articles récoltés, produits ou fabriqués en Finlande, énumérés et désignés dans la liste II.

La disposition précédente ne s'appliquera à aucune restriction quantitative imposée par la Finlande ou par les Etats-Unis d'Amérique à l'importation ou à la vente des articles récoltés, produits ou fabriqués dans l'autre pays, à la suite de mesures prises par le gouvernement pour réglementer ou contrôler la production, l'écoulement ou les prix d'articles nationaux similaires ou pour augmenter le coût de la main-d'œuvre dans la production de ces articles. Lorsque le gouvernement d'un des deux pays aura l'intention d'établir ou de modifier une restriction autorisée par ce paragraphe, il en avisera par écrit l'autre gouvernement et accordera à celui-ci un délai de trente jours à partir de la réception de l'avis pour examiner avec lui la mesure envisagée. Si aucun accord à ce sujet n'est intervenu dans les trente jours qui suivront la réception de l'avis susmentionné, le gouvernement qui se propose de prendre la mesure en question sera libre de le faire par la suite à n'importe quel moment, et, dans les quinze jours qui suivront l'établissement ou la modification de la restriction, il sera loisible à l'autre gouvernement de mettre fin au présent accord dans sa totalité moyennant préavis de trente jours par écrit.

Article VIII.

1. Si le Gouvernement de la Finlande ou le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique établissent ou maintiennent une forme quelconque de restriction quantitative ou de contrôle quantitatif de l'importation ou de la vente d'un article intéressant l'autre pays, ou imposent à l'importation ou à la vente d'un contingent donné d'un tel article des droits ou charges d'importation moins élevés que les droits ou taxes frappant l'importation qui dépasserait le contingent, le gouvernement qui prendra cette mesure devra :

a) Faire connaître par voie de publication le contingent total de l'article dont l'importation ou la vente est autorisée, ou l'est moyennant paiement de droits ou taxes moins élevés, durant une période déterminée, ainsi que toute modification de ce contingent ;

b) A moins qu'il n'en soit convenu autrement d'un commun accord, allouer à l'autre pays, pour ladite période, une part du contingent total initial ou ultérieurement modifié proportionnellement égale à celle que constituaient ses importations dans le volume total

des importations de cet article au cours d'une période précédente qui sera déterminée de manière à permettre une attribution juste et équitable à l'autre pays ; et

c) Faire connaître par voie de publication la répartition du contingent entre les divers pays exportateurs et en tout temps renseigner, sur demande, le gouvernement de l'autre pays sur la quantité de tout article contingenté récolté, produit ou fabriqué dans chaque pays exportateur, qui aura été importée ou vendue ou pour laquelle des licences ou permis d'importation ou de vente auront été accordés.

2. Ni la Finlande ni les Etats-Unis d'Amérique ne régleront au moyen de licences d'importation ou de permis délivrés à des particuliers ou à des organisations, le montant total des importations dans leurs territoires ou la vente à l'intérieur de ceux-ci d'un article intéressant l'autre pays, sans avoir fixé préalablement la quantité totale dudit article dont l'importation ou la vente seront autorisées durant une période de contingentement de trois mois au moins, et sans avoir publié, avant leur mise en vigueur, les règles relatives à la délivrance de ces licences ou permis.

Article IX.

Au cas où le Gouvernement de la Finlande ou le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique établiraient ou maintiendraient un monopole des importations, de la production ou de la vente d'une marchandise donnée, ou accorderaient à une ou plusieurs organisations des privilèges exclusifs, de droit ou de fait, pour l'importation, la production ou la vente d'une marchandise donnée, le gouvernement du pays qui établirait ou maintiendrait ce monopole ou qui accorderait ces privilèges, s'engage à assurer au commerce de l'autre pays un traitement juste et équitable en ce qui concerne les achats effectués à l'étranger par ce monopole ou ces organisations. Dans ce but, il est convenu que dans les achats à l'étranger d'un produit quelconque, un monopole ou une organisation de ce genre ne se laissera influencer que par des considérations telles que celles du prix, de la qualité, des possibilités d'écoulement et des conditions de vente qui seraient ordinairement envisagées par une entreprise commerciale privée soucieuse uniquement d'acheter le produit aux conditions les plus favorables.

Article X.

La Finlande et les Etats-Unis s'accordent l'un à l'autre les avantages tarifaires et autres prévus dans le présent accord sous condition que le gouvernement de l'un des pays, s'il établit ou maintient, directement ou indirectement, une forme quelconque de contrôle des devises, exercera ce contrôle de manière à assurer aux nationaux et au commerce de l'autre pays une part juste et équitable dans l'attribution des devises.

En ce qui concerne les devises mises à la disposition des intéressés pour des transactions commerciales, il est convenu que le gouvernement de chacun des pays, dans l'exercice de toute forme de contrôle des devises, s'inspirera du principe suivant, à savoir que, pour autant qu'il sera possible de l'établir, la part attribuée à l'autre pays dans le total des devises disponibles, ne sera pas inférieure à celle qui servait, au cours d'une période antérieure typique, avant l'établissement de tout contrôle des devises, au règlement des obligations commerciales envers les nationaux de cet autre pays.

Le gouvernement de chaque pays examinera avec bienveillance toutes les réclamations que pourrait présenter l'autre gouvernement au sujet de l'application des dispositions de cet article.

Article XI.

En ce qui concerne : 1^o les droits ou taxes de douane de toute sorte frappant l'importation ou l'exportation ou perçus à l'occasion de celles-ci, 2^o le mode de perception de ces droits ou taxes, 3^o toutes les règles et formalités relatives à l'importation ou à l'exportation, et 4^o tous les lois ou règlements concernant la vente ou l'emploi, à l'intérieur du pays, de marchandises importées, tout avantage, faveur, privilège ou immunité qui aurait été ou qui serait accordé ultérieurement par la Finlande ou par les Etats-Unis d'Amérique à un article originaire d'un tiers pays ou destiné

à celui-ci, sera accordé immédiatement et sans conditions aux articles similaires provenant des Etats-Unis d'Amérique ou de la Finlande, respectivement, ou destinés à ces pays.

Les dispositions du premier paragraphe de cet article ne s'appliqueront pas :

1^o Au régime accordé par les Etats-Unis d'Amérique au commerce de Cuba en vertu des dispositions de la Convention commerciale conclue par les Etats-Unis et Cuba le 11 décembre 1902 ou de toute autre convention commerciale qui pourrait être ultérieurement conclue par les Etats-Unis avec Cuba, ni aux avantages que s'accordent actuellement ou que pourraient s'accorder ultérieurement les uns aux autres les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions ou la zone du Canal de Panama, ou qu'ils accordent ou pourraient accorder à la République de Cuba. Cette disposition continuera à s'appliquer à tous les avantages accordés présentement ou à l'avenir aux îles Philippines par les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions ou la zone du Canal de Panama, nonobstant tous changements qui pourraient se produire dans le statut politique des îles Philippines ;

2^o Aux avantages que l'un ou l'autre des pays a accordés ou pourra accorder aux Etats voisins en vue de faciliter le trafic local ;

3^o Au traitement que la Finlande accorde ou pourra accorder ultérieurement au commerce de l'Estonie.

Article XII.

Il ne sera infligé, en Finlande et aux Etats-Unis d'Amérique, que des pénalités nominales en matière d'importations d'articles récoltés, produits ou fabriqués dans l'autre pays, lorsque l'infraction sera attribuable à des erreurs dans les documents constituant manifestement des erreurs d'écriture, ou lorsque la bonne foi du contrevenant pourra être établie.

Le gouvernement de chacun des pays examinera avec bienveillance et, si la demande lui en est faite, acceptera de discuter les réclamations que l'autre gouvernement pourrait présenter concernant l'application des règlements de douane, les restrictions quantitatives ou leurs modalités d'application, l'observation des formalités de douane et l'application des lois sanitaires et des règlements destinés à protéger la vie humaine ou celle des animaux ou des plantes.

Au cas où le gouvernement d'un des pays présenterait des réclamations au gouvernement de l'autre pays concernant l'application d'une loi sanitaire ou d'un règlement destiné à protéger la vie humaine ou celle des animaux ou des plantes, et si une entente n'intervenait pas à ce sujet, on nommerait, à la requête de l'un des deux gouvernements, une commission d'experts techniques comprenant des représentants des deux gouvernements, qui aurait pour tâche d'examiner la question et de soumettre des recommandations aux deux gouvernements.

Article XIII.

S'il se produit une modification considérable du cours du change entre la monnaie de la Finlande et celle des Etats-Unis d'Amérique, le gouvernement de chacun des pays pourra, à son gré, s'il estime que cette modification est de nature à nuire aux industries ou au commerce du pays, proposer l'ouverture de négociations en vue de modifier le présent accord ou mettre fin à ce dernier dans sa totalité moyennant préavis de trente jours par écrit.

Article XIV.

Les lois, les règlements des autorités administratives et les décisions des autorités administratives et judiciaires de la Finlande ou des Etats-Unis d'Amérique, respectivement, relatifs à la classification douanière des marchandises ou au taux des droits, seront publiés sans retard, de manière à permettre aux intéressés d'en prendre connaissance. Ces lois, règlements et décisions seront appliqués d'une manière uniforme dans tous les ports des pays respectifs, sauf dispositions contraires expressément prévues par la législation des Etats-Unis d'Amérique au sujet des marchandises importées à Porto-Rico.

Article XV.

¶ Sauf dispositions contraires contenues dans le deuxième paragraphe de cet article, les clauses du présent accord relatives au traitement que devront accorder la Finlande et les Etats-Unis d'Amérique, respectivement, au commerce de l'autre pays, ne s'appliqueront pas aux îles Philippines, aux îles Vierges, au Samoa américain, à l'île de Guam ou à la zone du Canal de Panama.

Les dispositions du présent accord relatives au traitement de la nation la plus favorisée s'appliqueront aux articles récoltés, produits ou fabriqués dans tout territoire sous la souveraineté ou l'autorité de la Finlande ou des Etats-Unis d'Amérique, importés de tout territoire ou exportés à destination de tout territoire sous la souveraineté ou l'autorité de l'autre pays. Il est entendu cependant que les dispositions de ce paragraphe ne s'appliquent pas à la zone du Canal de Panama.

Article XVI.

Aucune disposition du présent accord ne devra être interprétée comme s'opposant à l'adoption de mesures interdisant ou restreignant l'exportation ou l'importation de l'or ou de l'argent ou comme s'opposant à l'adoption de mesures que l'un ou l'autre des deux gouvernements estimerait devoir prendre pour réglementer l'exportation ou la vente aux fins d'exportation des armes, munitions ou matériel de guerre et, dans des cas exceptionnels, de toutes autres fournitures militaires.

Sous réserve que l'un des deux pays ne fera pas l'objet, de la part de l'autre pays, d'une discrimination arbitraire par rapport à tous les autres pays étrangers qui se trouvent dans la même situation, les dispositions du présent accord ne s'étendront pas aux règlements d'exécution des lois de police et des lois fiscales de la Finlande ou des Etats-Unis visant des importations dont l'entrée, le transport ou la vente est interdit ou soumis à des restrictions ; ni aux interdictions ou restrictions 1^o imposées pour des motifs moraux ou humanitaires ; 2^o destinées à protéger la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes ; ou 3^o relatives aux articles fabriqués dans les prisons.

Article XVII.

Au cas où le Gouvernement de la Finlande ou le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique adopteraient une mesure ou entreprendraient une action qui, sans être en contradiction avec les termes de cet accord, semblerait, aux yeux du gouvernement de l'autre pays, avoir pour effet d'annuler ou d'affaiblir un des objets du présent accord, le gouvernement qui aurait adopté cette mesure ou entrepris cette action devra examiner les réclamations et les propositions que l'autre gouvernement pourrait lui soumettre en vue de régler la question d'une manière satisfaisante pour les deux Parties. ¶ ¶

Article XVIII.

Aucune disposition du présent accord ne sera considérée comme portant atteinte aux droits et obligations qui découlent du Traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires, signé à Washington le 13 février 1934.

Article XIX.¶

Le présent accord entrera pleinement en vigueur le trentième jour qui suivra son approbation par le Président de la Finlande et sa proclamation par le Président des Etats-Unis d'Amérique ou, si l'approbation et la proclamation ont lieu à des dates différentes, le trentième jour qui suivra la dernière en date de ces deux actions, et il restera ensuite en vigueur pendant

une période de trois ans, sous réserve des dispositions des articles VII et XIII. Le gouvernement de chacun des pays notifiera au gouvernement de l'autre pays la date de son approbation ou de sa proclamation.

Si, six mois au moins avant l'expiration de la période de trois ans précitée, le gouvernement d'un des pays ne notifie pas à l'autre gouvernement son intention de mettre fin au présent accord à l'expiration de la période susmentionnée, l'accord demeurera en vigueur, sous réserve des dispositions des articles VII et XIII, jusqu'à la fin des six mois qui suivront la date à laquelle le gouvernement d'un des pays aura adressé à l'autre gouvernement un préavis de dénonciation.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, en langues anglaise et finnoise, les deux textes faisant également foi, à Washington, D. C., le dix-huit mai mil neuf cent trente-six.

Pour le Président des Etats-Unis d'Amérique :

(Sceau) (L. S.) Cordell HULL.

Pour le Président de la Finlande :

(Sceau) (L. S.) Eero JÄRNEFELT.

LISTE I

Numéro du Tarif finlandais	Désignation des articles	Droits en marks finlandais
28 a)	Saindoux (<i>ihra ja rasva</i>). <i>Note</i> : Les droits ne dépasseront pas 4,00 marks finlandais par kilogramme net sur les importations de saindoux des Etats-Unis, y compris le saindoux neutre, importés par les ports de Helsinki, Turku, Viipuri ou Vaasa, jusqu'à concurrence d'un million de kilogrammes net pour chaque période de 12 mois consécutifs.	
ex 48 b)	Amidon de maïs par kg.	1,00
ex 75 b) 2	Pommes fraîches importées pendant la période du 15 décembre au 15 juin inclusivement par kg.	1,50
ex 75 b) 3	Poires et prunes fraîches ou simplement cuites par kg.	1,00
ex 75 b) 4	Pamplemousses fraîches ou simplement cuites par kg.	0,50
ex 76 b)	Raisins secs et desséchés par kg.	0,50
ex 76 c)	Pruneaux de toutes sortes, secs ou desséchés par kg.	0,70
ex 80	Poires, abricots, pêches et fruits mélangés pour salade, secs, desséchés ou salés par kg.	3,00
ex 147 c)	<i>Note</i> : La proportion de pommes séchées dans les fruits mélangés pour salade ne dépassera pas 15 % du poids total. Ananas en conserve, poires, pêches, abricots, fruits mélangés pour salade, pamplemousses, jus de tomate et asperges, même conservés au sucre, en contenants hermétiquement fermés par kg.	6,50
167	Coton non cardé, même blanchi ou teint	Exempt
305 a)	Sacs, manifestement usagés, en jute	Exempts

Numéro du Tarif finlandais	Désignation des articles	Droits en marks finlandais
ex 462 b)	Films cinématographiques développés par kg.	34,00
ex 468 a)	Cuir laqué en pièces pesant chacune plus d'un kilo net par kg.	16,00
ex 468 b)	Cuir laqué en pièces pesant chacune moins d'un kilo net, mais pas moins de 500 grammes par kg.	20,00
ex 468 c) 3	Cuir laqué en pièces pesant chacune moins de 500 grammes net Droit minimum par kg.	15% <i>ad valorem</i> 26,00
ex 489 b)	Courroies de transmission et de transport en caoutchouc, gutta-percha ou balata, même combinés avec des matières textiles par kg.	14,00
490 a) 1	Pneus pour roues d'automobiles sans jantes de fer (y compris les chambres à air) par kg.	20,00
ex 537	Pupitres et sièges de bureau en plaques de fer ou d'acier, laqués, peints, émaillés, oxydés, bronzés, nickelés ou recouverts d'autres métaux communs, n. s. d., ou en acier inoxydable par kg.	3,00
ex 637	Barres de cuivre même en bottes ou rouleaux, ayant 5 mm. ou plus dans la plus grande dimension de la section transversale, laminées, étirées, forgées ou à profil estampé, mais non autrement ouvrées par kg.	0,30
683 b)	Machines réfrigérantes pesant net 500 kilos ou moins par kg.	2,50
ex 684 a)	Machines réfrigérantes pesant net par pièce plus de 500 kilos, mais pas plus de 2.500 kilos par kg.	1,60
685 a)	Machines réfrigérantes pesant net par pièce plus de 2.500 kilos ; par kilogramme en plus de ce poids par kg.	1,20
	<i>Note</i> : Le traitement douanier actuel des pièces détachées de réfrigérants mécaniques et de machines réfrigérantes reste applicable.	
700 a)	Machines à calculer et caisses enregistreuses par kg.	15,00
700 b)	Machines à écrire et duplicateurs par kg.	10,00
	<i>Ex Note au N° 700</i> : Si l'importateur est en mesure de prouver que les machines rentrant sous le N° 700 a) et b) ne se fabriquent pas en Finlande, le droit sera réduit de 50 %.	
708 a) 1 aa) 2	Automobiles pour personnes, d'une valeur non supérieure à 80.000 marks pièce, lorsque la cylindrée dépasse 1.600 cm ³ , ainsi que les châssis et autres parties n. s. d. pour toutes automobiles pour personnes, ainsi que châssis pour camions automobiles et parties n. s. d. pour ces châssis Droit minimum par kg.	14% <i>ad valorem</i> 3,50
708 a) 1 ab)	Camions automobiles et parties détachées n. s. d. pour ces camions Droit minimum par kg.	14% <i>ad valorem</i> 3,50
708 a) 2	Automobiles pour personnes, d'une valeur supérieure à 80.000 marks, mais non supérieure à 160.000 marks pièce Droit minimum par kg.	21% <i>ad valorem</i> 5,25
708 a) 3	Automobiles pour personnes, d'une valeur supérieure à 160.000 marks pièce Droit minimum par kg.	28% <i>ad valorem</i> 7,00
ex 811 b) 2	Gazoline par kg.	2,00

LISTE II

Note : Les dispositions de la présente liste seront interprétées et prendront effet, et les dispositions complémentaires de la législation douanière des Etats-Unis seront appliquées aux dispositions de cette liste, dans la mesure du possible, comme si chaque disposition de cette liste figurait respectivement dans le texte législatif indiqué dans la colonne qui se trouve à gauche de la désignation des articles.

Au cas où des articles figurant dans cette liste seraient, à la date de la signature du présent accord, passibles de droits de douane supplémentaires ou de droits de douane ordinaires spéciaux, que ces droits soient imposés ou non en vertu du texte législatif indiqué dans la colonne qui se trouve à gauche de la désignation des articles en cause, ces droits spéciaux ou supplémentaires continueront à être perçus, sous réserve de toute réduction indiquée dans cette liste ou prescrite ultérieurement, jusqu'à leur suppression légale, mais ils ne subiront pas d'augmentation.

Paragraphe de la loi douanière des Etats-Unis de 1930	Désignation des articles	Droit appliqué
234 a)	Granit propre à être employé comme pierre pour monuments, pour le pavage ou pour la construction, n. s. d. : Taillé, paré, piqué, bouchardé, charrué ou poli, ou autrement ouvré (y compris les blocs de pavage) Non ouvré, ou non paré, non piqué, non bouchardé, non charrué, non taillé ou non poli <i>Note</i> : On continuera d'appliquer, pendant toute la durée de validité du présent accord, le système actuel de classification douanière du granit propre à être employé comme pierre pour monuments, pour le pavage ou pour la construction, qui n'a été grossièrement équarri que pour en faciliter l'expédition aux Etats-Unis, sous la rubrique « non ouvré, non paré, non piqué, non bouchardé, non charrué, non taillé, non poli », conformément à la règle énoncée dans la décision du Trésor N° 44791—4 (59 décisions du Trésor 850).	30% <i>ad valorem</i> 12 cents $\frac{1}{2}$ par pied cube
372 405	Ecrèmeuses évaluées à plus de \$50 mais pas plus de \$100 pièce Bois contreplaqué consistant totalement ou pour la plus grande partie de sa valeur en bouleau	12 $\frac{1}{2}$ % <i>ad valorem</i> 20% <i>ad valorem</i> ainsi qu'un droit supplémentaire de 5% <i>ad valorem</i>
412 710	Tourniquets entièrement en bois, destinés à l'enroulement du fil, à l'exclusion des bobines Fromage ayant les trous caractéristiques du fromage suisse ou d'Emmenthal, et fromage genre Gruyère	25% <i>ad valorem</i> 5 cents par lb. mais pas moins de 20% <i>ad valorem</i>
1402	Papier-carte, carton pour tentures et carton-pâte, y compris le carton ordinaire et le carton-cuir ou cuir comprimé, non poli (<i>not plate finished</i>), non surcalendré ou non calendré par friction, non laminé au moyen d'une substance adhésive, non couché, non à surface peinte ou teinte, non doublé ou non doublé à la cuve, non repoussé, non imprimé, non décoré ou non orné d'une manière quelconque, non coupé en formes pour la confection de boîtes ou d'autres articles et n. s. d., à l'exception du carton-pâte en rouleaux destiné à la fabrication du carton pour tentures	10% <i>ad valorem</i>

Paragraphe de la loi douanière des Etats-Unis de 1930	Désignation des articles	Droit appliqué
1405	Papier parchemin végétal, quelle que soit sa dénomination	2 cents par lb. et 10% <i>ad valorem</i>
1409	Papier d'emballage n. s. d. :	
	Sulfaté	20% <i>ad valorem</i>
	Autre que sulfaté, à l'exception du papier à base de paille	25% <i>ad valorem</i>
1413	Papier-carte et carton-pâte, y compris le carton ordinaire, le carton-cuir ou cuir comprimé, poli (<i>plate finished</i>), surcalendré ou calendré par friction, laminé au moyen d'une substance adhésive, couché, à surface peinte ou teinte, doublé ou doublé à la cuve, repoussé, imprimé, décoré ou orné d'une manière quelconque, à l'exception du carton-pâte en rouleaux destiné à la fabrication du carton pour tentures.	\$14,50 par tonne de 2.000 lb., mais pas moins de 15% ni plus de 30% <i>ad valorem</i>
1516	Allumettes chimiques ou lucifer de tous genres, par grosse de 144 boîtes ne contenant pas chacune plus de 100 allumettes	17 cents 1/2 par grosse
1604	Ecrémeuses ne valant pas plus de \$ 50 pièce, montées ou non, y compris leurs pièces de rechange	Exemptes
1716	Pâte de bois moulue mécaniquement, pâte de bois chimique, blanchie ou non	Exempte
1772	Papier pour journaux du modèle courant	Exempt

N° 3982.

FINLANDE ET TURQUIE

Accord commercial, avec annexes et protocoles additionnels. Signés à Ankara, le 20 juin 1936.

FINLAND AND TURKEY

Commercial Agreement, with Annexes and Additional Protocols. Signed at Ankara, June 20th, 1936.

N° 3982. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE LA FINLANDE ET LA
TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 20 JUIN 1936.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 26 octobre 1936.

LE GOUVERNEMENT DE FINLANDE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, désireux de faciliter et de développer les échanges commerciaux entre les deux pays, ont convenu ce qui suit :

Article premier.

Les marchandises d'origine turque seront admises à la libre importation en Finlande à l'exception, toutefois, des articles dont l'importation en Finlande est assujettie à un règlement spécial généralement appliqué envers tous les pays.

Article 2.

Les marchandises d'origine finlandaise mentionnées dans la liste I ci-jointe seront admises à la libre importation en Turquie et celles énumérées dans la liste II également ci-jointe, dans les limites des contingents alloués à chaque article sur cette dernière liste.

Il est bien entendu que la Finlande bénéficiera en plus du régime général d'importation en vigueur en Turquie.

Article 3.

Les paiements des échanges commerciaux, intervenus conformément au présent accord, seront effectués suivant les dispositions de l'accord¹ de clearing signé en date d'aujourd'hui.

Article 4.

Les marchandises originaires des deux pays qui seront exportées de part et d'autre, devront être accompagnées d'un certificat d'origine, émis en double exemplaire, selon le modèle ci-annexé, par les autorités compétentes des deux pays. Les duplicata B de ces certificats seront estampillés par le Bureau de douane d'entrée, et remis par ses soins à la Banque d'émission du pays importateur.

Dans le cas d'exportations indirectes, les certificats d'origine peuvent être remplacés par de nouveaux certificats d'origine (A et B), relatifs à une partie de l'envoi et délivrés par le consulat du pays d'origine. Les certificats d'origine ainsi délivrés ne porteront comme valeur que celle échue, d'après les certificats initiaux, à la quantité des marchandises réservées aux pays destinataires. Les dispositions de l'alinéa précédent seront appliquées aussi à ces certificats.

¹ Voir page 135 de ce volume.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3982. — COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN FINLAND AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, JUNE 20TH, 1936.

*French official text communicated by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations.
The registration of this Agreement took place October 26th, 1936.*

THE GOVERNMENT OF FINLAND and THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC, desirous of facilitating and developing commercial exchanges between the two countries, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Goods of Turkish origin shall be accorded free import into Finland with the exception of articles the import of which into Finland is subject to special conditions of universal application to all countries.

Article 2.

Goods of Finnish origin of the kinds specified in List 1 attached shall be accorded free import into Turkey ; goods of Finnish origin of the kinds specified in List 2 attached shall be accorded free import up to the amount of the quotas assigned to each article in the said List.

It is understood that Finland shall have the benefit, in addition, of the same treatment as is generally applicable by Turkey to imports into Turkey.

Article 3.

Payment for commercial transactions under the present Agreement shall be made in accordance with the provisions of the Clearing Agreement² signed this day.

Article 4.

Goods having their origin in either country must be accompanied on export to the other country by a certificate of origin issued in duplicate, in the form hereto annexed, by the competent authority of the exporting country. Duplicates B of these certificates shall be stamped by the Customs office of entry and forwarded by the same to the issue bank of the importing country.

In the case of indirect exports, the certificates of origin may be replaced by new certificates of origin in duplicate copies (A and B), relating to parts of the consignment only, to be issued by the Consulate of the country of origin. The new certificates shall show only the value attaching (according to the particulars stated in the original certificates) to that part of the goods which is destined for the importing country. The provisions of the preceding paragraph shall be applicable equally to certificates of the latter kind.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² See page 135 of this Volume.

Article 5.

Le présent accord est conclu pour une durée d'une année, et entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1936. Il sera renouvelé pour des périodes annuelles par tacite reconduction, s'il n'est pas dénoncé avec un préavis de trois mois.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le 20 juin 1936.

(L. S.) Onni TALAS.

(L. S.) Ş. SARACOLU.

LISTE 1.

Numéro du tarif turc		Numéro du tarif turc	
285	Métiers à tisser en bois, isolateurs d'accumulateurs et leurs accessoires seulement. Avec l'autorisation préalable du Ministère des Douanes et des Monopoles.	379/2 E	Pierre ponce de toutes espèces utilisées seulement dans l'industrie.
286		379/3	
295		464	
303		485	
323 B		487	
C		488	
324 A		505	
326		538 B C	
328 A		552	
330 A		664		Avec l'autorisation préalable du Ministère de l'Agriculture.
331	Seulement papier de journal en rouleau.	709	
334			
340			
342 B			
363			
366 B			
C			
367			
368			
369			
370 B	A l'exception du papier buvard et à filtrer. Avec l'autorisation préalable du Ministère des Douanes et des Monopoles.		
370 C			
371			
372			
373			
379/I D 1, 3, 4			
379/I E			

LISTE 2.

Numéro du tarif turc		Contingents annuels (tonnes)
324 C	.....	250
328 B	.....	50
341 C	.....	300
379/2 C 2	.....	5
379/2 D 3	.....	5
447 A	Seulement les bottes, galoches, souliers de bains et chaussons entièrement en caoutchouc	15

Article 5.

The present Agreement is concluded for a period of one year. It shall come into force on July 1st, 1936, and shall be renewed for periods of one year by tacit consent, unless notice of denunciation is given three months beforehand.

Done at Ankara, in duplicate, this 20th day of June, 1936.

(L. S.) Onni TALAS.

(L. S.) Ş. SARACOGLU.

LIST 1.

Number of Turkish Tariff		Number of Turkish Tariff	
285	Looms in wood, accumulator insulators and accessories therefor. With a permit previously obtained from the Customs and Monopolies Ministry.	379/2 E	Pumice-stone of all kinds used only industrially.
286		379/3	
295		464	
303		485	
323 B		487	
C		488	
324 A		505	
326		538 B C	
328 A		552	
330 A		664		Subject to a permit previously obtained from the Ministry of Agriculture.
331	709		
334			
340			
342 B			
363			
366 B			
C			
367			
368			
369			
370 B	Newsprint in rolls only. Except blotting and "filtering" paper. Subject to permit previously obtained from the Customs and Monopolies Ministry. Only yarns above No. 20.		
370 C			
371			
372			
373			
379/1 D 1, 3, 4			
379/1 E			

LIST 2.

Number of Turkish Tariff		Annual quotas (in tons)
324 C	.....	250
328 B	.....	50
341 C	.....	300
379/2 C 2	.....	5
379/2 D 3	.....	5
447 A	Only boots, galoshes, bath shoes and slippers wholly of rubber	15

CERTIFICAT D'ORIGINE

N^o EXEMPLAIRE A.

Expéditeur : *Destinataire :*
Nom : *Nom :*
Domicile : *Domicile :*
Rue : *Rue :*

N^o EXEMPLAIRE B.

(Cet exemplaire portera le même numéro que l'exemplaire A, sera estampillé par les Douanes et remis à la Banque d'émission du pays importateur).

Expéditeur : *Destinataire :*
Nom : *Nom :*
Domicile : *Domicile :*
Rue : *Rue :*

Nature de la marchandise :
 Mode d'emballage :
 Nombre de colis :
 Marque N^o
 Poids { Brut : kg.
 Net : kg.
 Valeur F.O.B.
 Voie d'expédition :

Nature de la marchandise :
 Mode d'emballage :
 Nombre de colis :
 Marque N^o
 Poids { Brut : kg.
 Net : kg.
 Valeur F.O.B.
 Voie d'expédition :

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine et que ce certificat est délivré conformément aux dispositions de l'Accord commercial entre la Finlande et la Turquie, signé à Ankara, le 20 juin 1936.

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine..... et que ce certificat est délivré conformément aux dispositions de l'Accord commercial entre la Finlande et la Turquie, signé à Ankara, le 20 juin 1936.

Copie certifiée conforme :

Harald Tanner,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

PROTOCOLE ADDITIONNEL I

A L'ACCORD COMMERCIAL ENTRE LA FINLANDE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 20 JUIN 1936.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 4 décembre 1936.

Au moment de procéder à la signature de l'accord commercial en date de ce jour, les Parties contractantes ont convenu ce qui suit :

I. Le Gouvernement de la République s'engage à accorder aux marchandises d'origine finlandaise, comme contre-partie des avantages douaniers accordés par la Finlande à la Turquie dans le protocole additionnel II ci-annexé, les contingents supplémentaires ci-dessous énumérés :

Tarif douanier turc		Quantités annuelles Tonnes
324 C	.....	30
328 A	Papier d'imprimerie ordinaire seulement	50
B	.....	50
341 C	.....	100
447 A	.....	5

CERTIFICATE OF ORIGIN.

No.

COPY B.

(This copy shall bear the same number as Copy A and shall be stamped by the Customs office of entry and forwarded to the issue bank of the importing country).

No. COPY A.

Consignor : Consignee :
 Name : Name :
 Domicile : Domicile :
 Street : Street :

Consignor : Consignee :
 Name : Name :
 Domicile : Domicile :
 Street : Street :

Nature of goods :
 Nature of packing :
 Number of packages :
 Mark No.
 Weight { gross kg.
 { net kg.
 Value F.O.B.
 Route to be followed :

Nature of goods :
 Nature of packing :
 Number of packages :
 Mark No.
 Weight { gross kg.
 { net kg.
 Value F.O.B.
 Route to be followed :

It is hereby certified that the goods above-mentioned are of origin, and that this certificate of origin is issued in accordance with the provisions of the Commercial Agreement between Finland and Turkey signed at Ankara, June 20th, 1936.

It is hereby certified that the goods above-mentioned are of origin, and that this certificate of origin is issued in accordance with the provisions of the Commercial Agreement between Finland and Turkey signed at Ankara, June 20th, 1936.

ADDITIONAL PROTOCOL I

TO THE COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN FINLAND AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, JUNE 20TH, 1936.

French official text communicated by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations. The registration of this Protocol took place December 4th, 1936.

In proceeding to sign the Commercial Agreement of to-day's date, the Contracting Parties have agreed upon the following provisions :

I. The Government of the Turkish Republic undertakes to accord the following supplementary quotas to goods of Finnish origin, in return for the tariff benefits accorded by Finland to Turkey in Additional Protocol II attached, namely :

Number of Turkish Tariff		Annual quotas (in tons)
324 C	.....	30
328 A	Common printing paper only	50
B	.....	50
341 C	.....	100
447 A	.....	5

II. Il est entendu que dans le cas où les avantages douaniers accordés à la Turquie en vertu du protocole additionnel II ci-annexé ne seraient pas approuvés par la Finlande conformément aux dispositions de l'alinéa 2 dudit protocole, la position tarifaire N° 328 A (seulement papier journal en rouleau) inscrite sur la liste I annexée à l'accord commercial en date de ce jour, sera reprise automatiquement à la liste II de cet accord avec un contingent annuel de 2,600 tonnes au maximum.

III. Le présent protocole, qui fait partie intégrante de l'accord commercial signé en date de ce jour, sera appliqué dès la mise en vigueur¹ du protocole additionnel II ci-annexé.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le 20 juin 1936.

Ş. SARACOGLU.

Onni TALAS.

Pour copie conforme :

R. Numelin,

*Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.*

PROTOCOLE ADDITIONNEL II¹

A L'ACCORD COMMERCIAL ENTRE LA FINLANDE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 20 JUIN 1936.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 10 novembre 1936.

Au moment de signer l'accord commercial en date de ce jour, les Parties contractantes sont tombées d'accord sur ce qui suit :

I. Le Gouvernement de Finlande s'engage à faire bénéficier les produits naturels ou fabriqués d'origine turque ci-dessous énumérés, comme contre-partie des contingents supplémentaires alloués par la Turquie à la Finlande dans le protocole additionnel I ci-annexé, des droits ou de pourcentages de réduction suivants :

Position du tarif finlandais	Désignation des marchandises	Droits de douane à percevoir sur les marchandises d'origine turque
ex 76 b)	Raisins, figes	—,50
ex 76 b)	Figes (locoums, layers).	—,25
ex 76 c)	Prunes	—,70
78	Noix	2,—
79 a)	Amandes	1,—
268	Tapis de laine, au plus 180 nœuds par mètre.	35,—
269	Tapis de laine, plus de 180 nœuds par mètre	70,—

2. Le présent protocole entrera en vigueur après avoir reçu l'approbation des organes législatifs de Finlande et suivra les mêmes conditions de validité que l'accord commercial signé en date de ce jour.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le 20 juin 1936.

Onni TALAS.

Ş. SARACOGLU.

¹ Entré en vigueur le 9 octobre 1936.

II. It is understood that, in the event of the tariff benefits accorded to Turkey under Additional Protocol II attached not being approved by Finland as provided in Section 2 of the said Protocol, tariff item No. 328 A (Newsprint in rolls only) in List 1 attached to the Commercial Agreement of to-day's date shall be transferred automatically to List 2 of the said Agreement with an annual quota of not more than 2,600 tons.

III. The present Protocol, which is an integral part of the Commercial Agreement signed this day, shall come into force¹ as soon as Additional Protocol II attached comes into force.

Done at Ankara, in duplicate, this 20th day of June, 1936.

Ş. SARACOGLU.
Onni TALAS.

ADDITIONAL PROTOCOL II¹

TO THE COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN FINLAND AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA,
JUNE 20TH, 1936.

*French official text communicated by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations.
The registration of this Protocol took place November 10th, 1936.*

When proceeding to sign the Commercial Agreement of to-day's date, the Contracting Parties have agreed as follows :

1. The Government of Finland undertakes to give the benefit of the following duties or percentages of reduction to the natural or manufactured products of Turkish origin hereunder enumerated, in return for the supplementary quotas accorded by Turkey to Finland in Additional Protocol I attached, namely :

Number of Finnish Tariff	Specification of goods	Customs duties leviable on goods of Turkish origin
ex 76 (b)	Raisins, figs	0.50
ex 76 (b)	Figs (lokoums, layers)	0.25
ex 76 (c)	Plums	0.70
78	Walnuts	2.—
79 (a)	Almonds.	1.—
268	Woollen carpets not exceeding 180 knots per metre	35.—
269	Woollen carpets exceeding 180 knots per metre	70.—

2. The present Protocol shall come into force after it has been approved by the Finnish legislature, and shall remain in force for the same periods, and subject to the same conditions, as the Commercial Agreement signed this day.

Done at Ankara, in duplicate, this 20th day of June, 1936.

Onni TALAS.
Ş. SARACOGLU.

¹ Came into force October 9th, 1936.



N° 3983.

FINLANDE ET TURQUIE

Accord de clearing, signé à Ankara,
le 20 juin 1936, et échange de
notes y relatif de la même date.

FINLAND AND TURKEY

Clearing Agreement, signed at Anka-
ra, June 20th, 1936, and Exchange
of Notes relating thereto of the
same Date.

N° 3983. — ACCORD¹ DE CLEARING ENTRE LA FINLANDE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 20 JUIN 1936.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 26 octobre 1936.

Afin de faciliter le règlement des paiements entre les deux pays, LE GOUVERNEMENT DE FINLANDE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE ont convenu ce qui suit :

Article premier.

Les contre-valeurs des marchandises d'origine finlandaise importées en Turquie devront être réglées par le versement de la somme due à la Banque centrale de la République de Turquie.

La Banque centrale de la République de Turquie portera les sommes ainsi encaissées au crédit d'un compte « collectif » en « livres sterling », non productif d'intérêt, qui sera ouvert par ses soins au nom de la Banque de Finlande.

Les contre-valeurs des marchandises d'origine turque importées en Finlande devront être réglées par le versement de la somme due à la Banque de Finlande.

La Banque de Finlande portera les sommes ainsi encaissées au crédit d'un compte « collectif » en « livres sterling », non productif d'intérêt, qui sera ouvert par ses soins au nom de la Banque centrale de la République de Turquie.

Si une opération n'est pas facturée en « livres sterling », les encaissements se feront après conversion de la devise en question en livres sterling au dernier cours connu de Londres.

La conversion en Finlande des livres sterling en markkas finlandais ou des markkas finlandais en livres sterling sera effectuée d'après les cours d'achat et de vente de la Banque de Finlande, et la conversion en Turquie des livres sterling en livres turques, ou des livres turques en livres sterling, d'après les derniers cours d'achat et de vente de la Banque centrale de la République de Turquie.

Article 2.

La Banque de Finlande et la Banque centrale de la République de Turquie s'avertiront réciproquement et au jour le jour des versements qui leur seront effectués. Chaque avis d'encaissement portera les mentions de date et d'origine nécessaires pour permettre le paiement au vendeur intéressé.

Les exportateurs des marchandises finlandaises seront payés par la Banque de Finlande, et ceux des marchandises turques par la Banque centrale de la République de Turquie. Les paiements seront effectués dans l'ordre chronologique des versements prévus à l'alinéa précédent et dans les limites des disponibilités des comptes collectifs susvisés.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} juillet 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3983. — CLEARING AGREEMENT² BETWEEN FINLAND AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, JUNE 20TH, 1936.

*French official text communicated by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations.
The registration of this Agreement took place October 26th, 1936.*

With a view to facilitating payments between the two countries, THE GOVERNMENT OF FINLAND and THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Payment for goods of Finnish origin imported into Turkey shall be made to Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankasi (the Central Bank of the Turkish Republic).

The Central Bank of the Turkish Republic shall credit the sums received to a pooled account in pounds sterling, not carrying interest, to be opened in its books in favour of Suomen Pankki (the Bank of Finland).

Payment for goods of Turkish origin imported into Finland shall be made to the Bank of Finland.

The Bank of Finland shall credit the sums received to a pooled account in pounds sterling, not carrying interest, to be opened in its books in favour of the Central Bank of the Turkish Republic.

Where invoices are made out in currencies other than the pound sterling, the foreign currencies in question shall be converted into pounds sterling at the latest available London rate.

The conversion of pounds sterling into Finnish marks or of Finnish marks into pounds sterling in Finland shall be effected at the latest buying and selling rates of the Bank of Finland ; and the conversion of pounds sterling into pounds Turkish or of pounds Turkish into pounds sterling in Turkey shall be effected at the latest buying and selling rates of the Central Bank of the Turkish Republic.

Article 2.

The Bank of Finland and the Central Bank of the Turkish Republic shall advise one another daily of all payments received. Every advice of payments received shall contain particulars as to the date and source of each payment, to enable payment to be made to the vendor concerned.

Exporters of Finnish goods shall be paid by the Bank of Finland, and exporters of Turkish goods by the Central Bank of the Turkish Republic. Payments shall be made in the chronological order of the payments received, to which the preceding paragraph relates, as and when the necessary funds are available in the pooled accounts aforesaid.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force July 1st, 1936.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Les deux banques se transmettront réciproquement la partie « B » estampillée des certificats d'origine, délivrés suivant l'article 4 de l'Accord commercial signé en date d'aujourd'hui, en l'annexant aux avis d'encaissement prévus à cet article.

Article 3.

Les frais et commissions dus par les exportateurs finlandais à leurs représentants en Turquie, ainsi que les frais et commissions dus par les exportateurs turcs à leurs représentants en Finlande, résultant des échanges commerciaux effectués entre les deux pays seront réglés par voie de clearing.

Toutefois, les deux institutions se réservent le droit de vérifier et de contrôler la nature et l'emploi de ces sommes, et si elles représentent réellement la contre-valeur des frais et des commissions ci-haut mentionnés.

Article 4.

Chaque gouvernement prendra en ce qui le concerne les mesures nécessaires pour obliger les importateurs à employer le système de clearing tel qu'il a été exposé dans le présent accord.

Article 5.

Les produits d'origine turque, à l'exception du tabac, pourront faire l'objet de compensation privée avec les produits d'origine finlandaise, sans limitation de quantité pour les produits admis librement en Turquie et jusqu'à concurrence des contingents disponibles pour les produits contingentés dans ce dernier pays.

Les opérations de compensation privée prévues à cet article seront soumises aux formalités en vigueur dans chacun des deux pays.

Article 6.

Afin d'utiliser, en partie ou en totalité, les soldes figurant à leur compte de clearing et faciliter ainsi le bon fonctionnement du présent accord, les deux Parties contractantes pourront, d'un commun accord, réaliser des compensations tripartites avec les pays auxquels elles sont liées par des accords de clearing.

Article 7.

A l'expiration du présent accord les importateurs de l'un des deux pays en faveur duquel un solde subsisterait auprès de l'autre pays, devront continuer à verser la contre-valeur de leurs importations selon les dispositions du présent accord, jusqu'à l'amortissement total des créances correspondant à ce solde.

De même, les contre-valeurs des marchandises importées à crédit au cours de la validité du présent accord et antérieurement à sa résiliation continueront à être versées au compte de clearing.

Article 8.

Le présent accord aura la même validité que celle de l'Accord commercial signé en date d'aujourd'hui et il pourrait être dénoncé dans les mêmes conditions que ledit accord.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le 20 juin 1936.

Onni TALAS.

Ş. SARACOGLU.

Copie certifiée conforme :

Harald Tanner,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

The two Banks shall transmit to one another the stamped B duplicates of the certificates of origin issued in accordance with Article 4 of the Commercial Agreement signed this day, attaching the same to the advices of payment to which the present Article relates.

Article 3.

Payment of costs and commissions due by Finnish exporters to their representatives in Turkey, or by Turkish exporters to their representatives in Finland, in connection with goods transactions, between the two countries shall be made through the clearing, provided always that the two clearing institutions shall be entitled to check the character and control the use of the sums so paid and to satisfy themselves that they represent the true amount of the costs and commissions aforesaid.

Article 4.

Both Governments undertake to take the necessary steps to compel their respective importers to make use of the clearing system for which the present Agreement provides.

Article 5.

Products of Turkish origin other than tobacco may be exchanged in private compensation for objects of Finnish origin, in unlimited quantities in the case of products admitted into Turkey quota-free, and up to the amount of the quotas available in the case of products subject to quota in Turkey.

The private compensation transactions to which the present Article relates shall be subject to the formalities in force in each of the two countries.

Article 6.

The two Contracting Parties shall be entitled by common agreement to arrange for three-party compensation with countries with which they are connected by clearing agreements, as a means of utilising the whole or part of their clearing balances and facilitating the operation of the present Agreement.

Article 7.

On the expiry of the present Agreement the importers of whichever of the two countries has a balance in its favour in the other country shall continue to make payment for their imports in accordance with the provisions of the present Agreement, until such time as the whole of the claims represented by the said balance are liquidated.

Similarly, payment for foods imported on credit during the period covered by the present Agreement, and before the termination of the same, shall continue to be made through the clearing.

Article 8.

The present Agreement shall hold good for the same period as the Commercial Agreement signed this day, and shall be open to denunciation subject to the same conditions as the latter.

Done at Ankara, in duplicate, this 20th day of June, 1936.

Onni TALAS.

Ş. SARACOĞLU.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

LE MINISTRE DE FINLANDE A ANKARA AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE TURQUIE.

ANKARA, le 20 juin 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'Accord¹ commercial entre la Finlande et la Turquie signé le 6 juin 1935, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que pour éviter l'évaluation des comptes prévue aux articles 4 et 5 dudit accord, le Gouvernement de Finlande s'engage à défalquer immédiatement des disponibilités du compte de clearing pour régler en devises librement transférables, la contre-valeur des marchandises d'origine turque, jusqu'à concurrence de 50.000 livres turques, expédiées directement de la Turquie à destination de Finlande. Il reste entendu que ces marchandises seront admises à la libre importation en Finlande à partir du 1^{er} juillet 1936.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Onni TALAS.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE TURQUIE AU MINISTRE DE FINLANDE A ANKARA.

ANKARA, le 20 juin 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la lettre en date de ce jour ainsi conçue :

« Me référant à l'Accord commercial entre la Finlande et la Turquie signé le 6 juin 1935, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que pour éviter l'évaluation des comptes prévue aux articles 4 et 5 dudit accord, le Gouvernement de Finlande s'engage à défalquer immédiatement des disponibilités du compte de clearing pour régler en devises librement transférables, la contre-valeur des marchandises d'origine turque, jusqu'à concurrence de 50.000 livres turques, expédiées directement de la Turquie à destination de Finlande. Il reste entendu que ces marchandises seront admises à la libre importation en Finlande à partir du 1^{er} juillet 1936. »

Je m'empresse de confirmer à Votre Excellence que le Gouvernement de la République turque est entièrement d'accord sur le contenu de la lettre précitée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Ş. SARACOGLU.

Copie certifiée conforme :

Harald Tanner,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

¹ Vol. CLX, page 165, de ce recueil.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

THE FINNISH MINISTER IN ANKARA TO THE TURKISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

ANKARA, *June 20th, 1936.*

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the Commercial Agreement¹ between Finland and Turkey signed on June 6th, 1935, I have the honour to inform Your Excellency that, in order to avoid the necessity of making up the accounts as provided in Articles 4 and 5 of the said Agreement, the Government of Finland undertakes to earmark immediately a sum not exceeding £ T 50,000 from the balance of the clearing account, to be used for payment in freely transferable foreign exchange for goods of Turkish origin up to that amount consigned direct from Turkey to Finland, on the understanding always that the said goods are to be accorded free import into Finland as from July 1st, 1936.

I have the honour to be, etc.

Onni TALAS.

II.

THE TURKISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE FINNISH MINISTER IN ANKARA.

ANKARA, *June 20th, 1936.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter of to-day's date in the following terms :

“ With reference to the Commercial Agreement between Finland and Turkey signed on June 6th, 1935, I have the honour to inform Your Excellency that, in order to avoid the necessity of making up the accounts as provided in Articles 4 and 5 of the said Agreement, the Government of Finland undertakes to earmark immediately a sum not exceeding £ T 50,000 from the balance of the clearing account, to be used for payment in freely transferable foreign exchange for goods of Turkish origin up to that amount consigned direct from Turkey to Finland, on the understanding always that the said goods are to be accorded free import into Finland as from July 1st, 1936.”

I confirm to Your Excellency the Government of the Turkish Republic's entire concurrence in the contents of the letter above quoted.

I have the honour to be, etc.

Ş. SARACOGLU.

¹ Vol. CLX, page 165, of this Series.

N° 3984.

FINLANDE ET POLOGNE

Protocole tarifaire, avec annexe et
protocole final. Signés à Varsovie,
le 16 juillet 1936.

FINLAND AND POLAND

Protocol concerning Tariff Questions,
with Annex and Final Protocol.
Signed at Warsaw, July 16th, 1936.

N^o 3984. — PROTOCOLE ¹ TARIFAIRE ENTRE LA FINLANDE ET LA POLOGNE. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 16 JUILLET 1936.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 26 octobre 1936.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, également désireux de compléter le Traité² de commerce et de navigation entre la Finlande et la Pologne, en date du 10 novembre 1923, ainsi que le Protocole³ tarifaire finno-polonais en date du 30 juin 1934 et le protocole final y annexé, ont résolu de conclure à cet effet un second protocole tarifaire et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Monsieur le D^r Gustave IDMAN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Finlande à Varsovie ;

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Monsieur Jan SZEMBEK, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

I. Les droits de douane polonais pour les marchandises d'origine et en provenance de Finlande, indiqués à la liste ci-annexée, ne dépasseront pas, pendant un an à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent protocole, les taux établis dans cette liste.

II. Le présent protocole sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à Helsinki aussitôt que possible.

Il entrera en vigueur le trentième jour après la date de l'échange des instruments de ratification et sera valable pendant un an à partir de la date de son entrée en vigueur. Si le présent protocole n'est pas dénoncé par une des Hautes Parties contractantes un mois avant l'expiration dudit délai d'un an, il sera prorogé par voie de tacite reconduction pour prendre fin à tout moment dans un délai d'un mois à partir du jour où l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

Il est bien entendu qu'au cas de l'expiration du Traité de commerce et de navigation en date du 10 novembre 1923 et du Protocole tarifaire du 30 juin 1934, le présent protocole prendra fin simultanément.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent protocole tarifaire et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Varsovie, en double exemplaire, le 16 juillet 1936.

(L. S.) K. G. IDMAN.

(L. S.) SZEMBEK.

¹ Entré en vigueur le 20 août 1936.

² Vol. XXIX, page 229, de ce recueil.

³ Vol. CLIII, page 29, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3984. — PROTOCOL ² CONCERNING TARIFF QUESTIONS BETWEEN FINLAND AND POLAND. SIGNED AT WARSAW, JULY 16TH, 1936.

*French official text communicated by the Permanent Delegate a.i. of Finland to the League of Nations.
The registration of this Protocol took place October 26th, 1936.*

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, being equally desirous of supplementing the Treaty ³ of Commerce and Navigation between Finland and Poland, dated November 10th, 1923, as well as the Finno-Polish Tariff Protocol ⁴, dated June 30th, 1934, and the Final Protocol annexed thereto, have resolved to conclude for this purpose a second Tariff Protocol and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

Dr. Gustaf IDMAN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Finland at Warsaw ;

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

Monsieur Jan SZEMBEK, Under-Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

I. The Polish Customs duties on goods originating in and coming from Finland mentioned in the attached list shall not exceed, for a period of one year as from the date of the entry into force of the present Protocol, the rates stipulated in that list.

II. The present Protocol shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Helsinki as soon as possible.

It shall enter into force on the 30th day after the date of the exchange of the instruments of ratification and shall be valid for one year as from the date of its entry into force. If the present Protocol is not denounced by one of the High Contracting Parties one month before the expiration of the said time-limit of one year, it shall be prolonged by tacit consent, and may be terminated at any time at the expiration of one month from the date on which one of the High Contracting Parties shall have notified the other of its intention to terminate it.

It is understood that in the event of the expiration of the Treaty of Commerce and Navigation, dated November 10th, 1923, and of the Tariff Protocol of June 30th, 1934, the present Protocol shall expire simultaneously.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Tariff Protocol and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Warsaw, this 16th day of July, 1936.

(L. S.) K. G. IDMAN.

(L. S.) SZEMBEK.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force August 20th, 1936.

³ Vol. XXIX, page 229, of this Series.

⁴ Vol. CLIII, page 29, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ANNEXE

Position du tarif douanier polonais	Dénomination de la marchandise	Droit de douane par 100 kg. en zlotys
128 p. 3	Fromages : Fromages dits suisses	jusqu'au 31.VII.1937 70,—
ex p. 4	Fromages en emballage original à pâte molle sans croûte dure, nommés « L'Avenir », « Valio », « Windjammer », « Mercur », « La Fayette » et « Koskenlaskija »	jusqu'au 31.VII.1937 70,—
221 ex p. 1	Graisses, huiles — aussi hydrogénées contenant au-dessus de 45 % d'acides gras libres, et acides gras, aussi hydrogénés — les dé- nommés ailleurs exceptés : Produit secondaire « Mäntyöljy » obtenu pendant la production de cellulose, contenant les acides gras au-dessus de 60 % et les acides résineux aux conditions prévues dans le protocole final ci-annexé	5,—
733 ex p. 1	Chaussures en caoutchouc, même avec addition de tissus, cuirs et autres matières communes : Galoches, pesant par paire : a) Au-dessus de 500 gr. jusqu'à 750 gr. b) 500 gr. et moins	250,— pour le contin- gent annuel 90 q. 400,— pour le contin- gent annuel 60 q.
771 p. 1	Bobines pour fils à coudre : Brutes	40,—
799 ex p. 1	Carton à dessin continu estampé : Carton de couleur naturelle, en pâte de bois, d'une épaisseur au-dessus de 1 cm., à dessin continu estampé	16,—
805 p. 1	Carton réuni par compression avec du papier, carton duplex, triplex — même lissé : Non teint	20,—
816 p. 2	Teint Papier buvard, papier à filtrer, pesant au-dessus de 28 g. par 1 m ² : Ne contenant pas de pâte de bois ou en contenant 30 % ou moins : a) Non teint b) Teint	26,— 60,— 70,—
817 p. 1	Papier de toute espèce pesant 28 gr. ou moins par 1 m ² (papier léger) : Non teint	145,—
p. 2	Teint	165,—
1094 p. 2	Machines et appareils de laiterie : Ecrémeuses de lait (centrifuges) : a) A main — pesant par pièce : II. 30 kg. et moins	30,—

ANNEX.

Item in Polish Customs tariff	Description of goods	Customs duty per 100 kg. in zlotys
128 p. 3.	Cheese : Swiss cheese (so called)	Until 31.VII.1937 70.—
ex p. 4	Soft cheeses without hard rind in original packing, called "L'Avenir", "Valio", "Windjammer", "Mercur", "La Fayette", "Koskenlaskija"	Until 31.VII.1937 70.—
221 ex p. I	Fats, oils — including hydrogenated fats and oils containing more than 45 per cent of free fatty acids and fatty acids, also hydrogenated — except those specified elsewhere : "Mäntyöljy", a by-product of cellulose containing over 60 per cent of fatty acids and resinous acids, under conditions prescribed in the Final Protocol annexed hereto	5.—
733 ex p. I	India-rubber footwear, even with the addition of cloth, leather and other common materials : Goloshes, weighing per pair : (a) Over 500 gr. and up to 750 gr. (b) 500 gr. or less	250.— for the annual quota of 90 q. 400.— for the annual quota of 60 q.
771 p. I	Spools for thread : Unworked	40.—
ex 799 p. I	Cardboard with stamped regular design : Cardboard of natural colour, of wood pulp over 1 cm. thick with stamped regular design	16.—
805 p. I	Cardboard prepared with compressed paper, duplex cardboard, triplex cardboard — even glazed : Not dyed	20.—
816 p. 2	Dyed Blotting paper, filter paper weighing over 28 gr. per square metre: Without any wood pulp or with 30 per cent or less of wood pulp : (a) Not coloured. (b) Coloured.	26.— 60.— 70.—
817 p. I	Paper of all kinds weighing 28 gr. or less per square metre (tissue paper) : Not coloured	145.—
p. 2	Coloured	165.—
1094 p. 2	Dairy machines and apparatus : Milk separators (centrifugal) : (a) Hand-worked — weighing per piece : II. 30 kg. or less	30.—

PROTOCOLE FINAL

En se référant au Traité de commerce et de navigation, signé à Varsovie le 10 novembre 1923 entre la Finlande et la Pologne, ainsi qu'au Protocole tarifaire du 30 juin 1934, au Protocole final y annexé et au Protocole tarifaire en date d'aujourd'hui, les deux Hautes Parties contractantes sont convenues, pour la durée desdits traité et protocoles, de ce qui suit :

1^o Le Gouvernement finlandais prend acte que les colis des produits secondaires nommés « mäntyöljy » (pos. 221 ex p. 1 du tarif douanier polonais) seront accompagnés d'un certificat délivré par le producteur, légalisé par la Légation de Pologne à Helsinki et contenant les indications suivantes :

- a) Maison du producteur ;
- b) Marque ou désignation commerciale dudit produit ;
- c) Dénomination de pourcentage de chaque élément dudit produit.

2^o Le Gouvernement polonais consent à restituer l'efficacité de la clause de la nation la plus favorisée concernant les chaussures en caoutchouc (pos. 733 p. 2) d'origine et de provenance de Finlande, l'exclusion de cette clause ayant été prévue dans le Protocole final susvisé du 30 juin 1934.

Le présent protocole final constitue une partie intégrante du protocole tarifaire d'aujourd'hui ; il sera ratifié et aura la même durée que ce dernier protocole tarifaire.

Fait à Varsovie, en double exemplaire, le 16 juillet 1936.

K. G. IDMAN.
SZEMBEK.

Copie certifiée conforme :

Harald Tanner,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

FINAL PROTOCOL.

With reference to the Treaty of Commerce and Navigation signed at Warsaw on November 10th, 1923, between Finland and Poland, as well as to the Tariff Protocol of June 30th, 1934, the Final Protocol annexed thereto and the Tariff Protocol of this day's date, the two High Contracting Parties have agreed as follows for the duration of the said Treaty and Protocols :

(1) The Finnish Government notes that parcels of the by-products named " Mäntyöljy " (Item 221, ex p. 1, of the Polish Customs Tariff) will be accompanied by a certificate issued by the producer and authenticated by the Polish Legation at Helsinki, containing the following particulars :

- (a) Producer's address ;
- (b) Commercial mark or description of the said product ;
- (c) Percentage of each element contained in the said product.

(2) The Polish Government agrees to restore the application of the most-favoured-nation clause to india-rubber shoes (Item 733, p. 2) originating in or coming from Finland, the exclusion of this clause having been provided for in the above-mentioned Final Protocol of June 20th, 1934.

The present Final Protocol constitutes an integral part of to-day's Tariff Protocol ; it shall be ratified and shall have the same duration as this Tariff Protocol.

Done in duplicate at Warsaw, this 16th day of July, 1936.

K. G. IDMAN.
SZEMBEK.

N° 3985.

FINLANDE ET PAYS-BAS

Protocole tarifaire. Signé à Helsinki,
le 25 août 1936.

**FINLAND
AND THE NETHERLANDS**

Protocol concerning Tariff Questions.
Signed at Helsinki, August 25th,
1936.

N° 3985. — PROTOCOLE TARIFAIRE ENTRE LA FINLANDE ET LES
PAYS-BAS. SIGNÉ A HELSINKI, LE 25 AOUT 1936.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 26 octobre 1936.

LE GOUVERNEMENT DE FINLANDE et LE GOUVERNEMENT DES PAYS-BAS, désireux d'intensifier les relations commerciales entre les deux pays et se référant à l'Accord¹ commercial provisoire entre la Finlande et les Pays-Bas conclu à Stockholm et à Helsinki par échange de notes en date du 29 octobre et du 1^{er} novembre 1923, sont convenus des dispositions suivantes :

I. Les produits suivants, originaires des Pays-Bas, bénéficieront, à leur importation en Finlande, dans la période du 1^{er} septembre 1936 au 1^{er} septembre 1937 des droits de douane indiqués ci-dessous :

N° du tarif

91 Oignons à fleurs 10 marks le kilogramme.

92 a) 2 Racines de plantes d'ornement, autres, 10 marks le kilogramme.

ex 108 Biscuits 6 marks le kilogramme.

II. Le Gouvernement des Pays-Bas accorde à la Finlande les contingents d'importation dont il a été convenu séparément.

III. Le présent protocole entrera en vigueur après l'approbation des organes législatifs finlandais. Toutefois, les deux gouvernements se sont mis d'accord pour son application provisoire à partir du 1^{er} septembre 1936.

Fait à Helsinki, en deux exemplaires, le vingt-cinq août mil neuf cent trente-six.

A. HACKZELL.

A. METHÖFER.

Copie certifiée conforme :

Harald Tanner,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

¹ Vol. XXIII, page 33, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3985. — PROTOCOL CONCERNING TARIFF QUESTIONS BETWEEN FINLAND AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT HELSINKI, AUGUST 25TH, 1936.

*French official text communicated by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations.
The registration of this Protocol took place October 26th, 1936.*

THE GOVERNMENT OF FINLAND and THE GOVERNMENT OF THE NETHERLANDS, being desirous of promoting commercial relations between the two countries and having regard to the provisional Commercial Agreement² between Finland and the Netherlands concluded at Stockholm and Helsinki by an exchange of notes dated October 29th and November 1st, 1923, have agreed upon the following provisions :

I. The following products, originating in the Netherlands, shall, on importation into Finland between September 1st, 1936, and September 1st, 1937, be subject to the following Customs duties :

No. of tariff

91	Bulbs, 10 marks per kilogramme.
92(a) 2	Roots of decorative plants, others, 10 marks per kilogramme.
ex 108	Biscuits, 6 marks per kilogramme.

II. The Government of the Netherlands shall grant to Finland the import quotas which have been separately agreed upon.

III. The present Protocol shall come into force after being approved by the Finnish legislative authorities. Nevertheless, the two Governments have agreed to apply it provisionally as from September 1st, 1936.

Done in duplicate at Helsinki, this twenty-fifth day of August, one thousand nine hundred and thirty-six.

A. HACKZELL.

A. METHÖFER.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Vol. XXIII, page 33, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 3986.

FINLANDE ET ITALIE

Accord provisoire pour régler les échanges commerciaux et les paiements y afférents, et protocole additionnel, signés à Rome, le 28 septembre 1936, et échange de notes modifiant l'article 6 de cet accord, Rome, le 26 octobre 1936.

FINLAND AND ITALY

Provisional Agreement regulating Commercial Exchanges and the Payments in respect thereof, and Additional Protocol, signed at Rome, September 28th, 1936, and Exchange of Notes modifying Article 6 of this Agreement, Rome, October 26th, 1936.

N° 3986. — ACCORD PROVISOIRE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ET LE ROYAUME D'ITALIE POUR RÉGLER LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ET LES PAIEMENTS Y AFFÉRENTS. SIGNÉ A ROME, LE 28 SEPTEMBRE 1936.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 26 octobre 1936.

LE GOUVERNEMENT FINLANDAIS et LE GOUVERNEMENT ITALIEN désireux de régler jusqu'à la conclusion d'un accord définitif entre la République de Finlande et le Royaume d'Italie leurs échanges commerciaux et les paiements y afférents, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacun des deux pays admettra par voie autonome, dans la mesure du maximum possible, l'importation des marchandises originaires et en provenance de l'autre pays.

Article 2.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et le Suomen Pankki (Banque de Finlande) sont autorisés à régler en compensation les paiements relatifs aux échanges commerciaux qui seront effectués entre les deux pays à partir du 1^{er} octobre 1936.

Article 3.

En exécution de l'article 2 il sera ouvert auprès de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero un compte sans intérêts en liras italiennes, au nom du Suomen Pankki, compte dans lequel seront crédités les montants en liras versés par les débiteurs italiens en paiement de marchandises finlandaises importées en Italie à partir du 1^{er} octobre 1936.

De même, auprès du Suomen Pankki il sera ouvert au nom de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero un compte sans intérêts en marks finlandais. Dans ce compte seront crédités les montants en marks finlandais versés par les débiteurs finlandais en paiement de marchandises italiennes importées en Finlande à partir du 1^{er} octobre 1936.

Article 4.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et le Suomen Pankki se donneront réciproquement, sans délai, avis des versements reçus des débiteurs respectifs, avec toutes les données nécessaires.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3986. — PROVISIONAL AGREEMENT BETWEEN THE REPUBLIC OF FINLAND AND THE KINGDOM OF ITALY REGULATING COMMERCIAL EXCHANGES AND THE PAYMENTS IN RESPECT THEREOF. SIGNED AT ROME, SEPTEMBER 28TH, 1936.

*French official text communicated by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations.
The registration of this Agreement took place October 26th, 1936.*

THE FINNISH GOVERNMENT and THE ITALIAN GOVERNMENT, being desirous, pending the conclusion of a final agreement between the Republic of Finland and the Kingdom of Italy, of regulating their commercial exchanges and the payments in respect thereof, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Each of the two countries shall of its own accord allow, to the fullest possible extent, the importation of goods originating in and coming from the other country.

Article 2.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Suomen Pankki (Bank of Finland) shall be authorised to settle, by a system of compensation, payments in respect of commercial exchanges between the two countries effected on or after October 1st, 1936.

Article 3.

In execution of Article 2, there shall be opened at the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero an Italian lira non-interest-bearing account in the name of the Suomen Pankki, which account shall be credited with the amounts in lire paid in by Italian debtors for Finnish goods imported into Italy on or after October 1st, 1936.

Similarly, there shall be opened at the Suomen Pankki a Finnish mark non-interest-bearing account in the name of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero. This account shall be credited with the amounts in Finnish marks paid in by Finnish debtors for Italian goods imported into Finland on or after October 1st, 1936.

Article 4.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Suomen Pankki shall notify each other, without delay, of all payments received from debtors in their respective countries, together with all necessary particulars.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Dans l'ordre chronologique des versements susdits et dans la limite des disponibilités existantes dans les comptes visés à l'article 3, l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et le Suomen Pankki sont autorisés à effectuer les paiements aux créanciers respectifs. L'avis de versement équivaut à une autorisation à payer le créancier respectif selon les dispositions du présent accord provisoire.

Les montants ainsi payés seront portés au débit des comptes dont il est question à l'article 3. La conversion en liras et respectivement en marks finlandais des montants à payer sera effectuée, sur la base du change entre la lire italienne et le mark finlandais fixé d'un commun accord, selon ce qui est prévu à la lettre *a*) de l'article 6, en vigueur le jour du paiement.

Article 5.

Chaque avance pour achat de marchandise d'origine italienne ou finlandaise, destinée à être importée en Finlande, respectivement en Italie, sera réglée selon les dispositions du présent accord provisoire.

Pour être admises aux versements en Italie ces avances doivent se référer à une licence d'importation déjà délivrée par les autorités compétentes, être insérées dans le contrat d'achat de la marchandise, et correspondre aux usages commerciaux.

Chacun des deux gouvernements prendra en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour obliger les importateurs et exportateurs respectifs à régler toutes leurs obligations selon les dispositions du présent accord provisoire.

Article 6.

Pour ce qui concerne les versements des importateurs des deux pays, prévus à l'article 3 du présent accord provisoire, la conversion en liras et en marks finlandais se fera d'après les règles suivantes :

a) L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et le Suomen Pankki fixeront d'un commun accord le cours du change entre la lire italienne et le mark finlandais ; ce cours sera appliqué pour la conversion en liras des dettes libellées en marks finlandais, et respectivement, pour la conversion en marks finlandais des dettes libellées en liras.

b) Les dettes libellées en devise autre que la lire et le mark finlandais seront converties en marks finlandais en Finlande et en liras italiennes en Italie aux cours officiels d'Helsinki et de Rome respectivement, le jour précédant celui du versement.

Les changes appliqués en conformité des dispositions visées aux lettres *a*) et *b*) ont un caractère provisoire, le débiteur n'étant libéré de sa dette que lorsque le créancier aura reçu le montant intégral de sa créance. Les versements supplémentaires que le débiteur aurait éventuellement à faire seront également effectués par la voie du clearing.

Article 7.

Les compensations privées déjà approuvées de la part de l'Italie et en cours d'exécution au moment de la signature du présent accord provisoire ne seront pas soumises aux dispositions de l'accord même.

Les nouvelles opérations de compensation privée ne pourront avoir lieu qu'avec le consentement des deux instituts de compensation.

Article 8.

Le présent accord provisoire est applicable seulement aux marchandises qui d'après les dispositions en vigueur dans le pays importateur sont considérées comme marchandises originaires de l'autre pays et ne s'applique pas au trafic des marchandises en transit.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Suomen Pankki shall be authorised to make payments to the creditors concerned, in the chronological order of the above-mentioned payments by debtors and within the limits of the funds available in the accounts specified in Article 3. The notification of payment by a debtor shall carry with it authority to pay the creditor concerned in the manner prescribed in the present provisional Agreement.

The sums thus paid shall be debited to the accounts specified in Article 3.

The conversion into lire or Finnish marks, as the case may be, of the amounts to be paid out shall be effected on the basis of the rate of exchange for Italian lire and Finnish marks, as fixed by mutual agreement in the manner prescribed in Article 6 (a) in force on the date of payment.

Article 5.

All advance payments for the purchase of goods of Italian or Finnish origin to be imported into Finland or Italy, as the case may be, shall be settled under the terms of the present provisional Agreement.

To come within the scope of payments in Italy, such advances must refer to an import licence already issued by the competent authorities ; they must also be provided for in the contract for the purchase of the goods and must comply with commercial usages.

The two Governments shall, each in so far as concerns itself, take such steps as may be necessary to compel the respective importers and exporters to meet all their obligations in the manner provided for in the present provisional Agreement.

Article 6.

As regards the payments to be made by the importers of both countries in accordance with Article 3 of the present provisional Agreement, conversion into lire or Finnish marks shall be governed by the following rules :

(a) The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Suomen Pankki shall fix, by mutual agreement, the rate of exchange to be applied as between the Italian lira and the Finnish mark ; the said rate shall be applied for the conversion into lire of debts expressed in Finnish marks and for conversion into Finnish marks of debts expressed in lire.

(b) Debts expressed in a currency other than lire or Finnish marks shall be converted into Finnish marks in Finland and Italian lire in Italy at the official rates at Helsinki and Rome respectively on the day preceding the day of payment.

Exchange operations effected in accordance with paragraphs (a) and (b) above shall be provisional in character, the debtor not being deemed to have discharged his debt until the creditor shall have received the full amount of his claim. Any supplementary payments which the debtor may be required to make shall likewise be effected through the clearing system.

Article 7.

The private compensation arrangements already approved on behalf of Italy and in operation at the time of signature of the present provisional Agreement shall not be subject to its provisions.

New private compensation transactions shall be permitted only with the consent of both compensation institutions.

Article 8.

The present provisional Agreement shall apply only to goods which, under the laws and regulations in force in the importing country, are deemed to be goods originating in the other country, and it shall not apply to goods traffic in transit.

Article 9.

Le Gouvernement italien et le Gouvernement finlandais s'entendront sur les formes à adopter pour le règlement des dettes italiennes en Finlande et finlandaises en Italie relatives aux échanges commerciaux, effectués entre les deux pays avant la date de l'entrée en vigueur du présent accord provisoire.

Article 10.

Les deux gouvernements se mettront d'accord pour établir les modalités relatives à l'emploi du solde éventuel des comptes visés à l'article 3.

Le solde qui résultera éventuellement en faveur de l'Italie sera tout d'abord utilisé pour le règlement des créances finlandaises arriérées.

En tout cas une première liquidation sera effectuée le 31 mars 1937.

Article 11.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et le Suomen Pankki se mettront d'accord sur les modalités techniques nécessaires à assurer le fonctionnement régulier du présent accord provisoire.

Article 12.

Le présent accord provisoire entrera en vigueur à la date de sa signature et aura effet jusqu'au 31 mars 1937. Il sera considéré renouvelé par tacite reconduction par périodes trimestrielles s'il ne sera pas dénoncé avec un préavis d'un mois.

En foi de quoi on a signé le présent accord provisoire.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 28 septembre 1936.

Pour la Finlande :

H. v. KNORRING.

Walter GRÄSBECK.

Pour l'Italie :

CIANO.

PROCOLE ADDITIONNEL

A L'ACCORD PROVISOIRE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ET LE ROYAUME D'ITALIE.

Au moment de procéder à la signature de l'Accord provisoire pour le règlement des paiements commerciaux entre la Finlande et l'Italie, en date de ce jour, les soussignés sont convenus de ce qui suit :

Ad art. 3 et 9.

Il reste entendu que le prix de vente du soufre et du sel importés de l'Italie en Finlande sera versé en clearing pour être destiné entièrement au règlement des créances finlandaises arriérées.

Article 9.

The Italian Government and the Finnish Government shall agree upon the procedure to be adopted for the settlement of Italian debts in Finland and Finnish debts in Italy arising out of commercial exchanges effected between the two countries prior to the date of the entry into force of the present provisional Agreement.

Article 10.

The two Governments shall agree upon the arrangements to be made to utilise any balance remaining in the accounts mentioned in Article 3.

Any balance which may remain to the credit of Italy shall be used in the first place for the settlement of Finnish claims in arrears.

In any case, a first liquidation shall take place on March 31st, 1937.

Article 11.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Suomen Pankki shall agree upon such technical arrangements as may be necessary to ensure the proper working of the present provisional Agreement.

Article 12.

The present provisional Agreement shall come into force on the date of its signature and shall continue in application until March 31st, 1937. It shall be deemed to be renewed by tacit agreement for quarterly periods unless denounced at one month's notice.

In faith whereof the present provisional Agreement has been signed.

Done at Rome, in duplicate, this 28th day of September, 1936.

On behalf of Finland :

H. v. KNORRING.

Walter GRÄSBECK.

On behalf of Italy :

CIANO.

ADDITIONAL PROTOCOL**TO THE PROVISIONAL AGREEMENT BETWEEN THE REPUBLIC OF FINLAND
AND THE KINGDOM OF ITALY.**

On proceeding to sign the present provisional Agreement of this day's date, regulating commercial payments between Finland and Italy, the undersigned have agreed as follows :

Ad Articles 3 and 9.

It is understood that the sale price of sulphur and salt imported from Italy to Finland shall be paid into the clearing account and used exclusively for the settlement of Finnish claims in arrears.

Ad 10, al. 2.

Il reste entendu que la première liquidation sera effectuée sur la base du solde résultant après qu'auront été effectués, de la part des importateurs italiens et finlandais, tous les paiements relatifs aux importations effectuées dans la période comprise entre le 1^{er} octobre 1936 et le 31 mars 1937.

En foi de quoi on a signé le présent protocole additionnel.

Fait à Rome en double exemplaire, le 28 septembre 1936.

Pour la Finlande :

H. v. KNORRING.

Walter GRÄSBECK.

Pour l'Italie :

CIANO.

Copie certifiée conforme :

Harald Tanner,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

ÉCHANGE DE NOTES

MODIFIANT L'ARTICLE 6 DE L'ACCORD PROVISOIRE DU 28 SEPTEMBRE 1936 POUR RÉGLER LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ET LES PAIEMENTS Y AFFÉRENTS ENTRE LA FINLANDE ET L'ITALIE. ROME, LE 26 OCTOBRE 1936.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 4 décembre 1936.

I.

LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE FINLANDE A ROME AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE.

ROME, le 26 octobre 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'article 6 de l'Accord provisoire entre la Finlande et l'Italie, en date du 28 septembre 1936, j'ai l'honneur, par ordre de mon gouvernement, de demander le consentement du Gouvernement italien à ce que le Suomen Pankki soit autorisé à effectuer la conversion en marks finlandais des dettes, libellées en devises autres que la lire italienne, au dernier cours officiel connu à Helsinki, au lieu d'appliquer le cours officiel du jour précédant celui du versement comme il est prévu à l'alinéa b) dudit article.

Dans le cas où le Gouvernement italien accepterait cette proposition, la présente note et votre réponse consacreront l'accord intervenu à ce sujet entre nos deux pays.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

H. v. KNORRING.

Ad 10, Paragraph 2.

It is understood that the first liquidation shall be effected on the basis of the balance remaining after the Italian and Finnish importers concerned shall have made all the payments due in respect of goods imported during the period October 1st, 1936-March 31st, 1937.

In faith whereof the present Additional Protocol has been duly signed.

Done at Rome, in duplicate, this 28th day of September, 1936.

On behalf of Finland :

H. v. KNORRING.

Walter GRÄSBECK.

On behalf of Italy :

CIANO.

EXCHANGE OF NOTES

MODIFYING ARTICLE 6 OF THE PROVISIONAL AGREEMENT OF SEPTEMBER 28TH, 1936, REGULATING COMMERCIAL EXCHANGES AND PAYMENTS IN RESPECT THEREOF BETWEEN FINLAND AND ITALY. ROME, OCTOBER 26TH, 1936.

French official text communicated by the Permanent Delegate a.i. of Finland to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place December 4th, 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

THE FINNISH CHARGÉ D'AFFAIRES AT ROME TO THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

ROME, October 26th, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to Article 6 of the Provisional Agreement between Finland and Italy dated September 28th, 1936, I am instructed by my Government to request the Italian Government to agree that the Suomen Pankki shall be authorised to convert debts expressed in currencies other than the Italian lira into Finnish marks at the latest known official rate at Helsinki, instead of applying the official rate ruling on the date preceding the date of the payment, as provided in paragraph (b) of the said Article.

Should the Italian Government accept this proposal, the present note and your reply will be deemed to signify that our respective countries are in agreement on this point.

I have the honour to be, etc.

H. v. KNORRING.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE AU CHARGÉ D'AFFAIRES DE FINLANDE A ROME.

ROME, le 26 octobre 1936.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En date d'aujourd'hui vous avez voulu me faire parvenir la note dont la teneur suit :

« Me référant à l'article 6 de l'Accord provisoire entre la Finlande et l'Italie, en date du 28 septembre 1936, j'ai l'honneur, par ordre de mon gouvernement, de demander le consentement du Gouvernement italien à ce que le Suomen Pankki soit autorisé à effectuer la conversion en marks finlandais des dettes, libellées en devises autres que la lire italienne, au dernier cours officiel connu à Helsinki, au lieu d'appliquer le cours officiel du jour précédant celui du versement comme il est prévu à l'alinéa *b*) dudit article.

Dans le cas où le Gouvernement italien accepterait cette proposition, la présente note et votre réponse consacreront l'accord intervenu à ce sujet entre nos deux pays. »

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement italien prend acte de cette note et se déclare d'accord en ce qui concerne sa teneur.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

CIANO.

Pour copie conforme :

R. Numelin,

*Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.*

II.

THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE FINNISH CHARGÉ D'AFFAIRES AT ROME.

ROME, *October 26th*, 1936.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I am in receipt of your note of to-day's date in the following terms :

“ With reference to Article 6 of the Provisional Agreement between Finland and Italy dated September 28th, 1936, I am instructed by my Government to request the Italian Government to agree that the Suomen Pankki shall be authorised to convert debts expressed in currencies other than the Italian lira into Finnish marks at the latest known official rate at Helsinki, instead of applying the official rate ruling on the date preceding the date of the payment, as provided in paragraph (*b*) of the said Article.

Should the Italian Government accept this proposal, the present note and your reply shall be deemed to signify that our respective countries are in agreement on this point. ”

I have the honour to inform you that the Italian Government has duly taken cognisance of this note and declares itself in agreement with its terms.

I have the honour to be, etc.

CIANO.

N° 3987.

FINLANDE ET HONGRIE

Echange de notes comportant un accord relatif à la dispense de l'obligation, pour les ressortissants des deux pays, de l'obtention d'un visa pour entrer en Hongrie ou en Finlande. Helsinki, le 3 avril 1936.

FINLAND AND HUNGARY

Exchange of Notes constituting an Agreement whereby Nationals of the Two Countries are exempted from the Obligation to obtain a Visa for the Purpose of entering Hungary or Finland. Helsinki, April 3rd, 1936.

N^o 3987. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS FINLANDAIS ET HONGROIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA DISPENSE DE L'OBLIGATION, POUR LES RESSORTISSANTS DES DEUX PAYS, DE L'OBTENTION D'UN VISA POUR ENTRER EN HONGRIE OU EN FINLANDE. HELSINKI, LE 3 AVRIL 1936.

Texte officiel français communiqué par le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 30 octobre 1936.

I.

MAGYAR KIRÁLYI KÖVETSÉG.
LÉGATION ROYALE DE HONGRIE.
HELSINKI.
505/1936.

HELSINKI, le 3 avril 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, sous réserve de réciprocité effective, le Gouvernement hongrois dispensera de l'obligation du visa de voyage pour l'entrée en Hongrie, la sortie de Hongrie ou le transit par la Hongrie par toutes voies et frontières, des ressortissants finlandais qui devront toutefois être en possession d'un passeport national régulier dont la production pourra en tout temps leur être réclamée, tant à la frontière qu'à l'intérieur du Royaume.

Il est, d'autre part, entendu :

1. Que la faveur de la dispense du visa hongrois ne s'étend pas aux ressortissants finlandais qui se rendent en Hongrie pour s'y établir ou pour y prendre du travail même temporairement, ni aux personnes qui ne sont pas de nationalité finlandaise, mais auxquelles, par faveur spéciale, il aurait été délivré un titre de voyage finlandais.

Ces deux catégories de personnes restent astreintes à l'obligation du visa consulaire hongrois pour l'entrée en Hongrie.

2. Que tout ressortissant finlandais qui, sans avoir le dessein de s'établir, ou de prendre du travail, voudra séjourner pendant plus de 3 mois dans le Royaume, devra solliciter de l'autorité compétente un permis de séjour.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} mai 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3987. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE FINNISH AND HUNGARIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT WHEREBY NATIONALS OF THE TWO COUNTRIES ARE EXEMPTED FROM THE OBLIGATION TO OBTAIN A VISA FOR THE PURPOSE OF ENTERING HUNGARY OR FINLAND. HELSINKI, APRIL 3RD, 1936.

French official text communicated by the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place October 30th, 1936.

I.

ROYAL HUNGARIAN LEGATION,
HELSINKI.
505/1936.

HELSINKI, April 3rd, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that, on condition of effective reciprocity, the Hungarian Government will exempt Finnish nationals from the obligation to obtain a visa for the purpose of entering Hungary, leaving Hungary or passing through Hungary, by any routes or frontiers ; but Hungarian nationals must for such purposes be in possession of a valid national passport, which they may be required to produce at any time either at the frontier or within the Kingdom.

It is also understood :

1. That the privilege of exemption from the Hungarian visa is not extended to Finnish nationals proceeding to Hungary for the purpose of settling there or taking up employment there, even temporarily, or to persons who are not of Finnish nationality but to whom a Finnish travelling document has been issued as a special favour.

These two classes of persons must obtain the Hungarian consular visa in order to enter Hungary.

2. That any Finnish national who, although he does not intend to settle or take up employment in Hungary, wishes to reside there for more than three months must make application to the competent authority for a residence permit.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force May 1st, 1936.

3. Que les prescriptions en vigueur en Hongrie, concernant le passage de la frontière, l'interdiction de l'entrée du pays à toute personne jugée indésirable, la déclaration d'arrivée à la police, le séjour et l'expulsion des étrangers ne sont pas modifiées par le présent accord et restent applicables aux ressortissants finlandais.

La présente lettre et celle que Votre Excellence voudra bien m'adresser en réponse constitueront l'accord formel des deux gouvernements en la matière, accord qui entrera en application le 1^{er} mai 1936 et qui pourra, en tout temps, être dénoncé par l'une des Parties contractantes moyennant préavis d'un mois.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour vous renouveler les assurances de ma plus haute considération.

S. DE KISH, *m. p.*

Son Excellence
Monsieur A. Hackzell,
Ministre des Affaires étrangères,
Helsinki.

Copie certifiée conforme :
Budapest, le 19 octobre 1936.

Szent Istvány,
Chef de la Section des Traités.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE FINLANDE.
N^o 26769.

HELSINKI, le 3 avril 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, sous réserve de réciprocité effective, le Gouvernement de Finlande dispensera de l'obligation du visa de voyage pour l'entrée en Finlande, la sortie de Finlande ou le transit par la Finlande, par toutes voies et frontières, les ressortissants hongrois qui devront toutefois être en possession d'un passeport national régulier dont la production pourra en tout temps leur être réclamée tant à la frontière qu'à l'intérieur du territoire finlandais.

Il est, d'autre part, entendu :

1. Que la faveur de la dispense du visa finlandais ne s'étend pas aux ressortissants hongrois qui se rendent en Finlande pour s'y établir ou pour y prendre du travail même temporairement, ni aux personnes qui ne sont pas de nationalité hongroise, mais auxquelles, par faveur spéciale, il aurait été délivré un titre de voyage hongrois.

Ces deux catégories de personnes restent astreintes à l'obligation du visa consulaire finlandais pour l'entrée en Finlande.

2. Que tout ressortissant hongrois qui, sans avoir le dessein de s'établir, ou de prendre du travail, voudra séjourner pendant plus de trois mois en Finlande, devra solliciter, de l'autorité compétente un permis de séjour.

3. Que les prescriptions en vigueur en Finlande, concernant le passage de la frontière, l'interdiction de l'entrée du pays à toute personne jugée indésirable, la déclaration d'arrivée

3. That the provisions in force in Hungary concerning the crossing of the frontier, refusal to allow any person deemed undesirable to enter the country, notification of arrival to the police, or the residence and expulsion of foreigners, are not modified by the present Agreement and continue to be applicable to Finnish nationals.

The present letter and the letter which Your Excellency will be good enough to send to me in reply will constitute a formal Agreement between the two Governments in the matter; this Agreement will come into force on May 1st, 1936, and may at any time be denounced by either of the Contracting Parties at one month's notice.

I have the honour to be, etc.

S. DE KISH, *m. p.*

His Excellency Monsieur A. Hackzell,
Minister for Foreign Affairs,
Helsinki.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
OF FINLAND.
No. 26769.

HELSINKI, *April 3rd, 1936.*

SIR,

I have the honour to inform you that, on condition of effective reciprocity, the Government of Finland will exempt Hungarian nationals from the obligation to obtain a visa for the purpose of entering Finland, leaving Finland or passing through Finland, by any routes or frontiers; but Hungarian nationals must for such purposes be in possession of a valid national passport, which they may be required to produce at any time either at the frontier or in Finnish territory.

It is also understood :

1. That the privilege of exemption from the Finnish visa is not extended to Hungarian nationals proceeding to Finland for the purpose of settling there or taking up employment there, even temporarily, or to persons who are not of Hungarian nationality but to whom a Hungarian travelling document has been issued as a special favour.

These two classes of persons must obtain the Finnish consular visa in order to enter Finland.

2. That any Hungarian national who, although he does not intend to settle or take up employment in Finland, wishes to reside there for more than three months must make application to the competent authority for a residence permit.

3. That the provisions in force in Finland concerning the crossing of the frontier, refusal to allow any person deemed undesirable to enter the country, notification of

à la police, le séjour et l'expulsion des étrangers ne sont pas modifiées par le présent accord et restent applicables aux ressortissants hongrois.

La présente lettre et celle que Votre Excellence a bien voulu m'adresser ce jour, pour le même objet, constitueront l'accord formel des deux gouvernements en la matière, accord qui entrera en application le 1^{er} mai 1936 et qui pourra, en tout temps, être dénoncé par l'une des Parties contractantes moyennant préavis d'un mois.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour vous renouveler les assurances de ma haute considération.

A. HACKZELL, *m. p.*

Son Excellence

Monsieur S. de Kish,

Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Hongrie,
Helsinki.

Copie certifiée conforme :

Budapest, le 19 octobre 1936.

Szent Istvány,

Chef de la Section des Traités.

arrival to the police, or the residence and expulsion of foreigners, are not modified by the present Agreement and continue to be applicable to Hungarian nationals.

The present letter and the letter which you have been good enough to send to me this day for the same purpose will constitute a formal Agreement between the two Governments in the matter ; this Agreement will come into force on May 1st, 1936, and may at any time be denounced by either of the Contracting Parties at one month's notice.

I have the honour to be, etc.

A. HACKZELL, *m. p.*

His Excellency Monsieur S. de Kish,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Hungary,
Helsinki.

N° 3988.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET IRAK**

Accord concernant le transfert de la propriété des chemins de fer au Gouvernement de l'Irak, signé à Bagdad, le 31 mars 1936, et échange de notes y relatif de la même date.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND IRAQ**

Agreement regarding the Transfer of the Ownership of the Railways to the 'Iraqi Government, signed at Baghdad, March 31st, 1936, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

No. 3988. — AGREEMENT¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND IRAQ REGARDING THE TRANSFER OF THE OWNERSHIP OF THE RAILWAYS TO THE 'IRAQI GOVERNMENT. SIGNED AT BAGHDAD, MARCH 31ST, 1936.

English and Arabic official texts communicated by the Head of the Permanent Delegation of Iraq to the League of Nations and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place November 2nd, 1936.

Textes officiels anglais et arabe communiqués par le chef de la délégation permanente de l'Irak près la Société des Nations et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 2 novembre 1936.

HIS MAJESTY THE KING OF 'IRAQ
and

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA ;

Being desirous of settling all questions outstanding between them relating to the railway system of 'Iraq ;

Have decided to conclude an Agreement for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF 'IRAQ :

Nouri Pasha EL SA'ID, Minister for Foreign Affairs, Order of the Rafidain I Class Military ; and

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

Sir Archibald John Kerr Clark KERR, Knight Commander of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Baghdad ;

Who, having communicated their full powers, found in due form, have agreed as follows :

Article 1.

All rights possessed by His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland in respect of the ownership of the railway system of 'Iraq (including all lands in the possession or control of the railway administration and reserve and renewal funds) shall be transferred to the 'Iraqi Government. The transfer shall take effect as soon as (1) His Majesty's Government shall have received from the 'Iraqi Government the sum of £400,000 sterling, which is payable twenty days after the entry into force of the present Agreement and (2) the Board of Management provided for in Article 2 has been duly constituted.

Article 2.

1. His Majesty the King of 'Iraq undertakes that for twenty years from the date of the transfer of the railways under Article 1 the management of the railways shall be entrusted to a Board of Management appointed by the 'Iraqi Government. The Board shall consist of five persons, namely,

¹ The exchange of ratifications took place at Baghdad, July 9th, 1936.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bagdad, le 9 juillet 1936.

a Minister of State (who shall be President), the General Manager, and three other persons appointed by the 'Iraqi Government, one of whom shall be a British subject.

2. The Board shall be constituted immediately on the entry into force of this Agreement and shall take over the management as from the date of the transfer of the railways.

Article 3.

The Board of Management referred to in Article 2 shall be constituted and invested by legislation with adequate powers to enable it effectively to control and administer the railways and shall continue for the period of twenty years to possess such powers. The Railway budget shall continue for the same period to be a budget annexed to the general budget.

Article 4.

For a period of twenty years from the date of the transfer of the railways under Article 1, the following posts in the railway shall be filled by British subjects on equitable conditions of service :

- (a) General Manager.
- (b) Inspector-General of Traffic.
- (c) Chief Engineer.
- (d) Assistant to the Chief Engineer.
- (e) Chief Mechanical Engineer.
- (f) Assistant to the Chief Mechanical Engineer.

His Majesty's Government in the United Kingdom will, if requested by the 'Iraqi Government, afford their assistance in the selection of suitable candidates for these posts.

Article 5.

As from the date of the transfer of the railways, the provisions of paragraph 4 of the Notes¹ signed on the 19th day of August, 1930, on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom and the 'Iraqi Government and containing a separate agreement on financial questions concluded in connexion with the Treaty² of Alliance between the High Contracting Parties signed on the 30th June, 1930, shall cease to have effect and the 'Iraqi Government shall accept responsibility for all liabilities relating to the railways which may have already arisen or which may arise in the future. Provided that if any such liability, the subject matter whereof existed before the date of the transfer, does not come to light until after that date, His Majesty's Government in the United Kingdom shall, on being satisfied that that liability has been validly and finally established, refund to the 'Iraqi Government a sum equal to one-fifth of any irrecoverable disbursements which the 'Iraqi Government may have had to make in the discharge of any such liability.

Article 6.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Baghdad as soon as possible. It shall come into force on the date of exchange of ratifications.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done at Baghdad in duplicate, in Arabic and English, of which, in the case of divergence, the English text shall prevail, this eighth day of Muharram, 1355, of the Hidjrah corresponding to the thirty-first day of March, 1936, of the Christian Era.

(L. S.) Nouri SA'ID.

(L. S.) Archibald Clark KERR.

Certified to be a true copy of the original :

T. Mushtag,

Acting Director-General of Foreign Affairs.

¹ Vol. CXVIII, page 231, of this Series.

² Vol. CXXXII, page 363, of this Series.

¹ Vol. CXVIII, page 231, de ce recueil.

² Vol. CXXXII, page 363, de ce recueil.

N° 3988.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

العراق

وزارة الخارجية

اتفاقية

انتقال السكك الحديدية

بين العراق و بريطانيا

صاحب الجلالة ملك العراق

• وصاحب الجلالة ملك بريطانيا العظمى وارلندة والممتلكات
البريطانية وراء البحار وامبراطور الهند .

نظرا الى رغبتهما في حسم جميع المسائل المتعلقة بينهما بشأن نظام
السكك الحديدية في العراق .

قد قررا عقد اتفاقية لهذا الغرض وقد عينا مفوضيهما :

صاحب الجلالة ملك العراق

نوري باشا السعيد وزير الخارجية للمملكة العراقية حامل وسام
الرافدين من الدرجة الاولى ومن النوع العسكري .

وصاحب الجلالة ملك بريطانيا العظمى وارلندة والممتلكات البريطانية
وراء البحار وامبراطور الهند .

عن بريطانيا العظمى وشمالى ارلندة

السر ارشبالد جون كار كلارك كار - حامل وسام القديسين ميخائيل
وجورج الرفيع الشأن من طبقة فارس وقائد . سفير فوق العادة ومفوض
في بغداد .

اللذين بعد ان تبادلوا وثائق تفويضهما فوجداها صحيحة قد اتفقا
على ما يلي :-

المادة الاولى

جميع الحقوق التي لحكومة صاحب الجلالة في المملكة المتحدة
- بريطانيا العظمى وشمالى ارلندة - في ملكية نظام السكك الحديدية في
العراق (بما في ذلك جميع الاراضي التي تحت تصرف او مراقبة ادارة
السكك الحديدية واموال صندوقى الاحتياطي والتجديدات) تنقل الى
الحكومة العراقية . ويجب ان يتم الانتقال حالما (١) تسلم حكومة صاحب
الجلالة البريطانية من الحكومة العراقية المبلغ (٤٠٠) الف باون استرليني
الواجب دفعه خلال عشرين يوما من تاريخ وضع هذه الاتفاقية موضع العمل
و (٢) يتم على الاصول تشكيل مجلس الادارة المنصوص عليه في المادة
الثانية .

المادة الثانية

(١) يتعهد صاحب الجلالة ملك العراق بان تناط ادارة السكك الحديدية بمجلس ادارة توّلفه الحكومة العراقية وذلك لمدة عشرين سنة من تاريخ نقل السكك بمقتضى المادة الاولى . ويتألف المجلس من خمسة اشخاص وهم احد وزراء الدولة (وهو الذي يكون رئيس المجلس) والمدير العام وثلاثة اشخاص آخرين تعينهم حكومة العراق على ان يكون احدهم من رعايا بريطانيا .

(٢) يشكل المجلس فورا بعد تنفيذ هذه الاتفاقية ويأخذ الادارة على عاتقه اعتبارا من تاريخ نقل السكك الحديدية .

المادة الثالثة

يشكل مجلس الادارة المشار اليه في المادة الثانية ويزود بتشريع بصلاحيات كافية تساعده على مراقبة السكك الحديدية وادارتها بصورة فعالة ويستمر لمدة العشرين سنة على التمتع بتلك الصلاحيات وكذلك يستمر لعين المدة على جعل ميزانية السكك الحديدية ميزانية ملحقة بالميزانية العامة .

المادة الرابعة

تشغل المناصب التالية في السكك الحديدية من قبل رعايا بريطانيا بشروط خدمة ملائمة وذلك لمدة عشرين سنة من تاريخ نقل السكك بمقتضى المادة الاولى :-

- (أ) المدير العام .
- (ب) مفتش الثقليات العام .
- (ج) رئيس المهندسين .
- (د) معاون رئيس المهندسين .
- (هـ) رئيس المهندسين الميكانيكيين .
- (و) معاون رئيس المهندسين الميكانيكيين .

وتقوم حكومة صاحب الجلالة في المملكة المتحدة باسداء مساعدتها في اختيار الاشخاص الملائمين لهذه المناصب اذا ما طلبت منها ذلك حكومة العراق .

المادة الخامسة

اعتباراً من تاريخ انتقال السكك الحديدية فإن احكام الفقرة ٤ من المذكرتين الموقع عليهما في اليوم التاسع عشر من شهر آب سنة ١٩٣٠ نيابة عن حكومة صاحب الجلالة في المملكة المتحدة والحكومة العراقية والمتضمنتين اتفاقاً منفرداً حول المسائل المالية الذي تم عقده فيما يتعلق بمعاهدة التحالف المنعقدة بين الفريقين المتعاقدين السامين والممضاة في اليوم الثلاثين من شهر حزيران سنة ١٩٣٠ يبطل مفعولها وتحمل حكومة العراق المسؤولية عن كل التبعات المالية العائدة للسكك الحديدية التي نشأت في الماضي او قد تنشأ في المستقبل على انه اذا لم تظهر اية تبعه من التبعات التي كان موضوعها في حيز الوجود قبل تاريخ الانتقال الا بعد ذلك التاريخ فان على حكومة صاحب الجلالة في المملكة المتحدة بعد ان تقتنع من ثبوت التبعه بصورة مشروعة نهائية ان تعيد للحكومة العراقية مبلغاً معادلاً لخمس (٥/١) النفقات الفعلية التي قد تكون الحكومة العراقية قد اضطرت الي دفعها تسديداً لتبعه ما من تلك التبعات ولا يمكنها استردادها .

المادة السادسة

تبرم هذه الاتفاقية ويتم تبادل وثائق الابرام في بغداد باسرع ما يمكن وتنفذ من تاريخ تبادل وثائق الابرام .
وتأييدا لما تقدم وقع المفوضان على هذه الاتفاقية وختماها
بختيمهما .

كتب بغداد في نسختين بالعربية والانكليزية (ويكون النص الانكليزي عند حصول اختلاف هو النص المعول عليه) في اليوم الثامن من شهر محرم سنة ١٣٥٥ هجرية الموافق لليوم الواحد والثلاثين من شهر آذار سنة ١٩٣٦ ميلادية .

لورى السعيد

آرشيالد كلارك بار

Certified to be a true copy of the original :

T. Mushtag,

Acting Director-General of Foreign Affairs.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

SIR A. CLARK KERR TO NURI PASHA.

BRITISH EMBASSY.

BAGHDAD, *March 31st, 1936.*

YOUR EXCELLENCY,

With regard to the Agreement we have signed to-day relative to the Iraqi Railways, I have the honour to request that you will be so good as to confirm that the following understanding has been reached respecting the personnel of the Railways :

(a) That for the period of 5 years from the date of the transfer the Inspector General of Traffic shall perform the executive duties of Traffic Manager.

(b) That for the period of 10 years from the date of the transfer a British subject shall be employed as Chief Auditor.

(c) That for the period of 5 years from the date of the transfer two British subjects shall be employed as District Engineers.

(d) That if the Iraqi Government should desire to engage the services of non-Iraqi personnel for the Iraqi Railways other than those specified in Article 4 of the said Agreement and in the two preceding sub-paragraphs they will normally engage British subjects, it being understood that the Iraqi Government are free to engage non-British personnel for posts for which suitable British subjects are not available.

I avail, etc.

Archibald Clark KERR.

His Excellency,
Nuri Pasha As-Sa'id,
Minister for Foreign Affairs,
Baghdad.

Authenticated copy.

Baghdad, 23rd July, 1936.

T. Mushtag,

For Acting Minister for Foreign Affairs.

II.

NURI PASHA TO SIR A. CLARK KERR.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

بغداد في ٣١ آذار ١٩٣٦.

يا صاحب الفخامة

عظما على الأتقانية التي وصنا طمها في هذا اليوم المتصلة بنقل

السكك الحد بدية المراقبة وبالإشارة الى مذكرة نخاتكم المؤرخة في ٣١
آذار ١٩٣٦ اتشرف بان ازيد ان قد تم التفاهم الآتي فيما يتعلق بموظفي
السكك الحد بدية:

- أ — يمارس مفتش النقلات العام الصلاحيات الاجرائية المائدة الى منصب
بدير النقلات لمدة ٥ سنوات اعتبارا من تاريخ انتقال السكك الحد بدية .
ب — ان يستخدم احد الرعايا البريطانيين رئيسا لمدققي الحسابات لمدة
(١٠) سنوات من تاريخ الانتقال .
ج — ان يستخدم اثنان من الرعايا البريطانيين بصفة مهندسي مناطق لمدة
(٥) سنوات من تاريخ الانتقال .

د — اذا ارادت الحكومة المراقبة ان تستخدم موظفين غير عراقيين في السكك
الحد بدية المراقبة عدا من نصرتهم في المادة الرابعة من الأتقانية المذكورة
والفقرتين السابقتين من هذه المذكرة فستصين اعتمادها بالرعايا البريطانيين
غير انه من المفهم ان تكون الحكومة العراقية حرة في استخدام غير البريطانيين
في المناصب التي لا يتصل بها الرعايا البريطانيين الملائمون .

نسرى الصميد

فخامة السراشيبالد جون كاركلارك كار

كي ' سي ' ام ' جي

السفير فيق المادة والمفوض لصلح الجلالة البريطانية

في بغداد .

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

BAGHDAD, *March 31st, 1936.*

YOUR EXCELLENCY,

With regard to the Agreement which we have signed to-day relative to the Iraqi Railways, and with reference to Your Excellency's note of 31st March, 1936, I have the honour to confirm that the following understanding has been reached respecting the personnel of the Railways :

(a) That for the period of 5 years from the date of the transfer the Inspector General of Traffic shall perform the executive duties of Traffic Manager.

(b) That for the period of 10 years from the date of the transfer a British subject shall be employed as Chief Auditor.

(c) That for the period of 5 years from the date of the transfer two British subjects shall be employed as District Engineers.

(d) That if the Iraqi Government should desire to engage the services of non-Iraqi personnel for the Iraqi Railways other than those specified in Article 4 of the said Agreement and in the two preceding sub-paragraphs they will normally engage British subjects, it being understood that the Iraqi Government are free to engage non-British personnel for posts for which suitable British subjects are not available.

Noury SA'ID.

His Excellency

Sir Archibald John Kerr Clark Kerr, K.C.M.G.,
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, British Embassy,
Baghdad.

Authenticated copy.

Baghdad, 23rd July, 1936.

T. Mushtag,

For Acting Minister for Foreign Affairs.

¹ Translation of the Iraqi Government.

¹ Traduction du Gouvernement de l'Irak.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3988. — ACCORD ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET L'IRAK CONCERNANT LE TRANSFERT DE LA PROPRIÉTÉ DES CHEMINS DE FER AU GOUVERNEMENT DE L'IRAK. SIGNÉ A BAGDAD, LE 31 MARS 1936.

SA MAJESTÉ LE ROI DE L'IRAK
et

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES,

Désireux de régler toutes les questions concernant le réseau des chemins de fer de l'Irak qui sont encore en suspens entre eux,

Ont décidé de conclure, à cet effet, un accord et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE L'IRAK :

Nouri Pasha EL SA'ID, ministre des Affaires étrangères, Ordre du Rafidain, première classe militaire ; et

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES,

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Sir Archibald John Kerr Clark KERR, commandeur de l'Ordre de Saint-Michel et de Saint-George, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Bagdad ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Tous les droits du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord découlant de la propriété du réseau des chemins de fer de l'Irak (y compris toutes les terres qui se trouvent en la possession ou sous le contrôle de l'administration des chemins de fer, ainsi que les fonds de réserve et de renouvellement) seront transférés au Gouvernement de l'Irak. Le transfert prendra effet aussitôt que : 1^o le Gouvernement de Sa Majesté aura reçu du Gouvernement de l'Irak la somme de 400.000 livres sterling, qui est payable vingt jours après l'entrée en vigueur du présent accord ; et 2^o le Conseil de direction prévu à l'article 2 aura été dûment constitué.

Article 2.

1. Sa Majesté le Roi de l'Irak s'engage à ce que, pendant une période de vingt ans à dater du transfert des chemins de fer prévu à l'article premier, la direction des chemins de fer soit confiée à un Conseil de direction nommé par le Gouvernement de l'Irak. Ce conseil se composera de cinq membres, à savoir : un Ministre d'Etat (qui exercera les fonctions de président), le directeur général et trois autres membres nommés par le Gouvernement de l'Irak et dont l'un sera un ressortissant britannique.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. Le Conseil sera constitué immédiatement après l'entrée en vigueur du présent accord et assumera la direction à partir de la date du transfert des chemins de fer.

Article 3.

Le Conseil de direction mentionné à l'article 2 sera institué par une loi et investi par celle-ci de pouvoirs suffisants pour qu'il puisse diriger et administrer effectivement les chemins de fer ; il continuera à jouir de ces pouvoirs pendant une période de vingt ans. Le budget des chemins de fer continuera pendant la même période à constituer un budget annexe du budget général.

Article 4.

Pendant une période de vingt ans à compter de la date du transfert des chemins de fer prévu à l'article premier, les postes ci-après, dans l'administration des chemins de fer, seront confiés à des ressortissants britanniques, à des conditions d'emploi équitables :

- a) Le poste de directeur général ;
- b) Le poste d'inspecteur général du trafic ;
- c) Le poste d'ingénieur en chef ;
- d) Le poste d'adjoint à l'ingénieur en chef ;
- e) Le poste d'ingénieur-mécanicien en chef ;
- f) Le poste d'adjoint à l'ingénieur-mécanicien en chef.

Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, sur la demande du Gouvernement de l'Irak, prêtera son concours en vue du choix de personnes compétentes pour les postes en question.

Article 5.

A partir de la date du transfert des chemins de fer, les dispositions du paragraphe 4 des Notes signées, le 19 août 1930, au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et du Gouvernement de l'Irak, et renfermant un accord particulier conclu, au sujet des questions financières, en liaison avec le Traité d'alliance du 30 juin 1930 entre les Hautes Parties contractantes, cesseront d'être applicables, et le Gouvernement de l'Irak prendra à sa charge, pour ce qui concerne les chemins de fer, toutes les obligations qui ont déjà été assumées ou qui pourront l'être à l'avenir. Cependant, au cas où l'on n'aurait connaissance qu'après la date dudit transfert d'une obligation quelconque de cette nature dont l'objet existait antérieurement à cette date, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, s'il est établi que cette obligation a été contractée d'une façon régulière et définitive, remboursera au Gouvernement de l'Irak une somme égale à un cinquième de tout montant que le Gouvernement de l'Irak aura dû verser aux fins d'exécution de cette obligation et qui s'avérera irrécouvrable.

Article 6.

Le présent accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Bagdad aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bagdad, en double exemplaire, en langue arabe et en langue anglaise, le texte anglais faisant foi en cas de divergence, le huitième jour de Muharram 1355 de l'Hégire, correspondant au 31 mars 1936 de l'ère chrétienne.

(L. S.) Nouri SA'ID.

(L. S.) Archibald Clark KERR.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

SIR A. CLARK KERR À NOURI PASHA.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

BAGDAD, le 31 mars 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'accord que nous avons signé ce jour relativement au transfert des chemins de fer de l'Irak, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir confirmer que l'arrangement ci-après est intervenu au sujet du personnel des chemins de fer :

a) Pendant une période de cinq années à partir de la date du transfert des chemins de fer, l'inspecteur général du trafic exercera les fonctions administratives de directeur du trafic ;

b) Pendant une période de dix années à partir de la date du transfert, un ressortissant britannique exercera les fonctions de contrôleur principal aux comptes ;

c) Pendant une période de cinq années à partir de la date du transfert, deux ressortissants britanniques exerceront les fonctions d'ingénieur de district ;

d) Au cas où le Gouvernement de l'Irak désirerait confier à un personnel non irakien, dans les chemins de fer de l'Irak, des postes autres que ceux qui sont mentionnés à l'article 4 dudit accord et dans les deux alinéas précédents de la présente note, il engagera normalement des ressortissants britanniques, étant entendu qu'il est loisible au Gouvernement de l'Irak de confier à un personnel non britannique les postes pour lesquels il ne sera pas possible de trouver de ressortissants britanniques compétents.

Veuillez agréer, etc.

Archibald Clark KERR.

Son Excellence,
Nouri Pasha As-Sa'id,
Ministre des Affaires étrangères,
Bagdad.

II.

NOURI PASHA À SIR A. CLARK KERR.

BAGDAD, le 31 mars 1936.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant à l'accord que nous avons signé ce jour relativement au transfert des chemins de fer de l'Irak et à la note de Votre Excellence en date du 31 mars 1936, j'ai l'honneur de confirmer que l'arrangement ci-après est intervenu au sujet du personnel des chemins de fer :

a) Pendant une période de cinq années à partir de la date du transfert des chemins de fer, l'inspecteur général du trafic exercera les fonctions administratives de directeur du trafic ;

b) Pendant une période de dix années à partir de la date du transfert, un ressortissant britannique exercera les fonctions de contrôleur principal aux comptes ;

c) Pendant une période de cinq années à partir de la date du transfert, deux ressortissants britanniques exerceront les fonctions d'ingénieur de district ;

d) Au cas où le Gouvernement de l'Irak désirerait confier à un personnel non irakien, dans les chemins de fer de l'Irak, des postes autres que ceux qui sont mentionnés à l'article 4 dudit accord et dans les deux alinéas précédents de la présente note, il engagera normalement des ressortissants britanniques, étant entendu qu'il est loisible au Gouvernement de l'Irak de confier à un personnel non britannique les postes pour lesquels il ne sera pas possible de trouver de ressortissants britanniques compétents.

Noury SA'ID.

Son Excellence,
Sir Archibald John Kerr Clark Kerr, K.C.M.G.,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,
Ambassade de Grande-Bretagne,
Bagdad.

N° 3989.

ESTONIE ET ITALIE

Accord pour régler les échanges commerciaux entre les deux pays et les paiements y afférents. Signé à Rome, le 6 octobre 1936.

ESTONIA AND ITALY

Agreement for the Regulation of Commercial Exchanges between the Two Countries and Payments in respect thereof. Signed at Rome, October 6th, 1936.

N^o 3989. — ACCORD¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ET LE ROYAUME D'ITALIE POUR RÉGLER LEURS ÉCHANGES COMMERCIAUX ET LES PAIEMENTS Y AFFÉRENTS. SIGNÉ A ROME, LE 6 OCTOBRE 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 2 novembre 1936.

LE GOUVERNEMENT ESTONIEN et LE GOUVERNEMENT ITALIEN désireux de régler leurs échanges commerciaux et les paiements y afférents, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacun des deux pays admettra par voie autonome, dans la mesure du maximum possible, l'importation des marchandises originaires et en provenance de l'autre pays, en tenant compte des courants habituels de leurs échanges.

Article 2.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et l'Eesti Pank sont autorisés à régler en compensation les paiements relatifs aux échanges commerciaux qui seront effectués entre les deux pays à partir de la mise en vigueur du présent accord.

Il est bien entendu que la disposition du présent article sera de même appliquée aux dettes arriérées de la même origine.

Article 3.

En exécution de l'article 2 les versements des débiteurs italiens et estoniens pour marchandises originaires et en provenance d'Estonie, respectivement d'Italie, seront effectués, après la date de l'entrée en vigueur du présent accord, en Italie en liras italiennes auprès de la Banca d'Italia en sa qualité de caissier de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, en Estonie en couronnes estoniennes auprès de l'Eesti Pank.

Article 4.

Auprès de l'Eesti Pank il sera ouvert au nom de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero un compte sans intérêts en couronnes estoniennes.

a) L'Eesti Pank portera au crédit de ce compte les montants qui seront versés par les importateurs estoniens de marchandises italiennes comme prix des marchandises mêmes, selon ce qui est prévu à l'article 3.

¹ Entré en vigueur le 30 octobre 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3989. — AGREEMENT² BETWEEN THE REPUBLIC OF ESTONIA AND THE KINGDOM OF ITALY FOR THE REGULATION OF THEIR COMMERCIAL EXCHANGES AND PAYMENTS IN RESPECT THEREOF. SIGNED AT ROME, OCTOBER 6TH, 1936.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place November 2nd, 1936.

THE ESTONIAN GOVERNMENT and THE ITALIAN GOVERNMENT, being desirous of regulating their commercial exchanges and payments relating thereto, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Each of the two countries will autonomously admit, to the greatest possible extent, the importation of goods originating in and coming from the other country, account being taken of the usual course of their trade.

Article 2.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Eesti Pank are authorised to settle by means of compensation the payments relating to commercial transactions taking place between the two countries as from the coming into force of the present Agreement.

It is understood that the provisions of the present Article shall also be applied to debts in arrears of the same origin.

Article 3.

In pursuance of Article 2 the payments made by Italian and Estonian debtors for goods originating in and coming from Estonia or Italy respectively shall be effected after the date on which the present Agreement comes into force, in Italy in Italian lire to the Banca d'Italia, being the bank of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, and in Estonia in Estonian crowns to the Eesti Pank.

Article 4.

An account in Estonian crowns, not bearing interest, shall be opened in the Eesti Pank in the name of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

(a) The Eesti Pank shall credit this account with the amounts paid by Estonian importers of Italian goods as the cost of the goods themselves in accordance with the provisions of Article 3.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force October 30th, 1936.

b) L'Esti Pank portera au débit du compte susdit les montants des ordres de paiement en couronnes estoniennes que l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero émettra en relation aux versements effectués, d'après les dispositions de l'article 3, par les importateurs italiens de marchandises estoniennes.

Article 5.

Chaque avance pour achat de marchandises d'origine italienne ou estonienne destinées à être importées en Estonie respectivement en Italie, sera réglée selon les dispositions du présent accord.

Pour être admises aux versements ces avances doivent se référer à une licence d'importation déjà délivrée par les autorités compétentes, être insérées dans le contrat d'achat de la marchandise et correspondre aux usages commerciaux.

Article 6.

Chacun des deux gouvernements prendra, en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour obliger les importateurs et les exportateurs respectifs à régler toutes leurs obligations selon les dispositions du présent accord.

Article 7.

En ce qui concerne les versements des importateurs des deux pays, prévus à l'article 3 du présent accord, la conversion en liras et en couronnes estoniennes se fera d'après les règles suivantes :

a) L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et l'Eesti Pank fixeront d'un commun accord le cours du change entre la lire italienne et la couronne estonienne ; ce cours sera appliqué pour la conversion en liras des dettes libellées en couronnes estoniennes et, respectivement, pour la conversion en couronnes estoniennes des dettes libellées en liras.

b) Les dettes libellées en devises autres que la lire et la couronne estonienne seront converties en couronnes estoniennes en Estonie et en liras en Italie respectivement aux cours officiels de la Bourse de Tallinn et de celle de Rome, du jour précédant celui du versement.

Les changes appliqués suivant les dispositions visées aux lettres a) et b) ci-dessus ont un caractère provisoire, le débiteur n'étant libéré de sa dette que lorsque le créancier aura reçu le montant intégral de sa créance. Les versements supplémentaires que le débiteur serait éventuellement tenu à faire seront également effectués par la voie du clearing.

Article 8.

Les paiements aux créanciers des deux pays seront effectués en liras italiennes en Italie et en couronnes estoniennes en Estonie suivant l'ordre chronologique des versements effectués par les débiteurs respectifs et dans la limite des disponibilités existantes.

Il reste entendu que la conversion en couronnes estoniennes des montants en liras versés par les débiteurs italiens aura lieu auprès de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero qui, en conséquence, transmettra à l'Eesti Pank des ordres de paiement en couronnes estoniennes dans la limite des disponibilités du compte en couronnes estoniennes visé à l'article 4.

Pour la conversion en couronnes estoniennes dont il est question ci-dessus l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero appliquera le change entre la lire et la couronne, fixé d'un commun accord d'après les dispositions prévues à la lettre a) de l'article 7, en vigueur le jour de l'émission de l'ordre.

Article 9.

Les compensations privées déjà approuvées et en cours d'exécution au moment de la signature du présent accord, ne seront pas soumises à ses dispositions.

(b) The Eesti Pank shall debit the above-mentioned account with the amounts of the payment orders in Estonian crowns issued by the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero in regard to payments made, in accordance with the provisions of Article 3, by Italian importers of Estonian goods.

Article 5.

Each advance on purchases of goods of Italian or Estonian origin intended to be imported into Estonia or Italy respectively shall be dealt with in accordance with the provisions of the present Agreement.

In order that such advances may be admitted as payments they must relate to an import licence already issued by the competent authorities and must be mentioned in the purchase contract of the goods and correspond to commercial usage.

Article 6.

Each of the two Governments will, as far as it is concerned, take the necessary steps to compel the respective importers and exporters to settle all their obligations in accordance with the provisions of the present Agreement.

Article 7.

As regards payments made by the importers of the two countries as provided in Article 3 of the present Agreement, the conversion into lire and into Estonian crowns shall be carried out in accordance with the following rules :

(a) The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Eesti Pank shall fix by joint agreement the rate of exchange between the Italian lira and the Estonian crown ; this rate shall be applied for conversion into lire of debts expressed in Estonian crowns and for the conversion into Estonian crowns of debts expressed in lire.

(b) Debts expressed in a currency other than the lira or Estonian crown shall be converted into Estonian crowns in Estonia and into lire in Italy at the official rates on the Exchanges at Tallinn and Rome respectively on the day preceding the payment.

The exchanges carried out in accordance with the provisions under (a) and (b) above are provisional in character, the debtor not being discharged from his debt until the creditor has received the full amount of his claim. Any additional payments which the debtor may have to make shall also be carried out by means of clearing arrangements.

Article 8.

Payments to the creditors of the two countries shall be made in Italian lire in Italy and in Estonian crowns in Estonia in the chronological order of payments made by the respective debtors and within the limit of the existing funds.

It is understood that the conversion into Estonian crowns of amounts in lire paid by the Italian debtors shall take place at the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, which shall consequently transmit to the Eesti Pank payment orders in Estonian crowns within the limit of the funds available in the account in Estonian crowns referred to in Article 4.

For the conversion into Estonian crowns referred to above, the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall apply the rate of exchange between the lira and the crown fixed by joint agreement in accordance with the provisions of Article 7 (a), in force on the date when the order is issued.

Article 9.

Private compensation arrangements which have already been approved and are being carried out when the present Agreement is signed shall not be subject to the provisions of the Agreement.

Les nouvelles opérations de compensation privée ne pourront avoir lieu qu'avec le consentement de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esero et de l'Eesti Pank.

Article 10.

Le présent accord est applicable seulement aux marchandises qui d'après les dispositions en vigueur dans le pays importateur sont considérées comme marchandises originaires de l'autre pays et ne s'applique pas au trafic des marchandises en transit.

Article 11.

Les paiements pour marchandises italiennes et estoniennes, en faveur de personnes ou de maisons domiciliées dans le tiers pays devront de même être effectués à travers le clearing, l'obligation du versement à travers le clearing étant établie en tenant compte de la nationalité de la marchandise et non de la nationalité ou du domicile des parties contractantes.

Article 12.

Il est entendu que l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esero et l'Eesti Pank, en leur qualité d'institutions chargées de l'exécution du présent accord sont en tous cas exonérés de toute responsabilité pour ce qui concerne les différences de change, et pour tout dommage éventuel, qui devront être toujours exclusivement réglés entre les débiteurs et les créanciers.

Article 13.

A la fin du présent accord les importateurs du pays en faveur duquel un solde non transféré subsisterait devront continuer à verser la contre-valeur de leurs importations au compte prévu à l'article 4 jusqu'à l'amortissement complet des créances non transférées.

Article 14.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esero et l'Eesti Pank s'entendront sur les modalités techniques nécessaires à assurer le fonctionnement régulier du présent accord.

Article 15.

Le présent accord entrera en vigueur le jour suivant la notification au Gouvernement italien de sa ratification par le Président de la République d'Estonie. Il aura effet jusqu'au 31 décembre 1937 et il sera considéré renouvelé par tacite reconduction par périodes trimestrielles s'il ne sera pas dénoncé avec un préavis d'un mois.

En foi de quoi on a signé le présent accord.

Fait à Rome, en double exemplaire le 6 octobre 1936.

Pour l'Estonie :
R. MICKVITZ.

Pour l'Italie :
G. CIANO.

Fresh transactions of private compensation may only take place with the consent of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Eesti Pank.

Article 10.

The present Agreement is only applicable to goods which, according to the provisions in force in the importing country, are regarded as goods originating in the other country, and it does not apply to goods in transit.

Article 11.

Payments for Italian and Estonian goods in favour of persons or firms domiciled in a third country must also be made through the clearing arrangements, and the obligation to pay in this manner shall take account of the nationality of the goods and not of the nationality or domicile of the contracting parties.

Article 12.

It is understood that the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Eesti Pank in their capacity as institutions responsible for carrying out the present Agreement are in all cases exempt from any responsibility as regards differences in exchange and any loss, such difference or loss being always settled exclusively between the debtors and creditors.

Article 13.

On the termination of the present Agreement the importers of the country in favour of which an untransferred balance exists must continue to pay the value of their imports into the account referred to in Article 4 until the untransferred debts have been entirely paid off.

Article 14.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Eesti Pank shall agree on the necessary technical arrangements for ensuring the proper working of the present Agreement.

Article 15.

The present Agreement shall come into force on the day following the notification of ratification made by the President of the Republic of Estonia to the Italian Government. It shall remain in force until December 31st, 1937, and shall be regarded as renewed by tacit consent for three-monthly periods unless it is denounced with one month's notice.

In faith whereof the present Agreement has been signed.

Done at Rome, in duplicate, this 6th day of October, 1936.

For Estonia :
R. MICKVITZ.

For Italy :
G. CIANO

N° 3990.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET FRANCE**

Convention additionnelle à la Convention d'extradition du 6 janvier 1909. Signée à Paris, le 23 avril 1936.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND FRANCE**

Supplementary Convention to the Extradition Convention of January 6th, 1909. Signed at Paris, April 23rd, 1936.

No. 3990. — SUPPLEMENTARY CONVENTION¹ TO THE EXTRADITION CONVENTION OF JANUARY 6TH, 1909, BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND FRANCE. SIGNED AT PARIS, APRIL 23RD, 1936.

English and French official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Supplementary Convention took place November 3rd, 1936.

THE UNITED STATES OF AMERICA and THE REPUBLIC OF FRANCE, being desirous of completing the list of crimes and offenses on account of which extradition may be granted under the Convention² concluded between the United States and France January 6th, 1909, have resolved to conclude an additional Convention for this purpose and to that end have appointed the following Plenipotentiaries, to wit :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

His Excellency Mr. Jesse Isidor STRAUS, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States of America to the French Republic ;

And THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

His Excellency Mr. Pierre-Etienne FLANDIN, Deputy, Minister for Foreign Affairs ;

Who are in agreement on the following Articles :

Article I.

The following stipulation, forming a paragraph 17, is added to the list of crimes and offenses appearing in Article II of the aforementioned Convention of January 6th, 1909, completed by the additional Convention³ of January 15th, 1929 :

“ Acts classified under the heading of bankruptcy, or punished with the penalties of bankruptcy, by French law, if they constitute a crime or an offense in accordance with the laws of the United States.”

Article II.

The present Convention shall be considered as an integral part of the aforementioned Extradition Convention of January 6th, 1909. The second Article thereof shall be read as if the list of crimes and offenses contained therein had originally comprised the criminal acts under the heading of bankruptcy by French law and provided for in Article I of the present Convention.

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, August 25th, 1936.
Came into force September 24th, 1936.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 102, page 427.

³ Vol. XCII, page 259, of this Series.

N^o 3990. — CONVENTION¹ ADDITIONNELLE A LA CONVENTION D'EXTRADITION DU 6 JANVIER 1909 ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA FRANCE. SIGNÉE A PARIS, LE 23 AVRIL 1936.

Textes officiels anglais et français communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cette convention additionnelle a eu lieu le 3 novembre 1936.

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE et LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE désirant compléter la liste des crimes et délits pour lesquels l'extradition peut être accordée en vertu de la Convention² conclue entre les Etats-Unis et la France, le 6 janvier 1909, ont résolu de conclure une convention additionnelle à cet effet et ont désigné, pour ce faire, les plénipotentiaires ci-après, savoir :

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Son Excellence M. Jesse Isidor STRAUS, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique près le Gouvernement de la République française ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Son Excellence M. Pierre-Etienne FLANDIN, député, ministre des Affaires étrangères³

Lesquels se sont mis d'accord sur les articles ci-après :

Article premier.

La disposition suivante constituant un paragraphe 17 est ajoutée à la liste des crimes et délits figurant à l'article II de ladite Convention du 6 janvier 1909, complétée par la Convention ; additionnelle du 15 janvier 1929 :

« Faits incriminés sous la qualification de banqueroute ou punis des peines de la banqueroute par la législation française, s'ils constituent un crime ou un délit, d'après la législation des Etats-Unis. »

Article II.

La présente convention doit être considérée comme partie intégrante de ladite Convention d'extradition du 6 janvier 1909. Le nouvel article II de cette dernière doit être interprété comme si la liste des crimes et délits qui y sont énumérés avait compris dès l'origine les faits incriminés sous la qualification de banqueroute par la législation française et prévus à l'article premier de la présente convention.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 25 août 1936.
Entrée en vigueur le 24 septembre 1936.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome V, page 374.

³ Vol. XCII, page 259, de ce recueil.

The present Convention shall be ratified and the ratifications exchanged at Paris as soon as possible. It will come into force thirty days after the exchange of ratifications. It will continue in force and will terminate in the same manner as the said Convention of January 6th, 1909.

By virtue of which the present Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate and have thereunto affixed their seals.

Done in duplicate at Paris, on the 23rd of April, 1936.

(Seal) Jesse Isidor STRAUS.

(Seal) P. E. FLANDIN.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Supplementary Convention in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur trente jours après l'échange des ratifications. Elle restera en vigueur et prendra fin dans les mêmes conditions que la Convention du 6 janvier 1909.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en double exemplaire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à Paris le 23 avril 1936.

(Seal) Jesse Isidor STRAUS.

(Seal) P. E. FLANDIN.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Supplementary Convention in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

N° 3991.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET DANEMARK**

Convention additionnelle au Traité
d'extradition du 6 janvier 1902 et
à la Convention additionnelle du
6 novembre 1905. Signée à Wash-
ington, le 6 mai 1936.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND DENMARK**

Supplementary Convention to the
Extradition Treaty of January 6th,
1902, and to the Additional Con-
vention of November 6th, 1905.
Signed at Washington, May 6th,
1936.

No. 3991. — SUPPLEMENTARY CONVENTION ¹ TO THE EXTRADITION TREATY OF JANUARY 6TH, 1902, AND TO THE ADDITIONAL CONVENTION OF NOVEMBER 6TH, 1905, BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND DENMARK. SIGNED AT WASHINGTON, MAY 6TH, 1936.

English and Danish official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Supplementary Convention took place November 3rd, 1936.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND, agreeing to add to the list of extraditable crimes mentioned in Article II of the Treaty² for the extradition of criminals, signed at Washington on January 6th, 1902, and in Article II of the additional Convention³, signed November 6th, 1905, by means of an additional Convention, have to that end appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Cordell HULL, Secretary of State of the United States of America ; and

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

Mr. Otto WADSTED, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Washington ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in due and good form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

In addition to the crimes and offenses mentioned in Article II of the Treaty between the United States of America and Denmark for the extradition of criminals, signed at Washington on January 6th, 1902, and in Article II of the additional Convention signed on November 6th, 1905, extradition shall be granted also for :

Crimes and offenses against the bankruptcy laws, provided the act in the United States of America is punishable as a felony and in Denmark may involve punishment of imprisonment for one year or a more severe penalty.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, September 30th, 1936. Came into force September 30th, 1936.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 95, page 186.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 98, page 666.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N^o 3991. — TILLÆGSKONVENTION¹ OM UDLEVERINGSSPØRGSMÅAL (SUPPLERENDE UDLEVERINGSTRAKTATEN AF 6. JANUAR 1902 OG TILLÆGSKONVENTIONEN AF 6. NOVEMBER 1905) MELLEM AMERIKAS FORENEDE STATER OG DANMARK. UNDERTEGNET I WASHINGTON, DEN 6. MAJ, 1936.

Textes officiels anglais et danois communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cette convention additionnelle a eu lieu le 3 novembre 1936.

AMERIKAS FORENEDE STATERS PRÆSIDENT og HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND, der er enige om ved en Tillægskonvention² at gøre en Tilføjelse til Fortegnelsen over de Forbrydelser, for hvilke Udlevering skal tilstaa, og hvilke er anført i Artikel II i Traktaten angaaende Udlevering af Forbrydere, undertegnet i Washington den 6' Januar 1902 og i Artikel II i Tillægskonventionen³, undertegnet den 6' November 1905, har i dette Øjemed udnævnt til deres Befuldmægtigede :

AMERIKAS FORENEDE STATERS PRÆSIDENT :

Cordell HULL, Amerikas Forenede Staters Statssekretær ; og

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND :

Sin Overordentlige Gesandt og Befuldmægtigede Minister i Washington, Hr. Otto WADSTED ;

Hvilke, efter at have meddelt hinanden deres respektive Fuldmagter, som fandtes i god og behørig Form, er kommet overens om følgende Artikler :

Artikel I.

Foruden de Forbrydelser og Forseelser, der er opregnet i Artikel II i Traktaten mellem Amerikas Forenede Stater og Danmark angaaende Udlevering af Forbrydere, undertegnet i Washington den 6' Januar 1902, og i Artikel II i Tillægskonventionen, undertegnet den 6' November 1905, skal Udlevering tillstaa ogsaa for :

Konkursforbrydelser, forudsat at Handlingen i Amerikas Forenede Stater er strafbar som « felony » og i Danmark kan medføre Straf af Fængsel af et Aar eller strengere Straf.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 30 septembre 1936.
Entrée en vigueur le 30 septembre 1936.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXX, page 637.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXIV, page 716.

Article II.

The present Convention shall be considered as an integral part of the said Extradition Treaty of January 6th, 1902, and shall be ratified according to the respective laws of the two Contracting Parties. The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible.

In testimony whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention both in the English and Danish languages and have affixed their seals to it.

Done in duplicate, at the City of Washington, this sixth day of May, nineteen hundred and thirty-six.

(Seal) Cordell HULL.

(Seal) Otto WADSTED.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Supplementary Convention in all the languages in which it was signed,

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

Artikel II.

Nærværende Konvention skal betragtes som en integrerende Del af nævnte Udleveringstraktat af 6' Januar 1902 og skal ratificeres i Overensstemmelse med de to kontraherende Parters respektive Lovgivning. Ratifikationerne skal udveksles i Washington saa snart som muligt.

Til Bekræftelse heraf har de respektive Befuldmægtigede undertegnet nærværende Konvention baade i det engelske og i det danske Sprog samt forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i Washington i to Eksemplarer den sjette Maj, nitten Hundrede og seks og tredive.

(Seal) Cordell HULL.

(Seal) Otto WADSTED.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Supplementary Convention in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 399I. — CONVENTION ADDITIONNELLE AU TRAITÉ D'EXTRADITION DU 6 JANVIER 1902 ET A LA CONVENTION ADDITIONNELLE DU 6 NOVEMBRE 1905 ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE DANEMARK. SIGNÉE A WASHINGTON, LE 6 MAI 1936.

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE et SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE conviennent de compléter par une convention additionnelle la liste des crimes et délits donnant lieu à extradition et mentionnés à l'article II du Traité d'extradition des criminels, signé à Washington le 6 janvier 1902, et à l'article II de la Convention additionnelle signée le 6 novembre 1905. A cet effet, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Cordell HULL, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ; et

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Otto WADSTED, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Washington ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles ci-après :

Article premier.

Outre les crimes et délits mentionnés à l'article II du Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et le Danemark pour l'extradition des criminels, signé à Washington le 6 janvier 1902, et à l'article II de la Convention additionnelle signée le 6 novembre 1905, donneront également lieu à extradition :

Les infractions aux lois sur la faillite qualifiées crimes et délits, pourvu qu'aux Etats-Unis l'acte soit puni comme « felony » et qu'au Danemark il puisse être puni d'un emprisonnement d'un an ou d'une peine plus rigoureuse.

Article II.

La présente convention sera considérée comme faisant partie intégrante dudit Traité d'extradition du 6 janvier 1902 et sera ratifiée conformément aux lois respectives des deux Parties contractantes. Les instruments de ratification seront échangés à Washington aussitôt que possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en langue anglaise et en langue danoise et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Washington, le 6 mai 1936.

(Sceau) Cordell HULL.

(Sceau) Otto WADSTED.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 3992.

BELGIQUE ET ITALIE

Convention additionnelle étendant, d'une part au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi, et d'autre part à la Cyrénaïque, à la Tripolitaine, à l'Erythrée, à la Somalie italienne et aux îles italiennes de la mer Egée, la Convention d'extradition entre la Belgique et l'Italie du 15 janvier 1875 et les Conventions additionnelles à cette convention des 10 mars 1879, 30 décembre 1881 et 28 janvier 1929. Signée à Rome, le 2 décembre 1935.

BELGIUM AND ITALY

Additional Convention regarding the Application to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi, on the One Hand, and to Cyrenaica, Tripolitania, Eritrea, Italian Somaliland and the Italian Islands of the Ægean Sea, on the Other Hand, of the Extradition Convention of January 15th, 1875, between Belgium and Italy, and of the Additional Conventions to that Convention of March 10th, 1879, December 30th, 1881, and January 28th, 1929. Signed at Rome, December 2nd, 1935.

N^o 3992. — CONVENTION ADDITIONNELLE¹ ÉTENDANT, D'UNE PART AU CONGO BELGE ET AUX TERRITOIRES DU RUANDA-URUNDI, ET D'AUTRE PART A LA CYRÉNAÏQUE, A LA TRIPOLITAINE, A L'ÉRYTHRÉE, A LA SOMALIE ITALIENNE ET AUX ILES ITALIENNES DE LA MER ÉGÉE, LA CONVENTION D'EXTRADITION ENTRE LA BELGIQUE ET L'ITALIE DU 15 JANVIER 1875 ET LES CONVENTIONS ADDITIONNELLES A CETTE CONVENTION DES 10 MARS 1879, 30 DÉCEMBRE 1881 ET 28 JANVIER 1929. SIGNÉE A ROME, LE 2 DÉCEMBRE 1935.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention additionnelle a eu lieu le 5 novembre 1936.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, ayant jugé nécessaire d'appliquer, d'une part, au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi, au sujet desquels la Belgique exerce un mandat au nom de la Société des Nations, d'autre part, en Cyrénaïque, en Tripolitaine, en Erythrée, dans la Somalie italienne et dans les îles italiennes de la mer Egée, la Convention² d'extradition entre la Belgique et l'Italie du 15 janvier 1875 et les Conventions additionnelles à cette convention des 10 mars 1879³, 30 décembre 1881⁴ et 28 janvier 1929⁵, ont nommé dans ce but pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Altesse le Prince Albert DE LIGNE, ambassadeur de Belgique près S. M. le Roi d'Italie ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Le chevalier Benito MUSSOLINI, chef du gouvernement, premier ministre, ministre secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 21 août 1936.
Entrée en vigueur le 21 octobre 1936.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome I, page 169.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome IV, page 708.

⁴ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome VIII, page 446.

⁵ Vol. XCII, page 263, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3992. — ADDITIONAL CONVENTION ² REGARDING THE APPLICATION TO THE BELGIAN CONGO AND TO THE TERRITORIES OF RUANDA-URUNDI, ON THE ONE HAND, AND TO CYRENAICA, TRIPOLITANIA, ERITREA, ITALIAN SOMALILAND AND THE ITALIAN ISLANDS OF THE ÆGEAN SEA, ON THE OTHER HAND, OF THE EXTRADITION CONVENTION OF JANUARY 15TH, 1875, BETWEEN BELGIUM AND ITALY AND OF THE ADDITIONAL CONVENTIONS TO THAT CONVENTION OF MARCH 10TH, 1879, DECEMBER 30TH, 1881, AND JANUARY 28TH, 1929. SIGNED AT ROME, DECEMBER 2ND, 1935.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Additional Convention took place November 5th, 1936.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, deeming it necessary to apply to the Belgian Congo and to the territories of Ruanda-Urundi, for which Belgium exercises a mandate on behalf of the League of Nations, on the one hand, and to Cyrenaica, Tripolitania, Eritrea, Italian Somaliland and the Italian Islands of the Ægean Sea on the other hand, the Extradition Convention ³ between Belgium and Italy of January 15th, 1875, and the Conventions additional to that Convention of March 10th, 1879⁴, December 30th, 1881⁵, and January 28th, 1929⁶, have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Highness Prince Albert DE LIGNE, Ambassador of Belgium to His Majesty the King of Italy ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

Cavaliere Benito MUSSOLINI, Head of the Government, Prime Minister, Minister Secretary of State for Foreign Affairs ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Brussels, August 21st, 1936. Came into force October 21st, 1936.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 66, page 578.

⁴ *British and Foreign State Papers*, Vol. 70, page 591.

⁵ *British and Foreign State Papers*, Vol. 72, page 1000.

⁶ Vol. XCII, page 263, of this Series.

Lesquels, après avoir reconnu leurs pleins pouvoirs en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les dispositions de la Convention d'extradition entre la Belgique et l'Italie du 15 janvier 1875 et les Conventions additionnelles à cette convention des 10 mars 1879, 30 décembre 1881 et 28 janvier 1929 s'appliqueront, d'une part, au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi, d'autre part, à la Cyrénaïque, à la Tripolitaine, à l'Erythrée, à la Somalie italienne et aux îles italiennes de la mer Egée.

Article 2.

La demande d'extradition d'un individu qui s'est réfugié au Congo belge ou dans le Ruanda-Urundi sera faite au gouverneur général du Congo belge par le principal agent consulaire d'Italie dans cette colonie.

S'il s'agit d'un individu réfugié en Cyrénaïque, en Tripolitaine, en Erythrée, dans la Somalie italienne ou aux îles italiennes de la mer Egée, la demande sera faite au gouverneur de la colonie ou des îles par le principal agent consulaire de Belgique dans cette colonie ou dans les îles.

Le gouverneur général ou gouverneur aura toutefois la faculté d'en référer à son gouvernement pour la suite à donner à la demande d'extradition.

La voie indiquée dans les alinéas 1 et 2 ci-dessus est substituée à la voie diplomatique dans tous les cas où celle-ci est requise par la Convention d'extradition du 15 janvier 1875 et les conventions additionnelles à cette convention.

Article 3.

Pour l'application de la Convention du 15 janvier 1875 et des conventions additionnelles à cette convention, y compris la présente convention :

1. Il faut entendre, par

a) Nationaux belges, les citoyens belges et les ressortissants du Congo belge ; sont assimilés aux nationaux belges les ressortissants du Ruanda-Urundi ;

b) Nationaux italiens, les citoyens italiens du Royaume, des Colonies et des îles italiennes de la mer Egée, les ressortissants coloniaux et toutes personnes qui, par leur origine ou par élection, ressortissent des territoires se trouvant sous la souveraineté de l'Etat italien, ainsi que les apatrides qui ont leur résidence sur les territoires mêmes ;

2. Seront considérées comme crimes, les infractions à la loi répressive du Congo belge et du Ruanda-Urundi punissables de plus de 5 ans de servitude pénale et comme délits, celles punissables de plus de 2 mois de servitude pénale ;

3. Seront considérées comme délits, au point de vue de la législation italienne, les infractions aux lois répressives de l'Etat italien punissables par un minimum de 15 jours de réclusion.

Article 4.

Le délai de trois semaines prévu à l'article 10 de la Convention d'extradition belgo-italienne du 15 janvier 1875, est porté à trois mois pour l'application de la présente convention additionnelle.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The provisions of the Extradition Convention between Belgium and Italy of January 15th, 1875, and the Conventions additional to that Convention of March 10th, 1879, December 30th, 1881, and January 28th, 1929, shall apply to the Belgian Congo and to the territories of Ruanda-Urundi on the one hand, and to Cyrenaica, Tripolitania, Eritrea, Italian Somaliland and the Italian Islands of the Ægean Sea on the other hand.

Article 2.

Requisitions for the extradition of persons who have taken refuge in the Belgian Congo or in Ruanda-Urundi shall be made to the Governor-General of the Belgian Congo by the principal consular agent of Italy in that colony.

In the case of persons who have taken refuge in Cyrenaica, Tripolitania, Eritrea, Italian Somaliland or the Italian Islands of the Ægean Sea, requisitions shall be made to the Governor of the Colony or of the Islands by the principal consular agent of Belgium in the Colony or Islands.

The Governor-General or Governor shall, nevertheless, be entitled to refer to his Government for instructions as to the action to be taken in respect of such requisitions for extradition.

The procedure indicated in paragraphs 1 and 2 above shall be substituted for application through the diplomatic channel in all cases in which the latter is required under the Extradition Convention of January 15th, 1875, and the Conventions additional to that Convention.

Article 3.

For the purpose of the application of the Convention of January 15th, 1875, and the Conventions additional to that Convention, including the present Convention :

1. (a) The term "Belgian nationals" shall be held to mean Belgian citizens and *ressortissants* of the Belgian Congo ; the *ressortissants* of Ruanda-Urundi shall be assimilated to Belgian nationals ;

(b) "Italian nationals" shall be held to mean Italian citizens of the Kingdom, of the Colonies and of the Italian Islands of the Ægean Sea, colonial *ressortissants* and all persons who by origin or election are *ressortissants* of the territories under the sovereignty of the Italian State, together with persons without nationality residing in such territories ;

2. Offences against the criminal law of the Belgian Congo and of Ruanda-Urundi punishable with more than five years' penal servitude shall be deemed to be crimes, and offences punishable with more than two months' penal servitude shall be deemed to be delicts ;

3. Offences against the criminal laws of the Italian State punishable with not less than fifteen days' imprisonment shall be deemed to be delicts within the meaning of Italian law.

Article 4.

For the purpose of the application of the present Additional Convention, the period of three weeks provided for in Article 10 of the Extradition Convention concluded by Belgium and Italy on January 15th, 1875, shall be extended to three months.

Article 5.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles, le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur 2 mois après l'échange des ratifications et aura la même durée que la Convention d'extradition du 15 janvier 1875 entre la Belgique et l'Italie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait en double exemplaire à Rome, le 2 décembre 1935.

Albert DE LIGNE.

MUSSOLINI.

Article 5.

The present Convention shall be ratified and the ratifications exchanged at Brussels as soon as possible.

It shall enter into force two months after the exchange of ratifications and shall remain valid for the same period as the Extradition Convention of January 15th, 1875, between Belgium and Italy.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Rome, this 2nd day of December, 1935.

Albert DE LIGNE.

MUSSOLINI.

N° 3993.

ESPAGNE ET FRANCE

Arrangement relatif aux achats de
tabac et à la répression de la
contrebande. Signé à Madrid, le
30 décembre 1935.

SPAIN AND FRANCE

Agreement regarding Purchases of
Tobacco and the Prevention of
Smuggling. Signed at Madrid,
December 30th, 1935.

N^o 3993. — ARRANGEMENT¹ ENTRE L'ESPAGNE ET LA FRANCE
RELATIF AUX ACHATS DE TABAC ET A LA RÉPRESSION DE LA
CONTREBANDE. SIGNÉ A MADRID, LE 30 DÉCEMBRE 1935.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 5 novembre 1936.

Pour l'application des clauses de l'article 20 de l'Arrangement complémentaire de la Convention² de commerce et de navigation du 21 décembre 1935, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE sont convenus des dispositions suivantes :

1^o La Compañía Arrendataria de Tabacos s'engage à acheter annuellement 2.500 tonnes de tabac en feuilles aux Coopératives algériennes aux prix et aux conditions stipulés au contrat passé à la date du présent jour entre la Compañía Arrendataria et le représentant des coopératives.

2^o Le Gouvernement de la République française s'engage :

a) A ne pas permettre l'embarquement de tabacs dans les ports de l'Algérie, de la Corse et du Midi de la France sur des navires de moins de 500 tonneaux de jauge.

b) A soumettre les exportations de tabacs par des navires de 500 tonneaux de jauge et plus aux formalités de l'acquit-à-caution, les certificats de conformité expédiés par les autorités consulaires françaises des ports de destination devant servir expressément à la liquidation de la caution.

c) A soumettre aux mêmes obligations les navires de moins de 500 tonneaux de jauge qui peuvent faire escale, même en cas de force majeure, dans les ports de l'Algérie avec des cargaisons de tabacs manufacturés et qui repartent avec la totalité ou une partie de cette cargaison.

d) A autoriser les bureaux de douane français à se mettre en rapport direct avec les services consulaires d'Espagne ou avec les bureaux de douane espagnols correspondants, dans le but de leur communiquer tous les renseignements en leur possession relativement à la contrebande à destination de l'Espagne.

Fait à Madrid, en double exemplaire, le 30 décembre 1935.

(Firmado) A. DE LENS.

José MARTINEZ DE VELASCO.

Copia certificada conforme :
Madrid, 28 de agosto de 1936.

El Subsecretario,
R. de Ureña.

¹ Entré en vigueur le 4 janvier 1936.

² Vol. CLXVII, page 9, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3993. — AGREEMENT ² BETWEEN SPAIN AND FRANCE REGARDING PURCHASES OF TOBACCO AND THE PREVENTION OF SMUGGLING. SIGNED AT MADRID, DECEMBER 30TH, 1935.

French official text communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Agreement took place November 5th, 1936.

In application of the clauses of Article 20 of the Additional Agreement supplementing the Convention ³ of Commerce and Navigation of December 21st, 1935, THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE SPANISH REPUBLIC have agreed on the following provisions :

1. The Compañía Arrendataria de Tabacos undertakes to purchase annually 2,500 tons of leaf tobacco from the Algerian Co-operative Societies at the prices and on the terms stipulated in the contract concluded on to-day's date between the Compañía Arrendataria and the representative of the Co-operative Societies.
2. The Government of the French Republic undertakes :
 - (a) Not to permit the loading of tobacco in ports in Algeria, Corsica or the south of France on vessels of less than 500 tons burden ;
 - (b) To impose the formalities of the "acquit-à-caution" (excise bond) in the case of exports of tobacco by vessels of 500 tons burden and over, the certificates of conformity issued by the French consular authorities in the ports of destination being for the express purpose of discharging the bond ;
 - (c) To impose the same obligations on vessels of less than 500 tons burden which may call, even in the case of *force majeure*, at ports in Algeria, with a cargo of manufactured tobacco and which leave again with all or part of that cargo ;
 - (d) To authorise the French Customs offices to get into touch direct with the Spanish consular services or with the corresponding Spanish Customs offices, with the object of communicating to them all information in their possession concerning contraband goods intended for Spain.

Done at Madrid, in duplicate, this 30th day of December, 1935.

(Signed) A. DE LENS.

(Signed) José MARTINEZ DE VELASCO.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force January 4th, 1936.

³ Vol. CLXVII, page 9, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 3994.

ESTONIE ET LETTONIE

Echange de notes comportant un accord concernant les indemnités à payer lors de l'aliénation des terrains partagés par la frontière entre les deux pays, avec annexe. Riga, le 6 octobre 1936.

ESTONIA AND LATVIA

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Payment of Indemnities on the Occasion of the Alienation of Estates intersected by the Frontier Line between the Two Countries, with Annex. Riga, October 6th, 1936.

N^o 3994. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESTONIEN ET LETTON COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT LES INDEMNITÉS A PAYER LORS DE L'ALIÉNATION DES TERRAINS PARTAGÉS PAR LA FRONTIÈRE ENTRE LES DEUX PAYS. RIGA, LE 6 OCTOBRE 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 5 novembre 1936.

I.

MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LETTONIE.
RIGA.

N^o B. 710. 3215/36/26854.

RIGA, le 6 octobre 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence en confirmation des pourparlers antérieurs ce qui suit :

Prenant en considération que les Gouvernements de Lettonie et d'Estonie ont décidé, en vertu de l'article 18 de la Convention² entre la Lettonie et l'Estonie au sujet du tracé sur le terrain de la frontière entre les deux Etats, des droits des citoyens de la zone limitrophe et sur la situation des propriétés immobilières partagées par la ligne frontière, signée à Riga le 19 octobre 1920, de procéder à l'expropriation des fonds de terre — parcelles des biens immobiliers partagés par la ligne frontière entre la Lettonie et l'Estonie qui ne sont pas encore liquidées, et

Ayant reconnu désirable pour la sauvegarde des intérêts des ressortissants des deux Etats, de procéder à cette expropriation simultanément et dans des conditions identiques, les Gouvernements de Lettonie et d'Estonie sont convenus de ce qui suit :

I.

Les parcelles aliénables des biens immobiliers séparés par la ligne frontière seront considérées comme expropriées à partir du 1^{er} janvier 1937. Les deux gouvernements s'engagent à promulguer jusqu'à cette date, par voie de législation intérieure, des lois sur l'expropriation desdits fonds de terre.

Remarque. Ne seront pas expropriées les parcelles des biens séparés par la ligne frontière dont l'usage, d'accord avec la remarque à l'article 18 de la Convention du

¹ Entré en vigueur le 6 octobre 1936.

² Vol. XVII, page 189, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3994. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE ESTONIAN AND LATVIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE PAYMENT OF INDEMNITIES ON THE OCCASION OF THE ALIENATION OF ESTATES INTERSECTED BY THE FRONTIER LINE BETWEEN THE TWO COUNTRIES. RIGA, OCTOBER 6TH, 1936.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place November 5th, 1936.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS OF LATVIA,
RIGA.

No. B. 710. 3215/36/26854.

RIGA, October 6th, 1936.

SIR,

Acting under instructions from my Government, I have the honour, in confirmation of previous negotiations, to make to you the following communication :

In view of the fact that the Governments of Latvia and Estonia have decided, under Article 18 of the Convention ³ between Latvia and Estonia regarding the delimitation on the spot of the frontier between the two States, and also regarding the rights of the citizens in the frontier zone and the position of immovable property intersected by the frontier line, signed at Riga on October 19th, 1920, to proceed to the expropriation of such lands comprised within the immovable property intersected by the frontier line between Latvia and Estonia as have not yet been liquidated, and

Recognising that it is desirable, in order to safeguard the interests of the nationals of the two States, to carry out the said expropriation simultaneously and under identical conditions, the Governments of Latvia and Estonia have agreed as follows :

I.

Alienable portions of immovable property intersected by the frontier line shall be deemed to be expropriated as from January 1st, 1937. The two Governments undertake to promulgate prior to that date, by means of internal legislation, laws concerning the expropriation of the said lands.

Note. Portions of properties intersected by the frontier line the utilisation of which, under the Note to Article 18 of the above-mentioned Convention of October 19th, 1920,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force October 6th, 1936.

³ Vol. XVII, page 189, of this Series.

19 octobre 1920 ci-dessus mentionnée, est conféré à leurs propriétaires, l'unité économique des biens respectifs étant conservée.

2.

Aux propriétaires des parcelles expropriées sera payée une indemnité dont le montant sera fixé sur la base du tarif annexé à la présente note. Les paiements de l'indemnité se feront dans l'espace d'un an à partir du 1^{er} janvier 1937.

3.

Le montant de l'indemnité pour chaque parcelle aliénable et le montant total des indemnités pour toutes les parcelles aliénables seront déterminés de commun accord par les représentants des Ministères de l'Agriculture des deux Etats sur la base des dispositions du tarif ci-annexé, chaque Etat devant payer une indemnité pour les parcelles expropriées qui se trouvent dans son territoire.

4.

Le paiement de l'indemnité aux anciens propriétaires des parcelles expropriées s'effectuera par les autorités de l'Etat dans lequel résident ces bénéficiaires. A cette fin, après la détermination des montants totaux des indemnités pour les parcelles aliénables situées dans chacun des pays, la différence entre les deux montants d'indemnité à payer par chacun des Etats aux personnes résidant dans l'autre pays devra être transférée à l'autre Etat par celui à qui incombe le paiement du montant supérieur. Ce transfert s'effectuera en devises de l'autre Etat d'après le cours du franc-or à établir sur la base du contenu d'or pur du franc-or et du cours de l'or pur ou des valeurs basées sur l'or cotées par la bourse locale.

5.

Lors du paiement de l'indemnité pour les parcelles expropriées, ne seront pas perçus des bénéficiaires de l'indemnité les montants dus provenant d'impôts fonciers non payés sur ces fonds de terre.

6.

Dans le cas où la parcelle aliénable ne dépasse pas un quart de la superficie totale du bien immobilier partagé par la frontière, les dettes grevant ce bien et inscrites dans les livres fonciers resteront à la charge de sa partie principale (non aliénable). Si la parcelle aliénable dépasse un quart de la superficie totale du bien immobilier, les dettes seront réparties entre la partie principale et la parcelle aliénable proportionnellement à leurs superficies. Les parcelles aliénables seront exemptes de toute autre charge dont le bien immobilier divisé serait grevé.

Lors de la répartition des dettes grevant le bien immobilier divisé, la part des dettes revenant à la parcelle aliénable de ce bien sera déduite du montant de l'indemnité pour cette parcelle et versée au créancier sur la présentation du titre hypothécaire. Toutefois, la part de la dette dépassant le montant de l'indemnité restera à la charge de la partie principale du bien immobilier partagé par la frontière.

La répartition des dettes susmentionnées sera effectuée de commun accord par les représentants des Ministères de l'Agriculture des deux Etats, simultanément avec la détermination des montants de l'indemnité prévue à l'article 3.

Une inscription relative aux dettes réparties, ainsi qu'à l'exonération des parcelles aliénables des dettes grevant tout le bien immobilier, sera portée simultanément dans les livres fonciers des deux Etats sur la demande du Ministère de l'Agriculture de chaque Etat.

Remarque 1. Si les parcelles aliénables, détachées par l'inscription dans les livres fonciers du bien immobilier partagé par la frontière, sont grevées de dettes indépendamment de la partie principale du bien, ces dettes seront déduites du montant de l'indemnité

is entrusted to their owners shall not be expropriated, the economic unity of the respective properties remaining unaffected.

2.

The owners of land expropriated shall receive compensation, the amount of which shall be fixed on the basis of the scales annexed to the present note. The payment of compensation shall be made within one year dating from January 1st, 1937.

3.

The amount of compensation for each alienable plot of land and the total amount of compensation for all the alienable lands shall be fixed by agreement between the representatives of the Ministries of Agriculture of the two States, on the basis of the provisions of the scales annexed hereto, each State being liable for compensation in respect of the expropriated lands situate in its territory.

4.

Payment of compensation to the former owners of land expropriated shall be made by the authorities of the State in which the persons entitled to such compensation reside. For that purpose, after the fixing of the total amounts of compensation for alienable lands situated in each country, the difference between the two amounts of compensation to be paid by each of the States to persons resident in the other country shall be transferred to the other State by the State by which the larger sum is due. The transfer shall be effected in the currency of the other State according to the rate of the gold franc, to be based on the content in pure gold of the gold franc and on the rate for pure gold or for securities based on gold and quoted on the local exchange.

5.

When compensation is paid for lands expropriated, persons entitled to receive the said compensation shall not be required to pay sums due in respect of unpaid land tax on the land in question.

6.

Should the alienable land not exceed one quarter of the total area of the immovable property intersected by the frontier, the charges on such property as recorded in the land register shall remain on the main (inalienable) part of the property. Should the alienable land exceed one quarter of the total area of the immovable property, the charges shall be divided between the main part and the alienable part in proportion to their areas. The alienable lands shall be exempt from any other charges which may be placed on the intersected immovable property.

When allocating debts on the intersected immovable property, the portion of the same chargeable to the alienable part of the said property shall be deducted from the amount of compensation payable for the said part and paid to the creditor on presentation of the mortgage deed. Nevertheless, the part of the claim which exceeds the amount of compensation shall remain chargeable to the main part of the immovable property intersected by the frontier.

The allocation of the above-mentioned debts shall be carried out by agreement between the representatives of the Ministries of Agriculture of the two States when they fix the amounts of compensation provided for in Article 3.

The debts allocated, and the exemption of alienable pieces of land from claims on the whole immovable property, shall be recorded simultaneously in the land registers of the two States, on the request of the Ministry of Agriculture of each State.

Note 1. Should the alienable plots of land detached, by entry in the land registers, from the immovable property intersected by the frontier, be liable for claims independently of the main part of the property, such debts shall first be deducted from the amount of

en premier lieu, tandis que la part des dettes grevant l'ensemble du bien immobilier et revenant à la parcelle aliénable en question sera déduite du reste de l'indemnité.

Remarque 2. Lors de la répartition des dettes inscrites dans les livres fonciers avant la proclamation de l'indépendance des deux Etats, la valeur de ces dettes sera calculée en devises nationales de l'Etat sur le territoire duquel se trouve la partie principale du bien immobilier, conformément aux dispositions législatives correspondantes de cet Etat.

Remarque 3. Si une des parcelles aliénables représente une valeur spéciale, les dettes, lors de leur répartition, doivent être partagées entre la partie principale de l'immobilier divisé et la parcelle aliénable proportionnellement à la valeur et non à la superficie de ces parties.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

A. BĒRSIŅŠ.

Ministre des Affaires étrangères a. i.

Son Excellence
Monsieur Karl Menning,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire d'Estonie
en Lettonie.

TARIFS DE L'INDEMNITÉ POUR LES PARCELLES ALIÉNABLES DES BIENS IMMOBILIERS
PARTAGÉS PAR LA FRONTIÈRE LETTONO-ESTONIENNE.

I.

L'évaluation des parcelles aliénables doit être effectuée sur la base des données de classification des terres dans l'ancien registre foncier établi en vertu de la loi de 1901.

Remarque a). Si des données de classification de terres rectifiées, établies lors des évaluations ultérieures, sont à la disposition de l'un des deux Etats, la taxation du terrain doit être effectuée sur la base de ces données, qui seront transmises à l'autre Etat, afin d'y être utilisées.

Remarque b). Si, d'après les plans de mesurage les plus récents, l'on constate que la culture du terrain désigné dans les plans du registre foncier s'est altérée, les représentants des deux Etats rectifieront les données de l'évaluation, comptant la superficie de chaque culture d'après les plans de mesurage les plus récents.

2.

Les environs ne possédant pas les données de classification des terres de l'ancien registre foncier, subiront, en vertu de l'instruction à la loi de 1901, une classification nouvelle. La classification sera effectuée de commun accord par les représentants des Ministères de l'Agriculture des deux Etats.

3.

La taxation des fonds de terre (parcelles) aliénables doit s'effectuer d'après les tarifs suivants (pour 1 hectare) :

Terre arable.

III ^e sorte	500.— fr.-or.
IV ^e »	400.— » »

the compensation, whereas that part of the claims on the whole of the immovable property for which the alienable land in question is liable shall be deducted from the remainder of the compensation.

Note 2. When the debts recorded in the land registers before the proclamation of the independence of the two States are allocated, the amount of such charges shall be calculated in the national currency of the State in whose territory the main part of the immovable property is situate, in accordance with the relevant legislative provisions of that State.

Note 3. Should one of the alienable plots of land have a special value, charges when allocated shall be divided between the main part of the divided immovable property and the alienable land in proportion to the value and not to the area of the said plot of land.

I have the honour to be, etc.

A. BĒRSIŅŠ,

Acting Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
Monsieur Karl Menning,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Estonia
in Latvia.

SCALES OF COMPENSATION FOR ALIENABLE PORTIONS OF IMMOVABLE PROPERTIES INTERSECTED
BY THE FRONTIER LINE BETWEEN LATVIA AND ESTONIA.

I.

The valuation of the alienable lands shall be made on the basis of the data for the classification of the lands in the former land register drawn up under the law of 1901.

Note (a). Should one of the two States possess corrected data for the classification of the lands, established at the time of later valuations, the estimate of the value of the land shall be made on the basis of such data, which shall be forwarded to the other State, so that it may make use of them.

Note (b). If the most recent surveys show that there has been a change in the cultivation of the land as shown in the land-register maps, the representatives of the two States shall correct the data for valuation, taking the area under each kind of crop from the most recent surveys.

2.

Localities where there are no data for the classification of the lands in the old land register shall, under the instructions given in the law of 1901, be reclassified. Such reclassification shall be carried out by agreement between the representatives of the Ministries of Agriculture of the two States.

3.

The valuation of the alienable land (plots of land) shall be carried out according to the following scales (per hectare) :

Arable land.

Class III	500.—	gold francs.
» IV	400.—	» »

V ^e sorte	300.—	fr.-or.
VI ^e »	220.—	» »
VII ^e »	160.—	» »
VIII ^e »	110.—	» »
IX ^e »	80.—	» »

Prés. .

Sorte	a	b	c
I AB	800.—	650.—	300.— fr.-or.
II	650.—	450.—	230.— » »
III	500.—	350.—	175.— » »
IV	375.—	280.—	125.— » »
V	280.—	220.—	80.— » »
VI	200.—	150.—	50.— » »
VII	150.—	80.—	35.— » »

Pâturages.

I ^e sorte	150.—	fr.-or.
II ^e »	100.—	» »
III ^e »	50.—	» »

Forêt de conifères.

I ^e sorte	200.—	fr.-or.
II ^e »	160.—	» »
III ^e »	120.—	» »
IV ^e »	80.—	» »
V ^e »	50.—	» »

Forêt d'arbres à feuilles.

I ^e sorte	250.—	fr.-or.
II ^e »	150.—	» »
III ^e »	75.—	» »

4.

Au cas où la parcelle aliénable aurait une valeur spéciale, la Partie intéressée soulèvera la question de l'augmentation du tarif de ladite parcelle et, annexant toute la documentation y relative, présentera à l'autre Partie ses considérations et ses arguments concernant l'augmentation du tarif. En vertu de ces données, les représentants des Ministères de l'Agriculture des deux Etats détermineront de commun accord le montant de l'indemnité pour la parcelle aliénable en question.

5.

La valeur du bois croissant sur les terrains aliénables doit être déterminée en vertu des taxes forestières appropriées aux environs où la parcelle est située.

6.

La taxation des bâtiments sis sur les parcelles aliénables sera effectuée en vertu du prix de leur construction, tout en tenant compte du pourcentage de leur détérioration lors de l'évaluation.

Class	V	300.—	gold francs.
»	VI	220.—	» »
»	VII	160.—	» »
»	VIII	110.—	» »
»	IX	80.—	» »

Meadowland.

Class	a	b	c		
I AB	800.—	650.—	300.—	gold francs.	
II	650.—	450.—	230.—	»	»
III	500.—	350.—	175.—	»	»
IV	375.—	280.—	125.—	»	»
V	280.—	220.—	80.—	»	»
VI	200.—	150.—	50.—	»	»
VII	150.—	80.—	35.—	»	»

Grazing-land.

Class	I	150.—	gold francs.
»	II	100.—	» »
»	III	50.—	» »

Coniferous forests.

Class	I	200.—	gold francs.
»	II	160.—	» »
»	III	120.—	» »
»	IV	80.—	» »
»	V	50.—	» »

Hardwood forests.

Class	I	250.—	gold francs.
»	II	150.—	» »
»	III	75.—	» »

4.

Should the alienable land have a special value, the party concerned shall raise the question of the increase in the scale applicable to the said land, and shall submit to the other party its reasons and arguments for an increased scale, annexing thereto all documents relating to the question. On the basis of these data, the representatives of the Ministries of Agriculture in the two States shall fix by agreement the amount of compensation for the alienable land in question.

5.

The value of growing timber on alienable land shall be fixed in accordance with the forest taxes in force in the area in which the land in question is situated.

6.

The valuation of buildings situate on alienable lands shall be calculated by reference to the cost of construction, with due regard to the percentage of deterioration at the time of valuation.

7.

Les montants de l'indemnité seront déterminés en francs-or (1 franc-or = 0,29032 grammes d'or pur).

Les cours de change du lat et de la couronne estonienne seront établis en se basant soit sur le contenu de l'or pur du franc-or et sur le cours de l'or pur à la bourse de Riga (pour la définition du cours de change du lat) et à la bourse de Tallinn (pour la définition du cours de change de la couronne estonienne), soit sur le cours de change des devises étrangères basées sur l'or et cotées par les bourses de Riga et de Tallinn.

Les tarifs et les stipulations susmentionnés font partie intégrante de la note N° B 710. 3215/36/26854 en date du 6 octobre 1936.

K. MENNING.

A. BĒRZIŅŠ.

II.

LÉGATION D'ESTONIE.

N° 1070.

RIGA, le 6 octobre 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence en confirmation des pourparlers antérieurs ce qui suit :

Prenant en considération que les Gouvernements de Lettonie et d'Estonie ont décidé, en vertu de l'article 18 de la Convention entre la Lettonie et l'Estonie au sujet du tracé sur le terrain de la frontière entre les deux Etats, des droits des citoyens de la zone limitrophe et sur la situation des propriétés immobilières partagées par la ligne frontière, signée à Riga le 19 octobre 1920, de procéder à l'expropriation des fonds de terre — parcelles des biens immobiliers partagés par la ligne frontière entre la Lettonie et l'Estonie qui ne sont pas encore liquidés, et

Ayant reconnu désirable pour la sauvegarde des intérêts des ressortissants des deux Etats, de procéder à cette expropriation simultanément et dans des conditions identiques, les Gouvernements de Lettonie et d'Estonie sont convenus de ce qui suit :

I.

Les parcelles aliénables des biens immobiliers séparés par la ligne frontière seront considérées comme expropriées à partir du 1^{er} janvier 1937. Les deux gouvernements s'engagent à promulguer jusqu'à cette date, par voie de législation intérieure, des lois sur l'expropriation desdits fonds de terre.

Remarque. Ne seront pas expropriées les parcelles des biens séparés par la ligne frontière, dont l'usage, d'accord avec la remarque à l'article 18 de la Convention du 19 octobre 1920 ci-dessus mentionnée, est conféré à leurs propriétaires, l'unité économique des biens respectifs étant conservée.

2.

Aux propriétaires des parcelles expropriées sera payée une indemnité dont le montant sera fixé sur la base du tarif annexé à la présente note. Les paiements de l'indemnité se feront dans l'espace d'un an à partir du 1^{er} janvier 1937.

7.

The amounts payable as compensation shall be fixed in gold francs (one gold franc = 0.29032 grammes pure gold).

The rates of exchange of the lat and the Estonian crown shall be fixed on the basis either of the content in pure gold of the gold franc and the rate for pure gold on the Riga exchange (for fixing the rate of exchange of the lat) and on the Tallinn exchange (for fixing the rate of exchange of the Estonian crown), or on the rate of exchange of foreign currencies based on gold and quoted on the Riga and Tallinn exchanges.

The above-mentioned scales and provisions shall form an integral part of Note No. B 710.3215/36/26854, dated October 6th, 1936.

K. MENNING.

A. BĒRZIŅŠ.

II.

ESTONIAN LEGATION.

No. 1070.

RIGA, *October 6th, 1936.*

SIR,

Acting under instructions from my Government, I have the honour, in confirmation of previous negotiations, to make to you the following communication :

In view of the fact that the Governments of Latvia and Estonia have decided, under Article 18 of the Convention between Latvia and Estonia regarding the delimitation on the spot of the frontier between the two States, and also regarding the rights of the citizens in the frontier zone and the position of immovable property intersected by the frontier line, signed at Riga on October 19th, 1920, to proceed to the expropriation of such lands comprised within the immovable property intersected by the frontier line between Latvia and Estonia as have not yet been liquidated, and

Recognising that it is desirable, in order to safeguard the interests of the nationals of the two States, to carry out the said expropriation simultaneously and under identical conditions, the Governments of Latvia and Estonia have agreed as follows :

I.

Alienable portions of immovable property intersected by the frontier line shall be deemed to be expropriated as from January 1st, 1937. The two Governments undertake to promulgate prior to that date, by means of internal legislation, laws concerning the expropriation of the said lands.

Note. Portions of properties intersected by the frontier line the utilisation of which, under the Note to Article 18 of the above-mentioned Convention of October 19th, 1920, is entrusted to their owners shall not be expropriated, the economic unity of the respective properties remaining unaffected.

2.

The owners of land expropriated shall receive compensation, the amount of which shall be fixed on the basis of the scales annexed to the present note. The payment of compensation shall be made within one year dating from January 1st, 1937.

3.

Le montant de l'indemnité pour chaque parcelle aliénable et le montant total des indemnités pour toutes les parcelles aliénables seront déterminés de commun accord par les représentants des Ministères de l'Agriculture des deux Etats sur la base des dispositions du tarif ci-annexé, chaque Etat devant payer une indemnité pour les parcelles expropriées qui se trouvent dans son territoire.

4.

Le paiement de l'indemnité aux anciens propriétaires des parcelles expropriées s'effectuera par les autorités de l'Etat dans lequel résident ces bénéficiaires. A cette fin, après la détermination des montants totaux des indemnités pour les parcelles aliénables situées dans chacun des pays, la différence entre les deux montants d'indemnité à payer par chacun des Etats aux personnes résidant dans l'autre pays devra être transférée à l'autre Etat par celui à qui incombe le paiement du montant supérieur. Ce transfert s'effectuera en devises de l'autre Etat d'après le cours du franc-or à établir sur la base du contenu d'or pur du franc-or et du cours de l'or pur ou des valeurs basées sur l'or cotées par la bourse locale.

5.

Lors du paiement de l'indemnité pour les parcelles expropriées, ne seront pas perçus des bénéficiaires de l'indemnité les montants dus provenant d'impôts fonciers non payés sur ces fonds de terre.

6.

Dans le cas où la parcelle aliénable ne dépasse pas un quart de la superficie totale du bien immobilier partagé par la frontière, les dettes grevant ce bien et inscrites dans les livres fonciers, resteront à la charge de sa partie principale (non aliénable). Si la parcelle aliénable dépasse un quart de la superficie totale du bien immobilier, les dettes seront réparties entre la partie principale et la parcelle aliénable proportionnellement à leurs superficies. Les parcelles aliénables seront exemptes de toute autre charge dont le bien immobilier divisé serait grevé.

Lors de la répartition des dettes grevant le bien immobilier divisé, la part des dettes revenant à la parcelle aliénable de ce bien sera déduite du montant de l'indemnité pour cette parcelle et versée au créateur sur la présentation du titre hypothécaire. Toutefois, la part de la dette dépassant le montant de l'indemnité restera à la charge de la partie principale du bien immobilier partagé par la frontière.

La répartition des dettes susmentionnées sera effectuée de commun accord par les représentants des Ministères de l'Agriculture des deux Etats, simultanément avec la détermination des montants de l'indemnité prévue à l'article 3.

Une inscription relative aux dettes réparties, ainsi qu'à l'exonération des parcelles aliénables des dettes grevant tout le bien immobilier, sera portée simultanément dans les livres fonciers des deux Etats sur la demande du Ministère de l'Agriculture de chaque Etat.

Remarque 1. Si les parcelles aliénables, détachées par l'inscription dans les livres fonciers du bien immobilier partagé par la frontière, sont grevées de dettes indépendamment de la partie principale du bien, ces dettes seront déduites du montant de l'indemnité en premier lieu, tandis que la part des dettes grevant l'ensemble du bien immobilier et revenant à la parcelle aliénable en question sera déduite du reste de l'indemnité.

Remarque 2. Lors de la répartition des dettes inscrites dans les livres fonciers avant la proclamation de l'indépendance des deux Etats, la valeur de ces dettes sera calculée en devises nationales de l'Etat sur le territoire duquel se trouve la partie principale du bien immobilier, conformément aux dispositions législatives correspondantes de cet Etat.

3.

The amount of compensation for each alienable plot of land and the total amount of compensation for all the alienable lands shall be fixed by agreement between the representatives of the Ministries of Agriculture of the two States, on the basis of the provisions of the scales annexed hereto, each State being liable for compensation in respect of the expropriated lands situate in its territory.

4.

Payment of compensation to the former owners of land expropriated shall be made by the authorities of the State in which the persons entitled to such compensation reside. For that purpose, after the fixing of the total amounts of compensation for alienable lands situated in each country, the difference between the two amounts of compensation to be paid by each of the States to persons resident in the other country shall be transferred to the other State by the State by which the larger sum is due. The transfer shall be effected in the currency of the other State according to the rate of the gold franc, to be based on the content in pure gold of the gold franc and on the rate for pure gold or for securities based on gold and quoted on the local exchange.

5.

When compensation is paid for lands expropriated, persons entitled to receive the said compensation shall not be required to pay sums due in respect of unpaid land tax on the land in question.

6.

Should the alienable land not exceed one quarter of the total area of the immovable property intersected by the frontier, the charges on such property as recorded in the land register shall remain on the main (inalienable) part of the property. Should the alienable land exceed one quarter of the total area of the immovable property, the charges shall be divided between the main part and the alienable part in proportion to their areas. The alienable lands shall be exempt from any other charges which may be placed on the intersected immovable property.

When allocating debts on the intersected immovable property, the portion of the same chargeable to the alienable part of the said property shall be deducted from the amount of compensation payable for the said part and paid to the creditor on presentation of the mortgage deed. Nevertheless, the part of the claim which exceeds the amount of compensation shall remain chargeable to the main part of the immovable property intersected by the frontier.

The allocation of the above-mentioned debts shall be carried out by agreement between the representatives of the Ministries of Agriculture of the two States when they fix the amounts of compensation provided for in Article 3.

The debts allocated, and the exemption of alienable pieces of land from claims on the whole immovable property, shall be recorded simultaneously in the land registers of the two States, on the request of the Ministry of Agriculture of each State.

Note 1. Should the alienable land detached, by entry in the land registers, from the immovable property intersected by the frontier, be liable for claims independently of the main part of the property, such debts shall first be deducted from the amount of the compensation, whereas that part of the claims on the whole of the immovable property for which the alienable land in question is liable shall be deducted from the remainder of the compensation.

Note 2. When the debts recorded in the land registers before the proclamation of the independence of the two States are allocated, the amount of such charges shall be calculated in the national currency of the State in whose territory the main part of the immovable property is situate, in accordance with the relevant legislative provisions of that State.

Remarque 3. Si une des parcelles aliénables représente une valeur spéciale, les dettes, lors de leur répartition, doivent être partagées entre la partie principale de l'immobilier divisé et la parcelle aliénable proportionnellement à la valeur et non à la superficie de ces parties.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

K. MENNING,
Ministre d'Estonie.

Son Excellence
Monsieur Alfrēds Bērziņš,
Ministre adjoint de l'Intérieur,
Ministre des Affaires étrangères *a. i.*,
Riga.

TARIFS DE L'INDEMNITÉ POUR LES PARCELLES ALIÉNABLES DES BIENS IMMOBILIERS
PARTAGÉS PAR LA FRONTIÈRE LETTONO-ESTONIENNE.

I.

L'évaluation des parcelles aliénables doit être effectuée sur la base des données de classification des terres dans l'ancien registre foncier établi en vertu de la loi de 1901.

Remarque a). Si des données de classification de terres rectifiées, établies lors des évaluations ultérieures, sont à la disposition de l'un des deux Etats, la taxation du terrain doit être effectuée sur la base de ces données, qui seront transmises à l'autre Etat, afin d'y être utilisées.

Remarque b). Si, d'après les plans de mesurage les plus récents, l'on constate que la culture du terrain désigné dans les plans du registre foncier s'est altérée, les représentants des deux Etats rectifieront les données de l'évaluation, comptant la superficie de chaque culture d'après les plans de mesurage les plus récents.

2.

Les environs ne possédant pas les données de classification des terres de l'ancien registre foncier, subiront, en vertu de l'instruction à la loi de 1901, une classification nouvelle. La classification sera effectuée de commun accord par les représentants des Ministères de l'Agriculture des deux Etats.

3.

La taxation des fonds de terre (parcelles) aliénables doit s'effectuer d'après les tarifs suivants (pour 1 hectare) :

Terre arable.

III ^e sorte	500.—	fr.-or.
IV ^e »	400.—	» »
V ^e »	300.—	» »
VI ^e »	220.—	» »
VII ^e »	160.—	» »
VIII ^e »	110.—	» »
IX ^e »	80.—	» »

Note 3. Should one of the alienable plots of land have a special value, charges when allocated shall be divided between the main part of the divided immovable property and the alienable land in proportion to the value and not to the area of the said plot of land.

I have the honour to be, etc.

K. MENNING,
Minister of Estonia.

His Excellency,
Monsieur Alfrēds Bērziņš,
Assistant Minister of the Interior,
Minister for Foreign Affairs *ad interim*,
Riga.

SCALES OF COMPENSATION FOR ALIENABLE PORTIONS OF IMMOVABLE PROPERTIES INTERSECTED
BY THE FRONTIER LINE BETWEEN LATVIA AND ESTONIA.

I.

The valuation of the alienable lands shall be made on the basis of the data for the classification of the lands in the former land register drawn up under the law of 1901.

Note (a). Should one of the two States possess corrected data for the classification of the lands, established at the time of later valuations, the estimate of the value of the land shall be made on the basis of such data, which shall be forwarded to the other State, so that it may make use of them.

Note (b). If the most recent surveys show that there has been a change in the cultivation of the land as shown in the land-register maps, the representatives of the two States shall correct the data for valuation, taking the area under each kind of crop from the most recent surveys.

2.

Localities where there are no data for the classification of the lands in the old land register shall, under the instructions given in the law of 1901, be reclassified. Such reclassification shall be carried out by agreement between the representatives of the Ministries of Agriculture of the two States.

3.

The valuation of the alienable land (plots of land) shall be carried out according to the following scales (per hectare) :

<i>Arable land.</i>	
Class	III 500.— gold francs.
»	IV 400.— » »
»	V 300.— » »
»	VI 220.— » »
»	VII 160.— » »
»	VIII 110.— » »
»	IX 80.— » »

Sorte	Prés.			
	a	b	c	
I AB	800.—	650.—	300.—	fr.-or.
II	650.—	450.—	230.—	» »
III	500.—	350.—	175.—	» »
IV	375.—	280.—	125.—	» »
V	280.—	220.—	80.—	» »
VI	200.—	150.—	50.—	» »
VII	150.—	80.—	35.—	» »

Pâturages.

I ^e sorte	150.—	fr.-or.
II ^e »	100.—	» »
III ^e »	50.—	» »

Forêt de conifères.

I ^e sorte	200.—	fr.-or.
II ^e »	160.—	» »
III ^e »	120.—	» »
IV ^e »	80.—	» »
V ^e »	50.—	» »

Forêt d'arbres à feuilles.

I ^e sorte	250.—	fr.-or.
II ^e »	150.—	» »
III ^e »	75.—	» »

4.

Au cas où la parcelle aliénable aurait une valeur spéciale, la Partie intéressée soulèvera la question de l'augmentation du tarif de ladite parcelle et, annexant toute la documentation y relative, présentera à l'autre Partie ses considérations et ses arguments concernant l'augmentation du tarif. En vertu de ces données, les représentants des Ministères de l'Agriculture des deux Etats détermineront de commun accord le montant de l'indemnité pour la parcelle aliénable en question.

5.

La valeur du bois croissant sur les terrains aliénables doit être déterminée en vertu des taxes forestières appropriées aux environs où la parcelle est située.

6.

La taxation des bâtiments sis sur les parcelles aliénables sera effectuée en vertu du prix de leur construction, tout en tenant compte du pourcentage de leur détérioration lors de l'évaluation.

Meadowland.

Class	a	b	c	
I AB	800.—	650.—	300.—	gold francs.
II	650.—	450.—	230.—	» »
III	500.—	350.—	175.—	» »
IV	375.—	280.—	125.—	» »
V	280.—	220.—	80.—	» »
VI	200.—	150.—	50.—	» »
VII	150.—	80.—	35.—	» »

Grazing-land.

Class I	150.—	gold francs.
» II	100.—	» »
» III	50.—	» »

Coniferous forests.

Class I	200.—	gold francs.
» II	160.—	» »
» III	120.—	» »
» IV	80.—	» »
» V	50.—	» »

Hardwood forests.

Class I	250.—	gold francs.
» II	150.—	» »
» III	75.—	» »

4.

Should the alienable land have a special value, the party concerned shall raise the question of the increase in the scale applicable to the said land, and shall submit to the other party its reasons and arguments for an increased scale, annexing thereto all documents relating to the question. On the basis of these data, the representatives of the Ministries of Agriculture in the two States shall fix by agreement the amount of compensation for the alienable land in question.

5.

The value of growing timber on alienable land shall be fixed in accordance with the forest taxes in force in the area in which the land in question is situated.

6.

The valuation of buildings situate on alienable lands shall be calculated by reference to the cost of construction, with due regard to the percentage of deterioration at the time of valuation.

7.

Les montants de l'indemnité seront déterminés en francs-or (1 franc-or = 0,29032 grammes d'or pur).

Les cours de change du lat et de la couronne estonienne seront établis en se basant soit sur le contenu de l'or pur du franc-or et sur le cours de l'or pur à la bourse de Riga (pour la définition du cours de change du lat) et à la bourse de Tallinn (pour la définition du cours de change de la couronne estonienne), soit sur le cours de change des devises étrangères basées sur l'or et cotées par les bourses de Riga et de Tallinn.

Les tarifs et les stipulations susmentionnés font partie intégrante de la note N° 1070 en date du 6 octobre 1936.

K. MENNING.

A, BĒRZIŅŠ.

7.

The amounts payable as compensation shall be fixed in gold francs (one gold franc = 0.29032 grammes pure gold).

The rates of exchange of the lat and the Estonian crown shall be fixed on the basis either of the content in pure gold of the gold franc and the rate for pure gold on the Riga exchange (for fixing the rate of exchange of the lat) and on the Tallinn exchange (for fixing the rate of exchange of the Estonian crown), or on the rate of exchange of foreign currencies based on gold and quoted on the Riga and Tallinn exchanges.

The above-mentioned scales and provisions shall form an integral part of Note No. 1070 dated October 6th, 1936.

K. MENNING.

A. BĒRZIŅŠ.

N° 3995.

**UNION SUD-AFRICAINE, BELGIQUE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD, ÉGYPTTE,
ESPAGNE, FRANCE,
ITALIE, PORTUGAL
ET SOUDAN ANGLO-ÉGYPTIEN**

Convention relative à la conservation de la
faune et de la flore à l'état naturel, avec
annexe et protocole. Signés à Londres, le
8 novembre 1933.

**UNION OF SOUTH AFRICA,
BELGIUM, GREAT BRITAIN AND
NORTHERN IRELAND, EGYPT,
SPAIN, FRANCE, ITALY, PORTUGAL
AND ANGLO-EGYPTIAN SUDAN**

Convention relative to the Preservation of
Fauna and Flora in their Natural State,
Annex and Protocol. Signed at London,
November 8th, 1933.

No. 3995. — CONVENTION¹ RELATIVE TO THE PRESERVATION OF FAUNA AND FLORA IN THEIR NATURAL STATE. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 8TH, 1933.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place November 6th, 1936.

THE GOVERNMENTS OF THE UNION OF SOUTH AFRICA, BELGIUM, THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, EGYPT, SPAIN, FRANCE, ITALY, PORTUGAL, and THE ANGLO-EGYPTIAN SUDAN :

Considering that the natural fauna and flora of certain parts of the world, and in particular of Africa, are in danger, in present conditions, of extinction or permanent injury ;

Desiring to institute a special régime for the preservation of fauna and flora ;

Considering that such preservation can best be achieved (i) by the constitution of national parks, strict natural reserves, and other reserves within which the hunting, killing or capturing of fauna, and the collection or destruction of flora shall be limited or prohibited, (ii) by the institution of regulations concerning the hunting, killing and capturing of fauna outside such areas, (iii) by the regulation of the traffic in trophies, and (iv) by the prohibition of certain methods of and weapons for the hunting, killing and capturing of fauna ;

Have decided to conclude a Convention for these purposes, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA :

Mr. C. T. TE WATER, High Commissioner for the Union of South Africa in the United Kingdom ;

Sir Arthur W. HILL, K.C.M.G., F.R.S., Director, Royal Botanic Gardens, Kew.

¹ Came into force January 14th, 1936.

Ratifications deposited in London :

EGYPT	February 21st, 1935.
UNITED KINGDOM	April 9th, 1935.

Subject to the following reservations :

" (a) That the provisions of Articles 3, 4, 5 (1), 6, 7 (1), 7 (2), 7 (3), and 7 (4) of the Convention shall not be applicable to the Colony and Protectorate of the Gambia.

" (b) That the provisions of Articles 3, 4, 5 (1), 6 and 7 of the Convention shall similarly not be applicable to the Protectorate of Zanzibar.

" (c) That in the case of Southern Rhodesia, Basutoland, the Bechuanaland Protectorate and Swaziland, the Colony and Protectorate of Nigeria with the Mandated Territory of the Cameroons, the Colony and Protectorate of the Gold Coast with the Mandated Territory of Togoland, the Colony and Protectorate of Sierra Leone, the Colony and Protectorate of the Gambia, the Colony and Protectorate of Kenya, the Mandated Territory of Tanganyika, and the Protectorates of Uganda, Nyasaland, Northern Rhodesia, Zanzibar and Somaliland, nothing contained in Article 10 of the Convention shall be deemed to apply to any measures

N^o 3995. — CONVENTION ¹ RELATIVE A LA CONSERVATION DE LA FAUNE ET DE LA FLORE A L'ÉTAT NATUREL. SIGNÉE A LONDRES, LE 8 NOVEMBRE 1933.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 novembre 1936.

LES GOUVERNEMENTS DE L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, DE BELGIQUE, DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, D'EGYPTE, D'ESPAGNE, DE LA FRANCE, D'ITALIE, DU PORTUGAL, et DU SOUDAN ANGLO-ÉGYPTIEN :

Considérant que la faune et la flore naturelle de certaines parties du monde, et en particulier d'Afrique, sont en danger, dans les conditions actuelles, d'extinction ou de préjudice permanent ;

Désirant établir un régime spécial pour la conservation de la faune et de la flore ;

Considérant que cette conservation peut le mieux être réalisée (i) en constituant des parcs nationaux, des réserves naturelles intégrales, et d'autres réserves dans lesquelles la chasse, l'abatage ou la capture de la faune, et la récolte ou destruction de la flore seront limités ou interdits, (ii) en imposant des règles concernant la chasse, l'abatage et la capture de la faune en dehors de telles aires, (iii) en réglementant le commerce des trophées, et (iv) en interdisant certaines méthodes et armes pour la chasse, l'abatage et la capture de la faune ;

Ont décidé de conclure une convention à ces fins, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD :

M. C. T. TE WATER, haut-commissaire pour l'Union de l'Afrique du Sud dans le Royaume-Uni ;

Sir Arthur W. HILL, K.C.M.G., F.R.S., directeur, Jardins royaux botaniques à Kew ;

¹ Entrée en vigueur le 14 janvier 1936.

Ratifications déposées à Londres :

EGYPTE 21 février 1935.
ROYAUME-UNI 9 avril 1935.

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations :

Sous les réserves suivantes :

« a) Les dispositions des articles 3, 4, 5 (1), 6, 7 (1), 7 (2), 7 (3) et 7 (4) de la convention ne seront pas applicables à la colonie et au protectorat de la Gambie.

» b) De même, les dispositions des articles 3, 4, 5 (1), 6 et 7 de la convention ne seront pas applicables au protectorat de Zanzibar.

» c) En ce qui concerne la Rhodésie du Sud, le Bassoutoland, le protectorat du Betchoualand et le Swaziland, la colonie et le protectorat du Nigéria avec le territoire sous mandat du Cameroun, la colonie et le protectorat de la Côte de l'Or avec le territoire sous mandat du Togo, la colonie et le protectorat de Sierra-Leone, la colonie et le protectorat de la Gambie, la colonie et le protectorat du Kénia, le territoire sous mandat du Tanganyika, et les protectorats de l'Ouganda, du Nyassaland, de la Rhodésie du Nord, du Zanzibar et de la Somalie, aucun des termes de l'article 10 de la convention ne sera censé s'appliquer aux mesures, quelles qu'elles

THE GOVERNMENT OF BELGIUM :

His Excellency Baron DE CARTIER DE MARCHIENNE, the Belgian Ambassador ;

Dr. VAN STRAELEN, Director of the Royal Natural History Museum, Brussels ;

Dr. J. M. DERSCHIED, Director of the King Albert National Park, Director of the International Office for the Protection of Nature.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

The Rt. Hon. the Earl of ONSLOW ;

Sir William F. GOWERS, K.C.M.G., formerly Governor of Uganda ;

Sir Arnold HODSON, K.C.M.G., Governor of Sierra Leone ;

Mr. A. B. ACHESON, Colonial Office ;

Mr. B. F. WRIGHT, Official Secretary, Office of the High Commissioner for Southern Rhodesia.

THE GOVERNMENT OF EGYPT :

Dr. Ibrahim KADRY, Director of the Zoological Gardens, Giza.

THE GOVERNMENT OF SPAIN :

His Excellency Don Ramón PÉREZ DE AYALA, the Spanish Ambassador.

THE GOVERNMENT OF FRANCE :

M. Louis RUFFAT, Director of the Game Department of the Ministry of the Colonies.

THE GOVERNMENT OF ITALY :

Gr. Uff. Dr. Tullio ZEDDA, Secretary-General, Royal Ministry of the Colonies ;

Marchese Saverio PATRIZI.

taken, or authorised to be taken, by the competent authorities for the destruction of insect pests. ”

BELGIUM July 29th, 1935.

Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office :

Subject to the following reservation :

“ Elephants shall not be considered in the Belgian Congo or in Ruanda-Urundi as being included among the animals mentioned in Class B, but shall be understood to be included in Class A (elephants each tusk of which does not weigh more than 5 kilogrammes). ”

SUDAN October 14th, 1935.

Subject to the following reservations :

“ (1) That nothing in Article 10 of the Convention shall be deemed to apply to any measures for the destruction of insect pests, and

“ (2) That the provisions of Article 7 (1) shall not be applied so as to prevent the native hunting of animals in a reserve other than the following animals mentioned in Class B of the Annex to the Convention : B. 1, B. 2, B. 3, B. 4, B. 6, B. 12, B. 13, B. 14, B. 15, B. 16, B. 17, B. 18, B. 19, B. 20, B. 21. ”

UNION OF SOUTH AFRICA November 19th, 1935.

“ The ratification in respect of the mandated territory of South-West Africa is subject to the reservation that three animals, viz. : the Aard Wolf (Class A 3) ; the Zebra (Class A 11) ; and the Hartebeest (Class A 14) mentioned in the Annex to the Convention should be displaced from Class A to Class B of the Annex. ”

LE GOUVERNEMENT DE BELGIQUE :

Son Excellence le baron DE CARTIER DE MARCHIENNE, ambassadeur de Sa Majesté le Roi des Belges ;
 M. le D^r VAN STRAELEN, directeur du Musée royal d'Histoire naturelle à Bruxelles ;
 M. le D^r J. M. DERSCHIED, directeur du Parc national Albert, directeur de l'Office international pour la protection de la nature ;

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD :

Le très honorable comte D'ONSLow ;
 Sir William F. GOWERS, K.C.M.G., ancien gouverneur de l'Ouganda ;
 Sir Arnold HODSON, K.C.M.G., gouverneur de Sierra-Leone ;
 M. A. B. ACHESON, Ministère des Colonies ;
 M. B. F. WRIGHT, secrétaire officiel, Bureau du haut-commissaire pour la Rhodésie du Sud ;

LE GOUVERNEMENT D'EGYPTE :

M. le D^r Ibrahim KADRY, directeur des Jardins zoologiques, Giza.

LE GOUVERNEMENT D'ESPAGNE :

Son Excellence don Ramón PÉREZ DE AYALA, ambassadeur d'Espagne ;

LE GOUVERNEMENT DE LA FRANCE :

M. Louis RUFFAT, directeur du Bureau de la chasse au Ministère des Colonies ;

LE GOUVERNEMENT D'ITALIE :

Gr. Off. D^r Tullio ZEDDA, secrétaire général, Ministère royal des Colonies ;
 Marchese Saverio PATRIZI ;

soient, prises ou autorisées par les autorités compétentes en vue de la destruction des insectes nuisibles. »

BELGIQUE 29 juillet 1935.

Sous la réserve suivante :

« L'éléphant ne sera pas considéré au Congo belge et au Ruanda-Urundi comme étant compris parmi les animaux énumérés dans la classe B, mais il est entendu qu'il demeure inscrit à la classe A (éléphant dont chaque défense ne pèse pas plus de 5 kilogrammes). »

SOUDAN 14 octobre 1935.

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations :

Sous les réserves suivantes :

« 1^o Aucun des termes de l'article 10 de la convention ne sera censé s'appliquer aux mesures, quelles qu'elles soient, visant la destruction des insectes nuisibles ; et

» 2^o L'application des dispositions de l'article 7 (1) ne fera pas obstacle à la chasse, par les indigènes, dans une réserve, d'animaux autres que les animaux ci-après, mentionnés dans la classe B de l'annexe à la convention : B. 1, B. 2, B. 3, B. 4, B. 6, B. 12, B. 13, B. 14, B. 15, B. 16, B. 17, B. 18, B. 19, B. 20, B. 21. »

UNION SUD-AFRICAINE 19 novembre 1935.

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations :

« La ratification, en ce qui concerne le territoire sous mandat du Sud-Ouest africain, est soumise à la réserve que trois animaux, à savoir le protèle (classe A. 3), le zèbre (classe A. 11) et le bubale (classe A. 14), mentionnés dans l'annexe à la convention, soient transférés de la classe A à la classe B de l'annexe. »

THE GOVERNMENT OF PORTUGAL :

His Excellency Dr. Ruy Ennes ULRICH, the Portuguese Ambassador ;
Dr. Carlos MELLO GERALDES, Professor at the Higher Institute of Agronomy, Lisbon ;
Dr. Luis WITTNICH CARRISSO, Professor, University of Coimbra.

THE GOVERNMENT OF THE ANGLO-EGYPTIAN SUDAN :

Major W. R. BARKER, O.B.E., Game Warden.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

1. Save as regards the territories mentioned in paragraph 3 (i) of the present Article, any Contracting Government shall be at liberty, in accordance with the provisions of Article 13, to assume, in respect of any of its territories (including metropolitan territories, colonies, overseas territories, or territories under suzerainty, protection, or mandate), only those obligations of the present Convention which are set out in Article 9, paragraphs 3, 8 and 9. The term " in part " in the present Convention shall be deemed to refer to those obligations.

2. The expression " territory " or " territories " in relation to any Contracting Government shall, for the purposes of Articles 2-12 of the present Convention, denote the territory or territories of that Government to which the Convention is applicable in full ; and, subject to the provisions of the preceding paragraph and of Article 13, the obligations arising under Articles 2-12 shall relate only to such territories.

3. The present Convention shall apply and shall be applicable in full to (i) all the territories (*i.e.*, metropolitan territories, colonies, overseas territories, or territories under suzerainty, protection, or mandate) of any Contracting Government which are situated in the continent of Africa, including Madagascar and Zanzibar ; (ii) any other territory in respect of which a Contracting Government shall have assumed all the obligations of the present Convention in accordance with the provisions of Article 13.

4. For the purposes of the present Convention the British High Commission Territories in South Africa shall be regarded as a single territory.

5. The present Convention shall not have any application, either in full or in part, to any metropolitan territory not situated in the continent of Africa, except where and to the extent to which a declaration effecting such application is made under Article 13.

Article 2.

For the purposes of the present Convention :

1. The expression " national park " shall denote an area (*a*) placed under public control, the boundaries of which shall not be altered or any portion be capable of alienation except by the competent legislative authority, (*b*) set aside for the propagation, protection and preservation of wild animal life and wild vegetation, and for the preservation of objects of esthetic, geological, prehistoric, historical, archæological, or other scientific interest for the benefit, advantage, and enjoyment of the general public, (*c*) in which the hunting, killing or capturing of fauna and the destruction or collection of flora is prohibited except by or under the direction or control of the park authorities.

LE GOUVERNEMENT DU PORTUGAL :

Son Excellence M. le D^r Ruy Ennes ULRICH, ambassadeur du Portugal ;
M. le D^r Carlos MELLO GERALDES, professeur à l'Institut supérieur d'agronomie de Lisbonne ;
M. le D^r Luis WITTNICH CARRISSO, professeur à l'Université de Coimbra ;

LE GOUVERNEMENT DU SOUDAN ANGLO-EGYPTIEN :

M. le major W. R. BARKER, O.B.E., surveillant de la chasse ;

Lesquels, ayant communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Sauf en ce qui concerne les territoires mentionnés à l'alinéa 3 (i) du présent article, tout Gouvernement contractant sera libre, conformément aux dispositions de l'article 13, d'assumer quant à chacun de ses territoires (y compris les territoires métropolitains, colonies, territoires d'outre-mer, ou territoires sous suzeraineté, protection, ou mandat), celles seulement des obligations de la présente convention qui se trouvent à l'article 9, alinéas 3, 8 et 9. L'expression « en partie » dans la présente convention sera censée désigner ces obligations.

2. L'expression « territoire » ou « territoires » en ce qui concerne tout Gouvernement contractant désignera, aux fins de la présente convention, le territoire ou les territoires de ce gouvernement auquel la convention s'applique en plein ; et, sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent et de l'article 13, les obligations découlant des articles 2-12 ne s'appliqueront qu'à de tels territoires.

3. La présente convention s'appliquera, et s'appliquera en plein (i) à tous les territoires (c'est-à-dire les territoires métropolitains, colonies, territoires d'outre-mer, ou territoires sous suzeraineté, protection, ou mandat) de tout Gouvernement contractant situés dans le continent d'Afrique, y compris Madagascar et Zanzibar ; (ii) à tout autre territoire pour le compte duquel un Gouvernement contractant aura assumé toutes les obligations de la présente convention conformément aux dispositions de l'article 13.

4. Aux fins de la présente convention les territoires britanniques sous Haute-Commission en Sud-Afrique seront considérés comme un seul territoire.

5. La présente convention n'aura aucune application, ni en plein, ni en partie, à un territoire métropolitain situé en dehors du continent d'Afrique, sauf au cas et dans les limites où une déclaration effectuant une telle application serait faite en vertu de l'article 13.

Article 2.

Aux fins de la présente convention :

1. L'expression « parc national » désignera une aire *a*) placée sous le contrôle public, dont les limites ne seront pas changées et dont aucune partie ne sera capable d'être transférée sauf par l'autorité législative compétente, *b*) mise à part pour la propagation, la protection et la conservation de la vie animale sauvage et de la végétation sauvage, et pour la conservation d'objets d'intérêt esthétique, géologique, préhistorique, historique, archéologique, et d'autres intérêts scientifiques, au profit, à l'avantage et pour la récréation du public général, *c*) dans laquelle la chasse, l'abatage ou la capture de la faune et la destruction ou collection de la flore est interdite sauf par l'entreprise de ou sous la direction ou le contrôle des autorités du parc.

In accordance with the above provisions facilities shall, so far as possible, be given to the general public for observing the fauna and flora in national parks.

2. The term "strict natural reserve" shall denote an area placed under public control, throughout which any form of hunting or fishing, any undertakings connected with forestry, agriculture, or mining, any excavations or prospecting, drilling, levelling of the ground, or construction, any work involving the alteration of the configuration of the soil or the character of the vegetation, any act likely to harm or disturb the fauna or flora, and the introduction of any species of fauna and flora, whether indigenous or imported, wild or domesticated, shall be strictly forbidden; which it shall be forbidden to enter, traverse, or camp in without a special written permit from the competent authorities; and in which scientific investigations may only be undertaken by permission of those authorities.

3. The expression "animal" or "species" shall denote all vertebrates and invertebrates (including non-edible fish, but not including edible fish except in a national park or strict natural reserve), their nests, eggs, egg-shells, skins, and plumage.

Article 3.

1. The Contracting Governments will explore forthwith the possibility of establishing in their territories national parks and strict natural reserves as defined in the preceding Article. In all cases where the establishment of such parks or reserves is possible, the necessary work shall be commenced within two years from the date of the entry into force of the present Convention.

2. If in any territory the establishment of a national park or strict natural reserve is found to be impracticable at present, suitable areas shall be selected as early as possible in the development of the territory concerned, and the areas so selected shall be transformed into national parks or strict natural reserves so soon as, in the opinion of the authorities of the territory, circumstances will permit.

Article 4.

The Contracting Governments will give consideration in respect of each of their territories to the following administrative arrangements:

1. The control of all white or native settlements in national parks with a view to ensuring that as little disturbance as possible is occasioned to the natural fauna and flora.

2. The establishment round the borders of national parks and strict natural reserves of intermediate zones within which the hunting, killing and capturing of animals may take place under the control of the authorities of the park or reserve; but in which no person who becomes an owner, tenant, or occupier after a date to be determined by the authority of the territory concerned shall have any claim in respect of depredations caused by animals.

3. The choice in respect of all national parks of areas sufficient in extent to cover, so far as possible, the migrations of the fauna preserved therein.

Conformément aux dispositions précédentes des facilités seront, dans la mesure du possible, accordées au public général pour observer la faune et la flore dans les parcs nationaux.

2. L'expression « réserve naturelle intégrale » désignera une aire placée sous le contrôle public et sur toute l'étendue de laquelle toute espèce de chasse ou de pêche, toute exploitation forestière, agricole ou minière, toutes fouilles ou prospections, sondages, terrassements ou constructions, tous travaux tendant à modifier l'aspect du terrain ou de la végétation, tout acte de nature à nuire ou à apporter des perturbations à la faune ou à la flore, toute introduction d'espèces zoologiques ou botaniques, soit indigènes, soit importées, sauvages, ou domestiquées, seront strictement interdits ; où il sera défendu de pénétrer, de circuler, ou de camper sans autorisation spéciale écrite des autorités compétentes ; et dans laquelle les recherches scientifiques ne pourront être effectuées qu'avec la permission de ces autorités.

3. L'expression « animal » ou « espèce » désignera tous les vertébrés et invertébrés (y compris les poissons non comestibles, mais à l'exclusion des poissons comestibles sauf dans un parc national ou dans une réserve naturelle intégrale), leurs nids, œufs, coquilles d'œufs, dépouilles et plumages.

Article 3.

1. Les Gouvernements contractants examineront immédiatement la possibilité d'établir dans leurs territoires des parcs nationaux et des réserves naturelles intégrales ainsi qu'ils sont définis à l'article précédent. Dans tous les cas où l'établissement de tels parcs ou de telles réserves sera possible, les travaux nécessaires devront être commencés dans un délai de deux ans à partir de la date de la mise en vigueur de la présente convention.

2. Au cas où, dans un territoire quelconque, l'établissement d'un parc national ou d'une réserve naturelle intégrale ne paraîtrait pas être praticable à présent, des aires convenables seront choisies le plus tôt possible au cours du développement du territoire en question, et les aires ainsi choisies seront transformées en parcs nationaux ou en réserves naturelles intégrales dès que, de l'avis des autorités du territoire, les circonstances le permettront.

Article 4.

Les Gouvernements contractants prendront en considération pour chacun de leurs territoires les dispositions administratives suivantes :

1. Le contrôle de tous les établissements de blancs ou d'indigènes dans les parcs nationaux en vue d'assurer que le moins de dérangement possible soit occasionné à la faune et la flore naturelle.

2. L'établissement autour des bords des parcs nationaux et des réserves naturelles intégrales de zones intermédiaires dans lesquelles la chasse, l'abatage et la capture d'animaux pourront avoir lieu sous le contrôle des autorités du parc ou de la réserve ; mais dans lesquelles nulle personne qui deviendrait propriétaire, locataire, ou occupant après une date à déterminer par l'autorité du territoire intéressé n'aura aucun droit de réclamation quant aux dégâts causés par les animaux.

3. Le choix pour tous parcs nationaux d'aires d'une étendue suffisante pour permettre, dans la mesure du possible, les migrations de la faune qui s'y trouverait conservée.

Article 5.

1. The Contracting Governments shall notify the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland of the establishment of any national parks or strict natural reserves (defining the area of the parks or reserves), and of the legislation, including the methods of administration and control, adopted in connexion therewith.

2. They shall similarly notify any information relevant to the purposes of the present Convention and communicated to them by any national museums or by any societies, national or international, established within their jurisdiction and interested in those purposes.

3. The Government of the United Kingdom will communicate the information so received to the other Governments which have signed or acceded to the present Convention whether in full or in part.

Article 6.

In all cases in which it is proposed to establish in any territory of a Contracting Government a national park or strict natural reserve contiguous to a park or reserve situated in another territory (whether of that Government or of another Contracting Government), or to the boundary of such territory, there shall be prior consultation between the competent authorities of the territories concerned. Similarly, there shall be co-operation between those authorities subsequent to the establishment of the park or reserve, or where such a park or reserve is already established.

Article 7.

Irrespective of any action which may be taken under Article 3 of the present Convention, the Contracting Governments shall, as measures preliminary and supplementary to the establishment of national parks or strict natural reserves :

1. Set aside in each of their territories suitable areas (to be known as reserves) within which the hunting, killing, or capturing of any part of the natural fauna (exclusive of fish) shall be prohibited save (a) by the permission, given for scientific or administrative purposes in exceptional cases by the authorities of the territory or by the central authorities under whom the reserves are placed or (b) for the protection of life and property. Licences granted under Article 8, paragraphs 1 and 3, shall not extend to reserves.

2. Extend in these areas, so far as may be practicable, a similar degree of protection to the natural flora.

3. Consider the possibility of establishing in each of their territories special reserves for the preservation of species of fauna and flora which it is desired to preserve, but which are not otherwise adequately protected, with special reference to the species mentioned in the Annex to the present Convention.

4. Furnish information regarding the reserves established in accordance with the preceding paragraphs to the Government of the United Kingdom, which will communicate such information to all the Governments mentioned in Article 5, paragraph 2.

5. Take, so far as in their power lies, all necessary measures to ensure in each of their territories a sufficient degree of forest country and the preservation of the best native indigenous forest species, and, without prejudice to the provisions of Article 2, paragraph 2, give consideration to the desirability of preventing the introduction of exotic trees or plants into national parks or reserves.

Article 5.

1. Les Gouvernements contractants notifieront au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord l'établissement de tout parc national ou de toute réserve naturelle intégrale (en définissant l'étendue des parcs ou des réserves), et la législation, y compris les méthodes d'administration et de contrôle, adoptée dans la matière.

2. Ils notifieront de même tous renseignements se rapportant aux fins de la présente convention qui leur seront communiqués par les musées nationaux ou par les organismes nationaux ou internationaux établis dans les limites de leur juridiction et intéressés à ces fins.

3. Le Gouvernement du Royaume-Uni fera part des renseignements ainsi reçus aux autres gouvernements qui ont signé ou adhéré à la présente convention soit en plein soit en partie.

Article 6.

Dans tous les cas où l'on se propose d'établir dans tout territoire d'un Gouvernement contractant un parc national, ou une réserve naturelle intégrale, contigu à un parc, ou à une réserve, situé dans un autre territoire (qu'il appartienne à ce même gouvernement ou à un autre Gouvernement contractant), ou contigu à la frontière de celui-ci, il y aura consultation préalable entre les autorités compétentes des territoires en question. De même ces autorités collaboreront après l'établissement du parc ou de la réserve, ou dans le cas où un tel parc ou une telle réserve se trouverait déjà établi.

Article 7.

Indépendamment de toute action qui serait prise en vertu de l'article 3 de la présente convention, les Gouvernements contractants, comme mesures préliminaires et supplémentaires à l'établissement de parcs nationaux ou de réserves naturelles intégrales :

1. Mettront à part dans chacun de leurs territoires des aires adéquates (à nommer réserves) dans lesquelles la chasse, l'abatage, et la capture d'une partie quelconque de la faune naturelle (à l'exclusion des poissons) sera interdite sauf *a*) avec la permission extraordinaire, donnée pour des fins scientifiques ou administratives, des autorités du territoire ou des autorités métropolitaines sous lesquelles ces réserves sont placées, ou *b*) pour la protection de la vie ou de la propriété. Les permis accordés en vertu de l'article 8, alinéas 1 et 3, ne s'étendront pas aux réserves.

2. Etabliront dans ces aires, dans la mesure du possible, un même degré de protection pour la flore naturelle.

3. Considéreront la possibilité d'établir dans chacun de leurs territoires des réserves spéciales pour la conservation d'espèces de faune et de flore que l'on désirera conserver, mais qui ne sont pas autrement suffisamment protégées, en tenant compte spécialement des espèces mentionnées à l'annexe à la présente convention.

4. Donneront des renseignements au sujet des réserves établies conformément aux alinéas précédents au Gouvernement du Royaume-Uni, qui en fera part à tous les gouvernements mentionnés à l'article 5, alinéa 2.

5. Prendront, dans la mesure de ce qu'il leur sera possible, toutes mesures utiles pour assurer dans chacun de leurs territoires un taux de boisement convenable ainsi que la conservation des meilleures essences forestières indigènes et spontanées, et sous réserve des dispositions de l'article 2, alinéa 2, prendront en considération l'opportunité d'empêcher l'introduction de plantes ou d'arbres exotiques dans les parcs nationaux ou dans les réserves.

6. Establish as close a degree of co-operation as possible between the competent authorities of their respective territories with the object of facilitating the solution of forestry problems in those territories.
7. Take the necessary measures to control and regulate so far as possible the practice of firing the bush on the borders of forests.
8. Encourage the domestication of wild animals susceptible of economic utilisation.

Article 8.

1. The protection of the species mentioned in the Annex to the present Convention is declared to be of special urgency and importance. Animals belonging to the species mentioned in Class A shall, in each of the territories of the Contracting Governments, be protected as completely as possible, and the hunting, killing, or capturing of them shall only take place by special permission of the highest authority in the territory, which shall be given only under special circumstances, solely in order to further important scientific purposes, or when essential for the administration of the territory. Animals belonging to the species mentioned in Class B, whilst not requiring such rigorous protection as those mentioned in Class A, shall not be hunted, killed, or captured, even by natives, except under special licence granted by the competent authorities. For this purpose a special licence shall denote a licence other than an ordinary game licence, granted at the discretion of the competent authority, and giving permission to hunt, kill, or capture one or more specimens of a specified animal or animals. Every such licence shall be limited as regards the period and the area within which hunting, killing, or capturing may take place.

2. No hunting or other rights already possessed by native chiefs or tribes or any other persons or bodies, by treaty, concession, or specific agreement, or by administrative permission in those areas in which such rights have already been definitely recognised by the authorities of the territory are to be considered as being in any way prejudiced by the provisions of the preceding paragraph.

3. In each of the territories of the Contracting Governments the competent authorities shall consider whether it is necessary to apply the provisions of paragraph 1 of the present Article to any species not mentioned in the Annex, in order to preserve the indigenous fauna or flora in each area, and, if they deem it necessary, shall apply those provisions to any such species to the extent which they consider desirable. They shall similarly consider whether it is necessary in the territory, concerned to accord to any of the species mentioned in Class B of the Annex the special protection accorded to the species mentioned in Class A.

4. The competent authorities shall also give consideration to the question of protecting species of animals or plants which by general admission are useful to man or of special scientific interest.

5. Nothing in the present Article shall (i) prejudice any right which may exist under the local law of any territory to kill animals without a licence in defence of life or property, or (ii) affect the right of the authorities of the territory to permit the hunting, killing, or capturing of any species (a) in time of famine, (b) for the protection of human life, public health, or domestic stock, (c) for any requirement relating to public order.

6. Each Contracting Government shall furnish to the Government of the United Kingdom information on the subject of the measures adopted in each of its territories in regard to the grant of licences, and in regard to the animals, the destruction or capture of which is, in accordance

6. Etabliront une collaboration aussi étroite que possible entre les autorités compétentes de leurs territoires respectifs, dans le but de faciliter la solution des problèmes forestiers dans ces territoires.

7. Feront le nécessaire pour contrôler et régler autant que possible la pratique des feux de brousse à la lisière des forêts.

8. Encourageront la domestication des animaux sauvages susceptibles d'exploitation économique.

Article 8.

1. La protection des espèces énumérées dans l'annexe à la présente convention est déclarée d'importance et d'urgence capitales. Les animaux appartenant aux espèces comprises dans la Classe A devront être protégés aussi complètement que possible dans chacun des territoires des Gouvernements contractants, et la chasse, l'abatage, ou la capture de ces animaux ne pourra avoir lieu que par la permission spéciale de l'autorité supérieure du territoire, laquelle ne sera accordée que dans des circonstances spéciales et uniquement en vue de buts scientifiques importants ou si cela est essentiel pour l'administration du territoire en question. Les animaux appartenant aux espèces mentionnées dans la Classe B, quoique ne nécessitant pas une protection aussi rigoureuse que ceux compris dans la classe A, ne devront cependant pas être chassés, abattus, ou capturés, même par les indigènes, sauf en vertu d'un permis spécial accordé par les autorités compétentes. À ces fins l'expression « permis spécial » désignera une autorisation autre que le permis de chasse ordinaire, délivrée à la discrétion de l'autorité compétente, et permettant de chasser, tuer, ou prendre un ou plusieurs spécimens d'animaux appartenant à une espèce ou à des espèces qui seront indiquées. Tout permis de ce genre devra être limité tant pour la durée de sa validité que pour la région dans laquelle la chasse, l'abatage, ou la capture peuvent avoir lieu.

2. Nuls droits de chasse ou autres droits déjà possédés par les chefs ou tribus indigènes, ou par toute autre personne ou organisme en vertu de traité, concession, ou accord définitif, ou en vertu de permission administrative dans les aires où de tels droits ont déjà été définitivement reconnus par les autorités du territoire, ne seront considérés comme étant en aucune façon atteints par les dispositions de l'alinéa précédent.

3. Dans chacun des territoires des Gouvernements contractants les autorités compétentes examineront la nécessité d'appliquer les dispositions de l'alinéa 1 du présent article à des espèces qui ne sont pas mentionnées à l'annexe, afin de conserver dans chaque région la faune et la flore indigènes, et, si elles le jugent nécessaire, ces autorités appliqueront les dispositions en question aux espèces ainsi visées dans la mesure où elles le considéreront désirable. Elles considéreront de même la nécessité d'accorder, dans le territoire en question, à une ou plusieurs des espèces mentionnées dans la Classe B de l'annexe, la protection spéciale accordée aux espèces mentionnées dans la Classe A.

4. Les autorités compétentes prendront également en considération la question de la protection d'espèces d'animaux ou de plantes généralement reconnues comme étant utiles à l'homme ou d'intérêt scientifique particulier.

5. Les dispositions du présent article (i) ne porteront atteinte à nul droit existant en vertu des lois internes d'un territoire quelconque de tuer les animaux sans permis pour la défense de la vie ou de la propriété, (ii) ne toucheront pas au droit des autorités du territoire de permettre la chasse, l'abatage, ou la capture d'une espèce quelconque *a*) en temps de famine, *b*) pour sauvegarder la vie humaine, la santé publique, ou le bétail domestique, *c*) pour quelconque nécessité d'ordre public.

6. Chaque Gouvernement contractant fournira au Gouvernement du Royaume-Uni des renseignements au sujet des mesures adoptées dans chacun de ses territoires concernant la délivrance de permis, et concernant les animaux dont la destruction ou la capture est, conformément à l'alinéa 3

with paragraph 3 of this Article, not permitted except under licence. The Government of the United Kingdom will communicate any such information to all the Governments mentioned in Article 5, paragraph 2.

Article 9.

1. Each Contracting Government shall take the necessary measures to control and regulate in each of its territories the internal, and the import and export, traffic in, and the manufacture of articles from, trophies as defined in paragraph 8 of the present Article, with a view to preventing the import or export of, or any dealing in, trophies other than such as have been originally killed, captured or collected in accordance with the laws and regulations of the territory concerned.

2. The export of trophies to any destination whatsoever shall be prohibited unless the exporter has been granted a certificate permitting export and issued by a competent authority. Such certificate shall only be issued where the trophies have been lawfully imported or lawfully obtained. In the event of an attempted export without any certificate having been granted, the authorities of the territory where this attempt takes place shall apply such penalties as they may think necessary.

3. The import of trophies which have been exported from any territory to which the present Convention is applicable in full, whether a territory of another Contracting Government or not, shall be prohibited except on production of a certificate of lawful export, failing which the trophy shall be confiscated, but without prejudice to the application of the penalties mentioned in the preceding paragraph.

4. The import and export of trophies, except at places where there is a Customs station, shall be prohibited.

5. (a) Every trophy consisting of ivory and rhinoceros horn exported in accordance with the provisions of the present Article shall be identified by marks which, together with the weight of the trophy, shall be recorded in the certificate of lawful export.

(b) Every other trophy shall, if possible, be similarly marked and recorded but shall in any event be described in the certificate so as to identify it with as much certainty as possible.

(c) The Contracting Governments shall take such measures as may be possible by the preparation and circulation of appropriate illustrations or otherwise to instruct their Customs officers in the methods of identifying the species mentioned in the Annex to the present Convention and the trophies derived therefrom.

6. The measures contemplated in paragraph 1 of the present Article shall include provisions that found ivory, rhinoceros horn and all trophies of animals found dead, or accidentally killed, or killed in defence of any person, shall, in principle, be the property of the Government of the territory concerned, and shall be disposed of according to regulations introduced by that Government, due regard being had to the native rights and customs reserved in the succeeding paragraph.

7. No rights of the kind specified in paragraph 2 of Article 8 are to be considered as being prejudiced by the provisions of the preceding paragraphs.

8. For the purposes of the present Article the expression "trophy" shall denote any animal, dead or alive, mentioned in the Annex to the Convention, or anything part of or produced from any such animal when dead, or the eggs, egg-shells, nests or plumage of any bird so mentioned. The expression "trophy" shall not, however, include any trophy or part of a trophy which by a process of *bona fide* manufacture, as contemplated in paragraph 1 of the present Article, has lost its original identity.

9. Each Contracting Government shall furnish to the Government of the United Kingdom information as to the measures taken in order to carry out the obligations of the present Article

du présent article, interdite sauf sous permis. Le Gouvernement du Royaume-Uni fera part de tous renseignements de ce genre à tous les gouvernements mentionnés à l'article 5, alinéa 2.

Article 9.

1. Chaque Gouvernement contractant prendra les mesures nécessaires pour contrôler et régler dans chacun de ses territoires le trafic interne ainsi que l'importation, l'exportation et la fabrication d'objets provenant de trophées tels qu'ils sont définis à l'alinéa 8 du présent article, afin d'empêcher l'importation ou l'exportation ainsi que tout commerce en trophées, hormis ceux primitivement tués, pris ou collectionnés conformément aux lois et règlements du territoire en question.

2. L'exportation de trophées à n'importe quelle destination sera interdite sauf si l'exportateur a obtenu un certificat autorisant l'exportation et provenant d'une autorité compétente. Un tel certificat ne sera accordé que si le trophée aura été légitimement importé ou légitimement obtenu. Au cas où une tentative d'exportation serait faite sans qu'un certificat ait été accordé, les autorités du territoire où cette tentative aura eu lieu appliqueront les sanctions qu'elles jugeront utiles.

3. L'importation de trophées qui ont été exportés d'un territoire quelconque auquel la présente convention s'applique en plein, qu'il s'agisse du territoire d'un autre Gouvernement contractant ou non, sera interdite sauf sur présentation d'un certificat d'exportation légitime ; à défaut de quoi le trophée sera confisqué, sans préjudice toutefois à l'application des sanctions prévues à l'alinéa précédent.

4. L'importation et l'exportation de trophées sera interdite sauf aux endroits où se trouve situé un poste de douane.

5. a) Chaque trophée en ivoire ou en corne de rhinocéros exporté conformément aux dispositions du présent article sera identifié par des marques, lesquelles seront indiquées dans le certificat d'exportation légitime, ainsi que le poids du trophée.

b) Tout autre trophée sera autant que possible marqué et indiqué de la même manière, mais en tout cas sera décrit dans le certificat de manière à l'identifier avec le plus de certitude possible.

c) Les Gouvernements contractants prendront les mesures possibles pour éduquer leurs autorités douanières, soit par la préparation et la distribution de gravures convenables soit autrement, en ce qui concerne les méthodes d'identification des espèces mentionnées à l'annexe à la présente convention et des trophées qui en sont obtenus.

6. Il sera inclus dans les mesures visées à l'alinéa 1 du présent article des dispositions telles que toute trouvaille d'ivoire, de corne de rhinocéros, de trophée ou d'animal mort, ainsi que de la dépouille de tout animal tué par accident ou pour la défense d'une personne, deviendra, en principe, la propriété du gouvernement du territoire en question, et qu'elle sera traitée selon les dispositions établies par ce gouvernement en tenant compte des droits et coutumes indigènes réservés à l'alinéa suivant.

7. Aucun des droits visés à l'alinéa 2 de l'article 8 ne sera considéré comme étant atteint par les dispositions des alinéas précédents.

8. Aux fins du présent article l'expression « trophée » désignera tout animal mort ou vif mentionné à l'annexe à la convention, ou tout objet faisant partie ou étant extrait d'un tel animal quand il est mort, ainsi que les œufs, coquilles d'œufs, les nids ou les plumages d'un oiseau figurant à cette annexe. Cependant l'expression « trophée » ne comprendra nul trophée ou partie d'un trophée lequel en vertu d'un procédé légitime de fabrication, tel qu'il est envisagé à l'alinéa 1 du présent article, aura perdu son identité originale.

9. Chacun des Gouvernements contractants donnera au Gouvernement du Royaume-Uni des renseignements quant aux mesures adoptées afin de donner effet aux obligations du présent article

or any part of them. The Government of the United Kingdom will communicate any information so received to all the Governments mentioned in Article 5, paragraph 2.

Article 10.

1. The use of motor vehicles or aircraft (including aircraft lighter than air) shall be prohibited in the territories of the Contracting Governments, both (i) for the purpose of hunting, killing, or capturing animals, and (ii) in such manner as to drive, stampede, or disturb them for any purpose whatsoever, including that of filming or photographing ; provided, however, that nothing in the present paragraph shall affect the right of occupiers in respect of land occupied by them, or of Governments in respect of land utilised for public purposes, to use motor vehicles or aircraft for the purpose of driving away, capturing, or destroying animals found on such land in all cases where such ejection, capture, or destruction is not prohibited by any other provision of the present Convention.

2. The Contracting Governments shall prohibit in their territories the surrounding of animals by fires for hunting purposes. Wherever possible, the under-mentioned methods of capturing or destroying animals shall also be generally prohibited :

- (a) The use of poison, or explosives for killing fish ;
- (b) The use of dazzling lights, flares, poison, or poisoned weapons for hunting animals ;
- (c) The use of nets, pits or enclosures, gins, traps or snares, or of set guns and missiles containing explosives for hunting animals.

Article 11.

It is understood that upon signature, ratification, or accession any Contracting Government may make such express reservations in regard to Articles 3-10 of the present Convention as may be considered essential.

Article 12.

1. Each Contracting Government shall furnish to the Government of the United Kingdom information as to the measures taken for the purpose of carrying out the provisions of the preceding Articles. The Government of the United Kingdom will communicate all the information so furnished to the Governments mentioned in Article 5, paragraph 2.

2. The Contracting Governments shall, wherever necessary, co-operate between themselves for the purpose of carrying out the provisions of the preceding Articles and to prevent the extinction of fauna and flora.

3. All the Governments which sign or accede to the present Convention shall be deemed to be Parties to the Protocol bearing this day's date, drawn up to facilitate the co-operation mentioned in the preceding paragraph.

Article 13.

1. Any Contracting Government may, at the time of signature, ratification, or accession, or thereafter, make a declaration assuming in respect of any one or more of its territories (including metropolitan territories, colonies, overseas territories, or territories under suzerainty, protection,

ou à toute partie de ces obligations. Le Gouvernement du Royaume-Uni fera part de tous renseignements ainsi reçus à tous les gouvernements mentionnés à l'article 5, alinéa 2.

Article 10.

1. L'emploi de véhicules à moteur ou d'aéronefs (y compris les aéronefs plus légers que l'air) sera interdit dans les territoires des Gouvernements contractants, aussi bien (i) pour la chasse, l'abatage, ou la capture d'animaux que (ii) de manière à les faire courir ou fuir en désordre, ou à les déranger, quel qu'en soit l'objet, y compris celui de faire des films ou de la photographie. Cependant, les dispositions du présent alinéa ne toucheront en rien au droit des occupants en ce qui concerne les terres qu'ils occupent, ou des gouvernements en ce qui concerne les terres utilisées pour des fins publiques, de faire usage de voitures à moteur ou d'aéronefs pour expulser, capturer, ou détruire les animaux trouvés sur ces terres dans tous les cas où une telle expulsion, capture, ou destruction n'est pas interdite par une autre disposition quelconque de la présente convention.

2. Les Gouvernements contractants interdiront dans leurs territoires l'encerclement d'animaux avec du feu pour fins de chasse. Dans la mesure du possible les méthodes de capture ou de destruction des animaux suivantes seront aussi généralement interdites :

- a) L'emploi de poison ou de détonants pour tuer les poissons ;
- b) L'emploi de lumières éblouissantes, flambeaux, poisons ou armes empoisonnées pour la chasse aux animaux ;
- c) L'emploi de filets, fosses ou enceintes, trébuchets, pièges ou guet-apens, ou de fusils fixes et de projectiles contenant des détonants pour la chasse aux animaux.

Article 11.

Il est entendu qu'au moment de la signature, ratification, ou adhésion tout Gouvernement contractant pourra faire les réserves expresses quant aux articles 3-10 de la présente convention qui pourraient être considérées essentielles.

Article 12.

1. Chaque Gouvernement contractant fournira au Gouvernement du Royaume-Uni des renseignements quant aux mesures qui seront prises pour donner effet aux dispositions des articles précédents. Le Gouvernement du Royaume-Uni fera part de tous renseignements ainsi fournis aux gouvernements mentionnés à l'article 5, alinéa 2.

2. Les Gouvernements contractants collaboreront lorsque cela sera nécessaire afin de donner effet aux dispositions des articles précédents et de manière générale pour empêcher l'extinction de la faune et de la flore.

3. Tout gouvernement qui aura signé ou adhéré à la présente convention sera considéré comme étant partie contractante du protocole portant la date de ce jour, et dressé pour faciliter la collaboration visée à l'alinéa précédent.

Article 13.

1. Tout Gouvernement contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, ou de l'adhésion, ou ultérieurement, déclarer qu'il entreprend, en ce qui concerne l'un quelconque ou plusieurs de ses territoires (y compris les territoires métropolitains, colonies, territoires

or mandate) other than those mentioned in paragraph 3 (i) of Article 1, either all the obligations of the present Convention, or only those contained in Article 9, paragraphs 3, 8 and 9. If such declaration is made subsequent to ratification or accession it shall be effected by means of a notification in writing addressed to the Government of the United Kingdom, and shall take effect on the entry into force of the Convention or, if the Convention is already in force, three months after the date of the receipt of the notification by the Government of the United Kingdom.

2. It is understood that any Contracting Government may, by a single declaration made under the preceding paragraph, assume, in respect of some of its territories mentioned in that paragraph, all the obligations of the present Convention, and in respect of other such territories only the obligations contained in Article 9, paragraphs 3, 8 and 9.

3. Any Contracting Government which has made a declaration under the preceding paragraph, assuming, in respect of any territory, only the obligations contained in Article 9, paragraphs 3, 8 and 9, may, at any subsequent time, by a notification in writing addressed to the Government of the United Kingdom, declare that such previous declaration shall henceforth be deemed to relate to all the obligations of the Convention in respect of the territory concerned ; and such subsequent declaration shall take effect on the entry into force of the Convention or, if the Convention is already in force, three months after the date of the receipt of the notification by the Government of the United Kingdom.

4. Any Contracting Government may at any time, by a notification in writing addressed to the Government of the United Kingdom, determine the application of the Convention to any territory or territories which have been the subject of a declaration under paragraphs 1 and 3 of the present Article, and the Convention shall thereupon cease to apply to the territory or territories mentioned in the notification one year after the date of its receipt by the Government of the United Kingdom, provided that such notification shall in no case take effect until the expiry of the period of five years mentioned in Article 19, paragraph 1.

5. It is understood that if, as the result of a notification made under the preceding paragraph, there would remain no territories of the Contracting Government concerned to which the Convention would be applicable either in full or in part, such Government shall, instead of making the notification, proceed by way of denunciation under Article 19.

6. It is further understood that no notification made under paragraph 4 of the present Article, or otherwise, may purport to apply only the provisions of Article 9, paragraphs 3, 8 and 9, to any territory to which, at the time of the notification, the Convention applies in full.

7. The Government of the United Kingdom will inform all the Governments mentioned in Article 5, paragraph 2, of any notifications received under the preceding paragraphs of the present Article, of the date of their receipt and of their terms.

Article 14.

It is understood that no Government will sign, ratify, or accede to the present Convention unless it either has territories covered by Article 1, paragraph 3 (i), or makes or has made a declaration under Article 13 assuming in respect of one or more territories the obligations of the Convention either in full or in part.

Article 15.

The present Convention, of which the French and English texts shall both be equally authentic, shall bear this day's date and shall be open for signature until the 31st March, 1934.

d'outre-mer, ou territoires sous suzeraineté, protection, ou mandat) autres que ceux mentionnés à l'alinéa 3 (i) de l'article premier, soit toutes les obligations de la présente convention, soit celles seulement qui sont visées à l'article 9, alinéas 3, 8 et 9. Au cas où une telle déclaration serait faite postérieurement à la ratification ou à l'adhésion, elle sera effectuée par voie de notification écrite adressée au Gouvernement du Royaume-Uni et prendra effet à la date de la mise en vigueur de la convention, ou si celle-ci est déjà en vigueur, trois mois après la date de la réception de la notification par le Gouvernement du Royaume-Uni.

2. Il est entendu que tout Gouvernement contractant pourra par une seule déclaration faite en vertu de l'alinéa précédent, entreprendre, en ce qui concerne quelques-uns parmi les territoires mentionnés dans cet alinéa, toutes les obligations de la présente convention, et, en ce qui concerne d'autres parmi ces territoires, seulement les obligations visées à l'article 9, alinéas 3, 8 et 9.

3. Tout Gouvernement contractant qui aura fait une déclaration en vertu de l'alinéa précédent entreprenant, en ce qui concerne un territoire quelconque, seulement les obligations visées à l'article 9, alinéas 3, 8 et 9, pourra à tout moment ultérieur, par voie de notification écrite adressée au Gouvernement du Royaume-Uni, déclarer que la déclaration en question sera censée se rapporter à toutes les obligations de la convention en ce qui concerne le territoire en question ; et cette dernière déclaration prendra effet à la date de la mise en vigueur de la convention ou, si celle-ci est déjà en vigueur, trois mois après la date de la réception de la notification par le Gouvernement du Royaume-Uni.

4. Tout Gouvernement contractant pourra à tout moment, par notification écrite adressée au Gouvernement du Royaume-Uni, faire cesser l'application de la convention à tout territoire ou territoires qui ont fait l'objet d'une déclaration en vertu des alinéas 1 et 3 du présent article, et la convention cessera en conséquence de s'appliquer au territoire ou aux territoires mentionnés dans la notification un an après la date de sa réception par le Gouvernement du Royaume-Uni. Cependant, cette notification ne prendra en aucun cas effet avant l'expiration de la période de cinq ans mentionnée à l'article 19, alinéa 1.

5. Il est entendu que si par suite d'une notification faite en vertu de l'alinéa précédent il ne reste aucun territoire du Gouvernement contractant en question auquel s'applique la convention, soit en plein, soit en partie, ce gouvernement, au lieu de faire la notification, devra agir par voie de dénonciation en vertu de l'article 19.

6. Il est entendu, au surplus, que nulle notification faite en vertu de l'alinéa 4 du présent article ou autrement, ne pourra prétendre appliquer seulement les dispositions de l'article 9, alinéas 3, 8 et 9, à aucun territoire auquel la convention, au moment de la notification, s'applique en plein.

7. Le Gouvernement du Royaume-Uni fera part à tous les gouvernements mentionnés à l'article 5, alinéa 2, de toutes notifications reçues en vertu des alinéas précédents du présent article, de la date de leur réception et de leurs termes.

Article 14.

Il est entendu qu'aucun gouvernement ne pourra signer, ratifier, ou adhérer à la présente convention à moins d'avoir des territoires tels qu'ils sont définis à l'article premier, alinéa 3 (i), ou à moins de faire ou d'avoir fait une déclaration en vertu de l'article 13 entreprenant pour l'un ou plusieurs territoires les obligations de la convention en plein ou en partie.

Article 15.

La présente convention, dont les textes français et anglais feront tous deux également foi, portera la date de ce jour et sera ouverte à la signature jusqu'au 31 mars 1934.

Article 16.

The present Convention shall be subject to ratification. The instruments of ratification shall be deposited with the Government of the United Kingdom, which will notify their receipt and the date thereof, and their terms and the terms of any accompanying declarations or reservations to all the Governments mentioned in Article 5, paragraph 2.

Article 17.

At any time after the 31st March, 1934, the present Convention shall be open to accession by any Government of a metropolitan territory, by which it has not been signed, whether it has territories covered by Article 1, paragraph 3 (i), or not. Accessions shall be notified to the Government of the United Kingdom, which will inform all the Governments mentioned in Article 5, paragraph 2, of all notifications received, their terms and the terms of any accompanying declarations or reservations, and the date of their receipt.

Article 18.

1. After the deposit or notification of not less than four ratifications or accessions on the part of Contracting Governments having territories covered by Article 1, paragraph 3 (i), the present Convention shall come into force three months after the deposit or notification of the last of such ratifications or accessions, as between the Governments concerned. The Government of the United Kingdom will notify all the Governments mentioned in Article 5, paragraph 2, of the date of the coming into force of the Convention.

2. Any ratifications or accessions received after the date of the entry into force of the Convention shall take effect three months after the date of their receipt by the Government of the United Kingdom.

Article 19.

1. Any Contracting Government may at any time denounce the present Convention by a notification in writing addressed to the Government of the United Kingdom. Such denunciation shall take effect, as regards the Government making it, and in respect of all the territories of that Government to which the Convention shall then apply, either in full or in part, one year after the date of the receipt of the notification by the Government of the United Kingdom; provided, however, that no denunciation shall take effect until the expiry of five years from the date of the entry into force of the Convention.

2. If, as the result of simultaneous or successive denunciations, the number of Contracting Governments bound, in respect of one or more of their territories, by all the obligations of the present Convention is reduced to less than four, the Convention shall cease to be in force as from the date on which the last of such denunciations shall take effect in accordance with the provisions of the preceding paragraph.

3. The Government of the United Kingdom will notify all the other Governments mentioned in Article 5, paragraph 2, of any denunciations so received and the date on which they take effect. The Government of the United Kingdom will also, if occasion arises, similarly notify the date on which the Convention ceases to be in force under the provisions of the preceding paragraph.

Article 16.

La présente convention sera assujettie à la ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement du Royaume-Uni, qui en notifiera la réception avec la date de cette dernière, ainsi que leurs termes et les termes de toute déclaration ou réserve les accompagnant, à tous les gouvernements mentionnés à l'article 5, alinéa 2.

Article 17.

A tout moment après le 31 mars 1934, la présente convention sera ouverte à l'adhésion de tout gouvernement d'un territoire métropolitain par lequel la convention n'a pas été signée, qu'il ait des territoires tels qu'ils sont définis à l'article premier, alinéa 3 (i), ou non. Les adhésions seront notifiées au Gouvernement du Royaume-Uni, qui en fera part à tous les gouvernements mentionnés à l'article 5, alinéa 2, avec leurs termes, les termes de toute déclaration ou réserves les accompagnant et la date de leur réception.

Article 18.

1. Après le dépôt ou la notification d'au moins quatre ratifications ou adhésions de la part de Gouvernements contractants ayant des territoires tels qu'ils sont définis à l'article premier, alinéa 3 (i), la présente convention entrera en vigueur entre les gouvernements intéressés trois mois après le dépôt ou la notification de la dernière de ces ratifications ou adhésions. Le Gouvernement du Royaume-Uni notifiera à tous les gouvernements mentionnés à l'article 5, alinéa 2, la date de la mise en vigueur de la convention.

2. Toutes ratifications ou adhésions reçues après la date de la mise en vigueur de la convention prendront effet trois mois après la date de leur réception par le Gouvernement du Royaume-Uni.

Article 19.

1. Tout Gouvernement contractant pourra à tout moment dénoncer la présente convention par notification écrite adressée au Gouvernement du Royaume-Uni. Cette dénonciation prendra effet, en ce qui concerne le gouvernement par lequel elle sera faite, à l'égard de tous les territoires de ce gouvernement auxquels la convention s'applique à ce moment, soit en plein, soit en partie, un an après la date de la réception de la notification par le Gouvernement du Royaume-Uni. Cependant, aucune dénonciation ne prendra effet avant l'expiration de cinq années à partir de la date de la mise en vigueur de la convention.

2. Si à la suite de dénonciations simultanées ou successives, le nombre de Gouvernements contractants liés en ce qui concerne l'un ou plusieurs de leurs territoires par toutes les obligations de la présente convention est réduit à moins de quatre, la convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle la dernière de ces dénonciations prendra effet conformément aux dispositions de l'alinéa précédent.

3. Le Gouvernement du Royaume-Uni notifiera à tous les autres gouvernements mentionnés à l'article 5, alinéa 2, toutes dénonciations ainsi reçues et la date à laquelle elles prendront effet. Le Gouvernement du Royaume-Uni notifiera également, le cas échéant, la date à laquelle la convention cessera d'être en vigueur en vertu des dispositions de l'alinéa précédent.

In witness whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention.

Done in London, this eighth day of November, 1933, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, which will transmit certified true copies thereof to all the Governments attending the Conference at which the present Convention has been drawn up, whether as participators or observers, as well as to any other Government to which the Government of the United Kingdom may deem it desirable to communicate a copy.

Fait à Londres, ce huit novembre 1933, en une seule copie qui restera déposée aux archives du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les gouvernements qui ont assisté à la conférence à laquelle la présente convention a été dressée, soit comme participants, soit comme observateurs, ainsi qu'à tout autre gouvernement auquel le Gouvernement du Royaume-Uni jugera désirable de communiquer une copie.

Union of South Africa :

Union de l'Afrique du Sud :

C. T. TE WATER.
Arthur W. HILL.

Belgium :

Belgique :

Baron DE CARTIER DE MARCHIENNE.
V. VAN STRAELEN.
J. M. DERSCHIED.

Great Britain and Northern Ireland :

Grande-Bretagne et Irlande du Nord :

ONSLow.
W. F. GOWERS.
Arnold HODSON.
A. B. ACHESON.
B. F. WRIGHT.

Egypt :

Egypte :

I. KADRY.

Spain :

Espagne :

R. P. DE AYALA.

France :

France :

L. RUFFAT.

Italy :

Tullio ZEDDA.
Saverio PATRIZI.

*Italie :**Portugal :*

R. Ennes ULRICH.
Carlos MELLO GERALDES.
Luis W. CARRISSO.

*Portugal :**Anglo-Egyptian Sudan :*

W. R. BARKER.

Soudan anglo-égyptien :

ANNEX.

CLASS A.

I. ANIMALIA.

(I) MAMMALIA.

Primates.

- A 1. Gorilla—*Gorilla gorilla* (Savage & Wyman) (all subspecies).
Anthropopithecus gorilla Savage & Wyman, 1847, Bost. Journ. Nat. Hist. 5 : 419.
- A 2. All Madagascar Lemurs—*Chiromyidae*, *Lemuridae* and *Indrisidae*.
 (Note. — These families include numerous genera and species.)

Carnivora.

- A 3. Aard Wolf—*Proteles cristatus* (Sparrman).
Viverra cristata Sparrman, 1785, Voy. : 177.
- A 4. Fossa—*Fossa* Gray (all subspecies).
Fossa Gray, 1864, Proc. Zool. Soc. Lond. 1864 : 518.

Ungulata.

- A 5. Giant Sable Antelope—*Hippotragus niger variani* Thomas.
Hippotragus niger variani Thomas, 1916, Proc. Zool. Soc. Lond. 1916 : 298.
- A 6. Nyala—*Tragelaphus angasi* Angas.
Tragelaphus angasi Angas, 1848, Proc. Zool. Soc. Lond. 1848 : 89.
- A 7. Mountain Nyala or Buxton's Bushbuck—*Tragelaphus buxtoni* Lydekker.
Tragelaphus buxtoni Lydekker, 1910, Nature 84 : 397.
- A 8. Okapi—*Okapia johnstoni* (Sclater).
Equus (?) *johnstoni* Sclater, 1901, Proc. Zool. Soc. Lond. 1901 (1) : 50.
- A 9. Barbary Stag—*Cervus elaphus barbarus* Bennett.
Cervus barbarus Bennett, 1837, List Anim. Gardens Zool. Soc. : 31.
- A 10. Pigmy Hippopotamus—*Choeropsis liberiensis* (Morton).
Hippopotamus liberiensis Morton, 1849, J. Acad. Nat. Sci. Philad. (1) 4 : 232.
Hippopotamus minor Morton, 1844, Proc. Acad. Nat. Sci. Philad. 2 (1) : 15.
- A 11. Mountain Zebra—*Hippotigris zebra* (Linnaeus) (all subspecies).
Equus zebra Linnaeus, 1758, Syst. Nat. ed. 10 1 : 74.
- A 12. Wild Ass—*Asinus asinus* (Linnaeus) (all subspecies).
Equus asinus Linnaeus, 1758, Syst. Nat. ed. 10 1 : 73.

ANNEXE

CLASSE A.

I. ANIMALIA

(I) MAMMALIA.

Primates.

- A 1. Gorille—*Gorilla gorilla* (Savage & Wyman) (toutes les sous-espèces).
Anthropopithecus gorilla Savage & Wyman, 1847, Bost. Journ. Nat. Hist. 5 : 419.
- A 2. Tous les Lémuriens de Madagascar—*Chiromyidæ*, *Lemuridæ* et *Indrisidæ*.
(Note. — Ces familles comprennent de nombreux genres et espèces.)

Carnivora.

- A 3. Protèle—*Proteles cristatus* (Sparrman).
Viverra cristata Sparrman, 1785, Voy. : 177.
- A 4. Genette Fossane—*Fossa* Gray (toutes les sous-espèces).
Fossa Gray, 1864, Proc. Zool. Soc. Lond. 1864 : 518.

Ungulata.

- A 5. Antilope noire géante—*Hippotragus niger variani* Thomas.
Hippotragus niger variani Thomas, 1916, Proc. Zool. Soc. Lond. 1916 : 298.
- A 6. Antilope Nyala—*Tragelaphus angasi* Angas.
Tragelaphus angasi Angas, 1848, Proc. Zool. Soc. Lond. 1848 : 89.
- A 7. Traguélaphe de montagne—*Tragelaphus buxtoni* Lydekker.
Tragelaphus buxtoni Lydekker, 1910, Nature 84 : 397.
- A 8. Okapi—*Okapia johnstoni* (Sclater).
Equus (?) *johnstoni* Sclater, 1901, Proc. Zool. Soc. Lond. 1901 (1) : 50.
- A 9. Cerf d'Algérie—*Cervus elaphus barbarus* Bennett.
Cervus barbarus Bennett, 1837, List Anim. Gardens Zool. Soc. : 31.
- A 10. Hippopotame de Libéria ou Hippopotame nain—*Chæropšis liberiensis* (Morton).
Hippopotamus liberiensis Morton, 1849, J. Acad. Nat. Sci. Philad. (1) 4 : 232.
Hippopotamus minor Morton, 1844, Proc. Acad. Nat. Sci. Philad. 2 (1) : 15.
- A 11. Zèbre de montagne—*Hippotigris zebra* (Linnaeus) (toutes les sous-espèces).
Equus zebra Linnaeus, 1758, Syst. Nat. ed. 10 1 : 74.
- A 12. Ane sauvage—*Asinus asinus* (Linnaeus) (toutes les sous-espèces).
Equus asinus Linnaeus, 1758, Syst. Nat. ed. 10 1 : 73.

- A 13. White Rhinoceros—*Rhinoceros simus* Burchell (all subspecies).
Rhinoceros simus Burchell, 1817, Bull. Soc. Philom. 1817 : 96.
- A 14. Northern Hartebeest or Bubal—*Bubalis buselaphus* (Pallas).
Antilope buselaphus Pallas, 1766, Misc. Zool. : 7.
- A 15. Abyssinian Ibex or Wali—*Capra walie* Rüppell.
Capra walie Rüppell, 1835, Neue Wirbelthiere Abyssin. 1 : 16.
- A 16. Elephant—*Elephas africanus* Blumenbach.
Elephas africanus Blumenbach, 1779, Handbuch der Naturgeschichte ed. 5 : 125.
(NOTE. — This species to be included in Class A only in respect of specimens of which the tusks do not exceed 5 kilogrammes in weight each.)
- A 17. Water Chevrotain—*Hyemoschus aquaticus* (Ogilby) (all subspecies).
Moschus aquaticus Ogilby, 1840, Proc. Zool. Soc. Lond. 1840 : 35.

(ii) AVES.

- A 18. Whale-headed Stork or Shoe-bill—*Balaeniceps rex* Gould.
Balaeniceps rex Gould, 1851, Proc. Zool. Soc. Lond. 1851 : 1.
- A 19. Bald-headed Ibis or Waldrapp—*Comatibis eremita* (Linnaeus).
Upupa eremita Linnaeus, 1758, Syst. Nat. ed. 10 1 : 118.
- A 20. White-breasted Guinea Fowl—*Agelastes meleagrides* Bonaparte.
Agelastes meleagrides Bonaparte, 1849, Proc. Zool. Soc. Lond. 1849 : 145.

2. VEGETABILIA.

- A 21. Welwitschia—*Welwitschia Bainesii* (Carrière).
Welwitschia Bainesii (Carrière), 1933, Flora Capensis 5 (2) : Suppl. : 1-3.
(Formerly *Welwitschia mirabilis* Hooker fil.)

CLASS B.

ANIMALIA.

(i) MAMMALIA.

Primates.

- B 1. Chimpanzee—*Anthropopithecus* Blainville (all subspecies).
Anthropopithecus Blainville, 1838, Ann. Franç. et Etrang. d'Anat. et Physiol. 2 : 360.
- B 2. Colobus Monkey—*Colobus* Illiger (all subspecies).
Colobus Illiger, 1811, Prodomus : 69.

- A 13. Rhinocéros blanc—*Rhinoceros simus* Burchell (toutes les sous-espèces).
Rhinoceros simus Burchell, 1817, Bull. Soc. Philom. 1817 : 96.
- A 14. Bubale de l'Afrique du Nord—*Bubalis buselaphus* (Pallas).
Antilope buselaphus Pallas, 1766, Misc. Zool. : 7.
- A 15. Bouquetin d'Abyssinie—*Capra walie* Rüppell.
Capra walie Rüppell, 1835, Neue Wirbelthiere Abyssin. 1 : 16.
- A 16. Eléphant—*Elephas africanus* Blumenbach.
Elephas africanus Blumenbach, 1779, Handbuch der Naturgeschichte ed. 5 : 125.
(NOTE. — Cette espèce devra être comprise dans la Classe A seulement en ce qui concerne les spécimens dont chaque défense ne pèse pas plus de 5 kilogrammes.)
- A 17. Chevrotain aquatique—*Hyemoschus aquaticus* (Ogilby) (toutes les sous-espèces).
Moschus aquaticus Ogilby, 1840, Proc. Zool. Soc. Lond. 1840 : 35.

(ii) AVES.

- A 18. Bec-en-Sabot—*Balæniceps rex* Gould.
Balæniceps rex Gould, 1851, Proc. Zool. Soc. Lond. 1851 : 1.
- A 19. Comatibis chevelu—*Comatibis eremita* (Linnaeus).
Upupa eremita Linnaeus, 1758, Syst. Nat. ed. 10 1 : 118.
- A 20. Pintade à poitrine blanche—*Agelastes meleagrides* Bonaparte.
Agelastes meleagrides Bonaparte, 1849, Proc. Zool. Soc. Lond. 1849 : 145.

2. VEGETABILIA

- A 21. Welwitschia—*Welwitschia Bainesii* (Carrière).
Welwitschia Bainesii (Carrière), 1933, Flora Capensis 5 (2) : Suppl. : 1-3.
(Antérieurement *Welwitschia mirabilis* Hooker fil.)

CLASSE B.

ANIMALIA

(i) MAMMALIA.

Primates.

- B 1. Chimpanzé—*Anthropopithecus* Blainville (toutes les sous-espèces).
Anthropopithecus Blainville, 1838, Ann. Franç. et Etrang. d'Anat. et Physiol. 2 : 360.
- B 2. Colobes—*Colobus* Illiger (toutes les sous-espèces).
Colobus Illiger, 1811, Prodomus : 69.

Ungulata.

- B 3. Giant Eland or Lord Derby's Eland—*Taurotragus derbianus* (Gray) (all subspecies).
Boselaphus derbianus Gray, 1847, Ann. Mag. Nat. Hist. (1) 20 : 286.
Boselaphus oreas Gray, 1847, List Osteol. Brit. Mus. : 155.
- B 4. Giraffe—*Giraffa* Zimmermann (all subspecies).
Giraffa Zimmermann, 1780, Geogr. Gesch. 2 : 125.
- B 5. White-tailed Gnu—*Connochaetes gnou* (Zimmermann).
Bos gnou Zimmermann, 1772, Spec. Zool. Geogr. : 372.
- B 6. Yellow-backed Duiker—*Cephalophus sylvicultrix* (Afzelius).
Antilope sylvicultrix Afzelius, 1815, Nova Acta Soc. Upsala 6 : 265.
- B 7. Jentink's Duiker—*Cephalophus jentinki* Thomas.
Cephalophus jentinki Thomas, 1892, Proc. Zool. Soc. Lond. 1892 : 417.
Antilope longiceps Jentink, 1885, Notes Leyden Mus. 7 : 272.
- B 8. Beira—*Dorcotragus megalotis* (Menges).
Oreotragus megalotis Menges, 1894, Zool. Anz. 1894 : 131.
- B 9. Dibatag or Clarke's Gazelle—*Ammodorcas clarkei* (Thomas).
Cervicapra clarkei Thomas, 1891, Ann. Mag. Nat. Hist. (6) 7 : 304.
- B 10. Bontebok—*Damaliscus pygargus* (Pallas).
Antilope pygarga Pallas, 1767, Spicil. Zool. fasc. 1 : 10.
Antilope dorcas Pallas, 1766, Misc. Zool. : 6 ; nec *Capra dorcas* Linnaeus.
- B 11. Black Rhinoceros—*Rhinoceros bicornis* Linnaeus.
Rhinoceros bicornis Linnaeus, 1758, Syst. Nat. ed. 10 1 : 56.
- B 12. Elephant—*Elephas africanus* Blumenbach.
Elephas africanus Blumenbach, 1779, Handbuch der Naturgeschichte ed. 5 : 125.
(The above species to be included in Class B in respect of specimens of which the tusks exceed 5 kilogrammes in weight each.)

Edentata.

- B 13. Pangolin—*Manis* Linnaeus (all species).
Manis Linnaeus, 1758, Syst. Nat. ed. 10 1 : 36.

(ii) AVES.

- B 14. Marabou—*Leptoptilos crumeniferus* (Lesson).
Ciconia crumenifera Lesson, 1831, Traité d'Orn : 585.
- B 15. Abyssinian Ground Hornbill—*Bucorvus abyssinicus* (Boddaert).
Buceros abyssinicus Boddaert, 1783, Tabl. Planches enluminées : 48.
- B 16. Ground Hornbill—*Bucorvus cafer* (Schlegel).
Buceros carunculatus cafer Schlegel, 1862, Mus. Pays-Bas 1 : 20.

Ungulata.

- B 3. Elan géant—*Taurotragus derbianus* (Gray) (toutes les sous-espèces).
Boselaphus derbianus Gray, 1847, Ann. Mag. Nat. Hist. (1) 20 : 286.
Boselaphus oreas Gray, 1847, List Osteol. Brit. Mus. : 155.
- B 4. Girafes—*Giraffa* Zimmermann (toutes les sous-espèces).
Giraffa Zimmermann, 1780, Geogr. Gesch. 2 : 125.
- B 5. Gnou—*Connochætes gnou* (Zimmermann).
Bos gnou Zimmermann, 1772, Spec. Zool. Geogr. : 372.
- B 6. Céphalophe à dos jaune—*Cephalophus sylvicultrix* (Afzelius).
Antilope sylvicultrix Afzelius, 1815, Nova Acta Soc. Upsala 6 : 265.
- B 7. Céphalophe de Jentink—*Cephalophus jentinki* Thomas.
Cephalophus jentinki Thomas, 1892, Proc. Zool. Soc. Lond. 1892 : 417.
Antilope longiceps Jentink, 1885, Notes Leyden Mus. 7 : 272.
- B 8. Oréotrague Beira—*Dorcotragus megalotis* (Menges).
Oreotragus megalotis Menges, 1894, Zool. Anz. 1894 : 131.
- B 9. Gazelle de Clarke—*Ammodorcas clarkei* (Thomas).
Cervicapra clarkei Thomas, 1891, Ann. Mag. Nat. Hist. (6) 7 : 304.
- B 10. Damalisque à queue blanche—*Damaliscus pygargus* (Pallas).
Antilope pygarga Pallas, 1767, Spicil. Zool. fasc. 1 : 10.
Antilope dorcas Pallas, 1766, Misc. Zool. : 6 ; nec *Capra dorcas* Linnaeus.
- B 11. Rhinocéros noir—*Rhinoceros bicornis* Linnaeus.
Rhinoceros bicornis Linnaeus, 1758, Syst. Nat. ed. 10 1 : 56.
- B 12. Eléphant—*Elephas africanus* Blumenbach.
Elephas africanus Blumenbach, 1779, Handbuch der Naturgeschichte ed. 5 : 125.
(Cette espèce devra être comprise dans la Classe B en ce qui concerne les spécimens dont chaque défense pèse plus que 5 kilogrammes.)

Edentata.

- B 13. Pangolins—*Manis* Linnaeus (toutes les espèces).
Manis Linnaeus, 1758, Syst. Nat. ed. 10 1 : 36.

(ii) AVES.

- B 14. Marabout—*Leptoptilos crumeniferus* (Lesson).
Ciconia crumenifera Lesson, 1831, Traité d'Orn : 585.
- B 15. Grand Calao d'Abyssinie ou Calao caronculé—*Bucorvus abyssinicus* (Boddaert).
Buceros abyssinicus Boddaert, 1783, Tabl. Planches enluminées : 48.
- B 16. Grand Calao—*Bucorvus cafer* (Schlegel).
Buceros carunculatus cafer Schlegel, 1862, Mus. Pays-Bas 1 : 20.

- B 17. Wild Ostrich—*Struthio* Linnaeus (all African subspecies).
Struthio Linnaeus, 1758, Syst. Nat. ed. 10 1 : 155.
 NOTE. — The African subspecies are the following :
 North African Ostrich—*S. camelus camelus* Linnaeus, 1758 ;
 Southern Ostrich—*S. c. australis* Gurney, 1868 ;
 Masai Ostrich—*S. c. massaicus* Neumann, 1898 ; and
 Somali Ostrich—*S. c. molybdophanes* Reichenow, 1883.
- B 18. Secretary Bird—*Sagittarius serpentarius* (Miller).
Falco serpentarius Miller, 1779, Icon. Anim. pl. 28.
- B 19. Little Egret—*Egretta garzetta garzetta* (Linnaeus).
Ardea garzetta Linnaeus, 1766, Syst. Nat. ed. 12 1 : 237.
- B 20. African Great White Egret—*Casmerodius albus melanorhynchus* (Wagler).
Ardea melanorhynchos Wagler, 1827, Syst. Av. Additamenta (last page).
- B 21. African Yellow-billed Egret—*Mesophoyx intermedius brachyrhynchus* (Brehm).
Herodias (Egretta) brachyrhynchos Brehm, 1858, J. Ornith. : 471.
- B 22. Buff-backed Heron—*Bubulcus ibis* (Linnaeus).
Ardea ibis Linnaeus, 1758, Syst. Nat. ed. 10 1 : 144.

PROTOCOL.

At the moment of the signature of the Convention relative to the Preservation of Fauna and Flora in their Natural State which bears this day's date, the Undersigned, being duly authorised to that effect by their respective Governments, have agreed on the following provisions :

1. In order to facilitate co-operation for the purpose of preventing the extinction of natural fauna and flora and to examine the working of the above-mentioned Convention, as well as the question of any improvements which might be made to it, periodical international Conferences shall be held at appropriate intervals at which the Governments Parties to the Convention or on whose behalf the present Protocol has been signed shall be represented.

2. The first of such Conferences shall take place within four years from this day's date, and the arrangements in connection with it shall be made by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, which shall invite the Governments referred to in Article 1 of the present Protocol, together with any other Government whose presence may be considered desirable.

3. It is agreed that the matters to be discussed at the above-mentioned Conference shall include (a) the question of the exchange between Governments of lists of persons known to have been guilty of persistent infringements of game regulations, (b) the question of the exchange of information relating to infectious or contagious diseases of importance for the preservation of fauna or flora, or capable of affecting men as well as animals.

4. Subsequent Conferences shall be held at such dates and in accordance with such arrangements as may be made at the first Conference.

5. The present Protocol, of which the French and English texts shall both be equally authentic, shall bear this day's date, and shall come into force upon signature.

- B 17. Autruche sauvage—*Struthio* Linnaeus (toutes les sous-espèces africaines).
Struthio Linnaeus, 1758, Syst. Nat. ed. 10 1 : 155.
NOTE. — Les sous-espèces africaines sont les suivantes :
Autruche de l'Afrique du Nord—*S. camelus camelus* Linnaeus, 1758 ;
Autruche méridionale—*S. c. australis* Gurney, 1868 ;
Autruche de Masai—*S. c. massaicus* Neumann, 1898 ; et
Autruche de Somale—*S. c. molybdophanes* Reichenow, 1883.
- B 18. Messager serpenteaire—*Sagittarius serpentarius* (Miller).
Falco serpentarius Miller, 1779, Icon. Anim. pl. 28.
- B 19. Aigrette garzette—*Egretta garzetta garzetta* (Linnaeus).
Ardea garzetta Linnaeus, 1766, Syst. Nat. ed. 12 1 : 237.
- B 20. Grande Aigrette—*Casmerodius albus melanorhynchus* (Wagler).
Ardea melanorhynchos Wagler, 1827, Syst. Av. Additamenta (dernière page).
- B 21. Aigrette intermédiaire de l'Afrique—*Mesophoyx intermedius brachyrhynchus* (Brehm).
Herodias (Egretta) brachyrhynchos Brehm, 1858, J. Ornith. : 471.
- B 22. Garde-bœuf ou pique-bœuf—*Bubulcus ibis* (Linnaeus).
Ardea ibis Linnaeus, 1758, Syst. Nat. ed. 10 1 : 144.

PROTOCOLE

Au moment de la signature de la convention relative à la conservation de la faune et de la flore à l'état naturel portant la date de ce jour, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, sont convenus des dispositions suivantes :

1. Afin de faciliter la collaboration pour empêcher l'extinction de la faune et de la flore naturelle, et d'examiner le fonctionnement de la convention mentionnée ci-dessus, ainsi que la question des améliorations que l'on pourrait y apporter, des conférences internationales périodiques auront lieu à des intervalles convenables auxquelles les gouvernements parties à la convention ou au nom desquels le présent protocole aura été signé se feront représenter.

2. La première de ces conférences aura lieu dans les quatre années à partir de la date de ce jour, et les arrangements s'y rapportant seront faits par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui invitera les gouvernements visés à l'article premier du présent protocole ainsi que tout autre gouvernement dont l'assistance pourrait être considérée désirable.

3. Il est convenu que les discussions à la conférence mentionnée ci-dessus comprendront *a)* la question de l'échange entre gouvernements de listes de personnes connues comme ayant été coupables d'infractions répétées aux lois sur la chasse, *b)* la question de l'échange de renseignements relatifs aux maladies contagieuses présentant une importance pour la conservation de la faune ou de la flore, ou affectant aussi bien les hommes que les animaux.

4. Les conférences ultérieures auront lieu à la date et selon les dispositions qui seront fixées à la première conférence.

5. Le présent protocole, dont les textes français et anglais feront tous deux également foi, portera la date de ce jour et entrera en vigueur au moment de sa signature.

In faith whereof the Undersigned have signed the present Protocol.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent protocole.

Done in London, this eighth day of November, 1933, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, which will transmit certified true copies thereof to all the Governments attending the Conference at which the present Protocol has been drawn up, whether as participators or observers, as well as to any other Government to which the Government of the United Kingdom may deem it desirable to communicate a copy.

Fait à Londres, ce huit novembre 1933, en une seule copie, qui restera déposée aux archives du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les gouvernements qui ont assisté à la conférence à laquelle le présent protocole a été dressé, soit comme participants, soit comme observateurs, ainsi qu'à tout autre gouvernement auquel le Gouvernement du Royaume-Uni jugera désirable de communiquer une copie.

Union of South Africa :

C. T. TE WATER.
Arthur W. HILL.

Union de l'Afrique du Sud :

Belgium :

BARON DE CARTIER DE MARCHIENNE.
V. VAN STRAELEN.
J. M. DERSCHIED.

Belgique :

Great Britain and Northern Ireland :

ONSLow.
W. F. GOWERS.
Arnold HODSON.
A. B. ACHESON.
B. F. WRIGHT.

Grande-Bretagne et Irlande du Nord :

Egypt :

I. KADRY.

Egypte :

Spain :

R. P. DE AYALA.

Espagne :

France :

L. RUFFAT.

France :

Italy :

Tullio ZEDDA.
Saverio PATRIZI.

Italie :

Portugal :

R. Ennes ULRICH.
Carlos MELLO GERALDES.
Luis W. CARRISSO.

Portugal :

Anglo-Egyptian Sudan :

W. R. BARKER.

Soudan anglo-égyptien :

N° 3996.

**BRÉSIL
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

Echange de notes comportant un accord provisoire concernant les relations commerciales entre les deux pays. Londres, le 10 août 1936.

**BRAZIL
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

Exchange of Notes constituting a Temporary Agreement regarding Commercial Relations between the Two Countries. London, August 10th, 1936.

Nº 3996. — TROCA DE NOTAS¹
ENTRE O GOVERNO BRASILEIRO
E O GOVERNO DE SUA
MAJESTADE NO REINO UNIDO
CONSTITUINDO UN ACCORDO
PROVISORIO RELATIVO AS
RELAÇÕES COMMERCIAES
ENTRE OS DOIS PAIZES. LON-
DRES, 10 DE AGOSTO DE 1936.

No. 3996. — EXCHANGE OF NOTES¹
BETWEEN THE BRAZILIAN
GOVERNMENT AND HIS MAJES-
TY'S GOVERNMENT IN THE
UNITED KINGDOM CONSTITUT-
ING A TEMPORARY AGREE-
MENT REGARDING COMMER-
CIAL RELATIONS BETWEEN
THE TWO COUNTRIES. LON-
DON, AUGUST 10TH, 1936.

*Textes officiels portugais et anglais communiqués
par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères
de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enre-
gistrement de cet échange de notes a eu lieu
le 6 novembre 1936.*

*Portuguese and English official texts communi-
cated by His Majesty's Secretary of State
for Foreign Affairs in Great Britain. The
registration of this Exchange of Notes took
place November 6th, 1936.*

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

I.

M. RAUL RÉGIS DE OLIVEIRA TO MR. ANTHONY
EDEN.

LONDRES, 10 de Agosto de 1936.

SENHOR SECRETARIO DE ESTADO,

Tenho a honra de informar Vossa Excellencia que o Governo Brasileiro desejando regular e desenvolver as relações commerciaes entre os Estados Unidos do Brasil e o Reino Unido da Gran-Bretanha e Irlanda do Norte, até á conclusão de um Tratado de Commercio e Navegação entre os dois paizes, está disposto, sob a condição de reciprocidade, a conceder aos productos naturaes ou manufacturados do Reino Unido importados no Brasil (quer para o consumo ou a reexportação, quer em transit) o tratamento pelo menos tão favoravel, a todos os respeitoos, quanto ao que fôr concedido aos productos naturaes ou manufacturados de qualquer outro paiz estrangeiro. Principalmente,

¹ Entré en vigueur le 10 août 1936.

² Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRAZILIAN EMBASSY.

LONDON, August 10th, 1936.

SIR,

I have the honour to inform your Excellency that the Brazilian Government, being desirous to regulate and develop the commercial relations between the United States of Brazil and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, pending the conclusion of a Treaty of Commerce and Navigation between the two countries, are prepared, on condition of reciprocity, to accord to goods produced or manufactured in the United Kingdom and imported into Brazil (whether for consumption, re-export or transit) treatment at least as favourable, in all respects, as that accorded to goods produced or manufactured in any other foreign country. In particular, they shall not be

¹ Came into force August 10th, 1936.

² Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

esses productos não serão sujeitos, ao entrarem no territorio nacional ou posteriormente, a direitos ou encargos aduaneiros diferentes ou mais elevados, nem a prohições ou restricções diferentes, nem a formalidades aduaneiras diferentes ou mais onerosas, nem a exigencias em materia de licenças diferentes ou mais onerosas, do que aquelles aos quaes forem sujeitos os productos similares de qualquer outro paiz. O mesmo tratamento será concedido no Brasil aos productos naturaes ou manufacturados de qualquer Colonia Britannica, Protectorado ou Territorio sobre o qual um mandato é exercido pelo Governo de Sua Majestade no Reino Unido, desde que em tal Colonia, Protectorado ou Territorio sob Mandato o tratamento concedido ás mercadorias brasileiras não seja menos favoravel do que o que se applicar ás mercadorias do paiz estrangeiro mais favorecido.

2. Os productos naturaes ou manufacturados do Brasil e dalli exportados para o Reino Unido, não serão sujeitos no territorio brasileiro a impostos de exportação diferentes ou mais elevados, nem a outros onus fiscaes diferentes ou mais elevados, nem a prohições ou restricções diferentes, do que aquelles a que estiverem sujeitos os productos similares exportados para qualquer outro paiz estrangeiro.

3. Imposto interno algum será cobrado no Brasil, pela União, pelos Estados ou pelos Municipios, sobre os productos naturaes ou manufacturados do Reino Unido, que seja diferente ou mais elevado do que o que fôr cobrado em identicas circumstancias sobre as mercadorias similares de qualquer outra origem estrangeira.

4. A titulo de excepção do compromisso geral do Governo Brasileiro de conceder o tratamento da nação mais favorecida aos productos naturaes ou manufacturados do Reino Unido importados no Brasil, fica entendido que o Governo de Sua Majestade no Reino Unido não terá o direito de reclamar o beneficio de quaesquer vantagens actualmente concedidas pelo Brasil ou que venham a ser concedidas a paizes limitrophes, com o fim de facilitar o trafico de fronteiras, nem dos favores resultantes de uma União Aduaneira já existente ou que venha a ser concluida.

5. Sempre que forem estabelecidas limitações quantitativas da importação no Brasil de artigos que interessem o Reino Unido, será concedido um tratamento equitativo a taes

subject on entry into the national territory, or subsequently, to other or higher Customs duties or charges, to other prohibitions or restrictions, to other or more onerous Customs formalities, or to other or more onerous licensing requirements, than those to which like goods, the produce of any other foreign country, are subject. Similar treatment will be accorded in Brazil to goods the produce or manufacture of any British colony, protectorate or territory in respect of which a mandate is exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom, so long as in such colony, protectorate or mandated territory Brazilian goods receive treatment not less favourable than that accorded to goods of the most-favoured foreign country.

2. Goods produced or manufactured in Brazil and exported therefrom to the United Kingdom shall not be subjected in Brazilian territory to other or higher export duties, to other or higher fiscal burdens, or to other prohibitions or restrictions, than those applied to like goods exported to any other foreign country.

3. No internal duties shall be levied in Brazil for the benefit of the Union, States or municipalities on goods, the produce or manufacture of the United Kingdom, which are other or greater than the duties levied in similar circumstances on the like goods of any other foreign origin.

4. As an exception from the general undertaking given by the Brazilian Government to accord most-favoured-nation treatment to goods produced or manufactured in the United Kingdom and imported into Brazil, it is understood that His Majesty's Government in the United Kingdom shall not be entitled to claim the benefits of any advantages that are or may be accorded by Brazil to adjacent countries in order to facilitate frontier traffic, or to advantages granted in virtue of a Customs union which has already been, or may hereafter be, concluded.

5. Whenever quantitative limitation is imposed on imports into Brazil on articles in which the United Kingdom is interested, equitable treatment will be accorded to such

artigos, productos naturaes ou manufacturados, do Reino Unido, levando-se em conta a propor o dos respectivos fornecimentos do Reino Unido relativamente ao total das importa es dos mesmos artigos nos annos recentes. De futuro, o Governo Brasileiro entender-se-  com o Governo de Sua Majestade no Reino Unido antes de fixar quaesquer quotas de artigos importados do Reino Unido e tomar  em considera o todas as circunstancias relevantes. O Governo Brasileiro reserva-se o direito de alterar a quantidade fixada para o Reino Unido caso este n o preencha a respectiva quota, excepto se isso acontecer em consequencia de causas temporarias ou insuperaveis.

6. O Governo Brasileiro n o discriminar  contra o Governo de Sua Majestade no Reino Unido, nem contra pessoas (inclusive companhias) no Reino Unido, quer quanto   repartiu o ou   regulamenta o do cambio, quer quanto   concess o de licen as de importa o impostas com o fim de regular o cambio.

7. Se o Governo Brasileiro julgar necessario estabelecer prohi es ou restric es de importa es no Brasil com o fim de proteger os animaes e as plantas (isto  : a protec o contra molestias, degenera o ou extinc o, assim como as medidas contra a importa o de sementes, de plantas ou de animaes nocivos) compromette-se a applicar taes prohi es ou restric es  s importa es provenientes do Reino Unido da mesma maneira e tanto quanto forem applicadas  s importa es provenientes de qualquer outro paiz onde prevale am as mesmas condi es.

8. Muito apreciaria receber de Vossa Excelencia uma Nota informando-me se o Governo de Sua Majestade no Reino Unido est  disposto a assumir reciprocamente o mesmo compromisso a respeito da materia acima tratada.

Tenho a honra, &c.

R gis DE OLIVEIRA.

articles, the produce or manufacture of the United Kingdom, taking into account the proportion of the respective supplies from the United Kingdom in relation to the total imports of such articles in recent years. In future cases the Brazilian Government will consult with His Majesty's Government in the United Kingdom before any allocation is made in respect of such articles imported from the United Kingdom, and will take all relevant circumstances into account. The Brazilian Government reserve the right to alter the quantity allocated to the United Kingdom in the event of the latter failing to fill her allotted quota for other than temporary or unavoidable causes.

6. The Brazilian Government will not discriminate against His Majesty's Government in the United Kingdom or against persons (including companies) in the United Kingdom either as regards the allocation or regulation of exchange or the grant of import licences imposed with the object of regulating exchange.

7. Should the Brazilian Government deem it necessary to impose prohibitions or restrictions upon imports into Brazil for the purpose of protecting animals and plants (that is to say, protection against disease, degeneration or extinction, as well as measures taken against the importation of harmful seeds, plants and animals), they undertake that such prohibitions or restrictions shall only be applied to imports from the United Kingdom in the same manner and to the same extent as they are applied to imports from any other country where similar conditions prevail.

8. I shall be glad if your Excellency will address to me a note stating whether His Majesty's Government in the United Kingdom are prepared to give a reciprocal undertaking covering the above-mentioned matters.

I have, etc.

R gis DE OLIVEIRA.

II.

MR. ANTHONY EDEN TO M. RAUL R GIS DE OLIVEIRA.

FOREIGN OFFICE.

YOUR EXCELLENCY.

August 10th, 1936.

In reply to your Excellency's note of to-day's date relative to the desire of the Brazilian Government to regulate and develop the commercial relations between the United Kingdom and

the United States of Brazil pending the conclusion of a Treaty of Commerce and Navigation between the two countries, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom are prepared on condition of reciprocity to accord to goods produced or manufactured in Brazil and imported into the United Kingdom (whether for consumption, re-export or transit) treatment at least as favourable in all respects as that accorded to goods produced or manufactured in any other foreign country. In particular, they shall not be subject on importation, or subsequently, to other or higher Customs duties or charges, to other prohibitions or restrictions, to other or more onerous Customs formalities or licensing requirements than those to which like goods, the produce or manufacture of any other foreign country, are subject.

2. Goods produced or manufactured in the United Kingdom and exported therefrom to Brazil shall not be subjected in the United Kingdom to other or higher export duties or charges than those paid upon, or to other prohibitions or restrictions than those applied to, like goods exported to any other foreign country.

3. No internal duties shall be levied in the United Kingdom for the benefit of organs of central, provincial or local Government on goods the produce or manufacture of Brazil which are other or greater than the duties levied in similar circumstances on the like goods of any other foreign origin.

4. Nothing in the present note shall entitle the Brazilian Government to claim the benefit of any treatment, preference or privilege which may at any time be granted in the United Kingdom exclusively to territories under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate.

5. Whenever quantitative limitation is imposed on imports into the United Kingdom of articles in which Brazil is interested, equitable treatment will be accorded to such articles, the produce or manufacture of Brazil, taking into account the proportion of supplies from Brazil in relation to the total foreign imports of such articles in recent years. In future cases His Majesty's Government in the United Kingdom will consult with the Brazilian Government before any allocation is made in respect of such articles imported from Brazil, and will take all relevant circumstances into account. His Majesty's Government in the United Kingdom reserve the right to alter the quantity allocated to Brazil in the event of the latter failing to fill her allocated quota for other than temporary and unavoidable causes.

6. His Majesty's Government in the United Kingdom will not discriminate against the Government of Brazil or against persons (including companies) in Brazil either as regards the allocation and regulation of exchange or the grant of import licences imposed with the object of regulating exchange.

7. Should His Majesty's Government in the United Kingdom deem it necessary to impose prohibitions or restrictions upon imports into the United Kingdom for the purpose of protecting animals and plants (that is to say, protection against disease, degeneration or extinction, as well as measures taken against harmful seeds, plants and animals), they undertake that such measures shall only be applied to imports from Brazil to the same extent and in the same manner as they are applied to imports from any other country where similar conditions prevail.

8. With reference to the undertaking in paragraph 1 of your Excellency's note whereby treatment similar to that to be accorded to goods produced or manufactured in the United Kingdom will be accorded in Brazil to goods the produce or manufacture of any British colony, protectorate or territory in respect of which a mandate is exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom, so long as in such colony, protectorate or mandated territory Brazilian goods receive treatment not less favourable than that accorded to the goods of the most-favoured foreign country, I have the honour to inform you that the term "foreign country" is interpreted by His Majesty's Government in the United Kingdom in the following manner. The term "foreign country" does not include any territory under His Majesty's sovereignty, suzerainty, protection or mandate; nor, having regard to Article 18 of the Mandate for Palestine, does it, in the case of Palestine, include any State a territory of which in 1914 was wholly included in Asiatic Turkey or Arabia, in so far

as any special Customs agreements between Palestine and any such State are concerned. I shall be glad if your Excellency will address to me a further note stating the agreement of the Brazilian Government with this interpretation.

9. I have the honour to suggest that the present note and your note under reply, together with your further note as requested in the preceding paragraph, shall be regarded as constituting an agreement between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the United States of Brazil which shall come into force immediately and shall continue in force until three months from the date of denunciation by either of the two Governments.

I have, etc.

(For the Secretary of State),
A. HOLMAN.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

III.

III.

M. RAUL RÉGIS DE OLIVEIRA TO MR. ANTHONY EDEN.

BRAZILIAN EMBASSY.

LONDRES, 10 de Agosto de 1936.

LONDON, August 10th, 1936.

SENHOR SECRETARIO DE ESTADO,

SIR,

Em resposta á Nota de Vossa Excellencia, desta data, sobre as relações commerciaes entre o Reino Unido da Gran-Bretanha e Irlanda do Norte e os Estados Unidos do Brasil, tenho a honra de informar Vossa Excellencia, com referencia ao paragrapho oitavo da Mesma Nota, que o Governo Brasileiro acceita a interpretação, constante do dito paragrapho, da expressão « paiz estrangeiro. »

In reply to your Excellency's note of to-day's date relative to the commercial relations between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the United States of Brazil, I have the honour to inform your Excellency, with reference to paragraph 8 thereof, that the Brazilian Government are in agreement with the interpretation of the term "foreign country" therein set forth.

2. Outrosim, tenho a honra de declarar a Vossa Excellencia que concordo em que a minha Nota anterior, desta data, e a resposta de Vossa Excellencia, juntamente com a presente Nota, sejam consideradas como constituindo um ajuste entre o Governo dos Estados Unidos do Brasil e o Governo do Reino Unido da Gran-Bretanha e Irlanda do Norte, o qual entrará em vigor immediatamente e continuará a vigorar até tres mezes após a data da denuncia por qualquer dos dois Governos.

2. I have further the honour to state that I agree that my earlier note of to-day's date and your Excellency's reply thereto, together with the present note, shall be regarded as constituting an agreement between the Government of the United States of Brazil and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland which shall come into force immediately and shall continue in force until the expiration of three months from the date of denunciation by either of the two Governments.

Tenho a honra, &c.

I have, etc.

Régis DE OLIVEIRA.

Régis DE OLIVEIRA.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3996. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT BRÉSILIEU ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI COMPORTANT UN ACCORD PROVISOIRE CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. LONDRES, LE 10 AOUT 1936.

I.

M. RAUL RÉGIS DE OLIVEIRA A M. ANTHONY EDEN.

LONDRES, le 10 août 1936.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement brésilien, désireux de régler et de développer les relations commerciales entre les Etats-Unis du Brésil et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en attendant la conclusion d'un traité de commerce et de navigation entre les deux pays, est disposé, sous condition de réciprocité, à accorder aux produits naturels ou fabriqués du Royaume-Uni importés au Brésil (aux fins de consommation, de réexportation ou de transit) un traitement au moins aussi favorable, à tous égards, que celui qui est accordé aux produits naturels ou fabriqués de tout autre pays étranger. En particulier, ces produits ne seront pas assujettis, lors de leur entrée dans le territoire national ou ultérieurement, à des droits de douane ou des charges douanières autres ou plus élevés, ni à des prohibitions ou restrictions autres, ni à des formalités douanières ou des exigences en matière de licences autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont assujettis les produits similaires de tout autre pays étranger. Le même traitement sera accordé, au Brésil, aux produits naturels ou fabriqués d'une colonie ou d'un protectorat britannique, ou d'un territoire sur lequel le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni exerce un mandat, à condition que, dans cette colonie, ce protectorat ou ce territoire sous mandat, le traitement accordé aux marchandises brésiliennes ne soit pas moins favorable que celui qui est appliqué aux marchandises du pays étranger le plus favorisé.

2. Les produits naturels ou fabriqués du Brésil, exportés de ce pays à destination du Royaume-Uni, ne seront pas assujettis, en territoire brésilien, à des taxes d'exportation autres ou plus élevées, ni à des charges fiscales autres ou plus élevées, ni à des prohibitions ou restrictions autres que celles auxquelles sont assujettis les produits similaires exportés à destination de tout autre pays étranger.

3. Il ne sera perçu au Brésil, par l'Union, les Etats ou les municipalités, sur les produits naturels ou fabriqués du Royaume-Uni, aucun impôt intérieur autre ou plus élevé que celui qui serait perçu dans des circonstances identiques sur les marchandises similaires de toute autre origine étrangère.

4. Par dérogation exceptionnelle à l'engagement général du Gouvernement brésilien d'accorder le traitement de la nation la plus favorisée aux produits naturels ou fabriqués du Royaume-Uni importés au Brésil, il est entendu que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni n'aura pas le droit de réclamer le bénéfice de l'un quelconque des avantages actuellement accordés par le Brésil ou que ce pays pourrait accorder à des pays limitrophes afin de faciliter le trafic frontalier, ni des faveurs résultant d'une union douanière existante ou qui pourrait être conclue par la suite.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

5. Toutes les fois qu'il sera établi des limitations quantitatives portant sur l'importation au Brésil d'articles qui intéressent le Royaume-Uni, il sera accordé un traitement équitable à ces articles, produits naturels ou manufacturés du Royaume-Uni, en tenant compte de la part du Royaume-Uni dans le total des importations de ces mêmes articles au cours des dernières années. A l'avenir, le Gouvernement brésilien s'entendra avec le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni avant de fixer des contingents relatifs à des articles importés du Royaume-Uni et prendra en considération toutes les circonstances pertinentes. Le Gouvernement brésilien se réserve le droit de modifier la quantité allouée au Royaume-Uni, au cas où les importations en provenance de ce pays n'atteindraient pas le contingent fixé par suite de causes autres que des causes temporaires ou inévitables.

6. Le Gouvernement brésilien n'établira aucune discrimination au détriment du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni ou de personnes (y compris les sociétés) du Royaume-Uni, tant en ce qui concerne la répartition des devises ou la réglementation des changes que l'octroi des licences d'importation imposées en vue de réglementer les changes.

7. Si le Gouvernement brésilien juge nécessaire d'établir des prohibitions ou restrictions aux importations au Brésil afin de protéger les animaux et les plantes (c'est-à-dire d'en assurer la protection contre les maladies, la dégénérescence ou l'extinction, et de prendre des mesures contre l'importation de semences, de plantes ou d'animaux nuisibles), il s'engage à appliquer ces prohibitions ou restrictions aux importations en provenance du Royaume-Uni de la même façon et pour autant qu'elles seront appliquées aux importations en provenance de tout autre pays où règnent les mêmes conditions.

8. Je serais très obligé à Votre Excellence de bien vouloir me faire parvenir une note me faisant connaître si le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni est disposé à prendre le même engagement sur les points mentionnés ci-dessus.

Veuillez agréer, etc.

Régis DE OLIVEIRA.

II.

M. ANTHONY EDEN A M. RAUL RÉGIS DE OLIVEIRA.

FOREIGN OFFICE.

Le 10 août 1936.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En réponse à la note de Votre Excellence en date de ce jour, relative au désir du Gouvernement brésilien de régler et de développer les relations commerciales entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis du Brésil en attendant la conclusion d'un traité de commerce et de navigation entre les deux pays, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni est disposé, sous condition de réciprocité, à accorder aux produits naturels ou fabriqués du Brésil importés dans le Royaume-Uni (aux fins de consommation, de réexportation ou de transit) un traitement au moins aussi favorable, à tous égards, que celui qui est accordé aux produits naturels ou fabriqués de tout autre pays étranger. En particulier, ces produits ne seront pas assujettis, lors de leur importation ou ultérieurement, à des droits de douane ou charges douanières autres ou plus élevés, ni à des prohibitions ou restrictions autres, ni à des formalités douanières ou à des exigences en matière de licences autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont assujettis les produits similaires naturels ou fabriqués de tout autre pays étranger.

2. Les produits naturels ou fabriqués du Royaume-Uni, exportés de ce pays à destination du Brésil, ne seront pas assujettis dans le Royaume-Uni à des taxes ou charges d'exportation autres ou plus élevées, ni à des prohibitions ou restrictions autres que celles auxquelles sont assujettis les produits similaires exportés à destination de tout autre pays étranger.

3. Il ne sera perçu dans le Royaume-Uni, sur les produits naturels ou fabriqués du Brésil, et au profit des organes du Gouvernement central ou d'une autorité provinciale ou locale, aucun

impôt intérieur autre ou plus élevé que celui qui serait perçu dans des circonstances identiques sur les marchandises similaires de toute autre origine étrangère.

4. Aucune disposition de la présente note ne conférera au Gouvernement brésilien le droit de revendiquer le bénéfice de tout traitement, préférence ou privilège qui pourrait à une date quelconque être accordé, dans le Royaume-Uni, exclusivement aux territoires sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur de l'Inde, ou sous la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté.

5. Toutes les fois qu'il sera établi une limitation quantitative portant sur l'importation dans le Royaume-Uni d'articles qui intéressent le Brésil, il sera accordé un traitement équitable à ces articles, produits naturels ou manufacturés du Brésil, en tenant compte de la part du Brésil dans le total des importations étrangères de ces articles au cours des dernières années. A l'avenir, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni s'entendra avec le Gouvernement brésilien avant de fixer des contingents relatifs à des articles de ce genre importés du Brésil et prendra en considération toutes les circonstances pertinentes. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni se réserve le droit de modifier la quantité allouée au Brésil, au cas où les importations en provenance de ce pays n'atteindraient pas le contingent fixé par suite de causes autres que des causes temporaires et inévitables.

6. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni n'établira aucune discrimination au détriment du Gouvernement brésilien ou de personnes (y compris les sociétés) du Brésil, tant en ce qui concerne la répartition des devises et la réglementation des changes que l'octroi de licences d'importation imposées en vue de réglementer les changes.

7. Si le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni juge nécessaire d'imposer des prohibitions ou des restrictions aux importations dans le Royaume-Uni afin de protéger les animaux et les plantes (c'est-à-dire d'en assurer la protection contre les maladies, la dégénérescence ou l'extinction, et de prendre des mesures contre l'importation de semences, de plantes et d'animaux nuisibles), il s'engage à n'appliquer ces dispositions aux importations en provenance du Brésil que dans la même mesure et de la même façon qu'elles seront appliquées aux importations en provenance de tout autre pays où règnent les mêmes conditions.

8. En ce qui concerne l'engagement contenu dans le premier paragraphe de la note de Votre Excellence, en vertu duquel un traitement similaire à celui dont doivent bénéficier les produits naturels ou fabriqués du Royaume-Uni sera accordé, au Brésil, aux produits naturels ou fabriqués d'une colonie ou d'un protectorat britannique, ou d'un territoire sur lequel le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni exerce un mandat, aussi longtemps que, dans cette colonie, ce protectorat ou ce territoire sous mandat, les marchandises brésiliennes bénéficieront d'un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux marchandises du pays étranger le plus favorisé, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le terme « pays étranger » est interprété par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de la façon suivante : le terme « pays étranger » ne s'applique à aucun territoire sous la souveraineté, la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté ; en vertu de l'article 18 du mandat sur la Palestine, il ne s'applique non plus, dans le cas de la Palestine, à aucun Etat dont un territoire faisait, en 1914, entièrement partie intégrante de la Turquie d'Asie ou de l'Arabie, en ce qui concerne tous accords douaniers spéciaux entre la Palestine et un tel Etat. Je serais obligé à Votre Excellence de bien vouloir m'adresser une nouvelle note exprimant l'accord du Gouvernement brésilien au sujet de cette interprétation.

9. J'ai l'honneur de proposer que la présente note et la vôtre, à laquelle celle-ci répond, ainsi que votre nouvelle note demandée dans le paragraphe précédent, soient considérées comme constituant un accord entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement des Etats-Unis du Brésil, accord qui entrera en vigueur immédiatement et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de dénonciation par l'un ou l'autre des deux gouvernements.

Veuillez agréer, etc.

(Pour le Secrétaire d'Etat),

A. HOLMAN.

III.

M. RAUL RÉGIS DE OLIVEIRA A M. ANTHONY EDEN.

LONDRES, le 10 août 1936.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

En réponse à la note de Votre Excellence en date de ce jour concernant les relations commerciales entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les Etats-Unis du Brésil, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence, au sujet du paragraphe 8 de ladite note, que le Gouvernement brésilien accepte l'interprétation du terme « pays étranger » donnée dans le paragraphe en question.

2. En outre, j'ai l'honneur de déclarer à Votre Excellence que j'accepte que ma note antérieure, en date de ce jour, et la réponse de Votre Excellence, ainsi que la présente note, soient considérées comme constituant un accord entre le Gouvernement des Etats-Unis du Brésil et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, accord qui entrera en vigueur immédiatement et restera en vigueur jusqu'à expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de dénonciation par l'un ou l'autre des deux gouvernements.

Veuillez agréer, etc.

Régis DE OLIVEIRA.

N° 3997.

**BRÉSIL
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

Echange de notes comportant un arrangement provisoire concernant les relations commerciales entre le Brésil et Terre-Neuve. Londres, le 10 août 1936.

**BRAZIL
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

Exchange of Notes constituting a Temporary Arrangement regarding Commercial Relations between Brazil and Newfoundland. London, August 10th, 1936.

N^o 3997. — TROCA DE NOTAS¹ ENTRE O GOVERNO BRASILEIRO E O GOVERNO DE SUA MAJESTADE NO REINO UNIDO, RELATIVAMENTE A TERRA NOVA, CONSTITUINDO UN ACORDO PROVISÓRIO RELATIVO AS RELAÇÕES COMERCIAES ENTRE O BRASIL E A TERRA NOVA. LONDRES, 10 DE AGOSTO DE 1936.

No. 3997. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE BRAZILIAN GOVERNMENT AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM, ON BEHALF OF NEWFOUNDLAND, CONSTITUTING A TEMPORARY ARRANGEMENT REGARDING COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN BRAZIL AND NEWFOUNDLAND. LONDON, AUGUST 10TH, 1936.

Textes officiels portugais et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 6 novembre 1936.

Portuguese and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place November 6th, 1936.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

M. RAUL RÉGIS DE OLIVEIRA
TO MR. ANTHONY EDEN.

BRAZILIAN EMBASSY.

LONDRES, 10 de Agosto de 1936.

LONDON, August 10th, 1936.

SENHOR SECRETARIO DE ESTADO,

SIR,

O ajuste commercial entre o Governo dos Estados Unidos do Brasil e o Governo de Sua Majestade no Reino Unido da Gran-Bretanha e Irlanda de Norte, relativamente á Terra Nova, concluido por troca de Notas datadas de 21 de

The Commercial Agreement between the Government of the United States of Brazil and His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland in respect of Newfoundland, concluded

¹ Entré en vigueur le 10 août 1936.

¹ Came into force August 10th, 1936.

² Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

² Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

Janeiro de 1932, havendo sido denunciado pelo meu Governo, tal denuncia tendo tido effeito a partir de 31 de Julho de 1936, tenho a honra de informar Vossa Excellencia que o Governo Brasileiro, desejando regular as relações commerciaes entre o Brasil e a Terra Nova, autorizou-me a declarar a Vossa Excellencia que, até á conclusão de um novo ajuste commercial e sob a condição do compromisso reciproco pelo Governo de Sua Majestade no Reino Unido, em nome da Terra Nova, o Governo dos Estados Unidos do Brasil está disposto a manter a applicação dos mesmos direitos de entrada sobre as mercadorias originarias da Terra Nova importadas no Brasil, taes como se achavam em vigor no dia 31 de Julho de 1936.

2. Muito apreciaria, pois, receber de Vossa Excellencia uma comunicação assegurando-me que, por seu lado, o Governo de Sua Majestade no Reino Unido, em nome da Terra Nova, está disposto a conceder a reciprocidade, mantendo a applicação dos mesmos direitos de entrada sobre as mercadorias de origem brasileira importadas na Terra Nova, taes como se achavam em vigor no dia 31 de Julho de 1936.

3. Fica entendido que o compromisso acima se acha subordinado á condição de poder este ajuste provisório ser denunciado por qualquer dos dois Governos com o aviso de 30 dias.

Tenho a honra, etc.

RÉGIS DE OLIVEIRA.

by the exchange of notes dated the 21st January, 1932, having been denounced by my Government as from the 31st July, 1936, I have the honour to inform your Excellency that the Brazilian Government, being desirous to regulate the commercial relations between Brazil and Newfoundland, have authorised me to declare to your Excellency that, pending the conclusion of a new commercial agreement and subject to a reciprocal undertaking by His Majesty's Government in the United Kingdom on behalf of Newfoundland, the Government of the United States of Brazil are prepared to maintain the application of the same Customs duties to goods of Newfoundland origin imported into Brazil as were in force on the 31st July, 1936.

2. I shall therefore be glad to receive from your Excellency a communication assuring me that, for their part, His Majesty's Government in the United Kingdom, on behalf of Newfoundland, are prepared to reciprocate by maintaining the application of the same Customs duties to goods of Brazilian origin imported into Newfoundland as were in force on the 31st July, 1936.

3. It is understood that the above undertaking is subject to the condition that either of the two Governments will be entitled to denounce this temporary Arrangement on thirty days' notice.

I have, etc.

RÉGIS DE OLIVEIRA.

II.

MR. ANTHONY EDEN TO M. RAUL RÉGIS DE OLIVEIRA.

FOREIGN OFFICE.

YOUR EXCELLENCY,

August 10th, 1936.

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of the 10th August.

2. In this note your Excellency was so good as to inform me that the Commercial Agreement between the Government of the United States of Brazil and His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland in respect of Newfoundland, concluded by the exchange of notes dated the 21st January, 1932, having been denounced by the Brazilian Government as from the 31st July last, and the Brazilian Government being desirous to regulate the trade relations between Brazil and Newfoundland, your Government, pending the conclusion of

a new trade agreement and subject to a reciprocal undertaking by His Majesty's Government in the United Kingdom on behalf of Newfoundland, is prepared to maintain the application of the same Customs duties to goods of Newfoundland origin imported into Brazil as were in force on the 31st July last.

3. I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom, on behalf of Newfoundland, are for their part prepared to reciprocate by maintaining the application of the same Customs duties to goods of Brazilian origin imported into Newfoundland as were in force on the 31st July, 1936.

4. It is understood that the above undertaking is subject to the condition that either of the two Governments will be entitled to denounce this temporary Arrangement on thirty days' notice.

I have, etc.

(For the Secretary of State),

A. HOLMAN.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3997. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT BRÉSILIEN ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI, AU NOM DE TERRE-NEUVE, COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LE BRÉSIL ET TERRE-NEUVE. LONDRES, LE 10 AOUT 1936.

I.

M. RAUL RÉGIS DE OLIVEIRA A M. ANTHONY EDEN.

LONDRES, le 10 août 1936.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

L'Accord commercial relatif à Terre-Neuve, conclu entre le Gouvernement des Etats-Unis du Brésil et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord par échange de notes en date du 21 janvier 1932, ayant été dénoncé par mon gouvernement et cette dénonciation étant devenue effective à partir du 31 juillet 1936, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement brésilien, désireux de régler les relations commerciales entre le Brésil et Terre-Neuve, m'a autorisé à déclarer à Votre Excellence que, jusqu'à la conclusion d'un nouvel accord commercial, et sous condition d'engagement réciproque de la part du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, au nom de Terre-Neuve, le Gouvernement des Etats-Unis du Brésil est disposé à maintenir l'application des mêmes droits d'entrée sur les marchandises originaires de Terre-Neuve importées au Brésil que ceux qui étaient en vigueur au 31 juillet 1936.

2. Je serais donc heureux de recevoir de Votre Excellence une communication m'assurant que, de son côté, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, au nom de Terre-Neuve, est disposé à faire acte de réciprocité en maintenant l'application des mêmes droits d'entrée sur les marchandises d'origine brésilienne importées à Terre-Neuve, que ceux qui étaient en vigueur au 31 juillet 1936.

3. Il est entendu que l'engagement qui précède est subordonné à la condition que cet accord provisoire pourra être dénoncé par l'un ou l'autre des deux gouvernements moyennant préavis de trente jours.

Veuillez agréer, etc.

Régis DE OLIVEIRA.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

M. ANTHONY EDEN A M. RAUL RÉGIS DE OLIVEIRA.

FOREIGN OFFICE.

Le 10 août 1936.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date du 10 août.

2. Dans cette note, Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que l'Accord commercial relatif à Terre-Neuve, conclu entre le Gouvernement des Etats-Unis du Brésil et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, par échange de notes en date du 21 janvier 1932, ayant été dénoncé par le Gouvernement brésilien à compter du 31 juillet dernier, et le Gouvernement brésilien étant désireux de régler les relations commerciales entre le Brésil et Terre-Neuve, votre gouvernement, en attendant la conclusion d'un nouvel accord commercial, et sous réserve d'engagement réciproque de la part du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, au nom de Terre-Neuve, est disposé à maintenir l'application des mêmes droits de douane sur les marchandises originaires de Terre-Neuve importées au Brésil que ceux qui étaient en vigueur au 31 juillet dernier.

3. J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, au nom de Terre-Neuve, est, pour sa part, disposé à faire acte de réciprocité en maintenant l'application des mêmes droits de douane sur les marchandises d'origine brésilienne importées à Terre-Neuve que ceux qui étaient en vigueur au 31 juillet 1936.

4. Il est entendu que l'engagement qui précède est subordonné à la condition que l'un ou l'autre des deux gouvernements aura le droit de dénoncer cet accord provisoire moyennant préavis de trente jours.

Veillez agréer, etc.

(Pour le Secrétaire d'Etat)

A. HOLMAN.

N° 3998.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET TURQUIE**

Accord de commerce et de clearing,
avec annexes et protocole, signés
à Londres, le 2 septembre 1936,
et échange de notes y relatif de la
même date.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND TURKEY**

Agreement respecting Trade and
Clearing, with Annexes and Pro-
tocol, signed at London, Septem-
ber 2nd, 1936, and Exchange of
Notes relating thereto of the same
Date.

No. 3998. — AGREEMENT¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE TURKISH GOVERNMENT RESPECTING TRADE AND CLEARING. SIGNED AT LONDON, SEPTEMBER 2ND, 1936.

English and Turkish official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place November 6th, 1936.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC, desiring to facilitate the commercial relations between the two countries, have agreed as follows :

Article 1.

(1) The United Kingdom goods enumerated in the First Schedule to this Agreement will be permitted to be imported into Turkey without any restriction as to quantity, and the United Kingdom goods enumerated in the Second Schedule to this Agreement will be permitted to be imported into Turkey up to the quantities specified in the Schedule for each article.

(2) United Kingdom goods will also fully enjoy the benefits of the general import régime in force in Turkey.

Article 2.

(1) Turkish goods will fully enjoy the benefits of the import régime in force in the United Kingdom.

(2) In the event of quantitative limitations being imposed on imports into the United Kingdom, equitable treatment shall be accorded to such articles grown, produced or manufactured in Turkey.

Article 3.

The Government of the United Kingdom undertake that, in the event of their deciding to regulate the quantity of the imports into the United Kingdom of any agricultural products of Turkey, they will not make allocations between countries of total permitted imports without first giving the Turkish Government an opportunity of discussing the matter with a view to the allocation to Turkey of an equitable share of the permitted foreign imports.

Article 4.

United Kingdom goods purchased by the Turkish Government or by the Departmental or Municipal Authorities in Turkey will be permitted to be imported into Turkey without any

¹ Came into force September 17th, 1936.

TEXTE TURC. — TURKISH TEXT.

N° 3998. —¹TÜRKİYE İLE MÜTTEHİD KIRALLIK ARASINDA TİCARET VE KLİRİNG ANLAŞMASI. 2 EYLÜL 1936 TARİHİNDE LONDRADA İMZALNAMISTIR.

Textes officiels anglais et turc communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 6 novembre 1936.

BÜYÜK BRİTANYA VE ŞİMALİ İRLANDA MÜTTEHİD KIRALLIĞI HÜKÜMETİ ile TÜRKİYE CÜMHURİYETİ HÜKÜMETİ iki memleket arasında ticarî münasebatı kolaylaştırmak arzusu ile, bervechi atı mutabık kalmışlardır :

Madde 1.

(1) Bu anlaşmaya bağlı 1 inci listede sayılı Müttehid Kırallık emteası mikdar itibarile bilâ tahdid Türkiyeye idhal edilebilecek, ve bu anlaşmaya bağlı 2 nci listede sayılı Müttehid Kırallık emteası mezkûr 2 nci listede gösterilen her maddeye aid kontenjan mikdarı dahilinde Türkiyeye idhal edilebilecektir.

(2) Müttehid Kırallık emtaası Türkiyede mer'i umumi idhal rejiminden dahi tamamen istifade edecektir.

Madde 2.

(1) Türkiye emteası Müttehid Kırallıkta mer'i idhal rejiminden tamamen istifade edecektir.

(2) Müttehid Kırallıkta idhalat üzerine mikdar itibarile takyidat konduğu takdirde Türkiyede yetişen, istihsal veya imal edilen emteaya denk muamele yapılacaktır.

Madde 3.

Müttehid Kırallık Hükümeti, Türkiyenin her nevi ziraî mahsulunun Müttehid Kırallığa vakı idhalat mikdarını kontrola karar verdiği takdirde, müsaade olunacak ecnebi idhalatında Türkiyeye muhik bir hisse ayırmak maksadile meseleyi münakaşa etmek fırsatını Türk Hükümetine evvelce bahş etmeden idhaline müsaade olunan emtaa yekûnu üzerinden memleket başına kontenjan tahsis etmemeyi kabul eder.

Madde 4.

Türkiye Hükümeti veya Türkiye vilayat veyahud Belediye Daireleri tarafından satın alınan Müttehid Kırallık emteası, mer'i bulunan idhal rejimile işbu emteanın ithaline memnu'iyet vaz'

¹ Entré en vigueur le 17 septembre 1936.

restriction as to quantity, provided that the importation of goods of the kind in question is not prohibited under the general import régime in force, and provided that any necessary permit from the Turkish Government Department concerned is first obtained.

Article 5.

The Turkish goods enumerated in the Third Schedule to this Agreement shall not on importation into the United Kingdom, from whatever place arriving, be subject to duties or charges other or higher than those specified in that Schedule.

Article 6.

(1) All United Kingdom goods exported to Turkey on the day of or after the coming into force of the present Agreement shall be accompanied by a certificate of origin in duplicate conforming to the specimen annexed to this Agreement, issued by a Chamber of Commerce or other body or person authorised by the Government of the United Kingdom and visaed by a Turkish Consular Officer in the United Kingdom.

(2) One copy of the certificate of origin shall be stamped by the Turkish Customs and sent to the Central Bank of Turkey (hereinafter referred to as "The Central Bank") by which it will be forwarded to the Anglo-Turkish Clearing Office to be set up by the Government of the United Kingdom (hereinafter referred to as "The Clearing Office"), with the schedules to be forwarded to the Clearing Office under Article 10 (1) below.

(3) All Turkish goods exported to the United Kingdom on the day of or after the coming into force of the present Agreement shall be accompanied by a certificate of origin in duplicate conforming to the specimen annexed to this Agreement, issued by a Chamber of Commerce in Turkey and visaed by a British Consular Officer in Turkey.

(4) One copy of the certificate of origin will be stamped by the United Kingdom Customs and sent to the Clearing Office, by which it will be forwarded to the Central Bank with the schedules to be forwarded to that Bank under Article 10 (1) below.

(5) The certificates of origin referred to in this Article will state the f.o.b. value of the goods.

Article 7.

(1) All debts due and owing on the date of the coming into force of this Agreement (except debts referred to in paragraph (3) of this Article), and all debts falling due after the date of the coming into force of this Agreement from persons in Turkey to persons in the United Kingdom in respect of the price of United Kingdom goods exported to Turkey, shall be deposited in Turkish Pounds on the due date in a special account at the Central Bank (hereinafter referred to as "The Special Account"). The sums so deposited in the Special Account will, up to the equivalent of the amount of the debt due, remain blocked in favour of the persons in the United Kingdom entitled thereto until transfer is effected to such persons under the provisions of this Agreement.

(2) The Central Bank will effect the corresponding payments to persons in the United Kingdom entitled thereto through the Sub-Accounts referred to in Article 9 (1) below, and will debit or credit to the debtor in Turkey any difference of exchange between the date of payment to the Special Account and the date on which the Central Bank sends an advice of payment to the Clearing Office under Article 10 (3) below. The debtor in Turkey will thus pay the full sterling amount due, or, when the debt is expressed to be payable in a currency other than sterling, the full sterling equivalent

edilmemiş olması ve icab eden herhangi müsaadenin Türkiye Hükûmeti alakadar dairesinden önceden istihsal edilmiş bulunması şartile, miktar itibarile hiç bir tahdide tabi tutulmaksızın Türkiyeye idhal edilebilecektir.

Madde 5.

Bu anlaşmaya bağlı 3 ncü listede sayılan Türk emteası, nereden gelirse gelsin, Müttehid Kırallığa idhallerinde mezkûr listede gösterilen rüsum veya mükellefiyetlerden başkasına veya daha fazlasına tabi tutulamıyacaktır.

Madde 6.

(1) Bu anlaşmanın mer'iyete girdiği tarihte veya mer'iyete vaz'ından sonra Türkiyeye ihrac edilecek olan bilcümle Müttehid Kırallık emteasına, işbu Anlaşmaya merbut nümuneye tevfiakan iki nusha olarak tanzim olunmuş bir menşe şahadetnamesi terfık olunacaktır ; bu şahadetname bir Ticaret Odası veya Müttehid Kırallık Hükûmeti tarafından selahiyetli müessese veya şahıs tarafından verilmiş ve Müttehid Kırallıktaki bir Türk Konsolosu tarafından vize edilmiş bulunacaktır.

(2) Menşe şahadetnamelerinin bir nushası Türk Gümrükleri tarafından damgalandıktan sonra Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankasına gönderilecek (bundan sonra kısaca « Merkez Bankası » denecektir) ve o da mezkûr nushayı Müttehid Kırallık Hükûmeti tarafından tesis edilecek Türk-İngiliz Kliring Ofisine (bundan sonra kısaca « Kliring ofis » denecektir) aşağıdaki 10 ncü maddenin 1 nci fıkrası mucibince gönderilmesi icab eden tahsilât bordrolarile birlikte sevkedecektir.

(3) Bu anlaşmanın mer'iyete girdiği tarihte ve mer'iyete vazından sonra Müttehid Kırallığa ihrac edilecek bilumum Türk emteasına, işbu anlaşmaya ilişik nümuneye tevfiakan 2 nusha olarak tanzim edilmiş bir menşe şahadetnamesi terfık edilecektir ; bu şahadetname Türkiyede bir Ticaret Odası tarafından verilmiş ve Türkiyedeki bir İngiliz Konsolosu tarafından vize edilmiş bulunacaktır.

(4) Menşe şahadetnamesinin bir nushası Müttehid Kırallık Gümrükleri tarafından damgalandıktan sonra Kliring Ofise gönderilecek ve o da mezkûr nushayı aşağıdaki 10 uncu maddenin 1 inci fıkrası mucibince gönderilmesi icab eden tahsilat bordrolarile birlikte Merkez Bankasına sevk edecektir.

(5) Bu maddede zikredilen menşe şahadetnameleri emteanın f.o. b. kıymetini gösterecektir.

Madde 7.

(1) Bu Maddenin 3 üncü fıkrasında mevzuubahs borçlar müstesna, Türkiyedeki şahısların Türkiyeye ihraç edilmiş Müttehid Kırallık emteası bedellerinden dolayı Müttehid Kırallıktaki kimselere borçlu oldukları va işbu anlaşmanın mer'iyet mevkiine girdiği tarihte vadesi gelen veya tahakkuk etmiş olan ve vadesi bu tarihten sonra hulûl edecek bilumum meblağlar Türk lirası olarak Merkez Bankası nezdindeki hususî hesaba (bundan sonra kısaca « Hususî Hesab » denecektir), tevdi edilecektir.

Bu suretle Hususî Hesaba yatırılan meblağlardan borca tekabül eden kısım, bu anlaşma hükümlerine tevfiakan tediyat yapıncaya kadar, Müttehid Kırallıktaki müstehikler lehine bloke kalacaktır.

(2) Merkez Bankası aşağıdaki 9 uncu maddenin (1) inci fıkrasında mevzuubahs tali hesaplar kanalıle, Müttehid Kırallıktaki âlakadarlara, icab eden tediyeleri yaptırdıktan sonra, Hususî Hesaba tediyat yapıldığı tarih ile aşağıdaki 10 uncu maddenin (3) üncü fıkrası mucibince Kliring Ofise tediyeye emrini gönderdiği tarih arasında tahassul etmiş kur farkını Türkiyedeki borçlunun zimmetine veya matlubuna kayd edecektir. Bu suretle Türkiyedeki borçlu, borçlu olduğu Sterling miktarını ve borç Sterlingden gayrı bir para ile ifade edilmiş ise, Merkez Bankasının tediyeye emrini Kliring

of his debt on the basis of the rate of exchange ruling on the day on which the Central Bank sends the advice of payment to the Clearing Office.

(3) All debts in respect of goods imported into Turkey prior to the 20th June, 1935, and falling due before that date (except the balance remaining to be paid under the exchange of notes of the 1st April, 1935, between His Majesty's Ambassador at Angora and the Minister for Foreign Affairs of the Turkish Republic for United Kingdom goods of the kind enumerated in List "A" annexed to Turkish decree No. 148 and exported from the United Kingdom before the 15th February, 1935) will benefit by the régime in force before the 4th June, 1935.

Article 8.

(1) All debts due and owing on the date of the coming into force of this Agreement and all debts falling due after that date from persons in the United Kingdom to persons ordinarily resident or ordinarily carrying on business outside the United Kingdom in respect of the price of Turkish goods imported into the United Kingdom shall be paid in sterling and shall be credited to a non-interest-bearing account at the Clearing Office in the name of the Central Bank of Turkey (hereinafter referred to as "The Clearing Account").

(2) Where a debt is expressed to be payable in Turkish Pounds, payment shall be made in sterling at the rate communicated by the Central Bank to the Clearing Office and published in the United Kingdom on the day on which payment is made. Where a debt is expressed to be payable in a currency other than sterling or Turkish Pounds, payment shall be made in sterling at the London selling rate for sight drafts in such other currency ruling at the date of payment.

(3) Payment under the provisions of this Article shall constitute a discharge to the debtor for the corresponding amount of the debt.

(4) On receipt of the schedule referred to in Article 10 (1) below the Central Bank will pay to the person entitled thereto the amount in Turkish Pounds corresponding to the amount credited to the Clearing Account.

Article 9.

(1) All sums credited to the Clearing Account shall be allocated as follows :

(i) 30 per cent. of all sums shall be allocated to a non-interest-bearing Sub-Account B. Amounts standing to the credit of Sub-Account B shall be at the free disposal of the Central Bank.

(ii) 70 per cent. of all sums other than those referred to in sub-paragraphs (iii) and (iv) below shall be allocated to a non-interest-bearing Sub-Account A. Amounts standing to the credit of Sub-Account A shall be utilised for the payment of debts in respect of which deposits have been made in the Special Account. Such payment shall be made in chronological order of deposit.

(iii) 70 per cent. of all sums credited in respect of compensation transactions undertaken in accordance with the provisions of Article 12 and Article 13 below shall be allocated to a non-interest-bearing Sub-Account C. Amounts standing to the credit of Sub-Account C in respect of Turkish goods exported to the United Kingdom in execution of such compensation transactions shall be utilised as follows :

(a) 70 per cent. of the f.o.b. value as shown on the certificate of origin of the Turkish goods exported shall be utilised for payment in respect of goods imported into Turkey from the United Kingdom in execution of the same compensation transaction.

(b) Any balance shall be transferred to Sub-Account B.

Ofise gönderdiği tarihteki kurlara istinaden, bu paranın Sterling mukabilini tamamen tediye etmiş olacaktır.

(3) Türkiye Cümhuriyeti Hariciye Vekili ile Haşemetlu Kiral Hazretlerinin Ankaradaki Büyük Elçisi arasında teati olunan 1 Nisan 1935 tarihli notalar mündericatına tevfikân 148 Numaralı Türk Kararnamesine merbut A Listesinde münderiç eşya sınıflarına dahil olup 15 Şubat 1935'ten evvel Müttehid Kırallıktan ihraç edilen Müttehid Kırallık emteası için tediyesi icab eden bakiye müstesna 20 Haziran 1935 tarihinden evvel Türkiyeye idhal edilen Müttehid Kırallık emteası bedellerinden mütevellid borçlardan, bedelleri 20 Haziran 1935 tarihinden evvel hulûl edenler, 4 Haziran 1935 tarihinden evvel mevcut rejimden istifade edecektir.

Madde 8.

(1) Müttehid kırallıktaki şahısların Müttehid Kırallığa idhal edilmiş Türkiye emteası bedellerinden dolayı aslan Müttehid Kırallık haricinde ikamet eden veya Müttehid Kırallık haricinde icrayi ticaret eden kimselere borçlu oldukları ve işbu anlaşmanın mer'iyet mevkiine girdiği tarihte vadesi gelen veya tahakkuk etmiş olan ve vadesi bu tarihten sonra hulûl edecek bilumum meblağlar Sterling olarak ödenecek ve Merkez Bankasının Kliring ofis nezdindeki faizsiz Kliring Hesabı (bundan sonra kısaca « Kliring Hesabı » denecektir), matlubuna kaydolunacaktır.

(2) Türk lirasile ifade edilmiş borçlar Merkez Bankasınca Kliring ofise bildirilmiş ve muamele günü Müttehid Kırallıkta neşredilmiş kurlara istinaden Sterling olarak ödenecektir.

Türk lirası veya Sterlingden gayrı bir para ile ifade edilmiş borçlar, bu para üzerinden tanzim edilmiş ibrazında tediye senedleri için tediye günü Londra piyasasında cari satış fiatlerine istinaden, Sterling olarak ödenecektir.

(3) İşbu madde hükümlerine tevfikân yapılan tediye borçluyu tekabül eden miktar için borcundan ibra eder.

(4) Merkez Bankası aşağıdaki 10 uncu Maddenin (1) inci fıkrasında mevzuubahs tahsilat bordrolarını aldığı Kliring Hesabına yatırılmış meblağların Türk Lirası mukabillerini müstehikkine tediye edecektir.

Madde 9.

(1) Kliring Hesabı matlubuna kayd olunan bilumum meblağlar aşağıdaki şekilde taksim edilecektir :

(i) Bilumum meblağların 30% u faizsiz B tali Hesabına tahsis olunacaktır. B. tali Hesabı matlubundaki miktarlar serbest olarak Merkez Bankası emrine amade bulundurulacaktır.

(ii) Aşağıdaki (iii) ve (iv) bendlerinde mevzuubahs meblağlardan gayrı bilumum meblağın 70% i faizsiz A tali Hesabına tahsis olunacaktır. A tali Hesabı matlubundaki miktarlar Hususî Hesaba tevdi edilmiş borçların tediyesi için istimal olunacaklardır. Bu tediye tarihleri sırasına göre yapılacaktır.

(iii) Aşağıdaki 12 ve 13 üncü maddeler hükümlerine tevfikân yapılan hususî takas muamelelerinden dolayı tahsil edilmiş bilumum meblağların 70% i faizsiz C tali Hesabına tahsis olunacaktır. Hususî takas suretile Müttehid Kırallığa ihraç edilmiş Türkiye emteası bedeli olarak C tali Hesabı matlubuna kaydolunmuş miktarlar aşağıda yazılı olduğu vechile istimal olunacaklardır :

(a) İhrac edilmiş Türkiye emteasına aid menşe şahadetnamesi üzerinde gözükten f.o.b. kıymetin 70% i aynı hususî takas muamelesine istinaden Türkiyeye idhal olunmuş Müttehid Kırallık emteası bedellerinin tediyesi için istimal olunacaktır.

(b) Kalacak herhangi bakiye B tali Hesabına nakl olunacaktır.

(iv) 70 per cent. of all sums credited in respect of Turkish goods exported to the United Kingdom in order to liquidate debts in accordance with the provisions of Article 14 below shall be allocated to a non-interest-bearing Sub-Account D. Amounts standing to the credit of Sub-Account D shall be utilised for making payments to the creditor or creditors in the United Kingdom concerned in each case in liquidation of their debts. Any balances not required for that purpose shall be transferred to Sub-Account A.

(2) Amounts paid in for the credit of the accounts of the Central Bank at the Bank of England under the Agreement¹ between the Government of the United Kingdom and the Government of the Republic of Turkey respecting Trade and Payments signed at Angora on the 4th June, 1935 (hereinafter referred to as "The Trade and Payments Agreement"), which are in course of collection on the coming into force of this Agreement, shall be credited to the Clearing Account.

(3) On the coming into force of this Agreement any balance standing to the credit of Sub-Account A of the Central Bank at the Bank of England shall be transferred to the Sub-Account A referred to in paragraph (1) (ii) of this Article, and the balance standing to the credit of the Compensation Account of the Central Bank at the Bank of England shall be transferred to the Sub-Account C referred to in paragraph (1) (iii) of this Article. These transfers shall be effected after allowance has been made for cheques which have been issued and are outstanding and for the payment orders received but not yet executed.

(4) On the coming into force of this Agreement the balance standing to the credit of the Special Account of the Central Bank of Turkey referred to in Article 6 of the Trade and Payments Agreement shall be transferred to the Special Account referred to in Article 7 (1) above. This transfer shall be effected after allowance has been made for advices of payment to which effect has not been given and for any necessary exchange adjustments.

Article 10.

(1) The Clearing Office and the Central Bank shall furnish each other with schedules of receipts into the Clearing Account and the Special Account respectively containing such particulars as may be agreed between the two institutions.

(2) The Central Bank will, on the coming into force of this Agreement, furnish the Clearing Office with schedules of deposits made before that date in so far as they have not already been furnished to the Bank of England.

(3) The Central Bank will advise the Clearing Office daily of payments to be made from the Sub-Accounts referred to in Article 9 (1) above. Such advice shall be accompanied by such particulars as may be agreed between the Central Bank and the Clearing Office.

§(4) The Clearing Office will advise the Central Bank daily of the transfers made from the Clearing Account to the Sub-Accounts referred to in Article 9 (1) above, and of the payments made from those Sub-Accounts.

Article 11.

Any sums standing to the credit of the Sub-Accounts referred to in Article 9 (1) above on the termination of this Agreement will be utilised as provided in that Article.

Article 12.

(1) Subject to the provisions of paragraphs (2) and (3) of this Article :

(a) Any United Kingdom goods and the Turkish goods enumerated in the Fourth Schedule to this Agreement will be permitted to be the subject of private compensation transactions between persons in Turkey and persons in the United Kingdom.

¹ Vol. CLXVII, page 91, of this Series.

(iv) Aşağıda 14 üncü madde hükümlerine tevfikan borçların tasfiyesi için Müttehid Kırallığa ihraç edilmiş Türkiye emteası bedeli olarak tahsil edilen meblağların 70% i faizsiz D tali Hesabına tahsis olunacaktır. D tali Hesabı matlubundaki miktarlar Müttehid Kırallıktaki alâkadar alacaklı veya alacaklılara olan borcun tasfiyesine aid tediyelerde kullanılacaktır. Bu hususta lüzumlu olmayan her bakiye A tali Hesabına nakl olunacaktır.

(2) 4 Haziran 1935¹ tarihinde Ankarada Türkiye Cumhuriyeti hükümeti ile Müttehid Krallık hükümeti arasında Ticaret ve Tediye mütedair imzalanan anlaşma mucebince (bundan sonra kısaca Ticaret ve Tediye anlaşması denecektir) Merkez Bankasının İngiltere Bankası nezdindeki hesapları matlubuna kaydolanmak üzere tediye edilmiş olup işbu anlaşmanın mer'iyet mevkiine girdiği tarihte derdesti tahsil bulunan meblağlar Kliring Hesabı matlubuna kaydolanacaktır.

(3) İşbu anlaşmanın mer'iyet mevkiine girdiği tarihte Merkez Bankasının İngiltere Bankası nezdindeki A tali Hesabı matlubundaki bakiye işbu maddenin (ii) inci bendinde mevzubahs A tali Hesabına naklolunacak ve Merkez Bankasının İngiltere Bankası nezdindeki hususi Takas hesabı matlubundaki bakiye de bu maddenin (iii) üncü bendinde mevzubahs C tali Hisabi matlubuna naklolunacaktır.

Nakiller henüz ifa edilmemiş tediye emirleri ve tanzim edilmiş ve fakat fakat henüz ödenmemiş çeklere karşılık ayrıldıktan sonra yapılacaktır.

(4) İşbu anlaşmanın mer'iyet mevkiine girdiği tarihte Merkez Bankasının, Ticaret ve Tediye Anlaşmasının 6 inci maddesinde mevzubahs Hususi Hesabi matlubundaki bakiye yukarıda geçen 7 inci maddenin birinci fıkrasında bahsi geçen hususi Hesaba naklolunacaktır. Bu nakil henüz muamele görmemiş tediye emirleri ve ödenecek kur farkları için icap eden karşılıktan sonra yapılacaktır.

Madde 10.

(1) Merkez Bankası ve Kliring ofis Hususi Hesaba ve Kliring Hesabına tahsil olunan miktarlara ait ve iki müessese arasında tesbit edilecek izahatı ihtiva eden bordroları birbirlerine yollayacaklardır.

(2) İşbu anlaşmanın mer'iyet mevkiine girdiği tarihte Merkez Bankası bu tarihten evvel yapılmış depolara ait olup henüz İngiltere Bankasına gönderilmemiş olan tahsîât bordrolarını Kliring Ofise gönderecektir.

(3) Merkez Bankası yukarıda 9 uncu maddenin birinci fıkrasında mevzubahs tali hesaplardan yapılacak tediyeleri günü gününe Kliring Ofise bildirecektir. İşbu tediye emirleri Merkez Bankası ile Kliring Ofis arasında tesbit olunacak izahatı ihtiva edecektir.

(4) Kliring Ofis yukarıdaki 9 zuncu maddenin birinci fıkrasında mevzubahs Kliring hesabından tali hesaplara yapılan nakilleri ve tali Hesaplardan yapılan tediyeleri günü gününe Merkez Bankasına bildirecektir.

Madde 11.

İşbu Anlaşma müddetinin hitamında 9 zuncu maddenin birinci fıkrasında mevzubahs tali hesaplar matlubunda gözükecek miktarlar aynı madde hükümlerine tevfikan istimal olunacaklardır.

Madde 12.

(1) İşbu maddenin 2 ve 3 üncü fıkraları hükümleri mahfuz kalmak şartile :

(a) Bu anlaşmaya bağlı 4 sayılı listede tadad olunan Türk emteası ile bilcümle Müttehid Kırallık emteası Türkiyedeki eşhas ile Müttehid Kırallıktaki eşhas arasında hususî takas muamelesine mevzu teşkil edebilecektir.

¹ Vol. CLXVII, page 91, de ce recueil.

(b) Turkish goods other than those enumerated in the Fourth Schedule to this Agreement will be permitted to be the subject of such compensation transactions with the consent of the contracting Governments.

(2) In respect of each transaction under paragraph (1) of this Article, the f.o.b. value of the United Kingdom goods imported into Turkey shall not exceed 70 per cent. of the f.o.b. value, as shown on the certificate of origin, of the Turkish goods imported into the United Kingdom, the balance of 30 per cent. of that value being transferable to the Sub-Account B referred to in Article 9 (1) (i) of this Agreement.

(3) Such private compensation transactions will be subject to any quantitative restrictions on imports which are or may be imposed in conformity with the provisions of Articles 1, 2 and 3 of this Agreement, and also subject to the laws and regulations in the United Kingdom and Turkey affecting the goods concerned.

Article 13.

United Kingdom re-exports to Turkey, provided such re-exports are goods originating in countries with which Turkey has not a Clearing or similar Agreement, may form the subject of private compensation transactions with Turkish goods within the provisions and limitations of Article 12 of this Agreement provided that the f.o.b. value of goods re-exported from the United Kingdom to Turkey in accordance with this Article in any year shall not exceed £75,000.

Article 14.

(1) Any creditor in the United Kingdom in whose favour a deposit in Turkish Pounds was at the date of the coming into force of this Agreement blocked in the Special Account shall be permitted to utilise the whole or part of such deposit up to the equivalent in Turkish Pounds of his debt for the purchase of the Turkish goods included in the Fourth Schedule to this Agreement and to export such goods to the United Kingdom.

(2) 70 per cent. of the sterling proceeds of such goods shall be dealt with in accordance with the provisions of Article 9 (1) (iv) above, the balance of 30 per cent. being transferable to the Sub-Account B referred to in Article 9 (1) (i).

Article 15.

(1) All United Kingdom goods sent to fairs or exhibitions held in Turkey, and sold there in conformity with the existing Regulations during or after these fairs or exhibitions, may form the subject of private compensation, that is, their proceeds may be transferred by means of the purchase of an equivalent amount of Turkish goods and the importation thereof into the United Kingdom.

(2) The right to effect such a private compensation transaction may not be transferred more than once to a third party.

(3) The 30 per cent. of free foreign exchange in favour of Turkey required for all ordinary transactions of this kind shall not be applied in this case.

Article 16.

(1) The Treaty¹ of Commerce and Navigation signed at Angora the 1st March, 1930, as amended by the Trade and Payments Agreement, shall be further amended as follows: that is to say, Article 16 shall remain deleted and the following shall be substituted for the first two paragraphs of Article 39:

“The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Angora as soon as possible. It shall come into force immediately on the exchange of ratifications,

¹ Vol. CVIII, page 407, of this Series.

(b) Bu anlaşmaya beğli 4 sayılı listede tadad olunan emtea haricinde Kalan Türk malları akıd Hükümetlerin müsaadesile bu kabil takas muamelelerine mevzu teşkil edebilecektir.

(2) İşbu maddenin ı inci fıkrasında derpiş olunan her muamelenin ifasında, Türkiyeye idhal olunan Müttehid Kırallık emteasının f.o.b. kiymeti mezkûr Kırallık ülkesine idhal olunan Türk mallarının, menşe şahadetnamelerinde gösterilen f.o.b. kiymetinin 70% ini aşmıyacak ve bakiye 30% u işbu Anlaşmanın 9 uncu maddesinin ı inci fıkrasının (i) bendinde zikr olunan (B) tali Hesabına naklo-lunacaktır.

(3) Bu kabil hususî takas muameleleri işbu anlaşmanın ı, 2, ve 3 üncü maddesi mucibince vaz edilmiş veya vaz edilebilecek mıkdar itibarile her türlü idhalat tahdidatına ve mezkûr eşyaya müteallik Türkiye ve Müttehid Kırallık dahilindeki kavanin ve nizamata ahkâmına tabi tutulacaktır.

Madde 13.

Türkiye ile Kliring veya benzeri anlaşması olmayan memleketler menşe'li olmak şartile, Müttehid Kırallıktan Türkiyeye yapılacak (re-export) lar ve Türkiye emteası bu anlaşmanın ı2 nci maddesi hükümleri ve takyidatı dahilinde ve Türkiyeye, Müttehid Kırallıktan, bu suretle idhal edilecek (re-export) ların senelik kiymeti £75,000. Sterlingi aşmamak şartile, hususî takas muamelelerine mevzu teşkil edebilirler.

Madde 14.

(1) Hususî Hesaba lehine tevdi edilmiş olan Türk liraları, bu anlaşmanın mevkiî meriyete girdiği tarihte bloke edilmiş bulunan Müttehid Kırallık alacaklılarından herhangi birisinin bu mevduattan alacağına tekabül eden mıkdarın tamamını veya bir kısmını anlaşmaya merbut 4 Numaralı cedvelde mukayyet Türk emteasının mübayaasında kullanmasına ve bu emteayı Müttehid Kırallığa ihraç etmesine müsaade olunacaktır.

(2) Bu emteanın Sterling tutarının 70% i yukardaki 9 uncu maddenin (ı) inci fıkrasının (iv) üncü bendi hükümlerine tevfiikan istimal olunacak, mütebaki 30% 9 uncu maddenin (ı) inci fıkrasının (i) bendinde mevzuubahs B talî Hesabına naki olunacaktır.

Madde 15.

(1) Türkiyede açılan sergi ve panayırlara gönderilmiş olup orada bu sergi ve panayırlar sırasında veya bilahere, mevcut mevzuata uygun olarak, satılan bilumum Müttehit Kırallık emteası, hususî takas mevzuu teşkil edebilir, yani, satış tutarları aynı kiymette Türk emteası mübayaaya ve Müttehit Kırallığa ihraç suretile münakale edilebilir.

(2) Bu yolda hususî takas yapmak hakkı bir kerreden fazla üçüncü şahsa devredilemez.

(3) Bu vaziyetlerde, diger bilumum mümasili muamelelerde Türkiye lehine istenen 30% serbest döviz istenmez.

Madde 16.

(1) Ticaret ve Tediyaat Anlaşması ile tadil edilen, ı Mart 1930¹ tarihinde Ankarada imzalanmış Ticaret ve Seyrisefain Muahedesi aşağıdaki şekilde yeniden tadil edilecektir : Yani, ı6 ıncı Maddesi hazf edilmiş kalacak ve 39 uncu Maddesinin ilk iki fıkrasının yerine de aşağıdaki hükümler ikame edilecektir :

« İşbu Anlaşma tasdik edilecek ve tasdiknameler mümkün olan en kısa bir müddet zarfında Ankarada teatî edilecektir. Tasdiknamelerin teatîsinden sonra hemen meriyete

¹ Vol. CVIII, page 407, de ce recueil.

and shall remain in force until terminated by either High Contracting Party by three months' notice given through the diplomatic channel, provided that no such notice shall take effect while the Trade and Clearing Agreement signed in London on the 2nd day of September, 1936, is still in operation.

(2) Subject to the amendments mentioned in the preceding paragraph of this Article, the said Treaty of the 1st March, 1930, will remain in force until terminated by a fresh notice given in accordance with the amended text of Article 39 thereof.

Article 17.

For the purpose of this Agreement and the Protocol thereto :

(a) " Persons " shall mean individuals, firms and corporations, including State organisations and institutions.

(b) " Turkish goods " shall mean goods grown, produced or manufactured in Turkey.

(c) " United Kingdom goods " shall mean goods grown, produced or manufactured in the United Kingdom.

(d) " Persons in Turkey " shall mean persons and corporations ordinarily resident or ordinarily carrying on business in Turkey, and shall include the Government of Turkey and State organisations.

(e) " Persons in the United Kingdom " shall mean persons and corporations ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom.

Article 18.

(1) The present Agreement shall come into force fifteen days after the date of its signature.

(2) The present Agreement shall remain in force for nine months from the date of its coming into force and, unless notice of termination shall have been given by either of the contracting Governments to the other three months before the expiry of the said period of nine months, it shall continue in force until the expiry of three months from the date on which notice of termination is given.

(3) On the coming into force of the present Agreement, the Trade and Payments Agreement shall cease to be in force.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate in London this 2nd day of September, nineteen hundred and thirty-six, in English and Turkish, both texts being equally authentic.

(L. S.) CRANBORNE.

(L. S.) F. KURTOĞLU.

(L. S.) H. F. TUGAY.

girerek Yüksek Âkid Taraflardan biri veya digerinin diplomasi yolu ile üç ay evvel yapacağı fesih ihbarına kadar meriyette kalacaktır. Ancak bu ihbar 2 Eylül 1936 tarihinde Londrada imzalanan Ticaret ve Kliring Anlaşması meriyette kaldığı müddetce tesirini icra edemeyecektir. »

(2) İşbu Maddenin evvelki fıkrasında yapılan tadilat mahfuz kalmak şartile, 1 Mart 1930 muahedesi, 39 uncu maddesinin muaddel hükümlerine tevfikan, yeni bir ihbardan sonra, inkiza müddetine kadar, meriyette kalacaktır.

Madde 17.

İşbu Anlaşma ve Protokol tatbikatında :

(a) « Eşhas » devlet teşkilatı ve müessesatı dahil olmak üzere ferdleri, firmaları, ve korporasyonları ifade eder.

(b) « Türk emteası » Türkiyede yetişen, istihsal veya imal edilen emteayı ifade eder.

(c) « Müttehid Kırallık emteası » Müttehid Kırallıkta yetişen, istihsal veya imal edilen emteayı ifade eder.

(d) « Türkiyedeki Eşhas » Türk Hükümeti ve devlet teşkilatı da dahil olmak üzere aslan Türkiyede ikamet veya icrayı ticaret eden eşhas ve korporasyonları ifade eder.

(e) « Müttehid Kırallıktaki Eşhas » aslan Müttehid Kırallıkta ikamet veya icrayı ticaret eden eşhas ve korporasyonları ifade eder.

Madde 18.

(1) İşbu Anlaşma imza tarihinden onbeş gün sonra meriyete girecektir.

(2) İşbu anlaşma, meriyete vazı tarihinden itibaren, dokuz ay müddetle meriyette kalacaktır. Mezkûr dokuz aylık müddetin inkizasından üç ay evvel Âkid Hükümetlerden herhangi biri tarafından digesine anlaşmanın feshi ihbar edilmediği takdirde böyle bir ihbarın yapılacağı tarihten itibaren üç aylık bir müddetin inkizasına değin anlaşma meriyette kalacaktır.

(3) İşbu anlaşma mervkii meriyete girdiğinde. Ticaret ve Tediya Anlaşması, meriyetten sakıt olacaktır.

Yukarıdaki ahkâmı tasdikân vaziülimza, salâhiyettar murahaslar, işbu Anlaşmayı imza etmişler ve mühürlemişlerdir.

Londrada 2 Eylül 1936 tarihinde, her iki metin aynı derecede muteber olmak üzere, İngilizce ve Türkçe iki nusha olarak tanzim edilmiştir.

(L. S.) CRANBORNE.

(L. S.) F. KURTOĞLU.

(L. S.) H. F. TUGAY.

FIRST SCHEDULE. ¹

As regards items marked with an asterisk, paragraph 5 of the Turkish Decree No. 2/2004 of the 17th February, 1935, provides that the necessary import permit must be obtained before the order for the goods is placed.

Number in Turkish Tariff	Article
31	Animal fats for industrial use, n.e.s., and other animal fats, n.e.s.
32	Fatty acids, n.e.s.
*71 C	Chemical fertilisers (under permit from Ministry of Agriculture).
89	Transmission belting, hose and other leather wares used in machinery (combined or not with other articles).
98 A	Merino and cheviot : (1) In the grease. (2) Washed. (3) Carded. (4) Dyed.
102	Wool and hair yarn of all kinds, including knitting or weaving yarn on reels.
ex 112	Woollen bands and bags used in crushing mills, woollen machine belting, teazle.
132 B	Rayon yarns, dyed or not, including those made up for retail sale.
*ex 218	Whisky, and gin (under permit from the Ministry of Customs and Monopolies).
230	Linseed oil, boiled or not.
ex 295	All kinds of wooden looms, isolators of accumulators and parts.
330	Copying papers, and carbon papers.
335	Sensitised paper (all thicknesses).
*339	Playing cards (under permit of Ministry of Customs and Monopolies).
349	Text-books, newspapers, periodicals, catalogues and price-lists (in all languages).
*359	Commercial registers, cheque-books, and other books, pocket-books, scribbling pads, albums, blotters and blotting pads; index and other files and book covers (including those with addresses and numbers) (under permit of Ministry of National Economy).
366	Cotton yarn, unbleached, single : B. Over No. 14 up to No. 24 English. C. Over No. 24 English.
367	Cotton yarn, unbleached, twisted.
368	Cotton yarn, bleached, single or twisted.
369	Cotton yarn, dyed or printed, single or twisted.
ex 370 B	Cotton yarn, mercerised, bleached or not, or dyed, single or twisted : Over No. 20 English.
371	Cotton thread, bleached, unbleached, dyed, twisted or otherwise, put up for retail sale on reels or spindles, or in balls or small skeins, or made up in other forms.
372	Cotton yarns for nets and twine.
380 B	Bobbinet (tulle for curtains and other made-up tulle), bleached, unbleached or dyed.
417	Tissues of hemp, jute, ramie or other vegetable materials, n.e.s., dyed or natural colour.
443	Articles of rubber for dental purposes, whether mixed with colours, metal powder or other materials, or not.
444	Plates, tapes, sheets, rods, pipes, in vulcanised rubber, including those combined with common metals or other materials.

¹ " n.e.s. " means " not elsewhere specified in the Tariff ".

BİRİNCİ LİSTE.

Yanlarında * işareti bulunan tarife numaralarına giren eşya, 17/2/1935 tarih ve 2/2004 sayılı kararnamenin 5 inci maddesi hükümlerine göre siparişlerinden evvel aid oldukları Vekâletlerden izin alınmak suretile ithal olunabilir.

Türk tarife No.	Eşya
31	Sanayide müstamel ve tarifenin başka yerlerinde zikrolunmayan diğer hayvanî yağlar
32	Hamızatı şahmiye (tarifenin başka yerlerinde zikredilmeyen).
*71 C	Kimyevî gübreler (Ziraat Vekâleti müsaadesile).
89	Makina kayışı, hortum ve makinalarda müstamel sair deri ve kösele mamulâtı (mevaddı saire ile müretteb veya gayri müretteb).
98 A	Merinos ve şeyyot : 1. Kirli. 2. Yıkanmış. 3. Taranmış. 4. Boyanmış.
102	Hernevi yünden ve kıldan iplik (örme ve dokuma makinaları için masuraya sarılı iplikler de dahildir).
ex 112	Yalnız bant halinde tasir bezleri ve torbaları, makina kolanları ve kartları.
132 B	Sun'î ipekten boyalı ve boyasız iplik ve ibrişim (müfredat üzere satılabilecek şekillerde de dahildir).
*ex 218	Viski, Cin (Gümrük ve İnhisarlar Vekâleti müsaadesile).
230	Beziryâğı (kaynamış ve kaynamamış).
ex 295	Yalnız ağaçtan hernevi dokuma tezgâhı ve akümülatör mücerridleri ve aksamı.
330	Kopye ve yazı çoğaltma kâğıdları.
335	Hassas kâğıd (her kalınlıkta).
*339	Oyun kâğıdı (Gümrük ve İnhisarlar V. müsaadesile).
349	Mekteb kitablari, gazeteler, mevkut mecmualar, kataloglar, fii cari cetvelleri (hangi lisanda olursa olsun).
*359	Ticaret defterleri, çek defterleri ve sair defterler, karneler, bloknot albümler, buvarlar, yazı altlığı (sumen) klasörler, kitab ve evrak için kaplar (adresli numaralı olanlar da dahildir) (İktisad Vekâleti müsaadesile).
366	Kasarsız, yalın kat (tek telli) pamuk ipliği : B. 14 den yukarı 24 İngiliz numarasına kadar (24 numara dahildir). C. 24 İngiliz numarasından yukarı.
367	Kasarsız, bükülmüş, pamuk ipliği (iki veya daha ziyade telli).
368	Kasarlı pamuk ipliği (tek veya daha ziyade telli).
369	Boyalı, istampalı (tek veya ziyade telli) pamuk ipliği.
ex 370 B	Parlak (mersörize) kasarlı, kasarsız veya boyalı (tek veya daha ziyade telli) pamuk ipliği (yalnız 20 numaradan yukarı olanlar).
371	Müfredat üzere satılabilecek hale getirilmiş pamuk iplikleri (kasarlı, kasarsız, boyalı, bükülmüş, bükülmemiş) (ağaç makara, ufak çile, yumak, zıvana, vesair şekillerde).
372	Pamuk ağ ipliği ve sicim.
380 B	Tül-bobino (perdelik tül vesair surette fasone tüller) (kasarsız, kasarlı veya boyalı).
417	Kendir, jüt, rami ve tarifede gayri mezkûr sair mevaddı nebatiyeden mensucat ve mamulâtı (rengi tabiide veyahud boyalı).
443	Dişçilikte müstamel lâstik, kauçuk ve mamulâtı (boya, madenî toz ve sair mevad ile mahlût olsun olmasın).
444	Vülkanize kavuçuktan levha, yaprak şerit, çubuk boru ve bunların âdi maadin veya mevaddı saire ile müretteb olanları.

Number in Turkish Tariff	Article
445	Inner tubes and outer covers and solid tyres of rubber for bicycles, automobiles, carriages and other similar vehicles (combined or not with other materials) : A. Inner tubes and outer covers. B. Solid tyres.
446	Elastic tissues, tissues dipped in rubber, coated with rubber on one side or inside, or glued on rubber.
449	Other rubber articles, n.e.s., combined or not with other materials.
452	Linoleum and camptulicon for covering floors, in rolls or pieces.
453	Oilcloth for covering walls and shelves, tables or furniture, in rolls or pieces.
454	Oilcloth of all kinds for bookbinding purposes, oilcloth for drawing and engineering purposes, and other similar thin oilcloth.
ex 471	Bleaching earth, china clay, felspar and refractory earths.
477 D	Asbestos, bitumen and similar materials, and articles thereof, in the form of cord, string, thread, strips, salmastra, pipes, belting, including those containing common materials such as rubber or fibre or common metals, or paper, cardboard, plaster of Paris, cement, colours.
*481 C	Refractory bricks and tiles (under permit of the Ministry of National Economy).
489	Artificial teeth of porcelain, enamel and the like.
501	Photographic plates and clichés, including those which are exposed.
519	Pure steel and special steels.
520	All kinds of iron and steel squares, rounds, ovals, angles, bars, and joints of various kinds, n.e.s., including those perforated or painted with one coat : A. Plain.
523	Plates of sheet-iron and steel (plain or corrugated) and hoop iron and strip : A. Plain. B. Galvanised with copper, tin, zinc, nickel, lead or aluminium, or oxidised. C. Painted with designs, stamped, painted, and lacquered.
524 B	Iron or steel wire, galvanised with copper, tin, zinc, nickel, lead or aluminium, or oxidised ; including such wire cut to specified lengths.
526 C	Underground and submarine electric cables covered with any kinds of material.
527	Iron ropes and cables, including those containing fibre.
529	Pipes, conduits, joints of all kinds (including those enamelled, or insulated by means of tarred cloth, etc.) : *A. Of cast iron. B. Of wrought iron or steel. C. Of galvanised iron.
530	Axles, springs of all kinds, wheels, tyres, and other iron parts of transport vehicles ; plain or painted one coat.
531	Heavy wares of cast iron or iron, such as vats, crucibles, poles, plates (perforated or otherwise), railway points and signals, parts of buildings, whether assembled or not ; sheet iron cut or stamped for use in reinforced concrete ; heavy iron wares for ships, railways, buildings and similar purposes (except finished machine parts).
533	Iron screws, nuts and bolts.
536	Safes of iron, combined or not with other materials.
538	Hand tools of all kinds of iron (with or without handle) : A. Saws of all kinds, including saw blanks and double-handed saws. B. Files. C. Shovels, pick-axes, choppers, pitchforks, hoes, spades, anvils, hammers over 250 grammes, rakes, trowels, cold chisels, stonemasons' chisels. D. Shears for agricultural purposes, pruning knives, sickles, scythes, wool shears, tin cutters, vices, tongs, adzes, planes and other carpenters' and joiners' tools, n.e.s.

Türk tarife N°.	Eşya
445	Bisiklet, otomobil, araba, vesair vesaiti nakliye tekerleklerine mahsus iç ve dış lâstikleri ve şeritleri. (Mevaddı saire ile müretteb ve gayri müretteb) : A. İç ve dış lâstikleri. B. Şeritler.
446	Alistiki mensucatla lâstiğe batırılmış veya bir tarafına veyahut arasına lâstik sürülmüş veyahut lâstik yapıştırılmış mensucat.
449	Tarifenin başka yerlerinde zikredilmeyen sair kauçuk mamulâtı (mevaddı saire ile müretteb veya gayri müretteb).
452	Yere sermeğe mahsus linoleom, kaptolikan, muşambaları (parça veya top halinde).
453	Duvar, raf, sofraya, ve mobilya örtmeğe ve kaplamağa mahsus muşambalar (parça veya top halinde).
454	Mücellid muşambası (her nevi) mühendis ve resim muşambaları ve emsali sair ince muşambalar.
ex 471 477 D	Yalnız tasfiye toprağı, kaolin, feldspat ve ateş toprağı. Asbestos (amyant), bitümen ve müşabihleri ve bunların mamulâtı (terkibinde veya nescinde kauçuk veya elyaf veyahut maadini adiyeye bulunanlar ve kâğıd, mukavva, alçı, çimento ve boya gibi mevaddı adiyeye ile mahlûtan mamul olanlar da dahildir) (mevaddı saire ile müretteb veya gayri müretteb) (iplik, sicim, ip, halat, salmastra, şerit, hortum ve kamış halinde).
*481 C	Pişmiş kilden ve topraktan ateş tuğlası ve kiremit (İktisad Vekâleti müsaadesile).
489	Porselenden, mineden, ve emsalinden sun'î dişler.
501	Fotograf camı (üzerinde resim olanlar da dahildir).
519	Halis çelik ve hususî çelikler.
520 A	Her nevi demir veya çelik (dört köşe, yuvarlak, beyzi, köşeli, çubuk, veyahud köşebent E, T, V, L, Z, I, şeklinde ve tarifenin başka yerlerde zikrolunmıyan sair şekillerde) (delikli ve astar boyalı olanlar da dahildir) (adileri).
523	Demir veya çelik saç levhalar (düz veya oluklu) ve çenberlik veya şerit : A. Adileri. B. Bakır, kalay, çinko, nikel, kurşun, alüminyum, galvanizli veya oksitli. C. Resimli, istampalı, boyalı ve lâke.
524 B	Demir veya çelik tel, muayyen uzunluklarda kesilmiş olanlar da dahildir. (Bakır, kalay, çinko, nikel, kurşun, alüminyum, galvanizli ve oksitli.)
526 C	Toprak ve su altı elektrik kabloları (her nevi mevad ile mücehhez).
527	Demir ip veya halat (örgüsünde veya içinde mevaddı lifiye olanlar da dahildir).
529	Fonttan, demir veya çelikten künk, boru, her nevi raptiyeleri ve bunların kapakları (sırlı veya katranlı bez ve saire ile tecrid edilmiş olanlar da dahildir) : *A. Dökme (font) (İktisad Vekâleti müsaadesile). B. Demir veya çelikten. C. Her nevi madenle galvanizli.
530	Vesaiti nakliye dingilleri, yayları (her şekilde), tekerlekleri, ve tekerlek çemberleri vesair aksamı (astar boyalı olmasın).
531	Fonttan, demirden kaba mamulât ezcümle: Çanak, pota, direk, delinmiş ve delinmemiş levhalar, demiryolu makasları ve işaretleri, inşaatta müstamel çatılmış ve çatılmamış aksam, betonlarda müstamel kesilmiş, zımbalanmış saç levhaları, tekemmül etmiş alâti mihanikiye aksamından maada gemi, demiryol, ebniye vesaire için zikredilmeyen sair kaba mamulât.
533	Demir vide, civata, somun ve somun pulları (rondelâ).
536	Demirkasa (mevaddı saire ile müretteb veya gayri müretteb).
538	Her nevi demirden el alâti (saplı veya sapsız) : A. Hernevi destere, dişli dişsiz (Hizarlar dahildir). B. Eğe. C. Kürek, kazma, balta, yaba, çapa, bel, örs, 250 gramdan fazla sıklı olan çekiçler, tırmık, mala, küskü, taşçı makkap ve kaşıkları. D. Her nevi ziraatte müstamel makas, bağbıçağı, orak, tırpan, koyun kırpma ve tenekeci makasları, mengene, kısıkaç, keser, rende ve başka yerlerde zikredilmeyen dülger ve doğramacı alâti.

Number in Turkish Tariff	Article
	H. Gimlets, rules, compasses, thread-cutters, screw-drivers, pincers, hammers up to 250 grammes, cutting and chasing chisels, awls and hand drills.
539	V. Other tools, n.e.s. Cutlery, such as knives, paper cutters, swords, pocket-knives, forks, spoons, scissors, hair-clippers, razors, safety razors, manicure implements, nutcrackers, corkscrews and similar articles : H. Combined or not with other materials other than gold, platinum, silver, tortoise-shell, ivory, mother-of-pearl, nickel, white metal or galalith. V. Blades for scissors and safety razors.
545	Pins and needles : A. Needles for hand sewing, sewing machines, embroidery and knitting needles (including those with gilt heads). B. Pins, safety pins, crochet hooks, knitting needles, hairpins, packing needles, fish hooks. C. Needles and pins combined or headed with glass, celluloid, galalith, mother-of-pearl, amber, shell, ivory or other similar materials.
546	Steel pen nibs.
551 B	Drums, casks, cylinders, gasometers, tanks, buoys, and the like, of iron, combined or not with other materials, painted or galvanised.
552	Ironmongery, n.e.s., such as kitchen utensils, table ware, coffee and tea sets, lamps and parts, laundry irons, coffee mills, mincers, taps, pails, baths, lavatory fittings, weights, shovels and tongs, animal bells, bits, and bottle capsules and similar articles ; combined or not with other materials :
555 A	A. Plain.
557 A	B. Painted, varnished, polished or galvanised.
558 H	Copper sheets, rods, plates, of all shapes ; plain. Pipes, joints and parts of pipes, of copper, plain or coloured. Copper wire and cables used for electric current (including those mixed with other metal wire) : (1) Insulated with rubber, gutta-percha, paper, asbestos, etc. (2) Insulated with silk, or artificial silk, including those insulated with silk mixed with other materials. (3) Armoured, after insulation, with tubes of lead or iron or other material.
565	Hollow-ware and hardware of copper, such as furniture, door and window fittings, snaffles, bits, spurs, bells, taps, furniture nails, hand tools, bedsteads, and other similar articles, combined or not with other materials : A. Plain or coloured. B. Polished, nickelled or oxidised.
574 B	Zinc and zinc alloys in ingots.
ex 577 B	Tin and tin alloys in ingots, bars, plates, including solder, but not including scrap.
ex 579 B	Tubes for paste and creams ; metal capsules, coloured or not, with or without inscriptions, for medicinal preparations.
606	Gramophones, phonographs and graphophones.
607 D (1)	Gramophone records and cylinders of any material (recorded).
607 H (1)	Gramophone needles of common metals.
607 Z	Unspecified parts of musical instruments.
617 B	Exposed photographic and cinematograph films and plates.
618	Telegraph and telephone apparatus and parts, excepting wire, and automatic telephone switchboard frames.
619	Receiving and transmitting apparatus for wireless telegraphy and telephony and parts thereof.
632	Weighing machines.

Türk tarife No.	Eşya
	H. Burgu, cetvel, pergel, çap ölçüsü, yiv açan âletler, tornavida, kerpeten, 250 grama kadar sıklığı olan çekiçler, hâk ve oyma kalemleri, her nevi biz, el makabları.
539	V. Zikredilmeyen sair alât. Bıçakçılık eşyası ezcümle : Bıçak, kâğıd bıçağı, kılıç, çakı, çatal, kaşık, makas, makinalı, saç makası, ustura, makinalı ustura tırnak tuvaleti edevatı, fındık kıran, tırbüşon, ve emsali : H. Sair mevad ile müretteb veya gayri müretteb.
545	V. Makinalı makas ve usturaların yedek yüzleri. İğneler : A. El ve makina iğneleri, dikiş ve nakiş ve örgüler için (başları yaldızlı olanlarda dahildir). B. Toplu iğne, çengel iğne, tığ, çorap şişi, firkete, çuvaldız, ve olta iğnesi.
546	C. Cam, sellüloid, galalit, sedef, kehribar, bağa, fildişi ve diğer âdi mevaddan başlı veyahut bunlarla müretteb iğneler.
551 B	Demir kalem uçları.
552	Demir bidon ve fıçı, üstüvane gazometre, hazine, şamandıra ve emsali (mevaddı saire ile müretteb ve gayri müretteb) (boyalı galvanizli). Tarifenin başka yerlerinde zikredilmeyen demirden hırdavatçılık eşyası ezcümle : mutfak takımı, sofrta takımı, kahve ve çay takımları, lâmba ve aksamı, ütü, kahve değirmenleri, et makinası, musluk, kova, banyo, aptesane levazımatı, dirhemler, ateş kürek ve maşaları, hayvan çanları, üzengi, şişe kapsülleri ve emsali ve mamulâtı (mevaddı saire ile müretteb veya gayri müretteb) :
555 A	A. Adileri.
557 A	B. Boyalı, cilâh, sırlı, veyahut sair madenle galvanizli.
558 H	Bakır lâma, çubuk (maktâ her şekilde) tahta veya yaprak halinde (âdileri). Bakır boru, boru raptiyesi ve aksamı (her nevi) (âdi ve boyalı). Bakırdan cereyanı elektriki müstamel tel ve kablolar (diğer madenî tellerle mahlût olanlar da dahildir) :
	1. Lâstik, güta-perka, kâğıt, asbestos vesaire ile tecrid edilmiş.
	2. İpek veya sun'î ipek ile tecrid edilmiş (mevaddı saire ile mahlût ipekli olanlar da dahildir).
	3. Tecrid edildikten sonra ayrıca kurşun veya demir borularla veya sair suretle mücehhez.
565	Bakırdan çilingir ve hırdavatçı eşyası ezcümle : mobilya kapı ve pencere edevatı, gem, mahmuz, zil çingirak, musluk, yorgancı çivileri, el âletleri, mobilya ve karyola ve sair emsali (mevaddı saire ile müretteb ve gayri müretteb) :
	A. Adî veya boyalı.
	B. Cilâlı veya nikel yaldızlı veya oksitli.
574 B	Külçe halinde tutya (çinko) ve halitası.
ex 577 B	Külçe çubuk, tahta, halinde kalay ve halitası (lehim dahil köhne-mamulât hariçtir).
ex 579 B	Yalnız pasta ve krem tüpleri ve tıbbî müstahzarlara aid yazılı yazısız boyalı boyasız kapsüller.
606	Gramofon, fonograf, grafefon.
607 D ı	Gramofon, fonograf, grafefon plâkları ve kovanları (her şekilde ve neden mamul olursa olsun) (dolu).
607 H ı	Gramofon iğneleri (âdi madenlerden).
607 Z	Başka yerde zikrolunmayan alâtı musikiye aksamı teferruatı ve yedek parçaları.
617 B	Sinematograf ve fotoğraf film ve pelikülleri (dolu).
618	Telli telgraf ve telefon makineleri ve aksamı fenniyesi (tellerle, piller ve otomatik telefon santralının mesned çerçeveleri hariçtir).
619	Telsiz telegraf ve telefon mürsile ve ahize makineleri ve bunların eçhize ve aksamı fenniyesi.
632	Alâtı vezniye.

Number in Turkish Tariff	Article
*634	Instruments and apparatus not elsewhere specified in the Tariff (under permit of the Ministry of National Economy).
*645	Detonators and percussion caps (under permit of the Ministry of Customs and Monopolies).
*649	Machines driven by any kind of motive power, including boilers (under permit of the Ministry of National Economy).
*651	Engines, driven by water, compressed air, petrol, benzine, petroleum derivatives or by other fuels (except electric engines), whether mounted or not (under permit of the Ministry of National Economy).
*652	Electric motors and dynamos, A.C. and D.C., transformers, commutators, resistances, coils, magnetos, sparking plugs, convertors, distributors, fans, suction pumps, and similar appliances and apparatus, mounted or otherwise (under permit of the Ministry of National Economy).
653 A	Accumulators and plates.
*657	Textile machines and parts, such as combing, carding, cutting, picking, twisting, dyeing, and drying machines, mounted or unmounted (under permit of the Ministry of National Economy).
*658	Machines for turning, sawing, planing, beating, wire-drawing, steam-hammers, nail and tin box making machines, glass-making machines, cement-making machines, cement moulds, stone-breaking machines, and other machines for making articles from metal, earth or wood, mounted or unmounted, including parts (under permit of the Ministry of National Economy).
*660	Sewing machines, for sewing clothes, hats, shoes and other articles, and embroidery or net machines, and spare parts thereof, including electric machines of these kinds, but not including needles (under permit of the Ministry of National Economy).
*661	Machines for typography, lithography, bookbinding, casting and composing type, and other printing machines, and parts thereof (under permit of the Ministry of National Economy).
663	Tables, resting boards, covers and pedestals, for sewing machines and typewriters.
*664	Agricultural machinery and implements and parts (under permit of the Ministry of Agriculture).
665	Pumps of all kinds and their parts.
*666	Milling and grinding machinery ; moulding machinery ; machines for manufacture of sugar confectionery, sausages and other foodstuffs ; ice-making, sterilising, and pasteurising machinery ; refrigerators ; bottle-washing and filling machines ; winches ; ore washers ; laundry machinery ; and parts ; and all other machinery and parts, n.e.s., mounted or unmounted (under permit of the Ministry of National Economy).
666/1	Ball and roller bearings of all kinds.
666/2	Mechanical parts of machines and other apparatus made of iron, steel or other ordinary metals (combined or not with other materials), and those not specified elsewhere in the Tariff : *A., B., C., and D. Weighing 15 kilogrammes and over (under permit of the Ministry of National Economy). E. and F. Weighing less than 15 kilogrammes.
667 A (1)	Passenger motorcars, weighing up to 900 kilogrammes.
679	Cycles, motorcycles and sidecars, not including toy cycles, but including vehicles for carriage of mails and goods.
*694 C 2	Anthracite dust (<i>i.e.</i> , under 10 mm.) (under permit of the Ministry of National Economy).
697	Turkey-red oil, sulphur-oleates, sulphur-resinates, prepared or not with mineral oils.
702 D	Prussian blue, and similar ferro-cyanic colours ; and ultramarine of all kinds.
703 A	Printing ink of all kinds.
703 B	Writing ink.

Türk tarife No.	Eşya
*634	Tarifenin başka yerlerinde sarahaten veya temsilen zikredilmeyen sair alât (İktisad Vekâleti müsaadesile).
*645	Kapsollar (Gümrük ve İnhisarlar Vekâleti müsaadesile).
*649	Hernevi kuvvetle müteharrik makinalar (kazanlarile birlikte) (İktisad Vekâleti müsaadesile).
*651	Su, hava, petrol, benzin, ve petrol müştekkatı vesair kuvvetler ile (elektrik müstesnadır) müteharrik motörlar (kurulmuş veya kurulmamış) (İktisad Vekâleti müsaadesile).
*652	Elektrik mötörleri (elektro motör) dinamo (alternatif, kontinü) transformatör, komitatör, reziztans, bobin, manyeto, buji, konvertisör, distribütör, vantilâtör, aspiratör, ve mümasilleri (kurulmuş veya kurulmamış) (İktisad Vekâleti müsaadesile).
653 A	Akümülatör ve yedek plâkları.
*657	Kabili neşç mevaddı işliyen makinalar ve aksamı ezcümle : tarama, atma veya didikleme, koza ve çekirdek ayıklama, iplik bükme, dokuma cilâlama, kurutma, boyama, vesaire makinaları (kurulmuş, kurulmamış) (İktisad Vekâleti müsaadesile).
*658	Torna, testere, rende, zimba, hadde ve çekiç makinaları çivi, teneke, kutu makinaları, cam imalinde ve camcılıkta müstamel makineler, çimento makina ve kalıbları, taş kırma makinaları ve meadinden, topraktan ve ağaçtan eşya imalinde kullanılan sair makinalar ve aksamı (kurulmuş, kurulmamış) (İktisad Vekâleti müsaadesile).
*660	Dikiş makinaları, elbise, şapka ayakkabı vesaireyi dikmeğe mahsus, örgü işleme ve tül makinaları ve bunların makina aksamı ve yedek parçaları (iğneleri müstesnadır) (elektrikli olanlar dahil) (İktisad Vekâleti müsaadesile).
*661	Tipografya, litografya, mücellid hurufat dizme ve dökme makinaları ve matbaacılığa mahsus sair makinalar ve bunların aksamı (İktisad Vekâleti müsaadesile).
663	Dikiş ve yazı makinalarına aid masa, tabla, kapak ve ayakları.
*664	Her nevi ziraat makinaları ve ziraatte müstamel alât ve edevat ve bunların aksamı (Ziraat Vekâleti müsaadesile).
665	Her nevi tulumbar ve aksamı mayiat, gaz, hava vesaire için.
*666	Değirmen makinaları, hamur, makarna, şeker, sucuk, vesair mekulâtın imal ve ihzarına mahsus makinalar, buz makinaları, taktir ve tasir ve tebrit makinaları, şişeleri yıkıyan ve dolduran makinalar, vinçler, kavurucu ve öğütücü makinalar, ütü makinaları, çamaşır yıkama makinaları ve tarifede zikrolunmıyan sair bilcümle makina ve aksamı (kurulmuş ve kurulmamış) (İktisad Vekâleti müsaadesile)
666 /1	Bilyalı yataklar (rulman) bilyalı ve makaralı veya masaralı her nevi.
666 /2	Makinaların veya cihazların mihanikt aksamı, demirden, çelikten vesair adi madenlerden (sair madenlerle müretteb olsun olmasın) tarifenin başka yerlerinde isimlerle zikredilmemiş olanlar, beher parçasının ağırlığı (İktisad Vekâleti müsaadesile) : *A, B, C, D. 15 kilodan ziyade.
667 /A 1	E., F. 15 (hariç) kilodan az.
679	Binek otomobilleri (sikleti 900 kiloya kadar). Velosipet (kaç tekerlekli olursa olsun) oyuncak velosipetler hariç ve posta paketi vesaire taşımağa mahsus velosipetler dahildir.
*694 C 2	Toz halinde antrasit kömürü (on milimetreden fazla olanlar parça sayılır) (İktisad Vekâleti müsaadesile).
697	Türk kırmızısı yağı ve sülföleadlar, sülfö rezinatlar, madenî yağlarla müstahzar olsun olmasın.
702 D	Prusya mavisi ve emsali ferro siyanik boyalar ve utrumer her nevi.
703 A	Matbaa mürekkebi (her nevi).
703 B	Yazı mürekkebi.

Number in Turkish Tariff	Article
703 D	Inks for pads ; typewriter ribbons ; Indian ink ; copying ink ; and other similar inks.
704	Mineral colours prepared for industrial use.
706	Synthetic organic colours (prepared with coal tar oil) ; anilines, alizarines, artificial
707	indigo, and other unspecified kinds ; all kinds of refined natural indigo.
709 B	Aniline salts derived from phenol and naphthol.
710 Z	Varnish, other than bronze, aluminium or colour.
711 H	Carbonate, bicarbonate, chloride, caustic (hydric), pure permanganate, sulphate,
711 V	silicate, and other salts of potassium, n.e.s.
712 A	Caustic soda, common.
725 H	Carbonate, nitrate, acetate, borate, baborate (borax), bicarbonate, chloride, pure
754 T	caustic, sulphide, bi-sulphide, sulphite, bi-sulphite, hydrosulphate, hyposulphite,
757 B	nitrite, pure chloride of sodium, and other salts of sodium, n.e.s.
*760	Liquid ammonia, ammonium chloride.
782	Copper sulphate, unrefined, and other salts of copper.
*815 B	Benzoic, butyric, hydrobromic, salicylic, citric and tartaric acids.
853	Ammonia, potash, soda and other alums.
859	Preparations for the destruction of vermin, in the form of powder, paste, liquid,
861	etc. (under permit of the Ministry of Health).
	Lanoline, glycerine, casein.
	Medicinal gauzes (except iodised) (under permit of the Ministry of Health).
	Serums, vaccines, chemical and medicinal products, chemico-industrial products and
	specialities not mentioned in the Tariff :
	A. Chemical and medicinal products.
	*B. Medicinal preparations, serums and vaccines enjoying Government import
	permits (under permit of Ministry of Health).
	C. Chemico-industrial preparations, trichlorethylene.
	Children's toys (including those for Christmas trees) :
	B. Of common metals.
	C. Of rubber, celluloid, leather, or other common materials.
	Articles not specified in the Tariff.

SECOND SCHEDULE.

Number in Turkish Tariff	Article	Annual Quota Metric tons
106	Unspecified tissues of wool (including knitted stuffs), pure or combined	
	with other materials, weighing per square metre :	
	(a) Up to 200 grammes	3
	(b) From 201 grammes up to 600 grammes	5
107	Tissues of wool with warp wholly of cotton, weighing per square metre :	
	(a) Up to 200 grammes	2
	(b) From 201 grammes up to 600 grammes	2
	(c) 600 grammes or over	2

Türk tarife N°.	Eşya
703 D	İstampa boyası, yazı makinası şeridi çin mürekkebi, kopya mürekkebi ve emsali mürekkebler.
704	Sanayia mahsus müstahsal madeni boyalar:
706	Uzvi, sun'î boyalar (kömür katranı yağından müstahsal); anilinler, alizarinler, sun'î çividler ve tasfiye edilmiş tabii çividler (her şekilde) ve zikredilmeyen sairleri.
707	Anilin tuzu, fenol, ve naftol, mürekkebatı (boyacılıkta kullanılan uzvi müstahzar boya bazları).
709 B	Vernik (bronzlu, alüminyumlu ve boyalılardan maadası).
710 H	Karbonat, bikarbonat, klorür, klorat, kostik (hidrik) bil kimya saf permanganat, sülfat, silikat, ve başka yerlerde zikrolunmıyan sair potasyum emlâhu.
711 H	Adi sud kostik.
711 V	Karbonat, nitrat, asetat, borat, biborat (boraks), bikarbonat, klorat, klorür, kostik saf, sülfür, sülfat, bisülfat (seldeglober), sülfid, bisülfid, hidro sülfid, hipo-sülfid, nitrit, saf klorür de sodyom ve tarifinin başka yerlerinde zikredilmeyen sair sodyum emlâhu.
712 A	Amonyak mahlûlü, klor amonyom.
725 H	Sülfat (gayri saf) ve sair bakır emlâhu.
754 T	Banzoik, bütirik, bromidrik, salisilik, sitrik, tartrik hamızları.
757 B	Amonyak, potas, sud ve sair şaplar.
*760	Fare, pire, ve emsali haşerat itlâfına mahsus her nevi müstahzarat (toz, macun, mayı ve sair şekillerde) (Sihhat ve İctimaî Muavenet Vekâleti müsaadesile).
782	Lanolin, gliserin, kazein.
*815 B	Gazidrofil vesaire tıbbî gazlar (iyodlular hariçtir) (Sihhat ve İctimaî Muavenet Vekâleti müsaadesile).
853	Tarifede gayri mezkûr serom ve aşilar, ecsamı kimyeviye, eczayı tıbbiye ve müstahzeratı tıbbiye ve kimyeviyei sinaiye : A. Ecsamı kimyeviye ve eczayı tıbbiye. *B. Müstahzaratı tıbbiye ve seromlar ve aşilar (Sihhat ve İctimaî Muavenet Vekâleti müsaadesile).
853 C	Müstahzaratı kimyeviyei sinaiye, trikloretilen.
859	Sair çocuk oyuncakları (noel ağacına mahsus olanlar da dahildir) : B. Adi meadinden. C. Kauçuktan, sellüloydden, deriden vesair gayri mezkûr âdi mevaddan.
861	Tarifede temsil olunmıyan eşya.

İKİNCİ LİSTE.

Türk tarife N°.	Eşya.	Senelik Kontenjan. (Metrik Ton.)
106	Saff yünden mamul başka yerde zikrolunmıyan mensucat (örme kumaşlar da dahildir) (mevaddı saire ile müretteb olsun olmasın) :	
	A. Metre murabbainın sıklığı 200 grama kadar	3
	B. Metre murabbainın sıklığı 201 gramdan 600 grama kadar	5
107	Arışı kâmilen pamuk yün mensucat :	
	A. Metre murabbainın sıklığı 200 grama kadar	2
	B. Metre murabbainın sıklığı 201 gramdan 600 grama kadar	2
	C. Metre murabbainın sıklığı 600 gram ve ondan yukarı	2

Number in Turkish Tariff	Article	Annual Quota Metric tons
125 A (2)	Men's hats and other head-gear of wool or woollen felt, whether or not mixed with other textile materials except silk and artificial silk (combined or not with other materials)	400 Kilog.
238 A	Mustard, in powder	2
377	Cotton tissues, not bleached or dyed or printed, weighing per square metre :	
	C. From 150 grammes up to 200 grammes	20
	D. From 100 grammes up to 150 grammes	20
	E. From 70 grammes up to 100 grammes	20
	F. Less than 70 grammes	20
378	Cotton tissues, bleached and not dyed, weighing per square metre :	
	C. From 150 grammes up to 200 grammes	20
	D. From 100 grammes up to 150 grammes	20
	E. From 70 grammes up to 100 grammes	40
	F. Less than 70 grammes	40
379 (1)	Cotton tissues, dyed, in bales, weighing per square metre :	
	C. From 150 grammes up to 200 grammes	20
	D. From 100 grammes up to 150 grammes	20
	E. From 70 grammes up to 100 grammes	20
	F. Less than 70 grammes	20
379 (2)	Yarn-dyed cotton tissues, in stripes and checks, weighing per square metre :	
	C. From 150 grammes up to 200 grammes	20
	D. From 100 grammes up to 150 grammes	20
	E. From 70 grammes up to 100 grammes	20
	F. Less than 70 grammes	20
379 (3)	Cotton tissues, printed in one or more colours or mercerised (inclusive of those of which the yarns are mercerised), weighing per square metre :	
	C. From 150 grammes up to 200 grammes	50
	D. From 100 grammes up to 150 grammes	50
	E. From 70 grammes up to 100 grammes	50
	F. Less than 70 grammes	50
380 A	Tulles and muslins, plain, including those mixed or combined with metal wire	15
383	Cotton velvets of all kinds, velvet and plush tissues, and ribbons and galloons of these materials (including those combined with metal wire and all sorts of artificial beads or pearls)	1
400 A	Cotton handkerchiefs, hemmed, including those with printed borders or otherwise	500 Kilog.
413	Linen and other vegetable yarns and threads; unbleached, bleached, or dyed; made up for retail sale, on reels, or tubes or in balls or small skeins	Metric tons
414 A	String, cordage and rope of linen (including those combined with metal wire), tarred or painted, up to 5 mm. in diameter	5
451	Tarpaulins for making tents, or for covering goods, including those made up	1
		3

Türk tarife N°.	Eşya	Senelik Kontenjan. (Metric Ton.)
125 A 2	Safi ipek ve sun'î ipeğin gayri mevaddı lifiye ile mahlût yün dokuma kumaş veya keçeden şapka vesair başlıklar (mevaddı saire ile müretteb veya gayri müretteb) (erkek için)	Kg. 400
238 A	Toz halinde hardal	2
377	Ham (kasarsız), boyasız, basma halinde olmıyan mensucat:	
	C. Metre murabbainın sıkleti yüz elli (dahil) gramdan (200) grama kadar olan	20
	D. Metre murabbainın sıkleti yüz (dahil) gramdan (150) grama kadar olan	20
	E. Metre murabbainın sıkleti 70 (dahildir) gramdan (100) grama kadar olan	20
	F. Metre murabbainın sıkleti 70 gramdan aşağı olan	20
378	Beyazlatılmış (kasarlı), boyasız basma halinde olmıyan mensucat :	
	C. Metre murabbainın sıkleti yüz elli (dahil) gramdan (200) grama kadar olan	20
	D. Metre murabbainın sıkleti yüz (dahil) gramdan (150) grama kadar olan	20
	E. Metre murabbainın sıkleti 70 (dahildir) gramdan (100) grama kadar olan	40
	F. Metre murabbainın sıkleti 70 gramdan aşağı olan	40
379/1	Top halinde boyalı pamuklu mensucat metre murabbainın sıkleti :	
	C. 150 (dahil) gramdan 200 Gr. kadar olan	20
	D. 100 (dahil) gramdan 150 Gr. kadar olan	20
	E. 70 (dahil) gramdan 100 Gr. kadar olan	20
	F. 70 gramdan aşağı olan	20
379/2	İpliği boyalı, yollu ve kareli pamuklu mensucat metre murabbainın sıkleti :	
	C. 150 (dahil) gramdan 200 Gr. kadar olan	20
	D. 100 (dahil) gramdan 150 Gr. kadar olan	20
	E. 70 (dahil) gramdan 100 Gr. kadar olan	20
	F. 70 gramdan aşağı olan	20
379/3	Her nevi boya ile basma haline getirilmiş bir veya müteaddit renkli olanlar ile merserize edilmiş pamuklu mensucat (ipliği merserize halinde olanlar buraya dahildir) metre murabbainın sıkleti :	
	C. 150 (dahil) gramdan 200 Gr. kadar olan	50
	D. 100 (dahil) gramdan 150 Gr. kadar olan	50
	E. 70 (dahil) gramdan 100 Gr. kadar olan	50
	F. 70 gramdan aşağı olan	50
380 A	Adi tül ve müslin, benekli ve madenî teller ile mahlût veya müretteb olanlar da dahildir	15
383	Her nevi pamuk kadife ve pelüş ve kadifeli mensucat ve bunlardan kurdele ve şerid (madenî tellerle ve her nevi pullar ve boncuklarla mahlût veya müretteb olanlar da dahildir)	1
400 A	Pamuk mendil (kenarları bastırılmış, bastırılmamış)	Kg. 500
413	Müfredat üzere satılabilecek hale getirilmiş iplikler (kasarlı, kasarsız, boyalı) (makara, ufak çile, yumak, zıvana, vesaire şekillerde)	5
414 A	Sicim, ip, halat (katranlı, boyalı madenî tellerle müretteb olanlar da dahildir) (kutru 5 milimetreye kadar)	1
45I	Çadır imaline ve eşya örtmiye mahsus muşambalar (mamûl hale getirilmiş olanlar da dahildir)	3

Number in Turkish Tariff	Article	Annual Quota Metric tons
535	Iron stoves, grates and braziers : (a) Electric, gas and oil stoves (wick or compression), combined or not with other materials	1
	(b) Other stoves and braziers and grates with ventilators : (1) Plain	5
	(2) Varnished or combined with other materials	5
543	Boot and shoe irons, with or without nails	10
694	Mineral fuel : B. Coke	5,000
	C. Anthracite : (1) Lumps	1,000
708	Creams, pastes, polishes, and similar preparations for footwear, furniture, metal, and other uses	1

THIRD SCHEDULE.

Article	Rate of Duty
Figs and fig cake	7s. per cwt.
Valonia	10 % <i>ad valorem</i>
Mohair (raw), whether cleaned, scoured or carbonised, or not	Free
Hazel nuts not in shell	10 % <i>ad valorem</i>

FOURTH SCHEDULE.

- (1) Carpets, carpeting, floor rugs, floor mats and matting and kilims, wholly or partly of wool, mohair, silk or artificial silk.
- (2) Attar of rose.
- (3) Sponges (raw and manipulated).
- (4) Vegetable dyestuffs, vegetable colours and colouring matters.
- (5) Medicinal plants, flowers, roots and leaves.
- (6) Tobacco leaves, cut tobacco and cigarettes.
- (7) Wines and spirits and their essences.
- (8) Opium.
- (9) Fresh fruits and vegetables.
- (10) Carobs, oak and fir bark, sumac and their extracts.
- (11) Hand-made embroideries and laces.
- (12) Dried vegetables.
- (13) Canned fruits and vegetables and crushed fruits and vegetables and their juices.
- (14) Eggs, egg powder.
- (15) Milk powder.
- (16) Fish oil for industrial purposes.
- (17) Honey.
- (18) Molasses.
- (19) Marble and onyx raw and worked.
- (20) Flax and hemp.
- (21) Turtle shell and fish skins and fish scales.

Türk tarife N°.	Eşya	Senelik Kontenjan. (Metrik Ton.)
535	Demir soba, ocak, mangal : A. Petrol, elektrik, havagazı sobaları, fitilli veya tazyikli petrol ocakları (mevaddi saire ile müretteb veya gayri müretteb)	1
	B. Sair soba ve ocaklar, vantilâtörlü ocaklar, mangal : 1. Sadeleri.	5
	2. Sırlı veya mevaddi saire ile müretteb	5
543	Kundura için çivili ve çivisiz nalçalar	10
694	Mahrukati madeniye : B. Kok kömürü	5.000 ton
	C. Antrasit kömürü : 1. Parça halinde (karışık olanlar parça addolunur)	1.000 ton
708	Kundura boya ve parafin cilâsı, ankostikler, kremler, patlar ve mümasili tertibler (deri, kundura, maden eşya, mobilya, parke ve saireyi temizlemek, cilâlamak ve muhafaza etmek için) toz kalıb, mayı, macun halinde	1

Not : Yukarıdaki listede yazılı tarife numaraları 1 haziran 1929 tarih ve 1499 sayılı kanuna bağlı gümrük tarifesiyle bunda değişiklikler yapan 31/5/1933 tarih ve 2255 sayılı kanuna bağlı tarifeye göre tanzim olunmuştur.

ÜÇÜNCÜ LİSTE.

Tenzilât	Maddeler	thal Rütumu
Konsolide edilenler	İncir ve incir turtası.	7/c w t. başına.
	Palamut	Kıymeti üzerinden % 10
	Tiftik (ham) yıkanmış, temizlenmiş, kavrulmuş veya kavrulmamış.	Muaf.
	Kabuksuz fındık	Kıymeti üzerinden % 10

DÖRDÜNCÜ LİSTE.

- (1) Halılar, seccadeler, yol halıları, ayak hılları, kilimler (kısmen veya tamamen yünden, tiftikten, tabii ipekten, suni ipekten).
- (2) Gül yağı.
- (3) İşlenmiş ve işlenmemiş sünger.
- (4) Nebatî boya ve boya maddeleri.
- (5) Tıbbî nebatlar, çiçekler, kökler ve yapraklar.
- (6) Yaprak tütün, kıyılmış tütün, sigara.
- (7) Şaraplar, likörler, alkollü içkiler ve esansları.
- (8) Afyon.
- (9) Taze meyvalar ve sebzeler.
- (10) Keçi boynuzu, meşe ve çam kabuğu ve ekstreleri.
- (11) El işlemeleri ve dantelaları.
- (12) Kuru sebzeler.
- (13) Meyva ve sebze konservaları, ezmeleri ve usareleri.
- (14) Yumurta ve tozu.
- (15) Süt tozu.
- (16) Sınaî balık yağları.
- (17) Bal.
- (18) Melaslar.
- (19) İşlenmiş, işlenmemiş mermer ve oniks.
- (20) Ketten, kenevir (ham).
- (21) Kaplumbağa (deniz) kabuğu, balık derisi ve balık pulları.

- (22) Fish dried or otherwise preserved.
- (23) Fish eggs (including black caviar).
- (24) Cotton.
- (25) Cotton seed cake.
- (26) Dried fruits other than raisins and figs.
- (27) Nuts, decorticated and undecorticated, other than decorticated hazel-nuts and decorticated walnuts.
- (28) Gum tragacanth.
- (29) Olives and olive oil.
- (30) Grains.

ANNEX TO ARTICLE 6 (I).

CERTIFICATE OF ORIGIN.

(Original.)

Consignor. Name : Address :	Consignee. Name : Address :
-----------------------------------	-----------------------------------

Nature of the goods :
 How packed :
 Number of packages :
 Marks and Numbers :
 Weight : { Gross Kg.
 { Nett Kg.
 F.O.B. value :
 Route by which despatched :

Certified that the goods specified above are the produce or manufacture of the United Kingdom and that this certificate is issued in conformity with the provisions of the Agreement relating to Trade and Clearing between the Turkish Republic and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, dated the 2nd September, 1936.

(This copy must bear the same serial number as the original certificate. It will be stamped by the Turkish Customs and sent to the Central Bank of the Turkish Republic.)

CERTIFICATE OF ORIGIN.

(Duplicate.)

Consignor. Name : Address :	Consignee. Name : Address :
-----------------------------------	-----------------------------------

Nature of the goods :
 How packed :
 Number of packages :
 Marks and Numbers :
 Weight : { Gross Kg.
 { Nett Kg.
 F.O.B. value :
 Route by which despatched :

Certified that the goods specified above are the produce or manufacture of the United Kingdom and that this certificate is issued in conformity with the provisions of the Agreement relating to Trade and Clearing between the Turkish Republic and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, dated the 2nd September, 1936.

- (22) Kurutulmuş veya diğer suretlerle muhafaza edilmiş balık.
 (23) Balık yumurtaları (siyah havyar dahil).
 (24) Pamuk.
 (25) Pamuk tohumu küsbesi.
 (26) Çekirdeksiz üzüm, ve incirden mada her nevi kuru meyvalar.
 (27) Fındık içi ve ceviz içi haricinde bilumun kabuklu, kabuksuz kuru meyvalar.
 (28) Kitre.
 (29) Zeytin tanesi ve yağı.
 (30) Hububat.

6 İNCİ MADDENİN 3 ÜNCÜ FIKRASININ MERBUTU.

A.—MENŞE ŞEHADETNAMEŞİ.

(Asıl.)

Gönderen. İsim : İkametgâh : Sokak : Emtianın cinsi : Anbalâjın tarzı : Denk adedi : Marka N° : Siklet { Gayrısafı { Safı Kıymet (fob) : Sevkiyat tariki :	Gönderilen. İsim : İkametgâh : Sokak : Kg. Kg.
---	---

Yukarıda gösterilen emtianın Müttehid Kırallık mahsulât veya masnuatından olduğu ve işbu şehadetnamenin Türkiye Cumhuriyeti Hükümeti ile Büyük Britanya ve Şimalî İrlanda Müttehid Kırallığı Hükümeti arasında ticaret ve Kliringe mütedair 2 Eylül 1936 tarihli anlaşma kükümlerine tevfiikan verildiği tasdik olunur.

(A işaretli menşe şehadetnamesinin numarasını taşıyan işbu şehadetname sureti, Türkiye gümrüklerince damgalandıktan sonra, Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankasına gönderilecektir.)

B.—MENŞE ŞEHADETNAMEŞİ.

(İkinci Nüsha.)

Gönderen. İsim : İkametgâh : Sokak : Emtianın cinsi : Anbalâjın tarzı : Denk adedi : Marka N° : Siklet { Gayrısafı { Safı Kıymet (fob) : Sevkiyat tariki :	Gönderilen. İsim : İkametgâh : Sokak : Kg. Kg.
---	---

Yukarıda gösterilen emtianın Müttehid Kırallık mahsulât veya masnuatından olduğu ve işbu şehadetnamenin Türkiye Cumhuriyeti Hükümeti ile Büyük Britanya ve Şimalî İrlanda Müttehid Kırallığı Hükümeti arasında ticaret ve Kliringe mütedair 2 Eylül 1936 tarihli anlaşma hükümlerine tevfiikan verildiği tasdik olunur.

ANNEX TO ARTICLE 6 (3).

CERTIFICATE OF ORIGIN.

(Original.)

Consignor.	Consignee.
Name :	Name :
Address :	Address :
Nature of the goods :	
How packed :	
Number of packages :	
Marks and Numbers :	
Weight : { Gross	Kg.
{ Nett	Kg.
F.O.B. value :	
Route by which despatched :	

Certified that the goods specified above are the produce or manufacture of the Turkish Republic and that this certificate is issued in conformity with the provisions of the Agreement relating to Trade and Clearing between the Turkish Republic and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, dated the 2nd September, 1936.

(This copy must bear the same serial number as the original certificate. It will be stamped by His Majesty's Customs and sent to the Clearing Office.)

CERTIFICATE OF ORIGIN.

(Duplicate.)

Consignor.	Consignee.
Name :	Name :
Address :	Address :
Nature of the goods :	
How packed :	
Number of packages :	
Marks and Numbers :	
Weight : { Gross	Kg.
{ Nett	Kg.
F.O.B. value	
Route by which despatched :	

Certified that the goods specified above are the produce or manufacture of the Turkish Republic and that this certificate is issued in conformity with the provisions of the Agreement relating to Trade and Clearing between the Turkish Republic and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, dated the 2nd September, 1936.

6 İNCİ MADDENİN 3 ÜNCÜ FIKRASININ MERBUTU.

A.—MENŞE ŞEHADETNAMEŚİ.

(Asıl.)

Gönderen.	Gönderilen.
İsim :	İsim :
İkametgâh :	İkametgâh :
Sokak :	Sokak :
Emtianın cinsi :	
Anbalâjın tarzı :	
Denk adedi :	
Marka N° :	
Siklet { Gayrısaff	Kg.
{ Safı	Kg.
Kıymet (fob) :	
Sevkiyat tariki :	

Yukarıda gösterilen emtianın Türkiye mahsulat veya masnuatından olduđu ve bu şehadetnamenin Türkiye Cumhuriyeti ile Büyük Britanya ve Şimalî İrlanda Müttehid Kırallığı arasında Ticaret ve Kliringe mütedair 2 Eylül 1936 tarihli anlaşma kükümlerine tevfikan verildiđi tasdik olunur.

(A işaretli menşe şehadetnamesinin numarasını taşıyan işbu şehadetname sureti Müttehid Krallık gümrüklerince damgalandıktan sonra, Kliring Ofise gönderilecektir.)

B.—MENŞE ŞEHADETNAMEŚİ.

(İkinci Nüsha.)

Gönderen.	Gönderilen.
İsim :	İsim :
İkametgâh :	İkametgâh :
Sokak :	Sokak :
Emtianın cinsi :	
Anbalâjın tarzı :	
Denk adedi :	
Marka N° :	
Siklet { Gayrısaff	Kg.
{ Safı	Kg.
Kıymet (fob) :	
Sevkiyat tariki :	

Yukarıda gösterilen emtianın Türkiye mahsulat veya masnuatından olduđu ve işbu şehadetnamenin Türkiye Cumhuriyeti Hükümeti ile Büyük Britanya ve Şimalî İrlanda Müttehid Kırallığı hükümeti arasında Ticaret ve Kliringe mütedair 2 Eylül 1936 tarihli anlaşma hükümlerine tevfikan verildiđi tasdik olunur.

PROTOCOL.

At the moment of signing the Agreement of this day's date relating to Trade and Clearing (hereinafter to be referred to as "the Agreement"), the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorised to that effect, have agreed as follows :

(1) From the coming into force of the Agreement until the 30th June, 1937 (or until the termination of the Agreement if the Agreement is terminated before that date), the following paragraph shall be substituted for Article 9 (1) (ii) of the Agreement :

" (ii)—(a) 65 per cent. of all sums other than those referred to in sub-paragraphs (iii) and (iv) below shall be allocated to a non-interest-bearing Sub-Account A. Amounts standing to the credit of this Sub-Account shall be utilised for the payment of debts in respect of which deposits have been made in the Special Account. Such payment shall be made in chronological order of deposit.

" (b) 5 per cent. of all sums other than those referred to in sub-paragraphs (iii) and (iv) below shall be allocated to a non-interest-bearing Sub-Account X. Amounts standing to the credit of this Sub-Account shall be utilised for the payment of debts in respect of which deposits have been made in the Special Account in cases where for special reasons the Turkish Government authorise payment of such debts from Sub-Account X instead of from Sub-Account A. Any sums standing to the credit of Sub-Account X at the termination of the Agreement shall be transferred to Sub-Account A. "

(2) All United Kingdom goods landed on Turkish territory before the 20th June, 1935, and not cleared through the Turkish Customs at that date owing to insufficiency or absence of quotas will be permitted to be imported into Turkey within six months after the coming into force of the Agreement. The certificate of origin referred to in Article 6 (1) of the Agreement will not be required for these goods.

(3) On the coming into force of the Agreement, the Turkish Government will arrange for the transfer to the Sub-Account A referred to in Article 9 (1) (ii) of the Agreement of :

(I) The sum of £50,000 by instalments from Sub-Account B and as a first charge on that Sub-Account for the final settlement of claims in respect of sums paid by persons in the United Kingdom directly to persons in Turkey otherwise than in accordance with the provisions of the Anglo-Turkish Trade and Payments Agreement of the 4th June, 1935, between the date on which that Agreement came into force and the 20th March, 1936,

(II) 70 per cent. of a sum equivalent to the foreign exchange received by the Central Bank of Turkey in conformity with, and since the coming into force of, the Decree of the Turkish Government of the 20th March, 1936, in respect of Turkish goods exported to the United Kingdom for which corresponding payments have not been made to the Sterling Account referred to in Article 7 of the Agreement between the Government of the United Kingdom and the Government of the Republic of Turkey respecting Trade and Payments signed at Ankara on the 4th June, 1935. This transfer shall be subject to the production of bills of entry proving the import of the Turkish goods into the United Kingdom.

(4)—(I) The contracting Governments agree that the provisions of the Agreement shall not apply to the transactions of the two private companies which shall be established with a view to the erection of an iron and steel plant in Turkey, the one in Turkey and the other in the United Kingdom, in virtue of the preliminary agreements signed at

PROTOKOL.

Bugünkü tarihli Ticaret ve Kliring'e dair Anlaşmanın (Bundan sonra kısaca « Anlaşma » denecektir), imzası anında, bu hususta usûlüne uygun mezuniyete mâlik olan zirde vaziiümza tam salahiyetli murahhaslar, bervechi âti mutabık kalmışlardır :

(1) Anlaşmanın meriyete geçtiği tarihten, 30 Haziran 1937 tarihine kadar, (veya anlaşma o tarihten evvel fesh edilirse anlaşmanın meriyetten çıktığı tarihe kadar), aşağıdaki fıkralar Anlaşmanın 9 üncü Maddesinin (1) inci fıkrasının (ii) inci bendi yerine kaim olacaktır :

« (ii)—(a) Zirde (iii) ve (iv) bendlerinde gösterilenler hariç olmak üzere, bilumum mebalîğin 65% i faizsiz bir X Talî Hesabına tahsis edilecektir. Bu Talî Hesabın kredisinde toplanan para, Hususî Hesaba tevdiatı yapılmış borçların tesviyesinde kullanılacaktır. Bu tesviye, tevdi tarihi sırasile yapılacaktır.

(b) Zirde (iii) ve (iv) bendlerinde gösterilenler hariç olmak üzere, bilumum mebalîğin 5% i, faizsiz bir X Talî Hesabına tahsis edilecektir. Bu talî hesabın kredisindeki para, Hususî Hesaba tevdiatı yapılmış ve fakat hususî sebeplerle Türk Hükümetince A Talî Hesabı yerine X Talî Hesabından tediyesine izin verilmiş tediyelerde kullanılacaktır. Bu Anlaşmanın hitamında X Hesabının kredisinde kalacak herhangi medlağ A Talî Hesabı Kredisine naklolunacaktır. »

(2) Türk torpaklarına 20 Haziran 1935 tarihinden evvel çıkarılmış ve o tarihte kontenjan yokluğu veya kifayetsizliği yüzünden Türk gümrüklerinden çıkarılmamış bilumum Müttehid Kırallık emteasının bu Anlaşmanın meriyete geçtiği tarihten itibaren 6 ay içinde Türkiyeye idhallerine müsaade edilecektir. Anlaşmanın 6 inci maddesi (1) inci fıkrasında mezkûr menşe şahadetnamesi, bu emtea için aranmayacaktır.

(3) Anlaşma meriyete geçince, Türk Hükümeti,

(I) 4 Haziran 1935 tarihli Türk-İngiliz Ticaret ve Tediyeat anlaşması hükümlerine muhalif olarak Müttehid Kırallıktaki şahıslar tarafından Türkiyedeki şahıslara mezkûr anlaşmanın tarihinden 20 Mart 1936 tarihine kadar doğrudan doğruya yapılan tediyeat iddialarının kat'î tasfiyesi karşılığı olarak, B Talî Hesabından, bu hesabın ilk yükü olarak tedricen 50,000 Sterling'in,

(II) 20 Mart 1936 tarihli Türk Hükümeti Kararnamesine tevfiikan ve bu Kararnamenin mevkii meriyete geçtiği 20 Mart 1936 tarihinden itibaren Müttehid Kırallığa ihraç edilmiş olupta, 4 Haziran 1935 tarihinde Ankarada Türkiye Cumhuriyeti Hükümeti ile Müttehid Kırallık Hükümeti arasında Ticaret ve Tediyeata mütedair imzalanan anlaşmanın 7 inci Maddesi veçhile tediyeatleri Sterling hesabına henüz yatırılmamış olan Türk emteasından dolayı, Türkiye Merkez Bankasınca alınmış ecnebî dövizleri karşılığının 70% i, müteallik olduğu Türk emteasının Müttehid Kırallığa idhal edildiğini müsbit « Bill of Entry » lerinin de ibrazı şartile,

Anlaşmanın 9 uncu Maddesinin (1) inci fıkrasının (ii) bendinde mezkûr A Talî Hesabına nakli esbabına tevessül edecektir.

(4)—(I) Akit Hükümetler, Anlaşma Hükümlerinin, Ankarada, 23 Temmuz 1936 tarihinde, bir taraftan Türkiye İktisat Vekâleti ile Sümer Bank diğer taraftan Messrs. H. A. Brassert and Company Limited arasında imzalanmış, İptidaî Anlaşmalara tevfiikan ve Türkiyede bir Demir-Çelik Fabrikası kurulması maksadile, biri Türkiyede diğeri

Ankara on the 23rd July, 1936, between the Turkish Ministry of National Economy and the Sümer Bank, on the one hand, and Messrs. H. A. Brassert and Company, Limited, on the other.

(II) It is therefore agreed that the two above-mentioned companies shall work outside the scope of the Agreement, so that that Agreement will not take into account the goods originating in Turkey and the goods originating in the United Kingdom which, in turn, the company in Turkey will export as agents for, and in the name of, the company in the United Kingdom and the company in the United Kingdom will export as agents for, and in the name of, the company in Turkey.

(III) It is further agreed that the gross proceeds of the sale of the Turkish metals, mineral ores, concentrates and timber exported by the Turkish company to the order of the United Kingdom company to meet the demands of the metal markets in the British Empire or in countries which have no commercial treaty of any description with Turkey, shall be placed to the credit of the company in the United Kingdom and subsequently used as follows :

(A) For administrative and overhead expenses of the two companies.

(B) For payments arising out of the detailed agreement to be concluded between the authorised organisation acting on behalf of the Turkish Government and Messrs. H. A. Brassert and Company, Limited.

(C) The balance remaining at the end of each period of six months (starting with the six months beginning on the 1st January, 1937), after deduction has been made of the sums referred to in the preceding sub-paragraphs (A) and (B), as certified by the auditors of the United Kingdom company (who shall be approved by the two contracting Governments), shall be allocated as follows :

(a) 20 per cent. shall for the duration of the Agreement be paid within fifteen days of the issue of the said auditors' certificate into the Clearing Account referred to in Article 9 of the Agreement, subject to the provisions of that Article.

(b) The balance of 80 per cent. remaining after deduction has been made of the 20 per cent. mentioned in the preceding sub-paragraph (a) (or, when transfers of sums deposited in the Special Account mentioned in Article 7 (1) of the Agreement are being effected without delay, 100 per cent.) will be disposed of as follows :

(i) 30 per cent. will be held at the free disposal of the Central Bank of Turkey ;

(ii) 70 per cent. will be used for payments arising out of the purchases of the Turkish Government in the United Kingdom.

(5) This Protocol forms an integral part of the Agreement of this day's date, but its termination as part of that Agreement, if the latter is terminated under Article 18 thereof, shall not affect the continued operation of paragraph (4) hereof, which shall, with the exception of sub-paragraph (III) (C) (a), continue in force until the 31st December, 1944.

Done in duplicate in London this 2nd day of September, nineteen hundred and thirty-six, in English and Turkish, both texts being equally authentic.

CRANBORNE.

F. KURTOĞLU.

H. F. TUGAY.

Müttehit Kırallıkta teşkil edilecek olan iki hususî şirketin muamellerine tatbik edilemeyeceğini kabul ederler.

(II) Binnetice yukarıda mezkûr iki şirketin çalışması Anlaşma çerçevesi dışında kalacak ve Türkiyedeki Şirketin, ajanı sıfatıyla, Müttehit Kırallıktaki Şirket adına, ihraç edeceği Türkiye menşeli malların ve Müttehit Kırallıktaki Şirketin, ajanı sıfatıyla, Türkiyedeki Şirket adına ihraç edeceği Müttehit Kırallık menşeli malların Anlaşma hesabına katılmaması kabul edilmiş bulunmaktadır.

(III) Şurasi da ayrıca mukarrerdirki, Britanya İmpratorluğu ve, Türkiye ile aralarında her hangi nevi bir Ticaret Anlaşması olmayan memleketler maden piyasaları taleplerini karşılamak için, Türk Şirketi tarafından Müttehit Kırallık şirketi emrine ihraç edilecek Türk ham maden, maden ve konsantreleri ve kereste satışları gayri safi tutarı, Müttehit Kırallıktaki Şirketin kredisine geçirilecek ve sonra bervechi ati kullanılacaktır :

(A) İki Şirketin idare ve mesarifi umumiyesi için.

(B) Türk Hükûmeti tarafından akde salahiyettar teşkilat ile Messrs. H. A. Brassert and Company Limited arasında aktebilecek tafsilatlı Anlaşmadan mütevvelit tediyat için.

(C) Yukarıdaki (A) ve (B) talî fıkralarında gösterilen mebalığın, 1 Sonkânun 1937 tarihinden itibaren her altı ay sonunda tenzilinden kalacak ve Müttehit Kırallık Şirketinin, iki hükûmetce tasvip edilmiş mürakipleri tarafından tasdik edilecek bakiyye bervechi ati taksim edilecektir :

(a) 20% si, anlaşmanın devamı muddetince ve mezkûr mürakiplerin tasdikinden itibaren 15 gün içinde 9 zuncu madde de gösterilen Kliring hesabına ve işbu madde hükümlerine tabi olarak.

(b) Bundan evvelki (a) talî fıkrasında mezkûr 20% nin tenzilinden sonra kalacak 80% bakiyye, veya Anlaşmanın (7) inci maddesinin (1) inci fıkrasında zikrolunan Hususi Hesaba vakı mevduat bila teehhür transfer edildiği anda bu meblağın 100% zü aşağıdaki şekilde kullanılacaktır :

(i) 30% zu Türkiye Cümhûriyet Merkez Bankasının serbestce emrine amade tutulacak.

(ii) 70% şî Türkiye Hükûmetinin, Müttehit Kırallıktaki mübayaatından doğacak tediyat için kullanılacaktır.

(5) Bu protokol, bugünkü tarihli Anlaşmanın bir cüz'ü gayri münfekkini teşkil eder, fakat bu protokolun Anlaşmanın bir cüz'ü olarak bitişi, Anlaşma, 18 inci madde mucibince hitam bulduğu taktirde, 4 düncü fıkrası cereyanının devamına tesir etmeyecek ve bu fıkra (III) (C) (a) müstesna, 31 İlkkanun 1944 tarihine kadar devam edecektir.

Londrada, 2 Eylül 1936 tarihinde her iki metin aynı derece de muteber olmak üzere İngilizce ve Türkçe iki nusha olarak tanzim edilmiştir.

CRANBORNE.
F. KURTOĞLU.
H. F. TUGAY.

EXCHANGE OF NOTES.

No. 1.

LORD CRANBORNE TO M. F. KURTOĞLU.

LONDON, *September 2nd*, 1936.

SIR,

At the moment of signing the Trade and Clearing Agreement of to-day's date between the Government of the United Kingdom and the Government of the Republic of Turkey, I have the honour to confirm the following points :

(1) The first, second and third schedules attached to the Trade and Payments Agreement of the 4th June, 1935, are annexed without any modification and under the same numbers to the Agreement signed at to-day's date. Should there arise any uncertainty, both Governments will conform to the first, second and third schedules attached to the Trade and Payments Agreement of the 4th June, 1935.

(2) The balance of the quotas allocated in favour of the United Kingdom for the period June, July and August, 1936, and not yet used on the coming into force of the Agreement of to-day's date, will be added to the quotas provided in to-day's Agreement.

I have, etc.

CRANBORNE.

No. 2.

M. F. KURTOĞLU TO LORD CRANBORNE.

LONDON, *September 2nd*, 1936.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of the following contents :

" At the moment of signing the Trade and Clearing Agreement of to-day's date between the Government of the United Kingdom and the Government of the Republic of Turkey, I have the honour to confirm the following points :

(1) The first, second and third schedules attached to the Trade and Payments Agreement of the 4th June, 1935, are annexed without any modification and under the same numbers to the Agreement signed at to-day's date. Should there arise any uncertainty, both Governments will conform to the first, second and third schedules attached to the Trade and Payments Agreement of the 4th June, 1935.

(2) The balance of the quotas allocated in favour of the United Kingdom for the period June, July and August 1936, and not yet used on the coming into force of the Agreement of to-day's date, will be added to the quotas provided in to-day's Agreement. "

I have the honour to declare that the Turkish Government agree to the above points.

I have, etc.

F. KURTOĞLU.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3998. — ACCORD DE COMMERCE ET DE CLEARING ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT TURC. SIGNÉ A LONDRES, LE 2 SEPTEMBRE 1936.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE, désireux de faciliter les relations commerciales entre les deux pays, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Les marchandises du Royaume-Uni énumérées dans la première liste jointe au présent accord seront admises à l'importation en Turquie sans aucune restriction quantitative, et les marchandises du Royaume-Uni énumérées dans la deuxième liste jointe au présent accord seront admises à l'importation en Turquie jusqu'à concurrence des quantités spécifiées dans la liste pour chaque article.

2. Les marchandises du Royaume-Uni bénéficieront en outre de tous les avantages découlant du régime général des importations en vigueur en Turquie.

Article 2.

1. Les marchandises turques bénéficieront de tous les avantages découlant du régime d'importation en vigueur au Royaume-Uni.

2. Au cas où des limitations quantitatives seraient imposées aux importations dans le Royaume-Uni, un traitement équitable sera accordé aux produits naturels ou manufacturés de Turquie.

Article 3.

Le Gouvernement du Royaume-Uni, au cas où il déciderait de réglementer la quantité des importations au Royaume-Uni d'une denrée agricole produite par la Turquie, s'engage à ne pas procéder à la répartition entre les divers pays de la quantité totale dont l'importation est autorisée sans donner au préalable au Gouvernement turc l'occasion de discuter la question en vue de l'attribution à la Turquie d'une part équitable des importations étrangères permises.

Article 4.

Les marchandises du Royaume-Uni achetées par le Gouvernement turc ou par les autorités départementales et municipales de la Turquie pourront être importées en Turquie sans aucune restriction quantitative à condition que l'importation de marchandises de cette catégorie ne soit pas interdite sous le régime général des importations en vigueur et que toutes les autorisations nécessaires aient été préalablement obtenues du service compétent du Gouvernement turc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 5.

Les marchandises turques énumérées dans la troisième liste jointe au présent accord ne seront pas soumises à leur importation au Royaume-Uni, quel que soit le lieu d'où elles arrivent, à des droits ou taxes autres ou plus élevés que ceux qui sont spécifiés dans ladite liste.

Article 6.

1. Toutes les marchandises du Royaume-Uni exportées à destination de la Turquie le jour de l'entrée en vigueur ou après l'entrée en vigueur du présent accord devront être accompagnées d'un certificat d'origine établi en double exemplaire conformément au modèle joint au présent accord, délivré par une chambre de commerce ou toute autre institution ou personne autorisée par le Gouvernement du Royaume-Uni et visé par un fonctionnaire consulaire turc dans le Royaume-Uni.

2. Un exemplaire du certificat d'origine sera estampillé par les douanes turques et envoyé à la Banque centrale de Turquie (appelée ci-après « Banque centrale ») qui le transmettra à l'Office de clearing anglo-turc (appelé ci-après « Office de clearing ») qui doit être institué par le Gouvernement du Royaume-Uni, accompagné des bordereaux dont l'envoi à l'Office de clearing est prévu au paragraphe premier de l'article 10 ci-après.

3. Toutes les marchandises turques exportées à destination du Royaume-Uni le jour de l'entrée en vigueur ou après l'entrée en vigueur du présent accord devront être accompagnées d'un certificat d'origine établi en double exemplaire conformément au modèle joint au présent accord, délivré par une chambre de commerce en Turquie et visé par un fonctionnaire consulaire britannique en Turquie.

4. Un exemplaire du certificat d'origine sera estampillé par les douanes du Royaume-Uni et envoyé à l'Office de clearing, qui le fera suivre à la Banque centrale accompagné des bordereaux dont l'envoi à ladite Banque est prévu au paragraphe premier de l'article 10 ci-après.

5. Les certificats d'origine prévus au présent article indiqueront la valeur f.o.b. des marchandises.

Article 7.

1. Toutes les sommes venues à échéance à la date de l'entrée en vigueur du présent accord (à l'exception des dettes mentionnées au paragraphe 3 du présent article) ainsi que toutes les sommes venant à échéance après ladite date, dues par des personnes résidant en Turquie à des personnes résidant au Royaume-Uni au titre du prix de marchandises du Royaume-Uni exportées en Turquie, seront déposées en livres turques à la date de l'échéance à un compte spécial auprès de la Banque centrale (appelé ci-après « Compte spécial »). Les sommes ainsi déposées au Compte spécial, jusqu'à concurrence des montants dus, resteront bloquées en faveur des ayants droit résidant au Royaume-Uni jusqu'à ce qu'elles soient transférées à ces personnes conformément aux dispositions du présent accord.

2. La Banque centrale effectuera les paiements correspondants aux ayants droit résidant au Royaume-Uni par l'intermédiaire des comptes auxiliaires mentionnés au paragraphe premier de l'article 9 ci-après et portera au débit ou au crédit du débiteur résidant en Turquie toute différence de change entre la date du versement au Compte spécial et la date à laquelle la Banque centrale aura envoyé l'avis de paiement à l'Office de clearing conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 10 ci-après. Le débiteur résidant en Turquie payera ainsi le montant intégral dû en livres sterling ou — si la dette est libellée en une monnaie autre que la livre sterling — le montant intégral de l'équivalent en livres sterling de sa dette, calculé sur la base du cours de change pratiqué le jour de l'envoi, par la Banque centrale, de l'avis de paiement à l'Office de clearing.

3. Exception faite des soldes à payer, conformément à l'échange de notes du 1^{er} avril 1935 entre l'ambassadeur de Sa Majesté à Ankara et le ministre des Affaires étrangères de la République de Turquie, pour les marchandises du Royaume-Uni rentrant dans les catégories

énumérées dans la liste A annexée au décret turc N° 148, et exportées du Royaume-Uni avant le 15 février 1935, toutes les sommes dues pour les marchandises importées en Turquie avant le 20 juin 1935 et venues à échéance avant cette date bénéficieront du régime en vigueur avant le 4 juin 1935.

Article 8.

1. Toutes les sommes venues à échéance à la date de l'entrée en vigueur du présent accord et toutes les sommes venant à échéance après cette date, dues par des personnes résidant au Royaume-Uni à des personnes résidant habituellement ou exerçant habituellement une activité industrielle ou commerciale hors du Royaume-Uni au titre du prix de marchandises turques importées au Royaume-Uni, seront payées en livres sterling et portées au crédit d'un compte non productif d'intérêts (appelé ci-après « Compte de clearing ») ouvert à l'Office de clearing au nom de la Banque centrale de Turquie.

2. Si une dette est libellée en livres turques, le paiement en sera effectué en livres sterling au taux communiqué à l'Office de clearing par la Banque centrale et publié au Royaume-Uni le jour du paiement. Si une dette est libellée en une monnaie autre que la livre sterling ou la livre turque, le paiement en sera effectué en livres sterling au cours de vente du change à vue pratiqué à Londres sur la monnaie en question le jour du paiement.

3. Le paiement effectué en vertu des dispositions du présent article libérera le débiteur du montant correspondant de sa dette.

4. A la réception du bordereau mentionné au paragraphe premier de l'article 10 ci-après, la Banque centrale payera aux ayants droit le montant en livres turques correspondant au montant porté au crédit du Compte de clearing.

Article 9.

1. Toutes les sommes portées au crédit du Compte de clearing seront réparties comme suit :

(i) 30 % de toutes les sommes seront portés à un compte auxiliaire B non productif d'intérêts. La Banque centrale disposera librement des montants inscrits au crédit de ce compte.

(ii) 70 % de toutes les sommes autres que celles mentionnées aux points (iii) et (iv) ci-après seront portés à un compte auxiliaire A non productif d'intérêts. Les montants inscrits au crédit de ce compte seront affectés au paiement des dettes pour lesquelles des montants auront été déposés au Compte spécial. Le paiement de ces sommes sera effectué dans l'ordre chronologique des dépôts.

(iii) 70 % de toutes les sommes créditées au titre des opérations de compensation effectuées conformément aux dispositions des articles 12 et 13 ci-après seront portés à un compte auxiliaire C non productif d'intérêts. Les montants inscrits au crédit de ce compte pour les marchandises turques exportées au Royaume-Uni en exécution desdites opérations de compensation seront affectés comme suit :

a) 70 % de la valeur f.o.b. indiquée dans les certificats d'origine pour les marchandises turques exportées seront affectés au paiement des marchandises importées du Royaume-Uni en Turquie en exécution de la même opération de compensation.

b) Tout solde sera transféré au compte auxiliaire B.

(iv) 70 % de toutes les sommes créditées au titre des marchandises turques exportées au Royaume-Uni pour liquider des dettes conformément aux dispositions de l'article 14 ci-après seront portés à un compte auxiliaire D non productif d'intérêts. Les montants inscrits au crédit de ce compte seront affectés aux paiements à effectuer dans chaque cas aux créanciers intéressés résidant au Royaume-Uni en liquidation de leurs créances. Tout solde non requis à cette fin sera transféré au compte auxiliaire A.

2. Les montants versés au compte de la Banque centrale auprès de la Banque d'Angleterre en vertu de l'Accord concernant le commerce et les paiements entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara le 4 juin 1935 (appelé ci-après « Accord sur le commerce et les paiements »), qui sont en cours de recouvrement au moment de l'entrée en vigueur du présent accord seront portés au crédit du Compte de clearing.

3. A l'entrée en vigueur du présent accord, tout solde créditeur subsistant au compte auxiliaire A de la Banque centrale auprès de la Banque d'Angleterre sera viré au compte auxiliaire A mentionné au point (ii) du paragraphe premier du présent article et le solde créditeur du compte de compensation de la Banque centrale auprès de la Banque d'Angleterre sera viré au compte auxiliaire C mentionné au point (iii) du paragraphe premier du présent article. Ces virements seront effectués après constitution d'une provision pour les chèques émis et non encore présentés au paiement et pour les ordres de paiement reçus mais non encore exécutés.

4. A l'entrée en vigueur du présent accord, le solde créditeur du Compte spécial de la Banque centrale de Turquie mentionné à l'article 6 de l'Accord sur le commerce et les paiements sera viré au Compte spécial mentionné au paragraphe premier de l'article 7 ci-dessus. Ce virement sera effectué après constitution d'une provision pour les avis de paiement non exécutés ainsi que pour les ajustements de change nécessaires.

Article 10.

1. L'Office de clearing et la Banque centrale s'enverront mutuellement les bordereaux des sommes versées respectivement au Compte de clearing et au Compte spécial, avec les détails à convenir entre les deux institutions.

2. A l'entrée en vigueur du présent accord, la Banque centrale enverra à l'Office de clearing les bordereaux des dépôts effectués avant cette date, pour autant que ces bordereaux n'aient pas été déjà envoyés à la Banque d'Angleterre.

3. La Banque centrale informera quotidiennement l'Office de clearing des versements à effectuer sur les comptes auxiliaires mentionnés au paragraphe premier de l'article 9 ci-dessus. L'avis sera accompagné des détails à convenir entre la Banque centrale et l'Office de clearing.

4. L'Office de clearing avisera quotidiennement la Banque centrale des virements effectués du compte de clearing aux comptes auxiliaires mentionnés au paragraphe premier de l'article 9 ci-dessus, ainsi que des paiements effectués sur lesdits comptes auxiliaires.

Article 11.

Toute somme restant au crédit des comptes auxiliaires mentionnés au paragraphe premier de l'article 9 ci-dessus, à l'expiration du présent accord, sera utilisée comme prévu audit article.

Article 12.

1. Sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article :

a) Les marchandises du Royaume-Uni et les marchandises turques énumérées dans la quatrième liste jointe au présent accord pourront faire l'objet de compensations privées entre des personnes résidant en Turquie et des personnes résidant au Royaume-Uni ;

b) Les marchandises turques autres que celles qui sont énumérées à la quatrième liste jointe au présent accord pourront faire l'objet de telles compensations avec le consentement des Gouvernements contractants.

2. Pour chacune des opérations de compensation visées au paragraphe premier du présent article, la valeur f.o.b. des marchandises du Royaume-Uni importées en Turquie ne devra pas dépasser 70 % de la valeur f.o.b., telle qu'elle ressort des certificats d'origine, des marchandises turques importées au Royaume-Uni, le solde de 30 % devant être porté au compte auxiliaire B mentionné au point (i) du paragraphe premier de l'article 9 du présent accord.

3. Ces compensations privées seront subordonnées à toutes les restrictions quantitatives à l'importation qui sont ou qui pourraient être imposées conformément aux dispositions des articles 1, 2 et 3 du présent accord ; elles seront également soumises aux lois et règlements qui, au Royaume-Uni et en Turquie, ont trait aux marchandises en question.

Article 13.

Les réexportations du Royaume-Uni à destination de la Turquie — s'il s'agit de marchandises originaires de pays avec lesquels la Turquie n'a pas d'accord de clearing ou autre accord similaire — pourront faire l'objet de compensations privées avec des marchandises turques, dans le cadre des dispositions et limitations de l'article 12 du présent accord, étant entendu que la valeur f.o.b. des marchandises réexportées du Royaume-Uni en Turquie conformément au présent article ne sera pas supérieure à 75.000 livres sterling dans le courant d'une année.

Article 14.

1. Tout créancier résidant au Royaume-Uni, en faveur duquel un dépôt en livres turques se trouvait bloqué au Compte spécial à la date de l'entrée en vigueur du présent accord, pourra utiliser ce dépôt, en totalité ou en partie et jusqu'à concurrence de l'équivalent de sa créance en livres turques, pour l'achat de marchandises turques comprises parmi celles qui sont énumérées à la quatrième liste jointe au présent accord et pourra exporter ces marchandises au Royaume-Uni.

2. 70 pour cent du montant en livres sterling représentant le produit de la vente de ces marchandises seront affectés conformément aux dispositions du point (iv) du paragraphe premier de l'article 9 ci-dessus, le solde de 30 % étant transféré au compte auxiliaire B mentionné au point (i) du même paragraphe.

Article 15.

1. Toutes les marchandises du Royaume-Uni envoyées à des foires ou expositions en Turquie et vendues dans ce pays, conformément aux règlements existants, pendant ou après lesdites foires ou expositions, pourront faire l'objet de compensations privées, c'est-à-dire que le produit de leur vente pourra être transféré par voie d'achat et d'importation au Royaume-Uni d'un montant équivalent de marchandises turques.

2. Le droit d'effectuer de telles opérations de compensation privées ne pourra pas être cédé plus d'une fois à des tiers.

3. L'obligation de mettre 30 % en devises libres à la disposition de la Turquie, prévue pour toutes les opérations de cette nature, n'existera pas en pareil cas.

Article 16.

1. Le Traité de commerce et de navigation signé à Ankara le 1^{er} mars 1930, amendé par l'Accord sur le commerce et les paiements, est de nouveau amendé comme suit : l'article 16 reste supprimé et le texte suivant est substitué aux deux premiers alinéas de l'article 39 :

« Le présent traité sera ratifié et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Ankara, le plus tôt possible. Le traité entrera en vigueur immédiatement après l'échange

des instruments de ratification et restera en vigueur jusqu'au moment où il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes avec un préavis de trois mois notifié par la voie diplomatique, étant entendu qu'aucun préavis de dénonciation ne sera valable tant que l'Accord de commerce et de clearing signé à Londres le 2 septembre 1936 restera en vigueur. »

2. Sous réserve des amendements mentionnés au paragraphe précédent du présent article, ledit Traité du 1^{er} mars 1930 restera en vigueur jusqu'à ce qu'il ait été dénoncé par un nouvel avis notifié conformément au texte amendé de son article 39.

Article 17.

Aux fins du présent accord et du protocole y relatif :

- a)* Le terme « personnes » s'entend des particuliers, des maisons de commerce et des sociétés, y compris les organisations et institutions d'Etat ;
- b)* Le terme « marchandises turques » s'entend des marchandises produites ou manufacturées en Turquie ;
- c)* Le terme « marchandises du Royaume-Uni » s'entend des marchandises produites ou manufacturées au Royaume-Uni ;
- d)* Le terme « personnes résidant en Turquie » s'entend des personnes et sociétés résidant habituellement en Turquie ou y exerçant habituellement une activité industrielle et commerciale, y compris le Gouvernement turc et les organisations d'Etat ;
- e)* Le terme « personnes résidant au Royaume-Uni » s'entend des personnes et sociétés résidant habituellement au Royaume-Uni ou y exerçant habituellement une activité industrielle ou commerciale.

Article 18.

1. Le présent accord entrera en vigueur quinze jours après sa signature.
2. Le présent accord restera en vigueur pendant neuf mois à compter de la date de son entrée en vigueur. Si trois mois avant l'expiration de ladite période de neuf mois l'un des Gouvernements contractants n'a pas notifié à l'autre un préavis de dénonciation, l'accord restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de trois mois à compter de la date à laquelle un préavis de dénonciation aura été notifié.
3. A l'entrée en vigueur du présent accord, l'Accord sur le commerce et les paiements cessera d'être en vigueur.

En foi de quoi les soussigné, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, le 2 septembre mil neuf cent trente-six, en deux exemplaires, en langues anglaise et turque, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) CRANBORNE.

(L. S.) F. KURTOĞLU.

(L. S.) H. F. TUGAY.

PREMIÈRE LISTE¹

* Pour les articles marqués d'une astérisque, le paragraphe 5 du Décret turc N° 2/2004 du 17 février 1935 prévoit que le permis d'importation requis doit être obtenu avant que la commande des marchandises soit passée.

Numéro du tarif turc	Articles
31	Autres graisses animales utilisées dans l'industrie et non dénommées ailleurs dans le tarif. ²
32	Acides gras (non dénommés ailleurs dans le tarif).
*71 C	Engrais chimiques, avec l'autorisation du Ministère de l'agriculture.
89	Courroies de transmission, tuyaux et autres objets en cuir ou peau utilisés dans les machines (combinés ou non avec d'autres matières).
98 A	Mérinos et cheviote : 1° En suint. 2° Lavés. 3° Peignés. 4° Teints.
102	Fils de laine et de poils de toute sorte (y compris ceux bobinés pour le tricotage ou le tissage).
ex 112	Bandes et sacs en laine utilisés dans les machines à broyer, courroies en laine pour machines, cardes.
132 B	Fils et cordonnets de soie artificielle, teints ou non teints (y compris ceux conditionnés pour la vente au détail).
*ex 218	Whisky, gin (avec l'autorisation du Ministère des douanes et des monopoles).
230	Huile de lin (cuite ou non).
ex 295	Métiers de tissage de toute sorte, isolateurs d'accumulateurs et leurs parties, uniquement en bois.
330	Papier à copier et papier carbone.
335	Papier sensible (de toutes épaisseurs).
*339	Cartes à jouer (avec l'autorisation du Ministère des douanes et des monopoles).
349	Livres scolaires, journaux, périodiques, catalogues et prix courants (en toutes langues).
*359	Registres de commerce, carnets de chèques et autres cahiers, carnets de poche, blocs, albums, buvards, sous-mains, classeurs, dossiers et couvertures pour livres (y compris ceux qui sont pourvus d'adresses et de numéros) (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale).
366	Fils de coton, non blanchis à un bout : B. Au-dessus du N° 14 jusqu'au N° 24 anglais. C. Au-dessus du N° 24 anglais.
367	Fils de coton non blanchis, tordus (à plusieurs bouts).
368	Fils de coton blanchis (à un ou plusieurs bouts).
369	Fils de coton, teints, imprimés (à un ou plusieurs bouts).
ex 370 B	Fils de coton mercerisés, blanchis ou non ou teints (à un ou plusieurs bouts) : Au-dessus du N° 20 anglais.

Notes du Secrétariat :

¹ Cette liste, qui est extraite du tarif douanier turc, a été traduite du texte officiel turc. Les divergences entre les textes originaux turc et anglais sont indiquées en renvoi.

La même remarque s'applique aux deuxième, troisième et quatrième listes ci-dessous.

² 31. — Dans le texte anglais : « Graisses animales utilisées dans l'industrie non dénommées ailleurs dans le tarif et autres graisses animales non dénommées ailleurs dans le tarif. »

Numéro du tarif turc	Articles
371	Fils de coton conditionnés pour la vente au détail, en bobines de bois, petits écheveaux, tubes, pelotes et autres formes (blanchis ou non, teints, tordus ou non) :
372	Fils de coton pour filets, ficelle de coton.
380 B	Tulle pour rideaux et autres tulles façonnés (blanchis, non blanchis ou teints).
417	Tissus et ouvrages en chanvre, jute, ramie ou autres matières végétales non dénommées dans le tarif (en couleur naturelle ou teints).
443	Articles en caoutchouc pour dentistes (mélangés ou non avec des teintures, poudres métalliques ou autres).
444	Plaques, rubans, feuilles, baguettes, tuyaux en caoutchouc vulcanisé et ces mêmes articles combinés avec des métaux communs ou autres matières.
445	Enveloppes, chambres à air et bandages pour bicyclettes, automobiles, voitures et autres moyens de transport similaires (combinés ou non avec d'autres matières).
	A. Enveloppes et chambres à air.
	B. Bandages.
446	Tissus élastiques, tissus trempés dans le caoutchouc, enduits de caoutchouc sur une face ou à l'intérieur ou collés sur du caoutchouc.
449	Autres articles en caoutchouc non dénommés ailleurs dans le tarif (combinés ou non avec d'autres matières).
452	Linoléum et camptulicon pour couvrir les planchers (en morceaux ou rouleaux).
453	Toile cirée pour tapisser les murs ou couvrir des étagères, tables ou meubles (en morceaux ou en rouleaux).
454	Toiles cirées pour relieurs (toutes sortes), toiles cirées pour dessin, pour ingénieurs et autres toiles cirées minces similaires.
ex 471	Terre à blanchir, kaolin, feldspath et terre réfractaire.
477 D	Amiante, bitume et similaires, ainsi qu'objets en ces matières (y compris ceux dans la composition ou le tissage desquels entrent du caoutchouc ou des fibres ou des métaux communs et ceux qui sont confectionnés en mélange avec du papier, du carton, du plâtre, du ciment, des couleurs ou d'autres matières communes) (combinés ou non avec d'autres matières), cordes, ficelles, fils, bandes, salmastra, tuyaux, courroies. ¹
*481 C	Objets en terre cuite, en argile cuite (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale).
489	Dents artificielles en porcelaine, émail et similaires.
501	Plaques et clichés photographiques.
519	Acier pur et aciers spéciaux.
520 A	Fers de toute sorte (carrés, ronds, ovales, cornières, barres, joints en E, T, V, L, Z, I et en d'autres formes non dénommées ailleurs dans le tarif) y compris les fers perforés et recouverts d'une première couche de peinture (ordinaires). ²
523	Plaques de tôle de fer ou d'acier (unies ou ondulées) et bandes pour cercles :
	A. Ordinaires.
	B. Galvanisées avec du cuivre, de l'étain, du zinc, du nickel, du plomb, de l'aluminium ou oxydées ;
	C. Peintes, dessinées, estampées et laquées.
524 B	Fils de fer ou d'acier galvanisés avec du cuivre, de l'étain, du zinc, du nickel, du plomb, de l'aluminium ou oxydés (y compris ceux coupés à une longueur déterminée).
526 C	Câbles électriques, souterrains ou sous-marins (armés de toutes sortes de matières).
527	Câbles et cordes en fer (y compris ceux comportant des fibres à l'intérieur ou dans leur enroulement). ³

Notes du Secrétariat :

¹ 477 D. — Les mots « combinés ou non avec d'autres matières » ne figurent pas dans le texte anglais.² 520 A. — 1^o Dans le texte anglais : « 520 ». — 2^o Les mots « en E, T, V, L, Z, I. et en d'autres formes » correspondent dans le texte anglais aux mots « de diverses sortes ».³ 527. — Dans le texte anglais : « Câbles et cordes en fer y compris ceux qui contiennent des fibres. »

Numéro du tarif turc	Articles
529	Tuyaux de fer de toute sorte et leurs raccords (y compris les tuyaux émaillés ou isolés au moyen de toile goudronnée, etc.) : *A. En fonte (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale). ¹ B. En fer ou en acier. ² C. Galvanisés avec n'importe quel métal. ³
530	Essieux, ressorts de toutes formes, roues, bandages et autres parties de véhicules de transport (revêtus ou non d'une première couche de peinture).
531	Ouvrages grossiers en fonte et fer, tels que : cuves, creusets, poteaux, plaques perforées ou non, aiguilles et signaux de chemins de fer, parties montées ou non montées de constructions, plaques de tôles coupées ou embouties utilisées dans le béton armé, autres ouvrages grossiers pour bateaux, chemins de fer et constructions, à l'exclusion des parties de mécaniques finies.
533	Vis, écrous, boulons et rondelles en fer.
536	Coffres-forts en fer (combinés ou non avec d'autres matières).
538	Outils à main de toute sorte, en fer (avec ou sans manche) : A. Scies de toute sorte, à dents ou sans dents (y compris les scies à bras). B. Limes. C. Pelles, pioches, haches, bines, bêches, pics, enclumes, marteaux pesant plus de 250 gr., tridents, truelles, maillets, ciseaux et curettes de maçon. D. Sécateurs utilisés dans l'agriculture, serpes, faucilles, faux, tondeuses pour moutons, cisailles de ferblantier, étaux, pinces, hachettes, limes à bois et autres outils de charpentier et de menuisier, non dénommés ailleurs. H. Vrilles, règles, compas, calibreurs, tarauds, tournevis, tenailles, marteaux pesant jusqu'à 250 gr., ciseaux à taille ou à gravure, perceuses à main et vilebrequins de toutes sortes. ⁴ V. Autres outils non dénommés.
539	Articles de coutellerie, tels que couteaux, coupe-papier, sabres, canifs, fourchettes, cuillers, ciseaux, tondeuses pour cheveux, rasoirs, rasoirs mécaniques, nécessaires pour ongles, casse-noisettes, tire-bouchons et similaires : H. Combinés ou non avec d'autres matières. ⁵ V. Lames de rechange de ciseaux et rasoirs mécaniques.
545	Aiguilles et épingles : A. Aiguilles à main, de machines, pour couture, broderie et dentelle (y compris celles à tête dorée). B. Épingles, crochets, aiguilles à tricoter, épingles à cheveux, aiguilles pour sacs, hameçons. C. Aiguilles et épingles combinées avec du verre, du celluloïd, de la galalithe, de la nacre, de l'ambre, de l'écaille, de l'ivoire ou d'autres matières communes ou avec tête de verre ou de ces mêmes matières.
546	Becs de plumes en fer.
551 B	Bidons, fûts, cylindres, gazomètres, réservoirs, bouées et similaires, en fer (combinés ou non avec d'autres matières), peints ou galvanisés.
552	Articles de quincaillerie non dénommés ailleurs dans le tarif, tels que : ustensiles de cuisine et de table, services à café et à thé, lampes et parties de lampes, fers à repas-

Notes du Secrétariat :

¹ 529 A. — Les mots « Avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale » ne figurent pas dans le texte anglais.

² 529 B. — Dans le texte anglais : « En fer forgé ou en acier. »

³ 529 C. — Les mots « avec n'importe quel métal » ne figurent pas dans le texte anglais.

⁴ 538 H. — Le mot « calibreurs » ne figure pas dans le texte anglais.

⁵ 539 H. — Dans le texte anglais : « Combinés ou non avec d'autres matières, autres que l'or, le platine, l'argent, l'écaille, l'ivoire, la nacre, le nickel, le métal blanc ou la galalithe. »

Numéro du tarif turc	Articles
552 (suite)	Articles de quincaillerie, etc. (suite) : ser, moulins à café, machines à hâcher, robinets, seaux, baignoires, objets de cabinets, pelles et pinces à feu, cloches d'animaux, étriers, capsules de bouteilles et autres articles similaires (combinés ou non avec d'autres matières) : A. Ordinaires. B. Peints, vernis, polis ou galvanisés avec un autre métal. ¹
555 A	Lames, baguettes, de toutes sections, plaques et feuilles de cuivre, ordinaires.
557 A	Tuyaux, raccords et parties de tuyaux, en cuivre, ordinaires ou teints.
558 H	Fils et câbles de cuivre utilisés pour le courant électrique (y compris ceux mélangés d'autres fils métalliques) : 1 ^o Isolés avec du caoutchouc, de la gutta-percha, du papier, de l'amiante et autres. 2 ^o Isolés avec de la soie naturelle ou artificielle (y compris ceux isolés avec de la soie mélangée d'autres matières). 3 ^o Armés, après isolement, de tuyaux de plomb, de fer ou d'autres matières.
565	Objets de ferronnerie et de quincaillerie, en cuivre, tels que meubles, accessoires de portes et de fenêtres, mors, éperons, sonnettes, robinets, clous de tapissier, outils à main, lits et autres similaires (combinés ou non avec d'autres matières) : A. Ordinaires ou teints. B. Polis, nickelés ou oxydés.
574 B	Zinc et ses alliages, en lingots.
ex 577 B	Etain et ses alliages en lingots, barres, plaques (y compris la soudure) à l'exclusion des déchets.
ex 579 B	Tubes à pâte et à crème et capsules pour préparations pharmaceutiques, avec ou sans inscription, peints ou non.
606	Gramophones, phonographes et graphophones.
607 D I	Disques et cylindres de gramophone, phonographe et graphophone de toutes formes et matières (enregistrés). ²
607 H I	Aiguilles pour gramophone, en métaux communs.
607 Z	Parties, accessoires et pièces de rechange d'instruments de musique, non dénommés ailleurs. ³
617 B	Plaques et films photographiques et cinématographiques exposés.
618	Appareils télégraphiques et téléphoniques et leurs parties (à l'exclusion des fils, des piles et des cadres d'appui de centrales téléphoniques automatiques). ⁴
619	Appareils récepteurs et émetteurs de téléphonie et de télégraphie sans fil et leurs accessoires et parties techniques.
632	Instruments de pesage.
*634	Autres instruments et appareils non désignés expressément ou par voie d'assimilation dans les autres endroits du tarif (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale). ⁵
*645	Amorces et détonateurs (avec l'autorisation du Ministère des douanes et des monopoles).

Notes du Secrétariat :

¹ 552 B. — Les mots : « avec un autre métal » ne figurent pas dans le texte anglais.

² 607 D I. — Dans le texte anglais : « Disques et cylindres de gramophones de toutes matières (enregistrés). »

³ 607 Z. — Les mots « accessoires et pièces de rechange non dénommés ailleurs » ne figurent pas dans le texte anglais.

⁴ 618. — Dans le texte anglais : « Appareils télégraphiques et téléphoniques et leurs parties, à l'exclusion des fils, et cadres d'appui de centrales téléphoniques automatiques. »

⁵ * 634. — Dans le texte anglais : « Instruments et appareils non dénommés ailleurs dans le tarif (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale). »

Numéro du tarif turc	Articles
*649	Machines actionnées par toute espèce de force motrice (avec leurs chaudières) (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale).
*651	Moteurs à eau, à air comprimé, à pétrole, à benzine ou à autres combustibles (moteurs électriques exclus) (montés ou non montés) (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale).
*652	Moteurs électriques (électromoteurs), dynamos (à courant alternatif ou continu), transformateurs, commutateurs, résistances, bobines, magnétos, bougies, convertisseurs, distributeurs, ventilateurs, aspirateurs et similaires (montés ou non montés) (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale).
653 A	Accumulateurs et leurs plaques de rechange.
*657	Machines à travailler les matières textiles, et leurs parties, entre autres : machines à peigner, à carder ou à déchiqueter, à égrener le coton, à dévider les cocons, à tordre, à tisser, à apprêter, à sécher, à teindre et autres (montées ou non montées) (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale). ¹
*658	Machines à tourner, à scier, à raboter, à emboutir, à tréfiler, marteaux-pilons, machines à fabriquer les clous, les boîtes en fer-blanc, le verre, et machines utilisées dans la verrerie, machines pour fabriquer le ciment, les moules pour ciment, machines à concasser la pierre et autres machines et parties de machines servant à la fabrication d'objets en métal, en terre ou en bois (montées ou non montées) (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale).
*660	Machines à coudre les vêtements, chapeaux, chaussures et autres, machines à broder ou à tulle, leurs parties mécaniques et pièces de rechange (à l'exclusion des aiguilles) (y compris les machines électriques de cette catégorie) (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale).
*661	Machines pour la typographie, la lithographie, machines à relier, à fondre et à composer les caractères et autres machines d'imprimerie et leurs parties (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale).
663	Tables, plateaux, couvercles et pieds de machines à coudre et à écrire.
*664	Machines, outils et instruments de toute sorte utilisés dans l'agriculture et leurs parties (avec l'autorisation du Ministère de l'agriculture).
665	Pompes de toutes espèces et leurs parties, pour liquides, gaz, air et autres. ²
*666	Machines de meunerie, machines à pétrir, à fabriquer et à préparer des pâtes, bonbons, saucisses et autres comestibles, machines à glace, à stériliser, à pasteuriser, réfrigérateurs, machines à laver et remplir les bouteilles, treuils, machines à torrifier, à moudre, machines à lessiver, à repasser et autres machines et parties non dénommées dans le tarif (montées ou non montées) (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale). ³
666/1	Roulements à billes, à rouleaux, de toute sorte.

Notes du Secrétariat :

¹ 657. — Dans le texte anglais : « Machines à travailler les textiles et leurs parties, notamment machines à peigner, à carder, à déchiqueter, à trier, à tordre, à teindre, à sécher, montées ou non (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale). »

² 665. — Les mots « pour liquides, gaz, air et autres » ne figurent pas dans le texte anglais.

³ 666. — Dans le texte anglais : « Machines à moudre et à broyer ; machines à pétrir ; machines servant à la fabrication de bonbons, saucisses et autres comestibles ; machines à glaces, à stériliser et à pasteuriser ; réfrigérateurs ; machines à laver et à remplir les bouteilles ; treuils, machines à laver les minerais ; machines à lessiver et leurs parties ; ainsi que toutes autres machines et leurs parties non dénommées ailleurs dans le tarif, montées ou non montées (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale). »

Numéro du tarif turc	Articles
666 /2	Parties mécaniques de machines et d'appareils, en fer, en acier et en autres métaux ordinaires (combinés ou non avec d'autres matières), non mentionnées ailleurs dans le tarif (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale) pesant par pièce : *A B C et D : 15 kg. et plus. E et F : Moins de 15 kg. ¹
667 A (1)	Automobiles pour le transport de personnes, pesant jusqu'à 900 kg.
679	Vélocipèdes (quel que soit le nombre des roues), non compris les vélocipèdes-jouets et y compris les vélocipèdes servant au transport de paquets postaux et autres objets. ²
*694 C 2	Anthracite en poussière (au-dessus de 10 mm. il est considéré comme en morceaux) (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale). ³
697	Huile rouge d'Andrinople et sulfo-oléates, sulfo-résinates, préparés ou non avec des huiles minérales.
702 D	Bleu de Prusse et similaires, couleurs ferro-cyaniques et bleu d'outre-mer de toute sorte.
703 A	Encre d'imprimerie (toute sorte).
703 B	Encre pour écrire.
703 D	Encre pour tampons, rubans pour machines à écrire, encre de Chine, encre à copier et autres encres similaires.
704	Couleurs minérales préparées pour l'industrie.
706	Couleurs organiques artificielles (préparées avec de l'huile de goudron de houille), anilines, alizarines, indigos artificiels et indigos naturels raffinés (toutes formes) et autres non dénommées. ⁴
707	Sels d'aniline dérivés du phénol et du naphтол (bases de couleurs organiques préparées utilisées dans la peinture). ⁵
709 B	Vernis, autres que les vernis avec bronze, aluminium ou couleur.
710 H	Carbonate, bicarbonate, chlorure, chlorate, potasse caustique (hydrate), permanganate chimiquement pur, sulfate, silicate et autres sels de potassium non dénommés ailleurs. ⁶
711 H	Soude caustique ordinaire.

Notes du Secrétariat :

¹ 666 /2. — Dans le texte anglais : « Parties mécaniques de machines et appareils en fer, acier et autres métaux ordinaires (combinés ou non avec d'autres matières) et celles qui ne sont pas dénommées ailleurs dans le tarif :

* A, B, C et D : Pesant 15 kg. et plus (avec l'autorisation du Ministère de l'économie nationale).

E et F : pesant moins de 15 kg. »

² 679. — Dans le texte anglais : « Bicyclettes, motocyclettes et side-cars, non compris les vélocipèdes-jouets, mais y compris les véhicules servant au transport de sacs postaux et de marchandises. »

³ 694 C 2. — Dans le texte anglais, les mots entre parenthèses sont : « c'est-à-dire au-dessous de 10 mm. ».

⁴ 706. — Dans le texte anglais : « Couleurs organiques synthétiques (préparées avec de l'huile de goudron de houille) ; anilines, alizarines, indigo artificiel et autres non spécifiés ; toutes sortes d'indigos naturels raffinés. »

⁵ 707. — Les mots entre parenthèses ne figurent pas dans le texte anglais.

⁶ 710 H. — Dans le texte anglais : « 710 Z. »

Le mot chlorate ne figure pas dans le texte anglais.

Numéro du tarif turc	Articles
711 V	Carbonate, nitrate, acétate, borate, biborate (borax), bicarbonate, chlorate, chlorure, soude caustique pure, sulfure, sulfate, bisulfate (sel de Glauber), sulfite, bisulfite, hydrosulfite, hyposulfite, hypochlorite, silicate, phosphate, nitrite, chlorure de sodium chimiquement pur et autres sels de soude non dénommés ailleurs. ¹
712 A	Ammoniaque liquide, chlorure d'ammonium.
725 H	Sulfate (impur) et autres sels de cuivre.
754 T	Acides benzoïque, butyrique, bromhydrique, salicylique, citrique, tartrique.
757 B	Aluns d'ammoniaque, de potasse, de soude et autres aluns.
*760	Toutes préparations servant à la destruction des rats, puces et similaires, en poudre, pâte, liquide et autres formes (avec l'autorisation du Ministère de l'hygiène et de la prévoyance sociale).
782	Lanoline, glycérine, caséine.
*815 B	Gazes hydrophiles et autres (à l'exclusion des gazes iodées) (avec l'autorisation du Ministère de l'hygiène et de la prévoyance sociale).
853	Sérums, vaccins, produits chimiques, produits médicaux, chimico-industriels et spécialités, non mentionnés dans le tarif : A. Produits chimiques et produits médicaux. *B. Spécialités, sérums et vaccins (avec l'autorisation du Ministère de l'hygiène et de la prévoyance sociale). ² C. Produits chimico-industriels, trichloréthylène.
859	Autres jouets d'enfants (y compris ceux pour arbres de Noël) : B. En métal commun. C. En caoutchouc, en celluloid, en peau ou en d'autres matières communes.
861	Articles non spécifiés dans le tarif.

DEUXIÈME LISTE

Numéro du tarif turc	Articles	Contingent annuel en tonnes métriques
106	Autres tissus de laine pure non dénommés ailleurs (y compris les étoffes tricotées) (combinés ou non avec d'autres matières) :	
	A. Pesant jusqu'à 200 grammes au mètre carré	3
	B. Pesant de 201 à 600 grammes au mètre carré	5
107	Tissus de laine à chaîne entièrement en coton :	
	A. Pesant jusqu'à 200 grammes au mètre carré	2
	B. Pesant de 201 à 600 grammes au mètre carré	2
	C. Pesant 600 grammes et plus au mètre carré	2

Notes du Secrétariat :

¹ 711 V. — Dans le texte anglais : « Carbonate, nitrate, acétate, borate, biborate (borax), bicarbonate, chlorure, soude caustique pure, sulfure, bisulfure, sulfite, bisulfite, hydrosulfate, hyposulfite, nitrite, chlorure de sodium pur, et autres sels de sodium non dénommés ailleurs. »

² 853 B. — Dans le texte anglais : « Spécialités, sérums et vaccins faisant l'objet de permis d'importation du gouvernement (avec l'autorisation du Ministère de l'hygiène et de la prévoyance sociale). »

Numéro du tarif turc	Articles	Contingent annuel en tonnes métriques
125 A (2)	Chapeaux et autres coiffures en tissus ou feutres de laine pure ou mélangée de matières textiles autres que la soie naturelle ou artificielle (combinés ou non avec d'autres matières) (pour hommes)	400 Kg.
238 A	Moutarde, en poudre	2
377	Tissus de coton non blanchis, ni teints, ni imprimés, pesant par mètre carré :	
	C. De 150 à 200 grammes	20
	D. De 100 à 150 grammes	20
	E. De 70 à 100 grammes	20
	F. Moins de 70 grammes	20
378	Tissus de coton, blanchis et non teints, pesant par mètre carré :	
	C. De 150 à 200 grammes	20
	D. De 100 à 150 grammes	20
	E. De 70 à 100 grammes	40
	F. Moins de 70 grammes	40
379 (1)	Tissus de coton, teints, en pièces, pesant par mètre carré ¹ :	
	C. De 150 à 200 grammes	20
	D. De 100 à 150 grammes	20
	E. De 70 à 100 grammes	20
	F. Moins de 70 grammes	20
379 (2)	Tissus de coton dont les fils sont teints, rayés et à carreaux, pesant par mètre carré :	
	C. De 150 à 200 grammes	20
	D. De 100 à 150 grammes	20
	E. De 70 à 100 grammes	20
	F. Moins de 70 grammes	20
379 (3)	Tissus de coton imprimés en une ou plusieurs couleurs ou mercerisés (y compris ceux dont les fils sont mercerisés) pesant par mètre carré :	
	C. De 150 à 200 grammes	50
	D. De 100 à 150 grammes	50
	E. De 70 à 100 grammes	50
	F. Moins de 70 grammes	50
380 A	Tulles et mousselines, unis, y compris ceux mélangés ou combinés avec des fils métalliques	15
383	Velours de coton de toute sorte, velours et peluches, rubans et galons de ces étoffes (y compris ceux ornés ou combinés avec des fils métalliques ou des paillettes et perles de toute sorte)	1
400 A	Mouchoirs de coton, à bords imprimés ou non	500 Kg.
413	Fils conditionnés pour la vente au détail (blanchis, non blanchis, teints) (sous forme de bobines, petits écheveaux, pelotes, tubes et autres) ² .	5
414 A	Ficelles, cordes, câbles (y compris ceux goudronnés, teints ou mélangés avec des fils métalliques) (jusqu'à 5 mm. de diamètre) ³ .	1
451	Bâches pour confectionner des tentes ou pour couvrir des marchandises (y compris celles confectionnées)	3

Notes du Secrétariat :

¹ 379 (1). — Dans le texte anglais : « Tissus de coton, teints, en balles, pesant par mètre carré. »² 413. — Dans le texte anglais : « Fils et filés de lin et autres matières végétales conditionnés, etc. »³ 414 A. — Dans le texte anglais : « Ficelles, cordes et câbles de lin (y compris ceux mélangés avec des fils métalliques) goudronnés ou teints, jusqu'à 5 mm. de diamètre. »

Numéro du tarif turc	Articles	Contingent annuel en tonnes métriques
535	Poêles, foyers, braseros, en fer : A. Poêles à pétrole, à l'électricité, à gaz, poêles à pétrole à mèche ou à compression (combinés ou non avec d'autres matières)	1
	B. Autres foyers et poêles, foyers à ventilateur, braseros : 1° Simples.	5
	2° Vernis ou combinés avec d'autres matières.	5
543 694	Fers avec ou sans clous pour chaussures	10
	Combustibles minéraux : B. Coke	5.000
	C. Anthracite : 1° En morceaux (les mélangés sont considérés comme en morceaux) ¹	1.000
708	Cirages et paraffine pour chaussures, encaustiques, crèmes, pâtes et compositions similaires (pour nettoyer, polir et conserver les cuirs, chaussures, objets métalliques, meubles, parquets, etc.) en poudre, blocs, liquides ou pâtes ²	1

Note : Les numéros de tarif indiqués dans la liste ci-dessus ont été établis d'après le tarif joint à la loi N° 1499 du 1^{er} juin 1929 et le tarif joint à la loi N° 2255 du 31 mai 1933 portant amendement à la première. ³

TROISIÈME LISTE

Articles	Droits
Droits réduits ⁴ : Figues et pains de figues	7 s. par quintal
Positions consolidées ⁴ : Valonée.	10 % <i>ad valorem</i>
Laine mohair, brute, nettoyée ou grillée ou non	exempte
Noisettes décortiquées	10 % <i>ad valorem</i>

QUATRIÈME LISTE

1. Tapis, descentes de lit, galeries, foyers et kilims, en totalité ou en partie en laine, mohair, soie ou soie artificielle. ⁵
2. Huile de rose.
3. Eponges (brutes et ouvrées).
4. Couleurs et matières colorantes végétales.
5. Plantes, fleurs, racines et feuilles médicinales.
6. Tabac en feuilles, tabac haché et cigarettes.
7. Vins et spiritueux et leurs essences.
8. Opium.
9. Fruits et légumes frais.
10. Caroubes, écorces de chênes et de pins, sumac et leurs extraits.
11. Broderies et dentelles faites à la main.
12. Légumes séchés.
13. Fruits et légumes en conserve, purée et jus de fruits et légumes.
14. Œufs, poudre d'œufs.
15. Lait en poudre.

Notes du Secrétariat :

¹ 694 C. — Les mots entre parenthèses ne figurent pas dans le texte anglais.

² 708. — Dans le texte anglais : « Crèmes, pâtes, produits à faire briller et préparations similaires pour chaussures, meubles, métaux et pour d'autres usages. »

³ Cette note ne figure pas dans le texte anglais.

⁴ Les mots : « Droits réduits » et « Positions consolidées » ne figurent pas dans le texte anglais.

⁵ Dans le texte anglais : « Tapis, tapis en pièces, carpettes, nattes pour parquets, nattes en pièces et kilims, en totalité ou en partie en laine, mohair, soie, ou soie artificielle. »

16. Huiles de poisson pour usages industriels.
17. Miel.
18. Mélasses.
19. Marbre et onyx bruts et ouvrés.
20. Lin et chanvre.
21. Ecailles de tortue, peaux et écailles de poisson.
22. Poissons séchés ou conservés de toute autre manière.
23. Œufs de poisson (y compris le caviar noir).
24. Coton.
25. Tourteaux de graine de coton.
26. Fruits séchés autres que les raisins et les figues.
27. Fruits à coquille, décortiqués ou non, à l'exception des noix et noisettes décortiquées.
28. Gomme adragante.
29. Olives et huile d'olive.
30. Céréales.

ANNEXE AU PARAGRAPHE I DE L'ARTICLE 6.

CERTIFICAT D'ORIGINE

(original).

	Expéditeur :		Destinataire :
Nom :		Nom :	
Adresse :		Adresse :	
Nature des marchandises :			
Emballage :			
Nombre des colis :			
Marques et numéros :			
Poids :	{ brut	Kg.	
	{ net	Kg.	
Valeur f.o.b. :			
Itinéraire :			

Il est certifié que les marchandises spécifiées ci-dessus sont des produits naturels ou manufacturés du Royaume-Uni et que le présent certificat a été délivré conformément aux dispositions de l'Accord de commerce et de clearing conclu entre la République de Turquie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en date du 2 septembre 1936.

(Le présent duplicata doit porter le même numéro que le certificat original. Il sera estampillé par les douanes turques et envoyé à la Banque centrale de la République de Turquie.)

CERTIFICAT D'ORIGINE

(Duplicata).

	Expéditeur :		Destinataire :
Nom :		Nom :	
Adresse :		Adresse :	
Nature des marchandises :			
Emballage :			
Nombre des colis :			
Marques et numéros :			
Poids :	{ brut	Kg.	
	{ net	Kg.	
Valeur f.o.b. :			
Itinéraire :			

Il est certifié que les marchandises spécifiées ci-dessus sont des produits naturels ou manufacturés du Royaume-Uni et que le présent certificat a été délivré conformément aux dispositions de l'Accord de commerce et de clearing conclu entre la République de Turquie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en date du 2 septembre 1936.

ANNEXE AU PARAGRAPHE 3 DE L'ARTICLE 6.

CERTIFICAT D'ORIGINE

(Original.)

Expéditeur :

Destinataire :

Nom :
Adresse :Nom :
Adresse :

Nature des marchandises :

Emballage :

Nombre des colis :

Marques et numéros :

Poids : { brut
 { netKg.
Kg.

Valeur f.o.b. :

Itinéraire :

Il est certifié que les marchandises spécifiées ci-dessus sont des produits naturels ou manufacturés de la République de Turquie et que le présent certificat a été délivré conformément aux dispositions de l'Accord de commerce et de clearing conclu entre la République de Turquie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en date du 2 septembre 1936.

(Le présent duplicata doit porter le même numéro d'ordre que le certificat original. Il sera estampillé par les douanes de Sa Majesté et envoyé à l'Office de clearing.)

CERTIFICAT D'ORIGINE.

(Duplicata.)

Expéditeur :

Destinataire :

Nom :
Adresse :Nom :
Adresse :

Nature des marchandises :

Emballage :

Nombre des colis :

Marques et numéros :

Poids : { brut
 { netKg.
Kg.

Valeur f.o.b. :

Itinéraire :

Il est certifié que les marchandises spécifiées ci-dessus sont des produits naturels ou manufacturés de la République de Turquie et que le présent certificat a été délivré conformément aux dispositions de l'Accord de commerce et de clearing conclu entre la République de Turquie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en date du 2 septembre 1936.

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de l'Accord de commerce et de clearing en date de ce jour (appelé ci-après « l'Accord »), les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

1. A partir de l'entrée en vigueur de l'Accord et jusqu'au 30 juin 1937 (ou jusqu'à la cessation de l'application de l'Accord si celui-ci cesse d'être en vigueur avant cette date), le paragraphe suivant sera substitué au point (ii) du paragraphe premier de l'article 9 de l'Accord :

« (ii) — *a*) 65 % de toutes les sommes autres que celles qui sont mentionnées aux points (iii) et (iv) ci-après, seront portés à un compte auxiliaire A non productif d'intérêts. Les montants figurant au crédit de ce compte seront affectés au paiement des dettes pour lesquelles des dépôts auront été effectués au Compte spécial. Ce paiement aura lieu dans l'ordre chronologique des dépôts.

» *b*) 5 % de toutes les sommes autres que celles qui sont mentionnées aux points (iii) et (iv) ci-après, seront portés à un compte auxiliaire X non productif d'intérêts. Les montants figurant au crédit de ce compte seront affectés au paiement des dettes pour lesquelles des dépôts auront été effectués au Compte spécial, dans le cas où, pour des raisons spéciales, le Gouvernement turc autorise le paiement de ces dettes sur le compte auxiliaire X au lieu du compte auxiliaire A. Toute somme figurant au compte auxiliaire X à l'expiration de la durée de l'Accord sera virée au compte auxiliaire A. »

2. Toutes les marchandises du Royaume-Uni, débarquées en territoire turc avant le 20 juin 1935 et dont l'expédition en douane n'avait pas eu lieu à cette date par suite de l'insuffisance ou du manque de contingentements, pourront être importées en Turquie dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur de l'Accord. Le certificat d'origine prévu au paragraphe premier de l'article 6 de l'Accord ne sera pas exigé pour ces marchandises.

3. A l'entrée en vigueur de l'Accord, le Gouvernement turc fera virer au compte auxiliaire A mentionné au point (ii) du paragraphe premier de l'article 9 de l'Accord :

I. La somme de £ 50.000 en virements échelonnés du compte auxiliaire B avec droit de priorité sur les sommes figurant à ce compte, pour le règlement définitif des créances au titre des sommes payées directement par des personnes résidant au Royaume-Uni à des personnes résidant en Turquie autrement qu'en conformité des dispositions de l'Accord anglo-turc sur le commerce et les paiements du 4 juin 1935, entre la date d'entrée en vigueur dudit accord et le 20 mars 1936.

II. 70 % du montant équivalant aux devises étrangères reçues par la Banque centrale de Turquie, conformément au décret du Gouvernement turc du 20 mars 1936 et depuis l'entrée en vigueur dudit décret, pour les marchandises turques exportées au Royaume-Uni pour lesquelles des paiements correspondants n'auront pas été effectués au compte en livres sterling mentionné à l'article 7 de l'Accord sur le commerce et les paiements entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara le 4 juin 1935. Ce virement sera subordonné à la production des certificats d'entrée prouvant l'importation des marchandises turques au Royaume-Uni.

4. — I. Les Gouvernements contractants conviennent que les dispositions de l'Accord ne s'appliqueront pas aux opérations des deux sociétés privées qui seront créées, l'une en Turquie et l'autre au Royaume-Uni, en vertu de l'Accord préliminaire signé à Ankara le 23 juillet 1936 par le ministre de l'Economie nationale de Turquie et la Sümer Bank, d'une part, et Messrs. H. A. Brassert and Company, Limited, d'autre part, pour l'établissement en Turquie d'une fonderie de fer et d'acier.

II. Il est convenu, en conséquence, que l'activité des deux sociétés susmentionnées restera en dehors de l'Accord, de sorte qu'il ne sera pas tenu compte, aux fins de l'Accord, des marchandises originaires de Turquie et des marchandises originaires du Royaume-Uni que la société turque exportera en qualité d'agent et au nom de la société du Royaume-Uni et *vice versa*.

III. Il est en outre convenu que le produit brut de la vente des métaux, minerais, concentrés et bois turcs exportés par la société turque à l'ordre de la société du Royaume-Uni pour faire face aux demandes sur les marchés des métaux de l'Empire britannique ou des pays n'ayant pas de traité de commerce avec la Turquie, sera porté au crédit de la société du Royaume-Uni et recevra par la suite l'affectation suivante :

A. Dépenses administratives et frais généraux des deux sociétés.

B. Paiements prévus par l'accord détaillé à conclure entre l'organisation compétente agissant au nom du Gouvernement turc et Messrs. H. A. Brassert and Company, Limited.

C. Le solde restant disponible à la fin de chaque semestre (à partir du semestre commençant le 1^{er} janvier 1937), déduction faite des sommes mentionnées aux points A et B ci-dessus, tel qu'il sera certifié par les vérificateurs des comptes de la société du Royaume-Uni (agréés par les deux Gouvernements contractants), sera réparti comme suit :

a) Pendant la durée de l'Accord, 20 % seront payés dans les quinze jours qui suivront la date du certificat délivré par les vérificateurs des comptes, au Compte de clearing mentionné à l'article 9 de l'Accord, sous réserve des dispositions dudit article ;

b) Le solde de 80 % restant après la déduction des 20 % mentionnés au point a) ci-dessus (ou 100 % si les transferts des sommes déposées au Compte spécial mentionné au paragraphe premier de l'article 7 de l'Accord, sont effectués sans retard) recevra l'affectation suivante :

(i) 30 % seront tenus à la disposition de la Banque centrale de Turquie ;

(ii) 70 % seront affectés aux paiements à effectuer pour les achats du Gouvernement turc dans le Royaume-Uni.

5. Le présent protocole fait partie intégrante de l'Accord de ce jour, mais le fait qu'il cessera d'être en vigueur en tant que partie de l'Accord si ce dernier est dénoncé en vertu de son article 18, n'affectera pas la continuation de la mise en application du paragraphe 4 ci-dessus qui continuera à être en vigueur jusqu'au 31 décembre 1944, à l'exception du point III. C a).

Fait à Londres le 2 septembre mil neuf cent trente-six, en deux exemplaires, en langues anglaise et turque, les deux textes faisant également foi.

CRANBORNE.

F. KURTOĞLU.

H. F. TUGAY.

ÉCHANGE DE NOTES.

N^o 1.

LORD CRANBORNE A M. F. KURTOĞLU.

LONDRES, le 2 septembre 1936.

MONSIEUR,

Au moment de signer l'Accord de commerce et de clearing de ce jour entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la République de Turquie, j'ai l'honneur de confirmer les points suivants :

1. La première, la deuxième et la troisième des listes jointes à l'Accord sur le commerce et les paiements du 4 juin 1935, sont annexées sans modification et sous les mêmes numéros à l'accord signé ce jour. En cas de doute, les deux gouvernements s'en tiendront à la première, la deuxième et la troisième des listes jointes à l'Accord sur le commerce et les paiements du 4 juin 1935.

2. Le solde des contingents accordés au Royaume-Uni pour la période de juin-juillet-août 1936 et non encore épuisés à l'entrée en vigueur de l'accord de ce jour, sera ajouté aux contingents prévus par ledit accord.

Veillez agréer, etc.

CRANBORNE.

N^o 2.

M. F. KURTOĞLU A LORD CRANBORNE.

LONDRES, le 2 septembre 1936.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre ainsi conçue :

« Au moment de signer l'Accord de commerce et de clearing de ce jour entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la République de Turquie, j'ai l'honneur de confirmer les points suivants :

» 1. La première, la deuxième et la troisième des listes jointes à l'Accord sur le commerce et les paiements du 4 juin 1935, sont annexées sans modification et sous les mêmes numéros à l'accord signé ce jour. En cas de doute, les deux gouvernements s'en tiendront à la première, la deuxième et la troisième des listes jointes à l'Accord sur le commerce et les paiements du 4 juin 1935.

» 2. Le solde des contingents accordés au Royaume-Uni pour la période de juin-juillet-août 1936 et non encore épuisés à l'entrée en vigueur de l'accord de ce jour, sera ajouté aux contingents prévus par ledit accord. »

J'ai l'honneur de marquer l'accord du Gouvernement turc au sujet des points ci-dessus.

Veillez agréer, etc.

F. KURTOĞLU.

N° 3999.

ESTONIE ET FINLANDE

Convention concernant la navigation
aérienne. Signée à Helsinki, le
12 septembre 1936.

ESTONIA AND FINLAND

Convention regarding Air Naviga-
tion. Signed at Helsinki, Septem-
ber 12th, 1936.

N° 3999. — CONVENTION ¹ CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE
ENTRE L'ESTONIE ET LA FINLANDE. SIGNÉE A HELSINKI, LE
12 SEPTEMBRE 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie et le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 novembre 1936.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, animés du désir de faciliter le développement des communications aériennes entre leurs deux pays, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. Hans REBANE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Estonie à Helsinki ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. A. HACKZELL, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Chacune des Parties contractantes accorde, en temps de paix, aux aéronefs de l'autre Partie contractante qui y sont régulièrement immatriculés, la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire, pourvu que soient observées les conditions de la présente convention.

Il est entendu, toutefois, que l'établissement ou l'exploitation par une entreprise ressortissant à l'une des Parties contractantes de lignes aériennes régulières passant au-dessus du territoire de l'autre Partie contractante (avec ou sans escale) sera subordonné à des conventions spéciales à conclure entre les deux gouvernements.

Au sens de la présente convention, le « territoire » signifie le territoire national, y compris les eaux territoriales.

Au sens de cette convention, on comprend par aéronefs les aéronefs privés et les aéronefs d'Etat affectés exclusivement à un service commercial ou postal.

Tous les aéronefs autres que ceux mentionnés ci-dessus ressortissant à l'une des Parties contractantes devront être munis d'une autorisation spéciale, transmise par la voie diplomatique, chaque fois qu'ils survoleront le territoire de l'autre Partie contractante.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 7 novembre 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3999. — CONVENTION² BETWEEN ESTONIA AND FINLAND REGARDING AIR NAVIGATION. SIGNED AT HELSINKI, SEPTEMBER 12TH, 1936.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs and by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations. The registration of this Convention took place November 10th, 1936.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, being desirous of promoting the development of air communications between their respective countries, have decided to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

M. Hans REBANE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Estonia at Helsinki ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. A. HACKZELL, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

Each of the Contracting Parties shall, in time of peace, accord freedom of innocent passage over its territory to aircraft of the other Contracting Party duly registered in the territory of such Party, provided that the stipulations of the present Convention are observed.

It is understood, however, that the establishment or operation, by an undertaking having the nationality of one of the Contracting Parties, of regular air lines passing over the territory of the other Contracting Party (with or without intermediate landing), shall be subject to special agreements to be concluded between the two Governments.

For the purposes of the present Convention, the term " territory " shall be deemed to mean the national territory, including territorial waters.

For the purposes of the present Convention, the term " aircraft " shall be deemed to mean private aircraft and State aircraft which are used exclusively for commercial or postal services.

All aircraft other than those mentioned above which have the nationality of one of the Contracting Parties shall be provided with a special permit, forwarded through diplomatic channels, whenever they fly over the territory of the other Contracting Party.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Tallinn, November 7th, 1936.

Article 2.

Les aéronefs ressortissant à l'une des Parties contractantes, leur équipage, leurs passagers et leur cargaison, lorsqu'ils se trouveront sur le territoire de l'autre Partie contractante, seront soumis aux obligations résultant des dispositions qui seront en vigueur dans l'Etat survolé, notamment aux prescriptions relatives à la navigation aérienne en général, et tant qu'elles s'appliquent à tous les aéronefs étrangers sans distinction de nationalité, aux droits de douane et autres droits réglementaires, aux interdictions d'exportation et d'importation, au transport de personnes et de marchandises, à la sécurité et à l'ordre publics, et aux prescriptions sanitaires. Ils seront aussi soumis aux autres obligations résultant de la législation générale en vigueur, à moins qu'il n'en ait été prévu autrement dans la présente convention.

Quant aux aéronefs affectés au service des lignes aériennes régulières, des accords spéciaux réglant les matières visées à l'alinéa premier pourront être conclus entre les deux gouvernements.

Le transport commercial de personnes et d'objets entre deux points quelconques du territoire national pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

A l'arrivée, le combustible et les lubrifiants contenus dans les réservoirs normaux de l'aéronef sont admis en franchise des droits de douane ou autres. Aucune quantité ne peut toutefois être débarquée en franchise.

Article 3.

Chacune des Parties contractantes aura le droit d'interdire aux aéronefs de l'autre Partie contractante la navigation aérienne au-dessus de certaines zones territoriales, à condition toutefois que cette interdiction sera appliquée également aux aéronefs de tout Etat tiers. Chacune des Parties contractantes devra faire connaître à l'autre Partie les zones territoriales au-dessus desquelles la navigation aérienne sera interdite.

De plus, chacune des Parties contractantes se réserve le droit de restreindre ou d'interdire provisoirement, en temps de paix, en partie ou complètement, dans des circonstances exceptionnelles et avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire, sous réserve qu'il ne sera fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs ressortissant à l'autre Partie contractante et ceux ressortissant à n'importe quel pays étranger.

Article 4.

Tout aéronef qui s'engagerait au-dessus d'une zone interdite serait tenu, dès qu'il s'en apercevrait, de donner le signal de détresse prescrit par le règlement de la navigation aérienne de l'Etat survolé ; il devrait, en outre, atterrir ou amerrir en dehors de la zone interdite, le plus tôt et le plus près possible sur l'un des aérodromes de cet Etat. La même obligation s'appliquera à tout aéronef auquel il serait fait un signal réglementaire spécial l'avertissant qu'il survole une zone interdite.

Article 5.

Les aéronefs devront être munis de signes distinctifs nettement visibles et permettant de constater leur identité pendant le vol (marque de nationalité et d'immatriculation). Ils porteront en outre le nom et le domicile du propriétaire.

Les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité et de tous autres documents prescrits pour la navigation aérienne dans leur pays d'origine.

Pour autant qu'elles remplissent dans l'aéronef des fonctions pour l'exercice desquelles une licence spéciale est exigée dans leur pays, les personnes composant l'équipage — c'est-à-dire toutes les personnes se trouvant à bord de l'aéronef à l'exception des passagers — devront être munies de certificats prescrits pour la circulation aérienne dans leur pays ; les autres membres de l'équipage devront être pourvus de documents précisant leur fonction à bord de l'aéronef, leur profession ou qualité, leur identité et leur nationalité.

Article 2.

The aircraft of either Contracting Party and their crews, passengers and cargo shall, while in the territory of the other Contracting Party, be subject to the obligations arising out of the laws in force in the State flown over, and especially to the regulations governing air navigation in general in so far as such regulations apply to all foreign aircraft without distinction of nationality and to those concerning Customs duties and other regular dues, import and export prohibitions, the transport of passengers and goods and public security, order and health. They shall further be subject to any other obligations arising out of the general legislation in force at the time except as otherwise provided in the present Convention.

As regards aircraft used in connection with the operation of regular air services, special agreements in respect of the questions mentioned in the first paragraph of this Article may be concluded between the two Governments.

The commercial transport of passengers and goods between any two points within the territory of either State may be reserved for the aircraft of that State.

On arrival, the fuel and lubricants in the ordinary tanks of the aircraft shall be admitted free of Customs or other duties. No quantity of fuel or lubricants may, however, be unloaded duty free.

Article 3.

Each of the Contracting Parties shall have the right to prohibit the aircraft of the other Contracting Party from flying over certain areas of its territory, provided, always, that such prohibition shall also apply to the aircraft of any third State. Each of the Contracting Parties shall notify the other Party of the areas over which air navigation is prohibited.

Each of the Contracting Parties further reserves the right under exceptional circumstances, in time of peace and with immediate effect, temporarily to restrict or prohibit air navigation over its territory, either in part or wholly, provided always that no distinction is made in this respect between aircraft having the nationality of the other Contracting Party and those of any other foreign country.

Article 4.

Any aircraft which finds itself over a prohibited area shall, as soon as it is aware of the fact, give the signal of distress prescribed by the Rules of the Air of the State flown over, and shall land, or alight on the sea, as soon as possible, outside but as near as possible to the prohibited area, at one of the aerodromes of the State concerned. The same obligation shall apply to any aircraft which has been warned by means of the special regulation signal that it is flying over a prohibited area.

Article 5.

All aircraft shall carry distinctive and clearly visible marks whereby they may be recognised during flight (nationality and registration marks). In addition they must bear the name and address of their owner.

All aircraft shall be provided with certificates of registration and of airworthiness with all other documents prescribed for air navigation in their country of origin.

The members of the crew — that is to say, all persons on board the aircraft with the exception of the passengers — who perform duties in an aircraft for which a special licence is required in their home country shall be provided with the certificates required in that country in connection with air transport; the other members of the crew shall be provided with documents showing their duties on board the aircraft, their trade or occupation, identity and nationality.

Les documents délivrés ou reconnus valables pour les aéronefs et leur équipage par l'une des deux Parties contractantes auront dans l'autre Etat la même validité que les documents correspondants délivrés ou reconnus valables par ce dernier.

Chacune des Parties contractantes se réserve le droit de ne pas reconnaître valables pour la circulation aérienne dans les limites de son territoire les brevets d'aptitude conférés à ses ressortissants par l'autre Partie contractante.

L'équipage et les voyageurs, pour autant qu'il n'en aura pas été convenu autrement, devront être munis des papiers exigibles d'après les prescriptions en vigueur pour le trafic international.

Article 6.

Il sera interdit à l'aéronef de porter un appareil de radiocommunication, quel qu'il soit, sans une licence spéciale délivrée par l'Etat dont l'aéronef possède la nationalité. L'usage de ces appareils est soumis au-dessus du territoire de chacune des Parties contractantes aux prescriptions édictées à cet effet par l'autorité compétente de cet Etat. En outre, ces appareils ne pourront être employés que par les membres de l'équipage munis d'une licence spéciale délivrée à cet effet par le gouvernement de leur pays.

Les deux Parties contractantes se réservent d'édicter, pour des raisons de sécurité, des mesures relatives à l'installation obligatoire d'appareils de radiocommunication dans les aéronefs.

Article 7.

Il sera interdit aux aéronefs, à leur équipage et aux passagers de transporter comme cargaison ou d'autre manière des armes, des munitions, des gaz asphyxiants ou des explosifs. Le transport de pigeons voyageurs et d'appareils photographiques ou cinématographiques dans les limites du territoire de la Partie contractante dont l'aéronef ne possède pas la nationalité, ne pourra s'effectuer qu'en conformité avec les règlements éventuellement en vigueur à ce sujet dans ce territoire.

Article 8.

Les aéronefs transportant des personnes et des marchandises devront être munis d'une liste nominative des passagers, d'un manifeste indiquant la nature et la quantité des marchandises, ainsi que des déclarations de douane nécessaires.

Si, à l'arrivée de l'aéronef, il est constaté une différence entre le manifeste et les marchandises transportées, l'autorité douanière de l'aérodrome ou de l'aéroport d'arrivée pourra se mettre en rapport avec l'autorité douanière compétente dans l'autre Partie contractante.

Le transport du courrier postal pourra être réglé directement par des accords spéciaux entre les administrations postales des deux Parties contractantes.

Article 9.

Au départ et à l'atterrissage, les autorités compétentes de chacune des Parties contractantes auront le droit, dans tous les cas, de visiter les aéronefs de l'autre Partie et de vérifier les certificats et les documents dont ils doivent être munis.

Article 10.

Les aérodromes à la disposition de la navigation aérienne publique seront accessibles aux aéronefs des deux Parties. Celles-ci pourront utiliser également les services de renseignements météorologiques, de liaison radioélectrique et de signalisation de jour et de nuit ainsi que tous autres services et installations des aérodromes conformément aux règlements en vigueur. Les taxes éventuelles (taxes d'atterrissage, de séjour, etc.) seront les mêmes pour les aéronefs de l'autre Partie et ceux ressortissant à tout Etat tiers.

Documents issued or rendered valid by one of the two Contracting Parties in respect of aircraft and their crews shall have the same validity in the other State as the corresponding documents issued or rendered valid by the latter.

Each of the Contracting Parties reserves the right to refuse to recognise as valid, for purposes of air navigation within its own territory, certificates of competency issued to its nationals by the other Contracting Party.

The crew and passengers shall, unless otherwise agreed, be provided with the documents required by the regulations in force for international traffic.

Article 6.

Aircraft shall not carry any kind of wireless apparatus without a special licence issued by the State whose nationality the aircraft possesses. The use of such apparatus shall be subject, over the territory of each of the Contracting Parties, to the regulations issued for the purpose by the competent authority of the State flown over. Furthermore, such apparatus shall only be used by such members of the crew as are provided with a special licence issued for the purpose by the Government of their country.

The two Contracting Parties reserve the right, for reasons of safety, to issue regulations relative to the obligatory equipment of aircraft with wireless apparatus.

Article 7.

No arms, ammunition, poison gas or explosives shall be carried by any aircraft, or by its crew or passengers, either as cargo or otherwise. Carrier pigeons and photographic and cinematographic apparatus shall not be carried over the territory of the Contracting Party whose nationality the aircraft does not possess save in so far as this may be permissible under any future regulations on the subject which may be in force in that territory.

Article 8.

All aircraft carrying passengers and goods shall be provided with a list of the passengers' names and a manifest showing the nature and quantity of the goods carried, together with the necessary Customs declarations.

If, on the arrival of an aircraft, any discrepancy is noted between the manifest and the goods carried, the Customs officials of the aerodrome or airport of arrival may communicate with the competent Customs officials of the other Contracting Party.

The conveyance of mails may be arranged by special direct agreements between the Postal Departments of the two Contracting Parties.

Article 9.

Upon the departure or landing of aircraft of the other Party, the competent authorities of each of the Contracting Parties shall, in every case, have the right to search such aircraft and examine the certificates and documents with which they should be provided.

Article 10.

Every aerodrome open to public air traffic shall be open to the aircraft of both Parties, which shall also be entitled to the assistance of the meteorological services, the wireless services, the day and night signalling services and likewise all other services and installations of the aerodromes in accordance with the regulations in force. Any charges (for landing, accommodation, etc.) shall be the same for the aircraft of the other Party and those of any third State.

Pour les aéronefs affectés au service régulier des lignes aériennes, des facilités spéciales pourront être convenues entre les gouvernements des deux Parties.

Article 11.

A l'entrée et à la sortie, les aéronefs à destination ou en provenance d'une des Parties contractantes ne pourront se diriger que sur un aéroport ouvert à la navigation aérienne publique et classé comme aéroport douanier (avec service de contrôle des passeports) et ce, sans atterrissage intermédiaire entre la frontière et l'aéroport. Dans des cas spéciaux, les autorités compétentes pourront autoriser le départ ou l'arrivée sur d'autres aéroports, où seront effectuées les opérations de dédouanement et le contrôle des passeports. L'interdiction d'atterrissage intermédiaire s'applique également à ces cas spéciaux.

En cas d'atterrissage forcé en dehors des aéroports visés à l'alinéa premier, le commandant de bord, l'équipage et les passagers devront se conformer à la réglementation nationale en vigueur à cet effet, et le commandant sera tenu de donner avis à l'aéroport douanier de la zone fiscale.

Les deux Parties contractantes se communiqueront la liste des aéroports ouverts à la navigation aérienne publique. Cette liste définira ceux d'entre eux qui sont classés comme aéroports douaniers. Toute modification apportée à cette liste, ainsi que toute restriction, même temporaire, du droit d'utiliser l'un de ces aéroports, devront être immédiatement communiquées à l'autre Partie contractante.

Article 12.

Les frontières des Parties contractantes pourront seulement être traversées par les endroits qu'aura déterminés l'Etat intéressé.

Il est d'ores et déjà prévu que toute zone des frontières dont l'une des Parties contractantes autorise le franchissement par ses aéronefs commerciaux nationaux ou des aéronefs d'une autre nationalité, pourra être utilisée *ipso facto* pour le passage des aéronefs ressortissant à l'autre Partie contractante.

Article 13.

En fait de lest, il ne pourra être jeté que du sable fin ou de l'eau.

Article 14.

En cours de route, ne pourront être jetés ou abandonnés d'une autre manière, en dehors du lest, que des objets ou des matières pour lesquels la Partie au-dessus du territoire de laquelle il sera procédé à cette opération, aura accordé une autorisation spéciale.

Article 15.

Pour toutes les questions de nationalité à envisager dans l'application de la présente convention, il est entendu que les aéronefs ont la nationalité de l'Etat sur le registre duquel ils sont régulièrement immatriculés.

Un aéronef ne pourra être immatriculé dans une des deux Parties contractantes que s'il appartient en entier à des ressortissants de cette Partie. Si l'aéronef appartient à une société, quelle qu'elle soit, la forme de celle-ci devra satisfaire à toutes les conditions prescrites par la législation estonienne ou finlandaise pour que la société soit considérée comme société estonienne, respectivement finlandaise.

As regards aircraft used in connection with the operation of regular air services, special facilities may be arranged between the Governments of the two Parties.

Article 11.

All aircraft proceeding to or coming from the territory of either of the Contracting Parties shall, on entering or leaving such territory, land at or depart from an aerodrome open to public air traffic and classed as a Customs aerodrome (with a passport examination service) and shall make no intermediate landing between the frontier and the aerodrome. In special cases the competent authorities may allow aircraft to depart from or land at other aerodromes, at which the Customs clearance operations and examination of passports will be carried out. The prohibition of intermediate landing shall also apply in these special cases.

In the event of a forced landing outside the aerodromes referred to in the first paragraph of this Article, the pilot, the crew and the passengers shall conform to the relevant regulations in force in the country concerned, and the pilot shall be required to notify the Customs aerodrome in the fiscal area in which the landing is made.

The two Contracting Parties shall exchange lists of the aerodromes open to public air traffic. These lists shall expressly state the aerodromes classed as Customs aerodromes. Any modification of the lists and any restriction, even temporary, of the right to use any of these aerodromes, shall be notified to the other Contracting Party without delay.

Article 12.

The frontiers of the Contracting Parties shall only be crossed at the points prescribed by the State concerned.

It is agreed that any frontier sector over which either of the Contracting Parties has granted the right of passage to its own commercial aircraft or the aircraft of another nationality may *ipso facto* be used for the passage of aircraft of the other Contracting Party.

Article 13.

No ballast other than fine sand or water shall be dropped.

Article 14.

No article or substance, other than ballast, shall be unloaded or otherwise discharged in the course of flight unless special permission shall have been given by the Party in whose territory such unloading or discharging takes place.

Article 15.

Whenever questions of nationality arise in carrying out the present Convention, it is agreed that every aircraft shall be deemed to possess the nationality of the State in which it is duly registered.

No aircraft shall be registered in either of the contracting States unless it is the sole property of nationals of that State. Should the owner be a company of any kind, such company shall fulfil all the conditions laid down by the Estonian or Finnish law in force in order that it may be considered an Estonian or Finnish company as the case may be.

Article 16.

Les deux Parties contractantes échangeront entre elles chaque mois les listes d'inscription sur le registre matricule et de radiation d'inscriptions effectuées au cours du mois précédent.

Article 17.

Tout aéronef passant ou transitant à travers l'atmosphère d'une des deux Parties contractantes et n'effectuant que les atterrissages et arrêts raisonnablement nécessaires, pourra être soustrait à la saisie pour contrefaçon d'un brevet, dessin ou modèle, moyennant le dépôt d'un cautionnement dont le montant, à défaut d'accord amiable, sera fixé dans le plus bref délai possible par l'autorité compétente du lieu de la saisie.

Article 18.

Les aéronefs ressortissant à l'une des deux Parties contractantes auront droit pour l'atterrissage sur le territoire de l'autre Partie, notamment en cas de détresse, aux mêmes mesures d'assistance que les aéronefs nationaux.

Le sauvetage des appareils perdus en haute mer sera réglé, sauf convention contraire, par les principes du droit maritime résultant des conventions internationales qui seront en vigueur ou, à leur défaut, des lois nationales des sauveteurs.

Article 19.

Les deux Parties contractantes se communiqueront mutuellement toutes les prescriptions en vigueur dans leur territoire sur la navigation aérienne.

Article 20.

Les détails d'application de la présente convention seront réglés, toutes les fois que ce sera possible, par entente directe entre les diverses administrations compétentes des deux Parties contractantes (notamment pour les formalités douanières).

Les aéronefs de chacune des Parties contractantes seront soumis au régime des sanctions en vigueur au pays où ils se trouveront.

Toute contestation au sujet de l'application de la présente convention, qui n'aurait pu être résolue amiablement par la voie diplomatique ordinaire, sera d'abord soumise à l'examen d'une commission de conciliation constituée par un membre du côté de l'Estonie, un autre membre du côté de la Finlande et un président nommé de commun accord. Les membres, ainsi que le président, seront nommés chaque fois qu'un nouveau cas le rendra nécessaire. Si les Parties contractantes ne se mettent pas d'accord au sujet de la nomination du président ou de la sentence prononcée par la commission dont il s'agit, le litige serait soumis à la Cour permanente de Justice internationale de la Haye.

Article 21.

Il est entendu qu'aucune disposition de la présente convention ne donnera droit à la Finlande aux privilèges, exceptions et faveurs que l'Estonie pourrait accorder aux aéronefs de la Lettonie ou de la Lithuanie.

Article 22.

Chacune des Parties contractantes pourra, à tout moment, dénoncer la présente convention avec un préavis de douze mois. La convention sera considérée comme dénoncée, avec effet immédiat, si les deux Parties viennent à conclure avec d'autres nations une convention aérienne de caractère général.

Article 16.

The two Contracting Parties shall exchange, monthly, lists of the entries and deletions made in their aircraft registers during the preceding month.

Article 17.

Any aircraft passing through, or crossing in transit, the airspace of either of the Contracting Parties and making only such landings and stops as are reasonably necessary, may be exempt from any seizure on the ground of infringement of a patent, design or model, subject to the deposit of security, the amount of which, in default of amicable arrangement, shall be fixed with the least possible delay by the competent authorities of the place of seizure.

Article 18.

The aircraft of either of the Contracting Parties shall be entitled when landing in the territory of the other, especially in the case of a forced landing, to the same assistance as the aircraft of the latter.

The salvage of aircraft wrecked on the high seas shall be subject, unless otherwise agreed upon, to the principles of maritime law resulting from the international conventions in force or, in the absence of such conventions, to the law of the State to which the salvors belong.

Article 19.

The two Contracting Parties shall communicate to each other all the regulations relative to air traffic in force in their respective territories.

Article 20.

The details of the application of the present Convention (especially as regards Customs formalities) shall as far as possible be settled by direct agreement between the various competent authorities of the two Contracting Parties.

The aircraft of each of the Contracting Parties shall be subject to the system of penalties in force in the country in which they may happen to be.

Any dispute regarding the application of the present Convention which cannot be settled amicably through the usual diplomatic channels shall, in the first place, be submitted for consideration to a Conciliation Commission consisting of one member for Estonia, one member for Finland and a president appointed jointly. The members and the president shall be appointed whenever a fresh case renders this necessary. Should the Contracting Parties fail to agree upon the choice of the president, or to accept the solution proposed by the said Commission, the dispute shall be referred to the Permanent Court of International Justice at The Hague.

Article 21.

It is understood that no provision of the present Convention shall entitle Finland to the privileges, exceptions and favours which may be granted by Estonia to the aircraft of Latvia or Lithuania.

Article 22.

Either of the Contracting Parties may at any time denounce the present Convention by giving twelve months' notice. The Convention shall be deemed to have been denounced, with immediate effect, should both Parties conclude a general air convention with other nations.

Article 23.

La présente convention devra être ratifiée et les ratifications seront échangées à Tallinn le plus tôt qu'il sera possible. Elle entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Helsinki, en double exemplaire, le 12 septembre 1936.

(L. S.) HANS REBANE.

(L. S.) A. HACKZELL.

Pour copie conforme :

R. Numelin,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

Article 23.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Tallinn as soon as possible. It shall come into force on the date of the exchange of the ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Helsinki, in duplicate, this 12th day of September, 1936.

(L. S.) Hans REBANE.

(L. S.) A. HACKZELL.

N° 4000.

ALLEMAGNE ET FINLANDE

Convention en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs, et protocole final. Signés à Helsinki, le 25 septembre 1935.

GERMANY AND FINLAND

Convention for the Prevention of Double Taxation in the Matter of Direct Taxes, and Final Protocol. Signed at Helsinki, September 25th, 1935.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT

N^o 4000. — SOPIMUS¹ SUOMEN TASAVALLAN JA SAKSAN VALTAKUN-
NAN VÄLILLÄ KAKSINKERTAISEN VEROTUKSEN EHKÄISE-
MISEKSI VÄLITTÖMIEN VEROJEN ALALLA. ALLEKIRJOITETTU
HELSINGISSÄ 25 PÄIVÄNÄ SYYSKUUTA 1935.

*Textes officiels allemand et finnois communiqués par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la
Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 novembre 1936.*

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI ja SAKSAN VALTAKUNNANKANSLERI, haluten välittömien
verojen alalla ehkäistä kaksinkertaisen verotuksen, ovat päättäneet tehdä tästä sopimuksen ja
ovat tätä varten nimittäneet valtuutetuikseen :

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

Hallintoneuvos Eemil Leander AIRILAN,

SAKSAN VALTAKUNNANKANSLERI :

Ministerialitirehtööri, Professori, Tri Otto HEDDINGIN,

jotka tarkastettuaan toistensa valtakirjat ja havaittuaan ne oikeaan ja asianmukaiseen
muotoon laadituiksi, ovat sopineet seuraavista määräyksistä :

I artikla.

(1) Tämän sopimuksen määräykset koskevat ainoastaan välittömiä veroja.

(2) Välittömillä veroilla tarkoitetaan tässä sopimuksessa veroja, joita sopimusvaltioiden
lainsäädännön mukaan suoritetaan välittömästi tulosta (puhtaasta tai kokonaistulosta) tai
omaisuudesta joko sopimusvaltioille tai Saksan osavaltioille tai myös maakunnille ja maakuntain
liitoille tai kunnille ja kuntien liitoille, ja luetaan näihin veroihin myöskin lisäverojen muodossa
kannetut verot.

(3) Välittömiksi veroiksi luetaan erityisesti :

I. Suomen lainsäädännön kannalta :

a) Tulo- ja omaisuusvero ;

b) Kunnallisvero ;

c) Verot ja maksut, jotka suoritetaan samojen perusteiden mukaan kuin joku
edellämainituista veroista ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 31 décembre 1935.
Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1936.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4000. — ABKOMMEN ¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER REPUBLIK FINNLAND ZUR VERMEIDUNG DER DOPPEL-BESTEuerung AUF DEM GEBIETE DER DIREKTEN STEUERN. GEZEICHNET IN HELSINKI, AM 25. SEPTEMBER 1935.

German and Finnish official texts communicated by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations. The registration of this Convention took place November 10th, 1936.

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER und DER PRÄSIDENT DER REPUBLIK FINNLAND haben, von dem Wunsche geleitet, auf dem Gebiete der direkten Steuern die Doppelbesteuerung zu vermeiden, beschlossen, ein Abkommen abzuschliessen und zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER

den Ministerialdirektor, Professor Dr. Otto HEDDING,

DER PRÄSIDENT DER REPUBLIK FINNLAND

den Verwaltungsrat Eemil Leander AIRILA,

die, nachdem sie ihre Vollmachten geprüft und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel 1.

(1) Das gegenwärtige Abkommen soll Bestimmungen treffen, die sich auf die Erhebung der direkten Steuern beschränken.

(2) Als direkte Steuern im Sinne des gegenwärtigen Abkommens gelten solche Steuern, die auf der Grundlage der Gesetzgebung jedes der beiden Staaten unmittelbar von den Einkünften (Reineinkünften oder Roheinkünften) oder von dem Vermögen erhoben werden, sei es für Rechnung der vertragschliessenden Staaten oder der deutschen Länder, sei es für Rechnung der Provinzen oder Provinzialverbände, der Gemeinden oder Gemeindeverbände, auch soweit die Erhebung der Steuern in der Form von Zuschlägen erfolgt.

(3) Als direkte Steuern werden insbesondere angesehen :

1. für die deutsche Gesetzgebung :

- a) die Einkommensteuer,
- b) die Körperschaftsteuer,
- c) die Vermögensteuer,
- d) die Grundsteuern,

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, December 31st, 1935.
Came into force January 1st, 1936.

2. Saksan lainsäädännön kannalta :

- a) Tulovero (die Einkommensteuer) ;
- b) Yhtymävero (die Körperschaftsteuer) ;
- c) Omaisuusvero (die Vermögensteuer) ;
- d) Maaverot (die Grundsteuern) ;
- e) Rakennusverot (die Gebäudesteuern) ;
- f) Elinkeinoverot (die Gewerbesteuern) ;
- g) Rahan arvon alenemisen johdosta rakennetuista kiinteistöistä suoritettavat tasoitusverot (die Hauszinssteuern).

2 artikla.

(1) Kiinteistöistä saadusta tulosta verotetaan ainoastaan siinä valtiossa, jossa kiinteistö sijaitsee.

(2) Tulot saatavista, joiden panttina on kiinteistö, katsotaan myös kiinteöstä saaduiksi tuloiksi.

3 artikla.

(1) Kaupasta, teollisuudesta tai mistä muusta liikkeestä tahansa saadusta tulosta verotetaan, huomioonottaen kuitenkin alempana olevat määräykset, ainoastaan siinä valtiossa, jonka alueella yrityksen kiinteä toimipaikka sijaitsee. Tämä koskee myös sellaista yritystä, jonka toiminta ulottuu toisen sopimusvaltion alueelle, mutta jolla siellä ei ole kiinteätä toimipaikkaa.

(2) Tämän sopimuksen tarkoittamana kiinteänä toimipaikkana on pidettävä yrityksen pysyvistä liikelaitosta, jossa yrityksen toimintaa joko kokonaan tai osittain harjoitetaan.

(3) Jos yrityksellä on kiinteitä toimipaikkoja molemmissa sopimusvaltioissa, kantaa kumpikin valtio veroa siitä tulojen osasta, joka saadaan sen valtion alueella sijaitsevien kiinteiden toimipaikkojen toiminnasta.

(4) Liikkeestä saatuna tulona pidetään sellaistakin tuloa, joka saadaan liikeyrityksen osakkuudesta, ei kuitenkaan saksalaisten kaivosyritysten osuustodistuksista (Kuxe) eikä myöskään osakkeista, osuustodistuksista tai muista arvopapereista saatuja tuloja.

4 artikla.

Tulosta, joka saadaan meri- tai ilmaliikennettä harjoittavasta liikkeestä, verotetaan vain siinä valtiossa, jossa yrityksen johto sijaitsee.

5 artikla.

(1) Tulosta, joka saadaan työstä, siihen luettuna vapaista ammateista saatu tulo, verotetaan, mikäli 6 artiklassa ei toisin määrätä, ainoastaan siinä valtiossa, jonka alueella kyseessäolevaa tuloa tuottavaa henkilökohtaista toimintaa harjoitetaan.

(2) Vapaan ammatin harjoittamisena jommassakummassa valtiossa pidetään ainoastaan sellaista ammatillista toimintaa, jolla siinä valtiossa on kiinteä keskus.

(3) Tuloista, joita valvontaneuvoston (liiketoimintaa hoitamattoman hallintoneuvoston) jäsenet saavat osapalkkioina, verotetaan vain siinä valtiossa, jossa osapalkkioita maksavan yrityksen johto sijaitsee.

- e) die Gebäudesteuern,
 - f) die Gewerbesteuern,
 - g) der Geldentwertungsausgleich bei bebauten Grundstücken (die Hauszinssteuern) ;
2. für die finnische Gesetzgebung :
- a) die Einkommen- und Vermögensteuer,
 - b) die Gemeindesteuer,
 - c) die Steuern und Abgaben, die nach denselben Merkmalen wie irgend eine der obengenannten finnischen Steuern erhoben werden.

Artikel 2.

(1) Steuern, welche die Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen treffen, werden nur in dem Staat erhoben, in dem sich die Liegenschaft befindet.

(2) Als Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen gelten auch Einkünfte aus hypothekarisch gesicherten Forderungen.

Artikel 3.

(1) Steuern, welche die Einkünfte aus dem Betriebe von Handel, Industrie oder sonstigem Gewerbe jeder Art treffen, werden, unbeschadet der folgenden Bestimmungen, nur in dem Staat erhoben, in dessen Gebiet das Unternehmen seine Betriebsstätte hat ; dies gilt auch, wenn das Unternehmen seine Tätigkeit auf das Gebiet des anderen vertragschliessenden Staates erstreckt, ohne dort eine Betriebsstätte zu haben.

(2) Betriebsstätte im Sinne des gegenwärtigen Abkommens ist eine ständige Geschäftseinrichtung des Unternehmens, in welcher die Tätigkeit dieses Unternehmens ganz oder teilweise ausgeübt wird.

(3) Hat das Unternehmen Betriebsstätten in beiden vertragschliessenden Staaten, so wird jeder der beiden Staaten die Steuern von dem Teile der Einkünfte erheben, der durch die Tätigkeit der in seinem Gebiete befindlichen Betriebsstätten erzielt wird.

(4) Wie Einkünfte aus Gewerbebetrieb werden auch Einkünfte aus Beteiligungen an einem gesellschaftlichen Unternehmen behandelt mit Ausnahme der Einkünfte aus Kuxen, Aktien, Anteilscheinen und sonstigen Wertpapieren.

Artikel 4.

Steuern, welche die Einkünfte aus dem Betriebe von Unternehmungen der Seeschifffahrt und der Luftfahrt treffen, werden nur in dem Staat erhoben, in dem sich der Ort der Leitung des Unternehmens befindet.

Artikel 5.

(1) Steuern, welche die Einkünfte aus Arbeit einschliesslich der Einkünfte aus freien Berufen treffen, werden, soweit nicht im Artikel 6 abweichendes bestimmt ist, nur in dem Staat erhoben, in dessen Gebiet die persönliche Tätigkeit ausgeübt wird, aus der die Einkünfte herrühren.

(2) Die Ausübung eines freien Berufes in einem der beiden Staaten liegt nur dann vor, wenn die Berufstätigkeit in diesem Staat einen festen Mittelpunkt hat.

(3) Steuern, welche die Einkünfte aus Tantiemen der Aufsichtsrats- (nicht geschäftführenden Verwaltungsrats-) mitglieder treffen, werden nur in dem Staat erhoben, in dem sich der Ort der Leitung des die Tantiemen gewährenden Unternehmens befindet.

6 artikla.

Tulosta, joka palkan, eläkkeen, palkkion tai muun edun muodossa saadaan nykyisen tai entisen viran tai paraikaa suoritettavan tai ennen suoritetun työn perusteella valtiolta, osavaltiolta, maakunnalta, kunnalta tai muulta julkisoikeudelliselta juridiselta henkilöltä, joka sopimusvaltioiden sisäisen lainsäädännön nojalla on asianmukaisessa järjestyksessä muodostettu, verotetaan ainoastaan siinä valtiossa, joka maksun suorittaa tai jossa on suoritusvelvollisen kotipaikka.

7 artikla.

(1) Tulosta, joka saadaan liikkuvasta pääomasta, paitsi 2 artiklan 2 kohdassa mainitusta saatavasta, verotetaan ainoastaan siinä valtiossa, jossa verovelvollinen asuu.

(2) Mikäli jommassakummassa valtiossa kotimaisesta pääoman tuotosta kannetaan veroa pidättämällä se edeltäkäsin (lähteellä), ei 1 kohdan määräys koske oikeutta veron pidätyksen toimittamiseen.

8 artikla.

Muunlaatuista kuin edelläolevissa artikloissa mainituista tuloista, elinkorot mukaan luettuina, verotetaan ainoastaan siinä valtiossa, jossa verovelvollinen asuu.

9 artikla.

Omaisuudesta tai omaisuuden lisäyksestä säännöllisesti suoritettaviin tai yhden kerran maksettaviin veroihin nähden, joita sopimusvaltioissa kannetaan tai vastedes määrätään kannettaviksi, noudatetaan seuraavia määräyksiä :

1. Jos omaisuus käsittää :

a) kiinteätä omaisuutta ynnä siihen kuuluvaa tarpeistoa ;

b) saatavia, joiden panttina on kiinteistö ;

c) kauppaa, teollisuutta tai mitä muuta liikettä tahansa harjoittavan yrityksen, meri- ja ilmailiikenneyritykset mukaan luettuina ;

suoritetaan vero siinä valtiossa, jolle vero saman omaisuuden tuottamasta tulosta tämän sopimuksen määräysten mukaan on maksettava.

2. Kaikesta muunlaisesta omaisuudesta verotetaan siinä valtiossa, jossa verovelvollinen asuu.

10 artikla.

(1) Verovelvollinen katsotaan tämän sopimuksen mukaan asuvan sillä paikkakunnalla, missä hänellä on asunto sellaisissa olosuhteissa, joista voidaan päättää hänen tarkoituksenaan olevan säilyttää siellä asunto.

(2) Jos verovelvollisella on asuinpaikka molemmissa valtioissa, niin verotetaan häntä kummassakin valtiossa suhteessa siihen aikaan, minkä hän verovuoden kuluessa on kummassakin valtiossa oleskellut. Tällöin on oleskeluaika kummankin valtion ulkopuolella luettava sen valtion hyväksi, jonka kansalainen verovelvollinen on.

(3) Jollei verovelvollisella ole asuinpaikkaa kummassakaan valtiossa, niin verotetaan häntä siinä valtiossa, jossa hän pysyväisesti oleskelee. Pysyväisenä oleskeluna pidetään oleskelua jommassakummassa valtiossa sellaisissa olosuhteissa, joista voidaan päättää, ettei tarkoituksena

Artikel 6.

Steuern von Einkünften, die auf Grund einer gegenwärtigen oder früheren Dienst- oder Arbeitsleistung in Form von Besoldungen, Ruhegehältern, Löhnen oder anderen Bezügen vom Staat, von einem Land, von einer Provinz, einer Gemeinde oder von einer anderen juristischen Person des öffentlichen Rechts gewährt werden, die nach der inneren Gesetzgebung der vertragschliessenden Staaten ordnungsmässig errichtet ist, werden nur in dem Staat erhoben, in dem der Schuldner seinen Sitz hat.

Artikel 7.

(1) Steuern, welche die Einkünfte aus beweglichem Kapitalvermögen treffen, werden, unbeschadet der Bestimmung im Artikel 2 Absatz 2, nur in dem Staat erhoben, in dem der Steuerpflichtige seinen Wohnsitz hat.

(2) Soweit in einem der beiden Staaten die Steuer von inländischen Kapitalerträgen im Abzugswege (an der Quelle) erhoben wird, wird das Recht zur Vornahme des Steuerabzugs durch die Bestimmung des Absatzes 1 nicht berührt.

Artikel 8.

Steuern, die irgend eine andere in den vorhergehenden Artikeln nicht bezeichnete Art von Einkünften einschliesslich der Leibrenten treffen, werden nur in dem Staat erhoben, in dem der Steuerpflichtige seinen Wohnsitz hat.

Artikel 9.

Für laufende und einmalige Steuern vom Vermögen oder Vermögenszuwachs, die in den vertragschliessenden Staaten bestehen oder eingeführt werden, gelten folgende Bestimmungen:

1. Soweit das Vermögen aus

- a) unbeweglichem Vermögen mit Einschluss des Zubehörs,
- b) hypothekarisch gesicherten Forderungen,
- c) Unternehmen von Handel, Industrie oder sonstigem Gewerbe jeder Art, einschliesslich der Unternehmen der Seeschifffahrt und der Luftfahrt

besteht, wird die Steuer in dem Staat erhoben, dem nach den Bestimmungen dieses Abkommens die Steuer von den Einkünften aus diesem Vermögen zusteht.

2. Für alle anderen Arten des Vermögens wird die Steuer in dem Staat erhoben, in dem der Steuerpflichtige seinen Wohnsitz hat.

Artikel 10.

(1) Als Wohnsitz im Sinne dieses Abkommens wird der Ort angesehen, wo der Steuerpflichtige eine Wohnung unter Umständen inne hat, die auf die Absicht der Beibehaltung einer solchen schliessen lassen.

(2) Hat der Steuerpflichtige in jedem der beiden Staaten einen Wohnsitz, so werden die Steuern in jedem der beiden Staaten zu dem Teil erhoben, der dem Verhältnis der Dauer seines Aufenthaltes in jedem der beiden Staaten während des Steuerjahres entspricht. Dabei ist der Aufenthalt ausserhalb der beiden Staaten dem Staat zuzurechnen, dessen Staatsangehörigkeit der Steuerpflichtige besitzt.

(3) Hat der Steuerpflichtige in keinem der beiden Staaten einen Wohnsitz, so werden die Steuern in dem Staat erhoben, in dem der Steuerpflichtige seinen dauernden Aufenthalt hat. Als dauernder Aufenthalt gilt der Aufenthalt in einem Staat unter Umständen, die auf die

ole vain tilapäisesti siellä viipyä. Jollei verovelvollinen pysyväisesti oleskele kummassakaan valtiossa, niin verotetaan häntä siinä valtiossa, jonka kansalainen hän on.

(4) Juridista henkilöä pidetään tämän sopimuksen mukaan sillä paikkakunnalla asuvana, jossa sen johto sijaitsee. Suomen laeissa tarkoitetun jakamattoman kuolinpesän asuinpaikaksi katsotaan se paikkakunta, jossa perinnönjättäjä kuollessaan asui.

II artikla.

Suomen lakien säännöksiä jakamattomien kuolinpesien verottamisesta ei sovelleta sikäli, kuin kuolinpesän osakasta tämän sopimuksen mukaan voidaan Saksassa verottaa välittömästi perinnöstä johtuvasta tulosta tai perintöön kuuluvasta omaisuudesta.

12 artikla.

(1) Kummankin sopimusvaltion diplomaattisista, konsuli- ja erityisistä edustajista ovat voimassa seuraavat erikoismääräykset :

Näiden edustajien, mikäli he ovat ammattivirkamiehiä, samoin kuin heidän käytettäväkseen asetettujen virkamiesten sekä heidän tai mainittujen virkamiesten palveluksessa olevien henkilöiden maksettavaksi pannaan välittömiä veroja heidän asemamaassaan ainoastaan, mikäli on kysymys 2, 3 ja 4 artiklassa mainituista tuloista ja 9 artiklan 1 kohdassa mainitusta omaisuudesta tahi mikäli vero kannetaan pidättämällä se edeltäkäs in (lähteellä) ; muuten pidätetään verotus asianomaisten kotimaalle.

(2) Edellä 1 kohdassa mainittuja erikoismääräyksiä sovelletaan kuitenkin ainoastaan siinä tapauksessa, että puheenaolevat henkilöt ovat lähettäjävaltion kansalaisia eivätkä asemamaassa virkansa tai toimensa ohella harjoita mitään ammattia, liikettä tai muuta tuloatuottavaa toimintaa, paitsi tilapäisesti.

(3) Palkattomiin konsuleihin, jotka ovat ainoastaan edustamansa maan kansalaisia, sovelletaan tämän sopimuksen määräyksiä, lukuunottamatta tämän artiklan 1 ja 2 kohtaa ; näille konsuleille ei kuitenkaan panna välittömiä veroja asemamaassa niistä virkapalkkioista, joita he saavat korvauksena toiminnastaan konsulin ominaisuudessa.

13 artikla.

Jos verovelvollinen voi näyttää, että sopimusvaltioiden verotusviranomaisten toimenpiteet ovat aiheuttaneet hänelle kaksinkertaisen verotuksen, tehköön siitä huomautuksen sille valtiolle, johon hän kuuluu. Jos huomautus havaitaan oikeutetuksi, voi tämän valtion ylin finanssiviranomainen sopia toisen valtion vastaavan viranomaisen kanssa kaksinkertaisen verotuksen ehkäisemisestä kohtuullisella tavalla.

14 artikla.

Kaksinkertaisen verotuksen ehkäisemiseksi sellaisissa tapauksissa, joita ei ole tässä sopimuksessa säännöstelty, niin myös niissä tapauksissa, jolloin syntyy vaikeuksia tai epäilyksiä tämän sopimuksen tulkitsemisesta ja soveltamisesta, voivat molempien sopimusvaltioiden ylimmät finanssiviranomaiset tehdä erityisiä sopimuksia keskenään.

15 artikla.

Sopimusvaltiot sitoutuvat antamaan kummankin valtion ylimmälle finanssiviranomaiselle tehtäväksi kohtuuden mukaan ratkaista jokaisen muun kysymyksen, joka kummassakin maassa

Absicht schliessen lassen, dort nicht nur vorübergehend zu verweilen. Besteht auch in keinem der beiden Staaten ein dauernder Aufenthalt, so werden die Steuern in dem Staat erhoben, dessen Staatsangehörigkeit der Steuerpflichtige besitzt.

(4) Im Sinne dieses Abkommens gilt als Wohnsitz der juristischen Personen der Ort ihrer Leitung. Als Wohnsitz der ruhenden Erbschaften im Sinne der finnischen Gesetze wird der Ort angesehen, wo der Erblasser bei seinem Tode seinen Wohnsitz hatte.

Artikel 11.

Die Vorschriften der finnischen Gesetze über die Besteuerung ruhender Erbschaften finden insoweit keine Anwendung, als für das aus der Erbschaft herrührende Einkommen oder Vermögen der Erwerber in Deutschland nach den Bestimmungen dieses Abkommens unmittelbar zur Steuer herangezogen werden kann.

Artikel 12.

(1) Für die diplomatischen, konsularischen und besonderen Vertreter jedes der vertragsschliessenden Staaten gelten die folgenden Sonderbestimmungen :

Die Vertreter, sofern sie Berufsbeamte sind, sowie die ihnen zugewiesenen Beamten und die in ihrem und ihrer Beamten Dienst stehenden Personen werden im Empfangsstaat zu direkten Steuern nur herangezogen, soweit es sich um die in den Artikeln 2, 3 und 4 bezeichneten Einkünfte und das im Artikel 9 Ziffer 1 aufgeführte Vermögen handelt oder soweit die Steuer im Abzugswege (an der Quelle) erhoben wird ; im übrigen bleibt die Besteuerung dem Entsendestaat vorbehalten.

(2) Die Sonderbestimmungen des Absatz 1 gelten jedoch nur, soweit die genannten Personen Angehörige des Entsendestaates sind und ausserhalb ihres Amtes oder Dienstes im Empfangsstaat keinen Beruf, kein Gewerbe und keine andere nicht nur gelegentliche gewinnbringende Tätigkeit ausüben.

(3) Auf Wahlkonsuln, die nur die Staatsangehörigkeit des Entsendestaates besitzen, finden die Bestimmungen dieses Abkommens, abgesehen von den Absätzen 1 und 2 dieses Artikels, mit der Massgabe Anwendung, dass diese Konsuln mit ihren dienstlichen Bezügen, die sie als Entgelt für ihre Tätigkeit als Konsuln geniessen, im Empfangsstaat zu direkten Steuern nicht herangezogen werden.

Artikel 13.

Weist ein Steuerpflichtiger nach, dass die Massnahmen der Finanzbehörden der vertragsschliessenden Staaten für ihn die Wirkung einer Doppelbesteuerung gehabt haben, so kann er hiergegen bei dem Staat, dem er angehört, Einspruch erheben. Wird der Einspruch für begründet erachtet, so kann die oberste Finanzbehörde dieses Staates sich mit der obersten Finanzbehörde des anderen verständigen, um in billiger Weise eine Doppelbesteuerung zu vermeiden.

Artikel 14.

Zur Beseitigung von Doppelbesteuerungen in Fällen, die in diesem Abkommen nicht geregelt sind, sowie auch in Fällen von Schwierigkeiten oder Zweifeln bei der Auslegung und Anwendung dieses Abkommens können die obersten Finanzbehörden der beiden vertragsschliessenden Staaten besondere Vereinbarungen treffen.

Artikel 15.

Die vertragsschliessenden Staaten verpflichten sich, ihre obersten Finanzbehörden mit der billigen Entscheidung jeder anderen Frage zu betrauen, die wegen der Verschiedenheit der für die

veron suorittamisesta voimassaolevien periaatteiden erilaisuuden takia taikka muuten saattaa syntyä välittömien verojen alalla, eikä ole tässä sopimuksessa nimenomaan säännöstelty.

16 artikla.

Tätä sopimusta sovelletaan ensi kerran kalenterivuoden 1936 verotukseen, tuloveroon nähden niihin tuloihin, jotka verovelvollinen on saanut kalenterivuonna 1935 tai sen vuoden aikana päättyvän tilivuoden kuluessa sekä Suomessa omaisuusveroon nähden siihen omaisuuteen, joka verovelvollisella oli 31 päivänä joulukuuta 1935.

17 artikla.

Tämä sopimus, joka on tehty alkuperäisinä kaksoiskappaleina suomeksi ja saksaksi, on ratifioitava ja ratifioimiskirjat vaihdettava niin pian kuin mahdollista Berliinissä. Se tulee voimaan ratifioimiskirjojen vaihtoa seuraavan kalenterivuoden alkaessa ja pysyy voimassa siihen saakka, kunnes jompikumpi sopimuspuoli sen irtisanoo viimeistään kolme kuukautta ennen jonkun kalenterivuoden loppua. Jos irtisanominen on oikeassa ajassa tapahtunut, lakkaa sopimus olemasta voimassa mainitun kalenterivuoden päättyessä.

Tämän vakuudeksi ovat kummankin valtion valtuutetut allekirjoittaneet tämän sopimuksen ja varustaneet sen sineteillään.

HELSINGISSÄ 25 päivänä syyskuuta 1935.

(L. S.) E. L. AIRILA.

LOPPUPÖYTÄKIRJA

Allekirjoittaessaan Suomen Tasavallan ja Saksan Valtakunnan välillä tänään tehdyn sopimuksen kaksinkertaisen verotuksen ehkäisemiseksi välittömien verojen alalla ovat allekirjoittaneet valtuutetut antaneet seuraavat yhtäpitävät selitykset, jotka olennaisena osana liittyvät sopimukseen :

1. Sopimuksen 1 artiklassa oleva luettelo kummassakin sopimusvaltiossa suoritettavista välittömistä veroista sisältää vain esimerkkejä eikä ole täydellinen.

Epäilyä herättävät kysymykset ovat kummankin valtion ylimpään finanssiviranomaisten yksissä neuvoin ratkaistavat.

Molempien valtioiden ylimpään finanssiviranomaisten on, niin usein kuin syytä siihen ilmaantuu, toisilleen annettava silloisen tilanteen mukaan laadittu luettelo kummassakin valtiossa maksettavista välittömistä veroista.

2. Sopimus ei koske välillisiä siirto- tai kulutusveroja.

3. Sopimuksen määräyksiä ei sovelleta henkilöihin, jotka eivät ole maksaneet heidän suoritettavaansa saksalaista maastamuuttoveroa (Reichsfluchtsteuer).

Sopimusta ei myöskään sovelleta henkilöihin, joihin nähden saksalaisen maastamuuttoveron kantamisen edellytykset ainoastaan siitä syystä puuttuvat, että he asuvat tai tavallisesti oleskelevat Saksassa siinä mielessä, kuin Saksan vero-oikeus tarkoittaa.

4. Sopimuksen 2 artiklan määräys koskee sekä tuloja, jotka saadaan kiinteistön välittömästä hallinnasta ja käytöstä, että myöskin kiinteistön vuokralle antamisesta ja

Steuererhebung in beiden Staaten geltenden Grundsätze oder die überhaupt, ohne in diesem Abkommen ausdrücklich entschieden zu sein, auf dem Gebiete der direkten Steuern entstehen könnte.

Artikel 16.

Dieses Abkommen findet zum ersten Mal Anwendung auf die Besteuerung für das Kalenderjahr 1936, hinsichtlich der Besteuerung von Einkünften, soweit die Einkünfte im Kalenderjahre 1935 oder in einem im Kalenderjahre 1935 endenden Wirtschaftsjahr bezogen sind, und auf die finnische Vermögensteuer nach dem Stande vom 31. Dezember 1935.

Artikel 17.

Dieses Abkommen, ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und finnischer Sprache, soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Berlin ausgetauscht werden. Es tritt mit dem Beginn des auf den Austausch der Ratifikationsurkunden folgenden Kalenderjahres in Kraft und bleibt so lange in Geltung, als es nicht von einem der vertragschliessenden Staaten spätestens drei Monate vor Ablauf eines Kalenderjahres gekündigt wird. Im Falle rechtzeitiger Kündigung verliert das Abkommen mit dem Ablauf dieses Kalenderjahres die Wirksamkeit.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten beider Staaten dieses Abkommen unterfertigt und mit Siegeln versehen.

HELSINKI, den 25. September 1935.

(L. S.) O. HEDDING.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des heute zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Finnland abgeschlossenen Abkommens zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der direkten Steuern haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende übereinstimmende Erklärungen abgegeben, die einen integrierenden Teil des Abkommens selbst bilden :

1. Die im Artikel 1 des Abkommens enthaltene Aufzählung der in beiden vertragschliessenden Staaten geltenden direkten Steuern gibt nur Beispiele und ist nicht abschliessend.

Zweifel werden im Einvernehmen zwischen den obersten Finanzbehörden der beiden Staaten geklärt werden.

Die obersten Finanzbehörden der beiden Staaten werden, so oft Anlass dazu vorliegt, ein auf den neuesten Stand gebrachtes Verzeichnis der in jedem Staat bestehenden direkten Steuern austauschen.

2. Das Abkommen bezieht sich nicht auf indirekte Steuern vom Verkehr und Verbrauch.

3. Die Bestimmungen des Abkommens finden auf solche Personen, welche die von ihnen geschuldete deutsche Reichsfluchtsteuer nicht entrichtet haben, keine Anwendung.

Ferner findet das Abkommen keine Anwendung auf solche Personen, bei denen nur deshalb die Voraussetzungen für die Erhebung der deutschen Reichsfluchtsteuer nicht vorliegen, weil sie einen Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt im Sinne des deutschen Steuerrechts in Deutschland haben.

4. Die Bestimmung des Artikel 2 des Abkommens gilt sowohl für die durch unmittelbare Verwaltung und Nutzung als auch für die durch Vermietung, Verpachtung und jede

kaikesta muusta sen käyttämisestä saatuja tuloja ynnä myyntivoittoa, joka saadaan kiinteän omaisuuden sekä sen yhteydessä tapahtuneen kiinteistön tarpeiston myynnistä.

5. Kiinteästä omaisuudesta saatuna tulona pidetään myös tuloa, joka on saatu omalla tai toisen maalla tapahtuneesta metsän hakkuusta sekä hakatun puutavaran kuljetuksesta vientisatamaan.

6. Tämän loppupöytäkirjan 4 kohdassa olevaa määräystä, joka koskee kiinteistöstä saatuja tuloja, sovelletaan vastaavasti myös kaupasta, teollisuudesta tai muusta liikkeestä saatuihin tuloihin sekä liikkeen, sen osan tai liikkeessä käytettävän esineen myynnistä saatuun voittoon.

7. Sopimuksen 3 artiklan tarkoittamana kiinteänä toimipaikkana pidetään paitsi sitä paikkaa, jossa yrityksen johto sijaitsee, haarakonttoreja ja sivuliikkeitä, valmistuspaikkoja ja työpajoja, osto- ja myyntipaikkoja, varastoja ynnä muita kaupankäyntipaikkoja, joilla on pysyväsien liikelaitoksen luonne, niin myös pysyväisiä asioimistoja.

Kiinteänä toimipaikkana sopimuksen 3 artiklan tarkoittamassa mielessä pidetään myös rakennusyritystä, jonka suorittaminen on kestänyt tai, mikäli voidaan olettaa, tulee kestäämään kahtatoista kuukautta kauemmin.

On sovittu, että 3 artiklan tarkoittaman kiinteän toimipaikan käsitteeseen ei sisälly liikeyhteyksien ylläpitäminen vain täysin riippumattoman edustajan kautta. Sama koskee sellaisen edustajan (agentin) pitämistä, joka tosin pysyväisesti toimii toisen sopimuspuolen fyysillisten henkilöiden tai yhtymien puolesta toisen sopimuspuolen alueella, mutta vain välittää kauppvoja olematta valtuutettu liikkeen puolesta kauppvoja päättämään.

8. Ylimmät finanssiviranomaiset voivat tehdä erityisen sopimuksen saadakseen kaupasta, teollisuudesta ja muusta liikkeestä saadut tulot 3 artiklan 3 kohdassa tarkoitetuissa tapauksissa jaetuiksi kohtuullisella tavalla.

9. Sopimuksen 5 artiklan tarkoittamana vapaana ammattina pidetään erityisesti, tieteellistä, taiteellista, kirjallista sekä opetus- ja kasvatustoimintaa samoin kuin lääkärin, asianajajan, arkkitehdin ja insinöörin tointa.

10. Jos toisessa valtiossa toimessa oleva henkilö virkansa perusteella vain tilapäisesti oleskelee toisen valtion alueella ja saa palkkaetunsa yksinomaan edellisessä valtiossa verovelvolliselta työnantajaltaan, ei 5 artiklaa ole häneen sovellettava.

11. Ylioppilaita, jotka vain opiskelutarkoituksessa oleskelevat toisessa sopimusvaltiossa, ei tässä valtiossa veroteta niistä tuloista, joita he saavat elantoonsa ja opiskeluunsa toisessa valtiossa asuivilta ja siellä verovelvollisilta omaisiltaan, mikäli sellaiset tulot muodostavat pääasiallisen osan siitä, mitä he elantoonsa ja opiskeleluunsa tarvitsevat.

12. Verovelvollisilta, jotka selvittävät, että he ovat muuttaneet asuinpaikkansa tai pysyväsien oleskelupaikkansa toisesta sopimusvaltiosta toiseen, lakkaa verovelvollisuus, mikäli se riippuu asuinpaikasta tai pysyväisestä oleskelupaikasta, ensiksimmäntuissa valtiossa sen kalenterikuukauden päätyttyä, jona asuinpaikan tai pysyväsien oleskelupaikan muutto tapahtui.

13. Sellaisten verovelvollisten suhteen, jotka eivät ole kummankaan sopimusvaltion kansalaisia, voivat sopimusvaltioiden ylimmät finanssiviranomaiset kussakin tapauksessa tehdä eri sopimuksia kaksinkertaisen verotuksen ehkäisemiseksi. Tällöin on erityisesti huomioon otettava sellaisten valtioiden kansalaiset, jotka ovat kummankin sopimusvaltion kanssa tehneet sopimuksen kaksinkertaisen verotuksen ehkäisemiseksi.

andere Art der Nutzung des unbeweglichen Guts erzielten Einkünfte sowie für Einkünfte aus Veräußerungsgeschäften, die bei der Veräußerung von unbeweglichem Vermögen mit Einschluss des mitveräußerten Zubehörs erzielt werden.

5. Als Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen werden auch Einkünfte angesehen, die aus der Abholzung des eigenen oder eines fremden Waldes und dem Transport des abgeholzten Holzes in den Exporthafen erzielt werden.

6. Die Bestimmung der Ziffer 4 dieses Schlussprotokolls, welche die Einkünfte aus unbeweglichem Vermögen betrifft, findet auf die Einkünfte aus dem Betriebe von Handel, Industrie oder sonstigem Gewerbe sowie auf Gewinne aus der Veräußerung eines Betriebes im ganzen oder eines Teiles des Betriebes oder eines Gegenstandes, der beim Betriebe benutzt wird, entsprechende Anwendung.

7. Als Betriebsstätten im Sinne des Artikel 3 des Abkommens gelten ausser dem Sitz und dem Ort der Leitung des Unternehmens die Zweigniederlassungen und Filialen, die Fabrikations- und Werkstätten, die Einkaufs- und Verkaufsstellen, die Lager und anderen Handelsstätten, die den Charakter einer ständigen Geschäftseinrichtung haben, sowie ständige Vertretungen.

Als Betriebsstätte im Sinne des Artikel 3 des Abkommens wird auch eine Bauausführung angesehen, deren Dauer zwölf Monate überschritten hat oder voraussichtlich überschreiten wird.

Es besteht Übereinstimmung darüber, dass unter den Begriff der Betriebsstätte im Sinne des Artikel 3 nicht das Unterhalten von Geschäftsbeziehungen lediglich durch einen völlig unabhängigen Vertreter fällt. Das Gleiche gilt für das Unterhalten eines Vertreters (Agenten), der zwar ständig für natürliche Personen oder Körperschaften des einen Staates in dem Gebiete des anderen Staates tätig ist, aber lediglich Geschäfte vermittelt, ohne zum Abschluss von Geschäften für die vertretene Firma bevollmächtigt zu sein.

8. Die obersten Finanzbehörden werden ein besonderes Abkommen treffen, um in billiger Weise eine Aufteilung der Einkünfte aus dem Betriebe von Handel, Industrie und sonstigem Gewerbe in den durch Artikel 3 Absatz 3 vorgesehenen Fällen vorzunehmen.

9. Als freie Berufe im Sinne des Artikel 5 des Abkommens gelten insbesondere wissenschaftliche, künstlerische, schriftstellerische, unterrichtende oder erziehende Tätigkeit, sowie die Tätigkeit der Ärzte, Rechtsanwälte, Architekten und Ingenieure.

10. Wenn eine in dem einen Staat angestellte Person sich wegen ihres Dienstes nur vorübergehend im Gebiete des anderen Staates aufhält und ihre Bezüge ausschliesslich von ihrem in dem erstgenannten Staate steuerpflichtigen Arbeitgeber erhält, so findet Artikel 5 keine Anwendung.

11. Studenten, die sich in einem der vertragschliessenden Staaten nur zu Studienzwecken aufhalten, werden in diesem Staate wegen der Bezüge, die sie von den in dem anderen Staate wohnhaften und dort bereits steuerpflichtigen Angehörigen empfangen, keiner Besteuerung unterworfen, sofern diese Bezüge den überwiegenden Teil des zu ihrem Unterhalt und ihrem Studium Notwendigen darstellen.

12. Bei Steuerpflichtigen, die dartun, dass sie ihren Wohnsitz oder den dauernden Aufenthalt endgültig von dem einen in den anderen vertragschliessenden Staat verlegt haben, endet die Steuerpflicht, soweit sie an den Wohnsitz oder den dauernden Aufenthalt anknüpft, in dem ersten Staat mit Ablauf des Kalendermonats, in dem die Verlegung des Wohnsitzes oder des dauernden Aufenthalts erfolgt ist.

13. Hinsichtlich solcher Personen, die in keinem der beiden Staaten die Staatsangehörigkeit besitzen, können die obersten Finanzbehörden von Fall zu Fall besondere Vereinbarungen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung treffen. Dabei sollen insbesondere die Angehörigen solcher Staaten berücksichtigt werden, die mit den beiden vertragschliessenden Staaten Abkommen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung abgeschlossen haben.

14. Mahdollisesti esiintyvien epäilysten välttämiseksi selitetään, että 12 artiklan määräys ei vaikuta oikeuteen saada ehkä laajempiakin vapautuksia, joita kansainvälisen oikeuden yleisten sääntöjen nojalla on myönnetty tai vastedes myönnetään diplomaattisten ja konsulitointien haltijoille.

Mikäli sellaisten laajempien vapautuksien johdosta välittömien verojen maksettavaksi pano ei tapahdu asemamaassa, pidätetään verotus lähettäjävaltiolle.

15. Sopimusvaltiot pidättävät itselleen oikeuden erityisen sopimuksen tekemiseen perintö- ja lahjaverosta.

HELSINGISSÄ 25 päivänä syyskuuta 1935.

(L. S.) E. L. AIRILA.

Copie certifiée conforme :

A. Sallas,

*Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.*

14. Zur Vermeidung etwaiger Zweifel wird klargestellt, dass die Bestimmung des Artikel 12 das Recht auf den Genuss etwaiger weitergehender Befreiungen nicht berührt, die kraft der allgemeinen Regeln des Völkerrechts den diplomatischen und konsularischen Beamten zugestanden worden sind oder künftig zugestanden werden sollten.

Soweit auf Grund solcher weitergehenden Befreiungen eine Heranziehung zu direkten Steuern im Empfangsstaat nicht erfolgt, bleibt die Besteuerung dem Entsendestaat vorbehalten.

15. Wegen der Steuer auf Erbschaften und einmalige Schenkungen behalten die vertragschliessenden Staaten sich vor, eine besondere Vereinbarung zu treffen.

HELSINKI, den 25. September 1935.

(L. S.) O. HEDDING.

Copie certifiée conforme :

A. Sallas,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

N^o 4000. — CONVENTION ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE EN VUE D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION EN MATIÈRE D'IMPÔTS DIRECTS. SIGNÉE A HELSINKI, LE 25 SEPTEMBRE 1935.

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, désireux d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs, ont décidé de conclure une convention et ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires :

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND :

M. le professeur Otto HEDDING, directeur ministériel ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Eemil Leander AIRILA, conseiller administratif ;

Lesquels, après avoir vérifié leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. La présente convention contient des dispositions se limitant à la perception des impôts directs.

2. Sont réputés impôts directs au sens de la présente convention les impôts perçus directement, en conformité des lois en vigueur dans chacun des deux Etats, soit pour le compte des Etats contractants ou des Pays allemands, soit pour le compte des provinces ou unions de provinces, des communes ou unions de communes, sur les revenus (revenus nets ou revenus bruts) ou sur la fortune, même si la perception des impôts se fait sous forme de majorations.

3. Sont notamment réputés impôts directs :

1^o Pour la législation allemande :

a) L'impôt sur le revenu ;

b) L'impôt sur les sociétés ;

c) L'impôt sur la fortune ;

d) Les impôts sur la propriété non bâtie (*Grundsteuern*) ;

e) Les impôts sur la propriété bâtie (*Gebäudesteuern*) ;

f) Les impôts sur les professions industrielles et commerciales ;

g) Les impôts destinés à compenser la dévalorisation monétaire en ce qui concerne la propriété bâtie (*Hauszinssteuern*).

2^o Pour la législation finlandaise :

a) L'impôt sur le revenu et sur la fortune ;

b) La taxe communale ;

c) Les impôts et taxes qui sont perçus d'après les mêmes critères que l'un quelconque des impôts finlandais précités.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4000. — CONVENTION BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE REPUBLIC OF FINLAND FOR THE PREVENTION OF DOUBLE TAXATION IN THE MATTER OF DIRECT TAXES. SIGNED AT HELSINKI, SEPTEMBER 25TH, 1935.

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, being desirous of preventing double taxation in the matter of direct taxes, have decided to conclude a Convention and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH :

Professor Otto HEDDING, Ministerial Director ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. Eemil Leander AIRILA, Administrative Councillor ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

(1) The present Convention lays down provisions which relate only to the levying of direct taxes.

(2) For the purpose of the present Convention, direct taxes shall be taken to mean taxes levied in virtue of the laws of each of the two States directly on income (net or gross income) or on capital, whether on behalf of the contracting States or the several States of the Reich, or on behalf of provinces, associations of provinces, communes or associations of communes, even where the taxes are collected in the form of supplementary imposts.

(3) In particular, the following shall be regarded as direct taxes :

1. Under German law :

(a) Income tax ;

(b) Corporation tax ;

(c) Tax on capital ;

(d) Land taxes (*Grundsteuern*) ;

(e) House taxes (*Gebäudesteuern*) ;

(f) Taxes on commercial occupations ;

(g) Taxes to compensate for currency depreciation in regard to property which has been built on (*Hauszinssteuern*).

2. Under Finnish law :

(a) Income and capital tax ;

(b) Communal tax ;

(c) Taxes and duties levied on the same basis as any of the above Finnish taxes.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

1. Les impôts qui frappent les revenus des biens immobiliers ne seront perçus que dans l'Etat où ces biens sont situés.
2. Sont assimilés aux revenus des biens immobiliers les revenus de créances garanties par des hypothèques.

Article 3.

1. Les impôts qui frappent les revenus des exploitations commerciales, industrielles et professionnelles de tout genre ne seront perçus, sans préjudice des dispositions ci-après, que dans l'Etat où l'entreprise a son établissement (*Betriebsstätte*) ; il en est ainsi même lorsque l'entreprise étend son activité sur le territoire de l'autre Etat contractant sans y avoir un établissement.
2. Est réputée établissement, au sens de la présente convention, une installation permanente de l'entreprise dans laquelle est exercée en totalité ou en partie l'activité de cette entreprise.
3. Si l'entreprise a des établissements dans les deux Etats contractants, chacun de ceux-ci n'imposera que la partie des revenus provenant de l'activité des établissements se trouvant sur son territoire.
4. Les revenus provenant de participations à des entreprises constituées sous forme de sociétés, exception faite des parts de mines (*Kuxe*), actions, parts sociales et autres valeurs, sont assimilés à des revenus d'exploitations commerciales.

Article 4.

Les impôts qui frappent les revenus provenant de l'exploitation d'entreprises de navigation maritime et aérienne ne seront perçus que dans l'Etat où se trouve le centre de direction de l'entreprise.

Article 5.

1. Sous réserve des dispositions de l'article 6, les impôts qui frappent le revenu du travail, y compris celui des professions libérales, ne seront perçus que dans l'Etat sur le territoire duquel s'exerce l'activité personnelle dont provient le revenu.
2. Il n'y a exercice d'une profession libérale dans l'un des deux Etats que s'il existe dans cet Etat un centre stable d'activité.
3. Les impôts qui frappent les revenus provenant de tantièmes alloués aux membres d'un Conseil d'administration qui n'exercent pas des fonctions de direction ne seront perçus que dans l'Etat où se trouve le centre de direction de l'entreprise qui verse les tantièmes.

Article 6.

Les revenus provenant de traitements, de retraites, de salaires ou d'autres versements alloués en raison de services ou d'emplois actuels ou antérieurs par l'Etat, par un pays, une province, une commune ou une autre personne morale de droit public régulièrement constituée d'après la législation interne des Etats contractants, ne seront imposés que dans l'Etat où est situé le débiteur.

Article 7.

1. Les impôts qui frappent les revenus des valeurs mobilières ne seront perçus, sous réserve des dispositions de l'article 2, alinéa 2, que dans l'Etat où le contribuable a son domicile.

Article 2.

(1) Income derived from immovable property shall be taxable only in the State where such property is situate.

(2) Income derived from claims secured by mortgage shall be assimilated to income derived from immovable property.

Article 3.

(1) Income derived from commerce and industrial businesses and all other forms of business shall, without prejudice to the following provisions, be taxed only in the State in whose territory the undertaking has its business establishment (*Betriebsstätte*); the same shall apply even if the undertaking extends its operations to the territory of the other State, without possessing a business establishment therein.

(2) For the purposes of the present Convention, a business establishment (*Betriebsstätte*) is a permanent business installation of the undertaking in which the operations of that undertaking are carried on, either wholly or in part.

(3) Should the undertaking possess business establishments in both contracting States, each State shall tax only the income derived from the operations of the business establishments situated in its territory.

(4) Income from interests in a company shall be treated as income from businesses, with the exception of mining stock (*Kuxe*), shares, share certificates and other securities.

Article 4.

Profits derived from shipping or air navigation undertakings shall be taxed only in the State in which the place of management of the concern is situate.

Article 5.

(1) Earned income, including income derived from the exercise of liberal professions, shall, unless otherwise provided in Article 6, be taxed only in the State within whose territory the personal activity productive of the income is carried on.

(2) A person shall only be deemed to exercise a liberal profession in either of the two States if he carries on his professional activities from a fixed centre in that State.

(3) The fees of the members of a board of directors not acting as managers shall be taxed only in the State in which the place of management of the concern paying the fees is situate.

Article 6.

Income payable in respect of past or present services rendered or work done in the form of salary, pension, wages, or other emoluments, by the Central Government, a German State, a province, a commune or another juridical person under public law duly constituted in accordance with the municipal law of the contracting States, shall be taxed only in the State in which the debtor happens to be.

Article 7.

(1) Income derived from transferable securities shall, without prejudice to the provisions of Article 2, paragraph (2), be taxed only in the State in which the taxpayer has his domicile.

2. Lorsque, dans l'un des deux Etats, l'impôt sur les revenus de capitaux acquis dans le pays même est perçu par voie de retenue (à la source), le droit de procéder à cette retenue ne sera pas affecté par la stipulation du premier alinéa.

Article 8.

Les impôts qui frappent toutes les autres catégories de revenus non mentionnés dans les articles précédents, y compris les rentes viagères, ne seront perçus que dans l'Etat où le contribuable a son domicile.

Article 9.

Pour les impôts courants ou les prélèvements uniques sur la fortune ou l'accroissement de fortune qui existent dans les Etats contractants ou y seraient introduits, on appliquera les dispositions suivantes :

1^o Dans la mesure où la fortune se compose de :

a) Biens immobiliers, y compris les accessoires ;

b) Créances garanties par des hypothèques ;

c) Entreprises commerciales, industrielles et professionnelles de tout genre, y compris les entreprises de navigation maritime et aérienne ;

l'impôt sera perçu dans l'Etat auquel appartient, en vertu des dispositions de la présente convention, le droit d'imposer les revenus de cette fortune.

2^o Pour toutes les autres catégories de fortune, l'impôt sera perçu dans l'Etat où le contribuable a son domicile.

Article 10.

1. Est considéré comme domicile au sens de la présente convention le lieu où le contribuable possède une habitation dans des conditions permettant de conclure qu'il a l'intention de la conserver.

2. Si le contribuable possède un domicile dans chacun des deux Etats, chacun des deux Etats prélèvera l'impôt proportionnellement à la durée du séjour dans ledit Etat au cours de l'année fiscale. On devra, en outre, imputer la durée des séjours passés en dehors des deux Etats à l'Etat dont le contribuable est ressortissant.

3. Si le contribuable n'a de domicile dans aucun des deux Etats, les impôts seront perçus dans l'Etat où le contribuable a sa résidence permanente. Par « résidence permanente », on entend une résidence dans un Etat dans des conditions qui permettent de conclure que l'intéressé a l'intention de ne pas y séjourner uniquement de façon temporaire. Si le contribuable n'a de résidence permanente dans aucun des deux Etats, les impôts seront perçus dans l'Etat dont le contribuable est ressortissant.

4. Au sens de la présente convention, les personnes morales ont leur domicile à leur centre de direction. Pour les successions ouvertes et non encore liquidées (*hereditas jacens*), au sens de la législation finlandaise, on prendra comme domicile le lieu où était domicilié le testateur lors de son décès.

Article 11.

Les dispositions de la législation finlandaise concernant l'imposition des successions ouvertes et non encore liquidées (*hereditas jacens*) ne sont pas applicables pour autant que l'héritier ou le légataire peut être directement imposé en Allemagne aux termes des dispositions de la présente convention pour le revenu ou la fortune provenant de la succession.

(2) Where the tax on income accruing within the country from capital is collected in either of the two States by means of deduction (at the source), the right to make such fiscal deductions shall not be affected by the provisions of paragraph (1).

Article 8.

Any income not specified in the preceding Articles, including life annuities, shall be taxed only in the State in which the taxpayer has his domicile.

Article 9.

The following provisions shall apply to regular taxes or special levies on capital or increase in capital which already exist in the contracting States or may be introduced therein :

(1) In so far as the capital consists of :

(a) Immovable property (including appurtenances) ;

(b) Claims secured by mortgage ;

(c) Commercial and industrial businesses and all other forms of business, including shipping and air navigation undertakings ;

the tax shall be levied in the State which is entitled, in virtue of the provisions of the present Convention, to tax the income on such capital.

(2) In the case of all other kinds of capital, the tax shall be levied in the State in which the taxpayer has his domicile.

Article 10.

(1) For the purposes of the present Convention, the taxpayer shall be deemed to have his domicile at the place where he has a dwelling under circumstances which furnish good grounds for assuming that it is his intention to remain there.

(2) If the taxpayer has a domicile in both contracting States, taxes shall be levied in each of them in proportion to the period spent there during the fiscal year. Any period spent in a third country shall be reckoned to the account of the State of which the taxpayer is a national.

(3) If the taxpayer has no domicile in either State, the taxes shall be levied in the State in which he has his permanent residence. A person shall be deemed to have his permanent residence at the place where he resides under circumstances which furnish good grounds for assuming that it is not his intention to remain there merely temporarily. If the taxpayer has no permanent residence in either State, taxes shall be levied in the State of which he is a national.

(4) For the purposes of the present Convention, the domicile of juristic persons shall be the place where they have their centre of management. In the case of open successions under Finnish law, the domicile shall be the place where the person leaving the property was domiciled at the time of his death.

Article 11.

The provisions of Finnish law regarding the taxation of open successions shall not be applicable in so far as the heir or legatee may, in virtue of the provisions of the present Convention, be directly taxed in Germany in respect of the income or capital derived from the succession.

Article 12.

1. Les dispositions spéciales ci-après sont applicables aux représentants diplomatiques ou consulaires et aux autres représentants particuliers des Etats contractants :

Les représentants lorsqu'ils sont de carrière, ainsi que les fonctionnaires qui leur sont attachés et les personnes à leur service ou au service de leurs fonctionnaires, ne seront imposés, au titre de l'impôt direct, dans le pays où ils sont accrédités, que pour autant qu'il s'agit des revenus visés aux articles 2, 3 et 4 et de la fortune définie à l'article 9, N° 1, ou pour autant que l'impôt est perçu par voie de retenue (à la source) ; dans les autres cas, le droit d'imposition est réservé à l'Etat qui accrédite ces personnes.

2. Toutefois, les dispositions spéciales de l'alinéa premier ne s'appliquent que dans la mesure où les personnes précitées sont des ressortissants du pays qui les accrédite et n'exercent, dans le pays où elles sont accréditées, en dehors de leurs fonctions ou de leur service, aucune profession, aucun commerce ni aucune autre activité produisant des bénéfices non occasionnels.

3. Les dispositions de la présente convention, abstraction faite des alinéas 1 et 2 du présent article, s'appliquent aux consuls honoraires qui ne possèdent que la nationalité du pays qui les accrédite ; toutefois, ces consuls ne sont pas imposables au titre des impôts directs dans le pays où ils sont accrédités pour le traitement officiel qu'ils reçoivent en rémunération de leur activité consulaire.

Article 13.

Si un contribuable établit que les mesures des autorités fiscales des Etats contractants lui font subir une double imposition, il a le droit de présenter une réclamation à l'Etat dont il est ressortissant. Si cette réclamation est reconnue fondée, l'autorité financière suprême de cet Etat peut se concerter avec l'autorité financière suprême de l'autre Etat en vue de remédier équitablement à la double imposition.

Article 14.

Les autorités financières suprêmes des deux Etats contractants pourront également conclure des arrangements particuliers pour remédier à la double imposition dans les cas non réglés par la présente convention, ainsi que dans les cas où l'interprétation et l'application de la présente convention soulèveraient des difficultés ou des doutes.

Article 15.

Les Etats contractants s'engagent à confier à leurs autorités financières suprêmes le soin de régler équitablement toute autre question qui pourrait se présenter, en matière d'impôts directs, par suite de la divergence des principes régissant l'imposition dans les deux Etats, ainsi que, d'une manière générale, les questions qui ne sont pas résolues expressément par la présente convention.

Article 16.

La présente convention s'appliquera, pour la première fois, à l'imposition afférente à l'année civile 1936, en ce qui concerne l'imposition des revenus, pour autant que les revenus auront été touchés au cours de l'année civile 1935 ou d'un exercice se terminant pendant l'année civile 1935, ainsi qu'à l'impôt finlandais sur la fortune d'après la situation au 31 décembre 1935.

Article 17.

La présente convention, établie en deux originaux rédigés en langues allemande et finnoise, sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Berlin aussitôt que possible. La convention entrera en vigueur au début de l'année civile qui suivra l'échange des instruments

Article 12.

(1) The following special provisions shall be applicable to the diplomatic, consular and special representatives of the contracting States :

Representatives who are officials *de carrière*, as well as the officials attached to them and the persons in their service or in the service of their officials, shall only be subject to direct taxation in the country to which they are accredited in respect of the types of income referred to in Articles 2, 3 and 4 and the property referred to in Article 9, No. (1), or when the tax is deducted at the source ; in other cases taxation is reserved to the State which accredits them.

(2) Nevertheless, the special provisions of paragraph (1) only apply in so far as the persons mentioned are nationals of the State accrediting them and do not exercise, apart from their duties or service, any other profession, business or regular lucrative activity in the State to which they are accredited.

(3) The provisions of the present Convention, apart from paragraphs (1) and (2) of the present Article, apply to honorary consuls who only possess the nationality of the country which accredits them ; nevertheless, these consuls shall not be subject to direct taxation in the country to which they are accredited in respect of the official salary they receive in remuneration for their consular duties.

Article 13.

If a taxpayer shows that the measures taken by the revenue authorities of the contracting States have led in his case to double taxation, he may forward a protest to the State of which he is a national. If the protest is regarded as justified, the chief revenue authority of such State shall be authorised to arrange with the chief revenue authority of the other State with a view to finding an equitable remedy.

Article 14.

The chief revenue authorities of the two contracting States may conclude special arrangements for the avoidance of double taxation in cases not regulated in the present Convention, and in cases in which the interpretation or application of the present Convention gives rise to difficulties or doubts.

Article 15.

The contracting States undertake to entrust their chief revenue authorities with the task of finding a just settlement for any other question which may arise in the matter of direct taxation owing to the divergence of the principles governing taxation in the two States, and in general for all questions not specifically settled in the present Convention.

Article 16.

The present Convention shall be applied for the first time to taxation for the calendar year 1936 as regards income in so far as such income was received in the calendar year 1935 or a financial period ending in the calendar year 1935, and to the Finnish capital tax based on the situation as at December 31st, 1935.

Article 17.

The present Convention, done in duplicate in German and Finnish, shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Berlin. It shall come into force at the beginning of the calendar year following the exchange of the instruments of ratification,

de ratification, et elle demeurera en vigueur aussi longtemps qu'elle n'aura pas été dénoncée, au plus tard trois mois avant l'expiration d'une année civile, par l'un des Etats contractants. Si la convention est dénoncée dans les délais impartis, elle cessera d'être en vigueur à l'expiration de ladite année civile.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux Etats ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

HELSINKI, le 25 septembre 1935.

(L. S.) E. L. AIRILA.

(L. S.) O. HEDDING.

PROTOCOLE FINAL

Lors de la signature de la convention conclue ce jour entre le Reich allemand et la République de Finlande en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs, les plénipotentiaires soussignés sont convenus des déclarations concordantes suivantes, qui feront partie intégrante de la convention :

1. L'énumération des impôts directs en vigueur dans les deux Etats contractants, contenue dans l'article premier de la convention, ne donne que des exemples et n'est pas limitative.

Les autorités financières suprêmes des deux Etats s'entendront pour éclaircir les doutes qui pourraient se présenter.

Les autorités financières suprêmes des deux Etats échangeront, aussi souvent que le besoin s'en fera sentir, un relevé mis à jour des impôts directs existant dans chaque Etat.

2. La convention ne s'applique pas aux impôts indirects sur le trafic et la consommation.

3. Les dispositions de la convention ne s'appliquent pas aux personnes qui ne se sont pas acquittées de l'impôt allemand dû par elles sur la fuite des capitaux (*Reichsfluchtsteuer*).

La convention ne s'applique pas davantage aux personnes qui ne remplissent pas les conditions prévues pour l'acquittement dudit impôt uniquement du fait qu'elles ont un domicile ou une résidence habituelle en Allemagne au sens de la législation fiscale allemande.

4. La disposition de l'article 2 de la convention s'applique aussi bien aux revenus réalisés par la gestion et la jouissance directe des biens immobiliers qu'à ceux qui résultent de la location, de l'affermage et de toute autre jouissance desdits biens; elle s'applique en outre aux revenus qui résultent d'opérations d'aliénation réalisées par la cession de biens immobiliers, y compris les accessoires cédés avec l'immeuble.

5. Sont considérés également comme revenus de biens immobiliers les revenus tirés de coupes de bois faites dans une propriété forestière propre ou étrangère ainsi que du transport du bois ainsi coupé jusqu'aux ports d'exportation.

6. La disposition du point 4 du présent protocole final qui vise les revenus des biens immobiliers s'applique, *mutatis mutandis*, aux revenus des exploitations commerciales, industrielles et autres exploitations professionnelles ainsi qu'aux gains réalisés par suite de l'aliénation totale ou partielle d'une entreprise ou d'un objet utilisé pour l'exploitation.

7. Par établissement (*Betriebsstätte*) au sens de l'article 3 de la convention, on entend, indépendamment du siège et du centre de direction de l'entreprise, les succursales et agences, les centres de fabrication et ateliers, les comptoirs d'achat et de vente, les entrepôts

and shall continue in force until it is denounced by either contracting State, such denunciation to take place at least three months before the expiration of any calendar year. If it is duly denounced as described above, the Convention shall cease to apply after the expiration of the calendar year in question.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two States have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

HELSINKI, *September 25th*, 1935.

(L. S.) E. L. AIRILA.

(L. S.) O. HEDDING.

FINAL PROTOCOL.

On signing the Convention concluded this day between the German Reich and the Republic of Finland for the prevention of double taxation in the matter of direct taxes, the undersigned Plenipotentiaries have agreed on the following identical declarations, which shall form an integral part of the Convention :

1. The list of direct taxes in force in the two contracting States contained in Article 1 of the Convention merely furnishes examples and is not exhaustive.

Any doubtful points shall be settled by the chief revenue authorities of the two States acting in concert.

The chief revenue authorities of the two States shall exchange as often as necessary an up-to-date schedule of the direct taxes leviable in each State.

2. The Convention does not apply to indirect taxes on traffic and consumption.

3. The provisions of the Convention do not apply to persons who have not paid the German tax on the flight of capital (*Reichsfluchtsteuer*) due by them.

The Convention further does not apply to persons who do not fulfil the conditions laid down for the payment of the German tax on the flight of capital merely on account of the fact that they have a domicile or habitual residence in Germany within the meaning of German fiscal law.

4. The provision of Article 2 of the Convention shall apply to income derived from the direct administration and use of immovable property and from letting, leasing and any other form of using such property ; it shall also apply to income derived from alienations of immovable property, including the appurtenances alienated therewith.

5. Income derived from the cutting of timber in the party's own forests or in the forests of another party, and the transport of such timber to the port of export, shall also be regarded as income derived from immovable property.

6. The provision contained in paragraph 4 of the present Final Protocol which refers to income derived from immovable property shall also apply, *mutatis mutandis*, to income derived from commerce and industrial businesses and all other forms of business, and to profits realised by the alienation in whole or in part of a business or of an article employed in the business.

7. The term " business establishment " (*Betriebsstätte*) in the sense of Article 3 of the Convention shall include not only the head offices of the undertaking and the place where it has its management but also its branches and subsidiary establishments, factories

et les autres locaux commerciaux qui ont le caractère d'une installation commerciale ou industrielle permanente, ainsi que les représentations permanentes.

Sera également considéré comme établissement au sens de l'article 3 de la convention un chantier de construction pour des travaux dont la durée d'exécution a dépassé douze mois ou dépassera probablement un tel délai.

Il est convenu de ne pas comprendre dans la notion d'établissement au sens de l'article 3 le fait d'avoir des relations d'affaires exclusivement par l'entremise d'un représentant absolument indépendant. N'y rentre pas non plus le fait d'avoir un représentant (agent) qui, travaillant constamment sur le territoire d'un Etat pour des personnes physiques ou morales de l'autre Etat, est un simple intermédiaire et n'est pas autorisé à conclure des affaires pour la maison qu'il représente.

8. Les autorités financières suprêmes concluront un accord particulier pour assurer équitablement la ventilation des revenus tirés d'exploitations commerciales, industrielles ou d'autres exploitations professionnelles dans les cas prévus à l'article 3, alinéa 3.

9. Par professions libérales au sens de l'article 5 de la convention, on entend notamment les activités scientifiques, artistiques, littéraires, pédagogiques ou éducatives ainsi que l'activité des médecins, avocats, architectes et ingénieurs.

10. L'article 5 ne s'applique pas dans le cas où une personne employée dans un Etat séjourne à titre purement temporaire pour des raisons de service sur le territoire de l'autre Etat et tire exclusivement son traitement ou salaire de son employeur assujéti à l'impôt dans le premier Etat.

11. Les étudiants qui ne séjournent dans l'un des deux Etats que pour y faire leurs études ne seront pas imposés dans cet Etat pour les subsides qu'ils reçoivent de leurs parents domiciliés et assujettis à l'impôt dans l'autre Etat, en tant que ces subsides représentent la plus grande partie des moyens indispensables à leur entretien et à leurs études.

12. Lorsqu'un contribuable établit qu'il a transféré définitivement son domicile ou sa résidence habituelle d'un Etat contractant dans l'autre, il cesse d'être assujéti, dans le premier Etat, aux impôts attachés au domicile ou à la résidence habituelle dès la fin du mois au cours duquel le transfert a eu lieu.

13. Les autorités financières suprêmes pourront conclure, dans chaque cas, des arrangements spéciaux destinés à éviter la double imposition des personnes n'ayant la nationalité d'aucun des deux Etats. Seront pris notamment en considération les ressortissants d'Etats qui ont conclu avec les deux Etats contractants des conventions destinées à éviter la double imposition.

14. Pour éviter tout doute possible, il est précisé que la disposition de l'article 12 ne porte pas atteinte au droit de bénéficier éventuellement d'exemptions plus larges qui sont reconnues ou seraient reconnues à l'avenir aux agents diplomatiques et consulaires, conformément aux règles générales du droit des gens.

Pour autant qu'en vertu d'exemptions plus larges de cette nature, l'Etat où lesdits agents sont accrédités ne pourrait les imposer au titre des impôts directs, l'Etat qui les accrédite réserve son droit d'imposition.

15. Les Etats contractants se réservent de conclure un accord spécial au sujet de l'impôt sur les successions et les donations en capital.

HELSINKI, le 25 septembre 1935.

(L. S.) E. L. AIRILA.

(L. S.) O. HEDDING.

and works, buying and selling offices, warehouses and other commercial premises of the nature of permanent business installations, as also permanent agencies.

The term "business establishment" (*Betriebsstätte*) in the sense of Article 3 of the Convention shall also include workshops set up for constructions the period of execution of which has exceeded twelve months or will probably exceed such period.

It is agreed that the maintenance of business relations exclusively by means of a completely independent representative shall not constitute a business establishment (*Betriebsstätte*) in the sense of Article 3. The same shall apply in regard to the maintenance of a representative (agent) who, whilst permanently acting for individuals or companies of the one State in the territory of the other State, only negotiates business, without having full power to conclude transactions on behalf of the firm he represents.

8. The chief revenue authorities shall conclude a special agreement for the fair apportionment of the income derived from commerce, industrial businesses or any other form of business in the cases provided for in Article 3, paragraph (3).

9. The term "liberal professions" in the sense of Article 5 of the Convention includes, in particular, scientific, artistic, literary, pedagogic or educational activities, as well as the activities of doctors, lawyers, architects and engineers.

10. Article 5 shall not apply in cases in which a person employed in one State resides temporarily for reasons of service in the territory of the other State, and draws his pay exclusively from an employer subject to taxation in the first State.

11. Students residing in one of the contracting States solely for the purposes of their studies shall not be taxed in such State on any allowances they may receive from relatives who are resident and subject to taxation in the other State, provided that such allowances constitute the major portion of the funds necessary for their maintenance and studies.

12. When a taxpayer proves that he has permanently transferred his domicile or habitual residence from one contracting State to another, he shall cease to be liable in the first State to the taxes attaching to domicile or permanent residence as from the end of the month in which the transfer takes place.

13. The chief revenue authorities may conclude in each case special agreements for preventing the double taxation of persons not possessing the nationality of either State. Special consideration shall be given to the nationals of States which have concluded conventions with the two contracting States for the prevention of double taxation.

14. To avoid any possible doubt it is hereby declared that the provision of Article 12 does not affect the right to benefit from more extensive exemptions which are or may hereafter be granted to diplomatic and consular officials in virtue of the general rules of international law.

In so far as, in virtue of these more extensive exemptions, such officials are not subject to direct taxation in the State to which they are accredited, the State which accredits them reserves its right of taxation.

15. The contracting States reserve the right to conclude a special agreement on the tax on successions and gifts.

HELSINKI, September 25th, 1935.

(L. S.) E. L. AIRILA.

(L. S.) O. HEDDING.

ANNEXE XLII



ANNEX XLII



ANNEXE XLII

RATIFICATIONS, ADHÉSIONS, PROLONGATIONS, DÉNONCIATIONS, ETC.

N^o II. — ARRANGEMENT¹ INTERNATIONAL EN VUE D'ASSURER UNE PROTECTION EFFICACE CONTRE LE TRAFIC CRIMINEL CONNU SOUS LE NOM DE « TRAITE DES BLANCHES ». SIGNÉ A PARIS, LE 18 MARS 1904.

ADHÉSION

TERRITOIRES SOUS MANDAT DE LA NOUVELLE-GUINÉE ET DE NAURU ... 7 septembre 1936.

Communiquée par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 5 octobre 1936.

N^o 170. — PROTOCOLE² DE SIGNATURE CONCERNANT LE STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE VISÉ PAR L'ARTICLE 14 DU

¹ Vol. I, page 83 ; vol. III, page 254 ; vol. XI, page 354 ; vol. CVII, page 456 ; vol. CXI, page 402 ; et vol. CXVII, page 42, de ce recueil.

² Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol.

ANNEX XLII.

RATIFICATIONS, ACCESSIONS, PROLONGATIONS, DENUNCIATIONS, ETC.

No. II. — INTERNATIONAL AGREEMENT¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE " WHITE SLAVE TRAFFIC ". SIGNED AT PARIS, MARCH 18TH, 1904.

ACCESSION.

MANDATED TERRITORIES OF NEW GUINEA AND NAURU September 7th, 1936.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. October 5th, 1936.

No. 170. — PROTOCOL² OF SIGNATURE RELATING TO THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE PROVIDED FOR BY

¹ Vol. I, page 83 ; Vol. III, page 254 ; Vol. XI, page 354 ; Vol. CVII, page 456 ; Vol. CXI, page 402 ; and Vol. CXVII, page 42, of this Series.

² Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165, Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ;

PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE, LE 16 DÉCEMBRE 1920.

ARTICLE 14 OF THE COVENANT OF
THE LEAGUE OF NATIONS. GENEVA,
DECEMBER 16TH, 1920.

DISPOSITION FACULTATIVE

OPTIONAL CLAUSE

SIGNATURE

SIGNATURE.

Sous réserve de ratification.

Subject to ratification.

SUISSE.

SWITZERLAND.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Au nom du Gouvernement de la Confédération suisse et sous réserve de ratification, le soussigné déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre de la Société des Nations ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, purement et simplement, pour une nouvelle période de dix années, à dater du dépôt de l'instrument de ratification.

On behalf of the Government of the Swiss Confederation and subject to ratification, the undersigned recognises, in relation to any other Member of the League of Nations or State accepting the same obligation, that is to say on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court as compulsory, *ipso facto* and without special convention, for a period of ten years to be reckoned as from the deposit of the instrument of ratification.

GENÈVE, le 23 septembre 1936.

GENEVA, September 23rd, 1936.

MOTTA.

MOTTA.

LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; vol. CLII, page 282 ; vol. CLVI, page 176 ; vol. CLX, page 325 ; vol. CLXIV, page 352 ; et vol. CLXVIII, page 228, de ce recueil.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXVI, page 430 ; Vol. CXXX, page 440 ; Vol. CXXXIV, page 392 ; Vol. CXLVII, page 318 ; Vol. CLII, page 282 ; Vol. CLVI, page 176 ; Vol. CLX, page 325 ; Vol. CLXIV, page 352 ; and Vol. CLXVIII, page 228, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 222. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE DE L'OPIUM. SIGNÉE A LA HAYE, LE 23 JANVIER 1912.

Application de la convention à la Principauté de Liechtenstein*.

No. 222. — INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION¹. SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 23RD, 1912.

Application of the Convention to the Principality of Liechtenstein*.

¹ Vol. VIII, pages 187, 236 et suivantes ; vol. XI, page 414 ; vol. XV, page 310 ; vol. XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 167 ; vol. LIX, page 346 ; vol. CIV, page 495 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXVII, page 48 ; et vol. CXXXVIII, page 416, de ce recueil.

* Le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, par une lettre en date du 14 octobre 1936, reçue au Secrétariat le 16 octobre 1936, a transmis au Secrétariat, à la demande de la Légation de Suisse à La Haye, la déclaration suivante :

« Aux termes des arrangements intervenus en 1929 et 1935 entre le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein et le Gouvernement suisse en application du Traité d'union douanière conclu le 29 mars 1923 entre ces deux pays, la législation suisse sur les stupéfiants, y compris l'ensemble des mesures prises par les autorités fédérales en exécution des différentes conventions internationales relatives aux drogues nuisibles, est applicable, pendant la durée du Traité d'union douanière, au territoire de la Principauté de la même façon qu'au territoire de la Confédération. La Principauté de Liechtenstein participe, en conséquence, pendant la durée dudit traité, aux conventions internationales conclues ou à conclure en matière de stupéfiants sans qu'il soit nécessaire ni opportun qu'elle y adhère séparément. »

¹ Vol. VIII, pages 187, 236 and following ; Vol. XI, page 415 ; Vol. XV, page 311 ; Vol. XIX, page 283 ; Vol. XXIV, page 163 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 167 ; Vol. LIX, page 346 ; Vol. CIV, page 495 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXVII, page 48 ; and Vol. CXXXVIII, page 416, of this Series.

* The Netherlands Minister for Foreign Affairs, by a letter dated October 14th, 1936, received by the Secretariat on October 16th, 1936, transmitted to the Secretariat, at the request of the Swiss Legation at The Hague, the following declaration :

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations. — Translation of the Secretariat of the League of Nations.

“ Under the terms of the arrangements concluded between the Government of the Principality of Liechtenstein and the Swiss Government in 1929 and 1935, in application of the Customs Union Treaty concluded between these two countries on March 29th, 1923, the Swiss legislation on narcotic drugs, including all the measures taken by the Federal authorities to give effect to the different international Conventions on dangerous drugs, will be applicable to the territory of the Principality in the same way as to the territory of the Confederation, as long as the said Treaty remains in force. The Principality of Liechtenstein will accordingly participate, so long as the said Treaty remains in force, in the international Conventions which have been or may hereafter be concluded in the matter of narcotic drugs, it being neither necessary nor advisable for that country to accede to them separately. ”

N^o 269. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA SUPPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS. SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 SEPTEMBRE 1921.

ADHÉSIONS

Adhésion du Commonwealth d'Australie pour LA PAPOUASIE, L'ÎLE DE NORFOLK et LES TERRITOIRES SOUS MANDAT DE LA NOUVELLE-GUINÉE ET DE NAURU ... 2 septembre 1936.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE ... 3 octobre 1936.
(Sous réserve de ratification).

No. 269. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 30TH, 1921.

ACCESSIONS.

Accession of the Commonwealth of Australia in respect of the territories of PAPUA and NORFOLK ISLAND and the MANDATED TERRITORIES OF NEW GUINEA AND NAURU
September 2nd, 1936.

ARGENTINE REPUBLIC ... October 3rd, 1936.
(Subject to ratification).

No. 288. — AGREEMENT² BETWEEN THE BRITISH GOVERNMENT AND THE ITALIAN GOVERNMENT CONCERNING GRAVES OF BRITISH SOLDIERS IN ITALY. SIGNED AT ROME, MAY 11TH, 1922.

N^o 288. — ACCORD² ENTRE LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN, AU SUJET DES SÉPULTURES MILITAIRES BRITANNIQUES EN ITALIE. SIGNÉ A ROME, LE 11 MAI 1922.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES⁴ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENTS IN THE UNITED KINGDOM, CANADA, THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND NEW ZEALAND AND THE GOVERN-

ECHANGE DE NOTES⁴ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI, AU CANADA, DANS LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET EN NOUVELLE-ZÉLANDE ET

¹ Vol. IX, page 415 ; vol. XV, page 310 ; vol. XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 ; vol. XXVII, page 418 ; vol. XXXV, page 300 ; vol. XXXIX, page 167 ; vol. XLV, page 99 ; vol. L, page 160 ; vol. LIV, page 388 ; vol. LXIII, page 378 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 367 ; vol. C, page 156 ; vol. CVII, page 462 ; vol. CXI, page 403 ; vol. CXVII, page 49 ; vol. CXXII, page 322 ; vol. CXXXIV, page 399 ; vol. CXXXVIII, page 417 ; vol. CXLVII, page 319 ; vol. CLVI, page 182 ; et vol. CLX, page 330, de ce recueil.

² Vol. XI, page 23, of this Series.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

⁴ Came into force August 6th, 1936.

¹ Vol. IX, page 415 ; Vol. XV, page 311 ; Vol. XIX, page 283 ; Vol. XXIV, page 163 ; Vol. XXVII, page 419 ; Vol. XXXV, page 301 ; Vol. XXXIX, page 167 ; Vol. XLV, page 99 ; Vol. L, page 160 ; Vol. LIV, page 388 ; Vol. LXIII, page 378 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 367 ; Vol. C, page 156 ; Vol. CVII, page 462 ; Vol. CXI, page 403 ; Vol. CXVII, page 49 ; Vol. CXXII, page 322 ; Vol. CXXXIV, page 399 ; Vol. CXXXVIII, page 417 ; Vol. CXLVII, page 319 ; Vol. CLVI, page 182 ; and Vol. CLX, page 330, of this Series.

² Vol. XI, page 23, de ce recueil.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

⁴ Entré en vigueur le 6 août 1936.

MENT OF INDIA AND THE ITALIAN GOVERNMENT CONCERNING THE INTERPRETATION TO BE PLACED ON ARTICLE 7 OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. ROME, AUGUST 6TH, 1936.

LE GOUVERNEMENT DE L'INDE, ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN, RELATIF A L'INTERPRÉTATION A DONNER A L'ARTICLE 7 DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. ROME, LE 6 AOUT 1936.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in respect of His Majesty's Governments in the United Kingdom and New Zealand and the Government of India, November 6th, 1936.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté, pour les Gouvernements de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et en Nouvelle-Zélande et le Gouvernement de l'Inde, le 6 novembre 1936.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 177.
(242/14/36.)

ROME, August 6th, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs and at the instance of His Majesty's Governments in the United Kingdom, Canada, the Commonwealth of Australia and New Zealand and the Government of India, I have the honour to inform the Royal Italian Government that they have had under consideration the resolution adopted by the Meeting held at Rome on the 9th December, 1935, under the presidency of the Royal Italian Commissioner Extraordinary for Honouring the Fallen in War at which the Imperial War Graves Commission were represented by Sir Fabian Ware, Vice-Chairman of the Commission. This resolution called attention to the changes introduced into the Italian War Graves Administration in consequence of recent Italian legislation, and to the doubts which have consequently arisen as to the proper interpretation to be placed on Article 7 of the Agreement respecting the British Graves of the Great War in Italy, signed at Rome on the 11th May, 1922, in so far as concerns the selection of the Italian official members of the Mixed Committee of the Imperial War Graves Commission established under Article 6 of the Agreement.

2. In consequence of the concentration in the person of the Royal Italian Commissioner Extraordinary for Honouring the Fallen in War of all the functions in the matter of foreign war graves in Italy previously vested in the Italian officials referred to in paragraph 4 of Article 7 of the Agreement of 11th May, 1922, the selection of Italian official members of the Mixed Committee of the Imperial War Graves Commission can no longer be made by virtue of the administrative functions specified in that paragraph.

3. The Resolution therefore recommended that the interpretation to the effect hereinafter specified of Article 7 of the above-mentioned Agreement of the 11th May, 1922, proposed by the Italian Government should be accepted by His Majesty's Governments in the United Kingdom, Canada, the Commonwealth of Australia, New Zealand and the Union of South Africa and the Government of India and should be placed on formal record by means of an exchange of notes.

4. His Majesty's Governments in the United Kingdom, Canada, the Commonwealth of Australia and New Zealand and the Government of India agree that the fourth paragraph of Article 7 of the Agreement of the 11th May, 1922, should be interpreted in the sense that the six Italian official members of the Mixed Committee of the Imperial War Graves Commission should not be required to possess any specific technical or administrative qualification, being thus placed on the same footing as the British official members of this Committee. Equally the sixth paragraph of Article 7 of the above-mentioned Agreement should be interpreted so as not to apply to the members of the Mixed Committee to whom reference is made in the preceding sentence.

5. If the Royal Italian Government accept this statement of the future interpretation of Article 7 of the Agreement of the 11th May, 1922, I have the honour to suggest that the present

note and Your Excellency's reply in similar terms should be regarded as placing the accepted interpretation on formal record.

6. I understand that a separate note in similar terms is being addressed to Your Excellency on behalf of His Majesty's Government in the Union of South Africa by their diplomatic representative in Rome.

I avail myself of this opportunity to convey to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

E. M. B. INGRAM.

His Excellency
Count Galeazzo Ciano,
Minister for Foreign Affairs,
Rome.

II.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.

DIR. GEN. AFFARI GENERALI.

Uff. V.
424.7/10.

ROMA, 6 Agosto 1936-XIV.

SIGNOR INCARICATO D'AFFARI,

Ho avuto l'onore di ricevere la Sua nota in data odierna che, nella sua traduzione in lingua Italiana, è del seguente tenore ;

« In seguito a istruzioni del Primo Segretario di Stato per gli Affari Esteri di Sua Maestà e a richiesta dei Governi di Sua Maestà nel Regno Unito, nel Canada, nella Confederazione dell'Australia e nella Nuova Zelanda e del Governo dell'India, ho l'onore di portare a conoscenza del Governo Italiano che essi hanno preso in considerazione la risoluzione adottata nella Riunione tenuta a Roma il 9 dicembre 1935 sotto la Presidenza del Regio Commissario Straordinario Italiano per le Onoranze ai Caduti in Guerra, Riunione nella quale la Commissione Imperiale per le Tombe di Guerra era rappresentata da Sir Fabian Ware, Vice-Presidente della Commissione.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

DEPARTMENT
OF THE DIRECTOR-GENERAL
OF GENERAL AFFAIRS.

Bureau V.
424.7/10.

ROME, August 6th, 1936-XIV.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date in the following terms :

“ On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs and at the instance of His Majesty's Governments in the United Kingdom, Canada, the Commonwealth of Australia and New Zealand and the Government of India, I have the honour to inform the Royal Italian Government that they have had under consideration the resolution adopted by the Meeting held at Rome on the 9th December, 1935, under the presidency of the Royal Italian Commissioner Extraordinary for Honouring the Fallen in War at which the Imperial War Graves Commission were represented by Sir Fabian Ware, Vice-Chairman of the Commission. This resolution called attention to the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Questa risoluzione si riferiva ai cambiamenti introdotti nell'amministrazione italiana delle tombe di guerra in dipendenza della recente legislazione italiana e ai dubbi che sono conseguentemente sorti nei riguardi di un'appropriata interpretazione dell'art. 7 dell'accordo concernente le Tombe britanniche della Grande Guerra in Italia, firmato a Roma l'11 maggio 1922, in quanto esso contempla la scelta dei membri ufficiali italiani del Comitato Misto della Commissione Imperiale per le Tombe di Guerra stabilito dell'art. 6 dell'Accordo.

2. In conseguenza dell'accentramento nella persona del Regio Commissario Straordinario Italiano per le Onoranze ai Caduti in Guerra di tutte le mansioni in materia di tombe di guerra estere in Italia, mansioni che in precedenza avevano i funzionari ricordati nel paragrafo 4 dell'art. 7 dell'Accordo dell'11 maggio 1922, la scelta dei membri ufficiali italiani del Comitato Misto della Commissione Imperiale per le Tombe di Guerra non potrà più essere fatta in virtù delle funzioni amministrative specificate in quel paragrafo.

3. La risoluzione raccomandava pertanto che l'interpretazione agli effetti qui sotto specificati dell'art. 7 dell'anzidetto Accordo dell'11 maggio 1922, proposta dal Governo Italiano, venisse accettata dai Governi di Sua Maestà del Regno Unito, del Canada, della Confederazione australiana, della Nuova Zelanda e dell'Unione del Sud Africa nonché dal Governo dell'India, e ricevesse formale approvazione a mezzo di uno scambio di note.

4. I Governi di Sua Maestà nel Regno Unito, nel Canada, nella Confederazione australiana e nella Nuova Zelanda e il Governo dell'India concordano che il quarto paragrafo dell'art. 7 dell'Accordo dell'11 maggio 1922 debba essere interpretato che per i membri ufficiali italiani del Comitato Misto della Commissione Imperiale per le Tombe di Guerra non debba essere richiesto il possesso di alcuna specifica qualifica tecnica o amministrativa, venendo così essi posti sullo stesso piede dei membri ufficiali britannici di tale Comitato. Ugualmente il sesto paragrafo dell'art. 7 del summenzionato accordo dovrà essere interpretato come non applicabile ai membri

changes introduced into the Italian War Graves Administration in consequence of recent Italian legislation, and to the doubts which have consequently arisen as to the proper interpretation to be placed on Article 7 of the Agreement respecting the British Graves of the Great War in Italy, signed at Rome on the 11th May, 1922, in so far as concerns the selection of the Italian official members of the Mixed Committee of the Imperial War Graves Commission established under Article 6 of the Agreement.

2. In consequence of the concentration in the person of the Royal Italian Commissioner Extraordinary for Honouring the Fallen in War of all the functions in the matter of foreign war graves in Italy previously vested in the Italian officials referred to in paragraph 4 of Article 7 of the Agreement of 11th May, 1922, the selection of Italian official members of the Mixed Committee of the Imperial War Graves Commission can no longer be made by virtue of the administrative functions specified in that paragraph.

3. The Resolution therefore recommended that the interpretation to the effect hereinafter specified of Article 7 of the above-mentioned Agreement of the 11th May, 1922, proposed by the Italian Government should be accepted by His Majesty's Governments in the United Kingdom, Canada, the Commonwealth of Australia, New Zealand and the Union of South Africa and the Government of India and should be placed on formal record by means of an exchange of notes.

4. His Majesty's Governments in the United Kingdom, Canada, the Commonwealth of Australia and New Zealand and the Government of India agree that the fourth paragraph of Article 7 of the Agreement of the 11th May, 1922, should be interpreted in the sense that the six Italian official members of the Mixed Committee of the Imperial War Graves Commission should not be required to possess any specific technical or administrative qualification, being thus placed on the same footing as the British official members of this Committee. Equally the sixth paragraph of Article 7 of the above-mentioned Agreement should be interpreted so as not to

del Comitato misto di cui è fatto riferimento nel precedente periodo.

5. Se il Governo italiano accetta questa intesa riguardo alla futura interpretazione dell'art. 7 dell'Accordo dell'11 maggio 1922, ho l'onore di suggerire che la presente nota e la risposta affermativa di Vostra Eccellenza sia considerata come una approvazione formale dell'interpretazione accettata.

6. E' inteso che una separata nota, in termini analoghi, sarà indirizzata a Vostra Eccellenza a nome del Governo di Sua Maestà nell'Unione del Sud Africa dalla sua rappresentanza diplomatica in Roma ».

Nel comunicare alla Signoria Vostra che il Governo Italiano è d'accordo su quanto precede, La prego di gradire, Signor Incaricato di Affari, l'espressione della mia più distinta considerazione.

G. BASTIANINI.

Al Signor E. M. B. Ingram,
Incaricato d'Affari della Gran Bretagna,
Roma.

apply to the members of the Mixed Committee to whom reference is made in the preceding sentence.

5. If the Royal Italian Government accept this statement of the future interpretation of Article 7 of the Agreement of the 11th May, 1922, I have the honour to suggest that the present note and Your Excellency's reply in similar terms should be regarded as placing the accepted interpretation on formal record.

6. I understand that a separate note in similar terms is being addressed to Your Excellency on behalf of His Majesty's Government in the Union of South Africa by their diplomatic representative in Rome."

I have the honour to inform you that the Italian Government is in agreement with the foregoing.

I have the honour to be, etc.

G. BASTIANINI.

E. M. B. Ingram, Esq.,
British Chargé d'Affaires,
Rome.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 177.
(242/14/36.)

MONSIEUR LE MINISTRE,

ROME, le 6 août 1936.

D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères et sur la demande des Gouvernements de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, au Canada, dans le Commonwealth d'Australie et en Nouvelle-Zélande, ainsi que du Gouvernement de l'Inde, j'ai l'honneur de porter à la connaissance du Gouvernement royal italien que lesdits gouvernements ont procédé à l'examen de la résolution adoptée par la réunion tenue à Rome le 9 décembre 1935 sous la présidence du commissaire royal extraordinaire italien pour honorer la mémoire des morts de la guerre, réunion à laquelle la Commission impériale des sépultures militaires était représentée par son vice-président, sir Fabian Ware. Cette résolution attirait l'attention sur les changements apportés à l'administration italienne des sépultures de guerre à la suite d'une loi italienne récemment adoptée et sur les doutes qui en sont résultés au sujet de l'interprétation convenable à donner à l'article 7 de l'Accord relatif aux

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

sépultures britanniques de la grande guerre en Italie, signé à Rome le 11 mai 1922, en ce qui concerne le choix des membres officiels italiens du Comité mixte de la Commission impériale des sépultures militaires, institué en vertu de l'article 6 de cet accord.

2. Toutes les attributions en matière de sépultures militaires étrangères en Italie, qui incombaient précédemment aux fonctionnaires italiens mentionnés au quatrième paragraphe de l'article 7 de l'Accord du 11 mai 1922, étant désormais réunies en la personne du commissaire royal extraordinaire italien pour honorer la mémoire des morts de la guerre, le choix des membres officiels italiens du Comité mixte de la Commission impériale des sépultures militaires ne peut plus se faire d'après les fonctions administratives spécifiées dans ce paragraphe.

3. La résolution recommandait donc que l'interprétation dans le sens ci-après spécifié de l'article 7 de l'Accord précité du 11 mai 1922, proposée par le Gouvernement italien, fût acceptée par les Gouvernements de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, au Canada, dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Union Sud-Africaine, ainsi que par le Gouvernement de l'Inde, et qu'elle fût officiellement consacrée par un échange de notes.

4. Les Gouvernements de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, au Canada, dans le Commonwealth d'Australie et en Nouvelle-Zélande, ainsi que le Gouvernement de l'Inde, acceptent que le quatrième paragraphe de l'article 7 de l'Accord du 11 mai 1922 soit interprété comme signifiant que les six membres officiels italiens du Comité mixte de la Commission impériale des sépultures militaires ne seront pas tenus de posséder des qualifications techniques ou administratives spéciales, et se trouveront ainsi placés sur le même pied que les membres officiels britanniques de ce comité. De même, le sixième paragraphe de l'article 7 de l'accord susmentionné devra être interprété comme ne s'appliquant pas aux membres du Comité mixte dont il est fait mention à la phrase précédente.

5. Si le Gouvernement royal italien accepte cette interprétation de l'article 7 de l'Accord du 11 mai 1922, j'ai l'honneur de proposer que la présente note et la réponse de Votre Excellence, rédigée en termes identiques, soient considérées comme consacrant officiellement l'interprétation ainsi acceptée.

6. Je crois savoir qu'une note d'une teneur analogue est séparément adressée à Votre Excellence au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine par son représentant diplomatique à Rome.

Je saisis cette occasion, etc.

E. M. B. INGRAM.

Son Excellence
le comte Galeazzo Ciano,
Ministre des Affaires étrangères,
Rome.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES GÉNÉRALES.

Bureau V.

424.7/10.

ROME, le 6 août 1936—XIV.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour, qui est ainsi conçue :

« D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères et sur la demande des Gouvernements de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, au Canada, dans le Commonwealth d'Australie et en Nouvelle-Zélande, ainsi que du Gouvernement de l'Inde,

j'ai l'honneur de porter à la connaissance du Gouvernement italien que lesdits gouvernements ont procédé à l'examen de la résolution adoptée par la réunion tenue à Rome le 9 décembre 1935 sous la présidence du commissaire royal extraordinaire italien pour honorer la mémoire des morts de la guerre, réunion à laquelle la Commission impériale des sépultures militaires était représentée par son vice-président, sir Fabian Ware. Cette résolution attirait l'attention sur les changements apportés à l'administration italienne des sépultures de guerre à la suite d'une loi italienne récemment adoptée et sur les doutes qui en sont résultés au sujet de l'interprétation convenable à donner à l'article 7 de l'Accord relatif aux sépultures britanniques de la grande guerre en Italie, signé à Rome le 11 mai 1922, en ce qui concerne le choix des membres officiels italiens du Comité mixte de la Commission impériale des sépultures militaires, institué en vertu de l'article 6 de cet accord.

2. Toutes les attributions en matière de sépultures militaires étrangères en Italie, qui incombaient précédemment aux fonctionnaires italiens mentionnés au quatrième paragraphe de l'article 7 de l'Accord du 11 mai 1922, étant désormais réunies en la personne du commissaire royal extraordinaire italien pour honorer la mémoire des morts de la guerre, le choix des membres officiels italiens du Comité mixte de la Commission impériale des sépultures militaires ne peut plus se faire d'après les fonctions administratives spécifiées dans ce paragraphe.

3. La résolution recommandait donc que l'interprétation dans le sens ci-après spécifié de l'article 7 de l'Accord précité du 11 mai 1922, proposée par le Gouvernement italien, fût acceptée par les Gouvernements de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, au Canada, dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Union Sud-Africaine, ainsi que par le Gouvernement de l'Inde, et qu'elle fût officiellement consacrée par un échange de notes.

4. Les Gouvernements de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, au Canada, dans le Commonwealth d'Australie et en Nouvelle-Zélande, ainsi que le Gouvernement de l'Inde, acceptent que le quatrième paragraphe de l'article 7 de l'Accord du 11 mai 1922 soit interprété comme signifiant que les six membres officiels italiens du Comité mixte de la Commission impériale des sépultures militaires ne seront pas tenus de posséder des qualifications techniques ou administratives spéciales, et se trouveront ainsi placés sur le même pied que les membres officiels britanniques de ce comité. De même, le sixième paragraphe de l'article 7 de l'accord susmentionné devra être interprété comme ne s'appliquant pas aux membres du Comité mixte dont il est fait mention à la phrase précédente.

5. Si le Gouvernement italien accepte cette interprétation de l'article 7 de l'Accord du 11 mai, 1922, j'ai l'honneur de proposer que la présente note et la réponse de Votre Excellence, rédigée en termes identiques, soient considérées comme consacrant officiellement l'interprétation ainsi acceptée.

6. Je crois savoir qu'une note d'une teneur analogue est séparément adressée à Votre Excellence au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine par son représentant diplomatique à Rome. »

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement italien se déclare d'accord sur tout ce qui précède.

Veuillez agréer, etc.

G. BASTIANINI.

Monsieur E. M. B. Ingram,
Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne,
Rome

N° 685. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION ET DU TRAFIC DES PUBLICATIONS OBSCÈNES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 12 SEPTEMBRE 1923.

No. 685. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE CIRCULATION OF AND TRAFFIC IN OBSCENE PUBLICATIONS. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 12TH, 1923.

ADHÉSION

RÉPUBLIQUE ARGENTINE... 3 octobre 1936.
(Sous réserve de ratification.)

ACCESSION.

ARGENTINE REPUBLIC... October 3rd, 1936.
(Subject to ratification.)

No. 722. — TREATY² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND POLAND. SIGNED AT WARSAW, NOVEMBER 26TH, 1923.

N° 722. — TRAITÉ² DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA POLOGNE. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 26 NOVEMBRE 1923.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE APPLICATION TO KENYA COLONY AND PROTECTORATE OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. WARSAW, JUNE 4TH AND 18TH, 1936.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION AU KÉNIA (COLONIE ET PROTECTORAT) DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. VARSOVIE, LES 4 ET 18 JUIN 1936.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, August 26th, 1936.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 26 août 1936.

¹ Vol. XXVII, page 213 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 ; vol. XXXIX, page 190 ; vol. XLV, page 122 ; vol. LIV, page 391 ; vol. LIX, page 357 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 313 ; vol. XCII, page 368 ; vol. XCVI, page 191 ; vol. C, page 211 ; vol. CXI, page 403 ; vol. CXXVI, page 433 ; vol. CXLII, page 341 ; vol. CLII, page 294 ; vol. CLVI, page 186 ; vol. CLX, page 335 ; et vol. CLXIV, page 361, de ce recueil.

² Vol. XXVIII, page 427 ; Vol. XXXV, page 316 ; Vol. XXXIX, page 195 ; Vol. XLV, page 123 ; Vol. LXXXVIII, page 318 ; and Vol. CLX, page 336, of this Series.

¹ Vol. XXVII, page 213 ; Vol. XXXI, page 261 ; Vol. XXXV, page 315 ; Vol. XXXIX, page 190 ; Vol. XLV, page 122 ; Vol. LIV, page 391 ; Vol. LIX, page 357 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 313 ; Vol. XCII, page 368 ; Vol. XCVI, page 191 ; Vol. C, page 211 ; Vol. CXI, page 403 ; Vol. CXXVI, page 433 ; Vol. CXLII, page 341 ; Vol. CLII, page 294 ; Vol. CLVI, page 186 ; Vol. CLX, page 335 ; and Vol. CLXIV, page 361, of this Series.

² Vol. XXVIII, page 427 ; vol. XXXV, page 316 ; vol. XXXIX, page 195 ; vol. XLV, page 123 ; vol. LXXXVIII, page 318 ; et vol. CLX, page 336, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 87.
(178/2/36.)

WARSAW, *June 4th*, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour, by direction of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to give notice to Your Excellency, in accordance with the provisions of Article VIII of the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and the Polish Republic signed on November 26th, 1923, of the desire of His Majesty the King that the provisions of the said Treaty shall apply to Kenya Colony and Protectorate.

2. I have the honour to request that I may be furnished in due course with a formal acknowledgment of this notification.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

H. W. KENNARD.

His Excellency
Monsieur J. Beck,
Minister for Foreign Affairs,
Warsaw.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

P.V.82/W.B./2/1/36.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par note N° 87 (178/2/36) en date du 4 juin 1936 Votre Excellence a bien voulu porter à ma connaissance, conformément aux dispositions de l'article VIII du Traité de commerce et de navigation entre la République de Pologne

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 87.
(178/2/36.)

VARSOVIE, *le 4 juin* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'État de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de vous faire connaître, conformément aux dispositions de l'article VIII du Traité de commerce et de navigation conclu entre le Royaume-Uni et la République de Pologne et signé le 26 novembre 1923, le désir de Sa Majesté le Roi que les dispositions dudit traité s'appliquent à la Colonie et au Protectorat du Kéni.

2. J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire parvenir, en temps opportun, un accusé de réception officiel de la présente notification.

Je saisis cette occasion, etc.

H. W. KENNARD.

Son Excellence
Monsieur J. Beck
Ministre des Affaires étrangères,
Varsovie.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

P.V.82/W.B./2/1/36.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

By Note No. 87 (178/2/36), dated June 4th, 1936, Your Excellency was good enough to give me notice, in accordance with the provisions of Article VIII of the Treaty of Commerce and Navigation between the Polish Republic

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

et le Royaume-Uni, signé le 26 novembre 1923, le désir de Sa Majesté le Roi de faire appliquer les dispositions dudit traité à la Colonie et au Protectorat de Kenya.

En accusant à Votre Excellence réception de la note précitée, j'ai l'honneur de lui faire savoir que les autorités intéressées polonaises ainsi que celles de la Ville libre de Dantzig ont été saisies de sa teneur.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

VARSOVIE, le 18 juin 1936.

Son Excellence
Sir Howard William Kennard,
Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique
à Varsovie.

and the United Kingdom, signed on November 26th, 1923, of the desire of His Majesty the King that the provisions of the said Treaty shall apply to Kenya Colony and Protectorate.

I have the honour, in acknowledging the receipt of the above-mentioned note, to inform Your Excellency that its contents have been communicated to the Polish authorities concerned, as well as to those of the Free City of Danzig.

I avail myself of this opportunity, etc.

WARSAW, June 18th, 1936.

His Excellency
Sir Howard William Kennard,
His Britannic Majesty's
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary,
Warsaw.

N^o 1094. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE L'ALBANIE ET L'ITALIE. SIGNÉ A ROME, LE 20 JANVIER 1924.

TEXTE ALBANAIS. — ALBANIAN TEXT.

PROTOKOL² PLOTËSUEUR I TRAKTATIT PËR TREGETË E LUNDRIM MIDIS MBRETNIS SHQIPTARE DHE MBRETNIS ITALIANE ME DATË 20 KALLNUER 1924. NËNSHKRUE NË TIRANË ME 28 JANAR 1936.

Communiqué par le chargé d'Affaires a. i. de la délégation permanente d'Albanie près la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 10 novembre 1936.

Të nënshkruemit Fuqplotë, t'autorizuem rregullisht, u muarën vesh për t' a ndryshue

No. 1094. — TREATY¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN ALBANIA AND ITALY. SIGNED AT ROME, JANUARY 20TH, 1924.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

PROTOCOLLO² ADDIZIONALE AL TRATTATO DI COMMERCIO E DI NAVIGAZIONE TRA IL REGNO D'ALBANIA ED IL REGNO D'ITALIA DEL 20 GENNAIO 1924. FIRMATO A TIRANA, IL 28 GENNAIO 1936.

Communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Permanent Delegation of Albania to the League of Nations. The registration of this Protocol took place November 10th, 1936.

I sottoscritti Plenipotenziari, debitamente autorizzati, hanno convenuto di modificare nel

¹ Vol. XLIV, page 359, de ce recueil.

² Entré en vigueur le 25 juin 1936.

¹ Vol. XLIV, page 359, of this Series.

² Came into force June 25th, 1936.

në mënyrën që vijon Traktatin e Tregtis dhe të Lundrimit q' asht në fuqi midis të dy Shteteve :

Art. 1.

Qeveria Shqiptare heq dorë ngà përjashtimi tagrash i parapam në Traktatin e naltpërmendun për zanat që tregohen mâ poshtë të Tarifës Italiane :

Nr. i Tarifës Italiane	
33	Peshk i freskët, edhe i ngrimë
ex 2II	Leshna
a)	Të natyrshme ose të paláme
b)	Të láme.

Art. 2.

Qeveria Italjane heq dorë nga tagrat doganore të caktueme në Traktatin e naltpërmendun për Tregëti e Lundrim për zanat që tregohen mâ poshtë të Tarifës Shqiptare :

Nr. i Tarifës Shqiptare	
34	Oriz

Art. 3.

Ky Protokol Plotësuer do të qëndrojë në fuqi deri në skadimin e Traktatit për Tregëti e Lundrim midis Shqipnis dhe Italis me datën 20 kallnuer 1924, me të cilin është i lidhun.

Ky Protokol u shkruajt në gjuhën shqipe dhe në gjuhën italishte.

Në rast kundërshtimi, merret parasyesh teksti italisht.

Mbl këtë besë, Fuqplotët e firmuen këtë Protokol.

U bâ në Tiranë, në kater eksemplare, dy shqip dhe dy italisht, me 28 janar 1936.

Për Shqipnin :
D. BERATTI *d. v.*

Për Italin :
M. INDELLI *d. v.*

modo seguente il Trattato di Commercio e di Navigazione in vigore fra i due Paesi :

Art. 1.

Il Governo Albanese rinunzia all'esenzione prevista dal Trattato suddetto per le seguenti posizioni della Tariffa Italiana :

Numero della Tariffa Italiana	
33	Pesce fresco, anche congelato
ex 2II	Lane :
a)	naturali o sudicie
b)	lavate

Art. 2.

Il Governo Italiano rinunzia ai diritti doganali fissati dal detto Trattato di Commercio e di Navigazione per la posizione seguente della Tariffa Albanese :

Numero della Tariffa Albanese	
34	Riso

Art. 3.

Il presente Protocollo Addizionale resterà in vigore fino alla scadenza del Trattato di Commercio e di Navigazione fra l'Albania e l'Italia del 20 Gennaio 1924 al quale si riferisce.

Il presente Protocollo é redatto in lingua italiana ed in lingua albanese.

In caso di divergenza farà fede il testo italiano.

In fede di che i Plenipotenziari hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a Tirana in quattro esemplari, due in lingua italiana e due in lingua albanese, il 28 gennaio 1936.

Per l'Albania :
(*F. to* :) D. BERATTI.

Per l'Italia :
(*F. to* :) M. INDELLI.

¹ TRADUCTION.

PROTOCOLE ADDITIONNEL AU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 20 JANVIER 1924 ENTRE LE ROYAUME D'ALBANIE ET LE ROYAUME D'ITALIE. SIGNÉ A TIRANA, LE 28 JANVIER 1936.

Les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, sont convenus de modifier de la façon suivante le traité de commerce et de navigation en vigueur entre les deux pays :

Article premier.

Le Gouvernement albanais renonce à l'exonération prévue par le traité susdit pour les positions suivantes du tarif italien :

N° du tarif italien	
33	Poisson frais, même congelé.
ex 2II	Laines :
a)	Naturelles ou en suint ;
b)	Lavées.

Article 2

Le Gouvernement italien renonce aux droits de douane fixés par ledit traité de commerce et de navigation pour la position suivante du tarif albanais :

N° du tarif albanais	
34	Riz.

Article 3.

Le présent protocole additionnel restera en vigueur jusqu'à l'expiration du Traité de commerce et de navigation entre l'Albanie et l'Italie en date du 20 janvier 1924, auquel il se réfère.

Le présent protocole est rédigé en langue italienne et en langue albanaise.

En cas de divergence, le texte italien fera foi.

¹ TRANSLATION.

ADDITIONAL PROTOCOL TO THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION OF JANUARY 20TH, 1924, BETWEEN THE KINGDOM OF ALBANIA AND THE KINGDOM OF ITALY. SIGNED AT TIRANA, JANUARY 28TH, 1936.

The undersigned Plenipotentiaries, being duly authorised thereto, have agreed to amend as follows the Treaty of Commerce and Navigation in force between the two countries :

Article I.

The Albanian Government waives the exemptions provided for in the above-mentioned Treaty in respect of the following items in the Italian tariff :

No. in Italian Tariff	
33	Fish, fresh, including frozen fish.
ex 2II	Wool :
(a)	Natural or in the grease ;
(b)	Washed.

Article 2.

The Italian Government waives the Customs duties prescribed in the above-mentioned Treaty of Commerce and Navigation in respect of the following item in the Albanian tariff :

No. in Albanian Tariff	
34	Rice.

Article 3.

The present Additional Protocol shall remain in force until the expiration of the Treaty of Commerce and Navigation between Albania and Italy, signed on January 20th, 1924, to which it refers.

The present Protocol is drawn up in the Italian and Albanian languages.

In the event of any divergence, the Italian text shall be authentic.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Tirana en quatre exemplaires, dont deux en langue italienne et deux en langue albanaise, le 28 janvier 1936.

Pour l'Albanie : Pour l'Italie :
(Signé) D. BERATTI. (Signé) M. INDELLI.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Tirana in four copies, two being in the Italian and two in the Albanian language, this 28th day of January, 1936.

For Albania : For Italy :
(Signed) D. BERATTI. (Signed) M. INDELLI.

N^o 1133. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES CONCERNANT LE TRANSPORT DIRECT DE VOYAGEURS ET DE MARCHANDISES PAR VOIE FERRÉE. SIGNÉE A HELSINKI, LE 18 JUIN 1924.

No. 1133. — CONVENTION¹ BETWEEN THE REPUBLIC OF FINLAND AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS WITH REGARD TO THE THROUGH CARRIAGE OF PASSENGERS AND GOODS BY RAIL. SIGNED AT HELSINKI, JUNE 18TH, 1924.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

PÖYTÄKIRJA² SUOMEN TASAVALLAN JA SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTAIN LIITON VÄLILLÄ 18 PÄIVÄNÄ KESÄKUUTA 1924 TEHDYN SUORAN RAUTATIEYHDYSLIIKENTEEN JÄRJESTÄMISTÄ MATKUSTAJAIN JA TAVARAIN KULJETAMISTA VARTEN KOSKEVAN SOPIMUKSEN MUUTTAMISESTA. ALLEKIRJOITETTU HELSINGISSÄ 11 PÄIVÄNÄ HELMIKUUTA 1936.

Communiqué par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations, le 26 octobre 1936.

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI ja SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTAIN LIITON TOIMEENPANEVA KESKUSKOMITEA, ottaen huomioon ne päätökset, jotka tehtiin Leningradissa touko—kesäkuussa 1934 pidetyssä Suomen Tasavallan ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton välisen rautatieyhdysliikenteen edustajain kongressissa, ovat päättäneet tehdä eräitä muutoksia 18 päivänä kesäkuuta 1924 tehtyyn

¹ Vol. XLVII, page 153; et vol. LXXVIII, page 472, de ce recueil.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 13 avril 1936.

Entré en vigueur le 12 juin 1936.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

Протокол² об изменении заключенной между Союзом Советских Социалистических Республик и Финляндской Республикой 18 июня 1924 г. Конвенции о прямом пассажирском и грузовом железнодорожном сообщении, составленной в гор. Хельсинки 11-ого февраля 1936 года.

Communicated by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations, October 26th, 1936.

Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик, с одной стороны, и Президент Финляндской Республики, с другой стороны, принимая во внимание решения состоявшегося в Ленинграде в мае-июне 1934 г. Съезда Представителей прямого сообщения между Союзом Советских Со-

¹ Vol. XLVII, page 153; and Vol. LXXVIII, page 472, of this Series.

² The exchange of ratifications took place at Moscow, April 13th, 1936.

Came into force June 12th, 1936.

suoran rautatieyhdyshäikenteen järjestämistä matkustajain ja tavaraain kuljetusta varten koskevaan sopimukseen ja sitä varten määränneet valtuutetuiksi :

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

Ulkoasiainministeri Antti HACKZELL'in, ja

SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTAIN LIITON TOIMEENPANEVA KESKUSKOMITEA :

Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton Suomessa olevan erikoislähettilään ja täysivaltaisen ministerin Eric Adolfovitsch ASSMUS'in,

jotka, esitettyään toisilleen oikeiksi ja asianmukaisiksi havaitut valtakirjansa, ovat sopineet seuraavasta :

I.

Helsingissä 18 päivänä kesäkuuta 1924 Suomen Tasavallan ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton kesken allekirjoitetun suoran rautatieyhdyshäikenteen järjestämistä matkustajain ja tavaraain kuljettamista varten koskevan sopimuksen 6 artiklan 1 kohtaan lisätään näin kuuluva kappale :

« Sopimuspuolten rautatiehallituksilla on kuitenkin oikeus keskinäisen sopimuksen perusteella määrätä, että matkustajain, matkatavaran ja tavaraain luovuttaminen on tapahtuva luovuttavan rautatien raja-asemalla. »

II.

Yllämainitun sopimuksen 10 artiklan 1 ja 2 kohta saavat tästä lähtien seuraavaan sanamuodon :

« 1. Yhdyshäikenteen mahdollista kehitystä ja täydellistytymistä varten kutsu-

dialistических Республик и Финляндской Республикой, решили ввести некоторые изменения в Конвенцию о прямом пассажирском и грузовом железнодорожном сообщении от 18 июня 1924 г., для какой цели назначили своими Уполномоченными :

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК :

Эрика Адольфовича Асмус, Чрезвычайного Посланника и Полномочного Министра Союза Советских Социалистических Республик в Финляндии, и

Президент Финляндской Республики :

Анти Хаксель, Министра иностранных дел,

каковые Уполномоченные, по взаимному пред'явлению своих полномочий, найденных составленными в должной форме и в надлежащем порядке, согласились о нижеследующем :

I.

Пункт 1 статьи 6 Конвенции между Союзом Советских Социалистических Республик и Финляндской Республикой о прямом пассажирском и грузовом железнодорожном сообщении, подписанной в городе Хельсинки 18 июня 1924 г., дополняется нижеследующим абзацом :

« Однако железнодорожным Управлениям Договаривающихся Сторон предоставляется право установить по взаимному соглашению порядок передачи пассажиров, багажа и груза на пограничной станции сдающей дороги. »

II.

Пункты 1 и 2 статьи 10 упомянутой выше Конвенции получают на будущее время нижеследующую редакцию :

« 1. В видах возможного развития и усовершенствования прямого сообще-

taan tarpeen vaatiessa koolle enintään kerran kalenterivuodessa Suomen ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton rautateiden keskushallitusten edustajien konferenssi, johon kuuluu enintään 5 edustajaa kummaltakin puolelta. Näiden konferenssien tehtävänä on käsitellä yhdysliikenteen ehtoja, tariffeja ynnä muita tästä liikenteestä johtuvia kysymyksiä.

2. Ylimääräisiä konferensseja voidaan kutsua koolle jommankumman sopimuspuolen rautateiden keskushallituksen esityksestä, katsomatta edellisen konferenssin pitämisaikaan. »

III.

Edellä olevan sopimuspuolten hyväksymän 10 artiklan mukaisesti, jossa m. m. on otettu käytäntöön uusi nimitys « Suomen ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton rautateiden keskushallitusten edustajien konferenssi » sopimuksessa aikaisemmin käytetyn « Suomen ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton välisen yhdysliikenteen edustajien kongressi » nimityksen sijasta, tulee tämä uusi nimitys tästä lähtien käytäntöön kaikissa niissä sopimuksen muissakin kohdissa, missä aikaisempi nimitys esiintyy.

IV.

Nojautuen 18 päivänä kesäkuuta 1924 päivätyn sopimuksen 3 artiklan 1 a kohtaan (sellaisena kuin se kuuluu 5 päivänä tammikuuta 1933 tehdystä sopimuksessa) sopimuspuolet ovat yksimielisiä siitä, että ne, mitä tulee toisaalta sopimuspuolten rautateiden ja toisaalta niitä käyttävien henkilöiden keskinäisiin oikeuksiin ja velvollisuuksiin näiden rautateiden ylläpitämissä henkilöiden ja matkatavaran (kiitotavara

nia, по мере надобности, но не чаще одного раза в календарный год, будут созываться конференции Представителей Центральных железно-дорожных управлений Союза Советских Социалистических Республик и Финляндии в составе не более пяти Представителей от каждой стороны. Рассмотрению этих конференций подлежат вопросы, касающиеся условий прямого сообщения, тарифов, а также иные вопросы, вытекающие из этого сообщения.

2. Внеочередные конференции могут быть созваны по заявлению Центрального железно-дорожного управления одной из Договаривающихся Сторон, вне зависимости от времени когда состоялась предыдущая конференция».

III.

Условлено, что сообразно с принятой сторонами и приведенной выше редакцией статьи 10, в каковой между прочим введен новый термин « Конференция Представителей Центральных железно-дорожных управлений Союза Советских Социалистических Республик и Финляндии », взамен употреблявшегося ранее термина « С'езд Представителей прямого сообщения между Союзом Советских Социалистических Республик и Финляндией », означенный новый термин будет впредь заменять прежний также во всех других соответственных статьях Конвенции.

IV.

На основании пункта 1-а статьи 3 Конвенции от 18 июня 1924 г. (в редакции Конвенции от 5-го января 1933 г.), Договаривающиеся Стороны согласились о том, что взаимные права и обязанности, с одной стороны железных дорог Договаривающихся Сторон, а с другой стороны лиц, пользующихся прямым сообщением между

mukaanluettuna) yhdysliikenteessä, soveltavat toistaiseksi niitä periaatteita, jotka on hyväksytty Münchenissä 7—15 päivinä lokakuuta 1930 pidetyssä rautatiekongressissa ja jotka sisältyvät « Sopimus Neuvostoliiton, Baltian ja Keski-Euroopan välisestä suoranaisesta henkilö-, matkatavara- ja kiitotavaraliikenteestä » nimiseen rautatiesopimukseen, sellaisena kuin se kulloinkin on voimassa.

Ottaen huomioon, mitä edellisessä kohdassa on sovittu, sopimuspuolet toteavat, että erityisen sopimuksen tekeminen niiden kesken puheenaolevista seikoista on tarpeetonta.

Samalla sopimuspuolet toteavat, että 18 päivänä kesäkuuta 1924 allekirjoitettu yhdysliikennettä koskeva liikennesääntö, joka edellytetään sopimuksen 3 artiklassa, sellaisena kuin se alkuaan kuului, on kokonaisuudessaan lakannut olemasta voimassa.

V.

Tämä pöytäkirja on ratifioitava ja ratifioimiskirjain vaihdon tulee tapahtua Moskovassa niin pian kuin mahdollista.

VI.

Tämä pöytäkirja tulee voimaan 60 päivän kuluttua sen jälkeen, kuin ratifioimiskirjat on asianmukaisessa järjestyksessä vaihdettu, ja pysyy voimassa yhtä kauan kuin yllämainittu 18 päivänä kesäkuuta 1924 allekirjoitettu sopimus.

VII.

Tämä pöytäkirja on laadittu kahtena yhtäpitävänä suomen- ja venäjänkielisenä kappaletena, jotka molemmat ovat yhtä todistusvoimaiset.

этими дорогами, будут, относительно перевозки пассажиров и багажа (включая товаро-багаж), регулироваться впредь до иного соглашения по принципам, установленным состоявшейся в Мюнхене 7-15 октября 1930 г. Конференцией представителей железных дорог и изложенным в действующей в каждый данный момент редакции Соглашения о прямом советско-балтийско-средне-европейском пассажирском, багажном и товаро-багажном сообщении.

Ввиду положений предыдущего пункта Договаривающиеся Стороны констатируют, что нет надобности в заключении ими особого между ними Соглашения относительно указанных вопросов.

Вместе с тем Договаривающиеся Стороны объявляют подписанное 18 июня 1924 года Положение о прямом сообщении, предусмотренное статьей 3 Конвенции в ее первоначальной редакции, полностью потерявшим силу.

V.

Настоящий Протокол подлежит ратификации. Обмен ратификационными грамотами должен состояться в Москве в кратчайший по возможности срок.

VI.

Настоящий Протокол вступит в силу по истечении 60 дней с момента обмена надлежащим порядком ратификационными грамотами и будет иметь силу и действие на то же время, как и вышеназванная Конвенция, подписанная 18 июня 1924 г.

VII.

Настоящий Протокол составлен в двух одинаковых экземплярах каждый на русском и финском языках, причем оба текста одинаково аутентичны.

Vakuudeksi ovat sopimusvaltioiden valtuutetut allekirjoittaneet tämän sopimuksen ja ja varustaneet sen sineteillään.

Tehtiin Helsingissä 11 päivänä helmikuuta 1936.

A. HACKZELL.

В удостоверение всего вышеизложенного Уполномоченные обоих Договаривающихся Государств подписали настоящий Протокол и скрепили его своими печатями.

Составлен в городе Хельсинки 11 февраля 1936 г.

АСМУС.

Copie certifiée conforme :

Harald Tanner,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

PROTOCOLE MODIFIANT LA CONVENTION DU 18 JUIN 1924 RELATIVE AU TRANSPORT DIRECT DE VOYAGEURS ET DE MARCHANDISES PAR VOIE FERRÉE. SIGNÉ A HELSINKI, LE 11 FÉVRIER 1936.

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES, d'une part, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, d'autre part,

Prenant en considération les décisions de la réunion tenue à Leningrad en mai-juin 1934 par les représentants des services du trafic direct entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et la République de Finlande,

Ont décidé d'apporter certaines modifications à la Convention du 18 juin 1924 concernant le transport direct de voyageurs et de marchandises par voie ferrée, et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

Eric Adolfovitch ASMUS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Finlande ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Antti HACKZELL, ministre des Affaires étrangères ;

¹ TRANSLATION.

PROTOCOL MODIFYING THE CONVENTION OF JUNE 18TH, 1924, WITH REGARD TO THE THROUGH CARRIAGE OF PASSENGERS AND GOODS BY RAIL. SIGNED AT HELSINKI, FEBRUARY 11TH, 1936.

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, of the other part,

In consideration of the decisions adopted at the meeting held at Leningrad in May-June 1934 of representatives of the through traffic services between the Union of Soviet Socialist Republics and the Republic of Finland,

Have decided to introduce certain amendments in the Convention of June 18th, 1924, with regard to the through carriage of passengers and goods by rail, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

Eric Adolfovitch ASMUS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Union of Soviet Socialist Republics in Finland ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. Antti HACKZELL, Minister for Foreign Affairs ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

I.

Le paragraphe 1 de l'article 6 de la Convention entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et la République de Finlande concernant le transport direct de voyageurs et de marchandises par voie ferrée, signée à Helsinki le 18 juin 1924, est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois, les administrations ferroviaires des Parties contractantes auront la faculté de déterminer d'un commun accord les modalités de remise des voyageurs, bagages et marchandises à la gare frontière du réseau qui effectue la remise. »

II.

Les paragraphes 1 et 2 de l'article 10 de la convention mentionnée ci-dessus seront dorénavant rédigés comme suit :

« 1^o Pour développer et perfectionner dans la mesure du possible le trafic direct, il sera convoqué, selon les nécessités mais pas plus souvent qu'une fois par année civile, des conférences des représentants des administrations ferroviaires centrales de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et de la Finlande, à raison de cinq représentants au plus de chaque Partie. Ces conférences examineront les questions concernant les modalités de trafic direct, les tarifs, ainsi que toutes autres questions se posant à l'occasion du trafic direct.

» 2^o Des conférences extraordinaires pourront être convoquées à la demande de l'administration ferroviaire centrale de l'une des Parties contractantes, quelle que soit la date à laquelle aura été tenue la conférence précédente. »

III.

Il est convenu que, conformément au texte de l'article 10 accepté par les Parties comme ci-dessus et dans lequel il est fait usage entre autres de la nouvelle expression « conférence des représentants des administrations ferro-

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

I.

The following clause shall be added to paragraph 1 of Article 6 of the Convention between the Union of Soviet Socialist Republics and the Republic of Finland with regard to the through carriage of passengers and goods by rail signed at Helsinki on June 18th, 1924 :

“ Nevertheless, the railway administrations of the Contracting Parties shall have the right to determine by joint agreement the conditions governing the transfer of passengers, luggage and goods at the frontier station of the railway making the transfer. ”

II.

Paragraphs 1 and 2 of Article 10 of the aforesaid Convention shall in future read as follows :

“ (1) With a view to developing and perfecting the joint traffic service as far as possible meetings of representatives of the central railway administrations of the Union of Soviet Socialist Republics and of Finland consisting of not more than five representatives of each Party shall be convened as required but not oftener than once every calendar year. These meetings shall consider the arrangements regarding joint through traffic and questions connected with tariffs and other matters arising in connection with the joint through traffic.

“ (2) Special meetings may be convened at the request of the central railway administration of either Contracting Party, irrespective of when the previous meeting was held. ”

III.

It is agreed that, in accordance with the text of Article 10 as above drafted and accepted by the Parties, in which, *inter alia*, the new expression “ meetings of representatives of the central railway administrations of the Union

viaires centrales de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et de la Finlande » au lieu de l'expression « réunion des représentants du service direct entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et la Finlande » employée précédemment, ladite nouvelle expression sera dorénavant substituée à l'ancienne dans tous les autres articles pertinents de la convention.

IV.

En vertu du paragraphe 1 de l'article 3 de la Convention du 18 juin 1924 (texte du 5 janvier 1933), les Parties contractantes conviennent que les droits et obligations réciproques des réseaux ferroviaires des Parties contractantes, d'une part, et des personnes faisant usage des communications directes entre ces réseaux, d'autre part, seront réglés, en ce qui concerne le transport de voyageurs et de bagages (y compris les colis-messagerie) et jusqu'à ce qu'intervienne un autre accord, d'après les principes posés par la Conférence des représentants des chemins de fer tenue à Munich du 7 au 15 octobre 1930 et énoncés dans le texte de l'accord relatif au trafic direct de voyageurs, bagages et colis-messagerie entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes, les pays baltes et l'Europe centrale, qui sera en vigueur au moment donné.

Vu les dispositions de l'alinéa précédent, les Parties contractantes constatent qu'il n'y a pas lieu de conclure entre elles un accord spécial au sujet des questions qui y sont mentionnées.

En même temps, les Parties contractantes déclarent que le règlement relatif au trafic direct, signé le 18 juin 1924, comme prévu à l'article 3 du texte initial de la convention, cesse complètement d'être en vigueur.

V.

Le présent protocole sera ratifié. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Moscou dans le plus bref délai possible.

VI.

Le présent protocole entrera en vigueur soixante jours après l'échange régulier des instruments de ratification et restera en vigueur aussi longtemps que la Convention susmentionnée du 18 juin 1924.

of Soviet Socialist Republics and of Finland " is used instead of the expression " representatives of the joint traffic services between the Union of Soviet Socialist Republics and Finland " previously employed, the said new expression shall in future be substituted for that previously used in all the other relevant Articles of the Convention also.

IV.

Under paragraph 1 of Article 3 of the Convention of June 18th, 1924 (text of the Convention dated January 5th, 1933), the Contracting Parties agree that the mutual rights held by and obligations incumbent upon the railways of the Contracting Parties on the one hand and persons using the joint services of those railways on the other hand shall in respect of the transport of passengers and luggage (including parcels) be governed, until otherwise agreed upon, in accordance with the principles adopted by the Conference of railway representatives held at Munich on October 7th-15th, 1930, and laid down in the text, at any time in force of the Agreement concerning through traffic of passengers, luggage and parcels between the Union of Soviet Socialist Republics, the Baltic countries and Central Europe.

In view of the provisions of the foregoing paragraph, the Contracting Parties agree that there is no need for them to conclude a special agreement on the questions therein mentioned.

The Contracting Parties also declare that the By-Laws on through traffic signed on June 18th, 1924, as referred to in Article 3 of the original draft of the Convention, have entirely ceased to be in force.

V.

The present Protocol shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Moscow as soon as possible.

VI.

The present Protocol shall come into force sixty days after the instruments of ratification have been duly exchanged and shall remain in force as long as the above-mentioned Convention of June 18th, 1924.

VII.

Le présent protocole est établi en deux exemplaires identiques, chacun en langues russe et finnoise, les deux textes faisant également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés des deux Etats contractants ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Helsinki, le 11 février 1936.

A. HACKZELL.
ASMUS.

VII.

The present Protocol is drawn up in two identical copies, in Russian and Finnish, both texts being equally authentic.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries of the two contracting States have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Helsinki, this 11th day of February, 1936.

A. HACKZELL.
ASMUS.

N^o 1414. — CONVENTION¹ RELATIVE A L'ESCLAVAGE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 25 SEPTEMBRE 1926.

RÉSERVE DE L'INDE

Par une communication en date du 14 septembre 1936, le secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour l'Inde a fait savoir au Secrétaire général de la Société des Nations que le premier paragraphe de la réserve relative à l'article 9 faite par l'Inde² en signant la convention doit être modifié comme suit :

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

« En vertu de l'article 9 de la présente convention, je déclare que ma signature n'engage pas mon pays en ce qui concerne la mise en vigueur de l'article 2, alinéa *b*), des articles 5, 6 et 7 de la présente convention dans les territoires suivants, à savoir : *dans l'Assam, les parties non administrées des districts frontières de Sadiya et*

No. 1414. — SLAVERY CONVENTION¹, SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 25TH, 1926.

RESERVATION MADE BY INDIA.

By a communication dated September 14th, 1936, His Majesty's Secretary of State for India informed the Secretary-General of the League of Nations that the first paragraph of the reservation made by India² when signing the Convention, regarding Article 9, should be modified to read as follows :

“ Under the terms of Article 9 of this Convention, I declare that my signature is not binding as regards the enforcement of the provisions of Article 2, subsection (*b*), Articles 5, 6 and 7 of this Convention upon the following territories, namely : *in Assam, the unadministered portions of the Sadiya and Balipara frontier tracts ;*

¹ Vol. LX, page 253 ; vol. LXIX, page 114 ; vol. LXXII, page 485 ; vol. LXXXIII, page 416 ; vol. LXXXVIII, page 356 ; vol. XCVI, page 192 ; vol. C, page 221 ; vol. CIV, page 511 ; vol. CVII, page 491 ; vol. CXXX, page 444 ; vol. CXXXVIII, page 440 ; vol. CLII, page 296 ; et vol. CLX, page 342, de ce recueil.

² Vol. LX, page 268, de ce recueil.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. LX, page 253 ; Vol. LXIX, page 114 ; Vol. LXXII, page 485 ; Vol. LXXXIII, page 416 ; Vol. LXXXVIII, page 356 ; Vol. XCVI, page 192 ; Vol. C, page 221 ; Vol. CIV, page 511 ; Vol. CVII, page 491 ; Vol. CXXX, page 444 ; Vol. CXXXVIII, page 440 ; Vol. CLII, page 296 ; and Vol. CLX, page 342, of this Series.

² Vol. LX, page 268, of this Series.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de Balipara, ainsi que dans les territoires de l'Inde appartenant à un prince ou chef placé sous la suzeraineté de Sa Majesté. »

Le deuxième paragraphe de la réserve de l'Inde est inchangé.

nor on the territories in India of any Prince or Chief under the suzerainty of His Majesty.”

The second paragraph of the Indian reservation is unchanged.

N^o 1793. — CONVENTION¹ SANITAIRE INTERNATIONALE, AVEC PROTOCOLE DE SIGNATURE. SIGNÉS A PARIS, LE 21 JUIN 1926.

Communiquée par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations, le 26 octobre 1936.

RATIFICATION

Déposée à Paris :

FINLANDE 18 janvier 1936.

Communiquée par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations, le 26 octobre 1936.

No. 1793. — INTERNATIONAL SANITARY CONVENTION, WITH PROTOCOL OF SIGNATURE¹. SIGNED AT PARIS, JUNE 21ST, 1926.

Communicated by the Permanent Delegate a.i. of Finland to the League of Nations, October 26th, 1936.

RATIFICATION

Deposited in Paris :

FINLAND January 18th, 1936.

Communicated by the Permanent Delegate a.i. of Finland to the League of Nations, October 26th, 1936.

N^o 2138. — PROTOCOLE² CONCERNANT LA PROHIBITION D'EMPLOI A LA GUERRE DE GAZ ASPHYXIANTS, TOXIQUES OU SIMILAIRES ET DE MOYENS BACTÉRIOLOGIQUES. SIGNÉ A GENEVE, LE 17 JUIN 1925.

RATIFICATION

Déposée à Paris :

LUXEMBOURG 1^{er} septembre 1936.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères de la République française, le 6 octobre 1936.

No. 2138. — PROTOCOL² FOR THE PROHIBITION OF THE USE IN WAR OF ASPHYXIATING, POISONOUS OR OTHER GASES, AND OF BACTERIOLOGICAL METHODS OF WARFARE. SIGNED AT GENEVA, JUNE 17TH, 1925.

RATIFICATION.

Deposited in Paris :

LUXEMBURG September 1st, 1936.

Communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic, October 6th, 1936.

¹ Vol. LXXVIII, page 229 ; vol. XCII, page 409 ; vol. CIV, page 513 ; et vol. CVII, page 524, de ce recueil.

² Vol. XCIV, page 65 ; vol. C, page 262 ; vol. CIV, page 528 ; vol. CVII, page 537 ; vol. CXI, page 416 ; vol. CXVII, page 304 ; vol. CXXVI, page 451 ; vol. CXXXVIII, page 446 ; vol. CXLVII, page 336 ; et vol. CLX, page 355, de ce recueil.

¹ Vol. LXXVIII, page 229 ; Vol. XCII, page 409 ; Vol. CIV, page 513 ; and Vol. CVII, page 524, of this Series.

² Vol. XCIV, page 65 ; Vol. C, page 262 ; Vol. CIV, page 528 ; Vol. CVII, page 537 ; Vol. CXI, page 416 ; Vol. CXVII, page 304 ; Vol. CXXVI, page 451 ; Vol. CXXXVIII, page 446 ; Vol. CXLVII, page 336 ; and Vol. CLX, page 355, of this Series.

N^o 2603. — ACCORD ¹ SUR LES BATEAUX-FEU GARDÉS SE TROUVANT HORS DE LEUR POSTE NORMAL. SIGNÉ A LISBONNE, LE 23 OCTOBRE 1930.

RATIFICATION

ESTONIE 16 septembre 1936.

No. 2603. — AGREEMENT ¹ CONCERNING MANNED LIGHTSHIPS NOT ON THEIR STATIONS. SIGNED AT LISBON, OCTOBER 23RD, 1930.

RATIFICATION.

ESTONIA September 16th, 1936.

N^o 2623. — CONVENTION ² INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DU FAUX MONNAYAGE, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 20 AVRIL 1929.

ADHÉSION

FINLANDE... .. 25 septembre 1936.

No. 2623. — INTERNATIONAL CONVENTION ² FOR THE SUPPRESSION OF COUNTERFEITING CURRENCY, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, APRIL 20TH, 1929.

ACCESSION.

FINLAND September 25th, 1936.

N^o 2624. — PROTOCOLE ³ FACULTATIF CONCERNANT LA RÉPRESSION DU FAUX MONNAYAGE. SIGNÉ A GENÈVE, LE 20 AVRIL 1929.

ADHÉSION

FINLANDE... .. 25 septembre 1936.

No. 2624. — OPTIONAL PROTOCOL ³ REGARDING THE SUPPRESSION OF COUNTERFEITING CURRENCY. SIGNED AT GENEVA, APRIL 20TH, 1929.

ACCESSION.

FINLAND September 25th, 1936.

¹ Vol. CXII, page 21 ; vol. CXVII, page 331 ; vol. CXXX, page 464 ; vol. CXXXVIII, page 449 ; vol. CXLII, page 371 ; vol. CXLVII, page 350 ; vol. CLVI, page 226 ; vol. CLX, page 380 ; et vol. CLXIV, page 387, de ce recueil.

² Vol. CXII, page 371 ; vol. CXXII, page 366 ; vol. CXXX, page 464 ; vol. CXXXIV, page 427 ; vol. CXXXVIII, page 450 ; vol. CXLVII, page 351 ; vol. CLII, page 301 ; vol. CLVI, page 227 ; vol. CLX, page 380 ; et vol. CLXIV, page 388, de ce recueil.

³ Vol. CXII, page 395 ; vol. CXXII, page 367 ; vol. CXXXIV, page 428 ; et vol. CXLVII, page 351, de ce recueil.

¹ Vol. CXII, page 21 ; Vol. CXVII, page 331 ; Vol. CXXX, page 464 ; Vol. CXXXVIII, page 449 ; Vol. CXLII, page 371 ; Vol. CXLVII, page 350 ; Vol. CLVI, page 226 ; Vol. CLX, page 380 ; and Vol. CLXIV, page 387, of this Series.

² Vol. CXII, page 371 ; Vol. CXXII, page 366 ; Vol. CXXX, page 464 ; Vol. CXXXIV, page 427 ; Vol. CXXXVIII, page 450 ; Vol. CXLVII, page 351 ; Vol. CLII, page 301 ; Vol. CLVI, page 227 ; Vol. CLX, page 380 ; and Vol. CLXIV, page 388, of this Series.

³ Vol. CXII, page 395 ; Vol. CXXII, page 367 ; Vol. CXXXIV, page 428 ; and Vol. CXLVII, page 351, of this Series.

N° 2733. — CONVENTION ¹ POUR L'AMÉLIORATION DU SORT DES BLESSÉS ET DES MALADES DANS LES ARMÉES EN CAMPAGNE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27 JUILLET 1929.

No. 2733. — CONVENTION ¹ FOR THE AMELIORATION OF THE CONDITION OF THE WOUNDED AND SICK IN ARMIES IN THE FIELD. SIGNED AT GENEVA, JULY 27TH, 1929.

RATIFICATION

Déposée à Berne :

HONGRIE 10 septembre 1936.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 18 septembre 1936.

RATIFICATION.

Deposited in Berne :

HUNGARY September 10th, 1936.

Communicated by the Swiss Federal Council, September 18th, 1936.

N° 2734. — CONVENTION ² RELATIVE AU TRAITEMENT DES PRISONNIERS DE GUERRE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27 JUILLET 1929.

No. 2734. — CONVENTION ² RELATIVE TO THE TREATMENT OF PRISONERS OF WAR. SIGNED AT GENEVA, JULY 27TH, 1929.

RATIFICATION

Déposée à Berne :

HONGRIE 10 septembre 1936.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 18 septembre 1936.

RATIFICATION.

Deposited in Berne :

HUNGARY September 10th, 1936.

Communicated by the Swiss Federal Council, September 18th, 1936.

¹ Vol. CXVIII, page 303 ; vol. CXXII, page 367 ; vol. CXXXVI, page 460 ; vol. CXXX, page 468 ; vol. CXXXIV, page 431 ; vol. CXXXVIII, page 452 ; vol. CXLII, page 376 ; vol. CXLVII, page 351 ; vol. CLVI, page 229 ; vol. CLX, page 383 ; et vol. CLXIV, page 388, de ce recueil.

² Vol. CXVIII, page 343 ; vol. CXXII, page 367 ; vol. CXXXVI, page 460 ; vol. CXXX, page 468 ; vol. CXXXIV, page 432 ; vol. CXXXVIII, page 452 ; vol. CXLII, page 376 ; vol. CXLVII, page 352 ; vol. CLVI, page 230 ; vol. CLX, page 383 ; et vol. CLXIV, page 389, de ce recueil.

¹ Vol. CXVIII, page 303 ; Vol. CXXII, page 367 ; Vol. CXXXVI, page 460 ; Vol. CXXX, page 468 ; Vol. CXXXIV, page 431 ; Vol. CXXXVIII, page 452 ; Vol. CXLII, page 376 ; Vol. CXLVII, page 351 ; Vol. CLVI, page 229 ; Vol. CLX, page 383 ; and Vol. CLXIV, page 388, of this Series.

² Vol. CXVIII, page 343 ; Vol. CXXII, page 367 ; Vol. CXXXVI, page 460 ; Vol. CXXX, page 468 ; Vol. CXXXIV, page 432 ; Vol. CXXXVIII, page 452 ; Vol. CXLII, page 376 ; Vol. CXLVII, page 352 ; Vol. CLVI, page 230 ; Vol. CLX, page 383 ; and Vol. CLXIV, page 389, of this Series.

N° 2845. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRÉSILIEU ET SUÉDOIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL PROVISOIRE. RIO DE JANEIRO, LE 16 OCTOBRE 1931.

No. 2845. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE BRAZILIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. RIO DE JANEIRO, OCTOBER 16TH, 1931.

ECHANGE DE NOTES PROROGÉANT L'ARRANGEMENT COMMERCIAL SUSMENTIONNÉ JUSQU'À LA CONCLUSION D'UN ACCORD DE COMMERCE DÉFINITIF, ET FIXANT UN PRÉAVIS DE 30 JOURS POUR SA DÉNONCIATION. RIO DE JANEIRO, LE 28 JUILLET 1936.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING THE ABOVE-MENTIONED COMMERCIAL AGREEMENT UNTIL THE CONCLUSION OF A DEFINITIVE COMMERCIAL AGREEMENT, AND FIXING A PERIOD OF THIRTY DAYS FOR ITS DENUNCIATION. RIO DE JANEIRO, JULY 28TH, 1936.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède, le 3 octobre 1936.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, October 3rd, 1936.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

LÉGATION DE SUÈDE.

SWEDISH LEGATION.

RIO DE JANEIRO, le 28 juillet 1936.

RIO DE JANEIRO, July 28th, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

YOUR EXCELLENCY,

J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement suédois, ayant, comme le Gouvernement brésilien, reconnu l'intérêt réciproque de nos deux pays à continuer les négociations commerciales actuelles, en vue d'un accord commercial définitif, entre la Suède et les Etats-Unis du Brésil, et désireux de ne provoquer, après le 31 du mois courant, aucune solution de continuité dans les relations commerciales entre nos deux pays, consent à ce que l'Accord du 16 octobre 1931 qui existe entre la Suède et les Etats-Unis du Brésil soit prolongé jusqu'à la signature du futur accord susmentionné.

I have the honour to inform Your Excellency that the Swedish Government having, like the Brazilian Government, recognised that it is in the mutual interest of our two countries to continue the present commercial negotiations with a view to a definitive commercial Agreement between Sweden and the United States of Brazil, and desirous to avoid any interruption in the commercial relations between our two countries after the 31st instant, consents to the Agreement of October 16th, 1931, between Sweden and the United States of Brazil being extended until the date of the signature of the above-mentioned future Agreement.

Cet arrangement pourra être dénoncé par

The present Agreement may be denounced

¹ Vol. CXXV, page 51, de ce recueil.

¹ Vol. CXXV, page 51, of this Series.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

l'une ou l'autre des deux Parties contractantes moyennant préavis de trente jours.

Je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Gustaf WEIDEL.

Son Excellence

Monsieur le Dr José Carlos de Macedo Soares,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

by either Contracting Party with thirty days' notice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Gustaf WEIDEL.

His Excellency

Dr. José Carlos de Macedo Soares,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 29 septembre 1936.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

II.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

MINISTERIO
DAS RELAÇÕES EXTERIORES.

EC/II/890. (42) (78).

RIO DE JANEIRO, *Em 28 de Julho de 1936.*

SENHOR MINISTRO,

Tenho a honra de comunicar a Vossa Excellencia que o Governo brasileiro, tendo em vista o tratamento liberal de que gozam em territorio Sueco os productos brasileiros, e para não estabelecer nenhuma solução de continuidade nas relações commerciaes entre o Brasil e a Suecia depois de 1 de Agosto proximo, concorda em que estas, daquella data em deante, e até a conclusão do accordo commercial definitivo actualmente em negociações, sejam mantidas no regimen actual, prolongando, assim, o accordo existente desde 16 de Outubro de 1931, entre os dois paizes, recentemente denunciado.

2. Fica entendido, porém, durante esta prorrogação do presente accordo, o direito reciproco de sua denuncia, mediante aviso prévio de trinta dias.

Aproveito a oportunidade para reiterar a Vossa Excellencia os protestos da minha alta estima e consideração.

(Signé) José Carlos DE MACEDO SOARES.

A Sua Excellencia o Senhor Gustaf Weidel,

Enviado Extraordinario

e Ministro Plenipotenciario da Suecia C. L.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 29 septembre 1936.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
EC/II/890. (42) (78).

RIO DE JANEIRO, le 28 juillet 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement brésilien, considérant le traitement libéral dont bénéficient en territoire suédois les produits brésiliens et désireux de ne provoquer, à partir du 1^{er} août prochain, aucune solution de continuité dans les relations commerciales entre le Brésil et la Suède, consent à ce que ces relations, à compter de cette date et jusqu'à la conclusion de l'accord commercial définitif actuellement en cours de négociation, restent soumises au régime actuel par une prolongation de l'accord existant depuis le 16 octobre 1931 entre nos deux pays et récemment dénoncé.

2. Toutefois, pendant la durée de cette prolongation, le présent accord pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des deux Parties contractantes moyennant préavis de trente jours.

Je saisis cette occasion, etc.

(*Signé*) José Carlos DE MACEDO SOARES.

Son Excellence
Monsieur Gustaf Weidel,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Suède.

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
EC/II/890. (42) (78).

RIO DE JANEIRO, July 28th, 1936.

SIR,

I have the honour to inform you that the Brazilian Government, in view of the liberal treatment which Brazilian products enjoy in Swedish territory and being desirous to avoid any interruption in the commercial relations between Brazil and Sweden after August 1st next, agrees that these relations should, as from that date and until the conclusion of the definitive commercial Agreement at present being negotiated, remain subject to the present régime by an extension of the Agreement existing since October 16th, 1931, between our two countries and recently denounced.

2. Nevertheless, it remains understood that during this extension the present Agreement may be denounced by either Contracting Party with thirty days' notice.

I have the honour to be, etc.

(*Signed*) José Carlos DE MACEDO SOARES.

His Excellency
Monsieur Gustaf Weidel,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of Sweden.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 2936. — ACCORD¹ ENTRE LA FRANCE ET LA LETTONIE AU SUJET DU RÈGLEMENT DES CRÉANCES COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A RIGA, LE 8 MARS 1932.

No. 2936. — AGREEMENT¹ BETWEEN FRANCE AND LATVIA REGARDING THE SETTLEMENT OF COMMERCIAL CLAIMS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT RIGA, MARCH 8TH, 1932.

AVENANT² A L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. SIGNÉ A RIGA, LE 18 AOÛT 1936.

ADDITIONAL AGREEMENT² TO THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. SIGNED AT RIGA, AUGUST 18TH, 1936.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie, le 2 novembre 1936.

Communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs, November 2nd, 1936.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LE GOUVERNEMENT LETTON ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS, désireux de remédier aux difficultés que l'expérience a fait apparaître dans le système actuel des règlements commerciaux entre les deux pays, tel qu'il est défini par l'Accord du 8 mars 1932 relatif au règlement des créances commerciales, ont convenu de modifier comme suit certaines dispositions de l'accord précité :

THE LATVIAN GOVERNMENT and THE FRENCH GOVERNMENT, being desirous of remedying the difficulties which experience has shown to exist in connection with the present system of commercial settlements between the two countries, as laid down by the Agreement of March 8th, 1932, regarding the settlement of commercial claims, have agreed to amend certain provisions of the above-mentioned Agreement as follows :

Article premier.

Le clearing institué par l'Accord du 8 mars 1932 ne continuera à fonctionner que pour assurer la liquidation des créances commerciales en instance à la date de mise en vigueur du présent avenant, c'est-à-dire les créances qui ont pour origine la vente en Lettonie de marchandises françaises ayant quitté le territoire douanier français avant cette date.

Article 1.

The clearing system established by the Agreement of March 8th, 1932, shall only continue in operation for the purpose of the settlement of commercial claims outstanding at the date of the coming into force of the present Additional Agreement, that is to say, claims arising out of the sale in Latvia of French goods which left French Customs territory before that date.

Article 2.

La liquidation des créances visées ci-dessus sera assurée par un prélèvement de 30 % de la valeur des importations lettones en France, à l'exception de celles qui seront faites dans les conditions définies à l'article 7 ci-dessous. Ce prélèvement sera versé par l'importateur à l'Office de compensation de la Chambre de commerce de Paris.

Article 2.

The settlement of the above-mentioned claims shall be provided for by a levy of 30 % of the value of Latvian imports into France, with the exception of imports effected under the conditions laid down in Article 7 below. This levy shall be paid by the importer to the Clearing Office of the Paris Chamber of Commerce.

¹ Vol. CXXVIII, page 43, de ce recueil.

² Entré en vigueur le 28 août 1936.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. CXXVIII, page 43, of this Series.

² Came into force August 28th, 1936.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

En outre, le 10 % de la valeur des importations lettones en France, à l'exception de celles qui seront faites dans les conditions définies à l'article 7 ci-dessous, sera versé par l'importateur à l'Office de compensation de Paris et porté à un compte spécial au nom de la Banque nationale de Lettonie. Les disponibilités de ce compte spécial seront intégralement affectées aux paiements financiers ou commerciaux à effectuer en France.

Article 4.

Le Gouvernement letton s'engage à affecter exclusivement les 60 % restant en devises de la valeur des importations lettones en France, après les prélèvements prévus aux articles 2 et 3, au règlement d'importations françaises en Lettonie.

Article 5.

Ne seront plus soumises au clearing à partir de la date de mise en vigueur du présent avenant :

a) Toutes les marchandises françaises exportées en Lettonie et ayant quitté le territoire français après cette date.

b) Les importations en France de produits lettons dans la limite des 60 % prévus à l'article 4.

Article 6.

Il est entendu que les 60 % de la valeur des importations en France de produits lettons pourront, en conformité avec les dispositions en vigueur dans les deux pays, servir au règlement par compensation privée d'importations françaises en Lettonie postérieures à la mise en vigueur du présent accord.

Article 7.

Les détenteurs de créances commerciales françaises arriérées auront la faculté d'employer les lats versés à leur crédit ou au crédit d'autres détenteurs de créances commerciales françaises arriérées à l'achat de marchandises lettones destinées à l'exportation, s'il s'agit de les importer en France. S'il s'agit de les importer dans

Article 3.

Furthermore, 10 % of the value of Latvian imports into France, with the exception of imports effected under the conditions laid down in Article 7 below, shall be paid by the importer to the Paris Clearing Office and credited to a special account in the name of the National Bank of Latvia. The whole of the sums in that special account shall be used for financial or commercial payments which have to be made in France.

Article 4.

The Latvian Government undertakes that the whole of the remaining 60 % in foreign exchange of the value of Latvian imports into France, after the levies provided for in Articles 2 and 3, shall be used for the settlement of sums due on French imports into Latvia.

Article 5.

The following shall no longer be subject to clearing operations as from the date of the coming into force of the present Additional Agreement :

(a) All French goods exported to Latvia which left French territory after that date.

(b) Imports into France of Latvian products up to the 60 % provided for in Article 4.

Article 6.

It is understood that the 60 % of the value of imports of Latvian products into France may, in accordance with the regulations in force in the two countries, be used for the settlement by private compensation of French imports into Latvia after the coming into force of the present Agreement.

Article 7.

Holders of French commercial claims in arrears may use the lats paid to their account or to that of other holders of French commercial claims in arrears for the purchase of Latvian goods for export, if they are to be imported into France. If it is intended to import them into another country, the

un pays tiers, l'autorisation de la commission des devises sera nécessaire. L'importation en France de produits lettons payés au moyen des créances arriérées ne fera l'objet ni du prélèvement prévu à l'article 2, ni du prélèvement prévu à l'article 3.

Ce paiement devra, préalablement à l'importation de la marchandise, être justifié par un certificat de l'Office de compensation franco-letton de Paris, délivré après réception de l'avis de paiement émis par le Bureau de compensation de Riga.

Article 8.

Les détenteurs de créances commerciales françaises arriérées pourront avec l'autorisation de la commission des devises de Lettonie, qui étudiera les demandes présentées avec la plus grande bienveillance, employer ou céder leurs créances pour toutes opérations en Lettonie en lats. Le Bureau de compensation de Riga avisera l'Office de compensation franco-letton de Paris au fur et à mesure de ces cessions.

Article 9.

Une commission mixte letto-française, composée de représentants du Gouvernement letton et du Gouvernement français se réunira, à intervalles réguliers, à Riga ou à Paris, pour mettre au point les différentes questions d'application du présent avenant et prendre toutes décisions utiles pour son bon fonctionnement.

Article 10.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à l'Algérie.

Article 11.

Les dispositions de l'Accord du 8 mars 1932 et de l'échange de notes du 14 décembre 1934 qui ne seront pas contraires au présent avenant continueront à s'appliquer.

Article 12.

Le présent avenant entrera en vigueur dix jours après sa signature.

authority of the Foreign Exchange Commission will be required. The importation into France of Latvian products which are paid for by means of claims in arrears shall not be liable either to the levy provided for in Article 2 or to the levy provided for in Article 3.

Such payments must, prior to the importation of the goods, be authorised by a certificate from the Franco-Latvian Clearing Office in Paris issued after receipt of notification of payment from the Riga Clearing Office.

Article 8.

Holders of French commercial claims in arrears may, on obtaining permission from the Latvian Foreign Exchange Commission, which shall give most favourable consideration to the applications submitted, use or cede their claims in respect of any transactions in lats in Latvia. The Riga Clearing Office shall inform the Franco-Latvian Clearing Office in Paris of such cessions as and when they take place.

Article 9.

A mixed Latvian-French Commission composed of representatives of the Latvian Government and the French Government shall meet at regular intervals at Riga or in Paris to settle the various questions arising out of the application of the present Additional Agreement and take all decisions which may be desirable in order that it may work satisfactorily.

Article 10.

The provisions of the present Additional Agreement shall apply to Algeria.

Article 11.

Such provisions of the Agreement of March 8th, 1932, and of the exchange of notes of December 14th, 1934, as are not contrary to the present Additional Agreement shall continue to apply.

Article 12.

The present Additional Agreement shall come into force ten days after signature.

Après une période de 6 mois, les deux gouvernements examineront d'un commun accord les résultats qu'il aura donnés.

Fait à Riga, en double exemplaire, le 18 août 1936.

(L. S.) (Signé) L. ĒKIS.

(L. S.) (Signé) TRIPIER.

After a period of six months, the two Governments shall by joint agreement examine its results.

Done at Riga in duplicate, this 18th day of August, 1936.

(L. S.) (Signed) L. ĒKIS.

(L. S.) (Signed) TRIPIER.

No. 2945. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF SALVADOR IN REGARD TO COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SAN SALVADOR, AUGUST 8TH, 1931.

N^o 2945. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DU SALVADOR CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. SAN-SALVADOR, LE 8 AOUT 1931.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE PROLONGATION FOR ONE YEAR, AS FROM DECEMBER 16TH, 1936, OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. SAN SALVADOR, JULY 22ND, 1936.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION POUR UN AN, A PARTIR DU 16 DÉCEMBRE 1936, DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. SAN-SALVADOR, LE 22 JUILLET 1936.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, October 7th, 1936.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 7 octobre 1936.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 27.

SAN SALVADOR, *July 22nd, 1936.*

EXCELLENCY,

Under instructions from His Majesty's Government in the United Kingdom I have the honour to enquire whether the Government of the Republic of El Salvador now agrees to a

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 27.

SAN-SALVADOR, *le 22 juillet 1936.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement de la République du Salvador accepterait

¹ Vol. CXXVIII, page 417; Vol. CXLII, page 381; Vol. CLX, page 401; and Vol. CLXIV, page 390, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Vol. CXXVIII, page 417; vol. CXLII, page 381; vol. CLX, page 401; et vol. CLXIV, page 390, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

renewal, in its present form, and for a further period of one year from December 16th next, of the Commercial *Modus Vivendi* in force between El Salvador and Great Britain and Northern Ireland.

2. I have the honour to suggest that this further renewal be effected by an exchange of Notes and I have accordingly the honour to state that His Majesty's Government in the United Kingdom are prepared to regard the present Note and a Note on behalf of the Government of El Salvador, intimating agreement to the renewal, as constituting an Agreement which shall come into force on December 16th, 1936, and shall remain in force until December 16th, 1937.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest regard and esteem.

S. M. STADLER,
[H. B. M. *Chargé d'Affaires*
ad interim.

His Excellency
Dr. Miguel Angel Araujo,
Minister for Foreign Affairs,
San Salvador.

maintenant de proroger sous sa forme présente et pour une année encore, à partir du 16 décembre prochain, le *modus vivendi* commercial en vigueur entre le Salvador et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord.

2. J'ai l'honneur de proposer que cette prorogation se fasse au moyen d'un échange de notes et j'ai en conséquence l'honneur de déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni est disposé à considérer la présente note et une note émanant du Gouvernement du Salvador, et faisant connaître son acceptation de ladite prorogation, comme constituant un accord qui entrera en vigueur le 16 décembre 1936 et restera en vigueur jusqu'au 16 décembre 1937.

Veuillez agréer, etc.

S. M. STADLER,
Chargé d'Affaires p. i.
de Sa Majesté britannique.

Son Excellence
le D^r Miguel Angel Araujo,
Ministre des Affaires étrangères,
San-Salvador.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DE EL SALVADOR C. A.
MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES.
SECCIÓN DEL PROTOCOLO.
SECCIÓN DIPLOMÁTICA.
SP O 828.
A.651 — D.1158.

PALACIO NACIONAL :
SAN SALVADOR, 22 de julio de 1936.

HONORABLE SEÑOR :

En contestación a la atenta nota de Vuestra Señoría N^o 27 de fecha de hoy, me es honroso comunicarle que, de acuerdo con el Ministerio de Hacienda, mi Gobierno está anuente en prorrogar por un año más el *Modus Vivendi* Commercial entre la Gran Bretaña y el Norte de Irlanda y El Salvador, a contar del 16 de diciembre próximo entrante hasta el 16 de diciembre de 1937.

Al poner lo anterior en conocimiento de Vuestra Señoría, aprovecho esta ocasión para testimoniarle las demostraciones de mi alta consideración u aprecio.

A. R. AVILA

Honorable Señor Don Sydney Martin Stadler,
Encargado de Negocios ad interim de la Gran Bretaña,
Presente.

¹ TRADUCTION.

RÉPUBLIQUE DU SALVADOR C. A.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

SECTION DU PROTOCOLE.

SECTION DIPLOMATIQUE.

SP O 828.

A.631 — D.1138.

PALAIS NATIONAL.

SAN-SALVADOR, le 22 juillet 1936.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En réponse à votre note N^o 27 de ce jour, j'ai l'honneur de vous communiquer que, d'accord avec le Ministère des Finances, mon gouvernement accepte de proroger pour un an encore le *modus vivendi* commercial entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord d'une part et le Salvador d'autre part, à partir du 16 décembre prochain et jusqu'au 16 décembre 1937.

En portant ce qui précède à votre connaissance, je saisis cette occasion, etc.

A. R. AVILA.

Monsieur Sydney Martin Stadler,
Chargé d'Affaires par intérim
de Grande-Bretagne,
En ville.

¹ TRANSLATION.

REPUBLIC OF EL SALVADOR C. A.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

PROTOCOL SECTION.

DIPLOMATIC SECTION.

SP O 828.

A.631 — D.1138.

NATIONAL PALACE,

SAN SALVADOR, July 22nd, 1936.

SIR,

In reply to your note No. 27 of to-day's date, I have the honour to inform you that, by agreement with the Ministry of Finance, my Government agrees to renew the Commercial *Modus Vivendi* in force between Great Britain and Northern Ireland and El Salvador for a further period of one year, as from December 16th next until December 16th, 1937.

In informing you of the foregoing, I avail myself of this opportunity, etc.

A. R. AVILA.

Monsieur Sydney Martin Stadler,
British Chargé d'Affaires *ad interim*,
San Salvador.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 3119. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE SUR LES LIGNES DE CHARGE. SIGNÉE A LONDRES, LE 5 JUILLET 1930.

ADHÉSIONS

PANAMA 13 juillet 1936.
(Avec effet à partir du 13 octobre 1936.)

Communiquée par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 7 octobre 1936.

EGYPTE 24 juillet 1936.
(Avec effet à partir du 24 octobre 1936.)

Communiquée par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 6 novembre 1936.

No. 3119. — INTERNATIONAL LOAD LINE CONVENTION¹. SIGNED AT LONDON, JULY 5TH, 1930.

ACCESSIONS.

PANAMA July 13th, 1936.
(With effect as from October 13th, 1936.)

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, October 7th, 1936.

EGYPT July 24th, 1936.
(With effect as from October 24th, 1936.)

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 6th, 1936.

N^o 3127. — CONVENTION² INTERNATIONALE POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER. SIGNÉE A LONDRES, LE 31 MAI 1929.

ADHÉSIONS

PANAMA 13 juillet 1936.
(Avec effet à partir du 13 octobre 1936.)

Communiquée par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 7 octobre 1936.

EGYPTE 24 juillet 1936.
(Avec effet à partir du 24 octobre 1936.)

Communiquée par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 6 novembre 1936.

No. 3127. — INTERNATIONAL CONVENTION² FOR THE SAFETY OF LIFE AT SEA. SIGNED AT LONDON, MAY 31ST, 1929.

ACCESSIONS.

PANAMA July 13th, 1936.
(With effect as from October 13th, 1936.)

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, October 7th, 1936.

EGYPT July 24th, 1936.
(With effect as from October 24th, 1936.)

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 6th, 1936.

¹ Vol. CXXXV, page 301; vol. CXLII, page 392; vol. CXLVII, page 354; vol. CLII, page 313; vol. CLVI, page 256; vol. CLX, page 417; et vol. CLXIV, page 393, de ce recueil.

² Vol. CXXXVI, page 81; vol. CXLII, page 393; vol. CXLVII, page 354; vol. CLVI, page 257; vol. CLX, page 417; et vol. CLXIV, page 394, de ce recueil.

¹ Vol. CXXXV, page 301; Vol. CXLII, page 392; Vol. CXLVII, page 354; Vol. CLII, page 313; Vol. CLVI, page 256; Vol. CLX, page 417; and Vol. CLXIV, page 393, of this Series.

² Vol. CXXXVI, page 81; Vol. CXLII, page 393; Vol. CXLVII, page 354; Vol. CLVI, page 257; Vol. CLX, page 417; and Vol. CLXIV, page 394, of this Series.

RATIFICATION

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE 7 août 1936.

Sous les réserves suivantes :

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

1. Aucune disposition de la présente convention ne sera interprétée comme autorisant une personne quelconque à retenir un marin, ressortissant des États-Unis d'Amérique ou étranger, à bord d'un navire de commerce américain ou étranger, contre sa volonté, dans un port sûr relevant de la juridiction des États-Unis d'Amérique, lorsque ce marin a été admis officiellement dans ledit port comme membre de l'équipage dudit navire, ni à contraindre un tel marin à prendre la mer sur ledit navire contre sa volonté.

2. Aucune disposition de la présente convention ne sera considérée comme annulant ou modifiant l'article 4 de la loi sur les gens de mer, approuvée le 4 mars 1915, 38 Stat. 1164, tel qu'il a été interprété par la Cour suprême des États-Unis dans l'affaire *Strathearn contre Dillon*, 252 U. S. 348.

3. Aucune disposition de la présente convention ne sera interprétée comme empêchant les fonctionnaires des États-Unis d'Amérique exerçant sur les navires le contrôle prévu à l'article 54 de soumettre un navire quelconque, dans les limites de la juridiction des États-Unis d'Amérique, à toute inspection qui pourra être nécessaire pour s'assurer que le navire est dans un état de navigabilité correspondant en substance aux indications figurant sur son certificat, qu'il existe à bord du navire un équipage suffisant en nombre et en qualité et que le navire peut prendre la mer sans danger soit pour les passagers soit pour l'équipage, ou comme empêchant lesdits fonctionnaires de refuser le congé à tout navire qu'ils ne jugent pas en état de prendre la mer avec sécurité, jusqu'à ce que ledit navire soit mis en état de prendre la mer sans danger pour les passagers ou l'équipage.

Communiquée par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 6 novembre 1936.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

RATIFICATION.

UNITED STATES OF AMERICA August 7th, 1936.

Subject to the following reservations :

1. Nothing in this Convention shall be construed as to authorize any person to hold any seaman, whether a citizen of the United States of America or an alien, on board any merchant vessel, domestic or foreign, against his will in a safe harbor within the jurisdiction of the United States of America, when such seaman has been officially admitted thereto as a member of the crew of such vessel or to compel such seaman to proceed to sea on such vessel against his will ;

2. Nothing in this Convention shall be so construed as to nullify or modify Section 4 of the Seaman's Act approved March 4, 1915, 38 Stat. 1164, as interpreted by the Supreme Court of the United States in *Strathearn vs. Dillon*, 252 U.S. 348 ; and

3. Nothing in this Convention shall be so construed as to prevent the officers of the United States of America who exercise the control over vessels provided for in Article 54 from making such inspection of any vessel within the jurisdiction of the United States as may be necessary to determine that the condition of the vessel's seaworthiness corresponds substantially with the particulars set forth in its certificate, that the vessel is sufficiently and efficiently manned, and that it may proceed to sea without danger to either passengers or crew, or to prevent such officers from withholding clearance to any vessel which they find may not proceed to sea with safety, until such time as any such vessel shall be put in condition so that it can proceed to sea without danger to the passengers or crew.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 6th, 1936.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 3145. — CONVENTION¹ POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES RÈGLES RELATIVES AU TRANSPORT AÉRIEN INTERNATIONAL, ET PROTOCOLE ADDITIONNEL, SIGNÉS A VARSOVIE, LE 12 OCTOBRE 1929.

No. 3145. — CONVENTION¹ FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES RELATING TO INTERNATIONAL CARRIAGE BY AIR, AND ADDITIONAL PROTOCOL. SIGNED AT WARSAW, OCTOBER 12TH, 1929.

RATIFICATION

Déposée à Varsovie :

BELGIQUE 13 juillet 1936.

Communiquée par le délégué permanent de la Pologne près la Société des Nations, le 23 septembre 1936.

RATIFICATION.

Deposited in Warsaw :

BELGIUM July 13th, 1936.

Communicated by the Permanent Delegate of Poland to the League of Nations, September 23rd, 1936.

ADHÉSIONS

ETATS MALAIS :

a) ETATS MALAIS FÉDÉRÉS :

NEGRI SEMBILAN
PAHANG... ..
PERAK... ..
SELANGOR

b) ETATS MALAIS NON FÉDÉRÉS :

JOHORE
KEDAH
KELANTAN
PERLIS
TRENGGANU
BRUNEI

BORNÉO DU NORD (Etat du)
SARAWAK
TONGA

4 juillet 1936.

ACCESSIONS.

MALAY STATES :

(a) FEDERATED MALAY STATES :

NEGRI SEMBILAN
PAHANG
PERAK
SELANGOR

(b) UNFEDERATED MALAY STATES :

JOHORE
KEDAH
KELANTAN
PERLIS
TRENGGANU
BRUNEI

NORTH BORNEO (State of)
SARAWAK
TONGA

July 4th, 1936.

Communiquées par le délégué permanent de la Pologne près la Société des Nations, le 4 novembre 1936.

Communicated by the Permanent Delegate of Poland to the League of Nations, November 4th, 1936.

¹ Vol. CXXXVII, page 11 ; vol. CXLII, page 393 ; vol. CXLVII, page 355 ; vol. CLVI, page 258 ; vol. CLX, page 418 ; et vol. CLXIV, page 395, de ce recueil.

¹ Vol. CXXXVII, page 11 ; Vol. CXLII, page 393 ; Vol. CXLVII, page 355 ; Vol. CLVI, page 258 ; Vol. CLX, page 418 ; and Vol. CLXIV, page 395, of this Series.

N^o 3185. — CONVENTION ¹ SUR LE RÉGIME FISCAL DES VÉHICULES AUTOMOBILES ÉTRANGERS. SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 MARS 1931.

RATIFICATION

TURQUIE 25 septembre 1936.

N^o 3219. — CONVENTION ² POUR LIMITER LA FABRICATION ET RÉGLEMENTER LA DISTRIBUTION DES STUPÉFIANTS, ET PROTOCOLE DE SIGNATURE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 13 JUILLET 1931.

RATIFICATION

ARABIE SAOUDIENNE ... 15 août 1936.

ADHÉSION

FINLANDE 25 septembre 1936.

N^o 3459. — CONVENTION ³ SUR L'UNIFICATION DE LA SIGNALISATION ROUTIÈRE, AVEC ANNEXE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 MARS 1931.

ADHÉSION

AUTRICHE 21 août 1936.

RATIFICATION

TURQUIE 15 octobre 1936.

¹ Vol. CXXXVIII, page 149 ; vol. CXLII, page 393 ; vol. CXLVII, page 356 ; vol. CLVI, page 260 ; vol. CLX, page 418 ; et vol. CLXIV, page 403, de ce recueil.

² Vol. CXXXIX, page 301 ; vol. CXLVII, page 361 ; vol. CLII, page 344 ; vol. CLVI, page 268 ; vol. CLX, page 419 ; vol. CLXIV, page 407 ; et vol. CLXVIII, page 234, de ce recueil.

³ Vol. CL, page 247 ; vol. CLX, page 439 ; et vol. CLXIV, page 421, de ce recueil.

No. 3185. — CONVENTION ¹ ON THE TAXATION OF FOREIGN MOTOR VEHICLES. SIGNED AT GENEVA, MARCH 30TH, 1931.

RATIFICATION.

TURKEY September 25th, 1936.

No. 3219. — CONVENTION ² FOR LIMITING THE MANUFACTURE AND REGULATING THE DISTRIBUTION OF NARCOTIC DRUGS, AND PROTOCOL OF SIGNATURE. SIGNED AT GENEVA, JULY 13TH, 1931.

RATIFICATION.

SA'UDI ARABIA ... August 15th, 1936.

ACCESSION.

FINLAND September 25th, 1936.

No. 3459. — CONVENTION ³ CONCERNING THE UNIFICATION OF ROAD SIGNALS, WITH ANNEX. SIGNED AT GENEVA, MARCH 30TH, 1931.

ACCESSION.

AUSTRIA August 21st, 1936.

RATIFICATION.

TURKEY October 15th, 1936.

¹ Vol. CXXXVIII, page 149 ; Vol. CXLII, page 393 ; Vol. CXLVII, page 356 ; Vol. CLVI, page 260 ; Vol. CLX, page 418 ; and Vol. CLXIV, page 403, of this Series.

² Vol. CXXXIX, page 301 ; Vol. CXLVII, page 361 ; Vol. CLII, page 344 ; Vol. CLVI, page 268 ; Vol. CLX, page 419 ; Vol. CLXIV, page 407 ; and Vol. CLXVIII, page 234, of this Series.

³ Vol. CL, page 247 ; Vol. CLX, page 439 ; and Vol. CLXIV, page 421, of this Series.

No 3476. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE RELATIVE A LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES MAJEURES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 11 OCTOBRE 1933.

RATIFICATION

COMMONWEALTH
D'AUSTRALIE ... 2 septembre 1936.

(Y compris la Papouasie et l'île de Norfolk, ainsi que les territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru.)

No. 3476. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN OF FULL AGE. SIGNED AT GENEVA, OCTOBER 11TH, 1933.

RATIFICATION.

COMMONWEALTH
OF AUSTRALIA September 2nd, 1936.

(Including Papua and Norfolk Island, and the Mandated Territories of New Guinea and Nauru.)

No. 3564. — INTERNATIONAL AGREEMENT² RELATING TO STATISTICS OF CAUSES OF DEATH. SIGNED AT LONDON, JUNE 19TH, 1934.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE NETHERLANDS GOVERNMENT REGARDING THE EXTENSION TO THE NETHERLANDS INDIES, SURINAM AND CURAÇAO OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. LONDON, SEPTEMBER 10TH, 1935, JULY 24TH AND 31ST, 1936.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Netherlands Minister for Foreign Affairs, October 7th, 1936.

I.

NETHERLANDS LEGATION.

No. 1324.

LONDON, *September 10th, 1935.*

SIR,

With reference to your predecessor's note of May 13th last, No. T4660/2747/381, regarding

¹ Vol. CL, page 431 ; vol. CLX, page 439 ; vol. CLXIV, page 421 ; et vol. CLXVIII, page 239, de ce recueil.

² Vol. CLIV, page 381 ; Vol. CLX, page 448 ; and vol. CLXIV, page 438, of this Series.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

No 3564. — ARRANGEMENT² INTERNATIONAL RELATIF AUX STATISTIQUES DES CAUSES DE DÉCÈS. SIGNÉ A LONDRES, LE 19 JUIN 1934.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DES PAYS-BAS CONCERNANT L'APPLICATION AUX INDES NÉERLANDAISES, A SURINAM ET A CURAÇAO DE L'ARRANGEMENT SUSMENTIONNÉ. LONDRES, LES 10 SEPTEMBRE 1935, 24 ET 31 JUILLET 1936.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, le 7 octobre 1936.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N° 1324.

LONDRES, *le 10 septembre 1935.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la note de votre prédécesseur en date du 13 mai dernier, N° T 4660/2747/381,

¹ Vol. CL, page 431 ; Vol. CLX, page 439 ; Vol. CLXIV, page 421 ; and Vol. CLXVIII, page 239, of this Series.

² Vol. CLIV, page 381 ; vol. CLX, page 448 ; et vol. CLXIV, page 438, de ce recueil.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

the Agreement on Statistics of Causes of Death signed in London on the 19th June 1934, I have the honour, under instructions received, to inform you that the Netherland Government intend to avail themselves of the authority given in Article 8 of the Agreement with a view to make the Agreement applicable to the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

However, my Government desire to make the reservation that the application to the Netherlands Indies and Surinam shall not imply the obligation to provide complete statistics on the entire population of those colonies. I beg to enclose a draft of the English and French texts of the proposed reservation.

I have the honour to request your good offices with a view to consulting the other Parties to the Agreement with regard to the above-mentioned reservation.

I beg to add that this reservation, as far as the Netherlands Indies are concerned, is due to the administrative and social conditions in that territory, which make it only possible to collect the statistics in question for Europeans and for those assimilated to Europeans. For the entire population statistics are available respecting infectious diseases, which according to legislation have to be notified to the authorities; the same applies to patients treated in governmental hospitals and hospitals subsidized by the Government.

The reservation has to be made by the Netherland Government with regard to Surinam, because part of the population of the interior (bush negroes and Indians) cannot be subject to statistical observation.

I have the honour to remain, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant.

R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

« Sous réserve que l'application du présent arrangement aux Indes néerlandaises et au Surinam ne comportera pas l'obligation que les statistiques faisant l'objet de cet arrangement devront être procurées par rapport à la population entière de ces territoires d'outre-mer néerlandais. »

“ Under the reservation that the application of the present Agreement to the Netherlands Indies and Surinam shall not imply the obligation that the statistics, which are the subject of this Agreement, will be furnished with regard to the entire population of these Netherland overseas territories. ”

The Right Honourable
Sir Samuel Hoare,
Bart., G.C.S.I., G.B.E., C.M.G., M.P.,
etc., etc., etc.

concernant l'Arrangement relatif aux statistiques des causes de décès, signé à Londres le 19 juin 1934, j'ai l'honneur, conformément aux instructions que j'ai reçues, de porter à votre connaissance que le Gouvernement des Pays-Bas a l'intention de faire usage de la faculté prévue par l'article 8 de l'arrangement, en vue de rendre cet arrangement applicable aux Indes néerlandaises, à Surinam et à Curaçao.

Toutefois, mon gouvernement désire formuler la réserve suivante : l'application de l'arrangement aux Indes néerlandaises et à Surinam ne comportera pas l'obligation de fournir des statistiques complètes pour l'ensemble de la population de ces colonies. Je joins à la présente communication un projet de rédaction des textes anglais et français de la réserve proposée.

Je me permets de recourir à vos bons offices pour vous prier de bien vouloir consulter les autres Parties à l'arrangement, en ce qui concerne la réserve précitée.

J'ajoute que cette réserve, pour ce qui est des Indes néerlandaises, est motivée par les conditions administratives et sociales régnant dans ce territoire, qui ne permettent de réunir les statistiques en question que pour les Européens et les personnes assimilées. Pour l'ensemble de la population, il existe des statistiques concernant les maladies infectieuses qui, aux termes de la législation en vigueur, doivent être déclarées aux autorités; il en est de même pour les malades traités dans les hôpitaux de l'Etat et dans les hôpitaux subventionnés par l'Etat.

Le Gouvernement des Pays-Bas doit formuler la susdite réserve en ce qui concerne Surinam, parce qu'une partie de la population de l'intérieur (nègres du bush et Indiens) ne peuvent faire l'objet de statistiques.

Veuillez agréer, etc.

R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

Son Excellence
Sir Samuel Hoare,
Bart., G.C.S.I., G.B.E., C.M.G., M.P.,
etc., etc., etc.

II.

NETHERLANDS LEGATION.
No. 1294.

LONDON, *July 24th*, 1936.

SIR,

With reference to the note No. 11172/116/381 which you were good enough to address to me on 16th instant I have now the honour to notify you that my Government declare the Agreement on Statistics of Causes of Death applicable to Netherlands India, Surinam and Curaçao subject to the reservation of which I quoted the text in my note No. 1324 of 10th September last.

In view of the stipulation in Article 8 of the Agreement that its provisions will apply to Overseas Territories as from the date on which this notification has been received by His Majesty's Government I beg you to be so good as to acknowledge to me the receipt of this note.

I have the honour to remain, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant.

R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

The Right Honourable Anthony Eden,
M.C., M.P.,
etc., etc., etc.

III.

FOREIGN OFFICE, S.W.I.
No. T.11830/116/381.

July 31st, 1936.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 1294 of the 24th July in which you notified me that the Netherlands Government have extended the Agreement on Statistics of Causes of Death to Netherlands India, Surinam and Curacao, subject to the reservation, the text of which was quoted in your note No. 1324 of the 10th September, 1935.

II.

LÉGATION DES PAYS-BAS.
N° 1294.

LONDRES, *le 24 juillet* 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la note N° 11172/116/381 que vous avez bien voulu m'adresser le 16 courant, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que mon gouvernement déclare l'Arrangement relatif aux statistiques des causes de décès applicable aux Indes néerlandaises, à Surinam et à Curaçao, moyennant la réserve dont j'ai cité le texte dans ma note N° 1324 du 10 septembre dernier.

L'article 8 de l'arrangement stipulant que cet arrangement s'appliquera aux territoires d'outre-mer à partir de la date à laquelle le Gouvernement de Sa Majesté aura reçu la présente notification, je vous prie de bien vouloir m'accuser réception de la présente note.

Veillez agréer, etc.

R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

Le très honorable Anthony Eden,
M.C., M.P.,
etc., etc., etc.

III.

FOREIGN OFFICE, S.W.I.
N° T.11830/116/381.

Le 31 juillet 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 1294 du 24 juillet par laquelle vous m'avez fait connaître que le Gouvernement des Pays-Bas a étendu aux Indes néerlandaises, à Surinam et à Curaçao, l'Arrangement relatif aux statistiques des causes de décès, moyennant la réserve dont le texte était cité dans votre note N° 1324 du 10 septembre 1935.

2. In accordance with the stipulation of Article 8 (1) of the Agreement, its provisions will take effect in the above-mentioned territories as from the 27th July, 1936, the date upon which your notification was received in this department. A communication to this effect will be made to the other Governments which are Parties to the Agreement.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant.

(For the Secretary of State)
Nevile BLAND.

Jonkheer
R. de Marees van Swinderen,
G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT RELATING TO THE EXTENSION TO "MINCHÂT SABRY" MARKAZ QUESNA (LOWER EGYPT) OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. LONDON, JULY 20TH AND 27TH, 1936.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, October 7th, 1936.

I.

ROYAL EGYPTIAN LEGATION.

Ref. : 994.

LONDON, *July 20th, 1936.*

SIR,

I have the honour to refer to the Agreement on the Statistics of Causes of Death, signed in London on the 19th June, 1934, and to the Protocol of Signature annexed thereto.

In accordance with Article 2 of the said Protocol the Egyptian Government has extended the application of the said Agreement to "Minchât Sabry" Markaz Quesna, Lower Egypt.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. Conformément à la disposition de l'article 8 (1) de l'arrangement, ce dernier prendra effet dans les territoires ci-dessus mentionnés à compter du 27 juillet 1936, date à laquelle votre notification est parvenue au Foreign Office. Une communication dans ce sens sera adressée aux autres gouvernements Parties à l'arrangement.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :
Nevile BLAND.

Le Jonkheer
R. de Marees van Swinderen,
G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN CONCERNANT L'APPLICATION A « MINCHÂT SABRY » MARKAZ QUESNA (BASSE-EGYPTE) DE L'ARRANGEMENT SUSMENTIONNÉ. LONDRES, LES 20 ET 27 JUILLET 1936.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 7 octobre 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION ROYALE D'EGYPTE.

Ref. : 994.

LONDRES, *le 20 juillet 1936.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'Arrangement relatif aux statistiques des causes de décès, signé à Londres le 19 juin 1934, et au protocole de signature y annexé, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, conformément à l'article 2 dudit protocole, le Gouvernement égyptien a étendu l'application dudit Arrangement à « Minchât Sabry » Markaz Quesna, Basse-Egypte.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

This decision is communicated to the Government of the United Kingdom and Northern Ireland in conformity with Article 2 of the aforementioned Protocol.

I have the honour to be, Sir, with the highest consideration, Your most obedient Servant.

Abdul Rahman HAKKI,
Chargé d'Affaires.

The Right Honourable
The Principal Secretary
of State for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

II.

FOREIGN OFFICE, S.W.1.
No.T.11501/116/381.

July 27th, 1936.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 994 of the 20th July in which you notified me of the decision of the Egyptian Government to extend the application of the Agreement on the Statistics of Causes of Death signed in London on the 19th June, 1934, to Minchât Sabry, Markaz Quesna, Lower Egypt, in accordance with paragraph 2 of the Protocol of Signature to the said Agreement.

2. This extension has been noted in the archives of this Department and will take effect from the 21st July, 1936, the date of the receipt of your note.

I have the honour to be, with high consideration, Sir, Your obedient Servant.

(For the Secretary of State)
Nevile BLAND.

Abdul Rahman Hakki Bey,
etc., etc., etc.

Cette décision est communiquée au Gouvernement du Royaume-Uni et de l'Irlande du Nord, conformément à l'article 2 du protocole précité.

Veillez agréer, etc.

Abdul Rahman HAKKI,
Chargé d'Affaires.

Son Excellence
le Principal Secrétaire d'Etat
aux Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

FOREIGN OFFICE, S.W.1.
N° T.11501/116/381.

Le 27 juillet 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 994 du 20 juillet, par laquelle vous m'avez fait connaître la décision prise par le Gouvernement égyptien d'étendre l'application de l'Arrangement relatif aux statistiques des causes de décès, signé à Londres le 19 juin 1934, à Minchât Sabry, Markaz Quesna, Basse-Egypte, conformément au paragraphe 2 du Protocole de signature annexé audit arrangement.

2. Cette extension a été consignée dans les archives du Foreign Office, et elle prendra effet à partir du 21 juillet 1936, date de la réception de votre note.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :
Nevile BLAND.

Abdul Rahman Hakki Bey,
etc., etc., etc.

N^o 3663. — CONVENTION¹ RELATIVE AU STATUT INTERNATIONAL DES RÉFUGIÉS. SIGNÉE A GENÈVE, LE 28 OCTOBRE 1933.

No. 3663. — CONVENTION¹ RELATING TO THE INTERNATIONAL STATUS OF REFUGEES. SIGNED AT GENEVA, OCTOBER 28TH, 1933.

ADHÉSION

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ... 28 octobre 1936.

Sous les réserves suivantes :

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

1. *Article premier.* Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni considère la convention comme s'appliquant uniquement aux réfugiés russes, arméniens et assimilés qui, à la date de la présente adhésion, ne bénéficient plus de la protection de leur pays d'origine.

2. *Article 3.* Le premier paragraphe ne sera pas applicable aux réfugiés qui ont été admis dans le Royaume-Uni pour une visite ou des fins temporaires. Le terme « ordre public » est considéré comme comprenant les questions relatives aux crimes et à la moralité publique.

Le paragraphe 2 de l'article 3 n'est pas accepté.

3. *L'article 7* ne sera pas applicable aux réfugiés qui ont été admis dans le Royaume-Uni pour une visite ou des fins temporaires.

4. *Article 12.* Etant donné la situation spéciale des écoles et des universités dans le Royaume-Uni, cet article n'est pas accepté.

5. *L'article 14* n'est pas accepté.

Sa Majesté n'assume aucune obligation en ce qui concerne l'un quelconque de ses colonies,

ACCESSION.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND October 28th, 1936.

Subject to the following reservations :

1. *Article 1.* His Majesty's Government in the United Kingdom regard the Convention as applicable only to Russian, Armenian and assimilated refugees who at the date of the present accession no longer enjoy the protection of their country of origin.

2. *Article 3.* The first paragraph will not be applicable to refugees who have been admitted to the United Kingdom for a temporary visit or purpose. The term "public order" is deemed to include matters relating to crime and morals.

Paragraph 2 of Article 3 is not accepted.

3. *Article 7* will not be applicable to refugees who have been admitted to the United Kingdom for a temporary visit or purpose.

4. *Article 12.* Owing to the special position of schools and universities in the United Kingdom, this Article is not accepted.

5. *Article 14* is not accepted.

His Majesty does not assume any obligation in respect of any of his colonies, protectorates,

¹ Vol. CLIX, page 199, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. CLIX, page 199, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

protectorats, territoires d'outre-mer, territoires sous sa suzeraineté ou territoires administrés sous mandat par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni.

overseas territories, territories under his suzerainty, or territories administered under mandate by His Majesty's Government in the United Kingdom.

RATIFICATION

FRANCE 3 novembre 1936.

RATIFICATION.

FRANCE November 3rd, 1936.

N^o 3683. — ACCORD¹ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FINLANDE RELATIF A LA PROROGATION DE LA VALIDITÉ DE L'ACCORD² DU 2 OCTOBRE 1934 CONCERNANT LES PAIEMENTS RELATIFS AUX ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A HELSINKI, LE 29 MAI 1935.

No. 3683. — AGREEMENT¹ BETWEEN GERMANY AND FINLAND RENEWING THE VALIDITY OF THE AGREEMENT² OF OCTOBER 2ND, 1934, CONCERNING PAYMENTS IN CONNECTION WITH GOODS TRANSACTIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT HELSINKI, MAY 29TH, 1935.

PROTOCOLE PROROGEANT JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1936 LA VALIDITÉ DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. SIGNÉ A BERLIN, LE 21 DÉCEMBRE 1935.

PROTOCOL RENEWING UNTIL DECEMBER 31ST, 1936, THE VALIDITY OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. SIGNED AT BERLIN, DECEMBER 21ST, 1935.

Ce Protocole a été publié sous le N^o 3535, auquel il se rapporte également, dans le volume CLXIV, pages 436/437, de ce recueil.

This Protocol was published under No. 3535, to which it also refers, in Volume CLXIV, pages 436/437 of this Series.

¹ Vol. CLX, page 69, de ce recueil.

² Vol. CLIV, page 17, de ce recueil.

¹ Vol. CLX, page 69, of this Series.

² Vol. CLIV, page 17, of this Series.

No. 3737. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. MOSCOW, JULY 13TH AND JULY 11TH AND 15TH, 1935.

N° 3737. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. MOSCOU, LES 13 JUILLET ET 11 ET 15 JUILLET 1935.

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT CONTINUING IN FORCE UNTIL JULY 13TH, 1937, THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. MOSCOW, JULY 11TH AND JULY 9TH AND 13TH, 1936.

ECHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ACCORD PROROGÉANT JUSQU'AU 13 JUILLET 1937 LA VALIDITÉ DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. MOSCOU, LES 11 JUILLET ET 9 ET 13 JUILLET 1936.

Communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne, September 26th, 1936.

Communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne, le 26 septembre 1936.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

EMBASSY
OF THE UNITED STATES
OF AMERICA.

MOSCOW, *July 11th*, 1936.

EXCELLENCY,

In accordance with the conversations which have taken place, I have the honor to confirm on behalf of my Government the agreement which has been reached between the Governments of our respective countries that the Agreement regarding commercial relations between the United States of America and the Union of Soviet Socialist Republics recorded in the exchange of notes between the American Ambassador and the People's Commissar for Foreign Affairs on July 13th, 1935, shall

I.

AMBASSADE
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

MOSCOU, *le 11 juillet* 1936.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE,

Conformément aux conversations qui ont eu lieu, j'ai l'honneur de confirmer, au nom de mon gouvernement, l'accord intervenu entre les gouvernements de nos pays respectifs et selon lequel l'Accord concernant les relations commerciales entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques soviétiques socialistes, enregistré le 13 juillet 1935 dans l'échange de notes entre l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique et le commissaire du Peuple pour les Affaires étrangères, demeurera en vigueur

¹ Vol. CLXII, page 91, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Vol. CLXII, page 91, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

continue in force for another year, that is, until July 13th, 1937.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Loy W. HENDERSON,
Chargé d'Affaires ad interim
of the United States of America.

His Excellency
N. N. Krestinski,
Assistant People's Commissar
for Foreign Affairs,
Moscow.

II.

MOSCOW, July 11th, 1936.

MR. CHARGÉ D'AFFAIRES,

In accordance with the conversations which have taken place, I have the honor to confirm on behalf of my Government the agreement which has been reached between the Governments of our respective countries that the Agreement regarding commercial relations between the Union of Soviet Socialist Republics and the United States of America recorded in the exchange of notes between the People's Commissar for Foreign Affairs and the American Ambassador on July 13th, 1935, shall continue in force for another year, that is, until July 13th, 1937.

Accept, Mr. Chargé d'Affaires, the renewed assurances of my highest consideration.

N. KRESTINSKI,
Assistant People's Commissar
for Foreign Affairs.

Mr. Loy W. Henderson,
Chargé d'Affaires *ad interim*
of the United States of America,
Moscow.

pendant une autre année, soit jusqu'au 13 juillet 1937.

Veillez agréer, etc.

Loy W. HENDERSON,
Chargé d'Affaires ad interim
des Etats-Unis d'Amérique.

Son Excellence
N. N. Krestinski,
Commissaire du peuple adjoint
pour les Affaires étrangères,
Moscou.

II.

MOSCOU, le 11 juillet 1936.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Conformément aux conversations qui ont eu lieu, j'ai l'honneur de confirmer, au nom de mon gouvernement, l'accord intervenu entre les gouvernements de nos pays respectifs, portant que l'Accord concernant les relations commerciales entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et les Etats-Unis d'Amérique, enregistré le 13 juillet 1935 dans l'échange de notes entre le commissaire du Peuple pour les Affaires étrangères et l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique, demeurera en vigueur pendant une autre année, soit jusqu'au 13 juillet 1937.

Veillez agréer, etc.

N. KRESTINSKI,
Commissaire du Peuple adjoint
pour les Affaires étrangères.

M. Loy W. Henderson,
Chargé d'Affaires *ad interim*
des Etats-Unis d'Amérique,
Moscou.

III.

EMBASSY
OF THE UNITED STATES
OF AMERICA.

MOSCOW, *July 9th, 1936.*

EXCELLENCY,

I have the honour to refer to our recent conversations in regard to the prolongation of the Agreement of July 13th, 1935, concerning commercial relations between the United States of America and the Union of Soviet Socialist Republics and to ask you to let me know the value of articles the growth, produce, or manufacture of the United States of America which the Government of the Union of Soviet Socialist Republics intends to purchase in the United States of America during the next twelve months for export to the Union of Soviet Socialist Republics.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Loy W. HENDERSON,
*Chargé d'Affaires ad interim
of the United States of America.*

His Excellency
N. N. Krestinski,
Assistant People's Commissar
for Foreign Affairs,
Moscow.

IV.

MOSCOW, *July 13th, 1936.*

MR. CHARGÉ D'AFFAIRES,

In reply to your inquiry regarding the intended purchases by the Union of Soviet Socialist Republics in the United States of America in the course of the next twelve months, I have the honor to inform you that, according to information received by me from the People's Commissariat for Foreign Trade, the economic organizations of the Union of Soviet Socialist Republics intend to buy in the United States of America in the course

III.

AMBASSADE
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

MOSCOU, *le 9 juillet 1936.*

MONSIEUR LE COMMISSAIRE,

Comme suite à nos récentes conversations au sujet de la prolongation de l'Accord du 13 juillet 1935, concernant les relations commerciales entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques soviétiques socialistes, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire connaître la valeur des articles cultivés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes a l'intention d'acheter aux Etats-Unis d'Amérique au cours des douze mois prochains, aux fins d'exportation à destination de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Veillez agréer, etc.

Loy W. HENDERSON,
*Chargé d'Affaires ad interim
des Etats-Unis d'Amérique.*

Son Excellence
N. N. Krestinski,
Commissaire du Peuple adjoint
pour les Affaires étrangères,
Moscou.

IV.

MOSCOU, *le 13 juillet 1936.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En réponse à votre demande relative aux achats que l'Union des Républiques soviétiques socialistes a l'intention d'effectuer aux Etats-Unis d'Amérique au cours des douze mois prochains, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, selon des renseignements que m'a adressés le Commissariat du Peuple pour le Commerce extérieur, les organisations économiques de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ont l'intention d'acheter aux Etats-

of the next twelve months American goods in the amount of at least thirty million dollars.

Accept, Mr. Chargé d'Affaires, the renewed assurances of my highest consideration.

N. KRESTINSKI,
*Assistant People's Commissar
for Foreign Affairs.*

Mr. Loy W. Henderson,
Chargé d'Affaires *ad interim* of the
United States of America,
Moscow.

Certified to be true and complete textual copies of the original Notes in the sole language in which they were signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

P. F. Allen,
Acting Chief Clerk and Administrative Assistant.

Unis d'Amérique, durant les douze mois prochains, des marchandises américaines pour un montant minimum de trente millions de dollars.

Veillez agréer, etc.

N. KRESTINSKI,
*Commissaire du Peuple adjoint
pour les Affaires étrangères.*

M. Loy W. Henderson,
Chargé d'Affaires *ad interim*
des Etats-Unis d'Amérique,
Moscou.

N^o 8 *a*). — CONVENTION¹ RELATIVE
A LA RÉPRESSION DE LA TRAITE
DES BLANCHES. SIGNÉE A PARIS, LE
4 MAI 1910.

ADHÉSION

TERRITOIRES SOUS MANDAT DE LA NOUVELLE-
GUINÉE ET DE NAURU ... 7 septembre 1936.

*Communiquée par le secrétaire d'Etat aux Affaires
étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne,
le 5 octobre 1936.*

No. 8 (*a*). — CONVENTION¹ FOR THE
SUPPRESSION OF THE WHITE SLAVE
TRAFFIC. SIGNED AT PARIS, MAY 4TH,
1910.

ACCESSION.

MANDATED TERRITORIES OF NEW GUINEA
AND NAURU ... September 7th, 1936.

*Communicated by His Majesty's Secretary of
State for Foreign Affairs in Great Britain,
October 5th, 1936.*

¹ Vol. III, page 278 ; vol. XI, page 428 ; vol. XXIV, page 206 ; vol. XXXV, page 334 ; vol. CIV, page 545 ; vol. CVII, page 556 ; vol. CXI, page 419 ; vol. CXVII, page 334 ; vol. CLX, page 453 ; et vol. CLXIV, page 445, de ce recueil.

¹ Vol. III, page 278 ; Vol. XI, page 429 ; Vol. XXIV, page 207 ; Vol. XXXV, page 335 ; Vol. CIV, page 545 ; Vol. CVII, page 556 ; Vol. CXI, page 419 ; Vol. CXVII, page 334 ; Vol. CLX, page 453 ; and Vol. CLXIV, page 445, of this Series.

N^o 129 a). — CONVENTION¹ ENTRE L'ESPAGNE ET LE HONDURAS RECONNAISSANT LA VALIDITÉ RÉCIPROQUE DES TITRES ACADÉMIQUES. SIGNÉE A MADRID, LE 5 MAI 1905.

No. 129 (a). — CONVENTION¹ BETWEEN SPAIN AND HONDURAS REGARDING THE MUTUAL RECOGNITION OF ACADEMIC DEGREES. SIGNED AT MADRID, MAY 5TH, 1905.

DÉNONCIATION

HONDURAS 15 octobre 1935.
Effective à partir du 17 juillet 1936.

Communiquée par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Honduras, le 15 août 1936.

DENUNCIATION.

HONDURAS October 15th, 1935.
Effective as from July 17th, 1936.

Communicated by the Secretary of State for Foreign Affairs of the Republic of Honduras, August 15th, 1936.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome V, page 853.

CORRIGENDUM

Volume CLXIII, No 3781.

Traité pour prévenir la guerre (non-agression et conciliation). Signé à Rio de Janeiro, le 10 octobre 1933.

Page 394, renvoi « Adhésions ».

Le Gouvernement de la République Argentine a fait savoir au Secrétariat de la Société des Nations, par lettre du 29 avril 1937, que l'adhésion de l'Italie audit traité, communiquée précédemment, n'est pas définitive, étant sujette à ratification.

En conséquence, la mention :

« ITALIE 14 mars 1934 »

doit être supprimée et le nom « Italie » doit être inclus parmi les Etats qui ont adhéré, mais dont l'instrument d'adhésion n'a pas encore été déposé conformément au second paragraphe de l'article XVI du traité susmentionné.

Volume CLXIII, No. 3781.

Anti-War Treaty (Non-Aggression and Conciliation). Signed at Rio de Janeiro, October 10th, 1933.

Page 395, footnote " Accessions ".

The Government of the Argentine Republic has informed the Secretariat of the League of Nations, by a letter dated April 29th, 1937, that Italy's accession to this Treaty, which was communicated previously, is not final, being subject to ratification.

The words :

" ITALY March 14th, 1934 "

should therefore be omitted, and Italy should be added to the States whose instruments of accession have not yet been deposited in accordance with the second paragraph of Article XVI of the above-mentioned Treaty.

